



# COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE

**Cinquante-deuxième session**  
*«Cinquante ans du CSA – Œuvrer ensemble  
pour un monde libéré de la faim et de la malnutrition»*

**Rome (Italie), 21-25 octobre 2024**

**RAPPORT DU HLPE-FSN SUR LE RENFORCEMENT DES SYSTÈMES  
ALIMENTAIRES URBAINS ET PÉRIURBAINS AU SERVICE DE LA  
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION DANS LE  
CONTEXTE DE L'URBANISATION ET DE LA TRANSFORMATION  
RURALE (2024)**



**RENFORCEMENT DES SYSTÈMES  
ALIMENTAIRES URBAINS ET  
PÉRIURBAINS AU SERVICE DE LA  
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA  
NUTRITION DANS LE CONTEXTE  
DE L'URBANISATION ET DE LA  
TRANSFORMATION RURALE**

Photo de couverture: Déchargement de bateaux remplis de pastèques dans le port de Sadarghat, à Dacca (Bangladesh), 2008.

La demande alimentaire est déterminée par l'environnement alimentaire, c'est-à-dire le contexte physique, économique, politique et socioculturel dans lequel les consommateurs interagissent avec le système alimentaire pour prendre leurs décisions quant à l'acquisition, la préparation et la consommation de nourriture.

© FAO/Giulio Napolitano

#### **Comité directeur du HLPE-FSN**

**Présidente:** Akiko Suwa-Eisenmann

**Vice-Président:** Iain Wright

**Membres:** Olanike Adeyemo; Marie-Josèphe Amiot-Carlin; Sayed Azam-Ali; Mahmud Duwayri; Ruben Echeverría; Cecilia Elizondo; Hilal Elver; Evan Fraser; Elisabetta Recine; Hettie Schönfeldt; Rachid Serraj; Stefan Tangermann; Patrick Webb

#### **Équipe de rédaction du HLPE-FSN**

**Cheffe d'équipe:** Jane Battersby

**Membres:** Assem Abu Hatab; Ramya Ambikapathi; José Luis Chicoma; Fei Shulang; Delia Grace; Elizabeth Kimani-Murage; Leia Minaker; Ana Moragues-Faus; Danielle Resnick

**Assistante de recherche:** Geetika Anand

Les experts participent aux travaux du HLPE-FSN à titre personnel et non pas en tant que représentants de leur gouvernement, institution ou organisation.

#### **Secrétariat du HLPE-FSN**

**Coordinatrice par intérim:** Paola Termine

**Spécialiste de la communication:** Silvia Meiattini

**Appui administratif:** Massimo Giorgi

Viale delle Terme di Caracalla  
00153 Rome, Italy  
Tel: +39 06 570 52762  
[www.fao.org/cfs/cfs-hlpe](http://www.fao.org/cfs/cfs-hlpe)  
[cfs-hlpe@fao.org](mailto:cfs-hlpe@fao.org)

Les opinions qui sont exprimées ne reflètent pas nécessairement l'avis du CSA et de ses membres et participants, ni celui du secrétariat. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que le HLPE-FSN approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités. Les frontières ainsi que les noms et autres appellations qui figurent sur des cartes n'impliquent de la part du CSA et du HLPE-FSN aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

**Le rapport est mis à la disposition du public; sa reproduction et sa diffusion auprès d'un large public sont encouragées.** Il peut être copié, diffusé et adapté à des fins non commerciales, sous réserve que la source soit mentionnée comme il se doit. La reproduction pour la revente ou à d'autres fins commerciales, y compris à des fins didactiques, pourra être soumise à des frais.

**Matériel attribué à des tiers:** Il incombe aux utilisateurs souhaitant réutiliser des informations ou autres éléments contenus dans cette œuvre qui y sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, de déterminer si une autorisation est requise pour leur réutilisation et d'obtenir le cas échéant la permission de l'ayant-droit. Toute action qui serait engagée à la suite d'une utilisation non autorisée d'un élément de l'œuvre sur lequel une tierce partie détient des droits ne pourrait l'être qu'à l'encontre de l'utilisateur.

**Citer comme suit:** HLPE-FSN. 2024. *Renforcement des systèmes alimentaires urbains et périurbains au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le contexte de l'urbanisation et de la transformation rurale*. Rome, HLPE-FSN du CSA.

## Rapports du HLPE-FSN

- #1 Volatilité des prix et sécurité alimentaire (2011)
- #2 Régimes fonciers et investissements internationaux en agriculture (2011)
- #3 Sécurité alimentaire et changement climatique (2012)
- #4 La protection sociale pour la sécurité alimentaire (2012)
- #5 Agrocarburants et sécurité alimentaire (2013)
- #6 Paysans et entrepreneurs: investir dans l'agriculture des petits exploitants pour la sécurité alimentaire (2013)
- #7 La durabilité de la pêche et de l'aquaculture au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition (2014)
- #8 Pertes et gaspillages de nourriture dans un contexte de systèmes alimentaires durables (2014)
- #9 L'eau, enjeu pour la sécurité alimentaire mondiale (2015)
- #10 Le développement agricole durable au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition: quels rôles pour l'élevage? (2016)
- #11 Gestion durable des forêts au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition (2017)
- #12 Nutrition et systèmes alimentaires (2017)
- #13 Partenariats multipartites pour le financement et l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (2018)
- #14 Approches agroécologiques et autres approches novatrices pour une agriculture et des systèmes alimentaires durables propres à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition (2019)
- #15 Sécurité alimentaire et nutrition: énoncé d'une vision globale à l'horizon 2030 (2020)
- #16 Promouvoir la participation et l'emploi des jeunes dans l'agriculture et les systèmes alimentaires (2021)
- #17 Outils de collecte et d'analyse de données au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition – Rendre la prise de décisions plus efficace, plus inclusive et mieux ancrée dans la réalité (2022)
- #18 Réduction des inégalités au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition (2023)
- #19 Renforcement des systèmes alimentaires urbains et périurbains au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le contexte de l'urbanisation et de la transformation rurale (2024)

iv ]

Tous les rapports du HLPE-FSN sont disponibles à l'adresse <https://www.fao.org/cfs/cfs-hlpe/publications/fr>.

---

# TABLE DES MATIÈRES

<b>AVANT-PROPOS</b>	<b>xiii</b>
<b>REMERCIEMENTS</b>	<b>xv</b>
<b>SIGLES ET ACRONYMES</b>	<b>xvi</b>
<b>RÉSUMÉ</b>	<b>xvii</b>
<b>CHAPITRE 1. INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
1.1 Les milieux urbains en tant que point d'entrée essentiel pour la politique alimentaire	2
1.2 La nécessité de renforcer les systèmes alimentaires urbains et périurbains pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition	5
1.3 Notions essentielles	7
1.3.1 Zones urbaines et périurbaines	7
1.3.2 La sécurité alimentaire et la nutrition urbaines et périurbaines dans leurs six dimensions	7
1.3.3 Systèmes alimentaires urbains et périurbains	10
1.3.4 Droit à l'alimentation et droit à la ville	12
1.3.5 Gouvernance des systèmes alimentaires urbains et périurbains	14
1.4 Théorie du changement	15
1.5 Structure du rapport	17
<b>CHAPITRE 2. RELATIONS DYNAMIQUES ENTRE L'URBANISATION, LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES, LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION</b>	<b>20</b>
2.1 Introduction	21
2.2 Urbanisation et périurbanisation	22
2.3 Périurbanisation et urbanisation: différencier les expériences des pays à revenu élevé et des pays à revenu faible ou intermédiaire	23
2.3.1 Différences entre villes dominantes et villes secondaires	24
2.3.2 Secteur informel	26
2.4 Liens entre l'urbanisation, les systèmes urbains et les systèmes alimentaires	26
2.4.1 Quels peuvent être les effets de l'urbanisation sur les systèmes alimentaires	27
2.4.2 Liens entre les systèmes urbains et divers résultats	30



2.5 Fragilité, sécurité alimentaire et nutrition, et résilience des systèmes alimentaires urbains	32
2.5.1 Fragilité, sécurité alimentaire et nutrition	32
2.5.2 Chocs urbains, sécurité alimentaire et nutrition	33
2.5.3 Relations bidirectionnelles entre, d'une part, les difficultés auxquelles sont confrontées les zones urbaines et, d'autre part, la sécurité alimentaire et la nutrition	34
2.5.4 Résilience des systèmes alimentaires urbains	36
2.6 Conclusion	37

## **CHAPITRE 3. ACTIVITÉS LIÉES AUX SYSTÈMES ALIMENTAIRES URBAINS ET PÉRIURBAINS** **38**

3.1 Introduction	39
3.2 Approvisionnement et production alimentaires	43
3.2.1 Agriculture urbaine et périurbaine	43
3.2.2 Liens entre l'alimentation locale et territoriale	46
3.2.3 Production alimentaire nationale	47
3.2.4 Commerce international	48
3.3 Activités intermédiaires: transport, logistique, transformation, distribution et vente en gros	50
3.3.1 Intermédiaires	50
3.3.2 Transformation	51
3.3.3 Marchés de gros	52
3.4 Commerce de détail et secteur des services alimentaires	53
3.4.1 Circuits traditionnels	56
3.4.2 Circuits modernes	60
3.4.3 L'essor de la vente de nourriture en ligne	63
3.4.4 Mécanismes non marchands au service de la lutte contre l'insécurité alimentaire	64
3.5 Pertes et gaspillage alimentaires	67
3.6 Conclusion	68

vi ]

## **CHAPITRE 4. ENVIRONNEMENTS ALIMENTAIRES ET FACTEURS URBAINS DÉTERMINANT LA CONSOMMATION DANS LES ZONES URBAINES ET PÉRIURBAINES** **70**

4.1 Introduction	71
4.2 Environnement alimentaire extérieur et contexte urbain et périurbain	73
4.2.1 Prix des denrées alimentaires	73
4.2.2 Disponibilités alimentaires	74
4.2.3 Stratégies de commercialisation des produits alimentaires et réglementation relative aux denrées alimentaires	76
4.2.4 Caractéristiques des vendeurs et des produits	77

4.3 Environnements alimentaires familiaux dans les contextes urbains et périurbains	79
4.3.1 Ressources	79
4.3.2 Composition des ménages	81
4.3.3 Négociations de valeur	81
4.3.4 Appui	81
4.4 Environnement alimentaire personnel dans le contexte urbain et périurbain	82
4.4.1 Abordabilité	82
4.4.2 Désirabilité	82
4.4.3 Accessibilité individuelle	83
4.4.4 Praticité	83
4.5 Contexte urbain et environnements alimentaires	84
4.6 Facteurs déterminant les choix alimentaires par tranche de revenu	84
4.7 Conclusion	86

## **CHAPITRE 5. SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITION DANS LES ZONES URBAINES ET PÉRIURBAINES** 87

5.1 Introduction	88
5.2 État de la sécurité alimentaire urbaine et périurbaine	88
5.2.1 Variabilité géographique de l'insécurité alimentaire dans les zones urbaines et périurbaines	88
5.2.2 Caractéristiques des populations urbaines et périurbaines en situation d'insécurité alimentaire	92
5.2.3 Les zones urbaines et périurbaines sont les épices d'une transition alimentaire et nutritionnelle inégale	94
5.2.4 Transition nutritionnelle et dimension de genre	97
5.2.5 Fardeaux multiples de la malnutrition	98
5.3 État de l'alimentation dans les contextes urbains	101
5.4 Fardeau de la sécurité sanitaire des aliments	107
5.5 Conclusion	108

## **CHAPITRE 6. GOUVERNANCE DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES URBAINS: DES PROCESSUS MULTINIVEAUX ET MULTI-ACTEURS** 109

6.1 Introduction	110
6.2 Contexte institutionnel de la gouvernance alimentaire urbaine	112
6.2.1 Nature de la décentralisation	112
6.2.2 Discordance et concordance entre les mandats en ce qui concerne les points d'entrée permettant de renforcer les systèmes alimentaires urbains	112
6.3 Mobiliser les ressources, les partenaires et les incitations nécessaires pour gouverner les systèmes alimentaires	114



6.3.1 Capacités budgétaires et humaines	116
6.3.2 Partenariats avec des acteurs non étatiques	117
6.3.3 Économie politique de l'informalité dans les systèmes alimentaires urbains et périurbains	119
6.4 L'innovation dans la gouvernance alimentaire urbaine: les villes, facteurs d'innovation de la politique alimentaire	121
6.4.1 Politiques et stratégies d'alimentation urbaine	121
6.4.2 Intégration des villes dans des réseaux transnationaux	125
6.4.3 Améliorer l'efficacité et la durabilité des innovations introduites en matière de politique alimentaire urbaine	127
6.5 Conclusion	128

## **CHAPITRE 7. MESURES À PRENDRE POUR TRANSFORMER LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES URBAINS ET PÉRIURBAINS**

---

**130**

7.1 Introduction	131
7.2 Instruments politiques	132
7.2.1 Politiques réglementaires	132
7.2.2 Instruments fiscaux	135
7.2.3 Mécanismes de transfert et de redistribution	137
7.2.4 Politiques de marché	139
7.2.5 Investissements des secteurs public, privé et communautaire	141
7.2.6 Instruments de modification des comportements	142
7.3 Mesures transversales: renforcement des données et des capacités	143
7.4 Conclusion	144

## **CHAPITRE 8. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS**

---

**145**

## **BIBLIOGRAPHIE**

---

**154**

# FIGURES

1 RÉPARTITION DES PERSONNES EN SITUATION D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE MODÉRÉE OU GRAVE LE LONG DU CONTINUUM RURAL-URBAIN, 2022	3
2 THÉORIE DU CHANGEMENT VISANT À AMÉLIORER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION DANS LES ZONES URBAINES ET PÉRIURBAINES	16
3 PART DE LA POPULATION EN FONCTION DU DEGRÉ D'URBANISATION, PAR RÉGION DES ODD (1950-2070), LES RÉGIONS ÉTANT CLASSÉES SELON LA PART DE LEUR POPULATION URBAINE EN 1950	24
4 REPRÉSENTATION SIMPLIFIÉE DES LIENS ENTRE L'URBANISATION ET LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES, L'ACCENT ÉTANT MIS SUR LES PROCESSUS D'URBANISATION QUI ONT DES RÉPERCUSSIONS SUR LA CONSOMMATION D'ALIMENTS HORS DU DOMICILE	28
5 INTERACTIONS ENTRE ACTIVITÉS LIÉES AUX SYSTÈMES ALIMENTAIRES URBAINS ET PÉRIURBAINS	40
6 LES DIX SOURCES D'ALIMENTS LES PLUS COURANTES, KISUMU (KENYA), 2016	55
7 PART DU TOTAL DES ALIMENTS DIRECTEMENT ACHETÉS AU SUPERMARCHÉ PAR LES MÉNAGES, KISUMU (KENYA), 2016	55
8 DIVERSES TYPOLOGIES ET CONFIGURATIONS SPATIALES SUR UN MARCHÉ DE DAR ES SALAAM (RÉPUBLIQUE UNIE DE TANZANIE)	59
9 ENVIRONNEMENTS ALIMENTAIRES EXTÉRIEUR, FAMILIAL ET PERSONNEL	72
10 COMPARATIF DU PRIX MÉDIAN PAR CALORIE DES ALIMENTS SAINS ET DES ALIMENTS MAUVAIS POUR LA SANTÉ, PAR RÉGION	73
11 DIAGRAMME EN ICEBERG REPRÉSENTANT LA PRÉVALENCE (HAUT) DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE GRAVE OU MODÉRÉE ET LE NOMBRE DE PERSONNES TOUCHÉES (BAS)	90
12 POURCENTAGE DE LA VALEUR MONÉTAIRE DES ALIMENTS CONSOMMÉS PAR CATÉGORIE	95
13 ÉCHELLE DES DIFFÉRENTES ÉTAPES MENANT À UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE OPTIMALES POUR LES MEMBRES DU MÉNAGE	96
14 INDICE DE MASSE CORPORELLE PAR SEXE DANS LES ZONES URBAINES ET RURALES, 1990-2010	98

# FIGURES

15 QUALITÉ DE L'ALIMENTATION PAR RÉGION ET LIEU DE RÉSIDENCE (ZONE RURALE OU URBAINE), 2018	102
16 CONSOMMATION D'ALIMENTS HAUTEMENT TRANSFORMÉS (EN PORTIONS/JOUR) PAR LIEU DE RÉSIDENCE (ZONE RURALE OU URBAINE) ET PAR NIVEAU DE REVENU DES PAYS, 2018	103
17 DIFFÉRENCES ALIMENTAIRES ENTRE ZONES RURALES ET ZONES URBAINES, 2021-2022	104
18 ACTEURS DE LA GOUVERNANCE MULTINIVEAUX QUI INTERVIENNENT DANS LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES URBAINS ET PÉRIURBAINS	111

# TABLEAUX

x ]	1 CARACTÉRISTIQUES DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DURABLES ET RÉSULTATS	6
	2 STRUCTURE DU RAPPORT	19
	3 CIRCUITS DE VENTE D'ALIMENTS AU DÉTAIL ET DE SERVICES ALIMENTAIRES	54
	4 FACTEURS DÉTERMINANT LES CHOIX ALIMENTAIRES DANS CHAQUE ENVIRONNEMENT ALIMENTAIRE, PAR CATÉGORIE DE REVENU	85
	5 APERÇU DES RÉSEAUX ALIMENTAIRES URBAINS	126

# ENCADRÉS

<a href="#">1 DÉFINIR LES TERMES «URBAIN» ET «PÉRIURBAIN», UN DÉFI ARDU</a>	8
<a href="#">2 INCIDENCE DE CHATGPT SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION DANS LES ZONES URBAINES ET PÉRIURBAINES</a>	29
<a href="#">3 L'AGRICULTURE EN SAC POUR LUTTER CONTRE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LES BIDONVILLES DE NAIROBI (KENYA)</a>	45
<a href="#">4 COMMENT LES ACCORDS MONDIAUX RELATIFS AU COMMERCE ET À L'INVESTISSEMENT INFLUENT SUR L'ALIMENTATION DES VILLES</a>	48
<a href="#">5 ÉCONOMIE CIRCULAIRE - PERSPECTIVES ET ENJEUX</a>	68
<a href="#">6 COVID-19 ET AUTRES CHOCS À COLOMBO (SRI LANKA)</a>	80
<a href="#">7 INTERPRÉTER LES CALCULS DES DONNÉES SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE</a>	89
<a href="#">8 LES DONNÉES SUR LA QUALITÉ DE L'ALIMENTATION, UN BIEN PUBLIC MONDIAL</a>	91
<a href="#">9 CARTOGRAPHIE DES MANDATS AU CAP (AFRIQUE DU SUD)</a>	113
<a href="#">10 MÉCANISMES INTÉGRÉS DE GOUVERNANCE MULTINIVEAUX AU BRÉSIL</a>	115
<a href="#">11 LES DIVERS RÔLES DE L'ÉTAT ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LA GOUVERNANCE DE L'ALIMENTATION URBAINE</a>	117
<a href="#">12 TAXER LES COMMERÇANTS EN AFRIQUE URBAINE - GÉNÉRER DES RECETTES OU NUIRE À L'ÉQUITÉ?</a>	120
<a href="#">13 À LA CROISÉE DE L'ESPRIT DE PARTI, DES CYCLES ÉLECTORAUX ET DES STRATÉGIES RELATIVES AUX SYSTÈMES ALIMENTAIRES URBAINS</a>	122
<a href="#">14 CONSEILS DE POLITIQUE ALIMENTAIRE</a>	123
<a href="#">15 INTÉGRER L'ALIMENTATION DANS LA PLANIFICATION URBAINE</a>	133
<a href="#">16 NI LA RÉGLEMENTATION NI LA FORMATION NE PERMETTENT À ELLES SEULES D'AMÉLIORER LA SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS</a>	134
<a href="#">17 PROGRAMME DE CANTINES COMMUNAUTAIRES À MEXICO, OU QUAND LA COLLABORATION VA DE PAIR AVEC LA COORDINATION DES INSTRUMENTS DE POLITIQUE GÉNÉRALE</a>	138
<a href="#">18 MARCHÉS PUBLICS DURABLES, LE POUVOIR DU SECTEUR PUBLIC</a>	140



---

# AVANT-PROPOS

Le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE-FSN) est à l'interface entre sciences et politiques au sein du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), qui est la principale plateforme internationale et intergouvernementale spécialisée dans la sécurité alimentaire et la nutrition.

Aujourd'hui, plus de la moitié de la population mondiale vit dans des villes, une proportion qui devrait atteindre 70 pour cent d'ici à 2050. Cette évolution démographique rapide représente un défi considérable pour la sécurité alimentaire et la nutrition, et nécessite l'adoption de politiques et de mesures spéciales. À cela s'ajoute le fait que, à l'échelle mondiale, plus de 70 pour cent des aliments sont consommés dans les zones urbaines. Les systèmes alimentaires urbains et périurbains sont donc à même d'influer sur l'ensemble du système alimentaire du pays auquel ils appartiennent.

Dans ce contexte, le CSA a demandé au HLPE-FSN d'étudier les questions relatives à l'urbanisation et à la transformation rurale et leur incidence sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Le présent rapport a pour objet de répondre à cette demande. Le droit à l'alimentation est le principe général qui a guidé l'élaboration du présent rapport, les auteurs veillant à ce que chaque analyse ou recommandation soit fondée sur la nécessité absolue de garantir une alimentation adéquate

et abordable pour tous, sans mettre en péril la durabilité sociale et environnementale.

Les auteurs du rapport montrent que, sur les 2,2 milliards de personnes qui sont en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave dans le monde, 1,7 milliard vivent dans des zones urbaines ou périurbaines. Ces zones sont en effet aux prises avec des difficultés de taille, liées notamment au chômage des jeunes, au manque d'infrastructures, aux inégalités marquées, à l'instabilité politique et à la vulnérabilité aux épidémies, aux conflits et aux risques environnementaux. À l'inverse, elles sont aussi l'épicentre de la transition nutritionnelle et offrent des perspectives économiques et des possibilités d'innovation.

Étant donné que la plupart des denrées alimentaires consommées dans les villes ne proviennent pas de ces agglomérations mêmes, il est essentiel de prendre en considération le spectre plus large de la logistique, du transport, de la transformation, du commerce de gros et du commerce de détail. Le présent rapport offre un tour d'horizon des systèmes alimentaires des zones urbaines et périurbaines, ainsi que de leurs forces et de leurs faiblesses. Ses auteurs y abordent la question de l'environnement alimentaire, c'est-à-dire le contexte institutionnel, économique et social dans lequel les consommateurs urbains prennent leurs décisions en matière d'alimentation. Ils mettent également en évidence les différents types

d'urbanisation qui existent dans les diverses régions du monde.

Les villes apparaissent déjà comme des centres d'innovation en matière de politique alimentaire, démontrant leur potentiel de transformation des systèmes alimentaires au sens large. L'action des municipalités doit être en phase avec la gouvernance régionale et nationale. Les auteurs du présent rapport appellent à modifier le processus de gouvernance des systèmes alimentaires urbains et périurbains. Compte tenu de la prévalence de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones urbaines et périurbaines, les décisions doivent faire appel à tous les acteurs des systèmes alimentaires, y compris les acteurs informels. La délimitation claire des mandats et responsabilités relatifs aux systèmes alimentaires urbains et périurbains garantira non seulement une meilleure coordination, mais aussi un plus grand respect de l'obligation de rendre compte. Le présent rapport contient des principes directeurs et des recommandations concrètes à l'intention des décideurs, qui visent à améliorer la sécurité alimentaire dans les zones urbaines et périurbaines en réorientant les systèmes alimentaires de ces zones vers l'amélioration de la nutrition, la durabilité environnementale et l'agencéité.

Ce rapport, comme tous les rapports du HLPE-FSN, a été élaboré dans le cadre d'un processus scientifique, transparent et inclusif, assorti de consultations approfondies, et intégrant diverses formes de connaissances et de compétences techniques, avant d'être soumis à un processus rigoureux d'examen par des pairs. Je souhaite exprimer ma sincère gratitude à tous les experts qui nous ont aidés au cours de ce long processus, notamment les membres du Comité directeur du HLPE-FSN, parmi lesquels Hilal Elver, qui a présidé le groupe chargé de la supervision du présent rapport, et les

spécialistes de nombreuses autres institutions du monde entier qui ont formulé de précieuses observations sur les premières versions du document.

Au nom du Comité directeur du HLPE-FSN, je remercie les experts qui ont rédigé le rapport, sous la direction de Jane Battersby. Leur dévouement et leurs contributions impressionnantes, livrées à titre gracieux, ont joué un rôle déterminant dans l'élaboration de cette analyse complète des systèmes alimentaires urbains et périurbains, qui constitue un vibrant appel à l'action. Je salue tout particulièrement les spécialistes qui ont relu attentivement le rapport et dont les suggestions pertinentes ont permis d'améliorer considérablement le document final. Enfin, je tiens à remercier les membres du secrétariat du HLPE-FSN, et en particulier Paola Termine, pour le formidable soutien qu'ils ont apporté tout au long de la rédaction de ce rapport.

Le présent rapport est dédié aux habitants actuels et futurs des villes et des zones périurbaines, dont certaines n'ont pas encore vu le jour, principalement en Afrique et en Asie. J'espère qu'il inspirera les recommandations de politique générale du CSA et influencera la manière dont les décideurs et les parties prenantes des villes œuvrent à la transformation des systèmes alimentaires. Les décisions que nous prenons aujourd'hui concernant les systèmes alimentaires urbains et périurbains et le développement orienteront les trajectoires de la sécurité alimentaire pour les générations à venir.

諏訪 明子

**Akiko Suwa-Eisenmann**

Présidente du Comité directeur du HLPE-FSN



# REMERCIEMENTS

Le HLPE-FSN du CSA exprime ses sincères remerciements à tous ceux et celles qui ont apporté des contributions précieuses et formulé des commentaires éclairés lors des deux consultations ouvertes organisées par voie électronique.

Étant donné que les rapports du HLPE-FSN sont le fruit d'une démarche scientifique collective et indépendante, et qu'ils abordent les thèmes demandés par le CSA lors de ses sessions, ces réflexions ont joué un rôle central dans notre processus de travail, garantissant à la fois la légitimité et la rigueur scientifique, tout en facilitant l'intégration de diverses formes de connaissances et d'expertise.

La première consultation, qui portait sur le cadre du rapport, a permis de recueillir 96 contributions pertinentes et précises, tandis que la deuxième, qui avait trait à l'avant-projet de rapport (V0), a rassemblé 75 contributeurs de diverses entités des secteurs public et privé, couvrant plusieurs domaines et 50 pays. De plus, le caractère collaboratif de nombreuses contributions, émanant souvent d'équipes plutôt que d'individus, a mis en évidence une participation plus approfondie et plus complète.

Ces contributions ont été recueillies dans le cadre du Forum global sur la sécurité alimentaire et la nutrition (Forum FSN) et peuvent être consultées sur le site web du Forum FSN, à l'adresse <https://www.fao.org/fsnforum/fr/partners/groupe-dexperts-de-haut-niveau-sur-la-securite-alimentaire-et-la-nutrition-hlpe-fsn>.

Le HLPE-FSN remercie également l'ensemble des examinateurs scientifiques qui ont donné des avis précieux sur la première version du projet du rapport (V1). La liste complète des

examineurs scientifiques du HLPE-FSN figure sur le site web du Groupe d'experts, à l'adresse <https://www.fao.org/cfs/cfs-hlpe/fr>.

Les personnes suivantes ont aussi contribué, à différents titres, à ce rapport: Emily Olsson, Anna Herforth, Preslav Tonkov, Zacc Ritter, Alireza Taghdisian, Ty Beal, Anne Marie Thow, Iromi Perera, Prabhu Pingali, Taylor Rijos et Justin Han.

Le HLPE-FSN remercie également Évariste Nicoletis, ancien coordonnateur du secrétariat du HLPE-FSN, Dianne Berest pour sa révision minutieuse de la version anglaise, ainsi que l'équipe de traduction de la FAO, qui a traduit le rapport dans les six langues officielles des Nations Unies. En outre, la collaboration avec Multilingual Resources Group pour la conception et la mise en page du rapport a été aussi agréable que productive.

Il est important de noter que les rapports du HLPE-FSN sont considérés comme des biens publics mondiaux. Tous les experts participants travaillent à titre gracieux et le processus est entièrement financé par des contributions volontaires.

Le HLPE-FSN remercie les donateurs qui ont contribué, depuis 2010, à son fonds fiduciaire ou qui ont apporté des contributions en nature, lui permettant de mener ses travaux tout en conservant son indépendance. Depuis sa création en 2010, le HLPE-FSN a reçu l'appui des pays et donateurs suivants: Allemagne, Australie, Chine, Espagne, Éthiopie, Fédération de Russie, Finlande, France, Irlande, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Province du Québec, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Soudan, Suède, Suisse et Union européenne.

---

# SIGLES ET ACRONYMES

<b>CSA</b>	Comité de la sécurité alimentaire mondiale
<b>DEGURBA</b>	degré d'urbanisation
<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
<b>HLPE-FSN</b> ou <b>HLPE</b>	Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition
<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques
<b>ODD</b>	objectif de développement durable
<b>ONG</b>	organisation non gouvernementale
<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies
<b>UPA</b>	urban and peri-urban agriculture

---

# RÉSUMÉ

Plus de 60 pour cent de la population mondiale vit dans des zones urbaines, et l'urbanisation rapide entraîne des changements géographiques. **Actuellement, 1,7 milliard des 2,2 milliards de personnes en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave vivent dans des zones urbaines ou périurbaines** (figure 1). Bien que la prévalence du retard de croissance soit plus faible dans les zones urbaines que dans les zones rurales, la ventilation plus poussée des données sur les zones urbaines en fonction du degré de pauvreté montre que les populations urbaines pauvres présentent des taux de retard de croissance très élevés, se plaçant ainsi au même niveau que celles des zones rurales. La capacité des habitants des zones urbaines et périurbaines de réaliser leur droit à l'alimentation est un défi majeur, en particulier dans le contexte du changement climatique, de l'instabilité politique, du creusement des inégalités, des conflits internes et de la croissance rapide des populations urbaines. Les politiques nationales relatives à la sécurité alimentaire et aux systèmes alimentaires ont négligé la sécurité alimentaire et la nutrition des zones urbaines et périurbaines et largement ignoré le rôle des autorités locales dans l'orientation des systèmes alimentaires et les résultats obtenus en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. **Il est urgent de réorienter les politiques relatives à la sécurité alimentaire et aux systèmes alimentaires et les investissements dans ce domaine afin de remédier à ce problème qui prend de l'ampleur.**

Conscient de cette situation, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) a estimé

qu'une analyse approfondie des systèmes alimentaires urbains et périurbains était nécessaire pour garantir la concrétisation du droit à l'alimentation, ainsi que la sécurité alimentaire dans ses six dimensions et la nutrition (HLPE-FSN, 2020). À cette fin, il a demandé au Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE-FSN) d'élaborer un rapport devant aboutir à un ensemble de recommandations de politique générale ciblées et orientées vers l'action qui consistent à renforcer les systèmes alimentaires urbains et périurbains dans le contexte de l'urbanisation et de la transformation rurale – moyen essentiel de réaliser la vision du CSA<sup>1</sup> (CSA, 2009), l'objectif de développement durable (ODD) 2 et une série d'autres ODD, notamment les ODD 1, 10 et 11.

Le présent rapport se fonde sur les résultats du Groupe de travail à composition non limitée du CSA sur l'urbanisation, la transformation des zones rurales et leurs incidences sur la sécurité alimentaire et la nutrition, ainsi que sur la littérature récente et les derniers débats relatifs aux politiques. Faisant fond sur ce rapport, le CSA formulera des recommandations de politique générale relatives aux systèmes

---

<sup>1</sup> Il est établi dans le document relatif à la réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale que «[l]e CSA réformé, en tant qu'élément central du Partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, en constante évolution, constituera la principale plateforme internationale et intergouvernementale ouverte, regroupant un large éventail de parties prenantes ayant pris l'engagement de travailler ensemble de façon coordonnée et à l'appui de processus impulsés par les pays pour l'élimination de la faim et la garantie de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de l'ensemble de l'humanité. Le CSA luttera pour un monde libéré de la faim dans lequel les pays mettent en œuvre les directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale». CSA, Réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Document CFS:2009/2 Rev. 2. Octobre 2009. Rome [également disponible à l'adresse suivante: <https://www.fao.org/4/k7197f/k7197f.pdf>].

alimentaires urbains et périurbains qui tiendront compte des besoins particuliers qui se manifestent dans divers milieux ruraux ou urbains, ainsi que des liens qui les unissent.

À la lumière de ces objectifs, le présent rapport vise à: i) dresser un état des lieux de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les zones urbaines et périurbaines et cerner les principaux goulets d'étranglement; ii) faire ressortir les liens entre les systèmes alimentaires urbains et périurbains et d'autres systèmes, tels que l'eau, l'énergie et la mobilité, et leur incidence sur la sécurité alimentaire et la nutrition; iii) étudier des moyens de transformer les systèmes alimentaires et de les rendre plus équitables, plus accessibles, plus durables et plus résilients grâce à des interventions ayant trait aux activités des systèmes alimentaires et aux environnements alimentaires; iv) formuler des recommandations de politique générale tenant compte de multiples acteurs et leviers stratégiques.

Le rapport compte huit chapitres. **Au chapitre 1, les auteurs justifient l'intérêt porté aux zones urbaines et périurbaines, expliquent les fondements conceptuels du rapport et présentent la théorie du changement.** Ils établissent que plus des trois quarts des personnes en situation d'insécurité alimentaire vivent dans des zones urbaines et périurbaines. Ils décrivent l'influence importante qu'ont les structures de pouvoir officielles ou informelles, les politiques et la législation sur l'insécurité alimentaire dans les zones urbaines et périurbaines. De ce fait, tous les citoyens ne jouissent pas au même degré du droit à l'alimentation et ne bénéficient pas d'un accès égal aux services et infrastructures urbains. Les auteurs mettent également en lumière la nécessité de renforcer le droit fondamental à l'alimentation et le droit à la ville, c'est-à-dire l'accès équitable et inclusif aux biens et aux services indispensables pour mener une vie décente, qui sont essentiels à la lutte contre l'inégalité d'accès à l'alimentation. Étant donné que l'insécurité alimentaire dans les zones urbaines et périurbaines est déterminée par les processus économiques, politiques, spatiaux et

sociaux qui sont à l'œuvre au sein de ces zones et en dehors, les auteurs soulignent également qu'il importe de prévoir des interventions spécifiques, conçues et mises en œuvre par les gouvernements nationaux et les autorités locales.

Le **chapitre 2** met en évidence comment le processus d'urbanisation façonne la sécurité alimentaire, les choix alimentaires, la nutrition et la gouvernance des systèmes alimentaires dans les zones urbaines et périurbaines. Il **souligne combien il importe de saisir ce qui caractérise chaque zone urbaine ou périurbaine**, comme son emplacement, sa taille et son caractère informel ou non, dans l'élaboration des réponses apportées en matière de politiques et de gouvernance. Les auteurs attirent particulièrement l'attention sur le fait que les zones urbaines et périurbaines concentrent des facteurs de vulnérabilité dans plusieurs dimensions qui ont des effets sur la sécurité alimentaire, notamment les enjeux liés au climat, les conflits et les inégalités. Ils appellent à **renforcer la résilience des zones urbaines et périurbaines en tant que point d'entrée essentiel pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans ces zones.**

Le **chapitre 3** contient une description des **difficultés et des possibilités que présentent les principales activités des systèmes alimentaires des zones urbaines et périurbaines s'agissant d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans ces zones.** Les activités concernées sont les suivantes: production et commerce de denrées alimentaires; activités intermédiaires de la chaîne d'approvisionnement, notamment le transport, la logistique, la transformation et la vente en gros; activités en aval, telles que le commerce de détail et les services (sources d'aliments marchandes et non marchandes); pertes et gaspillage. Étant donné que les systèmes alimentaires urbains et périurbains se composent d'éléments, d'activités et d'acteurs qui sont à l'œuvre aussi bien dans ces zones qu'à l'extérieur (de l'arrière-pays rural jusqu'à des pays lointains), leur gouvernance est complexe. Dans ce chapitre, les auteurs soulignent combien il **importe de préserver la diversité des systèmes alimentaires, y compris**

**les composantes traditionnelles et informelles, pour favoriser la résilience de ces systèmes ainsi que la sécurité alimentaire et la nutrition.**

Il convient à cet effet de recenser et de gérer les synergies et les arbitrages (entre la sécurité sanitaire et l'abordabilité des aliments, par exemple) parmi les différentes composantes.

**Au chapitre 4, l'environnement alimentaire sert de point de départ pour montrer comment les modes de consommation alimentaire dans les zones urbaines et périurbaines sont façonnés par les interactions entre le système alimentaire et d'autres systèmes,** notamment le logement, l'eau et l'énergie, ainsi que par la situation socioéconomique. Les régimes alimentaires et les stratégies d'approvisionnement alimentaire dans les zones urbaines et périurbaines varient considérablement en fonction non seulement du revenu, mais aussi d'autres caractéristiques des individus et des ménages. Il est démontré dans ce chapitre que **les facteurs qui déterminent les choix alimentaires dans les environnements alimentaires urbains et périurbains dépassent les questions liées au système alimentaire et nécessitent donc un ensemble plus large d'interventions.** Il s'agit notamment de remédier à la pauvreté en temps, à la pauvreté énergétique et aux déficiences des infrastructures, ainsi qu'à l'instabilité de l'emploi et des moyens de subsistance.

**Le chapitre 5 contient des données sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les zones urbaines et périurbaines.** Ces résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition sont considérés comme des conséquences des problèmes systémiques abordés aux chapitres 1 à 4. Ils mettent en évidence la forte prévalence de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans les zones urbaines et périurbaines. **L'insécurité alimentaire est inégalement répartie dans les zones urbaines et périurbaines, les bidonvilles et les zones périurbaines étant les plus durement frappés et les femmes, les enfants, les groupes ethniques marginalisés et les migrants étant touchés de manière disproportionnée.** Les difficultés en matière de

sécurité sanitaire des aliments se concentrent dans les zones urbaines et périurbaines pauvres. Bien que les régimes alimentaires urbains soient généralement plus diversifiés que les régimes ruraux, ils se caractérisent par une plus grande consommation d'aliments hautement transformés et d'aliments consommés hors du domicile.

Compte tenu des éléments présentés dans les chapitres précédents, le **chapitre 6** offre une analyse des difficultés et des possibilités de gouvernance associées à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Les auteurs constatent que, eu égard à **la complexité des systèmes alimentaires urbains et périurbains, il est essentiel d'agir dans le cadre de processus de gouvernance multiniveaux, multisectoriels, multilatéraux et multi-acteurs, à la fois au sein et en dehors de l'État.** Cette action peut prendre la forme d'une coopération entre les gouvernements nationaux et les autorités locales pour l'élaboration de stratégies de sécurité alimentaire, de la mise en place de groupes de travail pluridisciplinaires sur l'alimentation au niveau des autorités locales et de la création de conseils chargés des politiques alimentaires. Les auteurs soulignent la nécessité d'apporter des réponses contextuelles en matière de gouvernance et de veiller tout particulièrement à ne pas accentuer les asymétries de pouvoir qui sont monnaie courante sur les plateformes multi-acteurs.

**Au chapitre 7** sont présentés **six groupes d'instruments de politique générale qui, conjugués, peuvent former des stratégies intégrées. Ces groupes sont les suivants: politiques de réglementation; outils fiscaux; instruments de transfert; politiques relatives au marché; investissements; politiques de changement de comportement visant à modifier les préférences et les décisions de la population.** Le chapitre comporte des exemples de bonnes pratiques dans le domaine de la gouvernance alimentaire urbaine. Ces instruments de politique générale fournissent les points d'entrée en matière de gouvernance qui sous-tendent les recommandations formulées dans le rapport, au **chapitre 8.**

## THÉORIE DU CHANGEMENT

Selon la théorie du changement exposée dans le rapport (figure 2), l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les zones urbaines et périurbaines pour les six dimensions nécessite, dans le contexte de l'urbanisation et de la transformation rurale, de s'intéresser aux déterminants des systèmes alimentaires et d'autres systèmes agissant les uns sur les autres ainsi qu'aux facteurs qui influent sur les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

L'orientation donnée au changement pour chacun de ces facteurs doit être guidée par les principes du droit à l'alimentation et du droit à la ville. Dans le rapport, les facteurs de changement qui agissent les uns sur les autres dans les zones urbaines et périurbaines et façonnent les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition sont au nombre de cinq. La nature des interactions et l'importance relative de chaque facteur sont propres au contexte, et les vecteurs de changement doivent s'appuyer sur des outils de politique générale intégrés et adaptés à la situation. Pour ce faire, il faut s'engager à améliorer la collecte et la ventilation des données ainsi que les travaux de recherche sur la sécurité alimentaire et la nutrition, l'objectif étant de mieux comprendre les facteurs de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les zones urbaines et périurbaines et les résultats qu'il est possible d'obtenir dans ce domaine. La prise de décisions fondées sur des éléments factuels et le suivi et l'évaluation des politiques et des programmes s'en trouveront renforcés.

**Le premier facteur de changement est le renforcement des systèmes alimentaires urbains et périurbains.** Éclairées par les principes sous-jacents de la théorie du changement, les mesures de renforcement des systèmes alimentaires devraient être fondées sur la création de systèmes alimentaires équitables, justes et inclusifs, productifs et prospères, participatifs et favorables à l'autonomisation, résilients, régénérateurs et respectueux des écosystèmes, et sains et nutritifs.

**Le deuxième facteur de changement est l'instauration d'environnements urbains**

**et périurbains plus équitables.** Il s'agit de s'attaquer aux facteurs structurels à long terme qui expliquent l'inégalité des résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Les mesures doivent être axées sur la correction des inégalités spatiales, économiques et infrastructurelles qui nuisent à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans les zones urbaines et périurbaines.

**Le troisième facteur de changement est la réduction de la pauvreté et des inégalités pour les habitants des zones urbaines et périurbaines.**

Il s'agit de remédier aux conséquences immédiates des inégalités structurelles décrites ci-dessus au niveau des individus et des ménages. Les mesures prises à ce niveau doivent être axées sur la lutte contre la pauvreté multidimensionnelle, la protection sociale et les moyens de subsistance.

**Le quatrième facteur de changement est le renforcement de la gouvernance des systèmes alimentaires et des autres systèmes dans les zones urbaines et périurbaines.**

Les mesures doivent porter sur la reconnaissance et le respect, par les gouvernements nationaux, du rôle des autorités locales (municipalités et subdivisions infranationales) dans l'orientation donnée aux systèmes alimentaires, sur la fourniture d'un soutien aux autorités locales pour leur permettre d'agir dans le cadre de leur mandat, sur l'apport d'investissements pour régler le problème de la faiblesse et de la fragmentation des autorités locales et sur l'investissement dans des processus de gouvernance multiniveaux, multilatéraux et multi-acteurs.

**Le dernier facteur de changement est le renforcement de la résilience urbaine et périurbaine.**

La résilience est la capacité de résister, d'absorber, de se relever et de se réorganiser dans un contexte de choc ou de crise. Les répercussions des chocs et des tensions diffèrent d'une population et d'un lieu à l'autre. Il faut que les mesures visant à accroître la résilience des systèmes alimentaires et des autres systèmes urbains et périurbains permettent de remédier à l'asymétrie des facteurs de vulnérabilité et des répercussions, tout en renforçant la résilience à l'échelle du système.

## CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

**Les recommandations contenues dans le présent rapport visent à améliorer toutes les dimensions de la sécurité alimentaire ainsi que la nutrition dans les zones urbaines et périurbaines et à garantir un accès ininterrompu à une alimentation saine moyennant un coût abordable, en particulier en cas de choc.** Les systèmes alimentaires urbains et périurbains et les systèmes non alimentaires connexes doivent être renforcés, ce qui nécessite d'adopter des approches adaptées en matière de gouvernance et de politiques, à la lumière de la situation qui prévaut dans les zones urbaines et périurbaines. Étant donné la nature des systèmes alimentaires urbains et périurbains et les nombreux facteurs influant sur leur transformation, les initiatives de gouvernance les concernant doivent être multiniveaux, multisectorielles et multi acteurs, dans le respect du principe de renforcement des droits fondamentaux à l'alimentation et à la ville.

Les activités liées aux systèmes alimentaires dans les zones urbaines et périurbaines étant régies par des autorités de différents niveaux et se déroulant le long du continuum rural-urbain, les mécanismes d'alignement entre les niveaux de gouvernement sont essentiels à la cohérence des politiques et à une utilisation efficace des ressources. Les approches de gouvernance à plusieurs niveaux sont donc essentielles. De même, les systèmes alimentaires et les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition dans les zones urbaines et périurbaines sont déterminés par des facteurs qui dépassent le cadre des systèmes alimentaires et nécessitent donc l'adoption d'approches de gouvernance multisectorielles. Enfin, les acteurs issus des systèmes alimentaires doivent être inclus dans les processus de gouvernance afin de leur permettre de jouer un rôle actif dans la transformation de ces systèmes. Il est essentiel que ces processus multi-acteurs intègrent des principes d'inclusion équitable.

Le droit à l'alimentation et le droit à la ville doivent être pris en considération dans toutes

les mesures visant à lutter contre l'insécurité alimentaire dans les zones urbaines et périurbaines. Il convient donc de: reconnaître les droits humains interdépendants, étroitement liés et indivisibles; tenir compte des obligations des États, des autorités locales et du secteur privé ainsi que des droits et responsabilités de la société civile; faire appliquer les droits humains, en particulier le droit à l'alimentation, afin de transformer les systèmes alimentaires urbains et périurbains au niveau local; intégrer les approches fondées sur les droits humains dans la gouvernance municipale, par exemple dans les statuts, la planification et les documents programmatiques.

Les initiatives de politique générale doivent faire respecter le droit à l'alimentation et d'autres droits humains, tels que le droit à la vie, à la santé, à l'eau, à l'éducation et à un logement convenable, qui, dans les environnements urbains, peuvent être regroupés au titre du droit à la ville. Parmi les mesures spécifiques qu'il convient de prendre, citons l'accès à des espaces permettant de cultiver en ville, la participation du public à la conception et à l'utilisation des espaces urbains et la mise à disposition d'espaces publics pour les vendeurs de produits alimentaires.

L'une des considérations essentielles pour celles et ceux qui suivent les présentes **recommandations est qu'elles doivent être examinées dans le contexte particulier qui est celui du milieu urbain ou périurbain, en tenant compte de la taille et de l'emplacement de l'espace concerné, des infrastructures existantes, de l'âge et du statut démographique et socioéconomique des habitants, ainsi que de la fragilité face aux conflits et autres crises.** Le degré de décentralisation, l'économie politique intergouvernementale, la force de la société civile et la solidité du service public constituent d'autres facteurs distinctifs qui nécessitent une différenciation des politiques. En outre, il serait bon d'associer différents instruments de politique générale aux fins de l'élaboration de stratégies intégrées.

**Il est essentiel de soutenir et de renforcer les aspects locaux et territoriaux des systèmes**



**alimentaires urbains et périurbains, en prêtant une attention particulière aux petits acteurs et aux acteurs informels. Toutefois, notons que de nombreux habitants des zones urbaines et périurbaines, en particulier ceux qui sont les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire dans de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire, continueront de dépendre d'aliments venus d'ailleurs.** Il importe donc de veiller à ce que les politiques relatives au commerce et à la chaîne d'approvisionnement soient axées sur l'amélioration de l'accès à des régimes alimentaires sains pour les habitants des zones urbaines et périurbaines. En outre, les politiques visant à adapter le système au contexte local doivent tenir compte des effets des interventions liées au système alimentaire urbain et périurbain sur les personnes et les lieux situés en dehors des zones urbaines et périurbaines. Les politiques commerciales qui sapent les systèmes alimentaires locaux doivent donc être découragées. Ces politiques doivent s'inscrire dans une réflexion plus large sur la manière dont la concentration croissante des entreprises dans le système alimentaire mondial pèse sur la capacité des autorités urbaines et périurbaines de fournir des aliments sains à leurs habitants, ainsi que sur l'ampleur de ce phénomène.

La préservation et l'accroissement de la diversité au sein des systèmes alimentaires urbains et périurbains (diversité des types et des emplacements de points de vente au détail, des modes d'accès à la nourriture, des cheminements allant de la production jusqu'à la consommation, des sources et des catégories d'aliments) sont essentiels pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition des habitants des zones urbaines et périurbaines et renforcer la résilience systémique face aux chocs. **Le rôle crucial des acteurs du secteur informel dans l'accès des habitants des zones urbaines et périurbaines à une alimentation abordable, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, doit être méticuleusement évalué et pris en considération.** La nécessité d'améliorer la sécurité sanitaire des aliments dans toutes les activités liées aux systèmes alimentaires, tout en atténuant les arbitrages à opérer entre, d'une part, la promotion de la sécurité sanitaire des aliments et de la réglementation et, d'autre part, les éventuels effets négatifs sur les segments et les acteurs informels de ces systèmes est centrale.

Ces considérations plus larges sous-tendent les recommandations ci-après.

## **A. SYSTÈMES ALIMENTAIRES URBAINS ET PÉRIURBAINS AU SERVICE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION**

Les interventions dans les systèmes alimentaires urbains et périurbains doivent être orientées vers la création de systèmes alimentaires équitables, justes et inclusifs, productifs et prospères, participatifs et favorables à l'autonomisation, résilients, régénérateurs et respectueux des écosystèmes, et sains et nutritifs. Pour ce faire, des mesures doivent être prises dans toutes les composantes des systèmes alimentaires.

**1. Production:** Les autorités locales, en collaboration avec d'autres acteurs gouvernementaux infranationaux (provinces, comtés, etc.), doivent formuler et soutenir des dispositions visant à protéger et à promouvoir une production alimentaire durable qui applique les principes agroécologiques ainsi que d'autres méthodes innovantes, dans les zones urbaines et périurbaines, grâce aux mesures suivantes:

- réaliser un zonage de l'utilisation des terres afin de protéger l'agriculture, l'élevage et la pêche en zone urbaine;
- donner la priorité à l'accès aux terres, à l'eau, à l'innovation et à la technologie, ainsi qu'au financement de projets visant à soutenir les moyens de subsistance urbains, qui répondent aux besoins des personnes les plus touchées par l'insécurité alimentaire et encouragent les pratiques durables;

- soutenir les systèmes territoriaux et les chaînes d'approvisionnement plus courtes afin de faciliter l'accès des producteurs urbains et périurbains aux marchés et d'accroître l'accessibilité des produits frais pour les habitants des zones urbaines et périurbaines;
- conclure des partenariats avec la société civile et des organismes de recherche en vue de fournir des services de vulgarisation aux agriculteurs et producteurs urbains et périurbains, l'objectif étant de promouvoir les pratiques régénératrices tenant compte de la nutrition.

**2. Commerce:** Les gouvernements nationaux, en collaboration avec les acteurs des autorités locales, doivent veiller à ce que les réglementations et les politiques commerciales soient orientées vers l'amélioration de l'accès à une alimentation saine et abordable, en prêtant une attention particulière aux familles pauvres, en protégeant les populations urbaines et périurbaines contre la disponibilité croissante et la commercialisation ciblée d'aliments mauvais pour la santé, et en préservant les intérêts des petits acteurs et des acteurs informels. Les mesures à prendre sont notamment les suivantes:

- inviter les autorités locales à participer aux dialogues nationaux sur les politiques relatives au commerce alimentaire afin de sensibiliser les parties intéressées aux besoins particuliers et aux contributions singulières des systèmes alimentaires urbains et périurbains à l'économie nationale ainsi qu'à la sécurité alimentaire et à la nutrition; renforcer la capacité des acteurs chargés des politiques d'alimentation urbaine de dialoguer avec les parties intéressées par les politiques commerciales et les politiques d'investissement;
- examiner les répercussions des politiques commerciales sur les consommateurs urbains et périurbains pauvres et en situation d'insécurité alimentaire;
- évaluer le rôle du secteur informel dans le commerce transfrontières et intégrer dans les politiques des dispositions visant à soutenir et à protéger les acteurs de ce commerce contre le harcèlement et l'extorsion.

**3. Activités intermédiaires:** Il est essentiel de prendre en compte les activités intermédiaires (stockage, transformation, transport et vente en gros) dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire urbaines afin de mettre au point des politiques alimentaires équitables et efficaces qui profitent à toutes les parties prenantes de la filière. Les gouvernements nationaux et les autorités locales, ainsi que les acteurs du secteur privé, doivent collaborer pour:

- encourager les investissements publics et privés dans les infrastructures, la logistique, l'innovation et la technologie, ainsi que le renforcement des capacités dans le secteur intermédiaire des chaînes de valeur alimentaires urbaines, en particulier pour les denrées fraîches et périssables;
- favoriser la diversité des acteurs intermédiaires du secteur alimentaire grâce à des mécanismes de soutien aux petits acteurs et aux acteurs du secteur informel, notamment le développement et l'entretien des infrastructures alimentaires publiques (marchés de gros, informels et numériques, par exemple), et garantir des pratiques équitables dans la chaîne d'approvisionnement afin de redistribuer la valeur;
- veiller à ce que les codes de planification et la réglementation des systèmes alimentaires s'appliquent également aux transformateurs informels travaillant dans les zones urbaines et périurbaines;
- soutenir les marchés de gros afin de renforcer leurs liens avec les petits producteurs, en s'appuyant sur ces derniers pour améliorer l'accès à une alimentation abordable, diversifiée et saine.

**4. Marchés et commerce de détail:** Les gouvernements nationaux et les autorités locales, dans le cadre de leurs fonctions respectives, doivent:

- renforcer les différents types de marchés et de détaillants (de gros, traditionnels, de produits frais, hebdomadaires) dans les zones urbaines et périurbaines afin de permettre l'accès à des aliments sains et abordables et de promouvoir les moyens de subsistance des travailleurs des systèmes alimentaires;

- protéger et soutenir les marchés traditionnels, en encourageant les investissements dans les infrastructures, les activités, la logistique, l'innovation et la technologie, ainsi que l'accès à l'eau et à l'énergie, et en favorisant le rapprochement entre les marchés traditionnels, les petits producteurs d'aliments et les populations locales;
- œuvrer avec les commerçants des marchés et les vendeurs de rue à l'amélioration de la sécurité sanitaire des aliments: i) en créant un environnement favorable (où les autorités locales et nationales soutiennent la sécurité sanitaire des aliments en investissant dans les infrastructures de base, les politiques et la réglementation, le renforcement des capacités et les activités de contrôle et de surveillance); ii) en dispensant une formation adéquate et en fournissant une technologie adaptée aux acteurs de la chaîne de valeur; iii) en mettant en place des mesures d'incitation destinées à stimuler le changement de comportement;
- encourager la vente d'aliments sains et durables, tout en décourageant la consommation d'aliments mauvais pour la santé et néfastes pour l'environnement, au moyen d'instruments juridiques et réglementaires adaptés, tels que des taxes et des subventions, des étiquettes d'avertissement, des licences alimentaires, des emplacements commerciaux préférentiels réservés aux vendeurs d'aliments sains et des restrictions de zonage relatives à la commercialisation et à la vente d'aliments mauvais pour la santé;
- prendre des mesures d'incitation à l'établissement de points de vente d'aliments sains dans les zones mal desservies, en encourageant la diversité dans la vente au détail de produits alimentaires;
- donner la priorité, en collaboration avec les acteurs du secteur privé, à l'appui à l'innovation et aux technologies pour les petites entreprises et les projets visant à rapprocher les consommateurs des petits exploitants agricoles grâce à des applications et des services de livraison, tels que les programmes axés sur l'agriculture soutenue par la communauté;

promouvoir un changement de comportement en faveur de choix alimentaires plus sains grâce à une éducation et une sensibilisation ciblées, fondées sur les facteurs structurels des choix alimentaires, qui peuvent inclure l'apposition d'étiquettes sur le devant des emballages, le lancement de campagnes d'éducation du public et la taxation des aliments mauvais pour la santé.

**5. Marchés publics et initiatives non marchandes:** Outre renforcer les marchés, il convient de soutenir et de développer les sources d'alimentation non marchandes et les instruments de facilitation, tels que la passation de marchés publics, les cuisines communautaires et les envois de fonds, au profit des groupes de population les plus vulnérables et pour servir de tampon en période de crise. Les gouvernements nationaux et les autorités locales doivent:

- investir dans des programmes de passation de marchés publics axés sur la nutrition et ciblant spécifiquement les populations vulnérables des zones urbaines et périurbaines;
- donner la priorité aux petits agriculteurs locaux pratiquant l'agroécologie dans les programmes de passation de marchés publics, en particulier dans le cadre des programmes d'alimentation scolaire et des programmes axés sur la nutrition au cours des 1 000 premiers jours;
- élaborer des règlements locaux visant à soutenir la création décentralisée de banques alimentaires et de cuisines communautaires, ainsi que l'envoi des excédents alimentaires vers des banques alimentaires, des cuisines communautaires et d'autres programmes de distribution alimentaire, en se fondant sur les principes de dignité et d'agencéité;
- renforcer le rôle des organisations de la société civile dans la fourniture d'aide alimentaire en temps de crise, en exploitant leur capacité d'atteindre les populations vulnérables.

**6. Pertes et gaspillage alimentaires:** Les autorités locales, en collaboration avec les associations marchandes, les acteurs du secteur privé, les associations de riverains et certains établissements, doivent s'efforcer de réduire au maximum les pertes et le gaspillage alimentaires. Différents moyens peuvent être employés à cet effet:

- mettre à disposition des infrastructures d'appui (ombrage, unités de stockage frigorifique) et permettre l'accès à l'innovation et à la technologie pour les acteurs du secteur informel afin d'accroître l'accès à des aliments frais, de préserver les vitamines et les minéraux des denrées périssables et de réduire les pertes et le gaspillage alimentaires;
- mettre à la disposition des restaurants des lignes directrices, des formations et des ressources sur la réduction des déchets alimentaires;
- sensibiliser les consommateurs à la réduction du gaspillage alimentaire;
- promouvoir et soutenir la circularité par le compostage, la digestion du biogaz, l'utilisation des déchets alimentaires pour nourrir le bétail, le don d'excédents alimentaires à des programmes de redistribution, etc.

## **B. SYSTÈMES NON ALIMENTAIRES URBAINS ET PÉRIURBAINS AYANT UNE INCIDENCE SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION**

La sécurité alimentaire et la nutrition sont influencées non seulement par les systèmes alimentaires, mais aussi par des systèmes connexes tels que la santé, l'éducation, le logement, l'eau, l'énergie, les infrastructures et les systèmes financiers. Dans les zones urbaines et périurbaines, les inégalités spatiales et l'inégalité d'accès aux services sont en grande partie responsables des mauvais résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Il est essentiel d'adopter une approche globale assortie de politiques ciblant les principales actions à mener dans ces autres systèmes pour lutter contre la pauvreté et les inégalités en milieu urbain et périurbain.

Les autorités nationales et infranationales, ainsi que les acteurs du secteur privé et les organisations de la société civile, doivent:

- veiller à ce que les investissements dans les infrastructures, dont les transports, visent à favoriser l'équité et prennent en considération les acteurs du secteur informel et les consommateurs en situation d'insécurité alimentaire;
- intégrer explicitement l'alimentation dans l'urbanisme, notamment adopter des principes de planification et de conception tenant compte de l'alimentation;
- intégrer les infrastructures de commerce alimentaire dans la planification des transports afin de faciliter la vente de repas sains aux migrants quotidiens;
- intégrer la planification de la sécurité alimentaire dans la politique de logement et de zonage;
- mettre en place des mécanismes financiers, tels que des microcrédits ou des subventions, afin d'aider les petits producteurs et acteurs des systèmes alimentaires à acquérir des intrants et des technologies;
- encourager les investissements en faveur des habitants et des quartiers à faible revenu en ce qui concerne l'approvisionnement en eau, l'assainissement, la gestion des déchets et la fourniture d'une énergie fiable afin de favoriser une alimentation saine, la manipulation et le lavage des aliments dans le respect des règles d'hygiène, ainsi que la préparation et la cuisson des repas à domicile;
- améliorer le travail et l'emploi décents dans les systèmes alimentaires urbains et périurbains, notamment en créant des espaces de garde d'enfant au sein des marchés traditionnels, en promouvant la sécurité et la santé au travail et en garantissant les droits des travailleurs;
- renforcer les services de santé urbains (y compris les conseils en matière de nutrition néonatale et infantile et les diagnostics de prévention) en vue d'obtenir des résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition;
- tenir compte des variations temporelles de l'insécurité alimentaire urbaine et périurbaine et élaborer des politiques et des programmes de protection sociale adaptés aux périodes d'insécurité alimentaire accrue;

- mettre au point des programmes de protection sociale axés sur des contextes urbains et périurbains en particulier et investir dans ces programmes;
- promouvoir la nutrition dans les services de santé, en particulier pour les femmes en âge de procréer, les femmes enceintes et celles qui allaitent, ainsi que dans les services pédiatriques, en s'inspirant du vécu des habitants des zones urbaines et périurbaines.

## C. GOUVERNANCE URBAINE ET PÉRIURBAINE AU SERVICE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION

Pour traiter la question de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les zones urbaines et périurbaines, il faut changer d'approche dans le domaine de la gouvernance aux niveaux national et local, en tenant compte de la prévalence de l'insécurité alimentaire dans ces zones. Cette prise en considération doit conduire à l'adoption d'approches en matière d'investissement et de gouvernance qui intègrent les autorités infranationales et un large éventail de voix issues de la société civile, d'établissements de recherche et de petites entreprises du secteur privé. Il est essentiel de prévenir et d'atténuer les effets négatifs de la concentration des chaînes d'approvisionnement alimentaire sur les moyens de subsistance urbains et de promouvoir l'accessibilité et l'abordabilité de régimes alimentaires diversifiés, durables et sains dans les zones urbaines. Cela implique de promouvoir des politiques visant à favoriser la concurrence et la diversification au sein de ces filières.

Les gouvernements nationaux doivent:

- accroître le financement et renforcer les capacités des autorités locales et des municipalités, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, de sorte qu'elles soient en mesure de remédier aux difficultés liées aux systèmes alimentaires urbains, et définir et promouvoir des approches innovantes de mobilisation de ressources (telles que les obligations municipales) tout en veillant à ce que les municipalités aient suffisamment de personnel doté de compétences globales et capable de relever les défis en rapport avec les systèmes alimentaires;
- faire participer les autorités locales et infranationales à l'élaboration des politiques nationales relatives au système alimentaire, y compris à l'agriculture, à la nutrition, à l'environnement, à l'égalité des genres et au commerce;
- veiller à ce que le financement soit suffisant et cohérent avec les mandats des municipalités.

Les gouvernements nationaux et les autorités locales doivent:

- définir les mandats associés aux différents niveaux de gouvernance pour ce qui est d'agir sur les systèmes alimentaires et sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans les zones urbaines et périurbaines, et veiller à ce que les politiques relatives aux systèmes alimentaires urbains et périurbains soient multiniveaux, multisectorielles et multi-acteurs;
- délimiter clairement les mandats et les responsabilités concernant le système alimentaire urbain entre les différents niveaux de gouvernement et les autres secteurs (santé, éducation, urbanisme, infrastructure, etc.) afin que l'obligation de rendre des comptes aux habitants des zones urbaines au sujet de l'action menée (y compris au moyen d'une cartographie des parties prenantes permettant d'évaluer les responsabilités, les instruments disponibles et les ressources financières et humaines) soit remplie;
- assurer la cohérence et la coordination des politiques et programmes au sein des services d'urbanisme et entre les différents niveaux de gouvernement et secteurs, grâce, notamment, à des stratégies relatives à l'alimentation urbaine, à des bureaux et des stratégies conjoints et intégrés pour les questions liées à l'alimentation urbaine, à des unités coordonnées spécialisées dans l'alimentation urbaine ou à des plateformes multipartites.

Les gouvernements nationaux, les autorités locales, les organisations de la société civile et les acteurs du secteur privé doivent:

- créer des plateformes multi-acteurs inclusives afin d'encourager la participation active des populations locales aux processus de prise de décisions, notamment en renforçant leur capacité de se mobiliser concrètement et en remédiant aux déséquilibres de pouvoir intrinsèques;
- renforcer les capacités des acteurs des systèmes alimentaires urbains (en particulier les acteurs sous-représentés, tels que les associations de commerçants traditionnels et les associations de consommateurs) afin de leur permettre d'être mieux représentés.

## **D. DURABILITÉ ET RÉSILIENCE EN MILIEU URBAIN ET PÉRIURBAIN**

Les systèmes alimentaires urbains et périurbains, et plus largement les zones urbaines et périurbaines, sont de plus en plus vulnérables aux chocs et aux crises. Les effets de ces phénomènes sont ressentis de manière inégale et aggravent souvent les inégalités en milieu urbain et périurbain. Pour réduire la vulnérabilité et accroître la résilience systémique, il convient de procéder à une planification proactive. La planification axée sur la résilience doit s'appuyer sur le vécu des populations vulnérables, prévoir la consultation des organisations de la société civile et reposer sur des pratiques ayant des effets avérés sur la résilience des ménages et des populations.

Les gouvernements nationaux et les autorités locales doivent:

- élaborer des plans de renforcement de la résilience des systèmes alimentaires urbains et périurbains et établir une planification des interventions d'urgence et des mécanismes d'alerte rapide pour réduire la fragilité et faire face aux chocs;
- déterminer les infrastructures alimentaires essentielles à privilégier en temps de crise, ainsi que les populations et les zones les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire en cas de catastrophe ou de choc;
- intégrer la réflexion sur la résilience dans la planification et la conception urbaines;
- inclure l'appui aux systèmes alimentaires dans les plans de financement des interventions en cas de catastrophe à tous les niveaux, de l'échelon national à l'échelon local;
- préserver et renforcer la diversité des systèmes alimentaires – sources, chaînes d'approvisionnement et types de vente au détail – afin de stimuler la résilience systémique, en tenant compte de l'incidence des décisions liées aux systèmes alimentaires urbains et périurbains sur la résilience dans les arrière-pays ruraux et au-delà;
- intégrer l'alimentation dans les plans d'adaptation au changement climatique.

[ xxvii

## **E. DONNÉES, TRAVAUX DE RECHERCHE ET CONNAISSANCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION**

Il convient de disposer de données et de travaux de recherche plus détaillés sur la sécurité alimentaire et la nutrition en milieu urbain et périurbain. La prise de décisions fondées sur des données factuelles nécessite la collecte, la gestion, l'analyse et la diffusion de données ciblées au niveau des acteurs des systèmes alimentaires et des interactions entre les systèmes.

Les gouvernements nationaux et les autorités infranationales, en partenariat avec les universités et la société civile, doivent:

- mettre au point des outils spécifiques de traitement des données sur la sécurité alimentaire et la nutrition;
- ajouter un module consacré à la sécurité alimentaire dans les enquêtes menées auprès des ménages urbains;

- investir dans les technologies de l'information et les systèmes numériques afin d'améliorer la base d'éléments factuels permettant aux responsables politiques et aux acteurs des systèmes alimentaires de planifier, hiérarchiser, concevoir et suivre les activités relatives aux systèmes alimentaires;
- assurer une ventilation plus fine des données (le long du continuum urbain-rural, selon la taille de la ville, au sein de la ville), afin de permettre une analyse des facteurs de vulnérabilité croisés;
- intégrer des données qualitatives dans les politiques alimentaires urbaines et périurbaines;
- utiliser des systèmes d'information géographique, la télédétection, des outils numériques et la cartographie participative pour recenser les zones les plus vulnérables aux perturbations des systèmes alimentaires et éclairer la planification à long terme et la réaction aux crises;
- investir dans le suivi et l'évaluation des politiques et programmes alimentaires, y compris des effets qui ne sont pas propres à l'alimentation (tels que le développement économique et la durabilité environnementale);
- investir dans les réseaux alimentaires urbains en tant que mécanisme de diffusion des connaissances et de formation et dispositif permettant de faire entendre davantage la voix des autorités locales dans les espaces stratégiques nationaux et internationaux, et en tirer des enseignements.



# CHAPITRE 1

# INTRODUCTION



Scène de rue à Hanoï (Viet Nam), 2012. Il importe de préserver la diversité des systèmes alimentaires, y compris les composantes traditionnelles et informelles, pour favoriser la résilience de ces systèmes ainsi que la sécurité alimentaire et la nutrition.

© FAO/Joan Manuel Baliellas

## MESSAGES CLÉS

- Plus des trois quarts de la population mondiale en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave vivent dans des zones urbaines ou périurbaines.
- L'insécurité alimentaire et la malnutrition dans les zones urbaines et périurbaines sont influencées par les systèmes alimentaires et les autres systèmes existant dans ces zones (logement, eau, énergie, assainissement, déchets et transports).
- Il est urgent de réorienter les politiques relatives à la sécurité alimentaire et aux systèmes alimentaires et les investissements dans ce domaine afin de remédier à ce problème qui prend de l'ampleur.
- Les efforts visant à renforcer les systèmes alimentaires, la sécurité alimentaire et la nutrition dans les zones urbaines et périurbaines doivent être multiniveaux, multisectoriels et multi-acteurs, et sous-tendus par le droit à l'alimentation et le droit à la ville.

### 1.1 LES MILIEUX URBAINS EN TANT QUE POINT D'ENTRÉE ESSENTIEL POUR LA POLITIQUE ALIMENTAIRE

Nourrir les villes devrait être l'un des grands enjeux du XXI<sup>e</sup> siècle. Garantir aux citoyens un accès suffisant à une alimentation sûre, saine, nutritive, culturellement adaptée, suffisante et abordable qui ne sape pas la durabilité requiert une attention urgente en matière de politiques et de gouvernance. La capacité des habitants des zones urbaines et périurbaines de réaliser leur droit à l'alimentation est un défi majeur, en particulier dans le contexte du changement climatique, de l'instabilité politique, du creusement des inégalités et de la croissance rapide des populations urbaines.

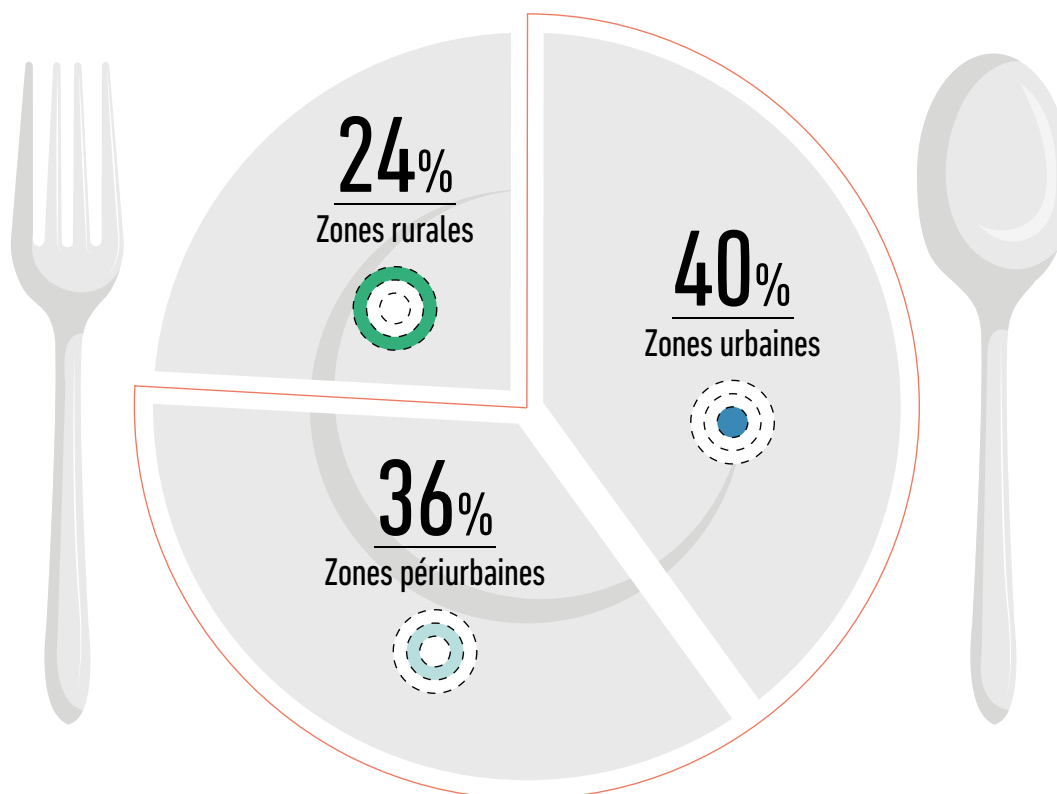
Plus de la moitié de la population mondiale réside actuellement dans des zones urbaines et ce taux devrait dépasser 70 pour cent d'ici à 2050 (United Nations, 2023a). Si l'on inclut les zones périurbaines, 79 pour cent de la population mondiale (soit 6,2 milliards de personnes) habite aujourd'hui en milieu urbain ou périurbain. Environ 1,1 milliard de personnes vivent actuellement dans des bidonvilles ou dans des conditions semblables dans les villes et on devrait en compter 2 milliards de plus dans les

30 prochaines années (United Nations, 2023a, page 34). L'insécurité alimentaire est un problème pressant et urgent dans les zones urbaines et périurbaines. Plus des trois quarts des personnes en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave dans le monde résident dans les zones urbaines et périurbaines (FIGURE 1). Autrement dit, **sur les 2,2 milliards de personnes qui sont en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave dans le monde, 1,7 milliard vivent dans des zones urbaines ou périurbaines.** L'insécurité alimentaire élevée dans les zones urbaines et périurbaines touche toutes les régions du monde, mais elle est particulièrement prononcée en Asie. Ainsi, bien que la part d'habitants des zones rurales en situation d'insécurité alimentaire soit plus élevée que celle des habitants des zones urbaines et périurbaines, en valeur absolue, l'insécurité alimentaire pèse en grande partie sur ces derniers (FAO *et al.*, 2023a). De même, le retard de croissance des enfants, qui est un indicateur de malnutrition chronique, est proportionnellement plus faible dans les zones urbaines (22 pour cent) que dans les zones rurales (36 pour cent) (FAO *et al.*, 2023a). Pour autant, une ventilation plus poussée au niveau des zones urbaines pauvres révèle que le taux de retard de croissance parmi les citoyens pauvres est aussi élevé qu'en milieu rural dans de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire (notamment le Bangladesh, le Guatemala, Haïti, l'Inde, le Népal,

l'Ouganda, le Pakistan et la République-Unie de Tanzanie) (Assaf et Juan, 2020). Qui plus est, la population étant plus importante dans les zones urbaines et périurbaines, beaucoup plus d'enfants souffrent d'un retard de croissance dans ces zones que dans les zones rurales. Lorsqu'on ventile les chiffres en fonction de la pauvreté urbaine, le schéma est analogue pour l'anémie. Parallèlement, le fardeau multiple de la malnutrition est également plus lourd dans les zones urbaines et périurbaines des pays à revenu faible ou intermédiaire que dans les zones rurales, en particulier pour les femmes et les enfants. Compte tenu des évolutions démographiques, il est probable que l'insécurité alimentaire et les mauvais résultats en matière de nutrition dans les zones urbaines et périurbaines continueront d'augmenter. Par conséquent, si l'insécurité alimentaire et la malnutrition demeurent un enjeu de premier plan dans les zones rurales,

il est de plus en plus nécessaire de se pencher sur le problème grandissant que constitue l'insécurité alimentaire dans les zones urbaines et périurbaines. Il est attesté que les régimes alimentaires, le comportement alimentaire et les résultats connexes en matière de santé peuvent être moins bons en milieu urbain qu'en milieu rural dans les pays à revenu faible ou intermédiaire (Westbury *et al.*, 2021). Il convient d'adopter de nouvelles approches sur le plan des politiques et de la gouvernance, car **l'insécurité alimentaire et la malnutrition ne doivent pas être perçues simplement comme un problème qui touche les zones urbaines et périurbaines, mais plutôt comme un phénomène influencé par les systèmes alimentaires ainsi que par les systèmes urbains et leurs liens avec les zones rurales** (Moragues-Faus et Battersby, 2021). Ces systèmes urbains sont ceux du logement, de l'eau, de l'énergie, de l'assainissement, des déchets et des transports.

**FIGURE 1**  
**RÉPARTITION DES PERSONNES EN SITUATION D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE MODÉRÉE OU GRAVE LE LONG DU CONTINUUM RURAL-URBAIN, 2022**





De nombreux citoyens de demain, principalement en Afrique et en Asie, vivront dans des villes et des zones périurbaines qui n'ont pas encore été construites. Les décisions prises aujourd'hui s'agissant des systèmes alimentaires et de l'aménagement urbains façonneront les trajectoires de la sécurité alimentaire des générations futures (Pieterse, Parnell et Haysom, 2018). Les zones urbaines sont le théâtre de difficultés considérables (chômage des jeunes, instabilité politique, pauvreté accumulée, défaillances des infrastructures et risques environnementaux), mais sont aussi des lieux d'innovation qui offrent des perspectives économiques. Exploiter ces possibilités tout en réduisant au minimum les difficultés nécessite une planification minutieuse.

Il est également évident que les demandes alimentaires urbaines influent profondément sur les systèmes alimentaires, entraînant des répercussions sociales, environnementales et politiques dans le monde entier (FAO *et al.*, 2023a; de Vos *et al.*, 2024). À l'échelle mondiale, plus de 70 pour cent des aliments sont consommés dans les zones urbaines (FAO, 2019a). En outre, les régimes alimentaires urbains ont généralement plus d'impacts environnementaux que les régimes alimentaires ruraux, car ils sont plus riches en protéines animales et comptent davantage d'aliments hautement transformés. L'urbanisation est le moteur de la croissance globale de la demande alimentaire urbaine et a une incidence sur le pouvoir d'achat et les préférences alimentaires. Cet effet d'entraînement est à l'origine de chaînes de valeur alimentaires de plus en plus complexes et a des répercussions directes et indirectes sur les changements d'affectation des terres (de Bruin, Dengerink et Van Vilet, 2021).

Les politiques nationales relatives à la sécurité alimentaire et aux systèmes alimentaires ont négligé la sécurité alimentaire et la nutrition des zones urbaines et périurbaines et largement ignoré le rôle des autorités locales dans l'orientation des systèmes alimentaires et l'obtention de résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Non seulement l'insécurité alimentaire dans les zones urbaines

et périurbaines progresse, mais elle présente des caractéristiques singulières et nécessite l'adoption de modes d'analyse et d'intervention qui sont propres à ce milieu. **Il est urgent de réorienter les politiques relatives à la sécurité alimentaire et aux systèmes alimentaires et les investissements dans ce domaine afin de remédier à ce problème qui prend de l'ampleur.**

Au cours de la dernière décennie, l'intérêt porté à la gouvernance alimentaire urbaine a considérablement augmenté au sein de plusieurs organismes des Nations Unies, organisations non gouvernementales (ONG) et autorités locales (Forster *et al.*, 2023). Dans le Nouveau Programme pour les villes, adopté par l'Organisation des Nations Unies (ONU) comme cadre pour le développement urbain, la sécurité alimentaire, la nutrition et les systèmes alimentaires sont clairement définis comme des questions urbaines et la sécurité alimentaire est considérée à la fois comme un enjeu crucial en matière de durabilité urbaine dont il faut se saisir et comme un bien public urbain (UN-Habitat, 2017). Les gouvernements nationaux et les autorités locales disposent ainsi de points d'entrée leur permettant de se concentrer de manière proactive sur la sécurité alimentaire, la nutrition et les systèmes alimentaires urbains. De nombreux consortiums travaillent aujourd'hui sur les questions liées aux systèmes alimentaires urbains, notamment la Coalition sur les systèmes alimentaires urbains durables et inclusifs, le Pacte de Milan sur les politiques alimentaires en milieu urbain, la Coalition internationale pour la gouvernance territoriale des systèmes alimentaires et le Consortium pour la transition des systèmes alimentaires urbains et ruraux. Le Bilan de la transformation des systèmes alimentaires à l'échelle des Nations Unies, dressé en 2023, a été l'occasion d'organiser deux manifestations consacrées aux systèmes alimentaires urbains. Il est de plus en plus urgent d'agir, et l'intérêt grandissant qui est porté aux systèmes alimentaires urbains suggère que le moment idéal est venu pour le CSA et les décideurs de se pencher sur le renforcement des systèmes alimentaires urbains et périurbains.

## 1.2 LA NÉCESSITÉ DE RENFORCER LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES URBAINS ET PÉRIURBAINS POUR AMÉLIORER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION

Les initiatives de renforcement des systèmes alimentaires urbains et périurbains doivent tenir compte du contexte historique et de l'évolution continue des systèmes alimentaires urbains, ainsi que de la place qui est la leur dans l'élaboration des politiques nationales et urbaines.

**La manière dont les systèmes alimentaires urbains se présentent aujourd'hui n'est pas le fruit du hasard: l'alimentation a souvent été utilisée par les gouvernements nationaux et les autorités locales dans le cadre d'un système de contrôle des espaces, des populations, des tendances politiques et des perspectives économiques** (Virloulet et Marin, 2004).

**Dès l'apparition des premières villes, on a orienté les systèmes alimentaires vers un approvisionnement permanent de la population urbaine en aliments de base abordables** (Steel, 2008), **au détriment des populations rurales, parfois en mettant en place des mécanismes de subvention officiels, mais le plus souvent en façonnant les systèmes alimentaires de manière à répondre à ce besoin.** La fourniture de produits alimentaires de base bon marché aux populations urbaines était une nécessité politique, l'objectif étant de prévenir les troubles civils, autant qu'une exigence de la part d'employeurs urbains soucieux de maintenir les salaires à un niveau bas (Bricas et Conaré, 2019; Duminy, 2022). Cette logique remonte à la mise en place de l'annone (ravitaillement en céréales) dans la Rome antique (James, 2021) et, plus récemment, à l'abrogation en Angleterre des Corn Laws (lois sur le blé) afin de faire baisser les droits de douane à l'importation et de favoriser ainsi l'approvisionnement des villes en denrées alimentaires bon marché pendant la révolution industrielle (Wordie, 2000).

Plus récemment encore, en Amérique latine (Barraclough et Utting, 1987), en Afrique (Pearce, 1991) et dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, les pouvoirs publics ont souvent eu recours aux subventions alimentaires urbaines, jusqu'à ce que soient imposés des programmes d'ajustement structurel. **Au fil du temps, cet impératif d'assurer à la population urbaine un approvisionnement en nourriture abordable a conduit à la création d'un ensemble d'outils réglementaires visant à contrôler la production, la transformation, la vente et la consommation des aliments** (Deener, 2020; Toriro, 2021), tout en négligeant les systèmes alimentaires des zones urbaines dans les discussions sur les politiques.

Cette évolution, associée à une demande urbaine en constante augmentation de grandes quantités de cultures de base et de protéines animales, ainsi qu'à la demande de produits alimentaires plus diversifiés émanant d'une catégorie de consommateurs urbains en plein essor, a façonné les systèmes alimentaires au sens large au-delà des zones urbaines, ce qui a précipité, entre autres changements, la transition vers de plus grandes exploitations de monoculture, la création d'offices de commercialisation agricole, la mise au point de nouvelles techniques de conservation des aliments et la croissance de marchés lointains, et a conduit à ce que des personnes soient expulsées de leurs terres dans les zones rurales. Les transformations et les changements structurels qui en ont résulté en milieu rural, notamment le remplacement de la main-d'œuvre agricole par la mécanisation, ont entraîné la perte de terres, des disparitions d'emplois et une hausse du niveau d'insécurité alimentaire parmi les populations rurales. Cette évolution a accéléré l'urbanisation, ce qui a encore accru la demande urbaine (Arslan, Cavatassi et Hossain, 2022). Le principal enseignement à retenir est que les rythmes différents auxquels la transformation rurale s'est opérée par le passé ont abouti à une hétérogénéité des résultats en matière de nutrition (Arslan, Cavatassi et Hossain, 2022).

Dans le sillage des programmes d'ajustement structurel des années 1980 et 1990, de nombreuses politiques favorisant explicitement







et implicitement les centres urbains dans les pays à revenu faible ou intermédiaire ont disparu (Riddell, 1997; Moseley, 2001), tandis que les processus axés sur le marché, conçus pour stimuler et satisfaire les besoins alimentaires urbains, ont continué d'influer sur les résultats en matière de sécurité alimentaire.

**Ces évolutions à long terme des systèmes alimentaires ont pour incidence cumulée que les systèmes alimentaires urbains actuels, tout comme les systèmes alimentaires nationaux et régionaux plus vastes dans lesquels ils s'inscrivent, ne sont plus adaptés.** Le niveau d'insécurité alimentaire est élevé dans les zones urbaines. Le fardeau multiple de la malnutrition dans ces zones ne fait que s'alourdir et, de ce fait, la prévalence des maladies non transmissibles liées à l'alimentation augmente (Westbury *et al.*, 2021). Il est de plus en plus évident que les systèmes alimentaires urbains et périurbains, conçus à l'origine pour garantir la disponibilité et l'abordabilité des produits alimentaires de base, n'assurent plus un accès suffisant à une alimentation saine (FAO *et al.*,

2023a). De surcroît, les efforts déployés pour nourrir les populations urbaines ont conduit à la prépondérance d'une logique appliquée aux systèmes alimentaires qui est axée sur la production d'aliments de base, la production à grande échelle, la dépendance à l'égard des importations d'aliments de base bon marché et la marginalisation des petits acteurs et des acteurs informels dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. L'objectif du présent rapport est de démontrer que les systèmes alimentaires urbains et périurbains sont actuellement non durables, injustes, déséquilibrés sur le plan nutritionnel et exposés aux chocs.

**Il est nécessaire de transformer ces systèmes, à la fois pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans ces zones et pour remédier aux externalités négatives des systèmes alimentaires en place.** Le présent rapport se fonde sur les caractéristiques des systèmes alimentaires durables établies par le HLPE-FSN (2020) et les situe dans le contexte des zones urbaines et périurbaines (TABLEAU 1). Ces caractéristiques définissent

**TABLEAU 1**  
**CARACTÉRISTIQUES DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DURABLES ET RÉSULTATS**

CARACTÉRISTIQUE		
	Équité, justice et inclusion	Le droit à l'alimentation, dans le cadre duquel toutes les personnes ont accès à une nourriture et à des moyens de subsistance adéquats, est garanti
	Productivité et prospérité	La disponibilité d'une alimentation abordable en quantité suffisante est assurée
	Participation et autonomisation	L'agencité permettant à chaque personne et chaque groupe de faire des choix et de faire entendre sa voix dans le cadre de l'élaboration du système est garantie
	Résilience	La stabilité face aux chocs et aux crises est assurée
	Régénération et respect des écosystèmes	La durabilité dans toutes ses dimensions est assurée
	Santé, sécurité sanitaire et nutrition	L'apport et l'utilisation des nutriments sont assurés

Source: Adapté de HLPE-FSN. 2020. *Sécurité alimentaire et nutrition: énoncé d'une vision globale à l'horizon 2030*. Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, Rome. <http://www.fao.org/3/ca9731fr/ca9731fr.pdf>

l'orientation du changement nécessaire au renforcement des systèmes alimentaires urbains et périurbains pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. La transformation des systèmes alimentaires dans le respect de ces caractéristiques produira des avantages à l'intérieur des zones urbaines et périurbaines mais aussi au-delà.

### 1.3 NOTIONS ESSENTIELLES

Le cadre étant posé, le présent rapport se concentre sur le renforcement des systèmes alimentaires urbains et périurbains au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition, dans le contexte de l'urbanisation et de la transformation rurale. Le lien entre les systèmes alimentaires urbains et périurbains et les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition est au cœur de cette publication. Ici, le résultat escompté du renforcement et de la transformation des systèmes alimentaires urbains et périurbains est, avant tout, l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition. En outre, l'urbanisation et la ville sont considérées comme des actrices essentielles de la sécurité alimentaire et de la nutrition et de l'élaboration des systèmes alimentaires.

Les notions fondamentales sur lesquelles repose le rapport sont les suivantes: zones urbaines et périurbaines; sécurité alimentaire dans les zones urbaines et périurbaines; systèmes alimentaires urbains et périurbains; droit à l'alimentation et droit à la ville; gouvernance. Chaque notion est abordée dans la présente section (et présentée dans le glossaire à toutes fins utiles).

#### 1.3.1 ZONES URBAINES ET PÉRIURBAINES

Dans le présent rapport, les zones urbaines et périurbaines ne sont pas uniquement considérées comme des lieux où se manifestent l'insécurité alimentaire et la malnutrition et où se déroulent les activités liées au système alimentaire, mais comme des agents actifs qui influent sur les caractéristiques de la sécurité alimentaire et de la nutrition, les activités liées

au système alimentaire et la gouvernance de ces systèmes.

**La zone urbaine est vue comme un espace physique, mais aussi comme un lieu politique, un lieu d'activité économique et de subsistance, un lieu où la présence ou l'absence d'infrastructures et leur répartition déterminent la forme et la fonction de la ville, et enfin un espace dans lequel les relations sociales donnent corps aux systèmes et à la gouvernance. Il est important de noter que la zone urbaine est reconnue comme un espace caractérisé par d'importants flux internes et externes de matières, d'énergie et de ressources.** La zone urbaine ou périurbaine doit donc être envisagée dans le cadre d'un ensemble d'interactions dynamiques avec d'autres zones locales et mondiales, plutôt que de manière isolée.

Au niveau mondial, il n'y a pas de consensus sur la meilleure manière de définir la zone urbaine, et donc la zone périurbaine (voir **ENCADRÉ 1**). S'il est complexe, d'un point de vue méthodologique, de définir une zone urbaine ou périurbaine sur le plan technique, ces questions de définition sont secondaires dans le cadre du présent rapport. Les outils de définition utilisés par les différents pays sont variés, et il s'agit ici de présenter des données sur la sécurité alimentaire dans les zones urbaines et périurbaines et les systèmes alimentaires urbains et périurbains en faisant fond sur une série d'approches servant à la mise au point de définitions tout en organisant la discussion sur la gouvernance et les politiques compte tenu de la variété des fonctions administratives présentes dans les zones urbaines de différentes régions du monde.

#### 1.3.2 LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION URBAINES ET PÉRIURBAINES DANS LEURS SIX DIMENSIONS

La sécurité alimentaire est une situation dans laquelle chacun, à tout moment, dispose d'un accès matériel, social et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive de nature à satisfaire ses besoins et préférences



**ENCADRÉ 1****DÉFINIR LES TERMES «URBAIN» ET «PÉRIURBAIN», UN DÉFI ARDU**

L'approche visant à définir ce qu'est une zone urbaine n'est pas la même dans tous les pays, certains se fondant sur les fonctions administratives, d'autres sur l'effectif de la population ou sur la densité démographique, et les derniers sur une combinaison de ces approches et d'autres critères (UN-Habitat, 2020).

On a tenté de mettre au point des définitions uniques des zones urbaines afin de permettre la comparaison et le suivi des données entre les pays. Par exemple, la base de données Africapolis sur les villes africaines, utilisée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), définit les villes comme des zones bâties de manière contiguë (dont les espaces entre bâtiments font moins de 200 mètres) comptant au moins 10 000 habitants (OECD, UN ECA et AfDB, 2022). Néanmoins, toute définition normalisée perd de sa fonctionnalité à mesure qu'elle est appliquée à une échelle de plus en plus mondiale. Par exemple, l'utilisation de l'effectif de la population comme critère n'est pas sans poser de problème. C'est ainsi qu'au Danemark une zone de plus de 200 habitants est considérée comme urbaine, tandis qu'au Japon, une ville est une zone qui compte 50 000 habitants ou plus (UN-Habitat, 2020).

La tentative la plus récente d'élaboration d'une typologie mondiale visant à permettre des comparaisons statistiques internationales est la création de l'outil de calcul du degré d'urbanisation (DEGURBA), adopté par la Commission de statistique de l'ONU, grâce auquel on peut classer l'ensemble du territoire d'un pays le long du **continuum urbain-rural, plutôt que selon le clivage classique entre les villes et les campagnes**. Cette approche permet également de recenser les zones urbaines fonctionnelles des villes, composées d'une ville et des unités locales environnantes moins densément peuplées qui alimentent le marché du travail de la ville (la «zone de navettage») (UN Statistical Commission, 2020). L'ensemble de données géospatiales sur les bassins urbains et ruraux (URCA) utilisé dans *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023* est un autre outil récent de ce type (FAO *et al.*, 2023a).

L'outil DEGURBA est utile en ce qu'il est simple et transparent et qu'il offre une comparabilité qui facilite le suivi des objectifs mondiaux. Toutefois, il ne donne que peu d'indications sur les caractéristiques économiques, sociales ou environnementales des zones urbaines (Dorward *et al.*, 2023) et ne tient pas non plus compte des questions d'administration et de gouvernance.

De même, il n'existe pas de définition standard de la notion de «zone périurbaine»: certains s'y réfèrent sous l'angle de ses caractéristiques territoriales, d'autres se focalisent sur les caractéristiques fonctionnelles et d'autres encore s'intéressent à ses caractéristiques spatiotemporelles en tant qu'espace de transition (Follman, 2022).

Étant donné que les définitions varient d'un pays à l'autre, le présent rapport recommande aux gouvernements d'utiliser leur définition et leurs structures gouvernementales nationales pour interpréter le présent rapport.

8]

alimentaires et peut ainsi mener une vie saine et active (FAO, 2001). Cet objectif ne peut être atteint que si les conditions relatives aux six dimensions de la sécurité alimentaire (disponibilité, accessibilité, utilisation, stabilité, agencité et durabilité) sont remplies (HLPE, 2020). Chacune de ces dimensions est déterminée par l'expérience vécue des habitants de la zone urbaine ou périurbaine concernée.

En ce qui concerne la **disponibilité**, il est essentiel d'examiner quels types d'aliments sont mis

à disposition par l'entremise des systèmes alimentaires urbains et périurbains et, par conséquent, comment la demande et l'offre façonnent ces systèmes. Il importe de noter que, en dehors des événements extrêmes (tels que les conflits, les pandémies et les catastrophes naturelles), les zones urbaines n'ont pas de difficultés à assurer la disponibilité. C'est l'une des grandes forces des systèmes alimentaires urbains et périurbains. Pour autant, l'offre dans les zones urbaines est souvent excédentaire,

ce qui entraîne du gaspillage et de la pollution (CHAPITRE 3).

L'**accessibilité** a souvent été assimilée à l'**accessibilité économique** dans les zones urbaines et périurbaines. Pourtant, l'**accessibilité physique et sociale** est également un déterminant important de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans ces zones, qui sont souvent caractérisées par des inégalités spatiales et socioéconomiques et une hétérogénéité des environnements alimentaires dans l'espace (CHAPITRE 4).

La sécurité sanitaire des aliments est un défi urbain de premier plan qui sous-tend la sécurité alimentaire et la nutrition dans le cadre de la dimension que représente l'**utilisation**. L'entreposage, la préparation et la consommation des aliments dans de bonnes conditions d'hygiène sont sapés par l'inégalité d'accès aux services de base (eau, assainissement et énergie fiable et abordable) dans les zones urbaines et périurbaines. Cela a une incidence sur le choix des aliments et la qualité des régimes alimentaires (chapitres 3 et 4). **Les facteurs qui déterminent la disponibilité, l'accessibilité et l'utilisation des aliments interagissent dans l'espace urbain et influencent les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.** L'inégalité d'accès physique à des aliments abordables, nutritifs et ne présentant pas de danger pour la santé est aggravée par les inégalités en matière de transport, l'inégalité d'accès aux services de base, à un logement adéquat et à la terre, et les fortes inégalités intra urbaines. Ces problèmes sont davantage ressentis dans les bidonvilles et les zones périphériques (CHAPITRE 5).

La dimension de la **stabilité** dans les zones urbaines doit s'étendre au-delà de la stabilité de l'approvisionnement en nourriture (disponibilité) et des prix (accessibilité) pour tenir compte des difficultés plus générales liées aux moyens de subsistance, à l'emploi et à l'instabilité politique qui sont souvent associées aux zones urbaines et périurbaines (chapitres 2 et 3). Compte tenu de la forte dépendance des habitants des zones urbaines à l'égard du marché en matière

d'alimentation, les chocs de prix constituent pour eux un enjeu particulier.

L'agencéité est à la fois source de difficultés et de possibilités dans les zones urbaines et périurbaines. Bien que l'on puisse craindre que l'agencéité en zone urbaine soit limitée par la dépendance des habitants vis-à-vis des aliments achetés et par les asymétries de pouvoir dans les systèmes alimentaires, la proximité entre les habitants des zones urbaines et périurbaines et les autorités locales offre des possibilités de participation à la gouvernance du système alimentaire (CHAPITRE 6). La prise en compte des connaissances et des pratiques alimentaires autochtones dans les systèmes alimentaires et l'alimentation des zones urbaines et périurbaines est un exercice d'agencéité essentiel.

Enfin, en ce qui concerne la **durabilité**, c'est dans les zones urbaines et périurbaines que s'établit le lien entre l'alimentation, l'eau et l'énergie (généralement défini au niveau de l'écosystème), et ces composantes ont une incidence sur la vie quotidienne et les stratégies alimentaires des habitants (Living Off-Grid Food and Infrastructure Collaboration *et al.*, 2023). En matière de sécurité alimentaire et de nutrition dans les zones urbaines et périurbaines, il est essentiel de prendre en compte la durabilité dans l'ensemble du système alimentaire, de la production à la consommation (CHAPITRE 3), et d'examiner comment les pratiques non durables interagissent, dans les systèmes alimentaires, les systèmes urbains et les systèmes connexes, pour influencer sur les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition (CHAPITRE 2).

L'insécurité alimentaire dans les zones urbaines est inextricablement liée à la configuration spatiale de ces zones, qui détermine la mobilité, les perspectives économiques, l'accès aux services d'infrastructure de base et l'exposition aux risques et dangers écologiques. L'environnement urbain peut également être à l'origine de fortes inégalités spatiales et sociales, qui se répercutent sur la représentation et l'expression politiques (CHAPITRE 2). Les caractéristiques spatiales, économiques, environnementales, sociales et politiques des

zones urbaines influencent les six dimensions de la sécurité alimentaire et de la nutrition. L'insécurité alimentaire est donc concentrée dans les zones urbaines à faible revenu, où se cumulent les risques environnementaux et les défaillances des infrastructures, et qui sont de plus en plus marquées par le fardeau multiple de la malnutrition. L'état actuel de la sécurité alimentaire et de la nutrition urbaines et périurbaines est abordé au chapitre 5 du présent rapport.

Il importe de noter que, si le rapport se fonde sur les six dimensions en tant que cadre analytique, la plupart des travaux de recherche disponibles sur la sécurité alimentaire et la nutrition urbaines et périurbaines se focalisent sur l'accès.

### 1.3.3. SYSTÈMES ALIMENTAIRES URBAINS ET PÉRIURBAINS

Il n'existe pas encore de définition unique et consensuelle des systèmes alimentaires urbains et périurbains. La définition la plus fermement établie dont on dispose actuellement est celle de Tefft *et al.*, qui se fonde sur le cadre de diagnostic et de mesure relatif aux systèmes alimentaires urbains de la FAO (2017):

Les systèmes alimentaires réunissent l'ensemble des activités de production, de transformation, de distribution, de commercialisation, de préparation, de consommation et d'élimination des biens issus de l'agriculture, des forêts ou des pêches, y compris les intrants nécessaires et les produits. Composés de canaux traditionnels, modernes et informels, les systèmes alimentaires comprennent aussi les personnes et les institutions qui insufflent ou inhibent le changement dans les systèmes, ainsi que les environnements sociopolitiques, économiques et technologiques dans lesquels ces activités se déroulent. Cette définition englobe la sécurité alimentaire et l'ensemble des systèmes dans lesquels s'inscrit l'alimentation. Les systèmes alimentaires des zones urbaines, en particulier, sont délimités par les activités qui se déroulent dans les

zones urbaines et périurbaines ou qui ont des répercussions sur ces zones (Tefft *et al.*, 2021, page 4).

Dans le présent rapport, **on estime que les systèmes alimentaires urbains et périurbains intègrent à la fois: 1) les activités liées au système alimentaire qui se déroulent une zone urbaine ou périurbaine donnée et les interactions de ces activités avec d'autres systèmes; 2) les activités liées au système alimentaire qui se déroulent en dehors du contexte urbain ou périurbain, mais qui pénètrent dans la zone urbaine ou périurbaine donnée, et les interactions de ces activités avec d'autres systèmes.** L'influence des systèmes alimentaires urbains et périurbains s'étend au-delà des limites des zones urbaines et périurbaines, car les flux de nourriture, de ressources, d'argent, de main-d'œuvre et de déchets, entre autres, entrent et sortent de la zone urbaine.

Les aspects des systèmes alimentaires qui s'inscrivent généralement dans les zones urbaines et périurbaines sont l'environnement alimentaire, le commerce de détail, le commerce de gros, les activités de services alimentaires, certaines formes de traitement et de transformation, l'entreposage, la distribution et une partie de la production. Nombre de ces activités (en particulier la production, la transformation, l'entreposage et le commerce de gros) se déroulent essentiellement en dehors des zones urbaines et périurbaines, mais ont une incidence sur ces zones. En outre, les zones urbaines sont des zones de consommation, de regroupement et de répartition, où les aliments entrent et sortent, avec ou sans transformation supplémentaire (Karg *et al.*, 2023), et les aliments qui pénètrent dans certaines zones urbaines peuvent être transportés, là encore, avec ou sans transformation supplémentaire, vers des établissements urbains voisins plus petits, ou regroupés et exportés vers d'autres pays. Bien que certaines activités liées au système alimentaire se déroulent dans les zones urbaines et périurbaines ne contribuent pas à la consommation alimentaire de ces zones, elles participent à l'économie locale et à l'emploi et

donc, indirectement, à la sécurité alimentaire locale.

**Depuis le milieu des années 1990, l'accent est résolument mis sur le développement et le soutien des systèmes alimentaires locaux** en réaction aux critiques formulées à l'encontre d'une économie alimentaire de plus en plus mondialisée (Kloppenburg, Hendrickson et Stevenson, 1996). On a fortement investi dans le système alimentaire ville-région (défini comme «l'ensemble des acteurs, processus et relations intervenant dans la production, la transformation, la distribution et la consommation alimentaire dans une ville-région donnée» [FAO, 2024]), les systèmes alimentaires territoriaux et les échanges entre les zones urbaines et les zones rurales. **Si l'évolution vers des systèmes alimentaires plus territoriaux peut présenter de nombreux avantages pour la sécurité alimentaire et la nutrition, il est essentiel de tenir compte de la complexité géopolitique des systèmes qui alimentent actuellement les zones urbaines.**

Les responsables politiques doivent travailler au niveau des bassins alimentaires (l'espace dans lequel la nourriture est produite pour une zone donnée), que ceux-ci soient envisagés sous une forme idéalisée ou réelle, lorsqu'ils s'intéressent aux systèmes alimentaires et à la politique en matière de sécurité alimentaire.

Les aliments qui arrivent en ville sont produits dans les zones urbaines et périurbaines, mais aussi dans d'autres zones situées à l'intérieur et à l'extérieur des frontières nationales. Ces flux de nourriture sont déterminés, comme l'a précisé Hedden il y a plus de 100 ans, par les infrastructures de transport, les réglementations commerciales et les normes, qui visent à contrôler les flux vers les zones urbaines, ainsi que par la demande venant de l'intérieur de ces zones (Hedden, 1929). Les différentes strates de la population urbaine sont plus ou moins dépendantes de sources locales ou lointaines de nourriture, les habitants les plus pauvres dépendant souvent de sources plus éloignées (Hemerijckx *et al.*, 2023). À titre d'exemple, les habitants les plus aisés du Cap (Afrique du Sud) consomment du poulet frais provenant de

producteurs situés à moins de 150 kilomètres de la ville, tandis que les habitants les plus pauvres doivent se tourner vers des morceaux de poulet congelés beaucoup moins chers (grâce au dumping), qui sont importés du Brésil, du Danemark, d'Espagne, des États-Unis d'Amérique, d'Irlande ou encore de Pologne (Joubert *et al.*, 2018).

**Lorsqu'on s'intéresse au pouvoir des villes s'agissant de façonner les systèmes alimentaires, il est essentiel de réfléchir au pouvoir différentiel qu'ont les villes de façonner leurs bassins alimentaires.** Les grandes zones urbaines disposent généralement d'un bassin alimentaire plus étendu, mais celui-ci dépend également du potentiel culturel des zones environnantes, de la richesse des consommateurs qui sont à l'origine de la demande de diversité, ainsi que des politiques agricoles et commerciales nationales.

En tant que tel, l'endroit d'où les zones urbaines tirent leur nourriture doit être envisagé dans le contexte de demandes alimentaires urbaines concurrentes et concomitantes, en tenant compte des asymétries de pouvoir entre les différents États et zones urbaines dans le monde (Friedmann, 1986; Wallerstein, 2011). Par ailleurs, les systèmes alimentaires de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire ont été influencés par des préconisations de politique générale qui sont axées sur la production aux fins de l'exportation et la dépendance à l'égard des importations, ce qui sape le potentiel de la production locale destinée à être consommée sur place. Cela soulève d'importantes questions, abordées dans le présent rapport, sur le pouvoir dont dispose chaque ville de façonner son système alimentaire dans le cadre des régimes commerciaux mondiaux.

Le cas de Kisumu (Kenya), source bien connue de perches du Nil et ville où le poisson occupe une place centrale dans le régime alimentaire traditionnel, en est un exemple. En effet, la plupart des perches pêchées à Kisumu sont vendues dans le bassin alimentaire de Nairobi ou dans les bassins alimentaires de villes étrangères, qui paient le poisson à des prix plus élevés que les habitants de Kisumu ne

peuvent se le permettre, tandis que ces derniers consomment du tilapia importé de Chine (Ogello, Outa et Ouma, 2021). Le chapitre 3 porte sur les activités essentielles qui sont menées dans les systèmes alimentaires urbains et périurbains et sur ce qui doit être renforcé dans l'intérêt de la sécurité alimentaire. Le chapitre 4 traite de la nature des liens entre l'offre et la demande et du rôle de médiation que les villes exercent à cet égard, en se concentrant sur les environnements et la consommation alimentaires dans les zones urbaines et périurbaines.

### 1.3.4 DROIT À L'ALIMENTATION ET DROIT À LA VILLE

L'insécurité alimentaire dans les zones urbaines et périurbaines est fortement influencée par les structures de pouvoir formelles et informelles, ainsi que par les politiques et la législation, qui font que les habitants n'ont pas tous la même perception de leurs droits à l'alimentation et à l'accès aux services et aux infrastructures de la ville. Le renforcement des droits fondamentaux à l'alimentation et à la ville est donc essentiel à la résolution du problème de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les zones urbaines et périurbaines. Ce cadre fondé sur les droits éclaire les approches de gouvernance recommandées dans le présent rapport.

### Droit à l'alimentation

Le droit à l'alimentation est un droit humain fondamental reconnu par le droit international, affirmé pour la première fois dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (United Nations, 1948), puis rendu exécutoire dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (United Nations, 1967).

**Il est articulé autour de trois grands éléments: les États ont le devoir de respecter, de protéger et de réaliser les droits humains des citoyens.**

Cela signifie en premier lieu que les organismes publics ne doivent pas interférer avec le droit d'une personne de compter sur elle-même pour trouver ou créer de la nourriture pour sa communauté et elle (devoir de respect). Deuxièmement, les États ont l'obligation de

protéger les citoyens contre toute ingérence de tiers dans leur droit à l'alimentation (devoir de protection). Troisièmement, l'**obligation de réalisation** (faciliter et fournir) impose aux pouvoirs publics de s'engager de manière proactive dans des activités visant à renforcer l'accès aux ressources et leur utilisation par les populations afin de donner à ces dernières les moyens de se nourrir. En dernier recours, lorsqu'une personne ou un groupe n'est pas en mesure de jouir du droit à une alimentation adéquate pour des raisons indépendantes de sa volonté, les États ont l'obligation de donner effet à ce droit directement. Le droit impose aux pouvoirs publics de remplir ces obligations.

La réalisation du droit à l'alimentation dans les villes, compte tenu des difficultés et des possibilités liées à l'urbanisation rapide et à l'évolution des modes de vie dans les zones urbaines et périurbaines, nécessite la mise en œuvre de diverses stratégies et initiatives pour garantir que chaque personne ait accès à une alimentation saine, nutritive et culturellement adaptée.

Les trois obligations des États en ce qui concerne le droit à l'alimentation peuvent être transformées en politiques concrètes en milieu urbain, par exemple en établissant des codes de zonage qui visent à formaliser les jardins communautaires et d'autres activités d'agriculture urbaine, en empêchant l'ingérence de tiers dans l'accès à la terre confiée aux populations pour l'agriculture urbaine, en modérant l'influence des entreprises alimentaires sur la planification de la vente au détail, en encadrant la commercialisation des aliments riches en sucre, en sel et en matières grasses, ou en mettant en place un accès direct à la nourriture pour les citoyens à la suite de catastrophes naturelles telles que les tremblements de terre, les incendies de forêt, les sécheresses ou les inondations.

Le présent rapport accorde une juste place à ce qui différencie les villes les unes des autres, à l'urgence qu'il y a à faire évoluer le système alimentaire urbain et périurbain et aux difficultés et possibilités liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans les zones

urbaines et périurbaines. La réalisation du droit à l'alimentation passe par la reconnaissance des principes liés aux droits humains dans leur ensemble, d'une manière qui répond aux exigences de la vie en ville. En outre, la réalisation des droits humains dépend de la disponibilité d'outils de procédure qui facilitent la participation à la prise de décisions, garantissent la transparence et l'application du principe de responsabilité, établissent un mécanisme de contrôle et concrétisent la prise en compte des questions de justice et de non-discrimination. **Bien que la plupart des villes n'aient pas le pouvoir autonome de réaliser le droit à l'alimentation indépendamment des gouvernements centraux, les outils de procédure de l'approche fondée sur les droits humains peuvent aider les autorités locales soucieuses de réaliser le droit à l'alimentation et d'autres droits connexes à veiller à ce que leurs politiques soient justes, équitables, démocratiques et mesurables.**

Ces outils permettent aux autorités locales de renforcer les politiques alimentaires et incitent les gouvernements centraux à emprunter la même voie.

### Droit à la ville

L'un des principes du système des droits humains est que ces droits sont indivisibles et interdépendants. Le droit à l'alimentation est en l'espèce étroitement lié à de nombreux droits corrélatifs, dont le droit à la ville. La notion de «droit à la ville» a été présentée et expliquée par des militants et des universitaires comme un droit visant à donner du pouvoir aux habitants des villes et à les protéger des structures économiques néolibérales (Witt, 2016).

**Le droit à la ville réunit plusieurs droits dont les citoyens ont besoin pour jouir d'un niveau de vie suffisant**, un droit fondamental inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (United Nations, 1948) et repris à l'article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (United Nations, 1967). Une nouvelle série de droits, dont les droits à la ville, à l'eau potable, à un environnement propre et

sain et à un travail et un salaire décents, ont été récemment inclus dans divers instruments juridiques. Comme le montrent les chapitres 4 et 5, ces droits sont essentiels à la sécurité alimentaire et à une bonne nutrition. Le droit à la ville, par exemple, englobe le droit à l'emploi et aux débouchés économiques, en tenant compte du rôle des activités informelles liées à l'alimentation dans les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire en milieu urbain (CHAPITRE 3). Bien que le droit à la ville ne soit pas techniquement inscrit dans le droit relatif aux droits humains, il réunit en un seul ensemble un groupe de droits qui sont nécessaires pour lutter contre l'influence et la mainmise des grandes entreprises et des puissances qui accaparent de plus en plus les systèmes alimentaires urbains et périurbains. Le droit à la ville se fonde sur les outils liés aux droits humains pour encourager l'engagement communautaire et la participation à la prise de décisions.

**Le droit à la ville repose sur l'idée selon laquelle les espaces urbains doivent être inclusifs, participatifs et conçus pour répondre aux besoins de tous les habitants. Il englobe le droit à l'accès aux ressources urbaines, notamment le logement, les espaces publics et les services, et le droit d'exercer une influence sur eux. Le droit à la ville met l'accent sur l'importance de la participation des citoyens à la prise de décisions liées à l'aménagement urbain, notamment à l'utilisation des sols, aux infrastructures et aux services publics.**

En résumé, le droit à l'alimentation et le droit à la ville impliquent de mesurer l'incidence de l'urbanisation sur la sécurité alimentaire et d'encourager la promotion d'un aménagement urbain inclusif dans lequel la priorité est donnée à un accès équitable à des aliments nutritifs pour tous les habitants. Ces droits peuvent devenir de précieux outils pour les populations urbaines organisées. De plus, leur intégration dans les politiques et les pratiques urbaines peut contribuer à la création d'environnements urbains durables et justes, porteurs de transformation à l'appui de la réalisation des objectifs fixés en matière de sécurité alimentaire et de nutrition dans les zones urbaines et périurbaines.



### 1.3.5. GOUVERNANCE DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES URBAINS ET PÉRIURBAINS

Il a été affirmé, dans de nombreuses instances de décision mondiales et nationales, que les villes ont une grande influence sur les systèmes alimentaires (Haddad, 2023; Hawkes, 2023). En fait, l'histoire montre que les zones urbaines ont une incidence considérable sur l'évolution des systèmes alimentaires et que, parfois, cette évolution est déterminée par des directives nationales. Paradoxalement, malgré ces affirmations, les municipalités de nombreuses villes du monde ne détiennent et n'exercent que peu de pouvoir direct sur leurs propres systèmes alimentaires. Comme nous l'avons vu précédemment s'agissant des bassins alimentaires (SECTION 1.3.3), les systèmes alimentaires urbains et périurbains sont façonnés par une combinaison de politiques et de processus économiques locaux, nationaux et mondiaux.

Comment, dès lors, transformer les systèmes alimentaires des zones urbaines de manière à améliorer à la fois la sécurité alimentaire et la nutrition ainsi que les avantages au niveau du système alimentaire au sens large dans le cadre du pouvoir limité des municipalités? Qu'est ce que le «pouvoir de la ville» et quelle forme prend-il? Dans de nombreuses régions du monde, les autorités locales ont très peu de pouvoir sur les systèmes alimentaires locaux et, souvent, ce pouvoir est relativement méconnu. La nature du pouvoir des villes est examinée au chapitre 6.

Compte tenu de l'étude théorique de la sécurité alimentaire et de la nutrition et des systèmes alimentaires urbains et périurbains décrite ici, le présent rapport propose trois grands points d'entrée pour optimiser l'effet de levier aux fins du renforcement des systèmes alimentaires urbains et périurbains. **Le premier point d'entrée consiste à prendre acte du pouvoir qui est aux mains des autorités locales (municipalités) et à encourager la gouvernance multilatérale.** Le pouvoir dont disposent les autorités locales s'agissant de façonner les systèmes alimentaires est souvent méconnu.

L'aménagement du territoire, la prestation de services d'infrastructure de base, les politiques de santé environnementale et les politiques de développement économique local, qui relèvent habituellement des mandats des autorités locales, ont une influence fondamentale sur la sécurité alimentaire et les systèmes alimentaires, mais sont rarement considérés comme des politiques alimentaires. Pour concrétiser des transitions positives du système alimentaire, on gagnerait à mieux prendre en compte l'alimentation dans le cadre des mandats urbains. Il s'agit pour cela de reconnaître le pouvoir et la volonté politique des autorités locales, ce qui est possible si l'on expose les avantages communs que présentent la sécurité alimentaire et un système alimentaire plus résilient et plus équitable pour ce qui est d'atteindre des objectifs urbains plus généraux. Néanmoins, bien qu'il puisse y avoir des avantages communs, il importe d'admettre que la réflexion relative à la sécurité alimentaire et aux systèmes alimentaires dans le cadre de la gouvernance urbaine nécessitera également des arbitrages et que des principes fondamentaux de la sécurité alimentaire et de la nutrition doivent être établis.

**Le deuxième point d'entrée est la gouvernance à plusieurs niveaux.** Certaines activités liées au système alimentaire qui se déroulent à l'intérieur du périmètre urbain relèvent d'autorités nationales. De plus, les systèmes alimentaires urbains et périurbains dépassent les frontières des villes et s'étendent aux zones de compétence des gouvernements des provinces, des comtés, des états ou des pays. Les composantes des systèmes alimentaires urbains et périurbains au-delà des frontières nationales sont influencées par les accords commerciaux nationaux, régionaux et mondiaux, ainsi que par les politiques sociales et budgétaires. À ce titre, une initiative qui vise à renforcer les systèmes alimentaires urbains et périurbains requiert, pour être efficace, une mobilisation en faveur de l'élaboration de politiques et de la mise au point de mesures multiniveaux.

**Le dernier point d'entrée est la gouvernance multi-acteurs, éclairée par une approche fondée**

**sur les droits.** De nombreux changements et transformations qui s'opèrent dans les systèmes alimentaires sont menés sous la houlette d'acteurs du secteur privé et de la société civile. Ces acteurs doivent participer à la prise de décisions sur la gouvernance du système alimentaire. Dans le présent rapport, on privilégiera le terme «multi-acteurs» à celui de «multipartite». Cette décision délibérée a été prise à la lumière des préoccupations qui se font jour dans les espaces mondiaux consacrés aux politiques alimentaires quant au déséquilibre des pouvoirs et des voix constaté sur les plateformes multipartites et au fait que ces plateformes ne devraient pas accueillir uniquement des participants généralement considérés comme des parties prenantes dans les processus propres au système alimentaire, mais aussi des acteurs du secteur informel et des consommateurs urbains. Pour pouvoir faire évoluer les systèmes alimentaires, les consommateurs urbains doivent être davantage en mesure d'influer sur la demande urbaine. De plus, il importe particulièrement que les petits acteurs et les acteurs du secteur informel, souvent marginalisés depuis toujours, puissent prendre part aux processus de gouvernance en tant qu'agents de la transformation des systèmes alimentaires. Il est essentiel que ces processus multi-acteurs intègrent des principes d'inclusion équitable et soient liés à l'amélioration du droit à l'alimentation et du droit à la ville, en faisant fond sur les principes d'augmentation de la reconnaissance, de la représentation et de la distribution équitable, tels qu'ils ont été recensés par le HLPE-FSN (2023).

### 1.4 THÉORIE DU CHANGEMENT

Selon la théorie du changement exposée dans le rapport (FIGURE 2), l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les zones urbaines et périurbaines pour les six dimensions nécessite, dans le contexte de l'urbanisation et de la transformation rurale, de s'intéresser aux déterminants des systèmes alimentaires et d'autres systèmes agissant les uns sur les autres, ainsi qu'aux facteurs qui influent sur les

résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

L'orientation donnée au changement pour chacun de ces facteurs doit être guidée par les principes du droit à l'alimentation et du droit à la ville. Dans la théorie du changement, les facteurs de changement qui agissent les uns sur les autres dans les zones urbaines et périurbaines et qui peuvent être exploités pour déterminer les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition sont au nombre de cinq. La nature des interactions et l'importance relative de chaque facteur sont propres au contexte, et les vecteurs de changement doivent s'appuyer sur des outils de politique générale intégrés et adaptés à la situation. Pour ce faire, il faut s'engager à améliorer la collecte et la ventilation des données ainsi que les travaux de recherche sur la sécurité alimentaire et la nutrition, l'objectif étant de mieux comprendre les facteurs de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les zones urbaines et périurbaines et les résultats qu'il est possible d'obtenir dans ce domaine. La prise de décisions fondées sur des éléments factuels et le suivi et l'évaluation des politiques et des programmes s'en trouveront renforcés.

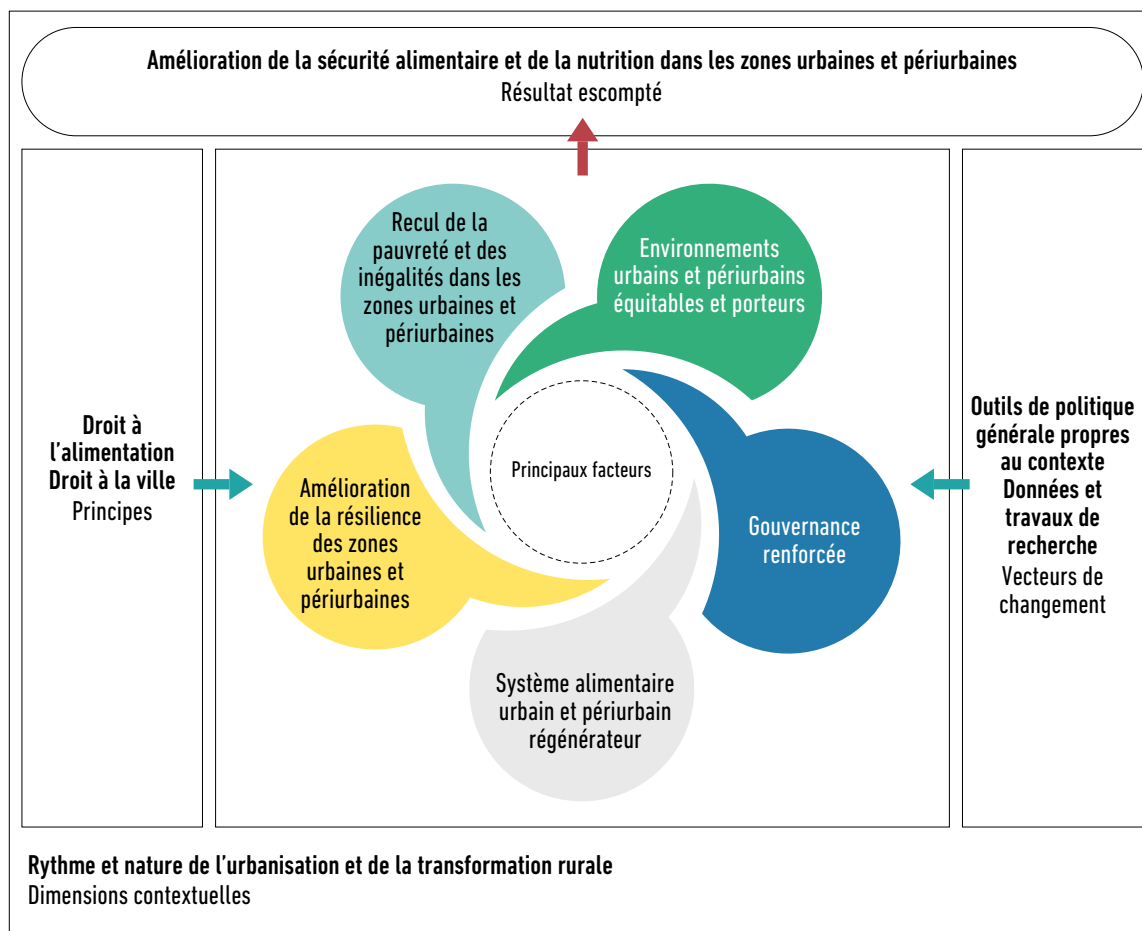
Le premier facteur de changement est le renforcement des systèmes alimentaires urbains et périurbains. Éclairées par les principes sous-jacents de la théorie du changement, les mesures de renforcement des systèmes alimentaires devraient être fondées sur la création de systèmes alimentaires équitables, justes et inclusifs, productifs et prospères, participatifs et favorables à l'autonomisation, résilients, régénérateurs et respectueux des écosystèmes, et sains et nutritifs.

Le deuxième facteur de changement est l'instauration d'environnements urbains et périurbains plus équitables. Les mesures doivent être axées sur la correction des inégalités spatiales, économiques et infrastructurelles qui nuisent à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans les zones urbaines et périurbaines.

Le troisième facteur de changement est la réduction de la pauvreté et des inégalités pour



**FIGURE 2**  
**THÉORIE DU CHANGEMENT VISANT À AMÉLIORER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION DANS LES ZONES URBAINES ET PÉRIURBAINES**



Source: Auteurs du présent document.

16]

les habitants des zones urbaines et périurbaines. Les mesures doivent être axées, aux niveaux des individus et des ménages, sur la lutte contre la pauvreté multidimensionnelle, la protection sociale et les moyens de subsistance.

Le quatrième facteur de changement est le renforcement de la gouvernance des systèmes alimentaires et des autres systèmes dans les zones urbaines et périurbaines. Les mesures doivent porter sur la reconnaissance et le respect, par les gouvernements nationaux, du rôle des autorités locales (municipalités et subdivisions infranationales) dans l'orientation donnée aux systèmes alimentaires, sur la fourniture d'un soutien aux autorités locales pour leur permettre d'agir dans le cadre de

leur mandat, sur l'apport d'investissements pour régler le problème de la faiblesse et de la fragmentation des autorités locales et sur l'investissement dans des processus de gouvernance multiniveaux, multilatéraux et multi-acteurs.

Le dernier facteur de changement est l'amélioration de la résilience des zones urbaines et périurbaines, autrement dit de leur capacité de résister, d'absorber, de se relever et de se réorganiser dans un contexte de choc ou de crise. Les répercussions des chocs et des tensions diffèrent d'une population et d'un lieu à l'autre. Il faut que les mesures visant à accroître la résilience des systèmes alimentaires et des autres systèmes urbains et périurbains

permettent de remédier à l'asymétrie des facteurs de vulnérabilité et des répercussions, tout en contribuant au renforcement de la résilience à l'échelle du système.

### 1.5 STRUCTURE DU RAPPORT

Au chapitre 1, les auteurs justifient l'intérêt porté aux zones urbaines et périurbaines, exposent le besoin sous-jacent de renforcement des systèmes alimentaires urbains et périurbains au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition et énoncent les principes sur lesquels repose le présent rapport. Ils expliquent les fondements conceptuels du rapport puis présentent la théorie du changement.

Le **chapitre 2** met en évidence comment **le processus d'urbanisation influe sur la sécurité alimentaire, la nutrition et la gouvernance des systèmes alimentaires dans les zones urbaines et périurbaines**. Il souligne combien il importe de cerner ce qui caractérise chaque zone urbaine ou périurbaine, comme son emplacement géographique, sa taille et son caractère informel ou non, à l'heure d'élaborer les interventions à mettre en œuvre en matière de politiques et de gouvernance. Les auteurs attirent particulièrement l'attention sur le fait que les zones urbaines et périurbaines concentrent des facteurs de vulnérabilité dans plusieurs dimensions qui ont des effets sur la sécurité alimentaire, notamment les enjeux liés au climat, les conflits et les inégalités. Ils appellent à renforcer **la résilience des zones urbaines et périurbaines** en tant que point d'entrée essentiel pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans ces zones.

Le chapitre 3 contient une description des difficultés et des possibilités que présentent les principales activités des systèmes alimentaires des zones urbaines et périurbaines s'agissant d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans ces zones. Les activités concernées sont les suivantes: production et commerce de denrées alimentaires; activités intermédiaires de la chaîne d'approvisionnement, notamment

le transport, la logistique, la transformation et la vente en gros; activités en aval, telles que le commerce de détail et les services (sources d'aliments marchandes et non marchandes); pertes et gaspillage. Étant donné que les systèmes alimentaires urbains et périurbains se composent d'éléments, d'activités et d'acteurs qui sont à l'œuvre aussi bien dans ces zones qu'à l'extérieur (de l'arrière-pays rural jusqu'à des pays lointains), leur gouvernance est complexe. Dans ce chapitre, les auteurs soulignent combien il importe de préserver la **diversité des systèmes alimentaires, y compris les composantes traditionnelles et informelles**, pour assurer la résilience de ces systèmes ainsi que la sécurité alimentaire et la nutrition. Il faut, pour ce faire, recenser et gérer à la fois les synergies et les arbitrages entre ces diverses composantes.

Au chapitre 4, l'environnement alimentaire sert de point de départ pour montrer comment les modes de consommation alimentaire dans les zones urbaines et périurbaines sont façonnés par les interactions entre le système alimentaire et d'autres systèmes, notamment le logement, l'eau et l'énergie, ainsi que par la situation socioéconomique. Les régimes alimentaires urbains et périurbains et les stratégies d'approvisionnement en aliments varient considérablement en fonction des revenus et d'autres caractéristiques des individus et des ménages. Il est démontré dans ce chapitre que les **facteurs qui déterminent les choix alimentaires dans les environnements alimentaires urbains et périurbains dépassent les questions liées au système alimentaire et nécessitent donc un ensemble plus large d'interventions**. Il s'agit notamment de remédier à la pauvreté en temps, à la pauvreté énergétique et aux déficiences des infrastructures, ainsi qu'à l'instabilité de l'emploi et des moyens de subsistance.

Le chapitre 5 contient des données sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les zones urbaines et périurbaines. Les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition sont considérés comme les résultats des problèmes systémiques

abordés aux chapitres 1 à 4. Ce chapitre met en évidence la forte prévalence de l'insécurité alimentaire dans les zones urbaines et périurbaines. Les auteurs y expliquent que **l'insécurité alimentaire est inégalement répartie dans les zones urbaines et périurbaines**, les bidonvilles et les zones périurbaines étant les plus durement frappés et les femmes, les enfants, les groupes ethniques marginalisés et les migrants étant touchés de manière disproportionnée. De plus, les difficultés en matière de sécurité sanitaire des aliments se concentrent dans les zones urbaines et périurbaines pauvres. Bien que les régimes alimentaires urbains soient généralement plus diversifiés que les régimes ruraux, ils se caractérisent par une plus grande consommation d'aliments hautement transformés et d'aliments consommés hors du domicile.

Compte tenu des éléments présentés dans les chapitres 2 à 5, le chapitre 6 offre une analyse des difficultés et des possibilités de gouvernance associées à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Les auteurs constatent que, eu égard à **la complexité des systèmes alimentaires urbains et périurbains, il est essentiel d'agir dans le cadre de processus de**

**gouvernance multiniveaux, multisectoriels, multilatéraux et multi-acteurs, à la fois au sein et en dehors de l'État.** Cela inclut, par exemple, les points d'entrée qui peuvent être utilisés, tels que les stratégies alimentaires multisectorielles au niveau des autorités locales, et les plateformes multi-acteurs, comme les conseils de politique alimentaire. Les auteurs soulignent la nécessité d'apporter des réponses contextuelles en matière de gouvernance et de veiller tout particulièrement à ne pas accentuer les asymétries de pouvoir qui sont monnaie courante sur les plateformes multi-acteurs.

Au chapitre 7 sont présentés **six groupes d'instruments de politique générale qui, conjugués, peuvent former des stratégies intégrées.** Ces groupes sont les suivants : politiques de réglementation ; outils fiscaux ; instruments de transfert ; politiques relatives au marché ; investissements ; mesures destinées à faire évoluer les comportements. Ce chapitre comporte aussi des exemples de bonnes pratiques dans le domaine de la gouvernance alimentaire urbaine. Ces instruments de politique générale fournissent les points d'entrée en matière de gouvernance qui sous-tendent les recommandations formulées dans le rapport, exposées au chapitre 8.

TABLEAU 2  
STRUCTURE DU RAPPORT

### CHAPITRE 1

Intérêt du rapport, nécessité sous-jacente de renforcer les systèmes alimentaires urbains et périurbains au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Principes, fondements conceptuels et théorie du changement.



### CHAPITRE 5

Données disponibles les plus récentes sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans les zones urbaines et périurbaines. Forte prévalence de l'insécurité alimentaire dans les zones urbaines et périurbaines; incidence la plus élevée chez les femmes, les enfants, les groupes ethniques marginalisés et les migrants. Les difficultés en matière de sécurité sanitaire des aliments se concentrent dans les zones urbaines et périurbaines pauvres. Aliments hautement transformés.



### CHAPITRE 2

Comment le processus d'urbanisation influe sur la sécurité alimentaire, la nutrition et la gouvernance des systèmes alimentaires dans les zones urbaines et périurbaines. Importance du contexte. Appel au renforcement de la résilience.



### CHAPITRE 6

Analyse des difficultés et des perspectives en matière de gouvernance. Processus de gouvernance multiniveaux, multisectoriels, multilatéraux et multi-acteurs à l'intérieur et au-delà de l'État. Asymétries de pouvoir fréquentes sur les plateformes multi-acteurs.



### CHAPITRE 3

Difficultés et possibilités liées aux systèmes alimentaires urbains et périurbains. Importance du maintien de la diversité des systèmes alimentaires pour assurer la résilience de ces derniers ainsi que la sécurité alimentaire et la nutrition.



### CHAPITRE 7

Description de six groupes d'instruments de politique générale (politiques de réglementation, outils fiscaux, instruments de transfert, politiques relatives au marché, investissements, mesures destinées à faire évoluer les comportements), qui, conjugués, peuvent former des stratégies intégrées.



### CHAPITRE 4

Comment les modes de consommation alimentaire dans les zones urbaines et périurbaines sont influencés par les interactions entre le système alimentaire et d'autres systèmes, notamment le logement, l'eau et l'énergie, ainsi que la situation socioéconomique.



### CHAPITRE 8


Recommandations.





## CHAPITRE 2

# RELATIONS DYNAMIQUES ENTRE L'URBANISATION, LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES, LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION



Vue aérienne d'Ehningen (Allemagne), 2016. L'aménagement du territoire, la prestation de services d'infrastructure de base, les politiques de santé de l'environnement et les politiques de développement économique local influent fondamentalement sur la sécurité alimentaire et les systèmes alimentaires, mais sont rarement considérés comme des politiques alimentaires. On estime que l'une des approches qui permettent de remédier aux difficultés liées au système alimentaire à l'échelle des villes est celle de la planification et de l'aménagement urbain tenant compte des questions d'alimentation.

© Max Böttinger

## MESSAGES CLÉS

- Dans un monde de plus en plus incertain, les villes sont aux prises avec des difficultés urgentes, complexes et imbriquées. Ces difficultés qui pèsent sur les systèmes alimentaires urbains et périurbains donnent lieu à des situations de vulnérabilité. Les villes peuvent concentrer leur vulnérabilité sous des formes multiples.
- L'urbanisation influe profondément sur la sécurité alimentaire, les résultats en matière de nutrition, les systèmes alimentaires et la gouvernance de ces derniers dans les zones urbaines, périurbaines et rurales.
- L'urbanisation et la périurbanisation résultent de transformations interdépendantes dans la démographie, l'économie, la culture, les systèmes sociaux, l'utilisation des terres, la technologie et l'innovation.
- L'expérience de l'urbanisation et de la périurbanisation et ses effets sur les systèmes alimentaires et la sécurité alimentaire varient selon la région, le type de ville, le mode de gouvernance et les conditions économiques et sociales sous-jacentes, en particulier entre les pays à faible revenu, les pays à revenu intermédiaire et les pays à revenu élevé, la dynamique et l'évolution étant, de surcroît, continues.

## 2.1 INTRODUCTION

**En des temps d'urbanisation rapide, les villes sont en proie à une incertitude grandissante dans des secteurs urbains tels que le logement, les transports et la préparation aux situations d'urgence.** Au niveau mondial, les priorités urbaines vont de la fourniture de logements adéquats à la réalisation des ODD au niveau local, en passant par la prise en compte du rôle déterminant des villes dans la contribution aux solutions climatiques (UN-Habitat, 2022a). Les enjeux liés à la mobilité et au transport, à la fois source de difficultés et de possibilités pour les villes, sont majeurs et incontournables dans l'obtention d'un certain nombre de résultats, notamment en ce qui concerne l'équité, la durabilité, la sécurité, la santé publique et la productivité économique (UN-Habitat, 2017). L'«économie des petits boulots», qui évolue rapidement et représente désormais plus d'un dixième du marché du travail mondial, perturbe l'utilisation de l'espace urbain (en laissant des immeubles de bureaux vides, par exemple), concentre les inégalités (du fait notamment des faibles niveaux de protection sociale pour les travailleurs) et se développe à un rythme

beaucoup plus rapide dans les pays à revenu faible ou intermédiaire que dans les pays à revenu élevé (World Bank, 2023). On attend des urbanistes qu'ils interviennent pour remédier à ces difficultés, et l'Association des urbanistes du Commonwealth déplore un manque criant de moyens dans plusieurs pays de cette organisation, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire (Commonwealth Association of Planners, 2018). Parmi les autres difficultés rencontrées dans les zones urbaines, citons les infrastructures vieillissantes et non durables, les systèmes de gestion des ordures qui peinent à faire face à l'augmentation du volume et de la complexité des déchets ou encore l'incidence de ces difficultés sur les habitants des zones urbaines et périurbaines.

Le présent chapitre porte sur la manière dont l'urbanisation et les difficultés urbaines imbriquées influent sur la sécurité alimentaire et la nutrition. La section 2.2 contient une définition de l'urbanisation et de la périurbanisation. La section 2.3 met en lumière ce qui différencie les expériences d'urbanisation dans les pays à revenu élevé et les pays à revenu faible ou intermédiaire, en mettant l'accent sur les villes dominantes par rapport aux villes secondaires



et sur le secteur informel. On trouvera à la section 2.4 une description des liens entre l'urbanisation et les systèmes alimentaires ainsi que de l'incidence que les interventions ou les chocs subis par divers systèmes urbains peuvent avoir sur les systèmes alimentaires urbains et périurbains, et inversement. Enfin, la section 2.5 concerne les conséquences de la fragilité urbaine et des chocs pour la sécurité alimentaire et la nutrition ainsi que les moyens dont on dispose pour renforcer la résilience urbaine.

## 2.2 URBANISATION ET PÉRIURBANISATION

L'urbanisation est un facteur déterminant de l'insécurité alimentaire qui a des répercussions considérables sur les systèmes alimentaires et la gouvernance de ces systèmes dans les zones urbaines et périurbaines. Aujourd'hui, plus de la moitié de la population mondiale vit dans des zones urbaines et, d'ici au milieu du siècle, cette proportion dépassera les deux tiers de la population mondiale. Quelque 90 pour cent de la croissance des populations urbaines aura lieu en Afrique et en Asie (UN-DESA, 2019). D'ici à 2050, les pays moins développés abriteront 83 pour cent de la population urbaine mondiale et 87 pour cent de la population totale du monde. À l'heure actuelle, environ 50 pour cent des Africains ruraux vivent à moins de 14 kilomètres d'une ville (OECD, UN ECA et AfDB, 2022).

**L'urbanisation résulte de transformations interdépendantes dans les domaines de la démographie, de l'économie, de la culture, des systèmes sociaux, de l'utilisation des terres, de la technologie et de l'innovation. Son rythme est aujourd'hui plus rapide que jamais.** Elle se développe différemment dans le temps et dans l'espace, avec des effets notables sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans différents contextes et différents segments des populations urbaines.

Les auteurs de rapports internationaux récents laissent entendre qu'il serait plus pertinent d'appréhender ce qui lie l'urbanisation et les systèmes alimentaires sous l'angle du

continuum rural-urbain ou des liens entre les zones urbaines et les zones rurales qu'à travers le prisme habituel de la fracture entre les villes et les campagnes (UN-Habitat, 2019; FAO *et al.*, 2023a; WFP, 2023a). **Il importe en particulier de placer la périurbanisation dans le cadre de l'urbanisation rapide et du continuum rural-urbain, notamment parce que ce sont les zones périurbaines qui enregistrent l'essentiel de la croissance future de la population mondiale** (Follman, 2022; Sahana *et al.*, 2023). La définition des zones périurbaines varie, mais on s'accorde généralement à dire que ce sont des zones situées entre deux frontières dynamiques, la frontière intérieure étant la bordure d'une zone urbaine et la frontière extérieure se situant quelque part dans la campagne (Sahana *et al.*, 2023). Les grands cadres qui permettent de définir une zone périurbaine sont au nombre de trois: le cadre *territorial* (espace qui entoure une ville et qui est primordial pour la production alimentaire), le cadre *fonctionnel* (arrière-pays ressource de la ville, qui fournit des biens, des services, de la main-d'œuvre, des ressources environnementales et des services écosystémiques cruciaux pour la production, la transformation et la distribution des aliments) et le cadre *transitoire* (façon dont l'arrière pays ressource évolue dans l'espace et dans le temps, point particulièrement important pour la transformation du système alimentaire dans son ensemble) (Follman, 2022; Sahana *et al.*, 2023). Étant donné que l'interprétation et la mesure de la périurbanisation sont des exercices complexes, la classification DEGURBA, une nouvelle norme internationale visant à comparer les villes, grandes ou petites, les banlieues et les zones rurales (Eurostat, non daté), a été mise au point. Toutefois, comme nous le verrons dans la section suivante, les relations entre l'urbanisation, d'une part, et le fonctionnement et l'efficacité du système alimentaire, d'autre part, varient considérablement d'une ville à l'autre.

## 2.3 PÉRIURBANISATION ET URBANISATION: DIFFÉRENCIER LES EXPÉRIENCES DES PAYS À REVENU ÉLEVÉ ET DES PAYS À REVENU FAIBLE OU INTERMÉDIAIRE

L'urbanisation, qui transforme les moyens de subsistance en milieu rural de multiples manières, est particulièrement rapide en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud

(Palanivel, 2017; de Bruin, Dengerink et Van Vilet, 2021; FAO *et al.*, 2023a). Elle permet de se rapprocher des débouchés économiques et des idées, ce qui stimule l'innovation, tandis que la concentration plus élevée de personnes améliore l'accès à l'emploi, encourage les investissements dans les infrastructures et facilite la répartition des services qui soutiennent la croissance (Glaeser, 2011). On a observé très tôt les effets positifs de l'urbanisation sur la croissance économique, les infrastructures municipales et la migration des campagnes vers les villes, ce qui a stimulé les politiques d'urbanisation dans les pays en développement (Chenery et Taylor, 1968; Pugh, 1995; Hope, 1998; Henderson, 2003; Njoh, 2003). Toutefois, des travaux de recherche plus récents mettent en évidence les liens complexes qui unissent l'urbanisation et la croissance économique, notant que l'urbanisation n'apporte pas les mêmes bienfaits à toutes les régions (Turok et McGranahan, 2013; Chen *et al.*, 2014; Wang, Li et Fang, 2018; Goldstone, 2020; Armeanu *et al.*, 2021). Ce constat est particulièrement vrai dans certains pays à faible revenu, où la croissance économique et les investissements dans les infrastructures urbaines n'ont pas suivi le rythme de l'urbanisation et de la croissance démographique globale (Turok et McGranahan, 2013; de Bruin, Dengerink et Van Vilet, 2021).

La périurbanisation et l'urbanisation futures dépendront du contexte local, autrement dit des caractéristiques démographiques, de la configuration des agglomérations, des systèmes

politiques et institutionnels locaux, de l'économie informelle, des difficultés au niveau local et des liens avec les économies nationale et mondiale au sens large (UN Habitat, 2022b). De plus, les taux de périurbanisation et d'urbanisation diffèrent considérablement d'une région à l'autre. La figure 3 illustre les projections de la part de la population en fonction du degré d'urbanisation, pour différentes régions du monde, et montre que c'est en Afrique subsaharienne, en Océanie, en Afrique du Nord et en Asie occidentale que l'on enregistre l'augmentation la plus rapide de la proportion de la population urbaine, l'Europe étant la région où cette augmentation sera la plus faible. Il apparaît clairement que les taux d'urbanisation diffèrent d'une région à l'autre.

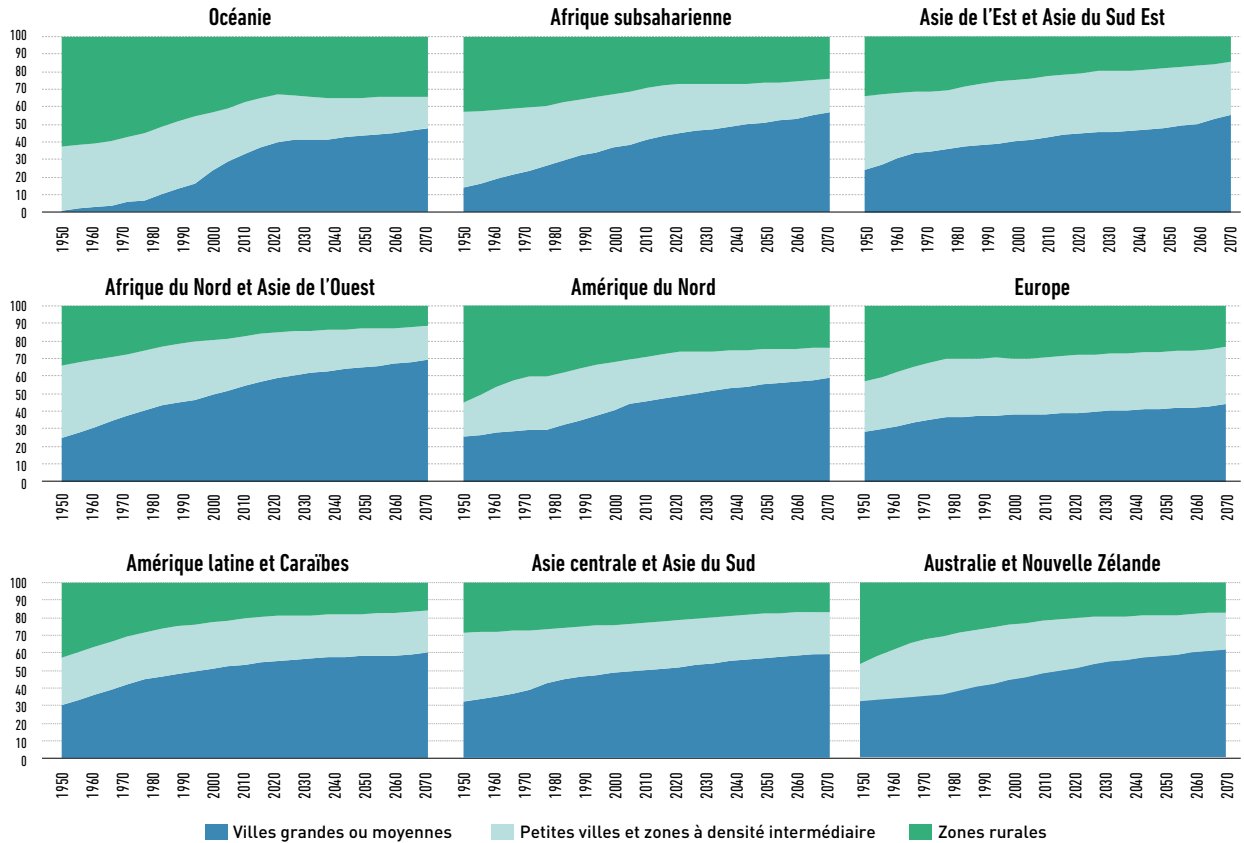
Parallèlement, la forme que prend la **périurbanisation diffère selon le contexte**. Dans les pays à revenu élevé, elle est généralement considérée comme un indicateur du bien-être urbain car les environnements bâtis, caractérisés par des banlieues à faible densité, ne sont pas destinés à s'urbaniser. Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, en revanche, la croissance périurbaine est souvent vue comme le résultat d'un problème d'aménagement, du fait d'une expansion urbaine informelle ou illégale et non planifiée et d'un développement désordonné (comme dans le cas des favelas au Brésil, des bidonvilles en Afrique et des quartiers pauvres en Asie du Sud) (Follman, 2022; Sahana *et al.*, 2023).

**Les schémas d'urbanisation varient d'une région à l'autre.** L'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne connaîtront les rythmes de croissance urbaine les plus rapides au cours des prochaines décennies, qui se traduiront par une forte pression exercée sur le logement, les infrastructures et les services dans les pays dépourvus de moyens institutionnels et budgétaires suffisants (Lall *et al.*, 2021). Il est à noter que la majeure partie de la croissance de la population urbaine dans les pays à revenu faible ou intermédiaire est aujourd'hui due à la croissance naturelle, plutôt qu'à la migration (Menashe-Oren et Bocquier, 2021). L'Amérique latine enregistre des taux de croissance urbaine



FIGURE 3

PART DE LA POPULATION EN FONCTION DU DEGRÉ D'URBANISATION, PAR RÉGION DES ODD (1950-2070), LES RÉGIONS ÉTANT CLASSÉES SELON LA PART DE LEUR POPULATION URBAINE EN 1950



Source: ONU-Habitat. 2022b. *Envisaging the Future of Cities. World Cities Report 2022*. Nairobi.

24]

beaucoup plus faibles, puisque la moitié de sa population vivait déjà dans des zones urbaines en 1960, et que plus de 80 pour cent de la population habite actuellement dans des zones urbaines. Les villes d'Amérique latine présentent des niveaux d'inégalités économiques parmi les plus élevés, qui augmentent avec la taille de la ville (Ferreyra et Roberts, 2018).

### 2.3.1 DIFFÉRENCES ENTRE VILLES DOMINANTES ET VILLES SECONDAIRES

De nombreuses villes dominantes (une ville dominante étant la plus grande ville d'une région), tant dans les pays à revenu élevé que dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, ont connu de multiples vagues d'évolution

spatiale imputables à la mondialisation, aux réformes du marché, aux tendances en matière d'investissement, à l'essor et au déclin économiques, et aux changements démographiques. Dans les années 1970 et 1980, de nombreuses économies de pays à revenu élevé ont été restructurées, faisant basculer les pays concernés d'une économie essentiellement manufacturière à une économie tournée vers les services. S'en sont suivies une désindustrialisation et une fuite vers les banlieues à certains endroits (comme Chicago et Détroit), tandis qu'à d'autres (comme Paris), cette bascule a attiré le pouvoir et la richesse vers les centres-villes, creusant le fossé économique entre les noyaux urbains et les banlieues (Marcuse et van Kempen, 2000; Wacquant, 2008). Plus récemment, le

vieillessement des populations, la baisse de la fécondité et l'augmentation du coût de la vie ont entraîné une contraction des villes dans certaines parties de l'Europe, en Asie centrale, dans les régions industrielles américaines en déclin et dans certaines parties de l'Asie de l'Est (Cadavid *et al.*, 2017; Wolff et Wiechmann, 2018).

Dans certaines régions de pays à revenu faible ou intermédiaire, la restructuration économique s'ajoute à l'héritage colonial d'un aménagement urbain placé sous le signe de la ségrégation raciale, ethnique ou religieuse, à la faiblesse des droits de propriété et à une utilisation des terres et une législation en matière de zonage qui découragent l'investissement dans les infrastructures. Cette dynamique n'incite pas à réaliser des économies d'agglomération ni des gains de productivité, car il est difficile pour les travailleurs et les consommateurs d'établir un lien avec des entreprises qui les emploient et qui les servent (Lall *et al.*, 2021). Les travailleurs préfèrent donc vivre à proximité des emplois dans des agglomérations denses, souvent informelles. En résultent des «villes patchwork» (Garrido, 2019), où l'on trouve des enclaves aisées à proximité immédiate de bidonvilles, comme au Cap, à Istanbul, à Jakarta, à Mumbai et à Rio de Janeiro. Ces facteurs sont particulièrement prononcés en Afrique, où les villes sont encombrées et déconnectées, et où le coût de la vie est élevé. En fait, les prix à la consommation pour les ménages dans les villes d'Afrique subsaharienne sont jusqu'à 31 pour cent supérieurs à ceux pratiqués dans des villes d'autres continents où les niveaux de revenus sont équivalents, ce qui n'a pas les mêmes conséquences pour l'abordabilité des aliments (Lall, Henderson et Venables, 2017; OECD, UN ECA et AfDB, 2022).

**Les villes secondaires, dont la population varie généralement de quelques centaines de milliers à quelques millions d'habitants, sont un maillon essentiel de la trajectoire d'urbanisation du monde.** Environ 60 pour cent de la population urbaine mondiale réside dans ces villes (Roberts, 2014), et 64 pour cent de la population des pays à faible revenu vit dans des villes moyennes ou petites, ou dans leur zone

d'influence (Cattaneo, Nelson et McMenomy, 2021). En Afrique, l'essentiel de la croissance urbaine provient de ces villes secondaires. Près de 4 500 agglomérations de ce type ont vu le jour dans la région entre 1990 et 2015. On recense de nombreux types de villes secondaires, dont les systèmes alimentaires présentent des caractéristiques tout aussi variées (Haysom et Battersby, 2022).

**Les villes secondaires sont aux prises avec des difficultés particulières.** Tout d'abord, à l'échelle mondiale, la **majorité des citoyens les plus pauvres résident dans des villes secondaires plutôt que dans des grandes villes** (Ferré, Ferreira et Lanjouw, 2012; UN DESA, 2020). Les villes secondaires reçoivent généralement une part plus faible des investissements publics consentis par les gouvernements centraux (Henderson, 2002). L'accès aux services tels que la santé et l'éducation est parfois meilleur dans les villes secondaires que dans les grandes villes, mais ce n'est pas toujours le cas. Dans les bidonvilles d'Inde, par exemple, l'accès à ces services est moins bon dans les villes moyennes que dans les grandes (Sahasranaman et Bettencourt, 2021), tandis que les villes moyennes du Brésil et de l'Indonésie offrent un meilleur accès à ces services que les grandes (Post et Kuipers, 2023).

**Ensuite, les villes secondaires naissent et se développent pour des raisons différentes de celles des villes dominantes.** Elles sont généralement établies en raison d'activités minières ou administratives, car elles servent de plateforme de négoce ou de couloirs de développement urbain transfrontières, ou se trouvent à la périphérie d'une zone métropolitaine de premier plan (Roberts, 2016; Haysom, 2023). Dans les pays où la gestion urbaine est plus maîtrisée, comme en Chine, les villes secondaires des zones rurales sont apparues dans le cadre des tentatives d'industrialisation des campagnes visant à freiner l'exode rural (Long, Zou et Liu, 2009). La «rurbanisation», autrement dit le processus d'urbanisation d'un territoire rural, est un autre moteur de la création et de la croissance des villes secondaires, parfois sous l'impulsion de citoyens aisés qui investissent

dans des propriétés et des terrains situés dans les zones rurales, souvent à des fins de loisirs ou en prévision de leur retraite (Roberts, 2016). Cette tendance peut se traduire par une augmentation du nombre d'emplois non ruraux dans les villes secondaires, un meilleur accès aux services et un plus grand nombre d'entreprises de services à domicile. En résumé, les villes secondaires se développent rapidement, se heurtent à des difficultés urbaines particulières et ont une histoire et un présent qui leur sont propres. En outre, si elles sont assez grandes pour réaliser des économies d'agglomération, elles demeurent suffisamment petites pour être épargnées par le fardeau que constitue l'inefficacité des infrastructures et entretenir des liens plus forts avec leur arrière-pays que les grandes villes (Bloem et de Pee, 2017). Ainsi, on perçoit de plus en plus les **villes secondaires comme des lieux prometteurs en ce qui concerne les investissements stratégiques dans les interventions urbaines visant à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition** (Bloem et de Pee, 2017; Monroy-Gomez *et al.*, 2022; Speich *et al.*, 2023).

### 2.3.2 SECTEUR INFORMEL

**Le secteur informel est indissociable de la plupart des zones urbaines et périurbaines des pays à revenu faible ou intermédiaire.**

Caractérisé par l'absence de réglementation de l'habitat, l'absence d'enregistrement des transactions et l'absence de protection des travailleurs (Fawaz, 2023), il s'étend à tous les domaines urbains, y compris les transports (Cervero et Golub, 2007), le logement (Forum économique mondial, 2023), les systèmes d'approvisionnement en eau (Choueriri *et al.*, 2022), la gestion des déchets (Kala, Bolia et Sushil, 2022) et les systèmes alimentaires, parmi beaucoup d'autres. Dans tous les cas, les rapports entre les systèmes informel et formel sont complexes et les compromis sont légion. Par exemple, le secteur du transport informel est critiqué car il provoque des embouteillages, de la pollution atmosphérique et sonore ainsi que des accidents de la route, mais il est particulièrement précieux dans les zones qui ne sont pas desservies par les transports publics

formels, notamment pour ce qui est de l'accès à l'emploi, aux soins de santé et aux services, points qui sont souvent négligés dans les zones urbaines pauvres (Cervero et Golub, 2007).

**En matière de sécurité alimentaire et de nutrition, les systèmes alimentaires urbains et périurbains informels sont également source de possibilités et de problèmes.** Ainsi, les composantes informelles des systèmes alimentaires urbains et périurbains offrent des voies d'approvisionnement en aliments produits, transformés, transportés et vendus par de petites et moyennes entreprises (Moustier *et al.*, 2023). Dans le même temps, leur contribution à la sécurité alimentaire et à la nutrition est sapée par les préoccupations relatives à la sécurité sanitaire des aliments et à la traçabilité, et les États n'ont généralement pas pu ou pas voulu créer d'environnement porteur pour le secteur alimentaire urbain et périurbain informel (Henson *et al.*, 2023). Le secteur informel demeurera une composante des systèmes alimentaires urbains et périurbains dans la plupart des pays à revenu intermédiaire, et la contribution qui est la sienne aux systèmes alimentaires et à la sécurité alimentaire devrait être saluée dans les espaces consacrés aux politiques et à la gouvernance. Afin d'optimiser les avantages tirés des systèmes alimentaires informels et de réduire au minimum les risques connexes, les pouvoirs publics doivent prendre acte du rôle du secteur alimentaire informel, ainsi que des difficultés y afférentes, dans les mesures prises pour renforcer les systèmes alimentaires urbains et périurbains (Rousham *et al.*, 2023).

## 2.4 LIENS ENTRE L'URBANISATION, LES SYSTÈMES URBAINS ET LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Il est établi au chapitre 1 que les interactions des systèmes urbains avec les systèmes alimentaires ainsi qu'avec la sécurité alimentaire et la nutrition sont complexes. La présente section porte sur les liens entre l'urbanisation et l'efficacité des systèmes alimentaires.

### 2.4.1 QUELS PEUVENT ÊTRE LES EFFETS DE L'URBANISATION SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Le rapport intitulé *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023* (FAO *et al.*, 2023a) est axé sur l'urbanisation, la transformation des systèmes agroalimentaires et l'accès à une alimentation saine le long du continuum rural-urbain. Ses auteurs y expliquent les mécanismes par lesquels l'urbanisation entraîne des changements dans le système agroalimentaire le long du continuum rural-urbain, depuis les changements dans la production alimentaire (à la fois positifs et négatifs) jusqu'aux changements dans le comportement du consommateur, qui finissent par avoir une incidence sur l'accès à une alimentation saine (FAO *et al.*, 2023a).

Afin d'éviter que le présent rapport fasse double emploi avec *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, la présente section se concentre principalement sur les effets de l'urbanisation aux niveaux des systèmes alimentaires, de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les zones urbaines et périurbaines, où les analyses approfondies sont plus rares.<sup>1</sup>

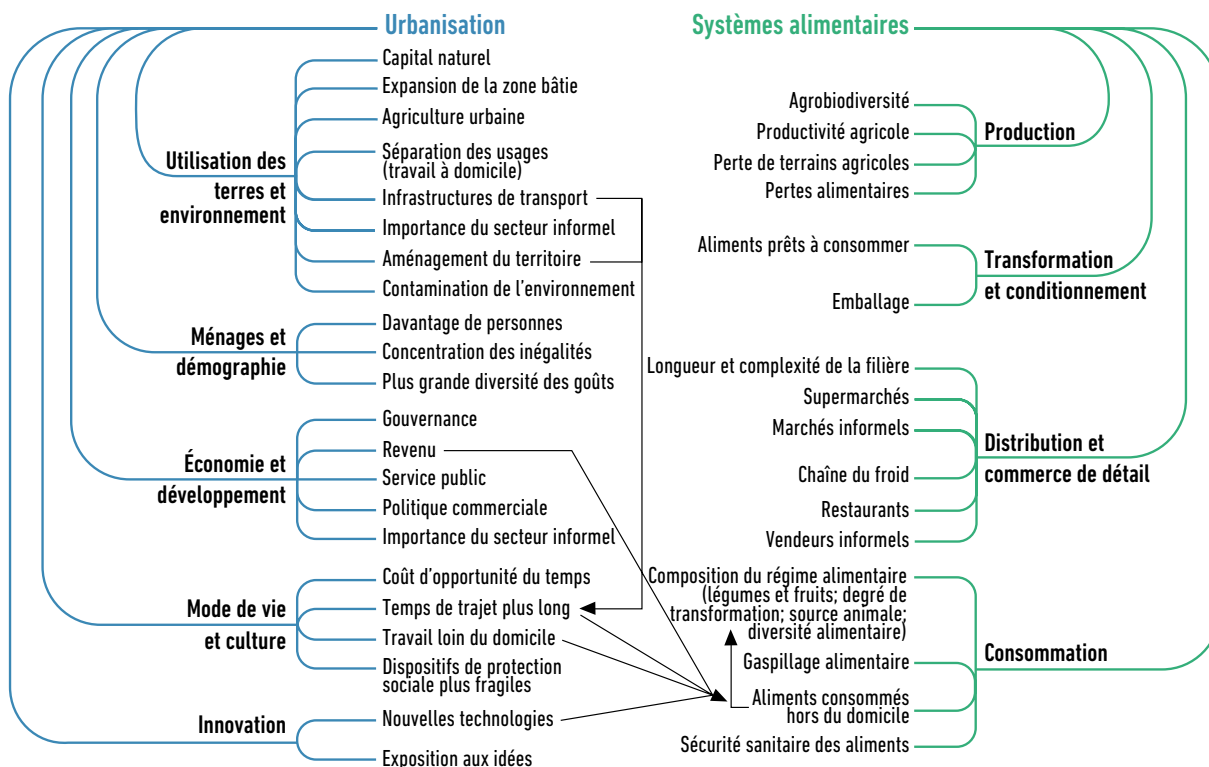
**Les relations entre les transformations urbaines, tous domaines confondus, et le fonctionnement et l'efficacité du système alimentaire sont multifactorielles, complexes et ancrées dans les contextes historique, politique et économique des lieux où elles s'inscrivent** (de Bruin, Dengerink et Van Vilet, 2021). On formule des hypothèses sur les liens entre l'urbanisation et les systèmes alimentaires depuis plusieurs décennies, dont certains ont été mis en évidence de manière empirique. La figure 4 présente une version simplifiée de ces liens. Il convient de noter que de nombreuses flèches conceptuelles correspondant à des relations établies de manière théorique ou empirique n'ont pas été représentées sur ce diagramme

afin qu'il demeure lisible. Par exemple, les nombreux liens entre divers éléments des systèmes alimentaires (entre la production internationale et la production nationale au sein des systèmes alimentaires, ou entre la transformation et l'emballage, par exemple) n'y apparaissent pas. Cette figure illustre le fait que de multiples facettes de l'urbanisation ont un rapport avec la consommation d'aliments hors du domicile, dont il est largement admis qu'elle a des répercussions négatives sur la qualité de l'alimentation et les résultats connexes en matière de santé (Godbharle *et al.*, 2022; Wellard Cole, Davies et Allman-Farinelli, 2022; Landais *et al.*, 2023).

Comme le montre la figure 4, de nombreux facteurs, tous domaines de l'urbanisation confondus, entraînent une hausse de la consommation d'aliments hors du domicile. Ainsi, l'augmentation du revenu des ménages, en particulier celui des femmes qui travaillent loin de chez elles, se traduit non seulement par une progression du pouvoir d'achat en ce qui concerne ces aliments, mais aussi par une moindre capacité d'assumer les tâches ménagères qui leur incombent autrefois, notamment la préparation des repas (Ruel, Haddad et Garrett, 1999; Shapouri et Rosen, 2008). La planification des infrastructures de transport et de l'aménagement du territoire a une incidence sur les temps de trajet, qui sont eux-mêmes un facteur prédictif de la consommation d'aliments hors du domicile (Guimarães *et al.*, 2022). À mesure que les villes se diversifient sous l'effet de la croissance des migrations mondiales, la diversité des goûts est appelée à faire progresser la consommation de tout un éventail de spécialités culinaires hors du domicile. Enfin, les progrès technologiques des systèmes de commande de nourriture en ligne ont eu un effet considérable sur la disponibilité et l'accessibilité des aliments hors du domicile, tant dans les pays à revenu faible ou intermédiaire que dans les pays à revenu élevé (Ali *et al.*, 2021; Brar et Minaker, 2021; Jia *et al.*, 2022; Shroff, Shah et Gajjar, 2022). En effet, les liens entre la transformation de la chaîne de valeur alimentaire et les résultats en matière d'alimentation sont modérés par

<sup>1</sup> Pour en savoir plus au sujet de l'incidence de l'urbanisation sur les systèmes agroalimentaires et l'accès à une alimentation saine et abordable, voir le rapport sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023*.

**FIGURE 4**  
**REPRÉSENTATION SIMPLIFIÉE DES LIENS ENTRE L'URBANISATION ET LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES, L'ACCENT ÉTANT MIS SUR LES PROCESSUS D'URBANISATION QUI ONT DES RÉPERCUSSIONS SUR LA CONSOMMATION D'ALIMENTS HORS DU DOMICILE**



Source: Adapté de Seto, K. C., et Alhassan, N. 2016. *Hidden linkages between urbanization and food systems*. Science, 352(6288): 943-945. <https://doi.org/10.1126/science.aaf7439>

le revenu, de sorte que les ménages à faible revenu souffrent de moins bons résultats en matière d'alimentation le long du continuum rural-urbain que les ménages plus riches (Gómez et Ricketts, 2013). Ces constats mettent en lumière à quel point la situation de chacun et le contexte communautaire sont importants dans la compréhension de la relation entre l'urbanisation et les systèmes alimentaires.

L'urbanisation, par l'intermédiaire de plusieurs mécanismes, est également liée à de multiples formes de malnutrition dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Les facteurs généralement associés à la dénutrition infantile sont les caractéristiques maternelles, le niveau de revenu ou de richesse et le profil du ménage (s'il a accès à un assainissement

amélioré et à des services de santé ou non, par exemple). La vie en ville est ainsi corrélée à une prévalence plus faible du retard de croissance et de la dénutrition chez l'enfant, mais à une probabilité plus élevée de surpoids et d'obésité (Ruel *et al.*, 2017; Khaliq *et al.*, 2022). Cependant, la répartition de la pauvreté dans les zones urbaines montre que le taux de dénutrition infantile dans les zones urbaines pauvres est aussi élevé que celui qui prévaut en milieu rural, notamment dans les zones périurbaines, où les conditions de logement sont médiocres et où l'accès aux soins de santé et à un assainissement amélioré est plus limité. Les caractéristiques maternelles en rapport avec la dénutrition infantile en milieu urbain semblent également différer de celles des zones rurales. Par exemple, les femmes

urbaines jouissant d'une plus grande parité sont plus susceptibles d'avoir un enfant souffrant d'un retard de croissance (taille insuffisante) en Afghanistan et au Népal que les femmes rurales, mais cet effet n'a pas été constaté dans les zones urbaines d'Inde (Harding, Aguayo et Webb, 2018; Guevara-Romero *et al.*, 2022). En outre, dans ces mêmes zones urbaines pauvres, les femmes et les mères sont elles aussi touchées par le surpoids et l'obésité, en particulier dans les contextes d'urbanisation rapide. Cette situation s'explique principalement par la dépendance à l'égard d'aliments moins chers mais à densité énergétique plus élevée et par des revenus limités (Gao *et al.*, 2020). Pour examiner avec précision le fardeau de la

malnutrition (en valeurs absolue et relative), les programmes de santé publique et la surveillance doivent être ventilés par zones de résidence (quartiers informels) et par niveau de pauvreté dans les zones urbaines et périurbaines, ce qui, globalement, atténue la notion d'avantage urbain en matière de nutrition.

L'innovation technologique, économique, sociale et politique, qui est le plus souvent l'apanage des zones urbaines, est un autre aspect des systèmes urbains ayant une incidence sur les systèmes alimentaires. L'encadré 2 illustre la manière dont l'intelligence artificielle (IA) générative (qui est une innovation urbaine) peut perturber les systèmes alimentaires urbains.

### ENCADRÉ 2

#### INCIDENCE DE CHATGPT SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION DANS LES ZONES URBAINES ET PÉRIURBAINES

Une entreprise technologique de San Francisco a lancé, en novembre 2022, l'application ChatGPT, un agent conversationnel de traitement du langage naturel fondé sur l'IA générative. Cet outil a, depuis, bouleversé de nombreux secteurs (Agrawal, Gans et Goldfarb, 2022). ChatGPT est l'une des nombreuses plateformes d'IA générative qui ont évolué au cours des dernières années. L'IA générative a des répercussions d'une portée considérable pour la sécurité alimentaire et la nutrition en milieu urbain et périurbain. Elle pourrait ainsi modifier radicalement et durablement la gestion de l'approvisionnement alimentaire. L'IA générative permet d'améliorer les prévisions de la demande alimentaire grâce à l'analyse de la variabilité de celle-ci dans le temps, de la complexité des stocks à un instant précis et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Elle peut être intégrée à la chaîne d'approvisionnement afin de garantir la conformité avec la réglementation en vigueur dans le secteur alimentaire. Des produits «intelligents» tels que des caméras et des capteurs peuvent être intégrés à des plateformes fondées sur l'IA générative afin de surveiller en temps réel la production, la transformation et la distribution (Singh, 2023). En ce qui concerne le commerce de détail, 40 pour cent des plus hauts dirigeants de magasins d'alimentation interrogés en 2023 prévoient d'utiliser l'IA générative pour des applications commerciales au cours de l'année suivante, principalement pour le service à la clientèle, la gestion de l'approvisionnement, la gestion de la chaîne logistique, la gestion des stocks et la création de nouvelles offres en marque propre (Silverstein, 2023). Les services de livraison de nourriture commandée en ligne se développent rapidement partout dans le monde, et c'est en Chine que le chiffre d'affaires de ce secteur devrait être le plus élevé en 2024. À l'échelle mondiale, le taux de pénétration sur le marché de la livraison de repas sera de 28 pour cent en 2024 (Statista, 2023), et bon nombre des plus grands services de livraison ont entrepris de renforcer leur utilisation de l'IA générative à des fins d'innovation en matière de service à la clientèle, de commercialisation et de productivité des employés (Gupta, 2023; Malik, 2023). Nombre de ces services sont plus largement disponibles dans les zones urbaines que dans les zones rurales, ce qui signifie qu'en ville les environnements numériques consacrés à l'alimentation ont des répercussions qui pourraient être plus importantes pour l'apport alimentaire et la nutrition (Brar et Minaker, 2021).



La corrélation entre l'urbanisation et la sécurité sanitaire des aliments par diverses voies est un dernier exemple de l'interaction entre les systèmes urbains et les systèmes alimentaires. À l'instar des liens décrits ci-dessus, ceux qui unissent l'urbanisation et la sécurité sanitaire des aliments dépendent du contexte aux niveaux des pays et des villes, de sorte que le fardeau imputable aux maladies d'origine alimentaire varie à la fois en fonction du niveau de développement économique d'un pays et de son stade d'urbanisation (Jaffee *et al.*, 2019). Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, par exemple, les préoccupations en matière de sécurité sanitaire des aliments peuvent en réalité faire reculer la consommation de légumes, de fruits et d'aliments d'origine animale frais et accroître la consommation d'aliments transformés et emballés pour les consommateurs qui peuvent se les offrir (Liguori *et al.*, 2022).

Tandis que les pays opèrent la transition d'un profil essentiellement rural à un profil de plus en plus urbain, les problèmes de sécurité sanitaire des aliments gagnent du terrain à mesure que la consommation d'aliments à risque augmente en raison de la détérioration des lieux de vente, de transformation et de consommation des aliments ainsi que de l'allongement et de la complexité grandissante des chaînes d'approvisionnement (qui multiplient les risques d'altération par les microorganismes et de contamination croisée) (Grace, 2015a). En outre, l'urbanisation croissante et l'augmentation des revenus entraînent une hausse de la consommation de fruits, de légumes et de produits d'origine animale frais (aliments associés au risque le plus élevé de maladies d'origine alimentaire). De surcroît, la production commence à s'intensifier, et peut s'accompagner d'un recours accru aux produits chimiques, d'une implantation dans des zones polluées et, pour le bétail, d'une augmentation de la concentration et des maladies (Grace, 2023). Les données théoriques et empiriques montrent que, au fur et à mesure de l'urbanisation, la nourriture commence par présenter plus de risques avant de devenir plus sûre (Jaffee *et al.*, 2019).

Toutefois, d'un point de vue économique, lorsque les pays atteignent un niveau de revenu moyen, la demande en matière de sécurité sanitaire des aliments augmente, ce qui nécessite un contrôle plus strict de l'innocuité des produits alimentaires par les secteurs public et privé. La sécurité sanitaire des aliments s'en trouve améliorée (il peut en aller de même au sein des chaînes de valeur desservant les citoyens riches des pays pauvres). La sécurité sanitaire des aliments est généralement élevée lorsqu'un pays atteint un niveau de revenu élevé. Cette trajectoire, ou ce cycle des risques liés à la sécurité sanitaire des aliments, a pour conséquence importante le fait que **de nombreux systèmes alimentaires de pays à revenu faible ou intermédiaire se trouvent dans la zone de transition critique, où la sécurité sanitaire des aliments est susceptible de se détériorer avant de s'améliorer, en particulier dans les zones urbaines**. En revanche, **cette transition crée un moment propice lors duquel des mesures adaptées peuvent prévenir les effets sur la santé et les pertes financières** (Jaffee *et al.*, 2019).

## 2.4.2 LIENS ENTRE LES SYSTÈMES URBAINS ET DIVERS RESULTATS

La présente section porte sur les répercussions des interventions urbaines au-delà du cadre strict de la sécurité alimentaire et de la nutrition, l'idée étant d'expliquer pourquoi les coalitions intersectorielles doivent collaborer en vue: a) de hiérarchiser les interventions urbaines en fonction des résultats prévus et non prévus; b) d'étudier quelles incidences peuvent avoir les diverses interventions urbaines sur la sécurité alimentaire et la nutrition. On trouvera dans un premier temps une description des liens complexes qui unissent les différents systèmes urbains. Dans un deuxième temps, nous nous intéresserons aux conséquences prévues et imprévues des interventions urbaines. Et dans un troisième temps, nous analyserons les répercussions que peuvent avoir ces interventions dans les zones urbaines et périurbaines, bien au-delà des résultats escomptés. Ces réflexions montrent que les villes sont des microcosmes complexes de

forces régionales, nationales et mondiales, et que la connaissance du contexte local et les partenariats multisectoriels sont essentiels à la réussite de toute intervention urbaine destinée à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition.

Les villes ont été qualifiées de «noyau à partir duquel on peut observer l'empreinte de l'humanité sur tous les systèmes terrestres» (Espey *et al.*, 2024, page 364). Les villes sont des systèmes complexes adaptatifs et ouverts, des systèmes de systèmes (Bettencourt, 2021; Espey *et al.*, 2024). Il est donc essentiel de garder à l'esprit le fait que les **systèmes urbains sont liés les uns aux autres de manière complexe et que tout changement dans un système peut entraîner des changements dans d'autres**. Ainsi, les systèmes de transport ont des répercussions sur la santé publique et l'équité (Giles Corti *et al.*, 2016). Les systèmes alimentaires des zones urbaines et périurbaines sont étroitement liés à l'utilisation des terres et aux modes de logement. D'autres systèmes urbains, tels que l'eau, l'énergie, les transports et la gestion des déchets, ont des incidences quotidiennes sur les systèmes alimentaires. Les choix alimentaires des citoyens sont déterminés par les moyens et par l'environnement alimentaire qui sont les leurs et qui s'inscrivent dans des systèmes urbains façonnés par des infrastructures matérielles, sociales et naturelles (LOGIC, 2023).

Les interventions urbaines peuvent prendre la forme d'interventions stratégiques délibérées (telles que des politiques publiques, des programmes, des campagnes d'information ou des mesures prises par le secteur privé ou la société civile), de réactions en chaîne ou de situations d'urgence imprévues ayant tout de même des conséquences notables sur au moins un système urbain. **La relation entre une intervention dans un système urbain donné et les résultats obtenus est complexe et parfois inattendue**. Par exemple, les interventions stratégiques délibérées qui sont menées dans un système urbain ne conduisent pas nécessairement aux effets les plus marqués dans les résultats que l'on pensait les plus liés à ce système. Ainsi, les politiques de logement

abordable ou d'aide au logement contribuent à faire reculer l'insécurité alimentaire (Seo et Park, 2021) là où les jardins communautaires ne le permettraient pas forcément (Hume *et al.*, 2022). Les difficultés extérieures, telles que les conflits et les guerres, les chocs climatiques ou les pandémies perturbent également les systèmes urbains et peuvent avoir des répercussions sur la sécurité alimentaire et la nutrition, comme cela est décrit à la section 2.5.

**Les interventions effectuées dans tous les systèmes urbains peuvent avoir des répercussions sur de multiples résultats et biens publics.** Le présent rapport porte principalement sur les systèmes alimentaires urbains et périurbains et sur les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Cependant, comme indiqué plus haut, **les interventions réalisées dans plusieurs systèmes urbains peuvent avoir une influence plus importante sur la sécurité alimentaire et la nutrition que des interventions urbaines conçues précisément pour remédier aux problèmes de sécurité alimentaire et de nutrition**. De même, les interventions concernant les systèmes alimentaires peuvent avoir des incidences allant bien au-delà de la sécurité alimentaire et de la nutrition, sur des aspects tels que la sécurité, la santé et la résilience. Il a ainsi été constaté que les jardins communautaires présentaient de multiples bienfaits sociaux, économiques et environnementaux (Delshad, 2022). **Ces types de résultats qui dépassent le cadre de la sécurité alimentaire et de la nutrition sont utiles pour obtenir un appui des autorités locales aux programmes liés à l'alimentation.**

Les acteurs de tous les systèmes urbains doivent réfléchir aux divers résultats possibles des interventions qu'ils planifient ou préconisent. Afin d'accroître l'adhésion aux interventions urbaines visant à soutenir la sécurité alimentaire et la nutrition et de maximiser les résultats souhaitables au-delà de ce domaine, il importe que les coalitions intersectorielles collaborent en vue de hiérarchiser les interventions urbaines et d'étudier quelles répercussions peuvent avoir les diverses interventions sur la sécurité



alimentaire et la nutrition. L'une des approches qui permettent de remédier aux difficultés liées au système alimentaire à l'échelle des villes est celle de la planification et de l'aménagement urbain tenant compte des questions d'alimentation (Haysom, 2021).

Comme le montre le présent rapport dans son ensemble, la connaissance du contexte local est essentielle à la réussite de toute intervention urbaine destinée à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. Les partenaires locaux et les acteurs multisectoriels doivent donc participer à la conception et à la mise en œuvre de ces interventions.

## 2.5 FRAGILITÉ, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITION, ET RÉSILIENCE DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES URBAINS

### 2.5.1 FRAGILITÉ, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITION

La fragilité a été définie comme «la conjonction d'une exposition à des risques et d'une capacité insuffisante de l'État, d'un système ou d'une communauté à gérer, absorber ou atténuer ces risques» (OECD, 2022, page 12). Les six dimensions de la fragilité sont les dimensions économique, environnementale, politique, sécuritaire, sociale et humaine (OECD, 2022). En 2022, 60 pays, abritant un quart de la population mondiale (1,9 milliard de personnes), étaient considérés comme «fragiles» par l'OCDE. Au cours des prochaines décennies, les situations de fragilité devraient se faire de plus en plus fréquentes et de plus en plus graves. Il est à noter que la fragilité ne touche pas seulement les pays à faible revenu: 33 des 60 pays fragiles en 2022 étaient des pays à revenu intermédiaire, et 5 étaient des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Les contextes fragiles sont au centre de la crise alimentaire qui sévit actuellement au niveau mondial: à l'échelle du globe, sur les 53 contextes dans lesquels

on comptabilisait le plus grand nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë en 2021, 48 étaient fragiles. En outre, sur les 26 zones de concentration de la faim répertoriées en juin 2022, 22 se trouvaient dans des contextes fragiles (OECD, 2022).

Si les contextes fragiles ne sont pas toujours le théâtre de conflits violents, 80 pour cent des décès imputables aux conflits étaient concentrés dans des contextes fragiles en 2021 (OECD, 2022). Le Groupe de la Banque mondiale s'est donc simultanément intéressé à la fragilité, aux conflits et à la violence et a défini une stratégie visant à y remédier en 2020 (World Bank Group, 2020). Étant donné que les pénuries alimentaires et la violence se renforcent mutuellement, le Groupe de la Banque mondiale a publié, en 2021, une stratégie visant à renforcer les systèmes alimentaires dans les contextes en proie à la fragilité, aux conflits et à la violence (World Bank, 2021). La plus grande prise en compte des liens entre les systèmes alimentaires et la fragilité, les conflits ainsi que la violence a récemment été actée dans un rapport de l'Agence des États-Unis pour le développement international, qui a trait explicitement aux relations bidirectionnelles entre les facteurs de fragilité, de conflits et de violence générés par les systèmes alimentaires et l'influence de ces facteurs sur l'efficacité des systèmes alimentaires (USAID, 2023). Il est important de noter qu'aucun de ces rapports dans lesquels sont décrits les liens généraux entre la fragilité et l'insécurité alimentaire ne les aborde sous l'angle du continuum rural-urbain. La section suivante traite plus en profondeur de la fragilité urbaine ainsi que de la sécurité alimentaire et la nutrition.

Les effets de la fragilité, des conflits et de la violence expliqués ci-dessus ne sont pas ressentis de la même manière dans tous les pays, et même les pays qui ne sont pas considérés comme fragiles peuvent compter des sous-régions fragiles. **Les villes fragiles peuvent être des villes dominantes ou secondaires qui ne jouissent pas de l'autorité fonctionnelle nécessaire pour assurer la sécurité de base et**

**satisfaire les besoins sociaux, ou qui n'ont pas de légitimité politique.** Des villes peuvent être situées dans des pays fragiles où l'éclatement d'un conflit, l'afflux massif de **personnes déplacées** ou une inflation chronique galopante soumettent les systèmes alimentaires à des tensions extrêmes.

Les déplacements forcés, qui sont inextricablement liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition, constituent l'une des principales conséquences de la fragilité, des conflits et de la violence. En 2022, un nombre record de 103 millions de personnes ont été déplacées de force, sur lesquelles 62 millions l'ont été à l'intérieur de leur pays (UNHCR, 2023). Au niveau mondial, les déplacements forcés sont de plus en plus fréquents et sont étroitement liés à l'insécurité alimentaire. Ainsi, en 2023, 90 millions de personnes ont été déplacées de force dans les 59 pays ou territoires en crise alimentaire recensés dans le *Rapport mondial sur les crises alimentaires 2024* (Réseau d'information sur la sécurité alimentaire et Réseau mondial contre les crises alimentaires, 2024). Dans le dernier rapport mondial sur les déplacements internes, axé sur la sécurité alimentaire (IDMC, 2023), on souligne les liens étroits entre les déplacements et les mauvais résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. **La plupart des personnes déplacées se réinstallent et se concentrent dans les zones urbaines. Cette concentration accélère l'insécurité alimentaire dans les centres urbains et aggrave les flambées épidémiques, augmentant ainsi les besoins humanitaires, sans mentionner les répercussions des expulsions forcées et les déplacements urbains secondaires** (IDMC, 2023; UNHCR, 2023). Ainsi, en 2022, la sécheresse la plus grave qu'a connue la Somalie en 40 ans a entraîné le déplacement d'un nombre record de 1,1 million de personnes à l'intérieur du pays, dont la plupart se sont installées dans la capitale, Mogadiscio, ou dans la ville de Baidoa, ce qui a accentué la fragilité de ces villes (IDMC, 2023). **Les déplacements forcés peuvent également réduire considérablement les activités agricoles, ce qui aggrave encore l'insécurité alimentaire.** C'est le cas au Burkina

Faso, où les déplacements de population liés à un conflit violent ont provoqué une baisse importante de la superficie des terres cultivées dans certaines régions (WFP, 2023b).

Dans les contextes fragiles qui sont aussi le théâtre de conflits, on recense des violations flagrantes du droit à l'alimentation et du droit à la ville. Les organismes humanitaires et les gouvernements s'efforcent de venir en aide aux personnes et aux communautés touchées, mais il est impératif que ces initiatives se fondent sur les principes de respect, de protection et de réalisation de ces droits.

## 2.5.2 CHOCS URBAINS, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITION

**Les villes concentrent des facteurs de vulnérabilité dans plusieurs dimensions, notamment les enjeux liés au climat, les conflits et les inégalités.** Les zones urbaines sont particulièrement exposées aux catastrophes naturelles (Gu, 2019), aux risques et aux dangers écologiques (UNEP, 2007), ainsi qu'à l'instabilité politique (Hendrix et Haggard, 2015). Les zones urbaines et périurbaines pauvres ont tendance à être plus vulnérables aux chocs qui ont une incidence sur la sécurité alimentaire, du fait qu'elles se situent géographiquement dans des zones à plus haut risque (Gu, 2019) et que leur capacité limitée de se prémunir contre les chocs est limitée. Les villes produisent 70 pour cent des émissions de gaz à effet de serre dans le monde et sont touchées de plus en plus durement par les chocs climatiques (Mukim et Roberts, 2023). Dans le même temps, les inégalités urbaines se creusent dans le monde entier et les inégalités d'accès à la nourriture, aux éléments de confort environnementaux, à l'éducation et aux transports sont étroitement liées (Nijman et Wei, 2020). Si l'on ajoute à cela le vieillissement des infrastructures voire leur absence dans de nombreuses villes, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire (Koop *et al.*, 2022; OECD, 2023), la capacité de nombreuses villes de remédier aux facteurs de vulnérabilité de la population est gravement compromise.

**Les zones urbaines et leurs systèmes alimentaires sont exposés à des chocs mondiaux et locaux, dont les effets font ressortir la fragilité des systèmes alimentaires urbains.** C'est aussi vrai, d'ailleurs, dans les régions qui ne sont pas considérées comme fragiles. Partout dans le monde, les phénomènes météorologiques extrêmes (Rosenzweig et Solecki, 2014), la pandémie de covid-19 (FAO, 2020a; Clark, Conley et Raja, 2021) et les troubles politiques locaux perturbent de plus en plus souvent le fonctionnement des systèmes alimentaires urbains. Les chocs subis par les systèmes alimentaires urbains sont liés à l'interaction de systèmes alimentaires de plus en plus consolidés et de plus en plus concentrés (Hendrickson, 2020) et peuvent être ininterrompus sur une longue période (Beall, Goodfellow et Rodgers, 2013; Alam *et al.*, 2022) ou épisodiques (Selby et Desouza, 2019). Les inondations récurrentes et les émeutes économiques ou politiques qui détruisent les itinéraires de transport, les marchés et les infrastructures d'approvisionnement en eau et en électricité essentielles à la transformation des aliments peuvent, par exemple, entraîner une insécurité alimentaire épisodique.

**Sans surprise, la capacité des villes fragiles de se prémunir contre les chocs ayant une incidence sur la sécurité alimentaire est limitée.** L'aptitude à faire face aux chocs dépend également du caractère idiosyncratique (perte d'emploi, morbidité ou mortalité) ou covariant (épidémie ou catastrophe naturelle) du choc (Zafar et Zehra, 2022). Dans les zones urbaines, les chocs idiosyncratiques, tels que la perte de biens de production à la suite d'un incendie ou la perte d'emploi, peuvent être vécus comme un choc covariant. Par exemple, à Chingola (Zambie), la fermeture des mines de la ville a créé un chômage généralisé et soudain, plongeant de nombreux ménages dans l'insécurité alimentaire, et il n'a pas été possible de recourir aux stratégies d'adaptation généralement utilisées pour se relever en raison de la covariance du choc (Chileshe, 2014).

L'incidence des chocs exogènes sur la sécurité alimentaire urbaine et périurbaine peut

prendre différentes formes. **Les chocs peuvent avoir une incidence sur les disponibilités alimentaires qui découle de leurs effets sur les systèmes alimentaires, mais ont plus souvent des répercussions sur l'accès économique, physique et social à la nourriture du fait de la perte de revenus, de biens de production et de réseaux qui s'ensuit.** Ce point est particulièrement important dans les milieux urbains où les ménages sont les plus dépendants à l'égard de sources d'alimentation marchandes et n'ont pas d'autres sources de nourriture. En outre, les ménages peuvent utiliser l'insécurité alimentaire à court terme comme stratégie pour faire face à d'autres dépenses nécessaires et investir dans le relèvement (de Waal, 1990; Duncan, 2013). D'autres chocs peuvent avoir une incidence sur la dimension de la sécurité alimentaire qui concerne l'utilisation, car la perte de biens de production et les dommages causés aux infrastructures ont des conséquences sur la capacité d'entreposage et de préparation de la nourriture au sein des ménages, ce qui se répercute sur la qualité de l'alimentation.

### 2.5.3 RELATIONS BIDIRECTIONNELLES ENTRE, D'UNE PART, LES DIFFICULTÉS AUXQUELLES SONT CONFRONTÉES LES ZONES URBAINES ET, D'AUTRE PART, LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION

**Les difficultés auxquelles sont confrontées les zones urbaines ont une incidence sur la sécurité alimentaire et la nutrition urbaines et périurbaines, et inversement.** Il en va de même pour les problématiques urbaines liées au climat, aux conflits et à la concentration des inégalités. Les relations entre ces difficultés, d'une part, et la sécurité alimentaire et la nutrition, d'autre part, sont complexes. La présente section comporte quelques exemples des effets bidirectionnels de ces difficultés sur les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

Premièrement, les **enjeux climatiques urbains ont une incidence sur les pertes et le gaspillage**

**de nourriture et vice versa.** Les populations urbaines devraient consommer 80 pour cent de la nourriture mondiale en 2050, et les villes sont l'épicentre de la production et de la gestion des déchets alimentaires (Parsa *et al.*, 2023). Les chaleurs extrêmes, par exemple, peuvent nuire à l'entreposage et à la sécurité sanitaire des aliments, les températures plus élevées raccourcissant la durée de conservation des produits périssables tout en accélérant leur détérioration (Milliken, 2023), ce qui entraîne la perte de nutriments et de micronutriments importants (Garcia-Herrero *et al.*, 2019). Les phénomènes météorologiques extrêmes, qui peuvent endommager les infrastructures essentielles, avec une incidence sur les flux et l'entreposage des denrées alimentaires, en sont un autre exemple. Dans le même temps, les déchets alimentaires aggravent les problèmes de durabilité environnementale que posent la dégradation des ressources naturelles, les changements climatique et environnemental, l'accroissement de la population et les autres évolutions démographiques connexes auxquels se heurtent actuellement les systèmes alimentaires urbains et périurbains (Lemaire et Limbourg, 2019). L'amélioration de la gestion des déchets alimentaires réduirait considérablement les émissions de gaz à effet de serre et l'empreinte écologique des systèmes alimentaires (IPCC, 2023). Une meilleure gestion des déchets alimentaires dans les zones urbaines offre donc une occasion de réduire les émissions tout en réglant d'autres problèmes liés à l'énergie, à la qualité du sol, à la gestion des déchets et à la santé humaine.

Deuxièmement, les **conflits mondiaux et nationaux qui sévissent dans les zones urbaines ont des effets sur la sécurité alimentaire et la nutrition par divers canaux, mais l'insécurité alimentaire joue aussi un rôle dans les conflits mondiaux.** Les conflits graves sont de plus en plus concentrés dans les grandes villes (Kaldor et Sassen, 2020; Goodfellow et Jackman, 2023), ce qui révèle comment les dynamiques de l'inégalité et de l'identité ancrées dans l'environnement urbain bâti, d'une part, et les différends plus généraux relatifs au contrôle politique, de l'autre, peuvent s'entrecroiser.

La guerre urbaine peut détruire les points de vente de nourriture ainsi que les infrastructures d'approvisionnement en eau et en électricité qui sont essentielles à la sécurité sanitaire des aliments. Au Burkina Faso, le conflit armé a entraîné une contraction de 40 à 50 pour cent du commerce local de produits alimentaires à Sebba et a décuplé l'insécurité alimentaire dans la population locale (Béné *et al.*, 2024). La destruction des voies de communication sape l'accès des organismes humanitaires aux populations en situation d'insécurité alimentaire. La guerre dans la bande de Gaza, qui a provoqué une famine catastrophique dans ce territoire fortement urbanisé (WHO, 2024), est un exemple extrême de cette dynamique. De même, le conflit au Soudan qui a éclaté entre l'armée et des groupes paramilitaires, en avril 2023, s'est d'abord concentré dans la capitale, Khartoum, et en particulier le centre industriel, qui constitue le cœur battant des installations de transformation agroalimentaire du pays (Siddig *et al.*, 2023). Les combats qui ont eu lieu au Mali à la mi-2023 ont entraîné le blocage par des groupes rebelles de villes stratégiques du nord, telles que Gao et Tombouctou, empêchant l'entrée de nourriture et de médicaments par les routes commerciales habituelles depuis l'Algérie et la Mauritanie (Ibrahim, 2023). Comme on peut le constater, le conflit en tant que cause de l'insécurité alimentaire dans les zones urbaines a été bien documenté. Pour autant, depuis peu, les universitaires et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à admettre que l'insécurité alimentaire dans les zones urbaines, ou même les menaces d'insécurité alimentaire, provoquent une instabilité sociale qui peut aussi alimenter un conflit au-delà des frontières du foyer initial (WFP USA, 2017; Sova *et al.*, 2023).

Troisièmement, la **concentration des inégalités urbaines a des répercussions sur plusieurs dimensions de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les zones urbaines** (HLPE, 2023). Par exemple, outre le fait de creuser globalement les inégalités urbaines, la gentrification (surtout dans les pays à revenu élevé) accentue aussi l'inégalité d'accès à une alimentation saine (D'Odorico *et al.*, 2019; Cole *et al.*, 2023), en particulier pour les

minorités raciales et les immigrants qui se heurtent à des obstacles s'agissant d'obtenir des aliments culturellement adaptés (Ong, Skinner et Minaker, 2021). À l'inverse, l'accès à une alimentation saine peut influencer la gentrification. En s'installant dans des zones qui ont été désinvesties, les chaînes de magasins alimentaires, les boutiques spécialisées et les épicerie fines envoient au marché des signaux indiquant que ces quartiers sont sûrs, à la mode et prêts à se développer (Anguelovski, 2015; Cohen, 2018a; Dixon, 2020).

Ces trois brefs exemples de voies bidirectionnelles par lesquelles les grandes difficultés rencontrées dans les zones urbaines, d'une part, et la sécurité alimentaire et la nutrition, d'autre part, s'influencent mutuellement illustrent quelques-unes des nombreuses voies complexes qui existent. Il importe de noter que les fardeaux les plus lourds que l'on trouve à l'interface entre les difficultés propres aux zones urbaines et celles qui caractérisent les systèmes alimentaires sont supportés par les groupes et les personnes les plus vulnérables au sein des villes. Par exemple, si le changement climatique (United Nations, 2022a) et les conflits (UN Women, 2022) peuvent perturber les chaînes d'approvisionnement alimentaire, les répercussions de ces deux types de difficultés ont des effets inévitables sur les résultats en matière de nutrition et de santé pour les femmes et les filles, entre autres groupes vulnérables, et ces répercussions concentrent encore davantage les facteurs de vulnérabilité dans les villes.

36 ]

### 2.5.4 RÉSILIENCE DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES URBAINS

L'une des grandes questions est celle de savoir comment autonomiser les populations des urbaines et périurbaines de manière à les rendre plus résilientes face aux chocs, ce qui met en lumière les possibilités de transformation des systèmes (Hawkes *et al.*, 2022). Des outils ont été mis au point à l'appui des mesures prises pour renforcer la résilience des systèmes alimentaires et **certaines villes ont élaboré des plans de résilience**

**précis pour les éléments particulièrement vulnérables de leurs systèmes alimentaires ou des plans visant à renforcer la résilience de l'ensemble du système alimentaire urbain.** Le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes a publié à l'intention des villes un tableau de bord de la résilience face aux catastrophes, axé sur les systèmes alimentaires, dans lequel sont détaillés 10 domaines essentiels où intervenir pour renforcer la résilience face aux catastrophes dans les systèmes alimentaires. Ce tableau de bord comporte des points d'entrée qui seront utiles aux autorités locales soucieuses de mettre au point des plans de résilience de leur système alimentaire (UNDRR, 2022). À New York, une initiative communautaire, l'étude de faisabilité *Hunts Point Resiliency* (HDR *et al.*, 2016) a été menée pour remédier à la vulnérabilité du quartier de Hunts Point, et notamment du Centre de distribution alimentaire, qui est l'un des plus grands centres de distribution d'aliments en gros au monde. D'autres villes, comme Baltimore (Biehl *et al.*, 2017) et Toronto (Zeuli *et al.*, 2018), ont mis au point des évaluations encore plus pointues de la vulnérabilité des systèmes alimentaires à l'échelle de la ville. Cela dit, ces études approfondies ont été menées principalement dans des villes de pays à revenu élevé. Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire où les travaux sur la résilience des systèmes alimentaires urbains se développent, ces activités sont largement soutenues par des acteurs et des programmes extérieurs. Le Cap (Afrique du Sud), où les taxis informels ont observé une grève en août 2023, est un exemple de ville mettant en œuvre son propre plan de résilience du système alimentaire. La grève a empêché le transport de denrées alimentaires par tous les usagers de la route, des camions des supermarchés aux transporteurs informels, depuis et dans la ville. En l'espace de cinq jours, les rayons des supermarchés se sont vidés de leurs produits de boulangerie, laitages et fruits et légumes frais, les vendeurs informels n'ont plus été en mesure de se procurer de nourriture à revendre et les programmes d'alimentation scolaire ont été interrompus (Crouth, 2023;

Phaliso, 2023). S'appuyant sur une modélisation des chocs antérieurs et prévus (covid-19, crises de l'électricité et troubles politiques), la ville a été en mesure de mettre en place des interventions alimentaires d'urgence à destination des communautés particulièrement vulnérables, tout en collaborant avec le secteur privé afin d'assurer un acheminement sûr des denrées alimentaires des centres de distribution jusqu'aux détaillants. La planification de la résilience et les partenariats ont ainsi permis de faire face à la crise, mais les ressources étaient limitées, car l'alimentation urbaine est encore largement considérée comme un mandat non financé.

Les villes du monde entier commencent à élaborer des plans visant à remédier aux difficultés liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans les situations d'urgence (voir Thunder Bay + Area Food Strategy, 2023), mais ces plans nécessitent un financement et une mise en œuvre à la hauteur des enjeux. Il est de plus en plus largement admis qu'il est essentiel de soutenir les structures sociales et économiques qui assurent un effet tampon. On a démontré que les groupes d'entraide contribuaient à la résilience en matière de sécurité alimentaire dans les zones rurales d'Inde (Demont, 2022). Des structures analogues sont actives dans des pays comme l'Afrique du Sud (les *stokvels*) et le Kenya (les *chamas*) (Wagah *et al.*, 2018; Lukwa *et al.*, 2022). On peut en déduire que les **efforts visant à favoriser**

**l'agencité collective peuvent avoir des effets à long terme sur la sécurité alimentaire des habitants des zones urbaines et périurbaines.**

Malgré les difficultés décrites dans la présente section, les villes sont également des pôles d'activités dynamiques, où l'on aborde des questions de développement essentielles à un avenir durable (Nature Editorial Board, 2023), et constituent le niveau de gouvernement le plus proche de ses habitants, comme nous le verrons aux chapitres 6 et 7.

## 2.6 CONCLUSION

Aujourd'hui, les villes sont en proie à des difficultés étroitement liées les unes aux autres, complexes et urgentes. L'urbanisation et la périurbanisation ne prennent pas la même forme dans les pays à revenu élevé que dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, et l'expérience et les résultats de ces processus dépendent de la nature dominante ou secondaire de la ville, de l'importance du secteur informel dans la région et des circonstances économiques, politiques, environnementales et sociales. L'urbanisation a des répercussions multiformes sur les systèmes alimentaires, la sécurité alimentaire et la nutrition, et la concentration des facteurs de vulnérabilité dans les zones urbaines, ainsi que la fragilité qui en résulte, rendent ces zones moins aptes à réagir aux chocs, ce qui n'est pas sans effets sur la sécurité alimentaire et la nutrition.



## CHAPITRE 3

# ACTIVITÉS LIÉES AUX SYSTÈMES ALIMENTAIRES URBAINS ET PÉRIURBAINS



New Soweto Market, le marché de gros de Lusaka (Zambie), 2018. Les commerçants se rendent tous les jours au New Soweto Market pour s'approvisionner en produits frais qu'ils revendent sur leurs étals et dans leurs kiosques sur les plus de 60 marchés de détail informels de la ville.

© Danielle Resnick



## MESSAGES CLÉS

- Les activités liées au système alimentaire urbain et périurbain de nombreuses régions du monde sont diverses et caractérisées par des aspects modernes ou structurés autant que traditionnels ou informels.
- Si l'on a prêté une grande attention à l'agriculture urbaine dans les politiques, la réglementation de ce type d'agriculture a suivi un cheminement complexe et les éléments qui attestent de son incidence sont discordants.
- Les activités du segment intermédiaire (logistique, commerce de gros, transport et transformation) sont importantes pour les systèmes alimentaires urbains et périurbains, et leur gouvernance a une incidence sur les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.
- La plupart des citoyens se procurent l'essentiel de leur nourriture sur les marchés, qu'ils soient modernes et structurés, ou traditionnels et informels. Les marchés traditionnels et informels présentent des avantages non négligeables et devraient être renforcés.
- Les mécanismes non marchands, tels que les programmes de distribution de repas scolaires, les cantines populaires, les envois de fonds et les banques alimentaires, jouent un rôle essentiel dans la satisfaction des besoins de sécurité alimentaire des personnes qui sont mal desservies par le marché. Il convient toutefois d'évaluer leur incidence sur l'agencité avec un œil critique.

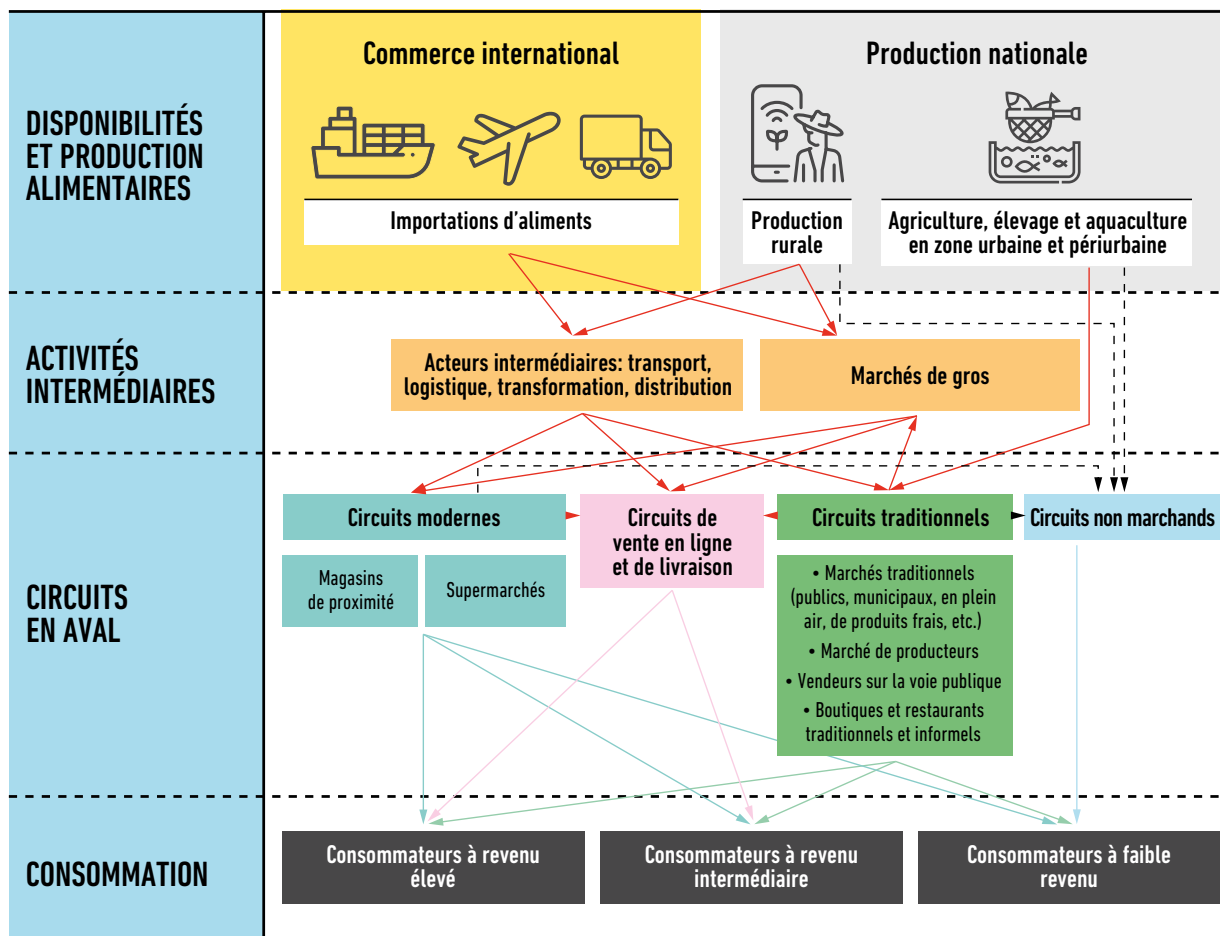
## 3.1 INTRODUCTION

**Les systèmes alimentaires urbains et périurbains des quatre coins du monde présentent une grande diversité et, de la consommation à la production, en passant par la vente au détail, la vente en gros, la transformation, la logistique, le transport et la production, peuvent être globalement classés en différentes catégories, selon qu'ils sont structurés ou informels, et modernes ou traditionnels.** Diverses typologies ont été mises au point pour décrire les composantes de ces systèmes. Dans le rapport du HLPE-FSN sur la nutrition et les systèmes alimentaires (2017), par exemple, on recense trois types de systèmes alimentaires: traditionnels, mixtes et modernes. Ces types mettent généralement en évidence une transition unidirectionnelle du traditionnel au moderne et de l'informel au structuré. Si l'on observe une tendance à la modernisation dans de nombreuses régions du monde, la réalité la plus courante est la coexistence et la complémentarité de différentes formes de systèmes. De plus, l'intérêt d'une transition complète vers un système alimentaire modernisé et structuré n'est pas

clair pour ce qui est de la capacité d'assurer la sécurité alimentaire et de promouvoir l'équité, la durabilité et la résilience. En fait, **les composantes traditionnelles et informelles des systèmes alimentaires sont essentielles pour la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance dans les systèmes alimentaires urbains et périurbains et devraient être renforcées.** La figure 5 illustre les activités liées au système alimentaire qui sont abordées dans le présent chapitre et montre les multiples trajectoires qui sont suivies par les aliments du stade de la production à celui de la consommation.

**Le présent chapitre comporte une analyse des principales activités liées aux systèmes alimentaires urbains et périurbains,** qui peuvent être classées en trois grands groupes: approvisionnement et production; activités intermédiaires, notamment le transport, la logistique, la transformation et le commerce de gros; activités en aval, dont le commerce de détail et les services (ces derniers pour les sources d'aliments marchandes et non marchandes). Ce chapitre porte également sur les sources d'aliments non marchandes et les

**FIGURE 5**  
**INTERACTIONS ENTRE ACTIVITÉS LIÉES AUX SYSTÈMES ALIMENTAIRES URBAINS ET PÉRIURBAINS**



Notes: Les couleurs permettent de différencier les activités abordées dans le présent chapitre. Les lignes en pointillés indiquent que seule une petite partie de la production est acheminée de la source à la destination.

Source: Auteurs du présent document sur la base de: Tefft, J., Jonasova, M., Adjao, R., et Morgan, A. 2017. *Food Systems for an Urbanizing World. Knowledge Product*. Washington, Banque mondiale, et Rome, FAO; Moustier, P., Holdsworth, M., Anh, D. T., Seck, P. A., Renting, H., Caron, P., et Bricas, N. 2023. The diverse and complementary components of urban food systems in the global South: Characterization and policy implications. *Global Food Security*, 36: 100663. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2022.100663>

40 ]

déchets. Bon nombre de ces activités, qui sont essentielles à l'acheminement et à la distribution de nourriture dans les villes, se déroulent au-delà des frontières urbaines et périurbaines, ce qui met en lumière l'importance du continuum rural-urbain. Elles présentent donc un ensemble complexe de difficultés liées à l'efficacité de la gouvernance et aux responsabilités assumées à différents niveaux de gouvernement.

Le présent chapitre vise à **mettre en évidence les difficultés et les possibilités propres** à chaque activité liée au système alimentaire s'agissant d'améliorer la sécurité alimentaire

et la nutrition, notamment pour les personnes les plus vulnérables. **Les mesures visant à renforcer les systèmes alimentaires urbains et périurbains doivent être fondées sur la création de systèmes alimentaires équitables, justes et inclusifs, productifs et prospères, participatifs et favorables à l'autonomisation, résilients, régénérateurs et respectueux des écosystèmes, et sains et nutritifs** (HLPE, 2020).

Le renforcement des systèmes alimentaires urbains et périurbains axé sur l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition nécessite l'adoption d'une perspective

systémique qui ne se limite pas à l'efficacité et à la productivité mais aborde les questions liées, entre autres, à la dimension informelle, à la justice sociale, à la problématique du genre, au changement climatique, à la diversité et à la résilience, à la concentration du pouvoir de marché, à l'innovation et à la sécurité sanitaire des aliments.

**Prendre en considération la dimension informelle des systèmes alimentaires urbains et périurbains dans les politiques et la gouvernance** revient à prendre acte de l'ensemble complexe de difficultés et de possibilités pour la sécurité alimentaire et la nutrition que présente cette dimension, tout en mettant en lumière et en cernant les acteurs et les contextes informels. L'amélioration de la sécurité sanitaire des aliments dans le secteur informel offre une occasion cruciale de faire progresser la sécurité alimentaire et la nutrition dans les zones urbaines et périurbaines.

**Si l'on veut remédier aux problèmes de justice sociale dans chaque activité liée au système alimentaire urbain et périurbain**, on doit savoir quels sont les obstacles à l'amélioration des moyens de subsistance des travailleurs, promouvoir la prise en compte des questions de genre et l'inclusion des jeunes et s'attaquer aux inégalités structurelles, qui limitent souvent l'accès des femmes aux ressources et aux services et les empêchent de participer pleinement au système alimentaire (Bryan *et al.*, 2024). La façon dont les pouvoirs publics tiennent compte de la dimension informelle dans les systèmes alimentaires urbains et périurbains a des conséquences importantes sur le droit à l'alimentation des citoyens et sur le droit à la ville pour ces acteurs du système alimentaire.

**Les dynamiques de genre traversent les systèmes alimentaires urbains, influençant la production, la distribution, la vente au détail, la consommation et les résultats en matière de sécurité alimentaire.** Les chaînes d'approvisionnement alimentaire font largement appel à la main-d'œuvre féminine, tandis que la répartition des avantages et le pouvoir de décision reviennent principalement aux hommes. Les secteurs informels de la transformation et

de la vente, qui fournissent un accès essentiel à la nourriture dans les villes, emploient un nombre disproportionné de femmes. À titre d'exemple, le secteur alimentaire informel emploie quelque 74 pour cent de femmes en Afrique subsaharienne (Vanek *et al.*, 2014). En outre, à mesure que les secteurs alimentaires se modernisent et se structurent, les femmes tendent à en être exclues, car les emplois mieux payés et plus qualifiés reviennent aux hommes (Roesel et Grace, 2015). Les interventions ciblant les femmes se concentrent généralement sur le fait d'assurer une nutrition adéquate et le recul de la violence domestique, plutôt que sur l'appui à l'ouverture de perspectives économiques pour les femmes (Ragasa et Lambrecht, 2020).

**Le changement climatique a des répercussions sur l'ensemble du système alimentaire urbain et périurbain, et pas seulement au stade de la production.** Les petits acteurs et les

acteurs informels du système alimentaire, par exemple dans la transformation, le transport et la restauration, sont les plus vulnérables aux effets de ce changement (Blekking *et al.*, 2022). La plupart des travaux de recherche et des politiques sur l'alimentation et le changement climatique se sont concentrés sur la production alimentaire, négligeant l'incidence à long terme du changement climatique et des phénomènes météorologiques extrêmes sur tous les aspects des systèmes alimentaires. Les activités et les acteurs du système alimentaire ne sont pas tous vulnérables dans la même mesure aux chocs climatiques. Par exemple, il arrive que les petits acteurs et les acteurs informels n'aient pas les moyens d'atténuer les effets du changement climatique ni de s'y adapter. Compte tenu de l'importance de ces acteurs pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans les zones urbaines et périurbaines, il est essentiel que la politique alimentaire urbaine et la gouvernance prêtent une attention particulière au renforcement de leur capacité d'adaptation. La production locale d'aliments permet de résister aux problèmes d'approvisionnement en cas de chocs climatiques ou d'autres chocs touchant des sources d'aliments plus lointaines (comme la sécheresse dans les principales régions productrices de céréales) (Blay-Palmer *et al.*, 2021).

**La résilience du système alimentaire face au changement climatique et à d'autres menaces diverses, telles que les pandémies, les guerres et les chocs monétaires, est renforcée par le maintien de la diversité systémique** IPES-Food, 2022).

De plus, les consommateurs à faible revenu peuvent renforcer la stabilité de leur sécurité alimentaire en s'assurant un accès à la nourriture grâce à un éventail de sources marchandes et non marchandes, telles que les envois de fonds, les clubs d'épargne et les réseaux sociaux (Crush et Caesar, 2018; Davies, 2019; Lukwa *et al.*, 2022). Le maintien de la diversité est donc essentiel pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans les zones urbaines et périurbaines. Il convient par conséquent d'accorder une juste place aux nombreux secteurs qui composent les systèmes alimentaires, de mettre en place une réglementation satisfaisante et de fournir un appui adapté, l'objectif étant de permettre à cette diversité de continuer d'exister. Si la diversité est un élément essentiel à l'édification de systèmes alimentaires résilients, elle est loin d'être le seul point d'entrée. La bonne gouvernance, l'amélioration des stratégies d'adaptation tout au long de la chaîne d'approvisionnement, l'investissement dans des technologies et des outils adaptés au contexte, et l'élaboration de plans d'alerte rapide intégrés sont des points d'entrée cruciaux pour le renforcement de la résilience du système alimentaire dans les zones urbaines et périurbaines (UNDRR, 2022; Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, 2023).

La forte concentration du pouvoir de marché dans diverses activités des chaînes d'approvisionnement alimentaire **est liée à la fragilité accrue** des systèmes alimentaires urbains face à une série de chocs, notamment mondiaux et locaux (Hendrickson, 2015; Rotz et Fraser, 2015; Davis, Downs et Gephart, 2020; Clapp, 2023), mais elle **n'en est pas le seul facteur**. Plus précisément, lorsque les flux alimentaires sont rationalisés en réduisant les doublons au minimum et en renforçant la coordination, les mécanismes de sécurité sont moins nombreux et le pouvoir tampon est

faible, ce qui limite la capacité d'adaptation ou de relèvement en cas de perturbations. À l'inverse, des marchés concurrentiels comptant de nombreux fournisseurs peuvent contribuer à assurer un flux continu de biens et de services, atténuant ainsi les effets des chocs (Eakin, 2010).

La concentration du pouvoir de marché est intensifiée par l'intégration des fournisseurs en aval et des acteurs du marché en amont, principalement motivée par des stratégies commerciales visant à maximiser la rentabilité pour les actionnaires, souvent au détriment des résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition (Barrett *et al.*, 2022; Wood *et al.*, 2023a). **La concentration des marchés est également corrélée au recul du contrôle de l'État sur les systèmes alimentaires urbains et périurbains, ce qui pèse sur la traçabilité et le pouvoir réglementaire**, les grandes entreprises et les acteurs puissants n'étant pas disposés à diffuser leurs données (Clapp, 2023).

**Le soutien à l'innovation des petites et moyennes entreprises de la chaîne alimentaire** est encouragé depuis des années. Cependant, plusieurs auteurs ont exprimé des inquiétudes quant à son réel pouvoir d'inclusion pour les producteurs et les consommateurs marginalisés (Schoneveld, 2022; Schouten et Vellema, 2019; Ros-Tonen *et al.*, 2019; Blowfield et Dolan, 2014). Pour contribuer à la transformation des systèmes alimentaires urbains, ces innovations devraient être axées sur l'adoption d'approches durables, fondées sur les droits (Gupta et Pouw, 2017) et centrées sur le consommateur, l'objectif étant de garantir un accès inclusif aux ressources productives et à une alimentation saine et abordable.

**La sécurité alimentaire est considérée comme un enjeu majeur dans les activités liées au système alimentaire urbain et périurbain** (Henson *et al.*, 2023). Cela est dû à la fois aux capacités limitées des différents acteurs des systèmes alimentaires (producteurs, vendeurs, etc.) et à des facteurs externes, en rapport avec les infrastructures (notamment la qualité de l'eau et l'accès à la gestion des déchets).

## 3.2 APPROVISIONNEMENT ET PRODUCTION ALIMENTAIRES

Les zones urbaines et périurbaines s'approvisionnent en aliments auprès des acteurs de **l'agriculture urbaine et périurbaine, des régions rurales contiguës et d'autres villes, ainsi que par l'importation**. Dans de nombreuses régions du monde, une grande partie des aliments consommés en ville proviennent d'ailleurs, de régions où les autorités locales n'exercent qu'un contrôle limité. Comme indiqué dans le rapport 2023 sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, «on estime que seulement 30 pour cent environ des habitants des villes achètent localement (dans un rayon de 100 kilomètres environ) les produits agricoles qu'ils consomment. En milieu urbain, la majorité des aliments consommés, environ 80 pour cent, sont produits à l'échelle régionale (dans un rayon de 500 kilomètres)» (FAO *et al.*, 2023a, page 57).

**Dans la plupart des pays à revenu élevé, ainsi qu'en Asie et en Amérique du Sud, les aliments consommés sont pour la plupart produits à l'intérieur des frontières et commercialisés sur le territoire national** (FAO *et al.*, 2023b). **Cependant, 77 des 106 pays en développement dans le monde, principalement des pays d'Afrique et du Proche Orient et des petits États insulaires en développement, sont des importateurs nets de denrées alimentaires** (FAO, non daté). Il est indiqué dans les *Perspectives agricoles* de l'OCDE et de la FAO qu'environ 70 pour cent des denrées alimentaires consommées au Proche-Orient et en Afrique du Nord sont importées (OECD/FAO, 2023). Dans la plupart des régions du monde, les importations d'aliments ont tendance à augmenter, ce qui pèse sur la stabilité et la durabilité de la sécurité alimentaire face à la multiplication des chocs et des conflits (Elbehri, 2013; Karg *et al.*, 2016; IPES-Food, 2022; United Nations, 2022b).

**Les sources d'approvisionnement des zones urbaines et périurbaines, autrement dit leur**

**bassin alimentaire, varient considérablement** en fonction du potentiel cultural des zones environnantes, de la composition des principales chaînes d'approvisionnement alimentaire, de l'effectif, de la densité et du revenu de la population de la zone, ainsi que de l'état des infrastructures de transport, entre autres. Ce bassin alimentaire s'étend généralement au-delà des frontières nationales.

Dans la présente section, nous examinons **quatre sources essentielles d'approvisionnement des zones urbaines et périurbaines**, chacune contribuant à sa manière à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans ces zones et chacune ayant une incidence qui lui est propre en matière de gouvernance et de politiques: l'agriculture urbaine et périurbaine, la production de la ville-région ou du territoire, la production nationale et le commerce international.

### 3.2.1 AGRICULTURE URBAINE ET PÉRIURBAINE

**Depuis le début des années 1990, l'agriculture urbaine et périurbaine gagne en importance dans les discussions, les travaux de recherche et les initiatives de mise en œuvre** (Yan *et al.*, 2022) en tant que point d'entrée prometteur pour surmonter les difficultés urbaines grandissantes, liées notamment à l'insécurité alimentaire, au changement climatique, au chômage et au manque de cohésion sociale et de résilience (van Veenhuizen et Danso, 2007; Santo, Palmer et Kim, 2016; Orsini *et al.*, 2020; Erwin, 2022; FAO, Rikolto et RUAFA, 2022; Pradhan *et al.*, 2023). Pour autant, l'agriculture urbaine et périurbaine demeure une source de discord, suscitant des débats sur l'utilisation des terres et de l'eau, l'accès à la technologie, la sécurité sanitaire des aliments et les répercussions écologiques (Abu Hatab *et al.*, 2019; Hawes *et al.*, 2024).

Une grande partie des politiques et des activités menées par des ONG dans le domaine de l'agriculture urbaine et périurbaine sont axées sur la production commerciale à petite échelle et la production familiale. Bien que les

chiffres relatifs à la contribution réelle (Mok *et al.*, 2014) ou modélisée (Clinton *et al.*, 2018) de l'agriculture urbaine et périurbaine tiennent compte de l'agriculture commerciale à plus grande échelle dans les zones de culture urbaine et périurbaine, la présente section se focalise pour l'essentiel sur les activités agricoles urbaines et périurbaines à plus petite échelle, car c'est là que se concentre la majeure partie des politiques en faveur de l'agriculture urbaine et périurbaine.

## Perspectives et potentiel de l'agriculture urbaine et périurbaine: sécurité alimentaire, moyens de subsistance, cohésion sociale, environnement

Bien que, dans l'ensemble, les données empiriques sur les bienfaits de l'agriculture urbaine et périurbaine pour la sécurité alimentaire ne permettent pas de tirer de conclusions (Crush, Hovorka et Tevera, 2011; Frayne, McCordic et Shilomboleni, 2014; Badami et Ramankutty, 2015; Khumalo et Sibanda, 2019), des éléments factuels attestent la contribution positive qui est la sienne à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans les pays à revenu faible ou intermédiaire grâce à l'amélioration de l'accès à une alimentation plus diversifiée, en particulier la fourniture de légumes (Zezza et Tasciotti, 2010; Stewart *et al.*, 2013). Si la plupart des politiques et des travaux de recherche portant sur l'agriculture urbaine et périurbaine se concentrent sur la production végétale, l'élevage urbain et l'aquaculture urbaine peuvent également jouer un rôle essentiel dans la création de revenus et l'amélioration de la sécurité alimentaire, en particulier dans les zones urbaines des pays à revenu faible ou intermédiaire (Wilson, 2018; Abu Hatab, Cavinato et Lagerkvist, 2019; Kadfak 2020; Rivero *et al.*, 2022; de Zeeuw et Drechsel, 2015).

**L'agriculture urbaine peut également constituer une stratégie d'adaptation efficace** dans les milieux urbains pauvres, notamment en cas de vulnérabilité extrême, par exemple lors des

chocs qui frappent la chaîne d'approvisionnement alimentaire mondiale, comme lors de la pandémie de covid-19 (Kimani-Murage *et al.*, 2022). En outre, **l'agriculture urbaine et périurbaine peut renforcer les systèmes alimentaires urbains et le développement grâce à l'autonomisation sociale et à la cohésion communautaire** (Orsini *et al.*, 2020; Pradhan *et al.*, 2023) tout en contribuant à l'éducation des jeunes générations aux pratiques agricoles, à la nutrition et à la culture rurale (Paffarini *et al.*, 2015). D'un point de vue environnemental, l'agriculture urbaine et périurbaine peut servir de catalyseur pour la préservation et le développement des espaces verts à l'intérieur et en périphérie des villes, où la pollinisation et la biodiversité peuvent être améliorées. Enfin, les récents chocs, crises, conflits et situations d'urgence ont mis en évidence le **rôle de l'agriculture urbaine et périurbaine dans le renforcement de la résilience des systèmes alimentaires urbains**. Les chaînes d'approvisionnement plus courtes propres à l'agriculture urbaine et périurbaine, qui comptent moins d'intermédiaires, permettent aux citoyens de disposer de sources d'aliments accessibles en cas de perturbation du système alimentaire mondial (Blay-Palmer *et al.*, 2021). Il est toutefois essentiel de noter que les chaînes d'approvisionnement courtes sont plus vulnérables aux perturbations locales.

## Difficultés et obstacles auxquels est confrontée l'agriculture urbaine et périurbaine: accès à la terre et à la technologie, égalité des genres, sécurité sanitaire des aliments et santé publique

**La disponibilité des terres est l'une des contraintes les plus lourdes pour l'agriculture urbaine et périurbaine, en particulier dans les communautés à faible revenu.** À l'échelle mondiale, l'expansion urbaine rapide a entraîné une évolution ininterrompue de l'utilisation des terres, réduisant la superficie des terres agricoles dans les centres-villes et les périphéries



urbaines (Kuusaana *et al.*, 2022; Zhong *et al.*, 2023). **L'accès limité à des terres garanties oblige les agriculteurs urbains à cultiver des terres plus marginales** dans les zones publiques, où ils sont en proie à des menaces d'empiètement et d'expulsion et à une exposition accrue aux risques liés aux aléas climatiques, tels que les inondations (Ayambire *et al.*, 2019). Dans les régions où l'histoire en matière de réglementation est complexe, comme dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, cette tendance est encore aggravée par des **problèmes à long terme tels que des systèmes fonciers complexes et inégalitaires et des politiques d'interdiction d'un autre temps** (Davies *et al.*, 2021; Vidal Merino *et al.*, 2021).

**Si les innovations technologiques peuvent catalyser le potentiel de l'agriculture urbaine et périurbaine, l'accès à la technologie, au capital et à la formation est plus difficile pour les groupes les plus vulnérables et pour les projets visant à répondre aux besoins des personnes les plus exposées à l'insécurité alimentaire.**

Les technologies d'apparition récente, telles que l'agriculture verticale, l'agriculture intégrée

dans les bâtiments, l'agriculture sur les toits et l'agriculture en environnement contrôlé, peuvent améliorer l'efficacité de la production (Armanda, Guinée et Tukker, 2019; Yuan *et al.*, 2022). Les systèmes hydroponiques et la culture aéroponique, souvent intégrés à ces installations, permettent d'assurer la précision des apports en nutriments et en eau (Barbosa *et al.*, 2015). Les innovations de pointe sont plus prisées dans les pays à revenu élevé. Pour autant, il arrive qu'elles creusent les inégalités et qu'elles accentuent la vulnérabilité des groupes marginalisés (UNESCAP, 2018). En fait, **nombre de ces technologies et innovations sont inaccessibles aux populations à faible revenu, qui ont un accès limité au financement et au capital aux fins d'investissement** ainsi qu'aux services de formation et de vulgarisation (FAO, 2022a). Le recensement et la promotion de technologies accessibles et pratiques constituent donc une priorité pour l'exploitation du potentiel de l'agriculture urbaine et périurbaine en faveur des citoyens pauvres. L'encadré 3 contient un exemple de technologie et d'innovation adaptées au contexte: l'agriculture en sac.

#### ENCADRÉ 3

#### L'AGRICULTURE EN SAC POUR LUTTER CONTRE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LES BIDONVILLES DE NAIROBI (KENYA)

Kibera, à Nairobi, l'un des bidonvilles les plus vastes et les plus peuplés d'Afrique subsaharienne, souffre d'un manque de terres, d'eau et de main-d'œuvre. Parmi les activités locales d'agriculture urbaine et périurbaine mises en œuvre pour améliorer la sécurité alimentaire et créer des revenus, l'agriculture en sac est un système prisé qui permet de produire des aliments dans de petits espaces ouverts à l'aide de grands sacs remplis de terre. Ce système est à la portée de presque tous les citoyens pauvres, car l'investissement requis est faible et la technologie ne nécessite que des matériaux courants (sacs en plastique, terre et pierres) et des connaissances agricoles simples et locales. Dans le cadre d'un projet pilote sur l'agriculture en sac, 95 pour cent des participants ont exprimé leur volonté de continuer d'utiliser ce système. Le nombre de ménages locaux qui adoptent l'agriculture en sac et tirent des avantages de cette pratique grâce à un accès amélioré à des aliments frais et à la création de revenu ne cesse de croître.

Source: Auteurs du présent document, sur la base de: Peprah, K., Amoah, S. T., et Akongbangre, J. N. 2014. *Sack Farming: Innovation for Land Scarcity Farmers in Kenya and Ghana*. *International Journal of Innovative Research & Studies*, 3(5); Zivkovic, A., Merchant, E. V., Nyawir, T., Hoffman, D. J., Simon, J. E., et Downs, S. 2022. *Strengthening Vegetable Production and Consumption in a Kenyan Informal Settlement: A Feasibility and Preliminary Impact Assessment of a Sack Garden Intervention*. *Current Developments in Nutrition*, 6(5): nzac036. <https://doi.org/10.1093/cdn/nzac036>



Si les données relatives à plusieurs pays montrent que les **femmes sont majoritaires** parmi les agriculteurs urbains, dans certains contextes, les hommes, qui ont un meilleur accès à la terre et aux ressources prédominent dans les activités agricoles urbaines (Hovorka, de Zeeuw et Njenga, 2009). Le genre détermine clairement la répartition des ressources entre les femmes et les hommes au sein des systèmes alimentaires, et les femmes sont souvent confrontées à de nombreuses contraintes, notamment les stéréotypes de genre et les restrictions sociales, qui influent toutes sur la part des ressources et des responsabilités qui est la leur (Tanumihardjo *et al.*, 2020).

**La sécurité sanitaire des aliments est une autre difficulté majeure qui est associée à l'agriculture urbaine et périurbaine.** Dans les régions où les ressources en eau douce pour l'irrigation sont limitées, en particulier lorsque les infrastructures urbaines d'approvisionnement en eau sont inadaptées, la contamination de l'eau devient un problème supplémentaire pour l'agriculture urbaine et périurbaine (Scott, Faruqui et Raschid-Sally, 2004; Paltiel *et al.*, 2016).

L'élevage dans les zones urbaines peut également présenter d'importants risques pour l'environnement et des dangers pour la santé publique, notamment en l'absence d'infrastructures et d'installations sanitaires dignes de ce nom (Abdulai, Dongzagla et Ahmed, 2023; Chand, 2023).

## Vers une nouvelle vision: l'agroécologie urbaine

La notion d'agriculture urbaine et périurbaine est aussi étendue que la notion d'agriculture et englobe aussi bien l'agriculture de subsistance et l'agriculture biologique que l'agriculture intensive ou industrielle (Schmutz, 2017). Les principes agroécologiques permettent d'exploiter le potentiel de l'agriculture urbaine et périurbaine (Bolat et Deneri, 2022). L'agroécologie urbaine contribue à la réalisation du droit à l'alimentation grâce à l'établissement de systèmes alimentaires durables et autonomes qui réduisent la

dépendance à l'égard de marchés mondiaux lointains et favorisent la diversité alimentaire (Pimbert, 2017). L'agroécologie urbaine est une pratique qui, sur le plan écologique, repose sur le respect de toutes les formes de vie et la conservation des terres; sur le plan social, elle se nourrit du soutien mutuel, de l'apprentissage et du respect des différences culturelles, tandis que, sur le plan politique, elle s'intègre dans un réseau de mouvements visant à promouvoir la souveraineté alimentaire, la justice et l'accès équitable aux ressources et aux bénéfices (Tornaghi et Hoekstra, 2017). Le respect de ces principes améliore le cycle des éléments nutritifs et la fertilité du sol, promeut la conservation de l'eau et des sols et facilite la lutte contre les organismes nuisibles, autant de facteurs qui sont essentiels à l'amélioration de la productivité de l'agriculture urbaine. En effet, tandis que l'agriculture urbaine conventionnelle ne permet de produire que moins de 1,5 kilogramme d'aliments frais par mètre carré et par an (ou jusqu'à 6 kilogrammes par mètre carré et par an dans le cadre de modèles de production intensive), les expériences d'agroécologie urbaine permettent de produire entre 15 et 20 kilogrammes par mètre carré et par an (Altieri et Nicholls, 2018). D'un point de vue politique, l'agroécologie urbaine est particulièrement pertinente dans le cas de l'agriculture urbaine, qui court le risque de devenir une pratique exclusive du fait du coût élevé de la terre dans les villes (Bolat et Deneri, 2022).

## 3.2.2 LIENS ENTRE L'ALIMENTATION LOCALE ET TERRITORIALE

**Les bassins alimentaires des villes sont composés d'un mélange de sources locales, régionales et lointaines, allant de la production nationale au commerce international.** Si les chaînes d'approvisionnement alimentaire mondialisées et industrialisées se sont allongées et ont gagné en efficacité, elles ont également produit des systèmes alimentaires qui sont non durables, vulnérables aux perturbations et aux chocs, et socialement exclusifs, laissant notamment de côté les petits exploitants agricoles, les travailleurs et les petites et moyennes entreprises qui opèrent le long de la chaîne (FAO, 2020b; HLPE, 2020; UNIDO,

2020). Cette situation a suscité une attention grandissante à l'égard des **sources d'aliments et des systèmes d'approvisionnement localisés**, ainsi qu'à la défense de ces sources et de ces systèmes, en particulier dans les grandes villes (FAO, 2020b), comme en témoignent les approches relatives aux systèmes alimentaires ville-région ou aux systèmes alimentaires territoriaux. **La contribution à la sécurité alimentaire, à la santé humaine et à la durabilité qu'apportent les systèmes alimentaires territoriaux**, définis comme des systèmes alimentaires situés dans des zones géographiques particulières, souvent à l'échelle locale ou régionale, par opposition aux systèmes alimentaires industrialisés dont l'échelle est nationale ou mondiale, **est de plus en plus saluée** (Rocheffort *et al.*, 2021). Toutefois, dans de nombreux cas, les systèmes alimentaires territoriaux sont mal compris et mal gérés par les collectivités locales et régionales, qui n'ont souvent ni le mandat ni les compétences ou les capacités techniques nécessaires (Forster et Matthiesen, 2016).

Les mesures visant à analyser, évaluer, promouvoir et définir un programme d'action relatif aux systèmes alimentaires territoriaux se multiplient. Parmi les approches en cours de mise en œuvre, citons les réseaux alternatifs d'approvisionnement alimentaire (Maye et Kirwan, 2010; Edwards, 2016), les chaînes d'approvisionnement alimentaire courtes (Augère-Granier, 2016; Paciarotti et Torregiani, 2021), l'Agenda alimentaire urbain, l'initiative Villes vertes et les systèmes alimentaires ville-région (FAO, 2023b). Ces **approches ont pour objectifs communs de promouvoir des systèmes alimentaires localisés, de renforcer les liens entre les producteurs et les consommateurs et de prendre en compte les impacts écologiques et sociaux**.

L'un des principaux aspects de ces approches est **l'accent mis sur le renforcement des liens entre les zones rurales et les zones urbaines**. Il s'agit de faciliter la circulation de diverses ressources entre les zones rurales, périurbaines et urbaines, y compris les produits de base, la production, les personnes, les capitaux et les revenus, ainsi que de l'information. La promotion

de cette interconnexion permet aux zones rurales et urbaines de progresser vers un développement intégré et d'en bénéficier mutuellement (Blay-Palmer *et al.*, 2018).

Il importe de noter que cette **notion normative de bassin alimentaire localisé ne permettra pas nécessairement de mettre en place des systèmes alimentaires résilients, plus durables et plus justes** (Born et Purcell, 2006; Wood *et al.*, 2023b). En effet, des données provenant de Kampala indiquent que les habitants à revenu élevé sont mieux à même de bénéficier d'un bassin alimentaire plus local que les habitants à faible revenu, puisqu'ils ont un meilleur accès aux terres urbaines et périurbaines pour la production (Hemerijckx *et al.*, 2023). Les habitants à faible revenu ne peuvent souvent s'offrir que des produits alimentaires de base importés et bon marché, tandis que les habitants à revenu élevé ont accès à une alimentation plus diversifiée. **Dans l'intérêt d'une sécurité alimentaire équitable, la mise en place de systèmes alimentaires territoriaux doit également continuer de tenir compte du rôle que jouent les sources d'aliments nationales et internationales plus lointaines ainsi que de l'incidence que peuvent avoir ces sources sur les initiatives de localisation et la sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables** (Soma, Hennen et Van Berkum, 2023; Wood *et al.*, 2023b).

#### 3.2.3 PRODUCTION ALIMENTAIRE NATIONALE

Dans de nombreux pays, en particulier des pays à revenu élevé, ainsi qu'en Asie et en Amérique du Sud, la plupart des aliments consommés dans les zones urbaines et périurbaines proviennent de l'intérieur des frontières nationales, mais de plus loin que l'arrière-pays immédiat des zones urbaines (FAO, 2023a). Cette production est fixée par les politiques agricoles nationales. Comme indiqué au chapitre 1, ces politiques se sont souvent focalisées sur l'accès à des aliments de base abordables plutôt que sur des préoccupations liées à la nutrition ou à la durabilité. **En tant que marchés majeurs pour la production agricole nationale, les zones urbaines influent sur la demande mais ne**

jouent généralement pas encore de rôle notable dans l'élaboration de la politique agricole, en particulier dans les contextes des pays à revenu faible ou intermédiaire.

### 3.2.4 COMMERCE INTERNATIONAL

Le commerce international est un aspect important des systèmes alimentaires urbains et périurbains. S'il est souvent abordé sous l'angle des flux commerciaux (comme l'approvisionnement des pays d'Afrique en blé provenant de la région de la mer Noire) (Mottaleb, Kruseman et Snapp, 2022), **une grande partie du commerce international est un commerce alimentaire intrarégional, qui peut être structuré ou informel** (Karg *et al.*, 2016, 2023; SWAC et OECD, 2021). **Cet état de fait ajoute**

**de la complexité à la définition des systèmes alimentaires territoriaux et des approches de leur gouvernance, car ces systèmes territoriaux dépassent les frontières nationales.**

**L'importation d'aliments de base d'origines diverses** permet d'obtenir des prix plus bas et plus stables que si l'approvisionnement en aliments provenait d'un seul endroit (Gilbert *et al.*, 2024). **Il est toutefois à craindre que la corrélation entre l'urbanisation et l'accroissement de la demande d'aliments importés contribue à une transition nutritionnelle** vers une alimentation faisant une plus large part aux produits transformés (Glopan, 2020; Baker *et al.*, 2020). On a prêté peu d'attention au rôle que pouvait jouer la politique urbaine dans l'élaboration de ces modèles commerciaux. L'encadré 4 montre comment les accords relatifs

#### ENCADRÉ 4

### COMMENT LES ACCORDS MONDIAUX RELATIFS AU COMMERCE ET À L'INVESTISSEMENT INFLUENT SUR L'ALIMENTATION DES VILLES

Le commerce et l'investissement influent depuis longtemps sur les systèmes alimentaires urbains. Parmi les vecteurs d'influence, citons la création de pôles urbains d'importation et d'exportation, la dépendance à l'égard des importations de produits alimentaires pour la satisfaction de la demande alimentaire urbaine croissante et les investissements étrangers directs réalisés par des multinationales du secteur agroalimentaire (Thow et Snowdon, 2010; Gillespie et van den Bold, 2017). Le commerce des produits alimentaires peut favoriser la sécurité alimentaire et la diversité de l'alimentation dans les zones urbaines (Gillson et Fouad, 2014; Brooks et Matthews, 2015). Toutefois, la dépendance à l'égard des importations de produits alimentaires peut rendre les consommateurs urbains vulnérables aux chocs des prix mondiaux et à d'autres chocs (Bezuneh *et al.*, 2009). La libéralisation du commerce et de l'investissement est également associée à la transition nutritionnelle dans les zones urbaines (Thow, 2009; Bishwajit, 2014) par l'entremise de facteurs tels que la progression de la restauration rapide (Baker, Kay et Walls, 2014) et l'accessibilité et la disponibilité accrues de boissons sucrées et d'aliments hautement transformés (Hawkes, 2010; Mendez Lopez *et al.*, 2017).

Dans la région du Pacifique, où l'histoire coloniale et la libéralisation du commerce sont relativement récentes, il apparaît clairement que la libéralisation du commerce et de l'investissement peut influencer les régimes alimentaires dans les villes (Thow et Snowdon, 2010). À la suite du passage à une agriculture orientée vers l'exportation, on a créé des centres administratifs spécialisés dans le commerce et l'investissement, ce qui a catalysé l'urbanisation de la région. Ces changements ont entraîné un abandon de l'alimentation traditionnelle et une dépendance croissante à l'égard des aliments importés, en particulier dans les zones urbaines (Andrew *et al.*, 2022). L'intégration financière et la libéralisation des politiques liées aux investissements ont, en retour, ouvert la voie à la croissance de la transformation des produits alimentaires, du commerce de détail alimentaire structuré et de la restauration rapide.

Les accords relatifs au commerce et à l'investissement ont également une incidence sur la marge de manœuvre en matière de politiques alimentaires urbaines. Au niveau des politiques, ces accords peuvent exercer des contraintes ayant des effets sur les importations et les exportations de denrées alimentaires ainsi que sur les investisseurs, et risquent donc de limiter les mesures que les pouvoirs publics peuvent prendre pour soutenir de préférence l'équité d'accès à l'alimentation et des régimes alimentaires plus sains (Garton, Swinburn et Thow, 2022). Dans le contexte de l'alimentation urbaine, les accords relatifs au commerce et à l'investissement, d'une part, et la politique foncière, les politiques de soutien et d'autonomisation des petites et moyennes entreprises et les politiques conçues pour protéger les producteurs et gérer les marchés, d'autre part, peuvent s'entremêler.

Les accords relatifs au commerce et à l'investissement peuvent sembler éloignés des domaines de compétence associés à la gouvernance alimentaire urbaine. Néanmoins, les villes ont trois moyens de prendre part aux accords relatifs au commerce et à l'investissement, l'objectif étant de soutenir les initiatives visant à réorienter leurs systèmes alimentaires de manière à garantir la sécurité alimentaire et une alimentation plus saine. Premièrement, tandis que les villes cherchent à accentuer la priorité qui est donnée aux objectifs liés au système alimentaire dans toutes les composantes de la gouvernance urbaine, il est possible de renforcer la capacité des décideurs de prendre en compte les multiples points de contact avec la politique relative au commerce et à l'investissement et d'en tirer parti. Deuxièmement, des incitations à l'investissement, telles que les subventions et d'autres formes d'aide, sont souvent proposées au niveau infranational. L'alignement des incitations destinées aux investisseurs engagés en faveur de l'alimentation sur les objectifs liés à l'alimentation urbaine, par exemple la priorité accordée à la valeur nutritionnelle et à l'équité, relève donc de la compétence du gouvernement national et des municipalités. Enfin, les positions nationales en matière de négociation d'accords relatifs au commerce et à l'investissement sont plus solides lorsque les négociateurs comprennent le fonctionnement et les impératifs d'autres secteurs, y compris les urbanistes et les populations. La création de mécanismes ouvrant la voie au retour d'information et à la mise en commun des renseignements entre les différents niveaux de gouvernement, des populations jusqu'au niveau national, en passant par les villes et les provinces, peut contribuer à faire en sorte que la marge de manœuvre nationale en matière de gouvernance alimentaire urbaine soit préservée dans les accords relatifs au commerce et à l'investissement (Thow, Wijkström et Wolff, 2023).

au commerce et à l'investissement influent sur l'alimentation des villes.

La production nationale et le commerce international sont influencés par divers facteurs interdépendants. Par exemple, jusque dans les années 1980, les Philippines étaient un pays exportateur net de riz, mais du fait d'événements climatiques répétés, du mauvais état des routes et d'une baisse des rendements, la tendance s'est inversée. Le pays est devenu de plus en plus dépendant des importations de riz en provenance de Thaïlande qui, à son tour, a connu une baisse de la demande nationale, la classe moyenne de plus

en plus importante réduisant sa consommation de riz (Pingali, Hossain et Gerpacio, 1997; Dawe, Moya et Casiwan, 2006; Pingali, 2007, 2023).

Avec la progression de la classe moyenne en Asie et la multiplication des chocs climatiques, le commerce transfrontières régional jouera un rôle crucial dans l'atténuation de l'insécurité alimentaire, mais pourrait également accroître la consommation d'aliments hautement transformés et importés. En outre, la dépendance accrue à l'égard des importations risque de saper les systèmes alimentaires locaux (Brewer *et al.*, 2023).

### 3.3. ACTIVITÉS INTERMÉDIAIRES: TRANSPORT, LOGISTIQUE, TRANSFORMATION, DISTRIBUTION ET VENTE EN GROS

L'interaction complexe entre les activités et les acteurs – transport, logistique, transformation, distribution et vente en gros, personnes et entreprises – qui interviennent en milieu de chaîne et assurent l'acheminement et la distribution des denrées alimentaires dans les zones urbaines, n'a pas été suffisamment étudiée et n'est pas bien comprise, en particulier dans les contextes traditionnels où le caractère informel prévaut (Reardon, Liverpool-Tasie et Minten, 2021). Les activités intermédiaires sont particulièrement importantes pour les systèmes alimentaires urbains et périurbains, car elles sont souvent concentrées dans les villes et les régions voisines, qui servent de plaque tournante pour la transformation, le transport et la vente au détail des produits alimentaires. Cela étant, le manque de données et de sensibilisation à cette question se traduit souvent par des lacunes en matière de politiques ou par une insuffisance des investissements privés et publics ciblant le segment intermédiaire de la chaîne d'approvisionnement (FAO, 2023c). De plus, le fait que **nombre de ces activités se déroulent à la fois à l'intérieur et à l'extérieur des zones urbaines constitue un défi de taille** pour la coordination des politiques entre les différents niveaux de gouvernement (local, provincial et national). Les difficultés supplémentaires qui se présentent dans les contextes traditionnels, où le caractère informel est généralement la règle, font souvent l'objet d'une approche punitive de l'application de la loi qui ne tient pas compte de l'importance du rôle des activités alimentaires intermédiaires dans ces contextes et n'aide pas à leur bon déroulement.

#### 3.3.1 INTERMÉDIAIRES

L'urbanisation des systèmes alimentaires élargit le champ de ces activités en introduisant

de nouveaux intermédiaires qui facilitent la distribution des produits agricoles et alimentaires tout au long de la chaîne d'approvisionnement, assurant le lien entre les producteurs et les consommateurs urbains (Bricas, 2019). Ces acteurs intermédiaires travaillent dans le regroupement, la préparation, le conditionnement, l'entreposage, le transport et la distribution. Jusqu'à récemment, les **fonctions et les attributions des intermédiaires au sein des systèmes alimentaires urbains étaient peu étudiées et largement absentes des discussions relatives aux politiques à mettre en œuvre** (Hussein et Suttie, 2016; Scoones, 2023). Les responsables des politiques urbaines ont généralement concentré leur attention sur les deux extrémités de la chaîne d'approvisionnement alimentaire urbaine, à avoir la production et la vente au détail, tout en ignorant les autres éléments et acteurs intermédiaires (Reardon, Liverpool-Tasie et Minten, 2021). Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, en particulier, ces intermédiaires ont souvent été décrits par les décideurs comme des parasites opportunistes qui tirent profit de la connaissance limitée du marché et du faible pouvoir de négociation des petits producteurs agroalimentaires (Lerner, 1949; Abu Hatab, Krautscheid et Boqvist, 2021; Koshy *et al.*, 2021). Du fait de la perception négative des intermédiaires dans les systèmes alimentaires urbains et périurbains, ces acteurs étaient le chaînon manquant dans les politiques alimentaires urbaines et les travaux de recherche (Sonnino, Tegoni et De Cunto, 2019; Veldhuizen *et al.*, 2020).

**Cette situation peut s'expliquer par une série de facteurs liés aux caractéristiques du segment intermédiaire des systèmes alimentaires urbains et périurbains et au cadre institutionnel qui le régit.** À titre d'exemple, les activités du segment intermédiaire sont soumises à des réglementations et à des contrôles aux niveaux municipal, provincial et national. Ce millefeuille réglementaire constitue une difficulté de taille pour les autorités municipales, car il complique les efforts qu'elles déploient aux fins de l'intégration harmonieuse de ces activités intermédiaires dans l'élaboration des politiques locales (Gaspard, 2020). Le caractère informel, qui est la règle dans de

nombreuses interactions entre les intermédiaires et les entreprises agroalimentaires des systèmes alimentaires urbains et périurbains, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire (Moustier *et al.*, 2023), présente un dilemme de gouvernance pour les décideurs urbains, outre le fait que les activités connexes ne sont pas comptabilisées dans les statistiques nationales.

**Cette ambiguïté en matière de gouvernance, associée à une faible capacité logistique et financière, accentue la vulnérabilité relative des intermédiaires aux chocs exogènes** (Balezentis *et al.*, 2023). Ainsi, les activités agroalimentaires non enregistrées et non autorisées ont été exclues des plans de relance proposés par les gouvernements afin d'aider les entreprises à faire face aux conséquences de la pandémie de covid-19 (Lu *et al.*, 2020; Abu Hatab, Lagerkvist et Esmat, 2021; Béné *et al.*, 2021).

**Les marchés d'assemblage, les installations d'entreposage, la transformation et le transport des denrées alimentaires sont des fonctions particulièrement délicates. Si leur exécution et la fourniture des services nécessaires sont inefficaces, elles peuvent faire grimper les coûts et entraîner des pertes après récolte** (Lehmann, 2018). Premièrement, les **marchés d'assemblage** ruraux et périurbains bien établis, pas assez nombreux, ne peuvent pas assurer le regroupement des produits alimentaires. Autrement dit, les intermédiaires et les entreprises du secteur agroalimentaire doivent collecter des produits agricoles auprès de nombreux petits exploitants dispersés, ce qui occasionne des dépenses nettement plus élevées (Owuor *et al.*, 2017). Deuxièmement, les longues chaînes d'approvisionnement alimentaire des zones urbaines nécessitent des **installations d'entreposage** adaptées pour réduire au minimum les pertes, garantir la sécurité sanitaire des aliments et assurer la continuité de l'approvisionnement alimentaire. La construction et l'exploitation d'installations d'entreposage frigorifique ont un coût considérable pour les intermédiaires (Yadav *et al.*, 2022). Troisièmement, la **transformation des aliments** requiert un approvisionnement ininterrompu en matières premières, une technologie de transformation

appropriée, des infrastructures et des installations (notamment des solutions d'emballage adéquates), ainsi que les compétences de gestion et les stratégies de commercialisation appropriées (Colonna, 2021; Salem, Amin et Gammaz, 2023). Le **transport des denrées alimentaires dans les villes** et les centres urbains pour atteindre les marchés de détail peut également s'avérer difficile et coûteux, en particulier en ce qui concerne les produits périssables, du fait de problèmes liés aux embouteillages, au stationnement et à l'allongement des trajets (Zimmerman, Zhu et Dimitri, 2018).

Malgré les nombreuses difficultés auxquelles se heurtent les différents acteurs et entreprises du segment intermédiaire des chaînes de valeur alimentaires urbaines, **les investissements publics et privés n'ont pas été à la hauteur des défis à relever** (Horst et Watkins, 2022; Nash, 2023).

### 3.3.2 TRANSFORMATION

**La transformation des aliments est un aspect important des systèmes alimentaires urbains et périurbains.** La transformation locale permet aux consommateurs d'accéder à des aliments issus d'une production plus locale (Mekonnen *et al.*, 2023; Termeer *et al.*, 2024). En Afrique notamment, le secteur de la mouture artisanale revêt une importance cruciale pour les consommateurs des zones urbaines et périurbaines. Ces derniers achètent souvent de petites quantités de maïs fraîchement moulu pour leur consommation ou apportent aux meuniers des épis de maïs entiers produits localement (Andam *et al.*, 2018; Theriault *et al.*, 2018; Jenane, Ulimwengu et Tadesse, 2022). Cette manière de procéder permet non seulement de veiller à ce que la farine de maïs puisse être achetée en petites quantités abordables pour les consommateurs pauvres des zones urbaines et périurbaines, mais aussi d'ouvrir la voie à l'utilisation de produits cultivés localement dans ces régions. Pourtant, dans de nombreuses villes, les meuniers exercent souvent dans le secteur informel. Une étude menée à Epworth, une zone périurbaine située à la périphérie d'Harare (Zimbabwe), a révélé l'existence de 90 moulins en activité, dont neuf seulement étaient légaux dans



les faits, et dont la quasi-totalité contrevenait aux codes d'urbanisme (Toriro, 2018). Au Zimbabwe, la mouture n'est légale que dans les zones industrielles (Jayne et Rubey, 1993). Le système alimentaire est donc vu comme hautement structuré et fonctionnant à l'échelle industrielle. Par conséquent, la plupart des broyeurs à marteaux de la ville sont illégaux et les meuniers risquent la fermeture de leur commerce, des amendes et même des poursuites en justice (Toriro, 2018).

Outre la planification, d'autres facteurs privilégient les grandes entreprises de transformation par rapport aux petites. C'est ainsi que, dans de nombreux pays, la fortification du maïs prescrite par le gouvernement est assurée par les grands transformateurs, ce qui non seulement les privilégie par rapport aux petits meuniers, mais risque aussi d'empêcher les personnes souffrant le plus d'insécurité alimentaire de bénéficier de la fortification. L'organisation non gouvernementale Sanku a travaillé avec de petits meuniers au Kenya et en République-Unie de Tanzanie, leur fournissant des outils de fortification et une formation dans le but d'améliorer à la fois la nutrition et la viabilité de ces entreprises (WFP, 2023c).

Les zones urbaines et périurbaines servent également de centres de transformation des produits alimentaires, qui constituent une source importante d'emplois et de moyens de subsistance, en particulier pour les jeunes (Dolislager *et al.*, 2021). La plupart du temps, les activités de transformation des aliments sont associées aux femmes, en particulier dans des contextes informels et pour la vente sur les marchés locaux, même si cela peut varier en fonction de facteurs culturels, sociaux et économiques (Blay-Palmer *et al.*, 2018; Linderhof *et al.*, 2019; Visser et Wangu, 2021). Il n'en reste pas moins que des inégalités de genre persistent dans le secteur de la transformation des aliments relevant des systèmes alimentaires urbains en raison de facteurs sociaux, économiques et culturels profondément ancrés (Riley et Dodson, 2020). Les femmes se heurtent souvent à des obstacles entravant leur accès à des ressources cruciales telles que le capital et la technologie

nécessaires pour créer et développer des entreprises de transformation des aliments (Ilieva, 2017; Dinku, Mekonnen et Adilu, 2023). Les inégalités en matière de rémunération et de reconnaissance accentuent encore les disparités, les femmes étant souvent moins bien rémunérées et moins reconnues pour leurs contributions que les hommes (Sango, Lusweti et Fabricci, 2023). Certaines normes et pratiques sociales perpétuent la discrimination à l'égard des femmes dans le secteur de la transformation des aliments en milieu urbain, entravant l'accès de celles-ci à l'emploi et à la prise de décisions (Riley et Hovorka, 2015; Halliday *et al.*, 2020; Bergonzini, 2024). Pour autant, il importe de reconnaître que les rôles des femmes et des hommes dans la transformation des aliments en milieu urbain ne sont pas figés et peuvent changer au gré de l'évolution des normes sociales, de l'ouverture de perspectives économiques et de la mise en place d'interventions de politique générale (Farhall et Rickards, 2021; Bryan *et al.*, 2024).

### 3.3.3 MARCHÉS DE GROS

Bien que les marchés de gros et les autres lieux où les aliments sont regroupés (tels que les abattoirs et les centres de collecte de lait) jouent un rôle crucial dans la sécurité alimentaire des villes, les **politiques se concentrent principalement sur leur efficacité et leur sécurité sanitaire**, en prêtant peu d'attention à une vision plus globale de leur rôle dans les systèmes alimentaires urbains et périurbains et à leur gouvernance générale (Ripol et Martín Cerdeño, 2010).

**L'efficacité des activités et l'amélioration des aspects opérationnels sont des besoins essentiels**, en particulier pour les villes où les activités sont plus traditionnelles et plus informelles. Les marchés de gros n'ont pas pu suivre la hausse de la demande alimentaire dans les villes, car nombre d'entre eux ont été construits il y a plusieurs décennies et sont aujourd'hui situés dans des zones transformées par l'expansion urbaine en lieux centraux densément peuplés (Balineau *et al.*, 2021). Cette situation aggrave les embouteillages et entrave les possibilités d'expansion. En

outre, les installations d'entreposage sur place, en particulier frigorifiques, sont à la fois inadaptées et mal gérées. Les recettes dégagées grâce aux droits sur les emplacements ne sont pas réinvesties dans l'entretien, le développement ou l'amélioration des services (FAO et Fédération latino-américaine des marchés d'approvisionnement, 2022).

Pour autant, les **marchés de gros pourraient jouer un rôle important dans la transformation des systèmes alimentaires** en créant des liens plus forts avec les petits producteurs locaux et en offrant un meilleur accès à une alimentation saine (Bruno *et al.*, 2022). Les marchés de gros peuvent également améliorer la viabilité des petites échoppes et des petits restaurants en leur proposant des denrées alimentaires à un coût plus bas et plus prévisible (Moragues-Faus *et al.*, 2020).

**L'urbanisation rapide ouvre des perspectives s'agissant de réaliser le potentiel des marchés de gros.** La concentration et la densité accrues de la population peuvent donner lieu à des économies d'échelle susceptibles d'améliorer la logistique, le transport et le commerce, ce qui permet aux grossistes et aux détaillants d'apporter une valeur ajoutée à leurs produits (Leal Londoño, 2011). De plus, elle renforce la capacité des marchés de gros de proposer des denrées alimentaires provenant de diverses sources et de concentrer davantage de fournisseurs et d'acheteurs d'aliments sur certains territoires, ce qui favorise la concurrence et fait baisser les prix pour la population (Cadilhon *et al.*, 2003).

Parallèlement à l'urbanisation rapide, on observe néanmoins une accentuation de la concentration du marché le long de la chaîne d'approvisionnement alimentaire (Proctor et Berdegué, 2020; Clapp, 2021). En particulier, la croissance rapide des supermarchés, présents sur tous les continents et constituant un secteur de plus en plus multinational (propriété étrangère) et consolidé, a amoindri l'importance des marchés de gros dans la distribution alimentaire (Reardon, 2011). La plupart des efforts ne se sont d'ailleurs concentrés que sur les améliorations logistiques et la gestion des flux d'informations, ignorant d'autres besoins. Cela dit, de nouveaux travaux menés par la FAO, l'Union mondiale des

marchés de gros (WUWM), l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition et d'autres organismes élargissent le champ d'études en abordant les questions qui concernent la gouvernance, à l'urbanisme, l'inclusion des petits exploitants et des artisans pêcheurs, ainsi que l'amélioration de l'accès à une alimentation saine et variée (Carrara *et al.*, 2022; FAO et FLAMA, 2022).

## 3.4 COMMERCE DE DÉTAIL ET SECTEUR DES SERVICES ALIMENTAIRES

**Les citoyens se procurent jusqu'à 90 pour cent de leur nourriture auprès de sources marchandes,** structurées ou informelles, qui regroupent un éventail de points de vente modernes et traditionnels (Maxwell *et al.*, 2000; Frayne, McCordic et Sholomboleni, 2016; Opiyo et Ogindo, 2018). Les secteurs de la vente d'aliments au détail et des services alimentaires comptent un large éventail de débouchés, notamment des circuits traditionnels (généralement plus informels), des circuits modernes (souvent structurés), des services de vente au détail et de livraison d'aliments en ligne, ainsi que des mécanismes non marchands, comme le montre le tableau 3. Cette typologie n'est pas exhaustive ni fixe à l'échelle mondiale, mais elle tient compte des principaux circuits desservant les populations urbaines et périurbaines.

**Chacune de ces formes de vente d'aliments au détail présente des caractéristiques qui répondent de différentes manières aux besoins alimentaires des zones urbaines et périurbaines, certains sous-groupes de population étant plus dépendants de certaines formes que d'autres.**

Les circuits marchands vendent également différents types de produits, plus ou moins transformés et plus ou moins issus de sources locales. Généralement, dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, les habitants à faible revenu achètent une plus grande part de leurs aliments dans les circuits traditionnels ou informels, les habitants à revenu élevé, quant à eux, s'approvisionnant davantage dans les

**TABLEAU 3**  
**CIRCUITS DE VENTE D'ALIMENTS AU DÉTAIL ET DE SERVICES ALIMENTAIRES**

TYPE DE CIRCUIT	EXEMPLES	PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES
<b>Traditionnel</b>	Marchés traditionnels (notamment les marchés publics et municipaux, les marchés informels, les marchés en plein air et les marchés traditionnels de produits frais, les marchés temporaires, les marchés mobiles et les marchés de producteurs); vendeurs d'aliments sur la voie publique; magasins, épiceries et restaurants traditionnels ou informels.	Diversité; le plus souvent informels; forme variable selon la région, la taille de la ville et certaines caractéristiques des chaînes d'approvisionnement et des systèmes alimentaires locaux.
<b>Moderne</b>	Supermarchés (y compris les hypermarchés et les magasins de discompte), magasins de proximité.	Généralement structurés; croissance rapide dans différentes régions du monde, remplaçant dans de nombreux cas les circuits traditionnels.
<b>Vente en ligne et livraison</b>	Services de commande de nourriture en ligne et de livraison; dépôt et livraison de produits issus de l'agriculture soutenue par la communauté.	Le commerce électronique, les plateformes numériques et les applications gagnent en popularité, surtout depuis la pandémie de covid-19.
<b>Non marchand</b>	Approvisionnement en denrées alimentaires (repas scolaires et autres); cantines populaires; banques alimentaires.	Généralement axé sur la satisfaction des besoins en matière de sécurité alimentaire de ceux qui sont mal desservis par les circuits de commercialisation.

Source: Auteurs du présent document, sur la base de: Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition. 2016. *Food systems and diets: Facing the challenges of the 21st century*. Londres; MSCPA. 2016. *Connecting Smallholders to Markets: an analytical guide*. Rome. [Consulté le 15 février 2024]. <http://www.csm4cfs.org/connecting-smallholders-markets-analytical-guide/>

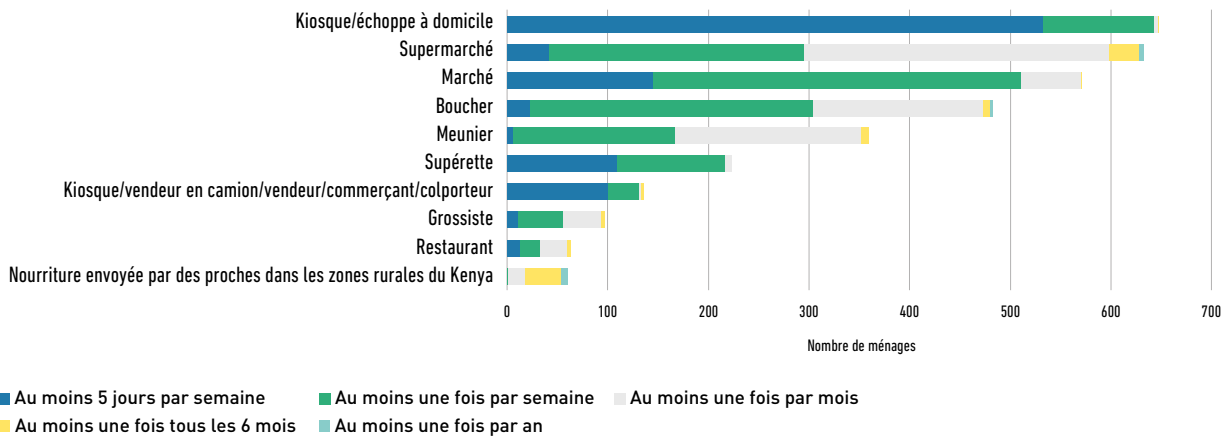
54 ]

circuits modernes et structurés (Battersby, 2019a; Wertheim-Heck, Raneri et Oosterveer, 2019). Les habitants à revenu élevé continuent néanmoins de fréquenter également les marchés informels (Riley, 2020). Les citadins se rendent de plus en plus en supermarché pour leurs gros achats mensuels d'aliments de base et autres produits d'épicerie, et font l'appoint au quotidien auprès de vendeurs informels et plus petits (figures 6 et 7) (Riley, 2020; Wertheim-Heck et Raneri, 2020; Kazembe, Crush et Nickanor, 2022), en particulier en ce qui concerne les fruits et légumes frais et les aliments culturellement adaptés qui ne sont pas disponibles auprès des détaillants formels, ainsi que les aliments cuisinés. Les citadins s'approvisionnent également auprès de ces petits vendeurs et vendeurs informels lorsque leurs revenus sont limités, car ces commerçants proposent souvent de petites quantités et accordent même des crédits aux clients qu'ils

connaissent, répondant ainsi aux besoins de sécurité alimentaire en période de pénurie.

Les inégalités de genre sont systémiques dans le secteur de la vente au détail, que ce soit dans les pays développés ou dans les pays en développement (Barrientos, 2019). Les hommes prédominent dans la catégorie des cadres, dans les emplois permanents et aux postes de supervision à tous les niveaux, tandis que les femmes, souvent employées en nombre comparable à celui des hommes, sont généralement plus présentes aux niveaux inférieurs de l'emploi temporaire et salarié, où le travail est moins bien rémunéré et plus précaire. Les inégalités de genre déterminent également le rôle des femmes dans les chaînes de valeur traditionnelles, où elles risquent d'être supplantées par les hommes en raison du contrôle plus important que ces derniers exercent sur les actifs commerciaux. Sur les marchés

**FIGURE 6**  
**LES DIX SOURCES D'ALIMENTS LES PLUS COURANTES, KISUMU (KENYA), 2016**



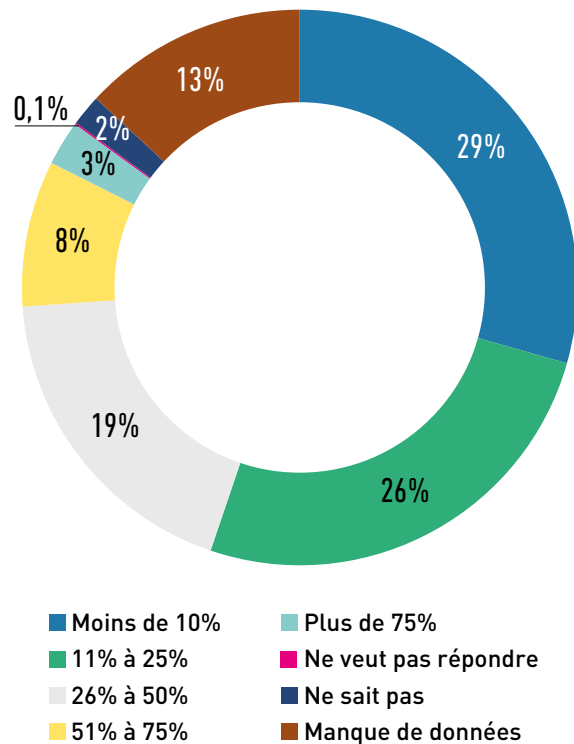
Notes: Les ménages ont été invités à dresser la liste de toutes les sources de nourriture consommée dans le foyer au cours de l'année écoulée. Il s'agissait de sources marchandes ou non marchandes. Les couleurs illustrent la fréquence d'utilisation de la source concernée. L'intervalle de confiance et le niveau de probabilité de l'échantillon de 840 ménages, sur les 100 000 ménages que compte Kisumu, sont de 7 pour cent et 95 pour cent, respectivement.

Source: Battersby, J. and Watson, V. 2018. *Addressing food security in African cities*. *Nature Sustainability*, 1(4):153-155. <https://doi.org/10.1038/s41893-018-0051-y>

traditionnels d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, il est prouvé que les hommes prennent le contrôle de certaines parties de la chaîne de valeur à mesure que la rentabilité augmente, évinçant ainsi les femmes. Il est fréquent que les femmes perdent des possibilités d'emploi et du pouvoir de négociation, car ce sont des hommes qui servent le plus souvent d'intermédiaire dans leurs échanges avec les négociants et les grossistes (Westholm et Ostwald, 2020).

**Faire en sorte que ces marchés et débouchés alimentaires bénéficient davantage aux citoyens en situation d'insécurité alimentaire devrait être au cœur des efforts visant à renforcer les systèmes alimentaires des zones urbaines et périurbaines.** Il s'agit d'œuvrer avec les marchés traditionnels et informels à la création d'un environnement favorable tout en gérant les aspects formels du secteur de la vente au détail. Ce sont les autorités locales qui régissent généralement les politiques, la réglementation et les programmes qui influent sur les marchés de détail structurés et informels. **La préservation de la diversité dans la vente au détail de denrées alimentaires renforce la résilience des ménages urbains et périurbains,** mais aussi des systèmes alimentaires urbains et périurbains en général, car la diversité des pratiques et des chaînes d'approvisionnement permet de résister aux

**FIGURE 7**  
**PART DU TOTAL DES ALIMENTS DIRECTEMENT ACHETÉS AU SUPERMARCHÉ PAR LES MÉNAGES, KISUMU (KENYA), 2016**



Notes: Les ménages ont été interrogés sur la part des aliments achetés directement au supermarché. L'intervalle de confiance et le niveau de probabilité de l'échantillon de 840 ménages, sur les 100 000 ménages que compte Kisumu, sont de 7 pour cent et 95 pour cent, respectivement.

Source: Battersby, J. and Watson, V. 2018. *Addressing food security in African cities*. *Nature Sustainability*, 1(4):153-155. <https://doi.org/10.1038/s41893-018-0051-y>

chocs susceptibles de toucher les systèmes alimentaires en divers points. Le maintien des chaînes d'approvisionnement locales permet de se prémunir contre les effets des chocs mondiaux, mais parallèlement, le recours à des sources d'aliments plus diffuses géographiquement permet de se protéger des répercussions des chocs locaux.

### 3.4.1 CIRCUITS TRADITIONNELS

Bien que les circuits traditionnels, tels que les marchés traditionnels, les vendeurs d'aliments sur la voie publique et les magasins et restaurants traditionnels ou informels, présentent un fort potentiel s'agissant d'améliorer l'accès à une alimentation saine et diversifiée, ils ont été négligés, voire complètement découragés, par les responsables politiques. La forte dépendance des habitants les plus pauvres des zones urbaines et périurbaines à l'égard de ces circuits signifie que leur présence permanente tient une place centrale dans la responsabilité qui incombe aux pouvoirs publics de respecter et de protéger le droit à l'alimentation. En fait, soutenir ou sanctionner ces acteurs du système alimentaire qui sont souvent marginalisés peut soit permettre de réaliser le droit à la ville, soit le saper.

## Marchés traditionnels

**Les marchés traditionnels englobent un large éventail de places de marché (WHO, 2023a) qui servent de lieux incontournables pour les échanges commerciaux de produits alimentaires,** dont, souvent, des plats préparés et divers autres biens. Cette vaste catégorie regroupe les marchés publics et municipaux, les marchés en plein air, les marchés traditionnels de produits frais et les autres marchés informels, ainsi que les marchés de rue, les marchés temporaires, les marchés mobiles et les marchés de producteurs. La nature des marchés d'aliments traditionnels varie considérablement en fonction de facteurs tels que la taille de la ville, la distance par rapport aux producteurs, les niveaux de revenus et les caractéristiques propres aux systèmes alimentaires locaux. Ces marchés, où les barrières à l'entrée sont souvent moins hautes

pour les petits producteurs et les producteurs à faible revenu, réunissent le plus souvent des vendeurs et des négociants exerçant leurs activités de manière plus ou moins structurée.

La notion de marché traditionnel est rattachée à celle, plus large et plus globale, de marché territorial, qui devrait dans l'idéal servir de fondement à la vision du développement des marchés traditionnels. **L'utilisation et la promotion du terme «marché territorial» témoignent des efforts qui ont été déployés en faveur d'une approche territoriale de la sécurité alimentaire et de la nutrition.** Toutefois, il importe de noter que les marchés traditionnels ne vendent pas que des aliments produits localement, mais sont aussi de gros vendeurs de céréales, de fruits et de légumes importés. Les marchés territoriaux sont des marchés directement liés aux systèmes alimentaires locaux, nationaux ou régionaux qui répondent à la demande alimentaire dans les zones rurales et urbaines au moyen de circuits d'approvisionnement courts ou directs (FAO, 2023c) (dans cette définition, le lien direct avec les systèmes alimentaires locaux, nationaux ou régionaux signifie que la grande majorité des produits, des producteurs, des détaillants et des consommateurs des marchés traditionnels sont originaires du territoire en question).

**Les marchés traditionnels présentent divers avantages socioéconomiques, nutritionnels et environnementaux.** Ils jouent un rôle essentiel dans l'économie territoriale car ils améliorent la rétention, la redistribution et le réinvestissement des richesses produites dans les communautés locales, et constituent des espaces incontournables pour l'émergence et le renforcement des relations politiques, sociales et culturelles (CSM, 2016; HLPE, 2020; FAO, 2023c). En matière de sécurité alimentaire, ils offrent aux consommateurs, en particulier à faible revenu, un meilleur accès à un choix d'aliments de haute qualité, nutritifs, abordables, de saison et diversifiés. Les acteurs de ces marchés pratiquent encore des prix plus concurrentiels, surtout dans les pays en développement, en particulier en ce qui concerne les aliments frais (Reardon *et al.*, 2010). Dans de nombreux pays en développement, ils constituent le premier point d'accès aux

catégories d'aliments qui sont d'importantes sources de micronutriments. Plus de 90 pour cent des fruits et des légumes sont achetés sur les marchés traditionnels au Kenya, au Nicaragua et en Zambie. Même dans les pays où la pénétration des supermarchés est élevée, comme le Mexique et la Thaïlande, cette part dépasse les 60 pour cent (Gómez et Ricketts, 2013). Les marchés traditionnels facilitent non seulement l'accès à d'autres groupes d'aliments, mais aussi aux aliments traditionnels et locaux qui ne sont pas distribués dans les chaînes d'approvisionnement modernes (Rengasamy *et al.*, 2003; Belletti et Marescotti, 2020). Jusque dans les grandes capitales, l'approvisionnement alimentaire dépend encore largement des marchés traditionnels. À Bogota (Colombie), ces derniers représentent plus de la moitié de l'approvisionnement alimentaire (Guarin, 2013), tandis que, à Beijing, on estime que le marché de Xinfadi fournit 80 pour cent des boissons et des aliments frais et naturels (CSM, 2016). En outre, les marchés traditionnels vendent relativement moins d'aliments transformés que les circuits modernes. Comme le montrent les données sur le Burkina Faso, le Malawi et le Rwanda, bien que les aliments transformés soient présents dans l'offre de ces pays, ils ne représentent généralement qu'une faible part des ventes (Hoogerwerf *et al.*, 2022). En outre, ils permettent de négocier les prix en fonction de la qualité du produit (par exemple la taille, la couleur et la maturité), car les prix ne sont pas fixes (comme c'est le cas dans les chaînes d'approvisionnement modernes) (Wertheim Heck, Vellema et Spaargaren, 2015; Wegerif, 2020). L'autre avantage qu'ils présentent est celui de pouvoir acheter de petites quantités et de faire des achats à crédit, ce qui est très important pour les populations à revenu faible et irrégulier (CSM, 2016). **Cependant, la sécurité sanitaire des aliments demeure un défi majeur à relever sur ces marchés, comme c'est le cas sur les marchés structurés et modernes** (Henson *et al.*, 2023).

**Les marchés traditionnels présentent également des avantages économiques notables pour les petits exploitants.** Les barrières à l'entrée de ces marchés sont plus faibles pour les petits exploitants qui, en raison notamment de leur profil informel et de leur exclusion du système financier,

ne peuvent pas travailler dans des chaînes d'approvisionnement modernes (Roesel et Grace, 2015). La souplesse qui caractérise ces marchés permet aux petits producteurs d'obtenir des prix équitables pour des produits qui pourraient être déclassés dans un système industrialisé aux normes rigides (Verhaegen et van Huylbroeck, 2001; Rengasamy *et al.*, 2003; Roesel et Grace, 2015).

**Les marchés traditionnels remplissent également de multiples fonctions sociales et culturelles.** Ils constituent des espaces d'échange d'informations entre agriculteurs, encouragent le mélange de différentes cultures et contribuent au développement d'un sentiment de communauté locale (Rengasamy *et al.*, 2003; Watson et Studdert, 2006; CSM, 2016). **Enfin, les marchés traditionnels peuvent contribuer à la conservation de la biodiversité tout en renforçant la résilience face aux effets du changement climatique.** En ce qui concerne la biodiversité, les marchés traditionnels favorisent les liens avec divers petits exploitants agricoles, encourageant la commercialisation de cultures et d'espèces sous utilisées (Heindorf, Reyes-Agüero et Van'T Hooft, 2021; Iskander *et al.*, 2021). La possibilité de se tourner vers d'autres filières que les chaînes d'approvisionnement mondiales, parfois vulnérables aux multiples chocs climatiques et à leurs répercussions sur les prix, a pour conséquence de renforcer la résilience du système alimentaire (CSM, 2016).

**Malgré leurs atouts, les marchés traditionnels se heurtent à plusieurs problèmes de gouvernance qui sont liés à leur gestion et à leur intégration au secteur structuré.** Parmi les problèmes de gouvernance interne, citons l'absence de comités de gestion en bonne et due forme et reconnus, de statuts et de règlements écrits et d'enregistrement officiel (Davies *et al.*, 2022). Le caractère informel de ces marchés a été la principale cible des politiques publiques dans le cadre d'une approche punitive qui a produit des résultats très limités (Alvarez, Grace et Nguyen-Viet, 2021). Les tentatives des autorités de déplacer les marchés vers des emplacements plus adaptés ont souvent entraîné la fuite de consommateurs et la perte de bénéfice pour les



vendeurs, sans mentionner les conflits dont l'issue a parfois été fatale (Grace, Dipeolu et Alonso, 2019).

**Améliorer ces marchés afin d'optimiser leur contribution à la sécurité alimentaire et à la nutrition devrait être une priorité à l'ordre du jour des politiques urbaines** (HLPE, 2020). Ces marchés nécessitent des investissements et un soutien accru en ce qui concerne les infrastructures (y compris les capacités d'entreposage et la réfrigération), le fonctionnement (y compris les bonnes pratiques de manipulation des aliments et la gestion des déchets) et la logistique (y compris l'accès à des transports de qualité), mais aussi l'accès à l'eau et à l'énergie, car ces facteurs ont une incidence sur le prix et la qualité des aliments (Roesel et Grace, 2015; Balineau *et al.*, 2021; Noegroho *et al.*, 2021; DeWaal *et al.*, 2022). **Dans les pays à revenu élevé et dans certaines régions des pays à revenu faible ou intermédiaire, la gentrification, qui attire les touristes, de nouveaux habitants et des investissements**, exerce une pression sur les marchés traditionnels, en particulier lorsqu'ils sont informels, ce qui entraîne souvent leur fermeture ou leur déplacement vers des zones marginalisées (Skinner, 2018). Dans d'autres cas, la gentrification peut donner lieu à des politiques urbaines qui favorisent la transformation de ces marchés d'une manière qui a une incidence négative sur l'accès de la population locale à l'alimentation, par exemple lorsque ces marchés cessent de proposer des aliments diversifiés et abordables en devenant une attraction touristique doublée d'un pôle économique où des produits et des services «gastronomiques» sont proposés aux nouveaux clients (Gonzalez et Waley, 2012; Boldrini et Malizia, 2014; Espinosa Parra et Bailey Bergamin, 2022; Salazar *et al.*, 2022).

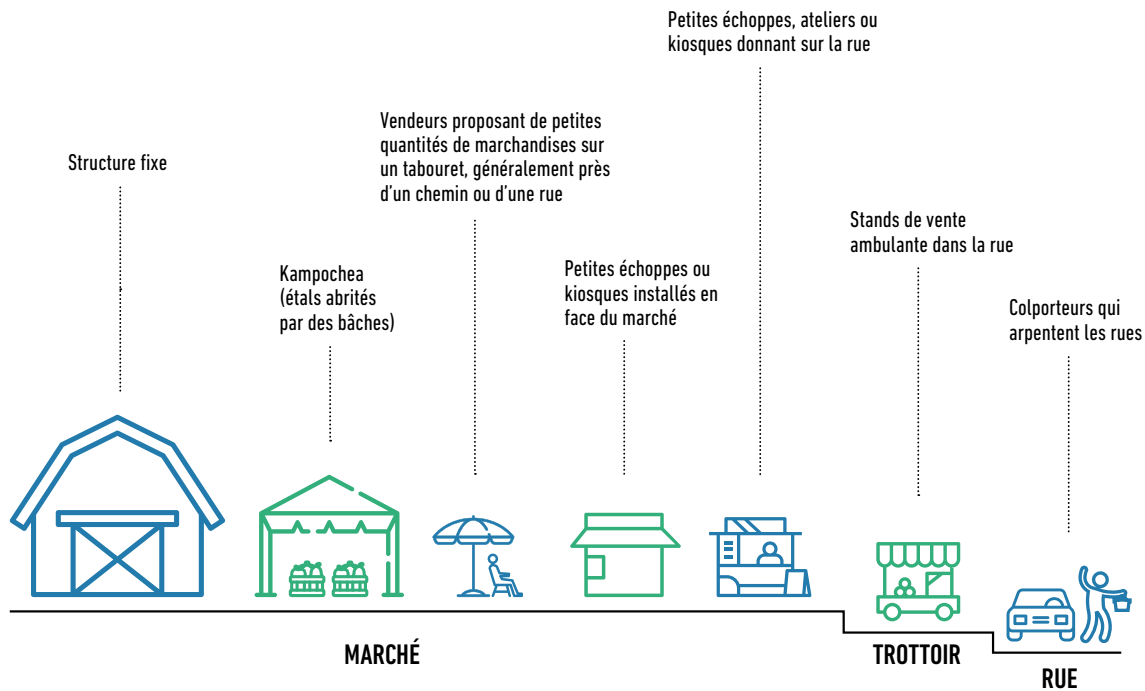
## Vendeurs d'aliments sur la voie publique

Le secteur de la vente d'aliments sur la voie publique, très diversifié, regroupe les vendeurs de fruits et légumes frais, de viande et d'autres protéines animales, d'aliments transformés (produits localement ou dans un autre pays),

ainsi que de plats préparés. Les vendeurs peuvent proposer leurs produits sur des stands permanents, sur des stands temporaires, sur le trottoir ou de manière ambulante. **Cette diversité des pratiques de vente au détail rend le secteur de la vente d'aliments sur la voie publique difficile à réglementer et à soutenir.** Ce secteur, dans lequel on réalise des achats de proximité, est particulièrement bien implanté dans les zones très fréquentées, par exemple le long des rues les plus passantes des centres villes ou à proximité des pôles de transports publics et de services publics, tels que les écoles et les dispensaires. La figure 8 illustre la diversité des marchés et des vendeurs de rue dans un contexte urbain d'Afrique.

Ces vendeurs d'aliments sur la voie publique sont précieux pour les environnements alimentaires urbains (Sun et Zhu, 2022) car ils sont présents partout et fournissent des aliments cuisinés abordables et prêts à consommer aux habitants des villes dans un contexte de pauvreté en temps et de carence en infrastructures (VOIR L'ENCADRÉ 6, AU CHAPITRE 4). Par ailleurs, ils proposent des produits en petites quantités, ce qui rend la nourriture accessible aux citoyens pauvres, et ils vendent souvent des aliments traditionnels, culturellement adaptés. Parmi les points négatifs, citons le fait que certains vendeurs ne se privent pas de proposer des aliments emballés et hautement transformés ou que de nombreux aliments vendus dans la rue sont riches en sucre, en sel et en matières grasses. De plus, les normes de sécurité sanitaire des aliments et d'hygiène ne sont pas toujours respectées par les vendeurs d'aliments sur la voie publique (Skinner et Haysom, 2017). En ce qui concerne la sécurité sanitaire des aliments, cependant, un changement important est en train de s'opérer pour ce qui est de l'encadrement de la salubrité dans la vente sur la voie publique, mais aussi dans le secteur informel de manière plus générale: **il est de plus en plus admis que la sécurité sanitaire des aliments est davantage liée aux infrastructures, aux conditions environnementales et au manque de soutien apporté aux vendeurs informels et de formation de ces derniers qu'au fait que le**

**FIGURE 8**  
**DIVERSES TYPOLOGIES ET CONFIGURATIONS SPATIALES SUR UN MARCHÉ DE DAR ES SALAAM**  
**(RÉPUBLIQUE UNIE DE TANZANIE)**



Source: Boustedt, S., et Mair, N. 2013. Vendors Galore and more – in search of cultural identity and social values in the Tanzanian marketplace. Göteborg (Suède), Université de technologie Chalmers. Mémoire de maîtrise.

**vendeur dispose d'un statut régulier ou informel** (Ahmed *et al.*, 2014; Wertheim-Heck, Raneri et Oosterveer, 2019; Henson *et al.*, 2023). En outre, il est souvent possible d'améliorer la sécurité sanitaire des aliments grâce à des interventions relativement peu coûteuses, par exemple en proposant une formation aux vendeurs du secteur informel et en mettant à leur disposition des moyens technologiques (Grace, 2023).

Les autorités locales éprouvent une antipathie de longue date à l'égard du commerce de rue (Kamete, 2013), et ce pour plusieurs raisons. On considère qu'il représente une concurrence déloyale pour les entreprises du secteur structuré et les marchés traditionnels (du fait notamment que ses acteurs ne paient pas d'impôts ni de taxes), qu'il crée des embouteillages, qu'il est dangereux et qu'il recèle des criminels (Ng'anjo, 1994). Les vendeurs d'aliments sur la voie publique sont souvent considérés comme s'opposant à la

vision de la ville moderne à laquelle aspirent les autorités locales (Zhong et Di, 2017).

De ce fait, la réponse apportée par les autorités locales à la vente sur la voie publique est souvent punitive, puisqu'elles s'efforcent régulièrement d'expulser les vendeurs ambulants ou de confisquer leurs marchandises. D'autres approches ont consisté à déplacer les vendeurs dans des espaces de marché existants ou nouveaux afin qu'ils y poursuivent leurs activités. Ces efforts portent rarement leurs fruits car les vendeurs perdent leur proximité avec les consommateurs (Battersby et Muwowo, 2018; Dai, Zhong et Scott, 2019). Ces mesures font fi du rôle des vendeurs dans la sécurité alimentaire urbaine. L'une des approches visant à améliorer la salubrité et la possibilité d'encadrer la vente sur la voie publique sans déplacer les vendeurs consiste à intégrer ces derniers dans des «marchés naturels» établis et protégés en tant que «lieux où les vendeurs et les acheteurs se rassemblent habituellement», comme cela a été

fait en Inde dans le cadre de la loi de 2014 sur la protection des moyens de subsistance et la réglementation de la vente sur la voie publique (Roever et Skinner 2016).

La vente d'aliments dans la rue est une source importante d'emploi pour les femmes dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, où le manque de formation et d'accès au capital limite leurs possibilités. Les mères d'enfants en bas âge se heurtent à des difficultés de déplacement et d'accès à des modes de garde, ce qui fait de la vente de nourriture dans leur communauté une activité rémunératrice, en particulier au regard des normes sociétales associant les femmes à la cuisine (Skinner, 2016). Des données sur l'Afrique confirment la prédominance des femmes dans la vente d'aliments sur la voie publique (Skinner, 2016; Ooto *et al.*, 2011) et indiquent que ces femmes peuvent gagner de quatre à 16 fois le salaire minimum légal grâce à cette activité (Ooto *et al.*, 2011). D'autres données suggèrent que les vendeuses sur la voie publique écoulent davantage de fruits et légumes frais et d'aliments cuisinés traditionnels (Skinner, 2016) et que leur offre est plus variée et plus nutritive (Mwangi *et al.*, 2002). Malgré le rôle important des femmes, les organisations de négociants de rue sont souvent dirigées par des hommes, ce qui entrave la participation des femmes à la prise de décisions (Lund et Skinner, 1999; WoW, WEAZ et AZIEA, 2006). En outre, la vente sur la voie publique peut exposer les femmes à des mesures punitives des autorités publiques, au harcèlement et à la violence. Ainsi, une enquête menée au Burkina Faso a révélé que la moitié des vendeuses de rue avaient été victimes de harcèlement sexuel et que 5 pour cent d'entre elles avaient déclaré avoir été violées (Ouédraogo, Sisawo et Huang, 2017).

## Magasins et restaurants traditionnels et informels

Les petits magasins ou kiosques familiaux sont un autre modèle traditionnel de vente au détail, courant dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. L'Inde, par exemple, compte quelque 12 millions de magasins dits *kirana*, qui

vendent des produits d'épicerie et d'autres articles et représentent 90 pour cent du commerce dans le pays (Kundu, 2021). Le *duka* est au cœur du système alimentaire urbain et périurbain de la République-Unie de Tanzanie, tandis que le *spaza* occupe une place centrale dans le système alimentaire urbain et périurbain de l'Afrique du Sud (Wegerif, 2018, 2020). Ces petites échoppes ont souvent de grandes amplitudes horaires et vendent en petites quantités, ce qui les rend accessibles aux habitants des zones urbaines et périurbaines en situation d'insécurité alimentaire. Dans de nombreuses villes d'Europe et de pays à revenu faible ou intermédiaire (en particulier en Afrique orientale et en Afrique australe), la viande et le poisson ne sont pas vendus sur les marchés traditionnels, mais dans des boucheries et des poissonneries. À Addis-Abeba, par exemple, on recense 172 supermarchés (commerce de détail moderne) et 360 supérettes (magasins de proximité), mais 1 074 bouchers (EPHI, 2021).

Outre les vendeurs d'aliments prêts à consommer sur la voie publique et les nouveaux lieux de restauration rapide, les villes offrent de nombreuses possibilités de manger en dehors de chez soi. Il peut s'agir de points de vente modernes (restaurants avec service à table, camions de restauration titulaires d'une licence et distributeurs automatiques) et de restaurants formels ou traditionnels (pubs, points de vente de viande cuite et restaurants de rue). Même dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, il est courant et de plus en plus fréquent de manger à l'extérieur (Landais *et al.*, 2023). Une plus grande consommation d'aliments hors du domicile est associée à une alimentation moins saine (Lachat *et al.*, 2012; Wellard-Cole, Davies et Allman-Farinelli, 2022) et à un plus grand risque de surpoids ou d'obésité (Nago *et al.*, 2014).

## 3.4.2 CIRCUITS MODERNES

L'essor des circuits modernes, en particulier des supermarchés et des magasins de proximité, a révolutionné les systèmes alimentaires urbains en améliorant l'efficacité des chaînes d'approvisionnement. Nés dans les pays à revenu élevé et se développant rapidement dans le monde entier, ces circuits modernes sont plus pratiques

et plus accessibles. Toutefois, l'accent mis sur les aliments transformés nourrit des habitudes alimentaires qui sont mauvaises pour la santé, et leur expansion sape la souveraineté alimentaire en consolidant le contrôle exercé sur les chaînes de valeur alimentaires, en marginalisant les petits agriculteurs et en érodant les marchés traditionnels.

## La «supermarchisation» du commerce de détail alimentaire dans les villes

La «supermarchisation» est un phénomène qui a vu le jour dans les pays à revenu élevé dans les années 1920 et qui se développe rapidement dans les pays à revenu faible ou intermédiaire depuis les années 1990 (Reardon, Timmer et Berdegué, 2004; Reardon *et al.*, 2010). L'essor des supermarchés a pris plus de 80 ans en Amérique du Nord, quelques décennies en Amérique latine et moins de 10 à 15 ans en Asie et en Afrique. Néanmoins, alors que les supermarchés constituent une source majeure d'alimentation dans les pays à revenu élevé (avec une part de 80 pour cent des ventes de produits alimentaires), leur pénétration est nettement moindre en Asie et en Afrique, bien que leur expansion rapide exerce une influence sur les environnements alimentaires urbains.

En règle générale, les supermarchés s'installent d'abord dans les grandes villes puis gagnent progressivement les villes moyennes et les petites villes, en ayant souvent recours à des formats différents, tels que les magasins de proximité et les supérettes, à mesure que la concurrence et la saturation progressent dans le premier lieu d'implantation. Les supermarchés ciblent initialement le segment des consommateurs à revenu élevé, puis la classe moyenne et, enfin, les consommateurs urbains à faible revenu (Reardon *et al.*, 2010; Kelly *et al.*, 2015; Bahn et Abebe, 2017). Leur développement est associé à différentes catégories d'aliments. Comme cela s'est produit il y a plusieurs décennies au Canada et aux États-Unis d'Amérique, les supermarchés se concentrent d'abord sur les aliments transformés

(en conserve, secs et emballés), puis sur les aliments semi-transformés et peu transformés (produits laitiers, volaille, porc, bœuf et fruits), et enfin sur les légumes et les fruits frais (Reardon *et al.*, 2010).

Certains s'inquiètent du fait que, si les supermarchés offrent une plus grande variété de produits, ils **tendent à accroître la disponibilité et l'abordabilité des aliments hautement transformés** (Reardon *et al.*, 2009). Bien qu'un meilleur accès aux aliments transformés puisse présenter certains avantages immédiats (en garantissant la disponibilité d'aliments prêts à consommer salubres et stables), la consommation accrue d'aliments hautement transformés a des effets négatifs sur la santé (Lane *et al.*, 2024). Il est prouvé que les supermarchés qui sont plus accessibles aux ménages à faible revenu offrent un choix plus limité d'aliments frais et sains que ceux qui sont accessibles aux secteurs plus aisés (Battersby et Peyton, 2014). Il se pourrait donc que les supermarchés n'améliorent pas l'accès aux aliments nutritifs et qu'ils accélèrent même la transition vers une alimentation mauvaise pour la santé, marquée par une consommation accrue de graisses saturées, de sucre et d'aliments raffinés pauvres en fibres (Battersby et Peyton, 2014). Cette alimentation de mauvaise qualité entraîne des carences en micronutriments et accentue le risque de morbidité et de mortalité (Willett *et al.*, 2019).

La sécurité sanitaire n'est pas nécessairement meilleure dans les supermarchés que sur les marchés territoriaux, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire où la gouvernance est médiocre, les infrastructures sont de mauvaise qualité et la capacité d'assurer le traçage des aliments impropres à la consommation ou de demander des comptes aux fournisseurs est limitée (Roesel et Grace, 2015). Les facteurs tels que la réfrigération, les bonnes conditions d'entreposage, le conditionnement et l'indication de la date limite d'utilisation sur l'emballage, que l'on s'attend à trouver dans les supermarchés, sont également censés améliorer la sécurité sanitaire des aliments, mais ne sont pas exempts de failles. Bien que le régime réglementaire de surveillance applicable aux supermarchés soit

plus strict, certains aliments vendus dans ces lieux contiennent des additifs chimiques nocifs, qui ne sont pas toujours interdits par la loi. Il est également arrivé que des aliments dont la date de péremption était dépassée ou proche de la limite de consommation recommandée soient renvoyés vers des marchés moins réglementés, souvent informels (Roesel et Grace, 2015).

**L'ouverture de supermarchés et de centres commerciaux** nuit souvent aux entreprises locales, qu'elles soient structurées ou informelles (Battersby, 2017). En effet, les pratiques commerciales concurrentielles attirent les consommateurs à revenu moyen vers ces circuits modernes, tandis que la pression exercée par la grande distribution sur les autorités locales afin d'obtenir le déplacement des vendeurs (Battersby et Muwowo, 2018) ou de mettre en place des dispositions contractuelles restrictives empêche les entreprises du secteur alimentaire d'exercer leur activité à proximité des supermarchés (Leslie, 2022). La disparition de ces entreprises, qui appauvrit l'offre proposée aux consommateurs, sape donc la sécurité alimentaire.

En outre, l'essor des détaillants internationaux de produits alimentaires et la «supermarchisation» de la distribution des aliments ont **consolidé le contrôle exercé sur les différentes étapes de la chaîne de valeur alimentaire** par un nombre de plus en plus restreint d'acteurs puissants ou de grandes entreprises (Clapp, 2021; Baines et Hager, 2022; Béné, 2022). Dans ce contexte, l'évolution vers des chaînes d'approvisionnement alimentaire urbaines plus concentrées et souvent plus longues a créé une dynamique de marché dans laquelle de puissants détaillants sont en mesure d'imposer unilatéralement des normes aux producteurs et aux consommateurs (Ouma, 2010, 2015), ce qui affaiblit la souveraineté alimentaire et l'agencéité, favorise une culture de la consommation de masse d'aliments de base fabriqués à une échelle industrielle, hautement transformés et standardisés, et accentue les inégalités en ce qui concerne les moyens de subsistance ainsi que la sécurité alimentaire et la nutrition des citoyens (De Schutter, 2014a; Skinner et Haysom, 2017).

**La multiplication des supermarchés entraîne également l'exclusion des petits producteurs**

**et des petites entreprises des chaînes d'approvisionnement alimentaire urbaines, ce qui est source d'injustice sociale et d'insécurité alimentaire** (Tuomala, 2020; Young et Crush, 2020). Les grands distributeurs de produits alimentaires exploitent leur pouvoir en matière de fixation des prix afin de peser sur les prix pratiqués par les fournisseurs, ce qui fait partie intégrante de leur stratégie de croissance. En obtenant leurs produits au rabais, ces grandes entreprises peuvent les vendre à des prix inférieurs à ceux de leurs concurrents tout en conservant des marges bénéficiaires élevées. Cette pratique a pour effet d'évincer du marché les petits et moyens détaillants, ce qui nuit à la concurrence loyale (Clapp, 2020). Dans ce scénario, l'absence de concurrence peut, à terme, faire grimper les prix et chuter la qualité des produits et services proposés aux consommateurs. En outre, les supermarchés, contrairement aux magasins de détail classiques, fixent des conditions plus strictes en matière de transactions et de qualité, ce qui peut constituer un obstacle pour les petits producteurs. Cherchant à réduire les coûts et à garantir un approvisionnement ininterrompu en produits périssables propres à la consommation et de qualité, les supermarchés adoptent des systèmes d'approvisionnement fondés sur le recours à des grossistes spécialisés et exigent le respect de normes de qualité et de sécurité sanitaire plus élevées (Reardon *et al.*, 2004; Hellin *et al.*, 2009). Remplir ces conditions nécessite d'importantes ressources financières, une grande quantité d'informations et de bons réseaux, qui font souvent défaut aux petits producteurs, en particulier dans les pays en développement (Lee *et al.*, 2012). En outre, le coût des investissements nécessaires à la satisfaction de ces normes ne se traduit pas par une augmentation des prix et ce coût est intégralement assumé par le fournisseur, ce qui entraîne des coûts fixes excessivement élevés pour les petites exploitations (Reardon *et al.*, 2004). Seuls leurs homologues plus importants, qui bénéficient d'économies d'échelle et d'un meilleur accès au crédit, peuvent se permettre ces investissements, ce qui accentue encore la concentration des fournisseurs (Reardon *et al.*, 2004; Lee *et al.*, 2012).

## L'essor des magasins de proximité et des établissements de restauration rapide

**La prolifération des magasins de proximité modernes façonne aussi considérablement les environnements alimentaires urbains.** Ces petits commerces de détail, situés dans des zones urbaines stratégiques, proposent une variété d'articles de la vie courante, y compris des boissons et des produits d'épicerie (Bianchi, 2009). Ils pratiquent généralement des prix plus élevés que les autres points de vente au détail en contrepartie d'une amplitude horaire plus grande, d'une proximité géographique immédiate et de files d'attente plus courtes. Ce type de magasins fonctionne bien sur les marchés des pays développés (Bianchi, 2009). S'ils sont peut-être moins courants dans les pays en développement, il est évident qu'ils s'y développent rapidement, en particulier en Amérique latine (Alcocer-García et Campos-Alanís, 2014) et en Asie du Sud-Est.

La concentration importante et croissante de la propriété des magasins de proximité, souvent détenus par de grands groupes agroalimentaires, suscite des inquiétudes liées à leur prépondérance sur le marché, car ces groupes ont la mainmise sur les circuits de distribution et l'accès aux consommateurs, ce qui peut entraver la concurrence et peser sur les petites entreprises et les économies locales (Talamas Marcos, 2024). En outre, **leur offre d'aliments est souvent caractérisée par une forte teneur en matières grasses et en sucre, ainsi que par la présence de nombreux produits issus de la restauration rapide et mauvais pour la santé.** On constate donc que, plus l'accès à ce type de commerces est aisé, plus les taux d'obésité sont élevés (Xin *et al.*, 2021).

De même, **le développement des restaurants à service rapide (spécialistes de la restauration rapide) aux quatre coins du monde accroît encore l'accès à des aliments transformés qui sont mauvais pour la santé.** Il a été démontré que la présence de ces services de restauration est associée à des niveaux plus élevés d'obésité et de maladies cardiométaboliques (Otterbach *et al.*, 2021). Bien que des efforts aient été déployés dans de nombreux pays à revenu élevé et certains pays

à revenu faible ou intermédiaire en vue d'établir un zonage restrictif et de limiter l'accès des populations vulnérables aux aliments riches en sucre, en sel et en matières grasses, l'efficacité de ces politiques en tant qu'interventions autonomes a été remise en question (Soon, Gilliland et Minaker, 2023).

Dans le contexte de l'évolution qui est à l'œuvre en amont de la chaîne d'approvisionnement, il est impératif de comprendre le fonctionnement des secteurs de la vente au détail et des services alimentaires et la bascule qui s'opère dans la nature des aliments proposés aux consommateurs. De plus en plus, **les entreprises du secteur alimentaire ciblent plusieurs types de détaillants afin de vendre davantage aux consommateurs à faible revenu des pays à revenu faible ou intermédiaire.** Les stratégies commerciales utilisées par les entreprises pour accroître leur distribution d'aliments hautement nutritifs et d'aliments moins nutritifs sont au nombre de 13 (Nordhagen et Demmler, 2023). La base de données relatives à l'incidence de ce phénomène sur l'alimentation n'est pas encore très fournie, mais il s'agit là d'une tendance importante à suivre si l'on veut cerner les répercussions des systèmes et des régimes alimentaires urbains et périurbains.

### 3.4.3 L'ESSOR DE LA VENTE DE NOURRITURE EN LIGNE

Outre la croissance des supermarchés et des magasins de proximité, **les villes du monde entier enregistrent une progression rapide des services de commande en ligne et de livraison de nourriture, qui modifient la manière dont de nombreux citadins accèdent aux aliments** (Wang, Somogyi et Charlebois, 2020; Pingali et Abraham, 2022). Dans de nombreuses régions, les ventes en ligne de produits d'épicerie ont connu un essor notable ces dernières années, en particulier depuis la pandémie de covid-19, les consommateurs étant de plus en plus nombreux à passer par des plateformes numériques pour réaliser leurs achats d'aliments (Amir et Rizvi, 2017; Dannenberg *et al.*, 2020; Abu Hatab *et al.*, 2023). Cette tendance touche divers modes de commerce électronique, y compris les courses



alimentaires effectuées en ligne, les livraisons en point de vente physique après avoir réalisé des achats en ligne et les services de vente de repas en magasin (Wang et Somogyi, 2018; Wang et Coe, 2021). La dématérialisation rapide des systèmes alimentaires urbains, propulsée par des outils numériques tels que les téléphones mobiles, les applications et les réseaux sociaux, marque une nouvelle phase de la transformation de ces systèmes (Pingali et Abraham, 2022; Mantravadi et Srai, 2023).

Bien que les détaillants en ligne et numériques aient incontestablement révolutionné la manière dont les consommateurs achètent des aliments, ils n'échappent pas aux critiques (Reimold *et al.*, 2024). L'un des principaux reproches a trait à la question du gaspillage de nourriture (Yenerall et Chen, 2023), car les services de commande en ligne avec livraison utilisent beaucoup d'articles en plastique à usage unique et de matériaux de conditionnement non recyclables (Morrow, 2019a; Maimaiti *et al.*, 2020). En outre, les achats en ligne ne sont pas accessibles à tous les groupes de population, en particulier dans les zones rurales ou à faible revenu (Chiong *et al.*, 2024). Des préoccupations éthiques quant aux pratiques des employeurs et aux droits des travailleurs, du fait des mauvaises conditions de travail, des bas salaires et du manque de stabilité de l'emploi observés chez les chauffeurs-livreurs et les travailleurs des entrepôts, se font également jour (Parwez, 2022, Schneider et Eli, 2023). Parallèlement à la «supermarchisation», l'essor des vendeurs de nourriture en ligne contribue à l'affaiblissement des entreprises locales et des marchés d'aliments traditionnels (Porter, Staver et Rogers, 2016; Branstad et Solem, 2020).

### 3.4.4 MÉCANISMES NON MARCHANDS AU SERVICE DE LA LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE

#### La notion de mécanismes non marchands

englobe une variété de stratégies et d'initiatives fondées sur la participation communautaire, les réseaux sociaux et les interventions publiques visant à améliorer l'accès à des aliments nutritifs et à faire reculer l'insécurité alimentaire des habitants des villes (Diekmann, Gray et Thai, 2020;

Kaur *et al.*, 2022). Ces mécanismes **jouent un rôle essentiel dans la sécurité alimentaire des zones urbaines, en complément des approches classiques fondées sur le marché** (Reid, 2016; de la Haye, 2022), et revêtent donc une importance non négligeable dans les systèmes alimentaires urbains et périurbains. Les moyens non marchands de garantir l'accès à la nourriture sont fondamentaux en période de crise ou d'urgence, et jouent également un rôle dans le renforcement de la cohésion sociale des communautés urbaines.

## Réseaux communautaires et réseaux sociaux

**Les organisations communautaires spécialisées dans l'alimentation ont émergé au cours des dernières décennies et contribuent à la sécurité alimentaire, à la justice alimentaire et à la lutte contre le gaspillage de nourriture dans les villes du monde entier** (Warshawsky, 2018). Ces organisations prennent notamment la forme d'organisations non gouvernementales officielles, d'organisations communautaires informelles et de réseaux et mouvements sociaux dynamiques. Entités incontournables de la société civile, les organisations communautaires spécialisées dans l'alimentation gèrent des programmes d'alimentation et organisent des soupes populaires depuis longtemps (Caraher et Cavicchi, 2014). Or, malgré leur présence croissante, des inquiétudes subsistent quant à leur efficacité en matière de réalisation des objectifs consistant à fournir des services sociaux ou à faciliter la transformation de la société (Gómez Garrido, Carbonero Gamundi et Viladrich, 2019).

### Envois de fonds et partage de nourriture

Les envois de fonds des zones rurales vers les zones urbaines et les envois de fonds transfrontières jouent un rôle important dans la sécurité alimentaire des zones urbaines, mais aussi dans le maintien de l'accès à des aliments culturellement adaptés et dans l'entretien des liens sociaux qui sont noués avec les réseaux familiaux (Crush et Caesar, 2018; Nyamnjoh, 2018). Cette pratique est plus souvent épisodique

que continue. Le partage de nourriture dans les zones urbaines et périurbaines est une pratique courante aux quatre coins du monde (Davies, 2019), qui peut se dérouler de manière très informelle (par exemple, envoi d'un enfant chez un voisin pour manger avec lui lorsque la nourriture est rare), ou de manière plus structurée (par exemple, utilisation de plateformes informatiques [Davies *et al.*, 2017] ou de réfrigérateurs solidaires) (Berns, Rissitto et Tholander, 2023). Dans les zones urbaines à faible revenu, les relations sociales qui permettent ce partage sont gérées avec soin, de manière à ne pas éprouver les liens jusqu'au point de rupture (Duncan, 2013). En tant que telle, cette forme d'accès social à la nourriture présente des limites.

#### **Cantines populaires**

Les cantines populaires constituent une ressource vitale pour les personnes et les ménages qui se heurtent à l'insécurité alimentaire, car elles offrent des repas nutritifs à ceux qui n'ont pas toujours les moyens de bien se nourrir régulièrement (Ibrahim, Honein-AbouHaidar et Jomaa, 2019; Regnier-Davies *et al.*, 2022; Lundström, 2023). Elles servent également d'espaces où se réunir pour partager des repas, ce qui favorise le sentiment d'appartenance et la cohésion de la communauté (Agarwal, 2022) et offre des possibilités d'interaction sociale (Karnosoehardjo, 2023). Plusieurs études montrent que de nombreuses cantines populaires s'approvisionnent en priorité localement, soutenant ainsi les agriculteurs et les producteurs urbains (Mendes et Sonnino, 2018; Marovelli, 2019; Véron, 2023). Dans des pays comme le Brésil et le Mexique, des salles à manger communautaires gérées par les pouvoirs publics ont vu le jour et proposent des repas nutritifs préparés à partir d'ingrédients locaux à des prix subventionnés (Tenuta *et al.*, 2021). Elles permettent aux communautés urbaines de faire des choix alimentaires plus sains, de développer des compétences culinaires et de se familiariser avec les techniques de préparation des aliments, ce qui améliore en fin de compte les résultats en matière de santé

(Cvoric *et al.*, 2018; Reicks, Kocher et Reeder, 2018; Abbey, LaVoie et Pointer, 2021). De plus, il est attesté que les cantines populaires sont importantes en cas de choc. Lors de la pandémie de covid-19, elles ont été déterminantes pour la résilience des communautés (Blay-Palmer *et al.*, 2021; Regnier-Davies *et al.*, 2022; Rut et Davies, 2024). Depuis 2023, le Gouvernement fédéral brésilien apporte un appui technique et financier aux cantines populaires en mettant en relation les acteurs locaux et étatiques (Government of Brazil, 2023 et 2024).

Bien que leur potentiel en matière de sécurité alimentaire en milieu urbain soit énorme, les cantines populaires ne sont pas exemptes de critiques (Meah et Jackson, 2013; Buttorff *et al.*, 2015; Gennari et Tornaghi, 2020). Certaines personnes en situation d'insécurité alimentaire, notamment celles qui sont confrontées à des obstacles tels que le manque de moyens de transport, qui sont stigmatisées ou qui ignorent tout simplement l'existence des cantines populaires, n'ont pas accès à celles-ci (Hwa Lee *et al.*, 2010; Aimol, 2022). Comme ce sont les bénévoles et les dons qui leur permettent de fonctionner, les cantines populaires sont vulnérables aux fluctuations de l'appui qu'elles reçoivent et ont souvent du mal à trouver des financements (Nelson *et al.*, 2011; Hennchen et Pregernig, 2020). En outre, l'hygiène, la salubrité et la suffisance nutritionnelle des repas préparés dans les cantines populaires, en particulier celles dont les ressources ou les compétences techniques sont limitées, suscitent des inquiétudes (Hounkpe *et al.*, 2023).

#### **Banques alimentaires**

Depuis leur création aux États-Unis d'Amérique dans les années 1960, les banques alimentaires ont étendu leur présence à plus de 30 pays, dans lesquels elles fournissent des repas subventionnés ou gratuits et des aliments inutilisés aux citoyens pauvres (Warshawsky, 2023). Gérées essentiellement par diverses organisations de la société civile et organisations confessionnelles, les banques alimentaires s'appuient sur divers modèles pour recueillir les

surplus d'aliments des épiceries, des fermes et des producteurs et les redistribuer aux membres des communautés locales (Tefft *et al.*, 2017; Levin, Idler et VanderWeele, 2022). Malgré les efforts qu'elles ont déployés pour améliorer l'efficacité des systèmes de redistribution des denrées alimentaires, des questions subsistent quant à leur influence à long terme sur le recul de l'insécurité alimentaire ou du gaspillage (Loopstra *et al.*, 2019), en particulier du fait de difficultés liées aux déficits de financement, à l'ingérence des pouvoirs publics ou du secteur privé et aux mauvais investissements, notamment dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. En se concentrant uniquement sur la quantité de nourriture redistribuée au lieu de s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire ou du gaspillage, elles tendent à dépolitiser les enjeux relatifs à la sécurité alimentaire et aux inégalités sociales (Riches et Silvasti, 2014), à perpétuer sans le vouloir les problèmes sous jacents et, parfois, à donner à tort le sentiment que la question est réglée, sans remédier aux problématiques complexes qui y sont rattachées (Rivera, Smith et Ruiz, 2023).

## Programmes d'achats publics de denrées alimentaires

Les interventions publiques, telles que les programmes et les politiques d'assistance alimentaire, comprennent l'aide à l'alimentation et à la nutrition subventionnée pour les familles à faible revenu et les politiques visant à améliorer l'accès à des aliments sains dans les communautés mal desservies (Ilieva, Fraser et Cohen, 2023). Le ciblage efficace de ces programmes d'aide aux plus vulnérables devrait être une priorité. Les programmes d'achats publics de denrées alimentaires sont de plus en plus répandus et peuvent avoir une incidence sur les aliments achetés (de préférence locaux, diversifiés, sains, durables, etc.), sur l'entité à laquelle ils sont achetés (de préférence les petits exploitants et les artisans pêcheurs, les petites et moyennes entreprises, les groupes vulnérables, etc.) et sur le type de production alimentaire

(idéalement l'agriculture, la pêche et l'aquaculture durables) (Tartanac *et al.*, 2019).

Les programmes d'alimentation scolaire sont fondamentaux pour la réalisation des multiples objectifs liés à la nutrition, à la durabilité, à l'inclusion sociale et aux moyens de subsistance. Ils ont démontré leur efficacité en produisant des résultats positifs en matière d'éducation et de santé pour les enfants, en particulier les enfants issus de milieux défavorisés (Cabannes et Marocchino, 2018; Stevano, Johnston et Codjoe, 2020; Hunter, Loboguerrero et Martinez Barón, 2022). De plus, les programmes d'alimentation scolaire, souvent gérés par les autorités urbaines locales, stimulent la création d'emplois tout le long de la chaîne d'approvisionnement (Okolo-Obasi et Uduji, 2022; Veloso et Schwartzman, 2022).

Les municipalités peuvent également fournir directement de la nourriture dans d'autres lieux publics, notamment les bureaux de l'administration publique, les hôpitaux, les maisons de soins et les prisons (Morley et Morgan, 2021; Xin, Yang et Shi, 2022; Al Jawaldeh et Meyer, 2023), en promouvant une meilleure culture vivrière grâce à des pratiques agricoles durables, en défendant une transformation plus saine des aliments, en réduisant les pertes et le gaspillage alimentaires et en sensibilisant la population aux enjeux liés à la nutrition (FAO, 2017). Par exemple, les ambitieuses politiques d'achats publics de denrées alimentaires mises en place par les autorités locales en Uruguay et en Zambie ont créé des emplois et favorisé les systèmes alimentaires durables (Albert *et al.*, 2017).

Malgré les avantages économiques et sociaux éventuels, de nombreux programmes d'achats publics de denrées alimentaires visent principalement à garantir la rentabilité et la rapidité de l'approvisionnement. Ils sont donc enclins à favoriser l'agriculture industrielle classique et les chaînes de valeur contrôlées par de grandes entreprises agroalimentaires (Kelly et Swensson, 2017; Gaitán Cremaschi *et al.*, 2019, 2022). En général, la conception et la mise en œuvre des programmes d'achats publics varient considérablement d'une ville et d'une région à l'autre, plusieurs facteurs exerçant une

influence sur leur efficacité et sur leur durabilité, notamment la nature des denrées alimentaires achetées, le lieu d'approvisionnement et les systèmes de production utilisés (Swensson et Tartanac, 2020). Malgré leurs avantages indiscutés, les programmes d'alimentation scolaire pâtissent de la limitation des budgets affectés à l'éducation (Roothaert *et al.*, 2021; Chaves *et al.*, 2023), d'obstacles logistiques et organisationnels (contrôles de qualité sanitaire), et de la nécessité de disposer de circuits d'approvisionnement, d'entreposage et de distribution efficaces, ainsi que des compétences nécessaires en matière de gestion financière et d'audit (Colón-Ramos *et al.*, 2022).

## 3.5 PERTES ET GASPILLAGE ALIMENTAIRES

À mesure que l'urbanisation gagne du terrain, on produit plus de nourriture et on en gaspille davantage, les villes étant l'épicentre de la production et de la gestion des déchets alimentaires (Parsa *et al.*, 2023). Les villes contribuent grandement à la mise au rebut d'aliments après consommation, les déchets organiques représentant plus de la moitié des flux de résidus urbains. L'augmentation des revenus, l'évolution du régime alimentaire et les systèmes modernes de distribution au détail ont entraîné une augmentation des volumes de déchets alimentaires dans les régions en voie d'urbanisation (Lee, 2018; Schanes *et al.*, 2018; Morone *et al.*, 2019; Spang *et al.*, 2019; Mak *et al.*, 2020). Le comportement des consommateurs joue également un rôle déterminant, les citoyens achetant souvent plus qu'ils ne peuvent consommer, jetant les restes ou se débarrassant prématurément d'aliments, faute d'avoir su interpréter les dates indiquées sur les produits (Kavanaugh et Quinlan, 2020). Les mauvaises pratiques d'entreposage et de manipulation des aliments de la part des consommateurs et des détaillants sont également à l'origine de l'altération et du gaspillage de la nourriture. Dans les secteurs des marchés traditionnels et de la vente sur la voie publique, ces déchets résultent d'un entreposage et d'un ombrage inadéquats. Des interventions simples, telles

que l'accès à l'ombre naturelle ou la fourniture de parapluies aux vendeurs, peuvent freiner l'altération et réduire le gaspillage (Mahadevia *et al.*, 2014; Basu et Nagendra, 2020). En outre, les normes esthétiques applicables aux produits, y compris le rejet d'articles qui sont comestibles mais présentent des imperfections, accentuent encore le problème des déchets alimentaires. La taille des portions dans les restaurants et à domicile étant parfois excessive, certains aliments ne sont pas consommés et donc gaspillés, tandis que le manque d'efficacité logistique de la chaîne d'approvisionnement alimentaire et le déficit d'infrastructures consacrées aux dons de nourriture n'arrangent rien (Warshawsky, 2015, 2019, 2020).

Dans les pays en développement, les efforts déployés pour remédier à ce problème portent essentiellement sur les pertes de produits alimentaires dans le segment intermédiaire de la filière alimentaire, tandis que, dans les pays développés, ils sont davantage axés sur le gaspillage de nourriture au stade de la consommation. Dans les pays en développement, les déficiences des installations d'entreposage, des infrastructures de transport et de la logistique, tout comme les marchés de gros obsolètes, comptent parmi les principaux facteurs expliquant les niveaux élevés de pertes de produits alimentaires (Ishangulyev *et al.*, 2019). Bon nombre de ces difficultés sortent du périmètre des zones urbaines et périurbaines, ce qui complique la mise en place d'une gouvernance et de solutions coordonnées entre les autorités locales et les gouvernements infranationaux et nationaux.

En fait, dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, l'absence de politiques urbaines dignes de ce nom sur les pertes et le gaspillage de nourriture et l'inadéquation des systèmes locaux de gestion des déchets contribuent au creusement d'un vide en matière de gouvernance. L'économie circulaire (ENCADRÉ 5), ainsi que les moyens plus concrets de la mettre en œuvre dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, peut s'avérer utile pour relever les défis de la durabilité des systèmes alimentaires urbains et périurbains et de la gestion des déchets alimentaires dans les zones urbaines et périurbaines.

## ENCADRÉ 5

## ÉCONOMIE CIRCULAIRE – PERSPECTIVES ET ENJEUX

L'économie circulaire est un système économique fondé sur la réutilisation et la régénération des matériaux ou des produits, l'objectif étant notamment de poursuivre la production de manière durable. Elle est promue en tant que moyen de développement durable pour les systèmes alimentaires urbains (Zeller *et al.*, 2019; Kębtowski, Lambert et Bassens, 2020; Stuver et O'Hara, 2021). Comment peut-elle contribuer à cela? Par exemple en faisant en sorte que les sous-produits soient valorisés le plus possible, en adoptant des approches qui favorisent la régénération de la production alimentaire dans les zones urbaines et périurbaines et en créant des flux de recettes et des emplois dans le cadre des processus d'économie circulaire intégrés aux systèmes alimentaires. Pour autant, les implications pratiques d'un tel changement n'ont pas été clairement définies. La plupart des travaux menés étaient axés sur les pays développés, dotés de systèmes alimentaires industrialisés et consolidés (Muchangos, 2022). De ce fait, ils ne portent pas sur la possibilité de renforcer la capacité des villes des pays à revenu faible ou intermédiaire de mieux faire face aux effets de l'urbanisation rapide sur leurs systèmes alimentaires et de les maîtriser. À mesure que des travaux de recherche propre aux pays à revenu faible ou intermédiaire seront menés, il importera de tenir compte des facteurs particuliers de la transformation du système alimentaire dans les villes concernées, notamment l'effectif de la population, la richesse, les préférences de consommation, les progrès technologiques, les marchés, les facteurs environnementaux et les politiques. Ces travaux de recherche devront également tenir compte des pratiques locales et traditionnelles déjà en place qui sont de nature circulaire, mais aussi, et c'est important, des risques et des difficultés associés à la progression de la circularité, tels que les risques pour la santé qui sont liés à la réutilisation des déchets alimentaires, les effets de rebond, le déficit d'infrastructures et les inadéquations éventuelles entre les objectifs politiques locaux et nationaux.

## 3.6 CONCLUSION

68 ]

Le présent chapitre a été l'occasion de donner une vue d'ensemble des principales activités menées dans les systèmes alimentaires urbains et périurbains et de cerner la contribution qui est la leur à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Les systèmes alimentaires urbains et périurbains englobent des éléments, des activités et des acteurs qui se trouvent ou interviennent à l'intérieur et en dehors des zones urbaines et périurbaines. Leur gestion est donc complexe. Il est possible, en renforçant les systèmes alimentaires locaux et territoriaux, d'améliorer la durabilité et l'équité de ces systèmes et d'ouvrir des perspectives de subsistance et de développement économique régionaux. Toutefois, il importe de noter que les habitants des zones urbaines et périurbaines de nombreux pays en développement demeurent dépendants de denrées

alimentaires provenant de sources lointaines (vendues sur les circuits commerciaux modernes et traditionnels).

Les activités du secteur traditionnel et informel demeurent des composantes essentielles des systèmes alimentaires desservant les habitants des zones urbaines et périurbaines et constituent des sources importantes de moyens de subsistance et d'emploi. Cela n'empêche pas leur viabilité d'être souvent entravée par les structures de gouvernance et les politiques en place. L'instauration d'un environnement politique favorable pour ces secteurs représente une occasion importante de renforcer les systèmes alimentaires urbains et périurbains.

La diversité des systèmes alimentaires urbains et périurbains, de la production à la consommation, accroît la résilience face aux chocs extérieurs (notamment climatiques, économiques et

politiques) et permet aux consommateurs d'accéder aux denrées alimentaires dans des circonstances qui ne sont pas figées. Le maintien de la diversité des systèmes alimentaires est bénéfique à la fois pour la résilience de ces systèmes et pour la sécurité alimentaire. La

préservation et l'amélioration de la diversité devraient donc constituer un pilier central des efforts qui visent à renforcer les systèmes alimentaires urbains et périurbains, avec l'objectif final d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition.



## CHAPITRE 4

# ENVIRONNEMENTS ALIMENTAIRES ET FACTEURS URBAINS DÉTERMINANT LA CONSOMMATION DANS LES ZONES URBAINES ET PÉRIURBAINES



Agriculture urbaine et périurbaine à Caracas (Venezuela), 2003. Les demandes et initiatives des citoyens sont un point d'ancrage important pour la transformation des systèmes alimentaires. Les citoyens peuvent être des partenaires de poids pour l'élaboration et la mise en œuvre des politiques alimentaires urbaines et pour des approches axées sur les communautés, telles que les jardins urbains et la redistribution des denrées excédentaires.

© FAO/Giuseppe Bizzarri

### MESSAGES CLÉS

- À l'échelle mondiale, la majeure partie des aliments consommés dans les zones urbaines et périurbaines sont achetés, plutôt que cultivés ou partagés. Cependant, l'alimentation et les stratégies d'approvisionnement alimentaire dans ces zones varient considérablement selon le niveau de revenu et d'autres caractéristiques des individus et des ménages.
- Les aliments sains sont généralement plus chers et plus longs à préparer que les aliments à forte teneur en sucre, en sel et en matières grasses; or, l'abordabilité est l'un des principaux facteurs déterminant les choix de consommation dans les contextes d'insécurité alimentaire.
- Dans les zones urbaines et périurbaines, la consommation alimentaire et l'abordabilité des produits alimentaires résultent de facteurs liés à l'environnement alimentaire extérieur, mais aussi familial et personnel.
- Bon nombre des facteurs qui influent sur les choix alimentaires dans les environnements alimentaires des zones urbaines et périurbaines dépassent le cadre des systèmes alimentaires et requièrent donc un vaste éventail d'interventions, aussi bien pour remédier au manque de temps, à la pauvreté énergétique et aux défaillances des infrastructures, par exemple, que pour favoriser la stabilité de l'emploi et des moyens de subsistance.

### 4.1 INTRODUCTION

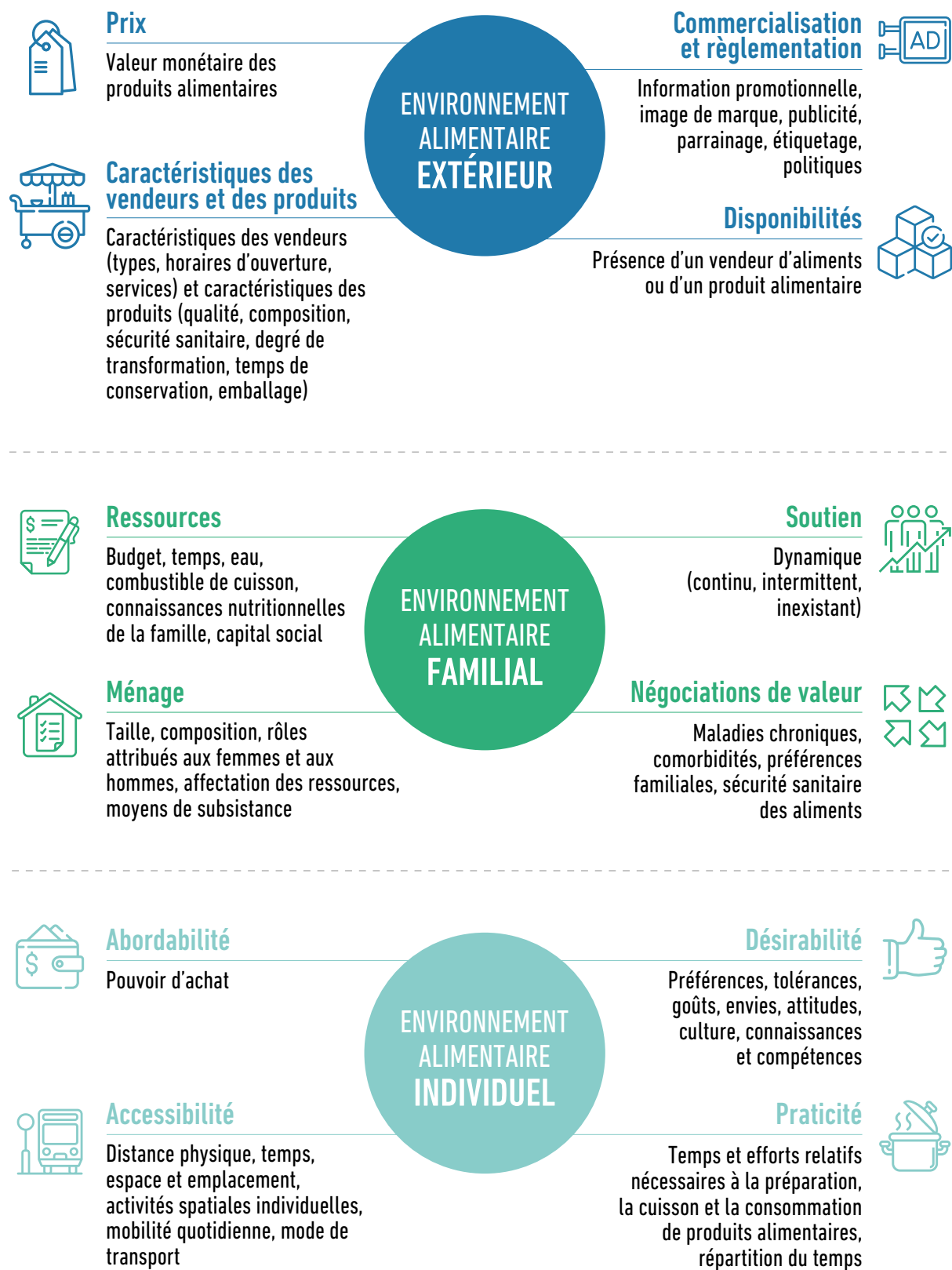
La demande des consommateurs en milieu urbain constitue un point d'ancrage important et un véritable pivot pour transformer les systèmes alimentaires. Les mécanismes à mettre en œuvre pour influencer sur la demande des consommateurs peuvent différer selon les contextes, par exemple dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, où l'insécurité alimentaire est élevée dans les zones urbaines et périurbaines, et dans les pays à revenu élevé, où l'insécurité alimentaire des zones urbaines est plus faible (elle est inférieure à 15 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et à 8 pour cent dans les pays à revenu élevé).

Le présent chapitre montre que la demande alimentaire découle des environnements alimentaires. **On désigne par environnement alimentaire «le contexte physique, économique, politique et socioculturel dans lequel les consommateurs entrent en contact avec le système alimentaire pour faire leurs choix concernant l'achat, la préparation et la consommation des aliments»** (autrement dit leurs choix alimentaires) (HLPE, 2017; Constantinides *et al.*, 2021). Les choix alimentaires résultent

en grande partie: de facteurs intervenant en amont de la chaîne de valeur, tels que les politiques agricoles nationales, les politiques commerciales mondiales, les préférences climatiques et culturelles; et de facteurs aval, tels que la désirabilité, les préférences culturelles et la classe sociale. Il faut donc que les efforts déployés pour orienter la demande vers une alimentation plus saine et plus durable et vers des systèmes alimentaires plus équitables prennent en compte comme il se doit l'ensemble complexe de facteurs amont et aval influant sur les choix alimentaires, tout en sachant que l'influence de certains de ces facteurs s'étend au-delà des frontières administratives.

Dans ce chapitre, les auteurs étudient la consommation alimentaire des zones urbaines et périurbaines à travers le prisme des interactions à l'œuvre dans l'ensemble des environnements alimentaires (Turner *et al.*, 2018). Ils s'intéressent d'abord aux trois principaux sous-domaines qui influencent les choix alimentaires (environnements alimentaires extérieur, familial et personnel) (FIGURE 9). L'environnement alimentaire familial reflète la manière dont les éléments caractéristiques du contexte urbain à plus vaste échelle (autrement dit, l'environnement

FIGURE 9  
ENVIRONNEMENTS ALIMENTAIRES EXTÉRIEUR, FAMILIAL ET PERSONNEL





alimentaire extérieur) agissent au niveau des ménages et se répercutent sur les habitudes de consommation et les choix alimentaires individuels. Les éléments caractéristiques du contexte urbain concernent l'utilisation de combustible et d'énergie, les systèmes de transport et la sécurité du logement. Les liens entre la pauvreté dans les zones urbaines et périurbaines et les choix alimentaires individuels démontrent la nécessité de mener des actions porteuses de transformation à la lumière du droit à l'alimentation et du droit à la ville, et de leurs interactions. Les choix alimentaires résultent des environnements alimentaires des zones urbaines et périurbaines, qui sont eux-mêmes déterminés par des facteurs externes, notamment le commerce national et les politiques alimentaires et économiques, et ces facteurs interagissent eux aussi à de multiples échelles (Constantinides *et al.*, 2021). Ce quatrième chapitre présente ensuite une étude de cas sur Sri Lanka qui illustre comment les conditions de vie en milieu urbain et l'environnement alimentaire extérieur interagissent pour influencer sur les choix alimentaires et les modes de consommation des ménages, et comment ces interactions varient en fonction du niveau de revenu.

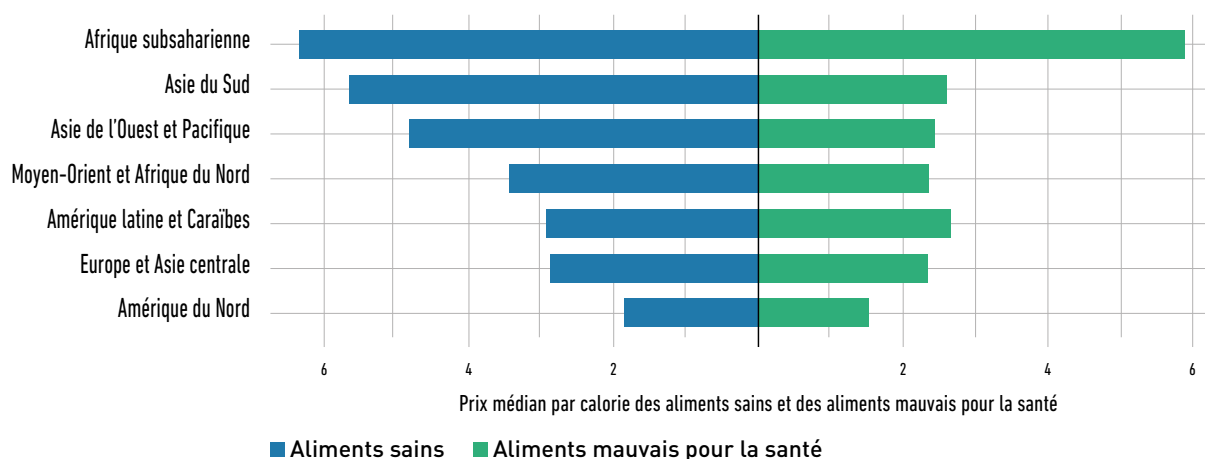
## 4.2 ENVIRONNEMENT ALIMENTAIRE EXTÉRIEUR ET CONTEXTE URBAIN ET PÉRIURBAIN

En zone urbaine et périurbaine, l'environnement alimentaire extérieur englobe les éléments suivants: prix, disponibilités et stratégies de commercialisation des denrées alimentaires; réglementation relative aux denrées alimentaires; caractéristiques des vendeurs de denrées alimentaires; produits vendus par ceux-ci. La présente section offre une description de chacun de ces éléments.

### 4.2.1 PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES

Dans les zones urbaines, les aliments sains sont généralement plus chers que les aliments à forte teneur en sucre, en sel et en matières grasses (ce qui reflète les habitudes nationales). Dans toutes les régions (à l'exception de l'Afrique subsaharienne) et quel que soit le niveau de revenu, le coût par calorie des aliments à forte teneur en sucre, en sel et en matières grasses est comparativement plus faible que celui des aliments sains (Headey et Alderman, 2019), comme l'illustre la figure 10.

**FIGURE 10**  
COMPARATIF DU PRIX MÉDIAN PAR CALORIE DES ALIMENTS SAINS ET DES ALIMENTS MAUVAIS POUR LA SANTÉ, PAR RÉGION



Source: Ambikapathi, R., Baye, K., Cavatassi, R., Schnieder, K., Davis, B., et Neufeld, L. En cours d'examen. Pathways and Policies to Improve Nutrition under Resilient and Inclusive Transformation. *Global Food Security*. Données extraites de: Headey, D. D., et Alderman, H. H. 2019. The Relative Caloric Prices of Healthy and Unhealthy Foods Differ Systematically across Income Levels and Continents. *The Journal of Nutrition*, 149(11): 2020-2033. <https://doi.org/10.1093/jn/nxz158>

L'abordabilité est l'un des principaux facteurs déterminant les choix (ou l'absence de choix) en matière d'alimentation, en particulier chez les consommateurs des zones urbaines à faible revenu (Constantinides *et al.*, 2021; Vilar Compte *et al.*, 2021; Karanja *et al.*, 2022; PMBEJD, 2024). Si l'on observe les tendances mondiales à long terme, on constate que le prix des fruits et des légumes a fortement augmenté au fil du temps, alors que, comparativement, le prix des aliments hautement transformés a chuté (Wiggins et Keats, 2015). Des travaux importants réalisés récemment sur le coût et l'abordabilité d'une alimentation saine conforme aux recommandations a montré que plus de 3 milliards de personnes dans le monde n'avaient pas les moyens d'adopter une telle alimentation, parce que son coût médian (3,75 USD par jour) dépassait leur revenu (Herforth *et al.*, 2020; Bai *et al.*, 2021). La plupart d'entre elles vivent en Asie du Sud-Est (1,3 milliard) et en Afrique subsaharienne (829 millions). Sans surprise, c'est aussi dans ces régions que le fardeau de l'insécurité alimentaire pèse le plus lourd. Même si le facteur de l'abordabilité influe beaucoup sur l'accès des populations à une alimentation saine, les choix alimentaires sont complexes, et les ressources financières des ménages peuvent limiter l'abordabilité des aliments sains (Penne et Goedemé, 2021). **On notera que le prix des denrées alimentaires a de moins en moins d'incidence sur la qualité de l'alimentation à mesure que le revenu augmente.**

74 ]

Aux États-Unis, par exemple, plus de 95 pour cent de la population a les moyens de se procurer une alimentation saine, pourtant moins de 10 pour cent de la population adulte du pays (Committee to Review the Process to Update the Dietary Guidelines for Americans *et al.*, 2017) atteint les niveaux recommandés d'apports en produits laitiers, fruits et céréales complètes. Toujours aux États-Unis, la qualité de l'alimentation est relativement médiocre dans l'ensemble (score de qualité des régimes alimentaires de 52 sur 100) et le taux d'obésité dépasse les 40 pour cent, avec de fortes disparités dans la qualité de l'alimentation entre les sous-groupes de population (Tao, Liu et Nguyen, 2022; Shams White *et al.*, 2023). On retrouve un schéma tout à fait similaire dans les pays africains, où la consommation d'aliments

hautement transformés augmente avec le revenu (Smart, Tschirley et Smart, 2020). **Dans les régions à faible revenu, la différence d'abordabilité entre les aliments sains et les aliments à forte teneur en sucre, en sel et en matières grasses est l'un des principaux facteurs influant sur les habitudes actuelles en ce qui concerne la qualité de l'alimentation. Néanmoins, de nombreux autres facteurs liés aux environnements alimentaires déterminent les modes de consommation.**

## 4.2.2 DISPONIBILITÉS ALIMENTAIRES

La notion de disponibilités alimentaires renvoie à la présence de points de vente au détail de denrées alimentaires, ou de denrées alimentaires vendues par ces points de vente, ou encore à l'**accessibilité spatiale et temporelle des aliments**. De nombreux travaux de recherche ont eu pour sujet l'**accès géographique des populations à des points de vente au détail de denrées alimentaires** et ses effets sur l'alimentation, notamment en ce qui concerne les maladies non transmissibles (Caspi *et al.*, 2012; Minaker *et al.*, 2016; Stevenson *et al.*, 2019; de Albuquerque *et al.*, 2022). Bien que, historiquement, la majeure partie de ces travaux aient porté sur les pays à revenu élevé, les études récentes se concentrent de plus en plus sur les pays à revenu faible ou intermédiaire (Pérez-Ferrer *et al.*, 2019; Turner *et al.*, 2020; Laar *et al.*, 2022; Boxer *et al.*, 2023; Mendes *et al.*, 2023; Stadlmayr *et al.*, 2023). Ces études sont souvent axées sur la notion de «désert alimentaire» – qui fait généralement référence à des quartiers et des collectivités à faible revenu ayant un accès limité à des aliments abordables et nutritifs (Ploeg *et al.*, 2009). Autre métaphore souvent utilisée pour désigner les problèmes liés à l'environnement alimentaire constitué par les points de vente au détail, celle du «marécage alimentaire», qui qualifie les zones à faible revenu caractérisées par une forte densité d'établissements vendant majoritairement des produits alimentaires à forte teneur en sucre, en sel et en matières grasses (Cooksey-Stowers *et al.*, 2020).

Toutefois, malgré la popularité qu'ont acquis les notions de désert alimentaire et de marécage

alimentaire dans la recherche et les politiques, **les travaux portant sur l'accès physique et géographique aux produits alimentaires et ses effets sur le régime alimentaire donnent des résultats mitigés et incohérents**. Si certaines études mettent en évidence des liens de cause à effet dans le sens attendu (à savoir, qu'une exposition géographique plus importante à des aliments nutritifs est associée à une alimentation plus saine et à une plus faible prévalence des maladies chroniques liées à la nutrition), les résultats de nombreuses études ne sont pas probants, et certaines font état d'une relation inverse (Stevenson *et al.*, 2019; Turner *et al.*, 2020; Turner *et al.*, 2021; Boxer *et al.*, 2023; Stadlmayr *et al.*, 2023). Ce phénomène s'explique en partie par une grande hétérogénéité méthodologique entre les études (Stevenson *et al.*, 2019; Turner *et al.*, 2020; Turner *et al.*, 2021; de Albuquerque *et al.*, 2022; Laar *et al.*, 2022), qui empêche d'aboutir à des conclusions fermes concernant les effets de l'accès physique et géographique à la nourriture sur le régime alimentaire. Même si les interventions montrent des effets positifs, leur pérennité sur une période donnée n'est pas bien connue.

Un vaste corpus d'études porte sur la mise en œuvre et les effets des interventions menées pour agir au niveau de la vente au détail de produits alimentaires en vue d'améliorer l'environnement nutritionnel des consommateurs (c'est-à-dire les disponibilités, la commercialisation, la présentation et l'abordabilité d'aliments nutritifs) dans les épiceries et les magasins de proximité (Gittelsohn, Rowan et Gadhoke, 2012; Gupta *et al.*, 2022). Si les résultats de ces études sont inégaux, des travaux récents mettent en évidence qu'il est essentiel d'élaborer les interventions en coopération avec les parties prenantes si l'on veut qu'elles puissent perdurer (Vargas *et al.*, 2022). Une des limites de ces travaux d'évaluation est qu'ils intègrent peu de données en provenance des pays à revenu faible ou intermédiaire.

L'incohérence des résultats peut aussi être expliquée par la différence de contexte entre les pays à revenu élevé et les pays à revenu faible ou intermédiaire, ou encore par les effets divergents constatés selon les personnes concernées au sein

du ménage. L'arrivée des supermarchés au Kenya, par exemple, a augmenté le taux de surpoids chez l'adulte (Demmler, Ecker et Qaim, 2018) tout en ayant une incidence positive sur les indicateurs nutritionnels chez l'enfant (Debela *et al.*, 2020).

Autre limite des travaux de recherche à ce jour, ils mettent principalement l'accent sur les points de vente au détail structurés, tels que les supermarchés (voir, par exemple, Food Access Research Atlas [USDA, 2022]). Or, les supermarchés sont loin d'être la seule source d'aliments abordables et nutritifs dans bon nombre de zones urbaines et périurbaines, et la confusion entre l'accès aux produits alimentaires et la présence de supermarchés est susceptible de compromettre la sécurité alimentaire et la nutrition des populations vulnérables, dans la mesure où cette présence augmente aussi l'accès aux aliments hautement transformés, à forte teneur en sucre, en sel et en matières grasses, et supprime les points de vente au détail informels, qui fournissent souvent des produits frais à l'échelon local (Battersby, 2019b). **Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire urbanisés, des environnements alimentaires modernes, traditionnels et informels (souvent mobiles) coexistent, dans lesquels les consommateurs sont amenés à faire leur choix, en fonction du lieu et du niveau de revenu**. De plus, les stratégies d'approvisionnement alimentaire varient en fonction du niveau de revenu, les citadins à plus faible revenu se fournissant généralement auprès de vendeurs informels et traditionnels, tandis que les citadins à revenu plus élevé sont plus dépendants de sources relevant des marchés modernes (Battersby, 2019a; Wertheim-Heck, Raneri et Oosterveer, 2019). La présence de points de vente au détail informels de produits alimentaires crée une variabilité temporelle et spatiale au niveau des disponibilités alimentaires et de l'accessibilité des aliments, car certains vendeurs ne travaillent que certains jours ou à certaines périodes du mois en fonction de la demande perçue. Cette variabilité engendre des difficultés s'agissant d'évaluer précisément la corrélation entre l'environnement alimentaire physique, d'une part, et les habitudes alimentaires et les effets sur la santé, d'autre part (Ambikapathi *et al.*, 2020).



**Les disponibilités alimentaires dans les environnements alimentaires institutionnels (tels que le lieu de travail et l'école) sont de plus en plus reconnues comme un point d'ancrage clé s'agissant d'induire et de faire perdurer des choix alimentaires sains, car elles offrent proximité physique et praticité.**

Les interventions sur le lieu de travail entraînent de nombreux effets positifs pour les individus, les ménages et les entreprises. Les effets positifs pour les individus sont notamment une meilleure connaissance de la nutrition, des habitudes alimentaires plus saines, une durée d'allaitement plus longue, un poids moins élevé, une meilleure satisfaction au travail et, globalement, une meilleure qualité de l'alimentation. Au niveau des ménages, ces interventions réduisent le travail nécessaire à la préparation des aliments. Pour les entreprises, elles augmentent la productivité des employés, réduisent les frais médicaux, augmentent les revenus et offrent aux petites et moyennes entreprises de restauration des débouchés commerciaux (GAIN, 2019). Les interventions en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition sur le lieu de travail (et les travaux de recherche portant sur l'évaluation de leurs effets) existent depuis plus longtemps dans les pays à revenu élevé que dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Il y a donc plus d'éléments attestant leur efficacité dans les premiers que dans les seconds (Allan *et al.*, 2017; GAIN, 2019). En ce qui concerne les programmes d'alimentation scolaire, les effets positifs sont notamment l'amélioration de la fréquentation scolaire, ainsi que des résultats à long terme en matière de développement humain (Jomaa, McDonnell et Probart, 2011; Aurino *et al.*, 2023). Proposer des repas subventionnés ou gratuits dans les écoles améliore la sécurité alimentaire et nutritionnelle des élèves et de leur famille (parce qu'il y a alors moins de bouches à nourrir). Les programmes d'alimentation scolaire constituent par ailleurs une demande stable qui peut offrir une source de revenu fiable aux agriculteurs des zones rurales. Enfin, ils peuvent aussi favoriser la production d'aliments nutritifs (Fox et Timmer, 2020).

Toutefois, les environnements alimentaires en milieu scolaire présentent certains défis. Bien

souvent, la pression exercée sur les enfants et les adolescents par leurs pairs pour qu'ils achètent et consomment des aliments à forte teneur en sucre, en sel et en matières grasses n'est pas négligeable; par ailleurs, ces aliments font l'objet de beaucoup plus de stratégies de commercialisation et sont souvent plus abordables que les aliments sains. Un autre facteur de plus en plus reconnu est que les choix alimentaires sont un moyen important pour ce groupe d'âge d'exprimer son agencité pendant sa transition vers l'âge adulte (Downs et Demmler, 2020). Concevoir les programmes d'intervention en coopération avec les enfants et les adolescents et intégrer leur point de vue à ces programmes est essentiel pour favoriser des comportements alimentaires sains (Neufeld *et al.*, 2022).

### 4.2.3 STRATÉGIES DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET RÉGLEMENTATION RELATIVE AUX DENRÉES ALIMENTAIRES

**Les aliments à forte teneur en sucre, en sel et en matières grasses sont promus par d'innombrables stratégies de commercialisation et publicités, tant dans les pays à revenu élevé que dans ceux à revenu faible.** Les stratégies de commercialisation ciblent souvent les populations par appartenance sociale (notamment en fonction de leur âge, classe, genre et origine ethnique), par centre d'intérêt (en particulier les enfants, visés notamment au moyen de parrainages sportifs et de références culturelles) (Bragg *et al.*, 2018; Kelly *et al.*, 2019). On observe, dans divers contextes, une forte présence de stratégies de commercialisation prônant la consommation d'aliments de mauvaise qualité et de sodas à destination des enfants et à proximité des écoles (Chacon *et al.*, 2015; Kelly *et al.*, 2008; Akl *et al.*, 2024). De plus, les détaillants et les entreprises du secteur alimentaire lancent, dans les supermarchés, des campagnes de réductions et de promotions dont ils font largement la publicité. Ces réductions, qui jouent un rôle important dans les stratégies alimentaires des ménages urbains à faible

revenu, mettent souvent en avant des aliments hautement transformés (Jones *et al.*, 2019; Pettigrew *et al.*, 2022; Shrestha *et al.*, 2023).<sup>2</sup>

**De même que les stratégies de commercialisation des produits alimentaires mettent l'accent sur des segments de marché particuliers, les entreprises s'emploient de plus en plus à influencer la demande de leurs produits en ciblant divers types de points de vente, auxquels ils adaptent la taille ou la qualité du conditionnement pour un même produit, ou pour lesquels ils créent des versions de moindre qualité afin de les vendre à plus bas prix** (Nordhagen *et al.*, 2023). Cela multiplie les possibilités pour le consommateur d'accéder à des produits transformés.

**Les règlements de zonage ont été préconisés par de nombreuses organisations de santé publique dans l'objectif d'améliorer les environnements alimentaires extérieurs au sein des villes.** Les politiques d'aménagement du territoire peuvent avoir une incidence sur l'accès géographique des individus à la nourriture. C'est pourquoi des règlements de zonage ont été proposés comme moyen d'améliorer l'accès à une alimentation saine (il s'agit par exemple de préciser les définitions d'aménagement du territoire utilisées dans les codes de zonages afin d'inclure les «points de vente au détail d'aliments sains») ou de limiter l'accès à des aliments à teneur élevée en sucre, en sel et en matières grasses (par exemple, en interdisant certains aménagements du territoire tels que les «points de vente d'aliments de mauvaise qualité et mauvais pour la santé»).

**Peu de travaux de recherche ont été menés pour évaluer l'incidence de telles politiques.** Une étude de 2009 portant sur la première restriction de zonage relative aux établissements de restauration rapide d'Amérique du Nord a montré que la politique n'a pas réussi à modifier l'accès des populations à ces établissements et,

sans surprise, n'a eu aucune incidence sur les indicateurs de santé de la population, tels que l'obésité et l'indice de masse corporelle (Sturm et Cohen, 2009). Une étude de simulation plus récente a montré que, sur une période de 10 ans, une restriction de zonage destinée à limiter l'accès des écoliers à des aliments de mauvaise qualité et aux magasins de proximité aux alentours des écoles aurait eu une incidence minime sur l'accès à ces points de vente dans les quartiers actuels, et que les problèmes d'équité (à savoir le fait que les établissements scolaires accueillant une plus forte proportion d'élèves privés d'équité ont davantage accès à des sources d'aliments mauvais pour la santé) ne s'en trouveraient pas améliorés (Soon, Gilliland et Minaker, 2023). Ainsi, malgré les préconisations largement répandues en faveur de règlements de zonage dont l'objectif serait d'améliorer l'environnement alimentaire, les données factuelles ne montrent pas encore l'efficacité de telles approches, et de plus amples travaux de recherche sur leur mise en œuvre, leurs effets et les mesures complémentaires sont nécessaires.

### 4.2.4 CARACTÉRISTIQUES DES VENDEURS ET DES PRODUITS

Comme indiqué au chapitre 3, l'environnement des points de vente au détail de produits alimentaires dans les zones urbaines et périurbaines se répartit en plusieurs secteurs qui répondent aux différents besoins des consommateurs. La diversité des points de vente existants offre aux consommateurs différents moyens de satisfaire leurs besoins alimentaires en fonction des circonstances. **Les détaillants informels et traditionnels, en particulier, répondent aux besoins des consommateurs à faible revenu en vendant en petites quantités, en faisant crédit et en ouvrant généralement à des horaires élargis afin de s'adapter aux temps de trajet des travailleurs urbains** (Nordhagen *et al.*, 2023).

**Cependant, les détaillants urbains et périurbains de produits alimentaires qui se situent dans des zones à faible revenu de pays à revenu faible ou intermédiaire souffrent de la défaillance des infrastructures.** Une infrastructure de transports peu développée,

<sup>2</sup> On notera que les panneaux publicitaires, souvent utilisés pour promouvoir des aliments hautement transformés et autres aliments à forte teneur en sucre, en sel et en matières grasses, relèvent souvent du mandat des pouvoirs publics. Cela offre une occasion aux autorités locales d'influencer positivement les environnements alimentaires.

le manque d'accès à l'eau potable et à l'assainissement, et un approvisionnement en énergie peu fiable ou coûteux, associés à un capital financier limité, se ressentent de manière structurelle sur les pratiques de stockage et d'entreposage de ces entreprises. Les détaillants s'efforcent de compenser en achetant à intervalles plus courts auprès des fournisseurs (à un coût plus élevé), ou en stockant moins de produits alimentaires périssables, ce qui réduit l'accessibilité des produits frais et augmente celle des aliments plus transformés (Fuseini, Battersby et Jain, 2018). Les températures plus élevées en ville ont par ailleurs une incidence sur la sécurité sanitaire des aliments, surtout lorsque l'infrastructure de réfrigération ou de la chaîne du froid n'est pas adaptée. Selon les projections, le poids des maladies liées à l'alimentation dans les pays à revenu faible ou intermédiaire devrait fortement augmenter sous l'effet du changement climatique et de l'urbanisation (Blekking *et al.*, 2022).

**Dans le contexte des pays à revenu faible ou intermédiaire, il y a souvent un équilibre à trouver entre la sécurité sanitaire des aliments et les disponibilités.** Les marchés informels et traditionnels sont la première source des produits frais les plus nutritifs, mais à haut risque, tels que les œufs, les légumes verts à feuilles et le poisson (Grace, 2015a). Les mesures visant à améliorer la sécurité sanitaire peuvent avoir pour conséquence involontaire de réduire les disponibilités. Par exemple, au Kenya, le lait pasteurisé coûte deux fois plus cher que le lait cru, si bien qu'il n'est pas dans les moyens de nombreuses familles pauvres (Blackmore *et al.*, 2022). En l'absence de réglementation officielle en matière de sécurité sanitaire des aliments, les interactions sociales et la confiance deviennent d'importants marqueurs de la perception de sécurité sanitaire des aliments qui motivent les choix alimentaires, en particulier pour les aliments nutritifs tels que les aliments d'origine animale et les légumes verts à feuilles. La plupart des interventions portant sur la sécurité sanitaire des aliments à l'intention des consommateurs agissent seulement aux niveaux des connaissances et des pratiques, mais les données actuelles des pays à revenu élevé comme des pays à revenu faible ou intermédiaire

suggèrent la nécessité de mener des interventions au-delà de la simple sensibilisation (Isanovic *et al.*, 2022). Ces interventions pourraient aussi porter sur l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement, sur l'infrastructure des marchés, et sur la formation et la certification collectives des vendeurs (Nordhagen, 2022).

**L'amélioration de l'infrastructure des marchés et de l'accès à l'eau et à l'assainissement va devenir un outil important d'adaptation face au changement climatique à mesure que les températures et l'humidité, en augmentant, multiplieront les pertes et la prolifération des agents pathogènes d'origine alimentaire** (Bezner Kerr *et al.*, 2023).

Les différents types de vendeurs sont dotés de stratégies de fonctionnement destinées à répondre aux besoins et préférences de différents segments de marché à différents moments. La présence ou l'absence relative de ces différents types de vendeurs résulte de la demande perçue. De ce fait, l'environnement alimentaire extérieur ne devrait pas être compris seulement comme un contexte dans lequel les consommateurs entrent en relation avec le système alimentaire, mais aussi comme étant façonné par les actions des consommateurs. Le programme Healthy Corner Stores lancé à Baltimore est particulièrement intéressant à cet égard. Il est majoritairement mis en œuvre dans les quartiers à faible revenu, dans le but de modifier plusieurs aspects de l'environnement alimentaire extérieur (tels que le prix, l'abordabilité et les disponibilités) tout en agissant auprès des groupes communautaires en vue de les sensibiliser à la nutrition et, par ricochet, d'influer sur la demande des consommateurs (Paluta *et al.*, 2019; Slapø *et al.*, 2021). Ce programme a montré des résultats prometteurs en ce qui concerne les achats, les connaissances et l'efficacité personnelle en lien avec une alimentation saine, en particulier lorsqu'il comporte des composantes destinées à améliorer les prix, les disponibilités et la demande (Langellier *et al.*, 2013; Chrisinger *et al.*, 2018; Slapø *et al.*, 2021). La clé des interventions réside dans leur conception, notamment dans certains éléments tels que la science citoyenne, les approches participatives et l'instauration de la confiance et de l'adhésion des communautés.

### 4.3 ENVIRONNEMENTS ALIMENTAIRES FAMILIAUX DANS LES CONTEXTES URBAINS ET PÉRIURBAINS

L'environnement alimentaire familial fait le lien entre l'environnement alimentaire extérieur et l'environnement alimentaire personnel (Slater *et al.*, 2012; Ambikapathi, 2021; Neve *et al.*, 2024). Au Viet Nam, par exemple, des facteurs intergénérationnels, tels que le souhait des enfants de consommer de la nourriture de mauvaise qualité et des sodas du commerce, influent sur les choix alimentaires de la famille (Wertheim-Heck et Raneri, 2019). D'autres facteurs, comme la négociation de valeur, les connaissances en matière de nutrition, l'état de santé et les autres dépenses familiales (notamment en ce qui concerne les soins de santé et le logement), jouent également un rôle s'agissant de déterminer les choix alimentaires (Ambikapathi, 2021; Boncyk *et al.*, 2022). L'approche systémique familiale est de plus en plus reconnue comme un moyen holistique de renforcer les comportements alimentaires sains. Cette approche tient compte des interactions, pratiques interdépendantes et comportements des membres de la famille au quotidien (ainsi que de leurs ressources) et de la manière dont ces éléments influent sur l'alimentation, la santé et le bien-être général (Aubel, Martin et Cunningham, 2021).

#### 4.3.1 RESSOURCES

Les ressources liées à l'environnement alimentaire familial incluent: le budget, le temps, l'eau, le combustible utilisé pour la cuisine et les connaissances de la famille en nutrition (le budget fait l'objet de la [section 4.3.2](#) au titre des caractéristiques du ménage). Comme nous l'avons évoqué dans le contexte des détaillants des zones à faible revenu, l'infrastructure est le déterminant principal des choix alimentaires. **Le logement et le quartier sont des infrastructures essentielles qui façonnent l'environnement alimentaire, influent sur les choix alimentaires et, par suite, se répercutent sur la sécurité alimentaire et les indicateurs de santé.** Dans les zones urbaines et périurbaines, tant dans les

pays à revenu élevé que dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, l'adéquation et la sécurité du logement sont une préoccupation majeure pour de nombreuses familles. On estime qu'à l'heure actuelle, dans le monde, 1,6 milliard de personnes, dont beaucoup vivent dans des pays à revenu faible ou intermédiaire, ne disposent pas d'un logement adapté, et ce chiffre devrait passer à 2 milliards d'ici à 2030. Cette hausse concernera principalement l'Afrique, où l'urbanisation est rapide (Friesen *et al.*, 2020). Dans les bidonvilles, à l'échelle mondiale, on estime que 4,7 personnes se partagent 1,7 pièce (environ 9 à 11 mètres carrés au total) (Dubey *et al.*, 2022). Du fait du manque d'espace, les logements des ménages à faible revenu, en particulier dans les quartiers informels, n'ont souvent ni salle d'eau ni cuisine. Les aliments sont habituellement cuisinés dans la pièce où les personnes dorment et il y a peu de place pour stocker de la nourriture, ce qui se ressent sur la qualité et la quantité des aliments cuisinés et consommés pour la journée. En général, des aliments préparés sont achetés pour économiser le combustible et le temps nécessaires à la cuisson (Downs *et al.*, 2022; Gould *et al.*, 2022).

Le caractère inadapté du logement se manifeste aussi par un manque d'accès à d'autres services publics, tels que l'eau, l'énergie et les combustibles. Les populations à faible revenu ont aussi moins accès aux transports (qui garantissent l'accès spatial aux marchés, aux points de vente et à l'emploi) et aux services de santé, essentiels pour limiter les effets négatifs sur la sécurité alimentaire et la santé. Les coûts supplémentaires que doivent supporter les ménages pour répondre à leurs besoins en eau, en énergie et en combustible réduisent le budget disponible pour l'alimentation. **Si l'amélioration du logement est rarement prise en considération dans les politiques de sécurité alimentaire et de nutrition, elle a été mise en évidence comme un point d'ancrage important pour améliorer la santé publique et comme un élément essentiel de la réalisation du droit à la ville (The Lancet, 2024). Comme l'illustrent les bidonvilles, l'échec du droit à la ville compromet le droit à l'alimentation.** L'encadré 6 offre un exemple de l'incidence des pressions liées au logement et à l'infrastructure sur les choix alimentaires de la classe ouvrière à Sri Lanka.

## ENCADRÉ 6

### COVID-19 ET AUTRES CHOCS À COLOMBO (SRI LANKA)

Jusqu'aux confinements liés à la covid-19, la plupart des populations ouvrières de Colombo parvenaient à s'assurer une alimentation diversifiée et à prendre trois repas par jour. Au milieu de l'année 2021, ne s'étant pas remis de la perte d'emploi due aux confinements et de l'accumulation de dettes, elles ont commencé à ressentir l'impact de la crise économique qui frappait Sri Lanka. Les pénuries de produits essentiels et la crise du combustible et de l'énergie ont fait naître des files d'attente qui ont duré des semaines, si bien qu'en 2022, la situation a paralysé le pays.

Bon nombre des chocs auxquels ont été confrontées les populations ces dernières années ne sont pas uniquement le fait de la perte de revenu, de la dette accumulée et de l'inflation élevée, mais aussi des ajustements économiques opérés par le pays dans le cadre des réformes amorcées par le Fonds monétaire international. Au pic de la crise économique à Sri Lanka, en 2022, alors que l'inflation des prix des produits alimentaires atteignait les 90 pour cent, les tarifs de l'électricité ont augmenté de 75 pour cent, puis de 65 pour cent supplémentaires début 2023.

Par conséquent, depuis 2021, les ménages doivent associer les sources d'énergie (c'est-à-dire, utiliser plusieurs types de combustible pour cuisiner), et s'accommoder des limitations spatiales ainsi que des disponibilités et de l'abordabilité du gaz, du kérozène, de l'électricité et du bois de chauffage. Combiner ainsi les sources d'énergie exige de la planification et du temps, et a des conséquences sur la nature des aliments choisis. Les ménages privilégient désormais les aliments qui cuisent plus rapidement ou qui peuvent être consommés crus ou sans accompagnement.

Ces quatre dernières années, les familles citadines de la classe ouvrière ont considérablement modifié leur régime alimentaire en consommant moins de légumes, de protéines et de fruits et en réduisant les portions, voire le nombre de repas quotidiens. Dans les ménages avec enfants, les parents (en particulier les mères) sont plus susceptibles de sacrifier leur propre alimentation au profit de celle de leurs enfants. Le prix des ingrédients n'est pas le seul facteur déterminant; d'autres coûts liés à la préparation des repas doivent également être pris en compte. Par exemple, les ménages sont moins susceptibles de cuisiner des pois chiches, non seulement parce qu'ils sont chers, mais aussi parce que leur temps de cuisson est plus long et que les familles ne peuvent pas se permettre de dépenser la quantité de combustible nécessaire à leur préparation. Pour décider quoi manger, ces familles doivent prendre en considération leurs dépenses non alimentaires connexes, liées par exemple à l'augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée et au coût d'utilisation des appareils électriques, ainsi que le manque de temps des femmes. Ce n'est qu'en examinant le point de convergence de toutes ces variables et la constellation formée par l'ensemble des politiques que nous serons à même de comprendre les changements intervenant dans l'assiette, ainsi que le poids des crises en fonction du genre des personnes concernées.

La crise économique à Sri Lanka a aussi eu des répercussions sur la nutrition et l'éducation des enfants. Les coupes opérées dans la protection sociale au fil des ans ont conduit à l'élimination des programmes de repas scolaires dans la plupart des écoles publiques de Colombo. Parallèlement, les enfants sont tenus de se rendre à l'école avec un repas nutritif (biscuits et petits pains ne sont pas autorisés). De ce fait, les jours où les familles ne sont pas en mesure de fournir un tel repas, elles n'envoient pas les enfants à l'école, ce qui accentue la perte d'apprentissage amorcée pendant la pandémie de covid-19. À cela se conjugue la hausse de la taxe sur la valeur ajoutée, qui a fait grimper le prix des fournitures scolaires, des sacs, des chaussures, etc., ainsi que le coût des transports – autant de raisons supplémentaires à l'absentéisme scolaire dans les établissements de la classe ouvrière à Colombo. Ces effets sur la nutrition et l'éducation des enfants de ces populations auront des conséquences pour toute une génération.

*Source: Auteurs du présent document.*

### 4.3.2 COMPOSITION DES MÉNAGES

La structure et la taille des ménages influent aussi sur les modes de consommation. Les ménages où plusieurs personnes perçoivent un revenu peuvent mettre en commun les ressources financières, ce qui est susceptible de rendre l'accès à l'alimentation plus stable. Toutefois, dans les zones urbaines et périurbaines, de nombreux habitants à faible revenu occupent des emplois à court terme, dépourvus de protection sociale et saisonniers, ce qui les rend plus vulnérables à l'insécurité alimentaire.

L'un des facteurs déterminants dans les zones urbaines et périurbaines est la proportion accrue de femmes travaillant à l'extérieur du domicile.

**Le temps disponible pour l'acquisition, la préparation et la consommation de produits alimentaires, activités traditionnellement considérées comme incombant aux femmes, s'en trouve considérablement réduit** (Jabs *et al.*, 2007; Slater *et al.*, 2012; Constantinides *et al.*, 2021). Cette évolution redéfinit la consommation alimentaire, en particulier dans les zones urbaines, entraînant une hausse de la consommation d'aliments à cuisson rapide, d'aliments transformés et d'aliments vendus sur la voie publique.

### 4.3.3 NÉGOCIATIONS DE VALEUR

Les négociations de valeur renvoient aux facteurs qui, au sein de la famille, entrent en concurrence avec les préférences individuelles: autrement dit, ce sont les négociations nécessaires pour satisfaire les besoins fondamentaux et les préférences familiales qui sont en concurrence les uns avec les autres. Par exemple, au Canada, près de la moitié des adultes appartenant à des ménages en situation d'insécurité alimentaire grave ne prennent pas ou pas régulièrement les médicaments qui leur sont prescrits afin de pouvoir combler les besoins alimentaires du ménage (Men *et al.*, 2019). En Afrique du Sud, les femmes à faible revenu achètent souvent des paniers (lots préemballés de produits alimentaires et autres articles d'épicerie de base) le jour de leur paie ou du versement des aides sociales afin de protéger leurs ressources financières contre l'usage que les hommes pourraient en faire en se procurant

des produits non essentiels (Bowden, Even-Zahav et Kelly, 2018). Dans d'autres cas, il peut y avoir concurrence concernant les choix alimentaires entre des membres du ménage dont les besoins et intérêts divergent. Enfin, la divergence des valeurs alimentaires entre les générations influe sur les habitudes alimentaires du ménage (Drew *et al.*, 2023).

### 4.3.4 APPUI

**Dans les zones urbaines et périurbaines, le capital social est un élément fondamental pour pouvoir satisfaire les besoins alimentaires des ménages** (Lee *et al.*, 2018; Nosratabadi *et al.*, 2020). Il peut s'agir des réseaux mis à profit au sein de la société pour accéder à l'alimentation, tels que les cuisines communautaires, les réfrigérateurs solidaires et les réseaux informels à vocation sociale (décrits à la SECTION 3.4.4), ou de la capacité de tirer parti de connaissances ou d'un pouvoir politique pour obtenir des ressources essentielles. Il est à noter que le capital social est inégalement réparti dans les contextes urbains et périurbains, bon nombre des sous-groupes de population les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire étant les moins en capacité d'exploiter le capital social. La notion de capital social est liée à celle d'appui, qui renvoie aux facteurs familiaux permettant des choix alimentaires sains – il peut s'agir, par exemple, de l'aide apportée sous forme de renseignements ou de soutien affectif. Le soutien affectif apporté par les conjoints, qui tiennent compagnie et motivent, est essentiel pour adopter de nouveaux comportements alimentaires et déterminer les choix alimentaires (Ahluwalia *et al.*, 1998; Thornton *et al.*, 2006; Laiou *et al.*, 2020). Dans un contexte de progression des maladies non transmissibles liées à l'alimentation, faire évoluer les comportements alimentaires au profit de choix plus sains requiert un soutien affectif et social de la part des familles, renforcé par les communautés (Banchani *et al.*, 2020; Tusubira *et al.*, 2021). Les types de soutien et l'ampleur de leur incidence sur le bien-être physique et mental, ainsi que sur les comportements alimentaires en général, semblent varier en fonction du genre et du statut socio-économique (Banchani *et al.*, 2020; Ambikapathi *et al.*, à paraître).



## 4.4 ENVIRONNEMENT ALIMENTAIRE PERSONNEL DANS LE CONTEXTE URBAIN ET PÉRIURBAIN

### 4.4.1 ABORDABILITÉ

La pauvreté est un facteur clé de l'insécurité alimentaire dans les zones urbaines et périurbaines. Les faibles revenus ont une incidence sur l'abordabilité relative des aliments. L'accès au secteur de l'emploi structuré reste restreint dans les contextes urbains des pays à revenu faible ou intermédiaire, allant de moins de 25 pour cent en Afrique à moins de 50 pour cent en Asie et en Amérique latine (Vilar-Compte *et al.*, 2021). De nombreux habitants des zones urbaines et périurbaines survivent grâce à un emploi à temps partiel ou à la tâche, et bon nombre des secteurs d'emploi des zones urbaines et périurbaines présentent un caractère saisonnier. Un revenu inégal ne permet pas d'établir un budget alimentaire et conduit à faire des achats en moindre quantité à intervalles plus courts, ce qui revient souvent plus cher que d'acheter en plus grosse quantité (Cooke, 2012). Ainsi, toute évolution des disponibilités et des prix alimentaires se ressent nettement dans les achats de produits alimentaires et les habitudes alimentaires des consommateurs à faible revenu (Riley et Legewegoh, 2014; Na, Gross et West, 2015; Ambikapathi *et al.*, 2018).

**L'alimentation des citoyens est très variable en fonction du niveau de revenu.** Dans les zones urbaines, jusqu'à 90 pour cent des produits alimentaires sont achetés (plutôt que cultivés ou partagés) (Maxwell, 1990; Opiyo et Ogindo, 2018). Une petite proportion des populations pauvres (dont le pouvoir d'achat se situe entre 0 et 2 USD par jour) et des populations à revenu intermédiaire vulnérables (dont le pouvoir d'achat se situe entre 2 et 4 USD par jour) consomme sa propre production (Tull, 2018). La part du revenu des ménages consacrée aux dépenses alimentaires est très variable dans le monde. En 2022, les produits alimentaires représentaient à peine 6,7 pour cent des dépenses moyennes des ménages aux

États-Unis d'Amérique, contre 59,0 pour cent au Nigéria. Les 14 pays où les dépenses alimentaires atteignaient plus de 40 pour cent des dépenses totales des ménages en 2022 étaient tous situés en Afrique et en Asie (à l'exception de l'Ukraine, en guerre) (USDA, 2023a). Dans les zones urbaines à revenu plus élevé, la demande d'aliments hautement transformés et préparés est plus importante, à cause du manque de temps.

Il est aussi à noter que **les dépenses relatives aux besoins fondamentaux au sein de l'économie monétaire – produits alimentaires, eau, combustible, énergie, loyer, éducation et bien d'autres – sont en concurrence les unes avec les autres, particulièrement** lorsqu'il n'y a pas de source de revenu fiable (Ruel, 2000; PMBEJD, 2024). **Les dépenses alimentaires sont celles qui offrent le plus de latitude aux populations urbaines à faible revenu. Ainsi, la qualité de l'alimentation est sacrifiée au profit d'autres besoins.** Ces facteurs exercent tous une influence importante sur les habitudes de consommation alimentaire, non seulement lors de chocs majeurs mais aussi en période d'instabilité même légère des prix du logement, du combustible, de l'eau et de l'énergie (ENCADRÉ 6).

Enfin, le coût complet d'une alimentation saine est bien plus élevé que les 3,54 USD par personne dépensés en moyenne dans le monde (Herforth *et al.*, 2020), compte tenu de facteurs tels que le coût du transport et de l'énergie (pour la réfrigération et la cuisson). Ces coûts incompressibles conduisent à opter pour des aliments plus transformés, moins périssables et rapides à cuisiner (Smith, Ng et Popkin, 2013).

### 4.4.2 DÉsirABILITÉ

La notion de désirabilité renvoie aux préférences, tolérances, goûts, attitudes, connaissances et compétences. **Dans les zones urbaines en particulier, la désirabilité se porte vers des aliments et boissons plus «modernes».** Par exemple, dans les villes d'Afrique du Sud, la viande frite est préférée à la viande bouillie, très répandue dans les zones rurales, à la fois parce que la viande frite est moins longue à préparer et parce que la cuisson bouillie est perçue comme «rétrograde» et non moderne. Être

considéré comme un «citadin» est un marqueur d'identité fort pour les personnes issues de l'émigration rurale (Puoane et Tsolekile, 2018). Des changements similaires au niveau des modes de cuisson ont été observés en Chine (Zhai *et al.*, 2014). **Les aliments et les boissons modernes, hautement transformés, très énergétiques et pauvres en nutriments sont souvent jugés plus désirables par les jeunes et les enfants, dont les choix alimentaires sont influencés par les stratégies de commercialisation et la pression des pairs, et qui voient en ces choix un moyen d'exercer leur autonomie** (Neufeld *et al.*, 2022). Ces aspects de désirabilité se conjuguent à l'accessibilité accrue des aliments «modernes» (notion issue des stratégies de commercialisation), ainsi qu'au manque de temps et à la pauvreté énergétique, pour influencer sur les choix alimentaires (tendance illustrée par la hausse mondiale de la consommation de nouilles instantanées [Zhai *et al.*, 2014; Ahmed, Kimeu et Adetayo, 2023]). En outre, il a été montré que des connaissances alimentaires et des compétences culinaires faibles avaient tendance à favoriser la consommation d'aliments mauvais pour la santé au domicile et à augmenter la consommation d'aliments hors du domicile (les connaissances alimentaires et les compétences culinaires sont généralement moindres chez les hommes et les jeunes adultes que chez les femmes et les adultes plus âgés) (Lavelle *et al.*, 2020; Tani *et al.*, 2020).

### 4.4.3 ACCESSIBILITÉ INDIVIDUELLE

En ville, l'accessibilité spatiale et temporelle varie d'un lieu à l'autre, comme nous l'avons vu à la section 4.2.2. L'accessibilité individuelle se rapporte aux espaces d'activité et à la mobilité quotidienne des individus, qui sont fonction du lieu, de l'infrastructure de transports et de l'agencéité des intéressés. **Du point de vue de la demande, le manque de temps, commun à tous les groupes d'âge et à tous les niveaux socio-économiques, en particulier dans les contextes urbains, se répercute sur les choix alimentaires, souvent au profit d'aliments à forte teneur en sucre, en sel et matières grasses** (Devine *et al.*, 2006; Jabs et Devine, 2006; Jabs *et al.*, 2007; Slater *et al.*, 2012; Herforth et Ahmed, 2015; Turner *et al.*, 2018; Constantinides *et al.*, 2021). Les inégalités spatiales

dans les zones urbaines et périurbaines accentuent le manque de temps des citadins à faible revenu, qui vivent souvent dans les zones périphériques, mal desservies par les transports publics. Les acteurs de l'environnement alimentaire extérieur s'efforcent de proposer une offre qui réponde à ces problématiques en implantant les entreprises de vente d'aliments sur la voie publique près des pôles de transport importants, et en étant principalement actifs aux heures de pointe de la fin d'après-midi et du soir sur les trajets travail-domicile, afin de compenser le manque de temps des citadins (Battersby et Haysom, 2018).

### 4.4.4 PRATICITÉ

La praticité désigne le temps et les efforts relatifs nécessaires à la préparation, la cuisson et la consommation des aliments. Les problématiques d'accessibilité individuelle susmentionnées, conjuguées à la participation accrue des femmes à la main-d'œuvre dans les zones urbaines, ont conduit, dans l'environnement alimentaire personnel, à un fort désir de praticité, qui se traduit souvent par la consommation de denrées alimentaires hautement transformées, à cuisson rapide ou prêtes à l'emploi au sein du ménage. Toutefois, **ce désir de praticité offre aussi aux vendeurs d'aliments sur la voie publique des possibilités de répondre aux envies alimentaires des ménages par la fourniture d'aliments plus traditionnels**. Par exemple, au Zimbabwe, les vendeurs proposent des haricots précuits afin de réduire le coût en temps et en énergie de la préparation des repas pour les consommateurs (Sibanda et von Blottnitz, 2018). La capacité des vendeurs d'aliments sur la voie publique de mettre à disposition des plats sains pour satisfaire la demande de praticité ouvre des perspectives s'agissant d'influer positivement sur la nutrition dans les zones urbaines et périurbaines.

**Outre la consommation d'aliments tout prêts à la maison, l'urbanisation a accru la prise de repas hors du domicile, en particulier pour le déjeuner.**

Le type d'aliments consommés hors du domicile varie en fonction du niveau de revenu, ce qui a des conséquences sur le régime alimentaire et la santé. Dans les pays à revenu élevé, les ménages au statut socio-économique élevé s'alimentent

au restaurant, tandis que les ménages au statut socio-économique modeste se tournent vers la restauration rapide, les établissements de vente à emporter et les vendeurs d'aliments sur la voie publique et vendeurs informels d'aliments préparés, ce qui intervient beaucoup dans la qualité de l'alimentation (Lachat *et al.*, 2012; Wellard-Cole, Davies et Allman-Farinelli, 2022; Landais *et al.*, 2023, Abrahale *et al.*, 2019; Ashaley-Nikoi et Abbey, 2023). En réalité, la révolution de la restauration rapide, l'une des plus importantes causes de l'augmentation de l'apport en viande rouge aux États-Unis d'Amérique, est de plus en plus associée au risque de maladies cardiovasculaires (Bahadoran, Mirmiran et Azizi, 2015).

## 4.5 CONTEXTE URBAIN ET ENVIRONNEMENTS ALIMENTAIRES

Comme nous l'avons indiqué dans les sections précédentes, **les choix des consommateurs dans les environnements urbains et périurbains sont déterminés par plusieurs facteurs conjugués et interactifs au sein des environnements alimentaires extérieur, familial et personnel. Chacun de ces facteurs résulte du contexte urbain au sens large dans lequel s'inscrivent les environnements alimentaires.** Ni l'environnement alimentaire extérieur, ni le vécu des habitants des zones urbaines et périurbaines ne sont indépendants du contexte spatial, socioéconomique, environnemental ou politique dans lequel ils s'inscrivent. Il est donc essentiel de comprendre les interactions entre les trois environnements alimentaires dans les différents contextes si l'on veut pouvoir mettre en place des politiques et des modes de gouvernance appropriés, susceptibles d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans les zones urbaines et périurbaines. Comme l'illustre l'encadré 6, des facteurs externes influent sur les pratiques alimentaires des ménages (acquisition, préparation, transformation et nettoyage) et l'environnement alimentaire extérieur dans les contextes de choc, d'où la nécessité de comprendre les interactions à l'œuvre au sein de chaque contexte pour pouvoir apporter les réponses appropriées en matière de politiques et de gouvernance.

## 4.6 FACTEURS DÉTERMINANT LES CHOIX ALIMENTAIRES PAR TRANCHE DE REVENU

La présente section décrit la manière dont les environnements alimentaires globaux (environnements externe, familial et personnel) influent sur les choix alimentaires quotidiens et, au bout du compte, déterminent les modes de consommation alimentaire et l'état nutritionnel. Les environnements alimentaires extérieurs, en particulier, résultent dans une certaine mesure des caractéristiques socioéconomiques et infrastructurelles de la zone géographique concernée. Des facteurs liés au ménage et à l'individu lui-même déterminent ensuite les interactions du consommateur au sein de ces environnements alimentaires extérieurs. La famille constitue une unité sociale importante qui met en commun, répartit et arrête le budget, l'emploi du temps et d'autres ressources définissant les interactions du consommateur. Les interventions de politique générale doivent donc être intégrées à l'ensemble des environnements alimentaires extérieur, familial et personnel, et éclairées par les besoins en matière de sécurité alimentaire et de nutrition ainsi que par les résultats des systèmes alimentaires en fonction des différentes catégories de revenu.

**Les choix alimentaires, dans les zones urbaines et périurbaines, varient en fonction des tranches de revenu (TABLEAU 4).** Pour les personnes extrêmement pauvres (qui vivent avec moins de 2 USD par jour, soit environ 9 pour cent de la population mondiale), le revenu est le principal déterminant de la sécurité alimentaire. Les interventions ciblant l'environnement alimentaire institutionnel (tels que les programmes d'alimentation scolaire) et le capital social (les réseaux et relations entre vendeurs et les réseaux et relations communautaires) ont d'immenses répercussions sur leur sécurité alimentaire et leur nutrition. Pour les ménages pauvres et les ménages à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (qui vivent avec 2 à 10 USD par jour, soit environ 60 pour cent de la population

**TABLEAU 4**  
**FACTEURS DÉTERMINANT LES CHOIX ALIMENTAIRES DANS CHAQUE ENVIRONNEMENT ALIMENTAIRE, PAR CATÉGORIE DE REVENU**

CATÉGORIE DE REVENU	FOURNISSEURS (ENVIRONNEMENT ALIMENTAIRE EXTÉRIEUR)	ENVIRONNEMENT ALIMENTAIRE FAMILIAL	ENVIRONNEMENT ALIMENTAIRE PERSONNEL
Populations pauvres (0-2 USD/jour) et populations à revenu intermédiaire vulnérables (2-4 USD/jour)	Vendeurs informels et marchés traditionnels Note: le prix des denrées alimentaires est un déterminant majeur de la quantité de nourriture consommée.	Taille du ménage, accès physique, rôles attribués aux femmes et aux hommes, coût du combustible, capital social et logement.	Le revenu est le déterminant le plus important de la sécurité alimentaire et de la nutrition.
Populations à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (4-10 USD/jour)	Vendeurs informels et marchés traditionnels Note: le prix des denrées alimentaires est un déterminant clé de la qualité de l'alimentation.	Taille du ménage, accès physique, rôles attribués aux femmes et aux hommes, coût du combustible, logement et, de plus en plus, aliments consommés hors du domicile.	Revenu, mais aussi genre, sécurité sanitaire des aliments, préférence pour les fruits et les aliments d'origine animale (à mesure que le revenu augmente), réorientation des choix alimentaires vers les légumineuses et les légumes.
Populations à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (10-20 USD/jour)	Supermarchés et marchés traditionnels.	Aliments consommés hors du domicile, praticité et préférence pour la qualité (et la quantité) de la viande et des autres produits. La praticité est un facteur clé.	Sécurité sanitaire, diversité et variété des aliments; désirabilité.
Populations à revenu élevé (21-USD/jour et plus)	Supermarchés, marchés de niche de petits producteurs; marchés de produits alimentaires de luxe.	Aliments consommés hors du domicile et praticité; préférence pour les produits alimentaires de luxe et préférence pour la qualité (et la quantité) de la viande et des autres produits.	Désirabilité, et diversité et variété des aliments.

Source: Ambikapathi, R. 2024. Social Behavioral Challenges to Sustainable Food Systems. Présentation effectuée lors de l'atelier intitulé «Optimiser l'agriculture pour améliorer la composition nutritionnelle et ainsi mieux respecter les recommandations nutritionnelles», 30 janvier 2024. En ligne. National Academy of Sciences.

mondiale), le revenu reste un facteur crucial du point de vue de la diversité alimentaire. Ces ménages dépendent des aliments consommés hors du domicile. D'autres dépenses, telles que les dépenses de combustible et d'eau, influent sur leurs dépenses alimentaires. Pour les ménages à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (qui vivent avec 10 à 20 USD par jour, soit environ 13 pour cent de la population), les

aliments consommés hors du domicile et la praticité jouent un rôle clé dans la qualité globale de l'alimentation et de la nutrition. Enfin, pour les ménages à revenu élevé (qui vivent avec plus de 21 USD par jour, soit environ 18 pour cent de la population mondiale), la désirabilité et les aliments consommés hors du domicile sont les principaux facteurs déterminant les choix alimentaires. L'emploi du temps et le genre sont

deux éléments susceptibles de modifier ces déterminants, et de conduire plus globalement à de multiples formes de malnutrition au sein des ménages et des populations.

## 4.7 CONCLUSION

Les caractéristiques des environnements alimentaires des zones urbaines et périurbaines sont profondément liées au contexte urbain. La configuration spatiale de la ville, l'inégalité spatiale, la répartition et la qualité des infrastructures, l'économie et les normes culturelles urbaines, entre autres, sont autant d'éléments qui renseignent sur les environnements alimentaires extérieur, familial et personnel (TABLEAU 4). **L'offre et la demande, qui se renforcent mutuellement, sont des processus dynamiques. Cependant, elles sont souvent perçues comme statiques par les acteurs chargés des politiques, et dans cette optique, les interventions sont menées de manière cloisonnée.** L'emploi du temps est un élément clé qui influe beaucoup sur la capacité d'un individu d'acquérir et de préparer de la nourriture, auquel s'ajoutent les rôles attribués aux femmes et aux hommes. Les dépenses autres qu'alimentaires (de combustible et d'eau, par exemple) et les infrastructures de logement ont elles aussi une incidence sur les choix alimentaires. De surcroît, différentes décisions et politiques s'inscrivent

dans un cadre plus large que celui de la ville et des frontières nationales ont des conséquences sur le prix des denrées alimentaires. Ainsi, comprendre les décisions quotidiennes en matière de choix alimentaires requiert la prise en considération, à différentes échelles, de ces facteurs principaux, liés ou non à l'alimentation. Si l'on veut faire évoluer les choix alimentaires et renforcer les comportements sains en matière de consommation alimentaire, tous les facteurs doivent être alignés dans cette direction.

**Pour transformer les systèmes alimentaires des zones urbaines et périurbaines en induisant une modification de la demande des consommateurs des zones urbaines et périurbaines, il est essentiel de prendre en considération les contraintes et les possibilités qui façonnent les environnements alimentaires, en particulier pour les vastes populations en situation d'insécurité alimentaire résidant en Afrique et en Asie. Avec une plus grande latitude de choix et une plus forte agencité au sein du système, il est possible de tirer parti de la demande des zones urbaines et périurbaines pour transformer les systèmes alimentaires afin qu'ils soient plus durables et plus équitables.** Il convient pour ce faire d'intervenir au niveau des politiques et de la gouvernance, en dépassant le cadre des points d'ancrage habituels au sein des systèmes alimentaires.



## CHAPITRE 5

# SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITION DANS LES ZONES URBAINES ET PÉRIURBAINES



Aliments vendus sur la voie publique à New York (États-Unis), 2018. L'alimentation des zones urbaines est généralement plus diversifiée mais de moindre qualité que celle des zones rurales. Elle se caractérise par une plus forte consommation d'aliments hautement transformés et de repas pris hors du domicile.

© Anton S.



## MESSAGES CLÉS

- Dans les zones urbaines et périurbaines, l'insécurité alimentaire touche 1,7 milliard de personnes à l'échelle mondiale, principalement en Afrique et en Asie.
- L'insécurité alimentaire est particulièrement élevée dans les bidonvilles du fait de la forte incidence de la pauvreté et des conditions de vie difficiles.
- L'insécurité alimentaire dans les contextes urbains et périurbains suit un cycle de la faim mensuel, lié au coût de la vie élevé et à l'instabilité des revenus.
- Les zones urbaines et périurbaines sont l'épicentre de multiples formes de malnutrition.
- L'alimentation des zones urbaines est généralement plus diversifiée mais de moindre qualité que celle des zones rurales. Elle se caractérise par une plus forte consommation d'aliments hautement transformés et de repas pris hors du domicile.

## 5.1 INTRODUCTION

L'un des messages à retenir du présent rapport est que l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans les zones urbaines et périurbaines ne sont pas simplement le fait de ces zones, mais résultent de causes plus profondes: les relations interpersonnelles, différents éléments liés aux systèmes alimentaires des zones urbaines et périurbaines, et autres facteurs sans lien avec l'alimentation, tels que le logement, les transports, les possibilités d'emploi et l'économie monétaire des systèmes urbains.

Le présent chapitre fournit des données factuelles sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les zones urbaines et périurbaines. Il met en lumière l'étendue de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans ces zones et fait ressortir la variabilité qui existe dans ces contextes. Sont aussi évoqués le caractère changeant et les conséquences variables des régimes alimentaires dans les zones urbaines et périurbaines.

Le présent chapitre fait ressortir la nécessité d'une ventilation plus poussée des données, ainsi que d'une meilleure intégration des données qualitatives, en vue de permettre aux responsables de l'élaboration des politiques de comprendre les interactions entre les facteurs qui influent sur l'alimentation et la nutrition, que ceux-ci soient liés ou non aux systèmes alimentaires.

## 5.2 ÉTAT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE URBAINE ET PÉRIURBAINE

### 5.2.1 VARIABILITÉ GÉOGRAPHIQUE DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE DANS LES ZONES URBAINES ET PÉRIURBAINES

À l'échelle mondiale, le fardeau de l'insécurité alimentaire est de plus en plus supporté par les zones urbaines et périurbaines (FIGURE 11). Sur les 2,2 milliards de personnes dans le monde qui sont en situation d'insécurité alimentaire grave ou modérée, 1,7 milliard (77 pour cent) vivent en milieu urbain et périurbain. Parmi celles qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire grave (c'est-à-dire qui sont en proie à la faim), 76 pour cent résident en milieu urbain ou périurbain (FAO, 2023a). Ainsi, si **la part de la population rurale en situation d'insécurité alimentaire est plus élevée que celle de la population urbaine et périurbaine, un beaucoup plus grand nombre de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire dans les zones urbaines et périurbaines que dans les zones rurales** (ENCADRÉ 7). La figure 11 illustre de manière comparative la prévalence (ampleur relative) de l'insécurité grave ou modérée et le nombre de personnes touchées, en millions (ampleur absolue).

Le pourcentage de ménages en situation d'insécurité alimentaire peut considérablement

## ENCADRÉ 7

## INTERPRÉTER LES CALCULS DES DONNÉES SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'édition 2023 de *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* a montré que la prévalence de l'insécurité alimentaire grave ou modérée était de 33,3 pour cent dans les zones rurales, 28,8 pour cent dans les zones périurbaines et 26,0 pour cent chez les citadins (FAO *et al.*, 2023a). Ainsi, la part des personnes en situation d'insécurité alimentaire est plus importante dans les zones rurales que dans les zones urbaines et périurbaines. Cependant, comme le montre le tableau ci-dessous, on obtient une perspective très différente de la répartition géographique de l'insécurité alimentaire si l'on divise le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire dans chaque zone de résidence par le nombre total de personnes en situation d'insécurité alimentaire. Un tel calcul révèle que 76,4 pour cent de la population mondiale en situation d'insécurité alimentaire vit dans les zones urbaines (40,9 pour cent) et périurbaines (35,5 pour cent) (FAO *et al.*, 2023a).

	1. Zones urbaines et périurbaines	2. Zones rurales	3. Total
A. Nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave	1 688 708	521 925	2 210 634
B. Population totale	6 201 623	1 567 343	7 768 966
Part de la population en situation d'insécurité alimentaire, en pourcentage de la population régionale	27,2% (1A/1B)	33,3% (2A/2B)	28,5% (3A/3B)
Part de la population mondiale en situation d'insécurité alimentaire, par région	76,4% (1A/3A)	23,6% (2A/3A)	

Si l'on ventile encore davantage les données selon la classification DEGURBA ainsi que par région du monde ou catégorie de revenu, on constate qu'en Afrique 69,6 pour cent (551,1 millions sur 802,8 millions) de la population en situation d'insécurité alimentaire grave ou modérée réside dans des zones urbaines et périurbaines, et en Asie 82,3 pour cent (900,3 millions sur 1 093,6 millions).

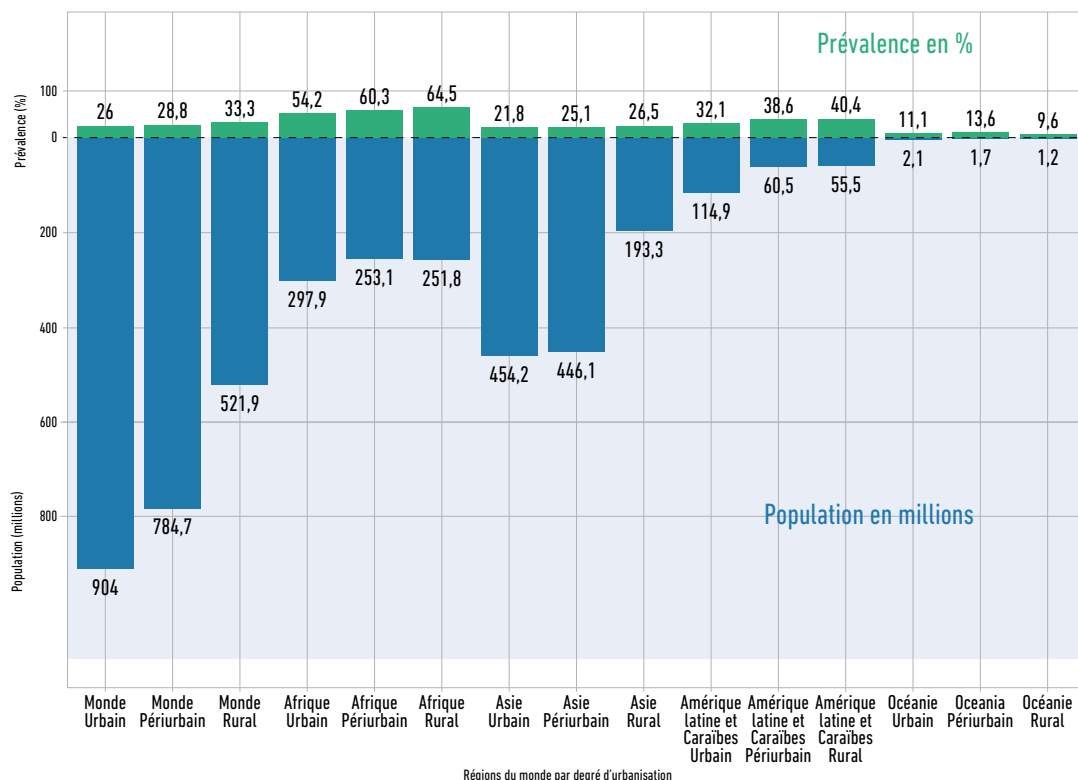
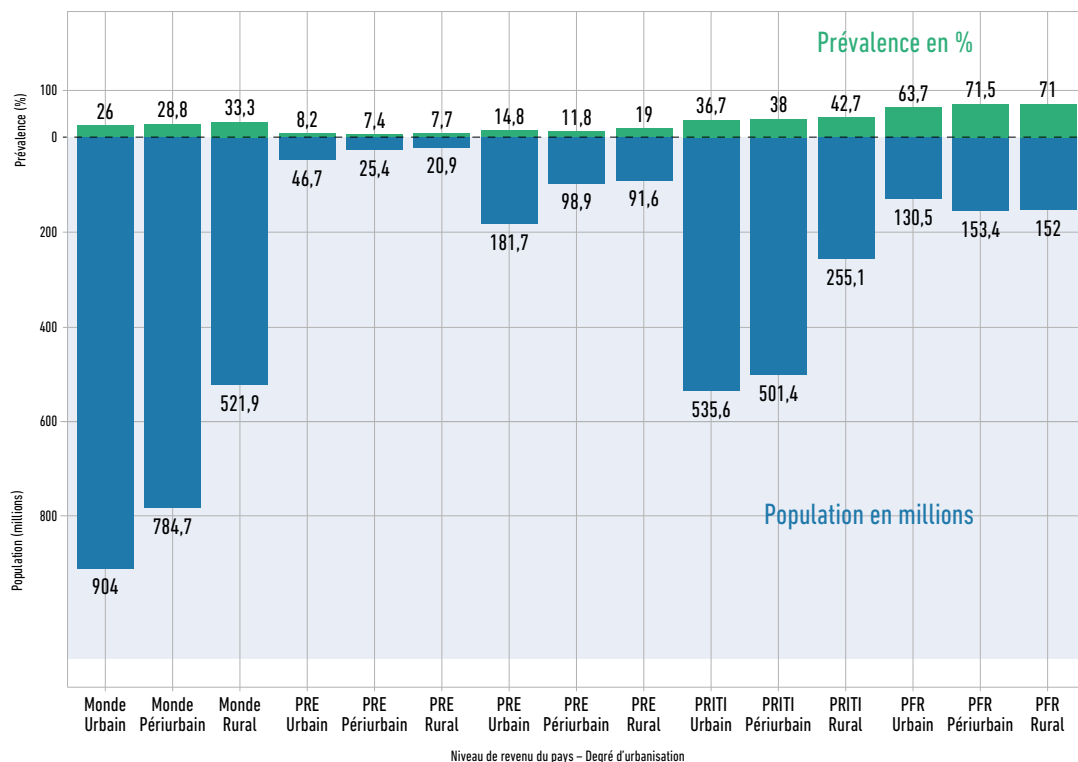
varier selon les régions, même parmi les pays à revenu élevé. Par exemple, au Canada, la prévalence de l'insécurité alimentaire est légèrement supérieure dans les zones rurales que dans les zones urbaines (Idzerda *et al.*, 2022), tandis que, aux États-Unis, elle atteint son maximum chez les ménages des grandes villes des régions métropolitaines (12 pour cent) et son minimum dans les banlieues (9 pour cent) (USDA, 2023b). **Il convient de porter une attention accrue à la sécurité alimentaire dans les zones urbaines et périurbaines si l'on veut parvenir à la sécurité alimentaire et à une bonne nutrition et atteindre l'ODD 2,**

**compte tenu en particulier des projections, qui prévoient une croissance urbaine continue.**

La ventilation des données selon des critères démographiques intersectionnels et géographiques joue un rôle important au regard de la politique de sécurité alimentaire. Par exemple, une étude menée en Éthiopie suggère que le groupe d'âge des jeunes/adolescents supporte la majeure partie du fardeau des chocs qui frappent les prix des denrées alimentaires, et que les garçons y semblent plus vulnérables que les filles, bien que les deux sexes affichent des taux d'insécurité

FIGURE 11

DIAGRAMME EN ICEBERG REPRÉSENTANT LA PRÉVALENCE (HAUT) DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE GRAVE OU MODÉRÉE ET LE NOMBRE DE PERSONNES TOUCHÉES (BAS)



90 ]

Notes: La prévalence de l'insécurité alimentaire grave ou modérée est exprimée en pourcentage (au-dessus de l'axe y) tandis que le nombre de personnes touchées est indiqué en millions (au-dessous de l'axe y), en fonction du degré d'urbanisation (DEGURBA) en 2022 (GHSL, non daté). La figure du haut suit la classification par niveau de revenu de la Banque mondiale et celle du bas est établie par région.

Source: FAO. 2023a. Suite of Food Security Indicators. In: FAOSTAT. [Consulté le 27 février 2024]. <https://www.fao.org/faostat/en/#data/FSFAO>

## ENCADRÉ 8

## LES DONNÉES SUR LA QUALITÉ DE L'ALIMENTATION, UN BIEN PUBLIC MONDIAL

Le Projet mondial sur la qualité de l'alimentation, qui fournit les premières données primaires sur la qualité de l'alimentation de la population adulte de plus de 15 ans partout dans le monde, a fait évoluer le discours sur la qualité de l'alimentation mondiale en créant une source de données publiques ventilées par sexe et par catégorie urbaine (Global Diet Quality Project, 2024) sur le sujet. Ces données nouvelles ont été collectées dans le cadre du sondage mondial de Gallup. Intégrées au cadre de suivi indépendant créé dans le prolongement du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (à savoir l'initiative Compte à rebours des systèmes alimentaires), elles pourraient permettre de prendre en compte des critères de qualité de l'alimentation dans les ODD.

La collecte de ces données a été effectuée à l'aide du questionnaire sur la qualité de l'alimentation, qui mesure cette qualité en s'appuyant sur les groupes d'aliments. Comme il peut être rempli en cinq minutes et ne requiert aucun savoir-faire spécialisé de la part des enquêteurs, les coûts et les impératifs de formation s'en trouvent très réduits par rapport à ceux qu'exigent les approches traditionnelles de mesure et d'analyse des régimes alimentaires. Si elle ne fournit pas de données détaillées sur les quantités consommées, cette méthode de suivi lève les obstacles qui empêchent de commencer la collecte de données sur les régimes alimentaires, en permettant à toute institution gouvernementale, organisation ou initiative d'enquête de recueillir des renseignements liés aux indicateurs de qualité de l'alimentation auprès de la population. Le questionnaire sur la qualité de l'alimentation s'inscrit dans l'alignement des enquêtes démographiques et sanitaires et de l'Étude sur la mesure des niveaux de vie, en vue de la collecte de données pour l'indicateur relatif à la diversité alimentaire minimale chez les femmes (indicateur d'adéquation de l'apport en nutriments) ainsi que divers indicateurs complémentaires ayant trait à la qualité de l'alimentation en lien avec les maladies non transmissibles. Les instruments de ce questionnaire, traduits et adaptés aux différents pays (130 à ce jour), sont disponibles en tant que bien public mondial, l'idée étant d'assurer la cohérence de la collecte de données entre les différentes initiatives d'enquête.

En tant que bien public mondial, le module d'enquête sur la qualité de l'alimentation peut être mis en œuvre par les planificateurs urbains et les autorités municipales de santé afin d'analyser la situation qui leur est propre. Souvent, la politique alimentaire urbaine peut se montrer plus souple que la politique nationale ou régionale, et la possibilité de recueillir à faible coût des données relatives aux indicateurs alimentaires peut aider à éclairer les politiques alimentaires urbaines. Les organisations peuvent utiliser le questionnaire sur la qualité de l'alimentation pour collecter leurs propres données et les analyser facilement, en vue de faire émerger des idées applicables en temps utile sur le terrain. En mettant en lumière les facteurs de risque alimentaire prévalents dans les populations urbaines, le questionnaire est susceptible de fournir aux planificateurs et aux responsables de l'élaboration des politiques locaux les données nécessaires pour cerner les lacunes alimentaires à combler.

alimentaire très élevés (Hadley *et al.*, 2009; Smith *et al.*, 2023). Ces travaux montrent que le renforcement des dispositifs de protection sociale, en particulier des programmes d'alimentation scolaire, cible les moins de 18 ans (Smith *et al.*, 2023), mais qu'aucun dispositif ne protège les jeunes ayant dépassé cet âge. Les données intersectionnelles font émerger une lecture qui s'écarte du discours traditionnel sur l'identité des personnes touchées par l'insécurité alimentaire et apporte des arguments en faveur d'une approche

holistique, où nul ne soit laissé de côté. Aussi bien **les zones rurales que les zones urbaines et périurbaines ont besoin de politiques sur mesure qui ne peuvent être mises en place en l'absence de données ventilées et intersectionnelles publiquement accessibles.** La FAO et le Projet mondial sur la qualité de l'alimentation (ENCADRÉ 8) ont joué un rôle important pour améliorer l'accès à ce type de données.

La majeure partie de la population urbaine des pays à revenu faible ou intermédiaire

réside désormais dans des villes secondaires ou des petites villes (Cattaneo, Nelson et McMenomy, 2021; Riley et Crush, 2023). **Ces villes de moindre importance connaissent des taux d'insécurité alimentaire plus élevés que les zones urbaines plus étendues car les populations y bénéficient de salaires officiels moins élevés, de moins de possibilités au niveau des moyens de subsistance, ainsi que de moins de droits et de mesures de protection sociale, et d'une moindre diversité dans l'environnement alimentaire (points de vente au détail).**

Si l'insécurité alimentaire est plus élevée dans les villes secondaires, la qualité de l'alimentation dans ces villes est liée à leur connectivité avec les autres villes et les routes commerciales. Une étude récente menée en République-Unie de Tanzanie a montré que les ménages qui vivent dans des villes secondaires sont plus susceptibles de remplir les critères des indicateurs de référence alimentaires pour tous les nutriments que les ménages de Dar es Salaam, qui consomment plus de matières grasses, de graisses saturées et de sucre, mais moins de protéines, de fibres et de micronutriments essentiels (Ameye, 2023). Des tendances similaires ont été observées dans les villes secondaires des pays à revenu faible ou intermédiaire (Zimmer *et al.*, 2022; Riley et Crush, 2023; Speich *et al.*, 2023). En Zambie, la taille des villes et leur connectivité au niveau des transports jouent un rôle important dans les modes d'approvisionnement alimentaire des villes secondaires (Zimmer *et al.*, 2022). Les villes secondaires plus petites et isolées dépendent davantage de l'environnement alimentaire rural pour les produits de base, tandis que les villes secondaires plus connectées comptent à la fois sur l'approvisionnement de ville à ville et sur l'approvisionnement des zones rurales vers les villes. L'approvisionnement lié à la connectivité (de ville à ville) permet d'avoir accès à des aliments à plus forte valeur, tels que la viande, le sucre, les huiles et d'autres produits transformés (Zimmer *et al.*, 2022). L'attention accordée aux villes secondaires et aux diverses caractéristiques influant sur l'alimentation et la nutrition des ménages dans ces villes gagne en importance, étant donné que celles-ci devraient s'étendre au

même rythme que la croissance démographique. Il existe cependant peu de synthèses systématiques concernant les villes secondaires, en particulier pour l'Asie du Sud et l'Amérique latine (Riley et Crush, 2023; Speich *et al.*, 2023).

**Si l'existence d'une période de soudure est une notion communément admise en ce qui concerne la sécurité alimentaire en milieu rural, il a été démontré que le milieu urbain est aussi soumis à des périodes d'insécurité alimentaire accrue, qui se distinguent nettement.** Si les disponibilités et les variations de prix des denrées alimentaires jouent un rôle dans ces cycles (Grace *et al.*, 2017), les périodes de disette urbaines sont plus étroitement liées aux variations du coût de la vie observées en zone urbaine (PMBEJD, 2023). Ces périodes se caractérisent par des dépenses accrues et des baisses de revenu chez les ménages, dues par exemple à une forte chute de l'emploi saisonnier dans les secteurs du bâtiment et des travaux publics. Elles coïncident aussi avec les moments où les enfants ne vont pas à l'école et ne bénéficient donc pas des repas scolaires. Pendant ces périodes, les ménages réduisent leurs dépenses de nourriture pour répondre à d'autres besoins de la famille, ce qui englobe le dilemme entre se chauffer ou se nourrir auxquels les ménages sont confrontés sous l'effet des augmentations rapides des prix de l'énergie (Bardazzi, Bortolotti et Paziienza, 2021; Burlinson, Davillas et Law, 2022). Il existe aussi des cycles d'insécurité alimentaire d'un mois à l'autre, car les ménages, qui ont l'impression qu'il y a «plus de mois dans l'année que d'argent dans le porte-monnaie», ajustent leur alimentation, la qualité de celle-ci, le nombre de repas et leurs stratégies d'approvisionnement alimentaire en fonction de cet élément (Whiteman, Chrisinger et Hillier, 2018; Ferrer *et al.*, 2019). Cette tendance a été accentuée par la récente crise mondiale du coût de la vie (HLPF, 2022).

## 5.2.2 CARACTÉRISTIQUES DES POPULATIONS URBAINES ET PÉRIURBAINES EN SITUATION D'INSECURITÉ ALIMENTAIRE

Les niveaux d'insécurité alimentaire dans les zones urbaines et périurbaines varient en

fonction des différentes caractéristiques des ménages et des individus. Il importe donc d'envisager l'insécurité alimentaire sous un angle intersectionnel (HLPE, 2023).

Outre les différences régionales et spatiales, on observe que les femmes souffrent davantage d'insécurité alimentaire que les hommes. **Ces disparités entre les genres tiennent au fait que l'exposition aux chocs n'est pas la même pour les femmes et les hommes, de même que l'éducation, le revenu, les possibilités offertes, les réseaux sociaux et les droits.** Ces disparités se sont aggravées lors de la pandémie de covid-19, sous l'effet de la perte de moyens de subsistance et de revenus, d'un accès plus restreint aux programmes d'alimentation scolaire (et par conséquent d'une demande alimentaire accrue au sein des foyers) et d'une hausse importante des activités de soin (Alvi et Gupta, 2020; Delbiso, Kotecho et Asfaw, 2021; FAO *et al.*, 2023a). Cette «fracture entre les genres» s'est amoindrie en Asie et en Amérique latine durant les deux années qui ont suivi la pandémie, mais elle est demeurée stable en Afrique. On sait très peu de choses sur les différences entre les zones urbaines et les zones rurales à cet égard – même le dernier rapport sur L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde ne fournit aucune donnée ventilée par sexe distinguant les contextes urbain, périurbain et rural (FAO *et al.*, 2023a). Selon les recherches menées dans des villes africaines et au Brésil, les ménages dirigés par des femmes sont généralement en proie à une insécurité alimentaire plus élevée que ceux ayant des hommes à leur tête, mais lorsque certains facteurs tels que le revenu du ménage ou l'éducation du chef de famille est pris en considération, ce désavantage disparaît, voire devient un avantage (Riley et Dodson, 2020). Ceci tient en partie au fait que les femmes jouent un plus grand rôle dans les décisions d'achat et de consommation alimentaires, même si elles ont un revenu plus faible (Levin *et al.*, 1999). Les ménages dirigés par des femmes représentent parfois jusqu'à 50 pour cent de l'ensemble des ménages citadins en Afrique (Dodson, Chiweza et Riley, 2012). En Asie du Sud-Est, les différences entre les genres en matière d'insécurité alimentaire sont atténuées par les facteurs que sont l'enseignement supérieur et le soutien social, tandis qu'en Afrique

subsaharienne, ce sont surtout l'enseignement supérieur et le revenu du ménage qui atténuent ces différences (Broussard, 2019). Encore une fois, les données disponibles gagneraient à être mieux géoréférencées et à porter sur des échantillons plus larges afin que soient au moins pris en compte plusieurs facteurs démographiques tels que le sexe, le lieu et l'âge, et au moins deux ou trois marqueurs sociaux, tels que la race, l'appartenance ethnique, la religion ou la caste, ainsi que la ventilation par statut socioéconomique. **Il est essentiel de ventiler les données disponibles en fonction de plusieurs facteurs intersectionnels afin de définir, cibler et adapter des politiques de sécurité alimentaire en fonction de différents contextes urbains.**

En raison des disparités socioéconomiques, **l'insécurité alimentaire est fortement inégale dans les zones urbaines et périurbaines et parmi les populations migrantes. Les établissements urbains informels (bidonvilles ou quartiers similaires) connaissent une insécurité alimentaire élevée.** En Afrique du Sud, l'enquête sur la santé et la nutrition dans le pays, représentative au plan national, a révélé que 68,5 pour cent des participants des zones urbaines informelles étaient en situation d'insécurité alimentaire ou risquaient de souffrir de la faim, contre 44,6 pour cent dans les zones urbaines structurées (Shisana *et al.*, 2013). De même, en Inde, les bidonvilles des zones urbaines connaissent une plus grande insécurité alimentaire que les zones urbaines qui ne sont pas des quartiers pauvres. Non seulement les bidonvilles concentrent des populations vivant dans la pauvreté du point de vue des revenus, mais les conditions de vie qui y règnent aggravent par ailleurs l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Les maladies transmissibles par vecteur, telles que la maladie à virus Zika, la dengue et la leptospirose, sont très prévalentes dans les bidonvilles, en raison des mauvaises conditions de logement et du manque d'accès à l'eau et à l'assainissement (Costa *et al.*, 2017). Par exemple, les quartiers pauvres de Salvador (Brésil) comptent une importante population de rats et, en période d'inondation, les personnes résidant dans la partie basse des bidonvilles sont plus fortement exposées au risque de contamination à cause des eaux stagnantes et des sols boueux (Hagan *et al.*, 2016; Costa *et al.*,



2017). Ces risques se ressentent négativement sur les résultats en matière de nutrition.

On estime que, dans les contextes urbains, une personne sur quatre (soit 1 milliard de personnes) vit dans des quartiers informels (bidonvilles) à l'échelle mondiale. Ce chiffre va considérablement augmenter à l'avenir, en même temps que l'urbanisation (UN-DESA, non daté). La concrétisation de la sécurité alimentaire devrait donc être envisagée dans l'optique de systèmes qui tiennent compte des interactions entre les différents facteurs économiques, sociaux, politiques, environnementaux et spatiaux pour déterminer les résultats obtenus en matière de sécurité alimentaire au niveau des individus et des ménages.

En Inde, on constate des variations considérables de l'incidence de l'insécurité alimentaire au sein des différentes populations des bidonvilles, mais faute de ventilation des données en fonction de critères liés au statut social et à la démographie, il est plus difficile de cibler efficacement les politiques (Agarwal *et al.*, 2009; Maitra, 2017; Sethi *et al.*, 2017; Anand *et al.*, 2019; McKay, Sims et van der Pligt, 2023). Parallèlement, les migrations sont aussi associées à des formes graves d'insécurité alimentaire (Smith et Floro, 2020). Pourtant, plusieurs études font ressortir des taux élevés de sécurité alimentaire chez les migrants transfrontières (Napier *et al.*, 2018; Carney and Krause, 2020; Hayden, 2023). La migration est souvent perçue comme apportant une protection contre l'insécurité alimentaire, en particulier grâce aux envois de fonds (de zones urbaines vers des zones rurales, et de zones urbaines vers d'autres zones urbaines) et de denrées alimentaires (des zones rurales vers les zones urbaines) (Crush et Caesar, 2018). Toutefois, en cas de choc, par exemple lors de la pandémie de covid-19, le risque d'insécurité alimentaire est accru, à cause de la perte de revenu, du manque d'aide sociale et d'un plus grand risque d'exposition au virus (Orjuela Grimm *et al.*, 2022). Au Mexique, les migrants internationaux d'Amérique centrale sont non seulement confrontés aux mêmes problèmes d'insécurité alimentaire que les ménages urbains à faible revenu et pauvres, mais ils doivent aussi affronter des difficultés dues à l'absence de

papers, qui limite l'accès aux programmes de protection sociale des pouvoirs publics et renforce l'isolement induit par des conditions de logement médiocres et instables (Hayden, 2023).

**L'urbanisation et d'autres évolutions économiques et sociales ont conduit les populations à se détourner des pratiques traditionnelles d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, y compris de l'allaitement au sein.** La participation accrue des femmes à la main-d'œuvre, en particulier dans les zones urbaines, et l'utilisation connexe de substituts de lait maternel, ont conduit à effectuer des compromis au niveau des pratiques d'allaitement. Par exemple, l'expansion économique rapide de la Chine coïncide avec une commercialisation accrue des produits de remplacement du lait maternel (Xu *et al.*, 2009). Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, les enfants grandissant dans différents contextes urbains ont moins de chance d'être allaités de manière optimale que les enfants des zones rurales (Oommen *et al.*, 2009; Thu *et al.*, 2012; Wallenborn *et al.*, 2021). À Nairobi, par exemple, la recherche menée dans les bidonvilles indique qu'à peine 2 pour cent des enfants bénéficient de l'allaitement au sein exclusif (Wanjohi *et al.*, 2016).

### 5.2.3 LES ZONES URBAINES ET PÉRIURBAINES SONT LES ÉPICENTRES D'UNE TRANSITION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE INÉGAL

Les régions urbaines et périurbaines sont les épicentres de la transition nutritionnelle. La transition nutritionnelle est généralement caractérisée par une baisse du taux de dénutrition et une hausse du surpoids et de l'obésité, due à la consommation d'aliments riches en calories, matières grasses, huiles, sucre et sel, conjuguée à une activité physique moindre (Popkin, 1993, 2006, 2014; Popkin et Ng, 2022). Toutefois, ces taux sont très inégaux, ce qui se traduit par la coexistence de formes multiples de malnutrition, y compris la dénutrition, les carences en micronutriments, le surpoids et l'obésité (Jones, Acharya et Galway, 2016; Kadiyala *et al.*, 2019; Popkin et Ng, 2022). On observe une transition nutritionnelle dans les pays à revenu faible ou intermédiaire chez

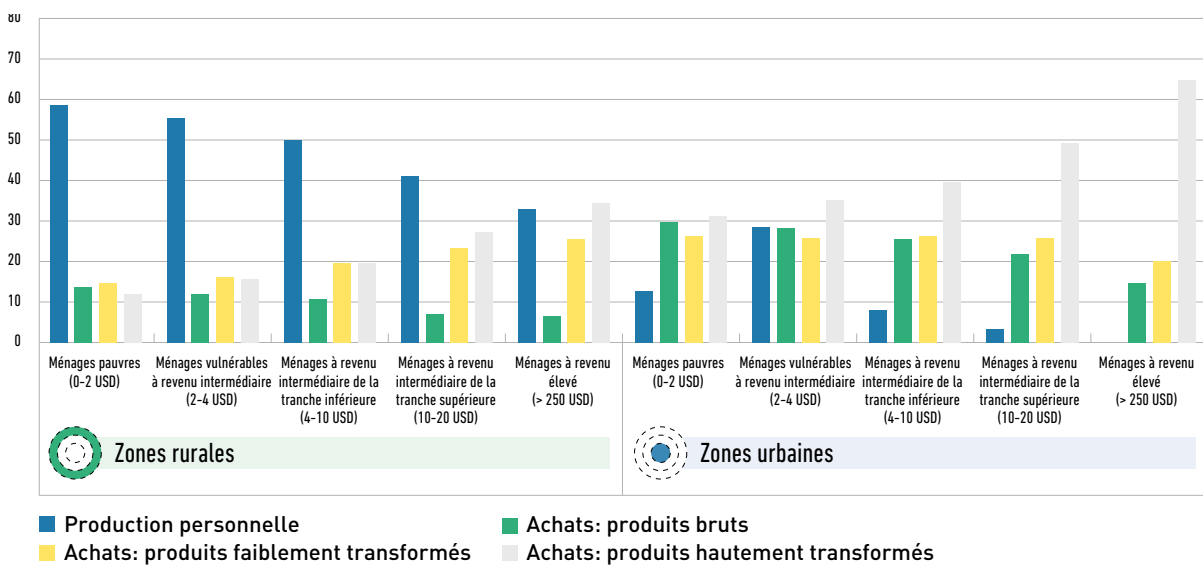
les enfants en raison de la forte disponibilité, de l'abordabilité et, par conséquent, de l'importante consommation d'aliments riches en sucre, en sel et en matières grasses (Popkin, Adair et Ng, 2012). Les environnements urbains, souvent délétères pour la santé, sont soumis à des publicités envahissantes pour des produits alimentaires et les citoyens manquent de temps pour cuisiner des repas sains (VOIR LE CHAPITRE 4). **La transition nutritionnelle s'est traduite par une augmentation rapide du surpoids et de l'obésité dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, y compris de l'obésité infantile** (Ng *et al.*, 2014; Global Panel, 2017; WHO, 2023b).

L'hétérogénéité de la transition alimentaire et nutritionnelle résulte principalement des changements rapides qui, ces 30 dernières années, ont transformé les systèmes alimentaires d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine par la libéralisation des échanges, les investissements directs étrangers, les subventions agricoles et les trois révolutions des chaînes de valeur agricoles qui se sont fait jour simultanément (celle des supermarchés, celle de la restauration et celle, plus douce, du segment intermédiaire) dans les pays à revenu faible ou intermédiaire

(Hawkes, 2006; Popkin, 2014; Reardon *et al.*, 2021). Historiquement, les villes portuaires et les autres zones côtières urbaines ont été les lieux de diffusion des aliments importés (Drakakis-Smith, 1991). Sous l'effet de la densité de population, des inégalités qui y sont présentes et des exigences qui les caractérisent en matière de choix alimentaires, les zones urbaines sont souvent les principales zones de diffusion d'aliments transformés riches en sucre, en sel et en matières grasses, qui deviennent plus abordables que les aliments sains, en particulier dans les contextes des pays à revenu faible ou intermédiaire (Bosu, 2015). La figure 12 montre que, dans six pays africains analysés, les achats de produits alimentaires hautement transformés sont plus importants dans les zones urbaines.

La prévalence de l'obésité s'est accrue ces dernières décennies, tant dans les pays à revenu élevé que dans les pays à revenu faible ou intermédiaire (WHO, 2005; Popkin, Corvalan et Gummer-Strawn, 2020). Elle augmente particulièrement rapidement dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, où les projections suggèrent que vivront les trois quarts de la population obèse mondiale d'ici à 2025 (WHO,

**FIGURE 12**  
**POURCENTAGE DE LA VALEUR MONÉTAIRE DES ALIMENTS CONSOMMÉS PAR CATÉGORIE**



Notes: Les données ont été collectées aux dates et dans les pays suivants: Éthiopie (2004-2005), Ouganda (2009-2010), République-Unie de Tanzanie (2010-2011), Mozambique (2008-2009), Malawi (2001-2011), Afrique du Sud (2010).  
Source: Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition. 2016. *Food systems and diets: Facing the challenges of the 21st century*. Londres.

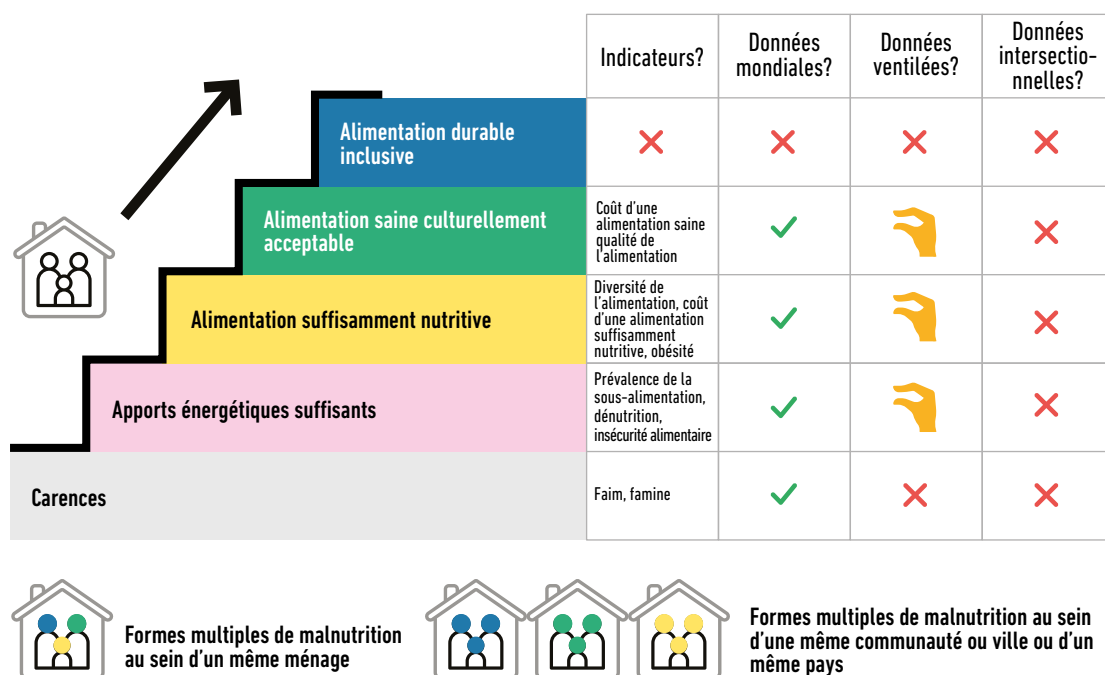
2005; Jaacks *et al.*, 2019; NCD-RisC, 2019). Traditionnellement, le surpoids et l'obésité sont considérés comme une affection touchant les plus aisés dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, mais des données portant sur d'autres contextes montrent que cette situation est en train d'évoluer, le fardeau du surpoids et de l'obésité frappant désormais des groupes socioéconomiques plus défavorisés (Ziraba *et al.*, 2009; Jones-Smith *et al.*, 2012; Ford, Patel et Narayan, 2017; Mbogori *et al.*, 2020; Daran et Levasseur, 2022; Daran, Levasseur et Clément, 2023). Une étude menée dans les quartiers pauvres de zones urbaines de deux pays africains (Accra, au Ghana, et Nairobi, au Kenya) ont fait ressortir une très large consommation de denrées alimentaires et de boissons mauvaises pour la santé à forte densité énergétique (Holdsworth *et al.*, 2020). **Les politiques de réduction de la faim et de la pauvreté du XXIe siècle, en particulier dans les différents contextes des pays à revenu**

**faible ou intermédiaire, doivent tenir compte de ces nouveaux enjeux de l'urbanisation et de la mondialisation, ainsi que des changements qui en résultent au niveau de l'alimentation et du mode de vie, tout en achevant de régler le problème du siècle précédent, à savoir la dénutrition** (Pingali, Stamoulis et Stringer, 2006).

Les efforts déployés pour parvenir à une sécurité alimentaire et une nutrition optimales exigent la ventilation des données par lieu, position sociale et place au sein du foyer. La figure 13 reflète l'état actuel des données relatives aux ménages qui grimpent l'échelle menant à une transition alimentaire et nutritionnelle optimale. Elle illustre l'ascension des ménages sur l'échelle des apports, tout en faisant ressortir les disparités qui existent à cet égard, ainsi que du point de vue des carences, entre les membres d'un même ménage. Souvent, les femmes connaissent des taux d'insécurité alimentaire plus élevés que les

**FIGURE 13**  
**ÉCHELLE DES DIFFÉRENTES ÉTAPES MENANT À UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE OPTIMALES POUR LES MEMBRES DU MÉNAGE**

96 ]



Source: Auteurs du présent rapport, à partir des sources suivantes: FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2023a. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023. Urbanisation, transformation des systèmes agroalimentaires et accès à une alimentation saine le long du continuum rural-urbain*. Rome; Food Prices for Nutrition Project, Université Tufts; Université Tufts. Non daté. Food Prices for Nutrition – Diet cost metrics for a better-fed world. In: Food Prices for Nutrition. [Consulté le 27 février 2024]. <https://sites.tufts.edu/foodpricesfornutrition>

hommes car elles jouent un rôle tampon pour leurs enfants sur le plan nutritionnel (Block *et al.*, 2004; Piperata et Dufour, 2021; FAO *et al.*, 2023a). Les femmes souffrent aussi de taux d'obésité et d'anémie plus élevés que les hommes. Diverses formes de malnutrition, telles que l'obésité chez la femme et les retards de croissance chez l'enfant, coexistent dans les familles (VOIR LA SECTION 5.2.4), d'où la nécessité de ventiler les indicateurs de sécurité alimentaire et de nutrition au sein des ménages.

Pour la plupart des indicateurs concernant l'échelle qui mène à une alimentation et une nutrition optimales, des données publiques globales sont disponibles au niveau national. Très peu d'ensembles de données fournissent des données ventilées, et aucun ne contient de données intersectionnelles, même entre deux axes simples tels que le sexe et le lieu de vie (rural ou urbain). Par exemple, on ne dispose actuellement d'aucune estimation de la faim en milieu rural ou urbain en fonction de l'âge, alors que les tendances générales de l'urbanisation, de la transition démographique et de la migration des jeunes, ainsi que l'augmentation en valeur absolue du nombre de personnes en situation de pauvreté dans les villes, suggèrent que les plus jeunes pourraient constituer une forte proportion des populations urbaines et périurbaines touchées (IFPRI, 2017; HLPE, 2023; WFP, 2023a). Enfin, il n'existe pas d'indicateur universel d'une alimentation durable inclusive, c'est-à-dire d'une alimentation durable qui soit accessible économiquement et acceptable culturellement, ou d'une alimentation nutritive susceptible de résister aux chocs (He *et al.*, 2021; Conrad, Drewnowski et Love, 2023).

### 5.2.4 TRANSITION NUTRITIONNELLE ET DIMENSION DE GENRE

**Il a été démontré que la transition nutritionnelle présente de nettes disparités entre les genres en ce qui concerne l'obésité, les femmes souffrant de taux d'obésité beaucoup plus élevés que les hommes** (Kanter et Caballero, 2012; Aiyar, Rahman et Pingali, 2021), comme l'illustre la figure 14.

Dans tous les pays à revenu faible ou intermédiaire, l'indice de masse corporelle des femmes et des hommes est plus élevé en zone urbaine qu'en zone rurale, l'écart le plus important entre milieu urbain et milieu rural étant observé en Afrique subsaharienne (FIGURE 14). Cependant, à l'échelle mondiale, l'indice de masse corporelle a augmenté au même rythme ou plus rapidement dans les zones rurales que dans les zones urbaines entre 1985 et 2017 (NCD-RisC, 2019). Cette constatation vaut tant dans les pays à revenu faible ou intermédiaire que dans les pays à revenu élevé, sauf pour les femmes d'Afrique subsaharienne (NCD RisC, 2019). Dans certains pays à revenu élevé, la prévalence de l'obésité est généralement plus forte dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Dans les provinces canadiennes, par exemple, la prévalence de l'obésité chez l'adulte est de 32 pour cent dans les zones rurales et de 26 pour cent dans les zones urbaines (Atlas des facteurs de risque au Canada). Aux États-Unis, 34 pour cent des adultes des zones rurales sont obèses, contre 29 pour cent de ceux des zones urbaines (CDC, 2018). En revanche, en Europe, il n'y a aucune différence entre les zones rurales et les zones urbaines pour ce qui est du taux de surpoids ou d'obésité (Peytremann-Bridevaux, 2007).

Plusieurs autres facteurs influent sur l'obésité et le surpoids ainsi que sur les indicateurs de santé connexes. Par exemple, le niveau d'instruction des femmes est un important facteur d'accroissement de l'obésité et du surpoids, la plus forte hausse touchant les femmes moins instruites (sans instruction ou ayant un niveau d'instruction primaire) plutôt que les femmes ayant bénéficié d'un enseignement secondaire ou supérieur (Ziraba *et al.*, 2009; Daran et Levasseur, 2022; Daran, Levasseur et Clément, 2023). De surcroît, l'environnement physique urbain (et les inégalités de revenu) influe sur l'activité physique, ce qui entraîne des différences entre les genres au niveau des dépenses énergétiques (Althoff *et al.*, 2017; Adlakha et Parra, 2020; Tcymbal *et al.*, 2020; Boakye *et al.*, 2023). À l'échelle mondiale, on considère que 34 pour cent des femmes sont physiquement inactives, contre 28 pour cent des hommes (Hallal *et al.*, 2012). La disponibilité

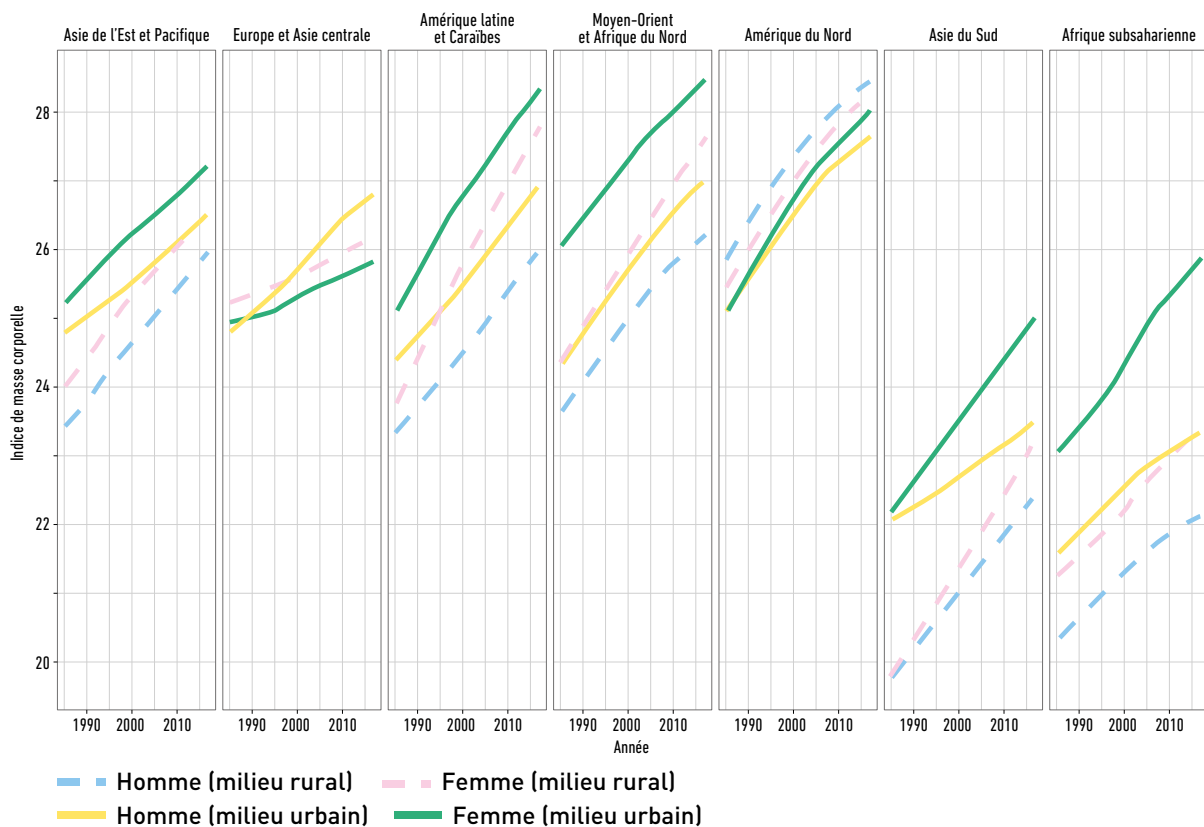
et la commodité des transports publics, la sécurité des pistes cyclables, et la distance parcourue lors des trajets quotidiens sont autant de facteurs importants qui améliorent l'activité physique des femmes dans les espaces urbains. Parallèlement, pour les hommes, les équipements de sport dans les parcs, les squares et les réseaux urbains (présence d'impasses, par exemple) sont nettement corrélés à une plus grande activité physique (Adlakha et Parra, 2020; Tcymbal *et al.*, 2020).

### 5.2.5 FARDEAUX MULTIPLES DE LA MALNUTRITION

Les fardeaux multiples de la malnutrition (à savoir la manifestation concomitante de la dénutrition, des carences en micronutriments, ainsi que du surpoids et de l'obésité) ont été

étudiés dans les zones urbaines et périurbaines, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire (d'Afrique subsaharienne, d'Asie du Sud et d'Amérique centrale) (Popkin, Corvalan et Grummer-Strawn, 2020, Bose, Mondal et Sen, 2022). Les facteurs urbains qui influent sur ces résultats sont évoqués aux chapitres 2 et 4. La transition alimentaire, conjuguée à une activité physique limitée, s'est traduite par une hausse rapide du surpoids et de l'obésité dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, et notamment de l'obésité infantile (Ng *et al.*, 2014; Global Panel, 2017, Popkin, Corvalan et Grummer-Strawn, 2020; WHO, 2023b). Une étude menée dans six villes secondaires de trois pays à revenu faible ou intermédiaire (Bangladesh, Kenya et Rwanda) a montré que les zones urbaines connaissaient une hausse considérable de l'insécurité

FIGURE 14  
INDICE DE MASSE CORPORELLE PAR SEXE DANS LES ZONES URBAINES ET RURALES, 1990-2010



Source: Ambikapathi, R., Baye, K., Cavatassi, R., Schnieder, K., Davis, B., et Neufeld, L. En cours d'examen. Pathways and Policies to Improve Nutrition under Resilient and Inclusive Transformation. *Global Food Security*. Données en provenance de NCD Risk Factor Collaboration (NCD-RisC). 2019. Rising rural body-mass index is the main driver of the global obesity epidemic in adults. *Nature*, 569(7755): 260-264. <https://doi.org/10.1038/s41586-019-1171-x>

alimentaire, prédisposant les ménages à des formes multiples de malnutrition. Au Malawi, la prévalence de l'obésité ou de l'obésité associée à une carence en micronutriments chez les citadines est d'environ 33 pour cent, ce qui est beaucoup plus que chez les femmes des zones rurales (environ 9 pour cent) (Rhodes *et al.*, 2020). En outre, la prévalence de l'insuffisance pondérale chez l'adulte a baissé de près de 13 pour cent, tandis que le surpoids et l'obésité ont doublé, passant de 10 pour cent à 21 pour cent, avec une hausse plus importante chez les ménages des bidonvilles que chez les autres, tant dans les zones rurales que dans les zones urbaines (Nguyen *et al.*, 2021). Dans l'ensemble, le taux de retard de croissance infantile diminue à un rythme beaucoup plus faible dans les zones urbaines que dans les zones rurales.

Il existe un paradoxe dans les bidonvilles des pays à revenu faible ou intermédiaire. **Malgré de forts niveaux de pauvreté et de dénutrition, les enfants y connaissent un taux de surpoids et d'obésité impressionnant, ainsi que des retards de croissance et des carences en micronutriments.** Par exemple, dans ce même contexte de bidonvilles, à Nairobi, où près de 50 pour cent des enfants de moins de 5 ans présentent des retards de croissance, près de 10 pour cent sont en surpoids ou obèses. De plus, un tiers de leurs mères est en insuffisance pondérale, tandis qu'un autre tiers est en surpoids ou obèse (Kimani-Murage *et al.*, 2015). Une étude menée auprès des habitants de bidonvilles situés dans la partie indienne du Bengale montre aussi la coexistence du surpoids ou de l'obésité et de la dénutrition au sein des ménages. Dans 12,4 pour cent des ménages coexistent une mère en surpoids et un enfant présentant un retard de croissance (Paul et Chakrabarty, 2021). Une autre étude réalisée auprès d'enfants scolarisés âgés de 6 à 19 ans dans le bidonville de Chetla, à Kolkata (Inde), a montré la coexistence de l'insuffisance pondérale et du surpoids ou de l'obésité au sein d'une même population, où près de 10 pour cent des enfants connaissent des retards de croissance et près d'un quart sont minces, tandis que 11 pour cent sont en surpoids ou obèses (Bhattacharya *et al.*, 2021).

De même, une étude portant sur les bidonvilles de Dacca indique la coexistence de l'insuffisance pondérale et du surpoids chez les mères d'enfant de moins de 5 ans. La prévalence de l'insuffisance pondérale et du surpoids ou de l'obésité chez ces mères est respectivement de 13,4 pour cent et 45,3 pour cent (Shapla, 2023). Les niveaux de retards de croissance infantile dans les six villes secondaires étudiées au Bangladesh, au Kenya et au Rwanda varient entre 8 et 47 pour cent environ, tandis que près de la moitié des femmes adultes sont en surpoids (entre 42 et 56 pour cent) (Barth-Jaeggi *et al.*, 2023).

Ventilés en fonction de la pauvreté, les taux de dénutrition infantile sont aussi élevés en milieu urbain et périurbain qu'en milieu rural. En revanche, l'écart entre zones urbaines et périurbaines, d'une part, et zones rurales, d'autre part, est important en ce qui concerne le taux de retard de croissance chez les enfants: dans les zones urbaines, il est de 22 pour cent, bien en dessous des 36 pour cent observés dans les zones rurales (FAO *et al.*, 2023a). Bien qu'ils apparaissent comme proportionnellement plus faibles, les taux de retard de croissance infantiles des zones urbaines des pays à revenu faible ou intermédiaire, ventilés par niveau de pauvreté, sont aussi élevés que ceux des zones rurales, voire plus dans certains cas (Assaf et Juan, 2020). Par exemple, l'enquête représentative au niveau national menée au Bangladesh en 2014 a révélé que 48 pour cent des enfants dans les zones urbaines pauvres (l'équivalent des bidonvilles) présentaient un retard de croissance, contre 38 pour cent dans les zones rurales (Assaf et Juan, 2020). De plus, pour replacer les choses dans leur contexte, 40 pour cent de la population du Bangladesh est urbaine, d'après l'indicateur binaire zones rurales zones urbaines; or, selon la classification DEGURBA, les zones urbaines abritent 35 pour cent de la population et les zones périurbaines (agglomérations urbaines) 54 autres pour cent. Ainsi, 89 pour cent de la population bangladaise réside dans les zones urbaines et périurbaines (Union européenne, non daté). Il en résulte que, numériquement, le



retard de croissance représente probablement un fardeau plus élevé en milieu urbain et périurbain. Au Pakistan (enquête de 2018), les zones urbaines pauvres connaissent des taux de retard de croissance infantile bien plus hauts (56 pour cent) que les zones rurales (41 pour cent). Des résultats similaires sont observés pour l'anémie infantile. Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, les taux sont aussi élevés chez les pauvres des zones urbaines que dans les zones rurales. Au Ghana, les taux d'anémie infantile sont équivalents en milieu urbain pauvre et en milieu rural (ils atteignent respectivement 52 et 46 pour cent, selon l'enquête de 2014). En Haïti, la population citadine pauvre présente un taux d'anémie nettement supérieur (57 pour cent) à celui de la population rurale (37 pour cent). Dans l'ensemble, si l'on procède à la ventilation des données, on constate que la malnutrition pèse autant sur les enfants pauvres des villes que sur les enfants des campagnes. En outre, si l'on considère le poids numérique, en incluant les zones urbaines et périurbaines, il y a plus d'enfants sous-alimentés en milieu urbain qu'en milieu rural, comme pour la population en situation d'insécurité alimentaire dans les zones urbaines et les zones rurales.

Dans le monde, les niveaux d'émaciation des enfants sont nettement plus bas dans les zones urbaines (8 pour cent) que dans les zones rurales (12 pour cent) (FAO *et al.*, 2023a), et chez les enfants de plus de 2 ans (Karlsson *et al.*, 2022). C'est en Asie que le fardeau de l'émaciation des enfants est le plus lourd, avec des écarts importants entre milieu rural et milieu urbain. Une ventilation par région en fonction de l'urbanisation, toutefois, offre une autre lecture en ce qui concerne la différence entre villes et campagnes au regard de ce fardeau. En Asie du Sud-Est (Cambodge, Myanmar, République démocratique populaire lao, Thaïlande, Timor-Leste et Viet Nam), la prévalence de l'émaciation infantile varie entre 4 et 11 pour cent, et le fait de résider en zone urbaine accroît considérablement le risque d'émaciation, même après ajustement en fonction de la richesse et de l'accès à l'eau potable (Mutunga *et al.*, 2020). En Asie du Sud

(Afghanistan, Bangladesh, Inde, Maldives, Népal et Pakistan), la prévalence de l'émaciation varie entre 9 et 21 pour cent, et seul le Népal affiche un pourcentage plus élevé dans les zones urbaines que dans les zones rurales. Toutefois, les taux de retard de croissance sont bien supérieurs dans l'Inde urbaine, après ajustements tenant compte des covariables liées au ménage et à la mère (Harding, Aguayo et Webb, 2018). En Chine, l'émaciation connaît moins de disparités entre milieu rural et milieu urbain et, dans certaines régions, les zones rurales reprennent l'avantage (Dong *et al.*, 2019). Les formes multiples de dénutrition chez l'enfant (occurrence simultanée de l'émaciation et du retard de croissance) sont davantage présentes en Asie du Sud, en particulier chez les enfants plus âgés. Cela est dû au fait que les enfants qui subissent un retard de croissance en bas âge sont davantage susceptibles d'en connaître un autre par la suite (Mertens *et al.*, 2023).

Parallèlement, les taux de surpoids chez l'enfant ne montrent pas de différence marquée entre les zones urbaines et les zones rurales (LBD Double Burden of Malnutrition Collaborators, 2020). Des facteurs systémiques, notamment le niveau d'instruction et les moyens économiques des ménages, ainsi que l'accès des communautés à l'eau, à l'assainissement, aux services de santé et à une alimentation suffisante, ont une incidence considérable sur la malnutrition chronique et aiguë. Certaines données suggèrent que la malnutrition aiguë des enfants dans l'Afrique urbaine résulte essentiellement de l'insécurité alimentaire élevée, alors qu'en Asie elle est principalement associée à des facteurs biologiques chez la mère, tels qu'un faible indice de masse corporelle (Amugsi, 2014; Harding, Aguayo et Webb, 2018; Ssentongo *et al.*, 2021).

Les carences en micronutriments restent inacceptablement élevées, au niveau mondial, en particulier parmi les populations les plus exposées aux carences (enfants, femmes enceintes et allaitantes, adolescents et femmes en âge de procréer). La faim

cachée – à savoir la présence de carences en micronutriments sans déficit de l'apport énergétique – est un véritable problème en milieu urbain comme en milieu rural. Les efforts d'enrichissement des aliments en éléments nutritifs portent davantage leurs fruits dans les zones urbaines, car celles-ci sont dotées d'infrastructures permettant d'assurer la diffusion des produits enrichis (Lenaerts et Demont, 2021). Au niveau mondial, on estime à 56 pour cent la part des enfants d'âge préscolaire qui souffrent d'une carence en l'un des trois micronutriments essentiels que sont le fer, le zinc et la vitamine A, tandis que 69 pour cent des femmes en âge de procréer sont en carence d'au moins un des trois micronutriments fonctionnels que sont le fer, le zinc et l'acide folique (Stevens *et al.*, 2022). Ces micronutriments indispensables ont une incidence sur la croissance et le développement cognitif des enfants, ainsi que sur le bien-être fonctionnel des femmes. Ces incidences immédiates ont aussi des conséquences à long terme sur l'état de santé (Darnton-Hill *et al.*, 2005). Ces estimations mondiales restent cohérentes dans les contextes à revenu élevé (45 à 50 pour cent de carences en micronutriments), où l'alimentation est nettement plus abordable (Lopes *et al.*, 2023). Comme l'insécurité alimentaire, les carences en micronutriments pèsent beaucoup plus lourd en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne (62 pour cent des enfants d'âge préscolaire et 80 pour cent des femmes en âge de procréer sont carencés en l'un des trois micronutriments fonctionnels/essentiels). Malgré le manque de données ventilées par lieu de résidence (zone urbaine ou zone rurale), il est bien établi que l'insécurité alimentaire est fortement associée à une probabilité plus élevée d'anémie et de carence en micronutriments. Un examen systématique et une méta-analyse ont montré que les femmes en situation d'insécurité alimentaire (étonnamment, même légère ou modérée) sont plus susceptibles de développer une anémie (Moradi *et al.*, 2018). En règle générale, les femmes sont plus exposées à ces carences du fait de leurs particularités

physiologiques (menstruations, grossesse) et sous l'effet d'une plus grande marginalisation sociale (féminisation de la pauvreté, taux plus élevés d'insécurité alimentaire et écarts de salaires entre les genres) (Lopes *et al.*, 2023; Moradi *et al.*, 2018).

**Les facteurs associés aux formes multiples de malnutrition chez les ménages des pays à revenu faible ou intermédiaire sont notamment les disponibilités alimentaires, des facteurs physiologiques et psychologiques, y compris l'activité physique, les habitudes alimentaires et l'urbanisation; des facteurs socioéconomiques, tels que la pauvreté, les questions de genre et d'autres facteurs d'inégalités; le niveau d'instruction maternel; et la relation mère-enfant, entre autres** (Bose, Mondal et Sen, 2022).

### 5.3 ÉTAT DE L'ALIMENTATION DANS LES CONTEXTES URBAINS

Bien que l'alimentation des zones urbaines et périurbaines varie nettement en fonction du niveau de revenu, de la situation géographique et de la stratification des revenus, elle s'est, en règle générale, considérablement diversifiée par rapport à celle qui prévaut dans les contextes ruraux. Toutefois, la diversité des régimes alimentaires ne s'est pas traduite par une meilleure qualité de l'alimentation (Anand *et al.*, 2015; Tak *et al.*, 2019; Miller *et al.*, 2022; Choithani, Jaleel CP et Rajan, 2023; Ignowski *et al.*, 2023). En réalité, **la qualité de l'alimentation est légèrement moindre dans les zones urbaines que dans les zones rurales, en raison des disparités observées dans ces zones en ce qui concerne l'accès aux produits alimentaires, aussi bien sains que mauvais pour la santé – tout en sachant que, dans l'ensemble, les aliments mauvais pour la santé tels que les boissons sucrées, les en-cas salés et autres produits riches en calories sont de plus en plus accessibles** (Tak *et al.*, 2019; Miller *et al.*, 2022; Marla et Padmaja, 2023).

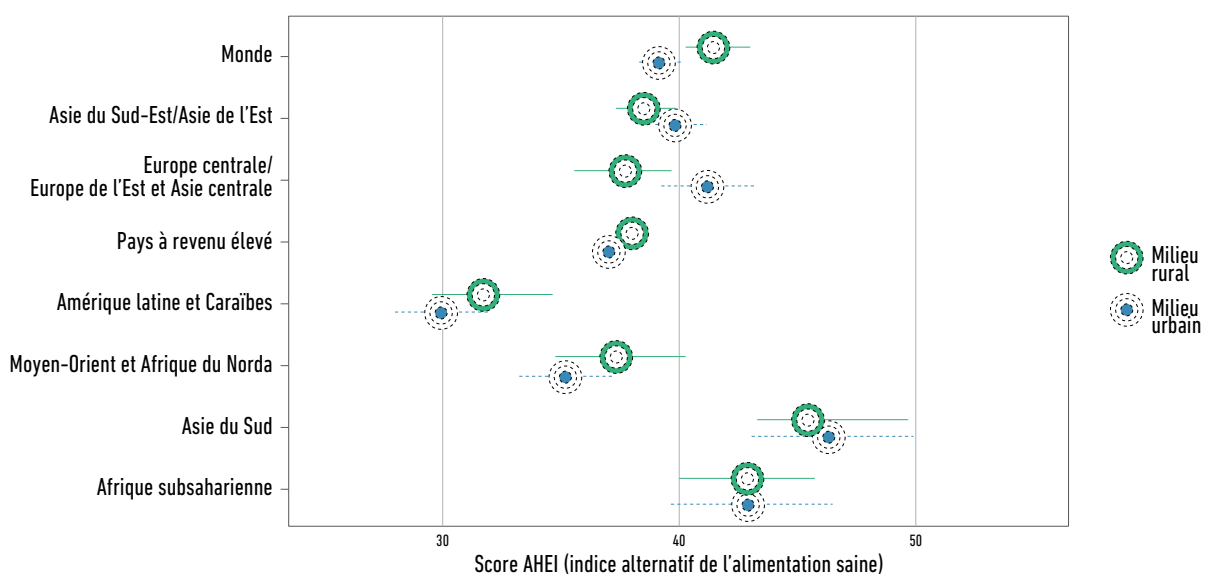
La qualité de l'alimentation résulte de l'ensemble que forment les aliments sains et les aliments mauvais pour la santé associés à des maladies non transmissibles liées à l'alimentation, telles que les maladies cardiovasculaires, le diabète et l'hypertension. Elle est corrélée positivement à la consommation d'une plus grande quantité de fruits et de légumes, de céréales complètes, de légumineuses et de fruits à coque, de fruits de mer et d'acides gras polyinsaturés (oméga-3), et corrélée négativement à un apport excessif en sucre (y compris dans les boissons sucrées), en viande rouge/transformée et en sodium (Miller *et al.*, 2022). Dans l'ensemble, la qualité de l'alimentation reste faible à l'échelle mondiale (avec un score médian de 40 sur 100). La figure 15, qui illustre la qualité alimentaire globale en 2018 dans les zones urbaines (pois rouges) et les zones rurales (pois bleus), s'appuie sur les informations issues des bases de données mondiales sur l'alimentation, et la figure 16 montre la consommation d'aliments hautement transformés en fonction du niveau de revenu et d'urbanisation des pays (Miller *et*

*al.*, 2022). L'alimentation des zones urbaines est caractérisée par des apports plus importants en céréales complètes, sucre et boissons sucrées (score négatif), et en viande rouge/transformée (score négatif), ainsi que par des apports plus faibles en légumineuses et fruits à coque (Miller *et al.*, 2022). Les femmes ont généralement une alimentation de meilleure qualité que les hommes, parce qu'elles consomment davantage de fruits, de légumes sans amidon et de céréales complètes (Miller *et al.*, 2022). Enfin, les différences régionales en ce qui concerne les divers constituants alimentaires déterminent la qualité de l'alimentation. En Asie du Sud-Est, les apports plus importants en céréales complètes et moins importants en viande rouge/transformée se traduisent par une meilleure qualité de l'alimentation, tandis que l'Afrique subsaharienne obtient un score plus élevé en raison d'apports moins importants en sucreries et boissons sucrées, ainsi qu'en légumineuses et céréales complètes (Miller *et al.*, 2022).

**L'alimentation des zones urbaines a l'avantage de comporter une plus forte proportion de**

**FIGURE 15**  
**QUALITÉ DE L'ALIMENTATION PAR RÉGION ET LIEU DE RÉSIDENCE (ZONE RURALE OU URBAINE), 2018**

102 ]



Notes: La qualité de l'alimentation est exprimée en fonction de l'indice alternatif de l'alimentation saine (AHEI).

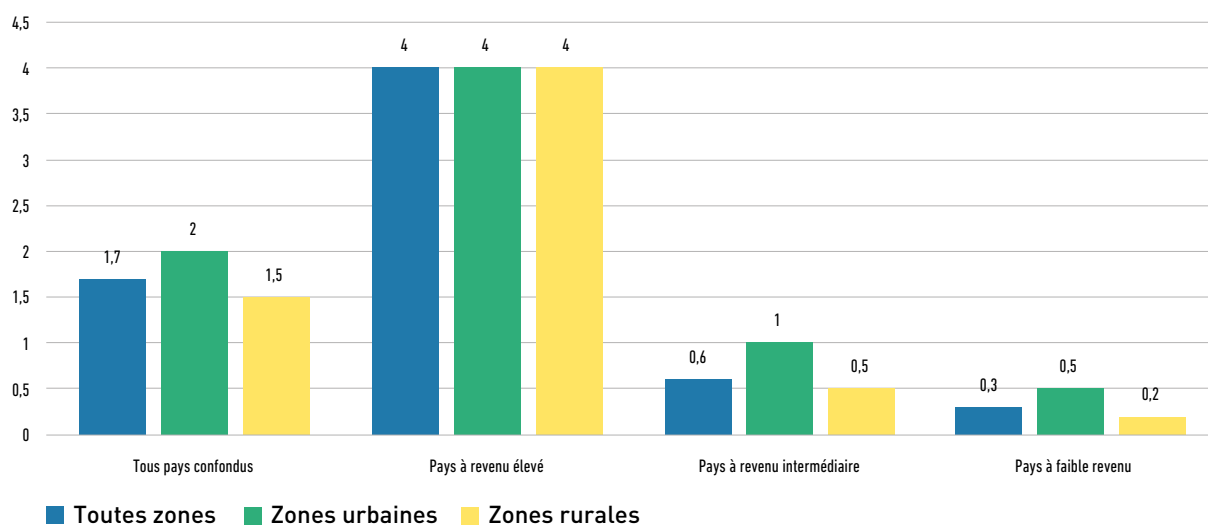
Source: Miller, V., Webb, P., Cudhea, F., Shi, P., Zhang, J., Reedy, J., Erndt-Marino, J., et al. 2022. Global dietary quality in 185 countries from 1990 to 2018 show wide differences by nation, age, education, and urbanicity. *Nature Food*, 3(9): 694-702. <https://doi.org/10.1038/s43016-022-00594-9>

fruits et de légumes, mais elle comprend généralement plus d'aliments d'origine animale, d'huiles, de sucre, de sel et d'aliments hautement transformés (Vuong *et al.*, 2023).

Des apports plus importants en graisses végétales (par opposition aux graisses animales), dus à une plus grande production de graines oléagineuses (telles que le soja, le tournesol et l'huile de palme), sont un phénomène de transition alimentaire spécifique aux pays à revenu faible ou intermédiaire (Popkin, 2003; Pingali, 2007; Tak *et al.*, 2019). La figure 17, qui illustre les données sur la qualité de l'alimentation collectées dans 56 pays en 2021-2022, fait ressortir les différences entre les zones urbaines et les zones rurales en matière de diversité de l'alimentation et de consommation de boissons sans alcool et de viandes transformées. Le Projet mondial sur la qualité de l'alimentation fournit des données au niveau national sur les populations urbaines par opposition aux populations rurales, permettant ainsi aux responsables de l'élaboration des politiques, aux niveaux national

et local, d'accéder à des données ventilées pour éclairer la gouvernance (VOIR ENCADRÉ 8). Les conclusions montrent des différences entre les zones urbaines et les zones rurales dans de nombreux pays, où les populations urbaines ont généralement une alimentation plus diversifiée, mais associée aussi à des risques accrus de maladies non transmissibles. Savoir où se situent ces disparités et dans quelle mesure elles existent peut alimenter le dialogue sur la politique de santé en ce qui concerne les environnements alimentaires urbains (Global Diet Quality Project, 2024). Globalement, les données issues de la modélisation (Miller *et al.*, 2022), des estimations réalisées à partir des cohortes étudiées (cohortes PURE des zones urbaines/rurales) et des estimations découlant des échantillons nationaux (Global Diet Quality Project, 2024) corroborent la tendance observée en matière de qualité de l'alimentation urbaine, à savoir que l'accès accru à des aliments riches en nutriments est contrebalancé par un accès accru à des aliments pauvres en nutriments.

**FIGURE 16**  
**CONSOMMATION D'ALIMENTS HAUTEMENT TRANSFORMÉS (EN PORTIONS/JOUR) PAR LIEU DE RÉSIDENCE (ZONE RURALE OU URBAINE) ET PAR NIVEAU DE REVENU DES PAYS, 2018**

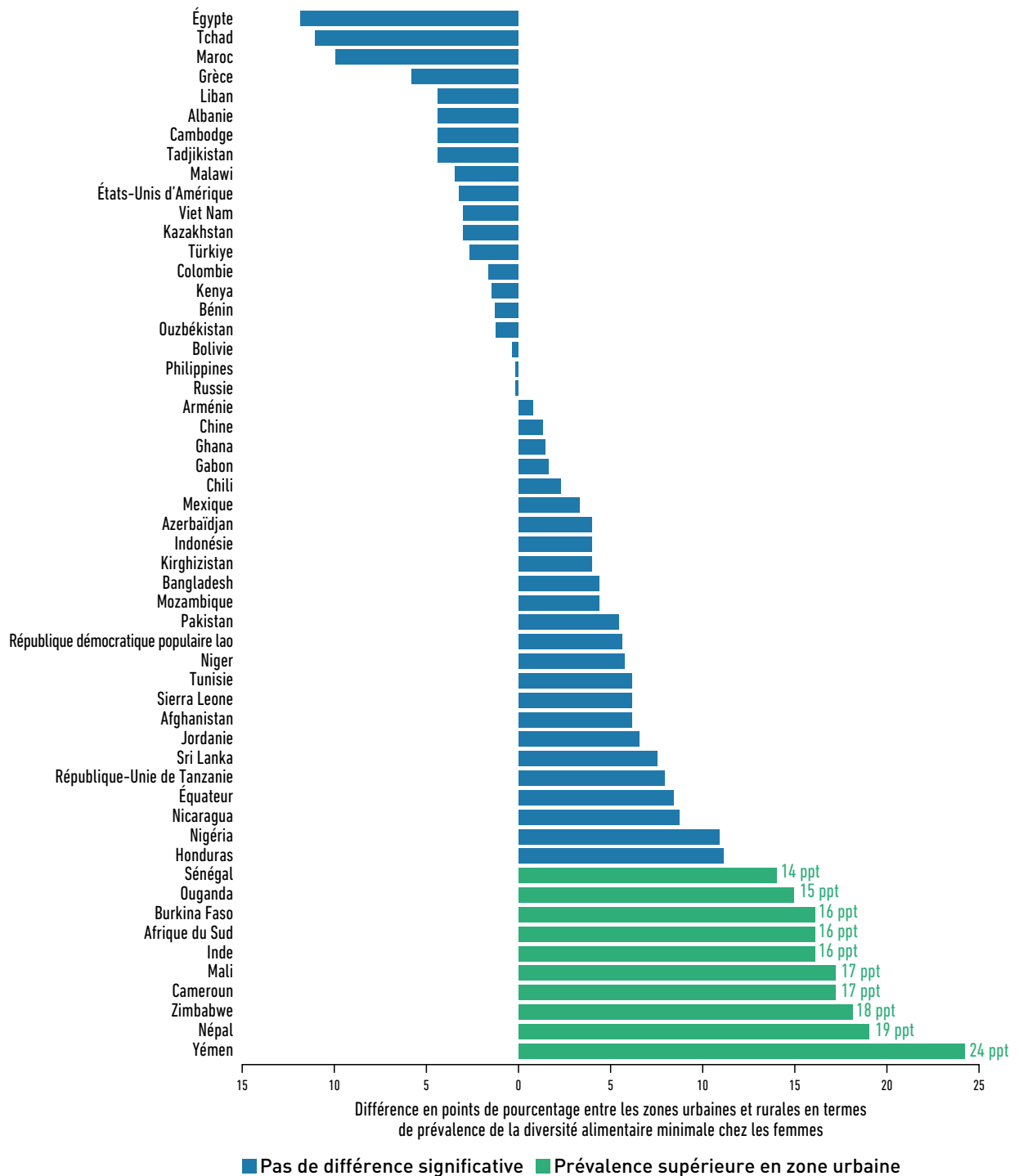


Notes: La Banque mondiale classe les économies en quatre groupes de revenus: pays à faible revenu, pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et pays à revenu élevé. Les classifications sont actualisées chaque année le 1<sup>er</sup> juillet en fonction du revenu national brut (RNB) par habitant de l'année précédente.

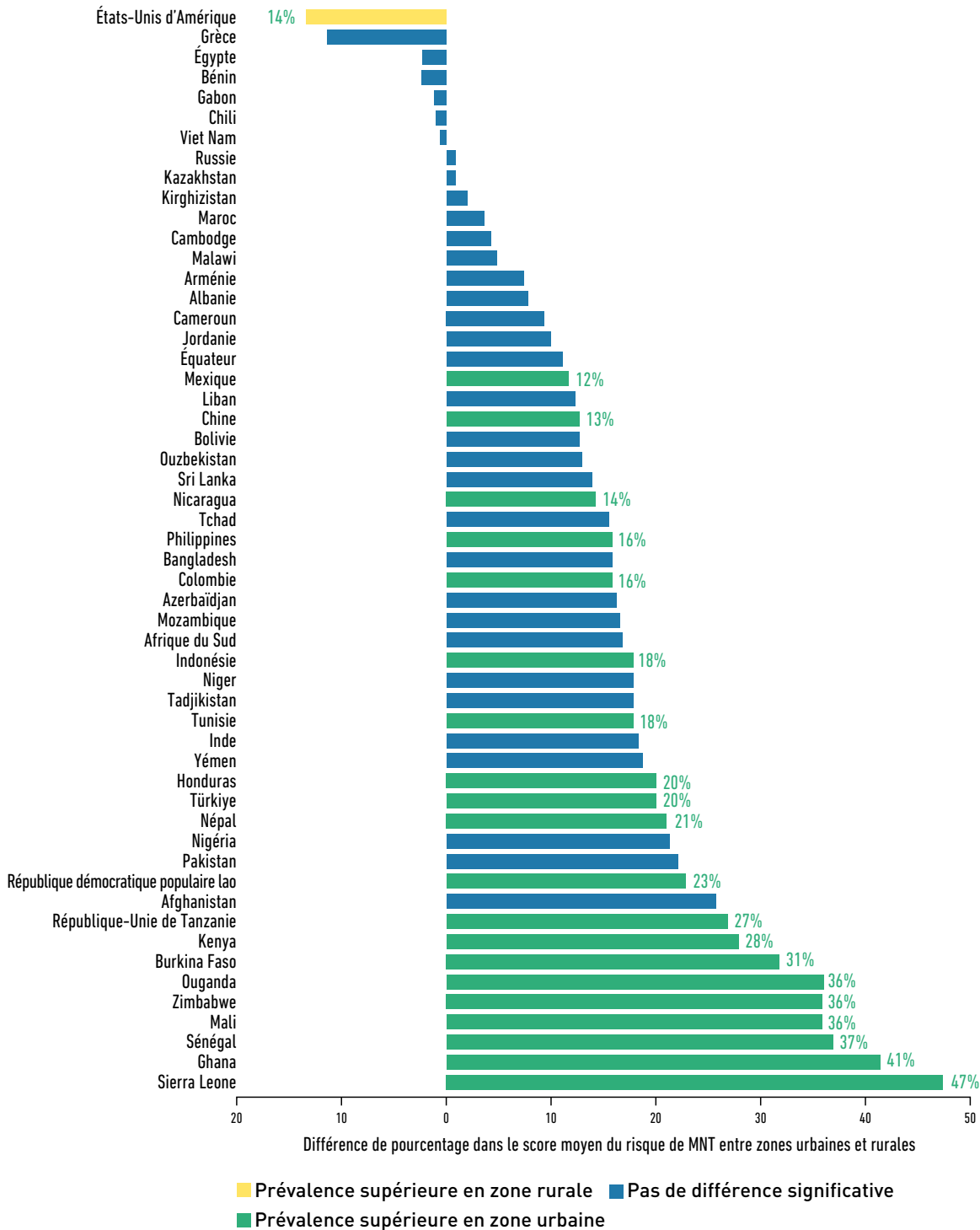
Source: Dehghan, M., Mente, A., Rangarajan, S., Mohan, V., Swaminathan, S., Avezum, A., Lear, S. A., et al. 2023. Ultra processed foods and mortality: analysis from the Prospective Urban and Rural Epidemiology study. *The American Journal of Clinical Nutrition*, 117(1): 55-63. <https://doi.org/10.1016/j.ajcnut.2022.10.014>

**FIGURE 17**  
**DIFFÉRENCES ALIMENTAIRES ENTRE ZONES RURALES ET ZONES URBAINES, 2021-2022**

**A) DIVERSITÉ ALIMENTAIRE MINIMALE CHEZ LES FEMMES (MDD-W)**



B) RISQUE DE MALADIES NON TRANSMISSIBLES



Notes: L'indicateur relatif à la diversité alimentaire minimale chez les femmes est un indicateur indirect de l'adéquation des apports en micronutriments chez les femmes âgées de 15 à 49 ans (différence en points de pourcentage). L'indicateur du risque de maladies non transmissibles est un indicateur des facteurs de risque alimentaires rendant compte du risque accru de maladies non transmissibles (pourcentage de différence en score moyen). Toutes les différences illustrées sont établies entre les zones rurales et les zones urbaines, les différences importantes étant figurées en bleu.

Source: Projet mondial sur la qualité de l'alimentation. 2024. *Global Diet Quality Project: Enabling diet quality monitoring globally with tools and data*. [Consulté le 4 mars 2024]. <https://www.dietquality.org>



Dans les pays à revenu élevé, les apports alimentaires varient en fonction de l'urbanisation dans certains pays, mais pas dans d'autres. Par exemple, si la consommation de fruits et de légumes ne semble pas différente selon le lieu de résidence (zone urbaine ou zone rurale) au Canada (Canadian Risk Factor Atlas, non daté), aux États-Unis, les adultes des milieux ruraux sont moins susceptibles de consommer la quantité recommandée de fruits et de légumes que ceux des milieux urbains (Lutfiyya *et al.*, 2012). Les données d'une étude épidémiologique prospective sur les zones urbaines et les zones rurales de 25 pays (et 29 sites, dont 5 en Inde) ont révélé que les apports en aliments hautement transformés sont plus importants dans les zones urbaines des pays à revenu faible ou intermédiaire que dans les pays à revenu élevé, comme le montre la figure 16 (Dehghan *et al.*, 2023).

Les céréales constituent une part importante de l'alimentation partout dans le monde, et les types de céréales consommées varient selon qu'il s'agit de zones urbaines (céréales importées ou issues de la révolution verte locale) ou de zones rurales (céréales traditionnelles ou secondaires). Dans le cadre d'une analyse menée dans quatre pays (Éthiopie, Kenya, Ouganda et République-Unie de Tanzanie), Heady et ses collègues ont mis en évidence la prédominance des céréales issues de la révolution verte (maïs, blé et riz) dans l'alimentation urbaine, par opposition à celle des zones rurales (millet, sorgho et teff) (Headey *et al.*, 2023). Des observations similaires ont été faites en ce qui concerne la transition alimentaire chinoise, où les populations se sont progressivement détournées des céréales traditionnelles (Popkin, 2003). Bon nombre des régimes alimentaires urbains comportent des céréales issues de la révolution verte qui sont raffinées (céréales privées de leurs nutriments car débarrassées de leur tégument et de leur germe) (Milani *et al.*, 2022). Moseley *et al.* (2010) offrent une analyse utile des raisons pour lesquelles le sorgho a été délaissé au profit du riz importé dans les pays urbanisés

d'Afrique de l'Ouest. L'introduction de différentes variétés de riz a eu une incidence importante sur la répartition des activités de production en fonction du genre, tandis que très peu d'investissements ont été faits dans les transports, et l'infrastructure a limité la diffusion. Parallèlement, la demande de riz dans les villes a augmenté car la cuisson de cette céréale réclame moins de travail (en comparaison avec le sorgho, les bananes plantain ou encore le millet, qui demandent beaucoup de temps et exigent de remuer la préparation). La population côtière urbaine, qui n'avait pas accès à la production du marché intérieur, est devenue de plus en plus tributaire du riz importé. On notera que, pour les populations à faible revenu, les céréales sont la première source de micronutriments (Bouis, 1999; Becquey *et al.*, 2012). Ainsi, un changement dans le choix des céréales et le prix de celles-ci peut avoir une incidence considérable sur l'adéquation des apports en micronutriments.

Enfin, à mesure que les pays s'urbanisent, la consommation d'aliments hors du domicile augmente. On désigne par ce terme les plats préparés, en-cas et boissons achetés dans des points de vente structurés ou informels (Wellard-Cole, Davies et Allman-Farinelli, 2022; Landais *et al.*, 2023).

De nombreuses études se concentrent sur les dépenses liées à ces aliments pour mesurer la hausse de leur consommation (Wellard-Cole, Davies et Allman-Farinelli, 2022; Landais *et al.*, 2023), comme indiqué en détail au chapitre 4. La plus grande consommation d'aliments hors du domicile dans les pays à revenu élevé est associée à des apports plus importants en matières grasses, en sodium et en sucre (Wellard-Cole, Davies et Allman Farinelli, 2022). Aux États-Unis, on estime à 50 pour cent la part des dépenses alimentaires consacrée aux aliments consommés hors du domicile; en Chine, elle représente 21 pour cent du budget, contre 39 pour cent en Inde et 25 pour cent au Pérou (Landais *et al.*, 2023). Chez les ménages à revenu intermédiaire de Bangkok, 68 pour

cent du budget alimentaire est consacré aux aliments consommés hors du domicile, contre 20 pour cent chez les ménages à faible revenu de Manille (Mwambi *et al.*, 2023). Deux études menées dans l'hémisphère Nord et l'hémisphère Sud corroborent la conclusion selon laquelle les aliments consommés hors du domicile représentent une source importante d'apport énergétique, en particulier d'apport en matières grasses, et sont associés à une moindre qualité de l'alimentation (Wellard-Cole, Davies et Allman-Farinelli, 2022; Landais *et al.*, 2023). La jeunesse, l'appartenance au genre masculin, les études supérieures et l'accès socioéconomique sont autant de caractéristiques corrélées à la consommation d'aliments hors du domicile (Landais *et al.*, 2023).

Le type d'aliments consommés hors du domicile varie par niveau de revenu et influe sur la qualité de l'alimentation. Dans les pays à revenu élevé, les ménages jouissant d'un statut économique supérieur consomment ces aliments au restaurant, tandis que les ménages au statut économique plus faible s'approvisionnent dans des établissements de restauration rapide et des points de vente à emporter, ce qui se ressent nettement sur la qualité de l'alimentation (Lachat *et al.*, 2012; Wellard-Cole, Davies et Allman-Farinelli, 2022; Landais *et al.*, 2023). Par exemple, la révolution du secteur de la restauration rapide, l'un des plus importants responsables de la hausse de l'apport en viande (rouge) aux États-Unis, est de plus en plus associée aux maladies cardiovasculaires. Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, les aliments vendus sur la voie publique et les aliments préparés proposés par des vendeurs informels sont une importante source de repas tout prêts consommés hors du domicile. Ils sont souvent vendus par des femmes en raison du rôle social que jouent celles-ci dans la préparation des repas, ce qui a des répercussions considérables tant au niveau des moyens de subsistance que de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (Abrahale *et al.*, 2019; Ashaley Nikoi et Abbey, 2023).

## 5.4 FARDEAU DE LA SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS

**La sécurité sanitaire des aliments est une composante essentielle de la dimension «utilisation» de la sécurité alimentaire et de la nutrition.** Si elle est mauvaise, elle est susceptible de compromettre les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition obtenus auprès des populations les plus vulnérables des zones urbaines et périurbaines – les jeunes, les personnes âgées, les personnes souffrant de malnutrition, les femmes enceintes et les personnes immunodéprimées (Grace, 2015b). La sécurité sanitaire des aliments a une telle incidence sur les résultats relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition que ses défenseurs se rejoignent autour de la devise suivante: «Si c'est nocif, ce n'est pas un aliment» (FAO, 2019b). **Les problèmes d'infrastructures dans les zones urbaines et périurbaines influent beaucoup sur la sécurité sanitaire des aliments. Une mauvaise gestion de l'eau, de l'assainissement et des déchets, à domicile ainsi que sur les sites d'activité du système alimentaire, augmentent les risques en matière de sécurité sanitaire des aliments.** Au niveau mondial, 40 pour cent du fardeau des maladies d'origine alimentaire pèse sur les enfants, et la plupart de ces maladies sont dues aux produits frais consommés sur les marchés informels des zones urbaines et périurbaines (WHO, 2015). Un lien a été établi depuis longtemps entre la diarrhée et la dénutrition infantile, mais des données récentes montrent que la présence d'agents pathogènes entériques, même en l'absence de symptômes, ont aussi des conséquences sur l'état nutritionnel (Lee *et al.*, 2013; Kosek *et al.*, 2017; Acosta *et al.*, 2018; Luoma *et al.*, 2023). Des études ont mis en évidence une forte augmentation des cas de diarrhée après l'introduction de rations alimentaires complémentaires. De plus, la recherche indique que les aliments auxquels on habitue les enfants dès le plus jeune âge sont souvent fortement frelatés et soumis à une contamination microbienne (Kumi *et al.*, 2014). L'ingestion de matières fécales animales

par l'intermédiaire de l'alimentation ou de l'environnement est susceptible de contribuer à la dysfonction entérique environnementale (George *et al.*, 2015).

Il a par ailleurs été montré que la perception de la sécurité sanitaire des aliments influe sur la consommation d'aliments riches en nutriments tels que les produits laitiers, la viande, les fruits et les légumes (Nago *et al.*, 2012; Turner *et al.*, 2018; Wertheim-Heck, Raneri et Oosterveer, 2019; Patil, 2020; Liguori *et al.*, 2022; Isanovic *et al.*, 2023). Ces aliments suscitent des craintes qui, qu'elles soient fondées ou non, peuvent détourner les populations de choix alimentaires sains au profit d'aliments plus transformés, généralement à forte densité énergétique et pauvres en nutriments.

Dans le contexte des pays à revenu faible ou intermédiaire, il y a souvent un compromis à opérer entre sécurité sanitaire et disponibilité des aliments. Les mesures visant à améliorer la sécurité sanitaire des aliments peuvent avoir pour conséquence involontaire d'en réduire la disponibilité. Par exemple, au Kenya, le lait pasteurisé coûte deux fois plus cher que le lait cru, ce qui le rend inabordable pour les familles pauvres. Une étude portant sur les aflatoxines au Kenya a mis en évidence que, si les normes en vigueur étaient strictement appliquées, d'énormes quantités d'aliments de base devraient être détruites, ce qui serait infaisable tant d'un point de vue économique que pratique (Sirma *et al.*, 2018).

## 5.5 CONCLUSION

Au niveau mondial, plus de trois quarts des personnes en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave vivent dans les zones urbaines et périurbaines. Les populations urbaines connaissent généralement des taux de surpoids, d'obésité et de maladies non transmissibles liées à l'alimentation plus élevés que les populations rurales, en raison d'une plus forte consommation d'aliments d'origine animale, de fruits et de légumes, d'huiles, de sucre, de sel et d'aliments hautement transformés. Dans les zones urbaines, l'insécurité alimentaire se concentre dans les bidonvilles et les zones périphériques à faible revenu. Ces zones devraient donc faire l'objet d'un suivi de données et d'une attention particulière en ce qui concerne les politiques et la programmation. Autre élément à prendre en compte dans les zones urbaines et périurbaines, une mauvaise sécurité sanitaire des aliments se ressent sur les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition obtenus auprès des populations les plus vulnérables. Comme indiqué dans la théorie du changement développée dans le présent rapport, améliorer ces résultats nécessite d'agir au niveau de leurs facteurs déterminants, qui sont complexes et dont les effets se conjuguent. On trouvera au chapitre 6 un argumentaire sur les facteurs de gouvernance à mettre en place pour permettre les transitions systémiques qui s'imposent.

## CHAPITRE 6

# GOUVERNANCE DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES URBAINS: DES PROCESSUS MULTINIVEAUX ET MULTI-ACTEURS



Livreur de repas à Londres (Royaume-Uni), 2021. L'«économie des petits boulots», qui évolue rapidement, représente désormais plus d'un dixième du marché du travail mondial et perturbe l'utilisation de l'espace urbain (par exemple, immeubles de bureaux vides), concentrant les inégalités (faible protection sociale pour les travailleurs concernés, notamment).

© Paolo Feser



## MESSAGES CLÉS

- En raison de la complexité des systèmes alimentaires urbains et périurbains, il est essentiel de travailler dans le cadre de processus de gouvernance multiniveaux, multilatéraux et multi-acteurs au sein de l'État et au-delà.
- Il faut pour cela cerner le pouvoir réel des autorités locales, y compris le degré de décentralisation, les mandats, les aspects financiers et les capacités, ainsi que leurs relations avec les autres échelons de gouvernance, le secteur privé et la société civile.
- Les villes innovent déjà en matière de politique alimentaire et œuvrent au sein de réseaux translocaux pour accroître la voix de la gouvernance urbaine dans la politique alimentaire mondiale et régionale.
- Pour qu'une gouvernance multi-acteurs soit réellement inclusive, il faut veiller à ne pas renforcer les asymétries de pouvoir dans les plateformes correspondantes (souvent appelées plateformes multipartites).

## 6.1 INTRODUCTION

**Les villes sont intégrées dans des structures multiniveaux, multilatérales et multi acteurs influencées par les actions d'intervenants formels et informels et par les relations interscalaires et transnationales.** Cela vaut

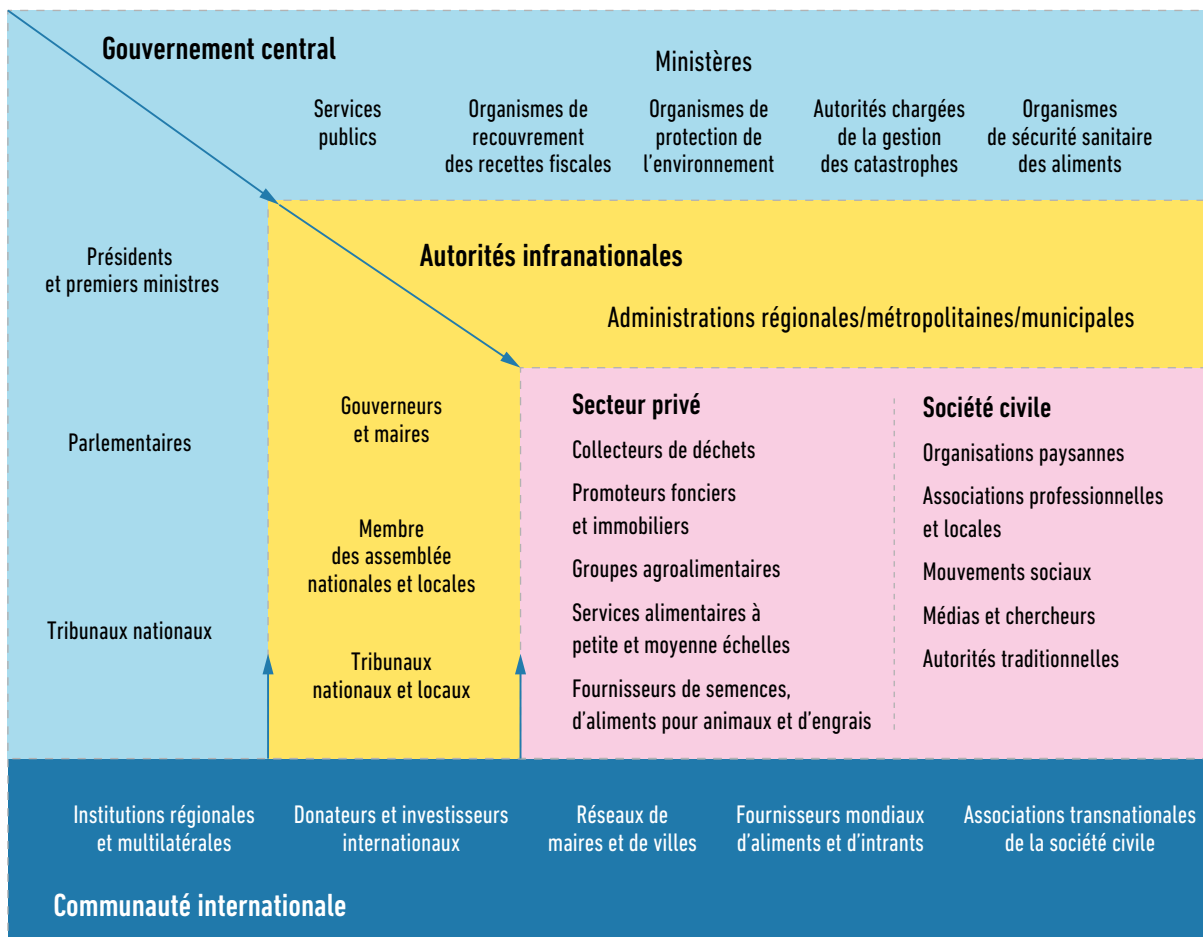
pour tous les systèmes et secteurs, mais c'est encore plus évident pour les systèmes alimentaires. Comme le montre la figure 18, l'éventail des acteurs de gouvernement et de gouvernance est extrêmement varié, les autorités urbaines étant intégrées, au titre d'une collaboration, dans un ensemble diversifié de responsables politiques, d'organismes et de ministères qui ont un certain rôle dans les systèmes alimentaires urbains et périurbains. Parallèlement, le secteur privé et la société civile apportent une contribution fondamentale à la mise en œuvre d'activités susceptibles d'améliorer ou de compromettre la sécurité alimentaire urbaine. Collectivement, ces acteurs opèrent tous au sein d'une communauté internationale plus large où les liens transnationaux, les flux financiers, le pouvoir des entreprises et les organismes multilatéraux influencent l'éventail des options de politique alimentaire qui peuvent être appliquées en milieu urbain.

Comme cela a été établi dans les chapitres 2 et 5, les résultats obtenus en matière de sécurité alimentaire et de nutrition sont déterminés par la dynamique du système alimentaire, mais aussi par l'interaction de ce système avec d'autres. Tandis que la figure 18 se concentre sur la diversité des acteurs à associer à la gouvernance du système alimentaire, **il importe de prendre en compte les liens qui existent entre ce système et d'autres, y compris ceux de la santé, de l'éducation, de la planification et de l'économie, notamment. Pour travailler avec ces différents systèmes, il faut comprendre les politiques, les synergies et les arbitrages à trouver entre des acteurs qui œuvrent à l'obtention de résultats différents.**

En conséquence, il faut, pour élaborer et mettre en œuvre des politiques, tenir compte non seulement des défis habituels de la coordination entre institutions gouvernementales, mais aussi de la collaboration à mettre en place avec divers réseaux gouvernementaux ou non (Peters et Pierre, 2012). Il faut aussi, si l'on veut renforcer les systèmes alimentaires urbains, collaborer avec tous ces acteurs, niveaux et secteurs pour accroître les synergies et réduire la nécessité d'avoir à arbitrer entre les politiques, les programmes, les investissements et la planification. Il est à noter que ces dimensions de la gouvernance peuvent être fortement

FIGURE 18

## ACTEURS DE LA GOUVERNANCE MULTINIVEAUX QUI INTERVIENNENT DANS LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES URBAINS ET PÉRIURBAINS



Notes: Les flèches représentent les relations entre les niveaux, tandis que les lignes en pointillés indiquent que les frontières entre ces espaces sont poreuses.

Source: Auteurs du présent document.

influencées par la dynamique économique et politique qui détermine les incitations, reflète l'esprit de parti et s'aligne sur les cycles électoraux (Resnick et Swinnen, 2023a). Dans ce contexte complexe, **il est nécessaire de comprendre les fonctions des villes, la façon dont elles varient d'une région à l'autre et les possibilités qui s'offrent d'accroître leur capacité de renforcer les systèmes alimentaires urbains.**

Actuellement, les villes sont largement considérées comme jouant un rôle crucial dans la résolution des crises environnementales, socioéconomiques et sanitaires existantes (Nijman et Wei, 2020;

Hebinck *et al.*, 2021; Nature Editorial Board, 2023) et comme étant fortement à même de transformer les systèmes alimentaires. Cependant, les contextes institutionnel et politique dans lesquels les villes doivent gérer ces systèmes varient considérablement. C'est pourquoi ce chapitre présente, pour commencer, les compétences et les pouvoirs délégués aux villes, ainsi que les moyens et les facteurs d'incitation dont elles disposent pour exercer ces pouvoirs (Morrison *et al.*, 2019). Ensuite, il met en évidence les importantes innovations de gouvernance urbaine introduites dans les systèmes alimentaires, évaluant de façon nuancée leurs forces et leurs faiblesses.



## 6.2 CONTEXTE INSTITUTIONNEL DE LA GOUVERNANCE ALIMENTAIRE URBAINE

La décentralisation modifie le rôle, les compétences et le pouvoir des villes. Les compétences et les pouvoirs des autorités municipales en matière de législation, de fiscalité, de distribution des ressources et de conception des politiques diffèrent selon le degré global de décentralisation, qui peut varier d'un secteur à l'autre. Par exemple, de nombreuses villes ont pour mandat de gérer les marchés municipaux ou de collecte des déchets, mais beaucoup moins celui de faire face aux catastrophes causées par des situations d'urgence environnementales ou sanitaires. La présente section traite de **deux dimensions clés qui déterminent les différences de compétences et de pouvoirs: le degré et le séquençement de la décentralisation et la répartition des responsabilités concernant les systèmes alimentaires entre les différents niveaux d'autorité et entre les instances compétentes.**

### 6.2.1 NATURE DE LA DÉCENTRALISATION

La **décentralisation**, qui implique le transfert de responsabilités et de pouvoirs budgétaires, politiques et administratifs à des échelons infranationaux, **a été l'un des changements les plus fondamentaux opérés dans les structures de gouvernance ces dernières décennies et a contribué à l'influence croissante des villes.** Cette évolution est importante car elle confère aux autorités locales une capacité et un pouvoir d'action supplémentaires.

Le séquençement de la décentralisation explique en partie le degré d'autorité dont disposent les villes pour prendre des décisions en matière de sécurité alimentaire et de systèmes alimentaires. En Afrique, par exemple, la décentralisation politique, à savoir l'élection des dirigeants locaux et des maires, a précédé la décentralisation administrative et budgétaire (UN-Habitat, 2010; Riedl et Dickovick, 2014;

Resnick, 2021). En conséquence, les villes africaines ont rarement assez de pouvoir pour mettre en œuvre de manière autonome les réformes nécessaires, les décisions concernant les questions urbaines sont souvent prises à l'échelon ministériel, et le financement des projets locaux nécessite l'approbation du gouvernement central (Slater et Crispin, 2022). En revanche, les autorités municipales d'Amérique latine sont relativement puissantes. Dans cette région, la disparition des régimes militaires dans les années 1980 a coïncidé avec l'émergence de la «municipalisation» et d'un soutien croissant aux autorités locales. Dans des pays comme le Brésil, la Constitution post militaire a également imposé la dévolution de nombreux pouvoirs et responsabilités aux municipalités, évolution considérée (Chappell, 2018) comme ayant encouragé des processus décisionnels participatifs et inclusifs devenus caractéristiques des organes de politique alimentaire. Les dimensions de l'autonomie politique sont encore plus complexes lorsqu'on les considère conjointement avec d'autres niveaux de pouvoir et de gouvernance. Par exemple, en Indonésie, les représentants des autorités locales ne sont pas subordonnés aux autorités provinciales, situation qui contraste avec celle de l'Inde et des Philippines, où les gouvernements provinciaux détiennent des pouvoirs plus importants (OCDE/UCLG, 2016). Il existe également des variations entre les villes d'un même pays en fonction de leur taille (Kumar et Stenberg, 2022).

### 6.2.2 DISCORDANCE ET CONCORDANCE ENTRE LES MANDATS EN CE QUI CONCERNE LES POINTS D'ENTRÉE PERMETTANT DE RENFORCER LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES URBAINS

**Les villes ont souvent des responsabilités dans des domaines clés qui sont essentiels au renforcement des systèmes alimentaires urbains, que ce soit la gestion des déchets, celle des marchés, l'attribution de titres d'utilisation des terres ou les infrastructures locales.** En 2008, plus de 80 pour cent

des pays d'Amérique latine exigeaient des autorités locales qu'elles gèrent les systèmes urbains d'approvisionnement en eau et d'assainissement, seules ou conjointement avec les niveaux supérieurs (Post, 2018). Cependant, ces instances sont rarement chargées de la politique de sécurité alimentaire, qui est généralement formulée à l'échelon national et peut être mise en œuvre simultanément par des fonctionnaires nationaux et locaux. En outre, le degré de décentralisation des programmes agricoles, sanitaires ou autres programmes sectoriels vers les provinces, les États, les comtés et les autorités locales varie selon les pays (Romero, Jaffee et Kumar, 2023). Les villes ne sont presque jamais responsables de la politique industrielle ni des investissements d'infrastructure à grande échelle (Wachsmuth, Cohen et Angelo, 2016), qui ont d'importantes répercussions sur la transformation des produits agricoles et les liaisons de transport. Toutefois, en de nombreux endroits, les autorités locales

disposent d'une vaste autonomie en matière d'aménagement du territoire et de zonage, ce qui peut avoir une incidence sur l'emplacement des marchés et des terres agricoles, ainsi que, plus largement, sur l'accessibilité, la disponibilité et l'abordabilité d'aliments nutritifs.

**Des discordances peuvent souvent se produire lorsque les mandats sectoriels ou les programmes sont divisés.** Aux États-Unis, certains éléments des systèmes alimentaires, comme ceux liés à la gestion des ressources naturelles (pratiques de production agricole), aux programmes de protection sociale (aide alimentaire et programmes de nutrition scolaire) ou aux transports sont souvent régis et financés par le Gouvernement fédéral, mais administrés par les États. **Les autorités locales disposent de nombreux moyens pour relever les défis liés au système alimentaire, mais la stratification de l'autorité limite leur pouvoir** (Bassarab, Santo et Palmer, 2022).

### ENCADRÉ 9

#### CARTOGRAPHIE DES MANDATS AU CAP (AFRIQUE DU SUD)

La Stratégie de résilience du Cap (2019), ayant établi que l'insécurité alimentaire constituait un important facteur de vulnérabilité, a prévu la création d'un programme relatif aux systèmes alimentaires. Pour améliorer la résilience, il faut adopter une approche systémique. Il faut donc comprendre comment un système réagit aux chocs et aux facteurs de stress chroniques et considérer que différentes réponses et différents acteurs sont requis en fonction de la question à traiter.

Le Gouvernement de l'Afrique du Sud considère que la sécurité alimentaire est avant tout une question de production et qu'elle ne relève donc pas du mandat des autorités locales. Cependant, l'analyse des systèmes alimentaires a permis de conclure que, au Cap, la question dominante est davantage l'accès à la nourriture que l'approvisionnement. Un exercice de cartographie des intersections entre l'alimentation et les mandats des autorités locales a mis en évidence plus de 40 activités dans 9 départements, y compris la santé publique, la santé environnementale, le développement économique, l'aménagement du territoire et la gestion des déchets. Un groupe de travail dirigé par la municipalité et composé d'acteurs internes et externes assure, de manière transversale, la coordination, le renforcement des connaissances et la promotion des systèmes alimentaires. Les thèmes abordés ont été, notamment, le commerce informel, les centres agroalimentaires, l'aide humanitaire et l'adoption d'une planification qui tient compte de l'alimentation.

Le programme relatif aux systèmes alimentaires est dirigé par le Département des risques et de la résilience de la ville du Cap et consolide en grande partie les activités existantes, avec quelques activités supplémentaires principalement axées sur la gouvernance et l'établissement de rapports.

Source: Auteurs du présent document, sur la base de City of Cape Town. 2019. *Cape Town Resilience Strategy*. Le Cap. [https://resource.capetown.gov.za/documentcentre/Documents/City%20strategies%2C%20plans%20and%20frameworks/Resilience\\_Strategy.pdf](https://resource.capetown.gov.za/documentcentre/Documents/City%20strategies%2C%20plans%20and%20frameworks/Resilience_Strategy.pdf)

**Il est essentiel de définir des mécanismes qui, coordonnés aux échelons municipal et national, soient à même de rassembler les départements et ministères qui supervisent une partie des systèmes alimentaires urbains.** Il est nécessaire de déterminer où se trouve la nourriture (et où elle peut se trouver), de mettre en place des mécanismes qui assurent la coordination au sein de l'administration locale et entre celle-ci et les échelons nationaux, et d'inciter tous les départements concernés à participer au programme d'alimentation urbaine. Étant donné l'accroissement du nombre d'objectifs de politique générale qui, comme le changement climatique, la justice sociale et la santé, exigent une action coordonnée et transversale des départements, il est primordial de financer une équipe spécifique qui, entre autres fonctions, assure la cohérence des interventions publiques d'alimentation urbaine. L'encadré 9 donne l'exemple du Cap (Afrique du Sud), qui montre qu'une coordination interdépartementale exige des acteurs de l'administration locale qu'ils se concertent pour définir une vision commune des mandats et jeter les bases d'une action future.

**Il faut, dans plusieurs domaines essentiels au renforcement des systèmes alimentaires urbains, que les autorités municipales se coordonnent,** notamment en ce qui concerne les politiques qui engendrent des externalités ou lorsqu'il s'agit d'atténuer les inégalités d'accès (Kubler et Pagano, 2012). La gestion des déchets solides, celle des bassins versants et les transports publics, par exemple, contribuent tous à améliorer l'accès à une alimentation saine, mais sont parfois contrôlés par différentes municipalités dans une agglomération urbaine donnée. C'est donc à l'échelle métropolitaine qu'il faut renforcer la coordination des institutions (Weir, Rongerude et Ansell, 2009), tâche qui se complique en fonction de la taille de chaque municipalité et du nombre de villes incluses dans une agglomération métropolitaine ou multicommunale.

Au-delà d'unités d'alimentation urbaine coordonnées au sein des instances locales et des aires métropolitaines, il est **tout aussi essentiel de mettre en place des mécanismes**

**d'alignement entre les différents échelons de gouvernement pour assurer la cohérence des politiques et une utilisation efficace des ressources.** Le document d'ONU-Habitat intitulé *Integrating Sustainable Food Systems into National and Sub-National Urban Policies* (Intégrer des systèmes alimentaires durables dans les politiques urbaines nationales et infranationales) fournit des conseils détaillés sur l'élaboration de mécanismes de gouvernance multiniveaux (UN-Habitat, 2023). Par exemple, Lima (Pérou) a mis en place un conseil multipartite du système alimentaire de l'agglomération (appelé CONSIAL) et, dans le même temps, a signé un accord avec d'autres municipalités péruviennes pour renforcer les systèmes agroalimentaires (FAO *et al.*, 2023a). En Espagne, le Conseil municipal de Barcelone et le Gouvernement (régional) de la Catalogne ont créé un bureau conjoint chargé de coordonner les politiques, les programmes et les interventions d'alimentation durable. Au Royaume des Pays-Bas, un accord des villes néerlandaises pour l'alimentation urbaine regroupe 12 municipalités, une province et plusieurs ministères (Sibbing, Candel et Termeer, 2021). Ce dispositif multiniveaux vise à faciliter l'échange de connaissances, l'apprentissage et la collaboration et à étudier le rôle que peuvent jouer les gouvernements dans la mise en place d'une gouvernance plus interactive et intégrée de la politique alimentaire (Citydeal Voedsel op de Stedelijke Agenda, 2017). L'encadré 10 illustre des mesures similaires prises au Brésil.

## 6.3 MOBILISER LES RESSOURCES, LES PARTENAIRES ET LES INCITATIONS NÉCESSAIRES POUR GOUVERNER LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Au-delà des fonctions et des mandats définis, **une autre dimension importante de la gouvernance des systèmes alimentaires urbains tient à la capacité qu'ont les responsables politiques,**

## ENCADRÉ 10

## MÉCANISMES INTÉGRÉS DE GOUVERNANCE MULTINIVEAUX AU BRÉSIL

Le Brésil est depuis longtemps à l'avant-garde de l'action menée pour faire respecter le droit à l'alimentation et assurer une meilleure gouvernance intersectorielle et multiniveaux de la politique alimentaire. Depuis 2006, le pays dispose d'une loi établissant un système national de sécurité alimentaire et nutritionnelle (SISAN). Le SISAN repose sur deux piliers: l'articulation entre les secteurs gouvernementaux et la participation sociale. Au niveau fédéral, ces piliers sont matérialisés respectivement par la Chambre interministérielle (CAISAN) et le Conseil national (CONSEA). La CAISAN est actuellement composée de 24 ministères. Entre autres rôles, elle coordonne l'exécution et le suivi de politiques et de plans de sécurité alimentaire et nutritionnelle tels que le Plan «Brésil libéré de la faim». La CAISAN aide également les chambres intersectorielles des États brésiliens à établir leurs plans respectifs en mettant en place des forums de dialogue. Le plan national est élaboré sur la base des décisions de la Conférence nationale sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, organisée tous les quatre ans par le CONSEA. Ce dernier, qui est l'organe consultatif du Cabinet présidentiel, rassemble des acteurs de la société civile et du Gouvernement. En 2023, à la Conférence nationale, le Président de la République a signé un décret lançant la Stratégie brésilienne pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les villes, intitulée «Nourrir les villes» (Alimenta Cidades, en portugais). Cette Stratégie vise à favoriser les environnements alimentaires sains, l'agriculture urbaine et les marchés territoriaux, à réduire les pertes et le gaspillage de nourriture, à faire connaître et comprendre, par l'éducation et la communication, l'alimentation et la nutrition, et à améliorer la disponibilité d'aliments sains chez les fournisseurs publics et privés, en privilégiant les communautés en situation d'extrême vulnérabilité.

Plusieurs villes sont également dotées de mécanismes interdépartementaux pour améliorer la sécurité alimentaire. Par exemple, depuis 1993, Belo Horizonte dispose d'un secrétariat municipal à l'approvisionnement alimentaire, à la sécurité alimentaire et à la nutrition (SMASAN) chargé de mettre en œuvre le programme de sécurité alimentaire de la ville. Les organes consultatifs du SMASAN englobent la société civile, les services municipaux et les entreprises alimentaires. Depuis sa création, le SMASAN a supervisé plus d'une centaine de points de vente qui garantissent l'approvisionnement, assurent la distribution et satisfont la demande d'aliments à des prix abordables. Cela inclut la création de restaurants à bas prix proposant des aliments nutritifs à des prix abordables, en particulier dans les quartiers pauvres, de marchés permanents, de magasins d'alimentation offrant des produits frais à des prix fixés par le SMASAN, et de marchés de plein air où les agriculteurs peuvent vendre leurs produits. En 2015, un amendement au plan directeur de la ville y a intégré l'agriculture urbaine.

En 2015, le maire de São Paulo a émis un décret instituant une unité de coordination de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (appelée COSAN), qui est chargée du plan municipal de sécurité alimentaire et nutritionnelle et veille à ce que l'importance des questions de sécurité alimentaire soit prise en considération dans le plan directeur municipal. Entre autres objectifs, la COSAN vise à promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle parmi les populations économiquement et socialement vulnérables et à améliorer leurs possibilités d'emploi et d'entrepreneuriat. Elle coordonne deux types d'activités: le programme de banques alimentaires de la ville et son programme de lutte contre les pertes et le gaspillage de nourriture.

Source: Auteurs du présent document, sur la base de Rocha, C., et Lessa, I. 2009. Urban Governance for Food Security: The Alternative Food System in Belo Horizonte, Brazil. *International Planning Studies*, 14(4): pages 389 à 400. <https://doi.org/10.1080/13563471003642787>; Chappell, M. J. 2018. *Beginning to end hunger: food and the environment in Belo Horizonte, Brazil, and beyond*. Oakland, Californie, University of California Press; Delgado, C. 2018. Integrating food distribution and food accessibility into municipal planning: Achievements and challenges of a Brazilian metropolis, Belo Horizonte. In: Y. Cabannes et C. Marocchino (dir. publ.). *Integrating Food into Urban Planning*, pages 209 à 228. Londres, UCL Press. <https://doi.org/10.2307/j.ctv513dv1.17>; Halliday, J., Platenkamp, L., et Nicolarea, Y. 2019. *A menu of actions to shape urban food environments for improved nutrition*. GAIN, MUFPP et RUAF. <https://www.gainhealth.org/sites/default/files/publications/documents/gain-mufpp-ruaf-a-menu-of-actions-to-shape-urban-food-environments-for-improved-nutrition-october-2019.pdf>; Gouvernement du Brésil, 2023.

**cadres et autres fonctionnaires urbains d'établir des priorités de politique générale et d'en surveiller l'application, de mobiliser des fonds pour leur donner corps et d'assurer une mise en œuvre efficace des mesures requises** (Abers et Keck, 2013; Morrison *et al.*, 2019). Lorsque cette capacité est faible ou inégale, on peut renforcer certaines des responsabilités susmentionnées en les confiant à des acteurs non étatiques ou en collaborant avec ceux-ci. Pour renforcer ces capacités et ces partenariats, il est nécessaire de comprendre les structures d'incitation sous-jacentes et la dynamique économique et politique.

### 6.3.1 CAPACITÉS BUDGÉTAIRES ET HUMAINES

Les conseils municipaux ont naturellement des capacités différentes en raison du budget, des compétences et des connaissances dont ils disposent pour mettre en œuvre des politiques et des règlements (Vara-Sánchez *et al.*, 2021). Parallèlement aux trajectoires de développement économique et de décentralisation, **la propriété et la disponibilité de différentes ressources infranationales sont essentielles pour déterminer les moyens appropriés de renforcer les systèmes alimentaires.**

Sur le plan budgétaire, les villes ont, pour gérer les systèmes alimentaires urbains, accès à différents types de financement, qu'il s'agisse de transferts intergouvernementaux, de recettes fiscales propres, de subventions de partenaires de développement, de partenariats public privé ou de divers instruments d'emprunt (Tefft *et al.*, 2021). Toutes ces catégories présentent des avantages et des inconvénients. Par exemple, les recettes propres offrent plus d'autonomie mais sont souvent moindres en valeur absolue. En revanche, les transferts intergouvernementaux, généralement plus importants en valeur absolue, rendent les autorités locales tributaires des changements que le gouvernement pourrait apporter aux règles de transfert, ce qui complique la budgétisation. Lorsque des zones urbaines dépendent davantage de transferts intergouvernementaux que de recettes propres, il est possible que ces transferts soient réduits ou bloqués dans le cas où les villes concernées

sont gérées par des partis d'opposition, situation connue sous le nom d'«autorité divisée verticalement» (Cameron, 2014; Lambright, 2014; Resnick, 2014; Cheeseman et de Gramont, 2017).

La part du financement infranational disponible pour renforcer les systèmes alimentaires varie considérablement d'un pays à l'autre. Ces différences expliquent pourquoi, dans certaines villes, les dirigeants peuvent être plus progressistes que leurs homologues nationaux pour ce qui est de promouvoir des stratégies alimentaires innovantes et durables, alors que, dans d'autres, les responsables n'ont pas les ressources, l'autonomie ou les capacités nécessaires pour agir de manière indépendante (Adelina *et al.*, 2020). Dans ce dernier cas, les villes peuvent, en ce qui concerne le système alimentaire, poursuivre leurs objectifs dans le cadre d'un programme d'alimentation urbaine dirigé au niveau national et assorti de transferts du gouvernement central (Tefft *et al.*, 2021).

**La mobilisation fiscale est une solution à double tranchant puisque, fournissant des ressources pour investir dans les éléments cruciaux du système alimentaire que sont notamment les infrastructures et les services, elle accroît simultanément les coûts pour les acteurs privés du secteur alimentaire, ce qui peut entraîner des augmentations de prix pour le consommateur. Conçue avec soin, cependant, elle peut décourager les activités alimentaires malsaines et non durables, de la production à la consommation (VOIR LE CHAPITRE 7).** Par exemple, au Nigéria, les opérateurs logistiques notent que les taxes sur le transport, le chargement, le stationnement et le déchargement des produits peuvent accroître le coût des aliments de 15 pour cent (Orjinmo, 2023). Au Kenya, la multiplicité des taux de taxation de l'agriculture selon les comtés et la variation des modalités de perception de ces taxes en fonction des produits (par exemple, par tonnage de camion ou par unité) sont largement considérées comme étant l'une des raisons pour lesquelles les négociants et les transporteurs doivent augmenter le coût des aliments lorsqu'ils atteignent les marchés de consommation urbains (Resnick *et al.*, 2022). Par ailleurs, les travaux de recherche montrent l'intérêt qu'il y a pour la santé

à taxer les aliments riches en sucre, en sel et en matières grasses (Popkin *et al.*, 2021), prenant notamment pour exemple cinq villes américaines où la consommation de boissons sucrées a chuté de 33 pour cent après l'application de la taxe (Kaplan *et al.*, 2024).

**La limitation des ressources humaines contraint de manière transversale la gestion des incidences de l'urbanisation sur la sécurité alimentaire.** Par exemple, une étude de 16 villes et administrations locales africaines a révélé que leur personnel de gestion présentait un rapport de 1,4 fonctionnaire pour 1 000 habitants, contre 36 pour 1 000 dans les pays à revenu élevé (Cities Alliance, 2017). S'y ajoutent, dans les administrations locales à faible revenu, les bas salaires, l'insuffisance de l'infrastructure de bureaux, l'ingérence politique et le manque de compétences requises pour traiter les problèmes de systèmes complexes (Resnick et Siame, 2023). Les villes secondaires et les villes fragiles d'États en difficulté peuvent être encore plus limitées du point de vue des capacités et des ressources financières. Par exemple, alors que 60 pour cent des citoyens indiens vivent dans des villes de 500 000 habitants ou moins, des enquêtes montrent que les conseillers locaux élus dans ces villes secondaires manquent cruellement de connaissances procédurales, c'est-à-dire d'informations de base sur la manière d'adopter un budget, de lever certains impôts, taxes et redevances, de déposer des plaintes et de proposer des résolutions, et de contrôler et

d'approuver de nouvelles constructions et de nouveaux aménagements sur leur territoire (Auerbach, Singh et Thachil, 2023). En revanche, les grandes villes disposent d'employés plus compétents et sont plus susceptibles d'avoir une assise fiscale plus diversifiée (Kumar et Stenberg, 2022). Collectivement, il en ressort que, **pour renforcer efficacement les systèmes alimentaires urbains, il faudra soigneusement adapter les priorités à ces variations de moyens budgétaires et humains.**

### 6.3.2 PARTENARIATS AVEC DES ACTEURS NON ÉTATIQUES

En raison de la faiblesse de leurs capacités ou de leur volonté d'intégrer d'autres compétences, de nombreuses villes nouent des partenariats avec le secteur privé, des organisations communautaires et des citoyens locaux. En fait, les citoyens sont souvent d'importants partenaires dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques alimentaires urbaines et dans des initiatives locales telles que la création de jardins urbains et la redistribution d'excédents alimentaires. À certains endroits, il existe une société civile qui, active et engagée sur les questions d'alimentation, fournit des services et des programmes à la communauté et participe à l'élaboration de politiques, tandis qu'à d'autres les activités sont principalement menées par les autorités locales (Moragues-Faus et Morgan, 2015) (VOIR EXEMPLES DANS L'ENCADRÉ 11).

[ 117

#### ENCADRÉ 11

#### LES DIVERS RÔLES DE L'ÉTAT ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LA GOUVERNANCE DE L'ALIMENTATION URBAINE

Les modalités de la gouvernance alimentaire urbaine varient considérablement d'une ville à l'autre. Par exemple, à Bristol (Royaume-Uni), le programme alimentaire urbain a été façonné par une société civile dynamique qui a collaboré avec les autorités locales dans un contexte d'austérité. En 2007, la société civile verte de Bristol a créé le réseau Bristol Food Network, initiative autogérée conçue pour relier les individus, les projets communautaires, les organisations et les entreprises qui partagent une vision de la transformation du système alimentaire local. Ce réseau a mis au point un processus participatif qui a débouché sur une stratégie alimentaire durable pour Bristol (2009), conduite par la société civile. En 2011, le Conseil de politique alimentaire de Bristol a été mis sur pied avec la participation, notamment, du Conseil municipal, des services de santé publique et de Bristol Food Network. L'élection d'un nouveau maire en 2016 a permis de mettre davantage l'accent sur l'égalité et l'inclusion



dans le programme alimentaire de Bristol et a vu le Conseil de politique alimentaire appuyer la candidature de la ville à la médaille d'or de l'alimentation durable. Cette démarche inédite a donné lieu à la création d'une nouvelle plateforme de gouvernance officielle, «Going For Gold» (En route pour l'or), dont le groupe de direction comprenait Bristol Food Network, le partenariat «Bristol, capitale verte» et le Conseil municipal de Bristol. Dans le cadre de ce processus, le Conseil de politique alimentaire a été mis en sommeil. Après que la ville a reçu la médaille d'or, en juillet 2021, le groupe de direction de «Going For Gold» a été refondu. Devenu le partenariat «Bristol Good Food 2030», il aide à mettre en place des collaborations dans toute la ville et compte dans son groupe de direction diverses entités, notamment quatre services du Conseil municipal, Bristol Food Network, le partenariat «Bristol, capitale verte», Feeding Bristol, Bristol Food Producers, Bricks Bristol et Ambition Lawrence Weston. Le parcours de Bristol montre qu'il est possible d'adapter la structure des plateformes de gouvernance alimentaire et le rôle clé que jouent la société civile et les organisations communautaires pour rendre les processus de transformation du système alimentaire plus résilients.

Un autre exemple est celui de la ville de Malmö (Suède), mondialement réputée pour ses politiques environnementale et climatique ambitieuses. En 2010, Malmö a élaboré une politique de développement durable et d'alimentation dans le cadre de sa transition vers la neutralité climatique. S'appuyant sur l'État-providence socialdémocrate suédois, les autorités locales jouent un rôle déterminant dans l'élaboration de politiques et d'interventions qui visent différents objectifs sociaux et environnementaux. À Malmö, le principal objectif de la politique d'alimentation urbaine était que tous les aliments achetés par la municipalité soient biologiques d'ici à 2020 et que les émissions de gaz à effet de serre liées à l'achat d'aliments soient réduites de 40 pour cent d'ici à 2020, par rapport au niveau de 2002. En 2021, plus de 70 pour cent des repas servis étaient biologiques. La ville a également réduit ses émissions de gaz à effet de serre de 30 pour cent, soit 1,49 kilogramme en équivalent CO<sub>2</sub> par kilogramme d'aliments achetés (Klammeus, 2021). Dans le cadre de l'élaboration de cette politique, de vastes consultations ont été menées auprès de différentes parties prenantes. En outre, la municipalité appuie d'autres initiatives d'alimentation durable qui voient le jour, comme le réseau de jardinage urbain.

En 2011, la ville d'Antananarivo (Madagascar) a mis sur pied un programme d'agriculture urbaine destiné à promouvoir l'installation de jardins et à créer des activités génératrices de revenus. Pour développer l'initiative et lui assurer des ressources humaines et économiques suffisantes, le Conseil municipal a mis en place une plateforme à laquelle peuvent se joindre des acteurs externes. En 2016, le Conseil de politique alimentaire d'Antananarivo a vu le jour, sous l'impulsion du maire adjoint et avec plus de 20 parties associées au programme d'agriculture urbaine. En outre, en 2020, la ville a conçu une application mobile appelée Maboly Aho («Je cultive»), qui permet de partager des informations sur les meilleures pratiques d'agriculture urbaine ainsi que des informations sur la gestion des déchets.

118 ]

*Source:* Auteurs du présent document, sur la base de Moragues-Faus, A. et Morgan, K., 2015. Reframing the foodscape: the emergent world of urban food policy. *Environment and Planning A: Economy and Space*, 47(7): pages 1558 à 1573. <https://doi.org/10.1177/0308518X15595754>; Andrianarisoa, O., Zuleta Ferrari, C., Currie, P., et Coetzee, I. 2019. Antananarivo Food Policy Council: Policy as practice. *Urban Agriculture magazine*, 36. [Consulté le 19 octobre 2023]. <https://ruaf.org/assets/2019/11/Urban-Agriculture-Magazine-no.-36-Food-Policy-Councils.pdf>; ONU-Habitat. 2021. *Building resilience in the City food system of Antananarivo through adapted production systems*. [Consulté le 27 février 2024]. <https://www.urbanagendaplatform.org/best-practice/building-resilience-city-food-system-antananarivo-through-adapted-production-systems>; Halliday, J. 2022. Beyond Gold: Bristol's ever-evolving food governance journey. *Urban Agriculture magazine*, 38: pages 110 et 111; Haysom, G., et Currie, P. 2023. Food Policy Councils and Governance Partnerships in African Urban Contexts. In: A. Moragues-Faus, J. Battersby, J. K. Clark et A. Davies (dir. pub.), *Routledge Handbook of Urban Food Governance*. pages 196 à 209. Londres, Routledge.

**Une grande diversité d'acteurs participe non seulement à la mise en œuvre de projets et de programmes spécifiques, mais aussi à la fourniture d'infrastructures et de services essentiels pour obtenir des résultats en matière de sécurité alimentaire.** En ce qui concerne la fourniture de services, de nombreux services courants tels que la gestion

des déchets, les transports, les services d'approvisionnement en eau et la gestion des marchés peuvent être confiés à des acteurs du secteur privé (Harman, Taylor et Lane, 2015). Alors que les citoyens des pays à revenu élevé dépendent de l'eau courante et traitée provenant de systèmes centralisés de distribution d'eau, ceux des pays à revenu faible ou intermédiaire

sont souvent tributaires, pour l'eau, d'un ensemble disparate d'acteurs étatiques et non étatiques (Post et Ray, 2020), les habitants des zones à faible revenu payant généralement plus en valeur absolue que ceux des zones à revenu plus élevé. De même, des services municipaux, des entreprises et des acteurs informels peuvent se voir confier la gestion des déchets dans différentes zones de la ville, ce qui conduit à une collecte inégale et présente des risques pour la sécurité sanitaire des aliments sur les marchés. Dans certaines villes, le rajeunissement urbain et le réaménagement de l'environnement bâti, y compris les espaces de marché, ont nécessité de lourds investissements de la part d'ONG ou de donateurs internationaux (El Kazaz, 2020).

### 6.3.3 ÉCONOMIE POLITIQUE DE L'INFORMALITÉ DANS LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES URBAINS ET PÉRIURBAINS

**La fourniture de services et d'investissements urbains par des canaux hybrides – étatiques et non étatiques, structurés et informels, nationaux et locaux – suscite des inquiétudes car elle empêche de rendre compte aux citoyens des résultats des systèmes alimentaires.** Plus cette hybridité prévaut, plus la probabilité est grande de voir émerger des structures axées sur la recherche de rente et de cartels qui désavantagent en particulier les pauvres des milieux urbains et réduisent la disponibilité de services et de conditions favorables à des systèmes alimentaires sains et accessibles (Katsaura, 2012; Haysom et Currie, 2023). Par exemple, la croissance de bidonvilles dans les pays à revenu faible ou intermédiaire est parfois liée à des relations sociales et politiques complexes qui se manifestent par des comportements clientélistes, ou par l'échange d'avantages publics contre un soutien politique. En particulier, des personnalités politiques locales fournissent des terrains et des services privés pour le logement dans des bidonvilles en échange d'un soutien politique. Cela a pour effet de dissuader les responsables politiques et les pauvres de faire pression en faveur d'une planification urbaine plus structurée (Deuskar, 2023). De même, la mauvaise gestion

de l'eau et la pression croissante sur les systèmes hydriques due au changement climatique ont conduit à l'apparition de «mafias de l'eau» dans des villes comme Karachi (Pakistan), Bangalore et Delhi (Inde), Accra (Ghana) et Kisumu (Kenya) (Ranganathan, 2016; Tutu et Stoler, 2016; Boakye-Ansah, Schwartz et Zwartveen, 2019). Ces mafias, fournisseurs privés de citernes d'eau, entretiennent des liens étroits avec des responsables politiques et administratifs qui peuvent manipuler les prix en période de pénurie et fournir de l'eau gratuitement en période électorale.

**L'économie politique de l'interaction avec les vendeurs d'aliments informels et les commerçants de marché dans les villes de pays à revenu faible ou intermédiaire est particulièrement complexe.** Dans certains cas, les autorités locales et nationales recourent à la répression, éliminant physiquement ces commerçants ou criminalisant leurs activités (Roever et Skinner, 2016; Resnick 2019).

Pour justifier cela, on accuse souvent lesdits commerçants de violer la réglementation de l'espace public ou d'être à l'origine d'épidémies, notamment de choléra. Pendant la pandémie de covid-19, la répression de ces commerçants s'est généralisée, malgré l'importance qu'ils revêtaient pour la sécurité alimentaire des citoyens pauvres (Kiaka et al. 2021; Béné *et al.*, 2021a, 2021b). Dans plusieurs cas, il s'est avéré que ces approches draconiennes accroissaient non seulement la vulnérabilité des personnes travaillant dans le secteur alimentaire informel, mais aussi, paradoxalement, nuisaient à la sécurité sanitaire des aliments (Roesel et Grace, 2015; Grace, Dipeolu et Alonso, 2019; Blackmore *et al.*, 2022).

Dans d'autres cas, les commerçants font l'objet d'une surveillance étroite, comme sur les marchés de Lusaka, où les cartels affiliés à des partis contrôlent traditionnellement l'attribution des stands et le paiement des droits (Beardsworth *et al.*, 2021). Ailleurs, c'est l'aimable indifférence qui prévaut, les acteurs de marché pouvant agir sans être inquiétés mais manquant souvent, pour travailler de manière sûre et rentable, d'infrastructures essentielles telles que des installations sanitaires, des services de collecte des déchets et un approvisionnement

en électricité (Resnick *et al.*, 2022). Une autre tactique utilisée par les responsables politiques avec les commerçants informels est la tolérance, c'est-à-dire le fait d'ignorer les infractions afin de gagner des voix lorsque des élections se profilent (Holland, 2016).

Il est à noter que les taxes multiples et illégales prélevées par les acteurs informels sur les citoyens pauvres détournent des recettes

nécessaires aux conseils municipaux, ce qui affaiblit encore la capacité de ceux-ci de fournir les biens et services nécessaires à une alimentation de qualité. C'est pourquoi les autorités nationales et urbaines s'emploient de plus en plus à développer, pour réduire l'ingérence d'acteurs non étatiques dans la collecte des recettes, des systèmes de paiement mobile et électronique. Or, comme le montre l'encadré 12, cette approche suscite plusieurs inquiétudes.

### ENCADRÉ 12

#### TAXER LES COMMERÇANTS EN AFRIQUE URBAINE – GÉNÉRER DES RECETTES OU NUIRE À L'ÉQUITÉ?

Les marchés traditionnels de produits frais sont souvent l'une des principales sources de revenu des autorités de nombreuses villes africaines. De nombreux commerçants qui y travaillent doivent s'acquitter d'un grand nombre de taxes auprès de diverses entités et se heurtent, depuis la fin de la pandémie, à une volonté accrue de taxation de la part des autorités locales, qui tentent ainsi de récupérer les recettes perdues. Ces dernières utilisent souvent, pour cela, les services financiers numériques et, plus particulièrement, la taxation des transferts d'argent et de l'argent mobile. Les commerçants ont de plus en plus recours, lorsqu'ils vendent à des clients ou achètent à des grossistes, aux transactions mobiles, ce qui a été encouragé pendant la pandémie, lorsque les transactions en espèces étaient considérées comme peu sûres.

Par exemple, en mai 2022, le Ghana a introduit une taxe de 1,75 pour cent sur les transferts électroniques pour les acteurs de l'économie informelle qui gagnent 8,80 USD par jour ou plus. En juillet 2023, le Gouvernement du Nigéria a annoncé avoir noué un partenariat avec l'Association des commerçants de marché du pays pour percevoir et reverser la taxe sur la valeur ajoutée de ses membres à l'aide d'une plateforme numérique. Le Cameroun et la République-Unie de Tanzanie ont également introduit, depuis la covid-19, des taxes sur l'argent mobile, suivant les exemples du Congo, de la Côte d'Ivoire, du Kenya, de l'Ouganda et du Zimbabwe.

Les partisans de ces taxes affirment qu'elles permettent aux autorités locales d'obtenir des recettes pour fournir les services nécessaires à leurs populations et qu'elles sont transparentes, car perçues par des entreprises de télécommunication et de transfert mobile plutôt que par des agents publics mal formés et parfois corrompus. Les opposants affirment, quant à eux, que ces taxes sont régressives, car ce sont les acteurs les plus pauvres de l'économie informelle qui paient le plus, et que ces mesures vont à l'encontre des efforts déployés pour améliorer l'inclusion financière des travailleurs du secteur informel.

Il importe, avant de prendre des décisions de ce type, de consulter les associations de commerçants pour qu'elles puissent y adhérer et pour montrer que les autorités locales sont désireuses de trouver un taux et une modalité de taxation qui soient à la fois équitables et générateurs de recettes. En outre, il faut que les autorités locales s'efforcent en parallèle d'améliorer la collecte des impôts fonciers, considérés comme une forme de taxation plus équitable et plus efficace. Dans de nombreuses villes, ces impôts ne sont pas perçus de manière optimale en raison de cadastres fonciers et immobiliers incomplets, de méthodes d'évaluation inappropriées et d'une faible capacité technique de mise en œuvre.

Source: Collier, P., Glaeser, E., Venables, A., Blake, M., et Manwaring, P. 2017. *Land and property taxes for municipal finance*. International Growth Centre, Londres. <https://www.theigc.org/publications/land-and-property-taxes-municipal-finance>; Clifford, K. 2020. *The causes and consequences of mobile money taxation An examination of mobile money transaction taxes in sub-Saharan Africa*. Londres, GSMA; FENU. 2021. *The Impact of Mobile Money Taxation in Uganda*. New York; Anyidoho, N. A., Gallien, M., Rogan, M., et van den Boogaard, V. 2023. Mobile money taxation and informal workers: Evidence from Ghana's E-levy. *Development Policy Review*, 41(5): e12704. <https://doi.org/10.1111/dpr.12704>; Dzirutwe, M. 2023. Nigeria targets millions of informal traders to boost tax. *Reuters*, 3 juillet 2023. [Consulté le 6 octobre 2023]. <https://www.reuters.com/world/africa/nigeria-targets-millions-informal-traders-boost-tax-2023-07-03/>

Les associations professionnelles et commerciales peuvent être des partenaires essentiels pour faire pression contre certaines de ces tactiques de répression, de surveillance, d'aimable indifférence et de tolérance. À plusieurs endroits, elles ont aidé de manière déterminante à négocier des taux d'imposition équitables, à défendre les droits juridiques, à protéger les droits de propriété, à renforcer les capacités requises pour assurer la sécurité sanitaire et la bonne manipulation des aliments, et à obtenir de meilleures conditions de travail (Lindell, 2010; Joshi, Prichard et Heady, 2014; Grossman, 2020; Vorley, 2023). Certaines de ces associations sont également soutenues par des réseaux transnationaux qui, comme le réseau Femmes dans l'emploi informel: mondialisation et organisation, s'attachent à jeter des ponts et à tirer des enseignements de l'expérience acquise par les travailleuses de l'économie informelle dans le monde entier. **Globalement, il faudra, pour renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition urbaines, modifier l'état d'esprit des gouvernements en faveur d'une approche plus inclusive, basée sur la confiance, à l'égard des acteurs de l'alimentation informelle.**

### 6.4 L'INNOVATION DANS LA GOUVERNANCE ALIMENTAIRE URBAINE: LES VILLES, FACTEURS D'INNOVATION DE LA POLITIQUE ALIMENTAIRE

Comme illustré ci-dessus, les multiples acteurs urbains, qu'ils soient formels ou informels, étatiques ou non étatiques, ont recours à différents types de fonctions, de mandats, de capacités, de ressources et d'incitations d'ordre économique et politique pour façonner les systèmes alimentaires et leurs résultats. Or, ce paysage n'est pas statique. En effet, ces 20 dernières années, les villes ont développé une approche plus intégrée de l'élaboration des politiques liées à l'alimentation, mobilisant une perspective axée sur les systèmes alimentaires

et incluant, par conséquent, différents secteurs et acteurs dans ce processus (Reynolds, 2009; Moragues-Faus et Morgan, 2015). En conséquence, **les villes sont devenues des facteurs d'innovation de la politique alimentaire.**

#### 6.4.1 POLITIQUES ET STRATÉGIES D'ALIMENTATION URBAINE

**Les politiques d'alimentation urbaine reflètent un processus délibéré, appuyé par les autorités municipales,** d'élaboration ou d'approbation d'interventions urbaines destinées à relever les défis du système alimentaire (IPES-Food, 2017; Moragues-Faus et Battersby, 2021). Dans la pratique, ces politiques s'inscrivent dans une perspective holistique qui englobe les activités liées à l'alimentation, à l'économie sociale, à l'intégration, à l'environnement et à la santé, et nécessitent, par conséquent, la coopération de plusieurs ministères et secteurs d'action politique (de Cunto *et al.*, 2017; IPES-Food, 2017). À cette fin, il peut être pris deux types de mesures de gouvernance (Bizikova, Echeverría et Hammill, 2014): **1) créer de nouveaux cadres d'action, dispositifs institutionnels ou politiques en matière d'alimentation, et 2) intégrer l'alimentation dans les outils de gouvernance existants, suivant le concept dit d'alimentation dans toutes les politiques** (Parsons et Hawkes, 2019). Ces approches peuvent être combinées, comme l'illustre la ville de Baltimore, première à intégrer l'alimentation dans les organismes concernés, dans le cadre de son Initiative de politique alimentaire. Cette initiative rassemble les services chargés de la planification, de la durabilité, de la santé et du développement pour coordonner et soutenir l'ensemble des travaux de l'administration municipale liés à l'alimentation. En outre, Baltimore a créé, sous l'égide de l'initiative, des instruments de gouvernance alimentaire ad hoc, notamment les fonctions de conseiller citoyen pour l'équité alimentaire, assignées à des habitants qui travaillent à la mise en place collective de politiques alimentaires équitables dans le cadre d'un processus inclusif et collaboratif, et la Coalition pour l'action en faveur des politiques alimentaires, espace multi-acteurs qui représente des organismes à but non lucratif, des universités, des exploitations

agricoles, des entreprises, des hôpitaux et des habitants pour favoriser la collaboration et le partage d'idées entre les organisations liées à l'alimentation (Boden et Hoover, 2018).

Les **stratégies d'alimentation urbaine** se réfèrent à «la manière dont une ville envisage le changement de ses systèmes alimentaires, et celle dont elle s'efforce de réaliser ce changement», ce processus pouvant être dirigé et approuvé par les autorités ou non (Moragues *et al.*, 2013, page 6). De nombreuses villes incluent divers acteurs et mettent en place des processus participatifs pour définir des stratégies d'alimentation urbaine ou municipale qui énoncent des objectifs à atteindre et des mesures à prendre en commun pour les différents acteurs de l'alimentation urbaine, au-delà des seules institutions publiques (Moragues Faus et Battersby, 2021). Ces stratégies s'appuient sur les efforts déployés par les acteurs locaux et visent à créer des synergies entre les groupes de parties prenantes et les différentes dimensions de la durabilité, de la sécurité alimentaire et de la nutrition (Lim *et al.*, 2012; Blay-Palmer, Renting et Dubbeling, 2015). L'approche d'Amsterdam en faveur du poids santé est une approche

systémique dans laquelle les facteurs politiques, physiques, sociaux, éducatifs et sanitaires locaux de l'obésité infantile sont considérés et gérés comme un système adaptatif complexe (Sawyer *et al.*, 2021). Elle a permis de réduire l'obésité infantile dans la ville. Brighton and Hove a été la première ville du Royaume-Uni à élaborer, en 2006, une stratégie alimentaire qui a été réactualisée à deux reprises et mise en œuvre par l'intermédiaire de cinq plans d'action annuels, lesquels définissent la façon dont les différents acteurs urbains peuvent collectivement mettre en place un système alimentaire sain, durable et équitable. Le dernier de ces plans (2018), pour lequel 600 participants ont été consultés, comprend 200 actions qui font appel à près de 100 partenaires et 26 services municipaux distincts. L'horizon de planification et de mise en œuvre à long terme de ces activités est particulièrement remarquable étant donné que, dans d'autres villes, les stratégies de sécurité alimentaire urbaine adoptées par une administration peuvent être démantelées après des élections qui amènent au pouvoir un nouveau maire ou un nouveau conseil municipal ayant d'autres priorités ou points de vue (VOIR L'ENCADRÉ 13).

### ENCADRÉ 13

#### À LA CROISÉE DE L'ESPRIT DE PARTI, DES CYCLES ÉLECTORAUX ET DES STRATÉGIES RELATIVES AUX SYSTÈMES ALIMENTAIRES URBAINS

Les changements électoraux peuvent fréquemment perturber la dynamique des stratégies alimentaires urbaines. En Espagne, l'engagement en faveur de mécanismes tels que le Pacte de Milan sur les politiques alimentaires en milieu urbain a coïncidé avec des changements d'affiliation idéologique des conseillers municipaux et des maires à la suite des élections tenues dans des villes clés telles que Barcelone, Madrid et Valence. Plus précisément, des coalitions de militants écologistes, d'associations civiques et de partis de gauche ont gagné en pouvoir dans le sillage des élections de 2015, soulignant l'importance de la durabilité environnementale et du droit à l'alimentation. À Madrid, il a été créé, peu de temps après, une plateforme sur les politiques alimentaires comprenant des agents municipaux, des membres de la société civile et des acteurs du secteur privé qui se sont réunis pour mettre en place une stratégie d'alimentation urbaine. Or, quelques années plus tard, une nouvelle élection ayant porté au pouvoir un maire d'un autre parti, le Conseil municipal a entravé le fonctionnement de la plateforme et les progrès de la stratégie d'alimentation urbaine. De même, le Conseil municipal de Lusaka s'est engagé, en mars 2020, à lancer une initiative en faveur de la sécurité alimentaire et à créer un conseil de politique alimentaire en collaboration avec les principales organisations de la société civile comme Consumer Unity and Trust Society et les associations professionnelles. Cependant, après l'élection d'un nouveau maire en août 2021, la dynamique s'est grippée.

Ces changements étant courants dans les pays démocratiques, il est essentiel de tirer des enseignements sur la manière de les gérer pour limiter les perturbations. En effet, plusieurs villes ont été en mesure de mettre en place des stratégies alimentaires à long terme et de surmonter les changements électoraux. À Londres, la combinaison d'une équipe permanente, de réseaux politiques, de conseillers et d'exécutants sur le terrain a permis d'adapter les priorités de la politique alimentaire à l'évolution du programme politique des maires. Il s'agissait notamment de répertorier toutes les incidences, y compris positives, que les interventions alimentaires ont dans les différentes stratégies statutaires et non statutaires de la ville et de veiller à ce que les élus comprennent en quoi l'alimentation peut aider à concrétiser leurs priorités politiques, qu'elles concernent la croissance économique, la durabilité ou la réduction de la pauvreté. En outre, il a fallu que l'équipe responsable de l'alimentation au sein du Conseil municipal cesse de faire partie de l'équipe chargée de l'environnement et soit rattachée à celle œuvrant à l'intégration sociale, à la mobilité sociale et à la participation communautaire. En travaillant avec un groupe plus large d'acteurs dépassant le cercle des élus, en soumettant la stratégie alimentaire urbaine au contrôle d'une équipe permanente supervisée par des fonctionnaires, et en l'intégrant dans les priorités du maire ainsi que dans les programmes statutaires, on peut mieux faire face aux perturbations politiques créées par les renouvellements électoraux.

Source: Auteurs du présent document, sur la base de CUTS. 2020. *The Lusaka Food Security Initiative*. Lusaka, Consumer Unity and Trust Society (CUTS) International. <https://cuts-lusaka.org/pdf/policy-brief-the-lusaka-food-security-initiative.pdf>; Parsons, K., Lang, T., et Barling, D. 2021. London's food policy: Leveraging the policy sub-system, programme and plan. *Food Policy*, 103: 102037. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2021.102037>; Martín, D., et de la Fuente, R. 2022. Global and Local Agendas: The Milan Urban Food Policy Pact and Innovative Sustainable Food Policies in Euro-Latin American Cities. *Land*, 11(2): 202. <https://doi.org/10.3390/land11020202>; Zerbian, T., et de Luis Romero, E. 2023. The role of cities in good governance for food security: lessons from Madrid's urban food strategy. *Territory, Politics, Governance*, 11(4): pages 794 à 812. <https://doi.org/10.1080/21622671.2021.1873174>

**Pour garantir une approche systémique et multi-acteurs de la mise en œuvre de politiques et de stratégies d'alimentation urbaine, des villes ont mis en place différents types d'espaces de délibération et de collaboration intersectoriels tels que des partenariats pour l'alimentation, des coalitions pour l'alimentation et des conseils de politique alimentaire** (on parle parfois de plateformes multipartites). Regroupant des représentants des autorités, de la société civile et du

secteur privé, ces espaces délibératifs visent essentiellement à caractériser les forces et les faiblesses du système alimentaire local et à identifier les acteurs clés de l'alimentation et les points d'intervention prioritaires, entre autres activités (Harper *et al.*, 2009; Scherb *et al.*, 2012; Moragues *et al.*, 2013; de Cunto *et al.*, 2017) (ENCADRÉ 14). La plupart du temps, leurs règles et mécanismes sont plutôt fluides et souples (Burgan et Winne, 2012; Clayton *et al.*, 2015; Moragues-Faus et Sonnino, 2019).

## ENCADRÉ 14 CONSEILS DE POLITIQUE ALIMENTAIRE

Des conseils de politique alimentaire, plateformes de gouvernance multi-acteurs ou multipartites, ont été créés pour la première fois à Knoxville (États-Unis d'Amérique) en 1982. Ils peuvent se définir comme des «organisations collaboratives axées sur l'adhésion qui regroupent des acteurs des secteurs privé (petites entreprises, associations sectorielles), public (gouvernement, santé publique, enseignement supérieur) et communautaire (organisations à but non lucratif et caritatives) pour étudier les possibilités de mettre en œuvre des stratégies intégrées propres à améliorer les systèmes alimentaires locaux et régionaux» (Schiff, Levkoe et Wilkinson, 2022, page 1). Il en existe aujourd'hui plus de 350 en Amérique du Nord (Schiff, Levkoe et Wilkinson, 2022) et ils sont de plus en plus nombreux en Europe (Michel *et al.*, 2022). On a entrepris de mettre en place des structures similaires en Afrique, en Asie et en Amérique latine (Chirwa et Yossa, 2019; Nogales, 2019; Haysom et Currie, 2023).



Les conseils de politique alimentaire sont préconisés comme moyen de renforcer la démocratie alimentaire et de donner aux citoyens la possibilité d'influer sur les systèmes alimentaires et leurs résultats (Bornemann et Weiland, 2019). Du fait de leur capacité à répondre aux besoins locaux, à faire participer les détenteurs de droits et à amener les communautés concernées à la table des négociations, ces organes locaux sont considérés comme des moyens prometteurs d'intégrer le droit à l'alimentation (Lambek et Claeys, 2015).

Cela dit, la capacité de ces conseils à faire progresser la démocratie alimentaire et le droit à l'alimentation et à transformer les systèmes alimentaires urbains et périurbains présente des limites reconnues qui doivent être prises en compte, la crainte étant qu'ils ne renforcent les structures de pouvoir existantes s'ils ne sont pas constitués et gérés avec soin (Drimie, 2023). Ces conseils manquent souvent de ressources pour être porteurs de transformation. Cependant, s'ils en obtiennent de l'extérieur, ils risquent de favoriser des intérêts particuliers et de s'éloigner des principes démocratiques (Michel *et al.*, 2022). Selon un point de vue plus radical, ces conseils ne peuvent être considérés comme conformes à l'approche axée sur le droit à l'alimentation, car ils n'ont pas pour objectif de provoquer une réforme radicale du système agroalimentaire actuel (Mooney, 2022).

Comment pourrait-on mettre à profit ces conseils pour accroître leur capacité d'action et aider à renforcer les systèmes alimentaires urbains et périurbains en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition pour tous? Il ressort de l'expérience acquise sur le terrain que cela requiert une prise en compte des politiques locales, étayée par une mobilisation à long terme, la création de réseaux et une certaine réflexivité (Haysom et Currie, 2023). Cela nécessite d'évaluer en continu les objectifs, les résultats et la dynamique du pouvoir au sein des conseils. À Rubavu (Rwanda), les problèmes de capacités et de ressources ont été résolus grâce au soutien à long terme de partenaires externes (tels que l'écosystème Nutrition in the City). Ainsi, il a été possible de mettre en place la plateforme multi acteurs en deux ans et d'élaborer une vision et des objectifs communs qui ont permis d'agir ensemble pour faire progresser la sécurité alimentaire des populations vulnérables (Speich *et al.*, 2023).

Le recours à de tels conseils pour faire progresser le droit à l'alimentation implique une profonde détermination à y associer les populations vulnérables et à prendre en considération le point de vue de ces dernières. Baltimore dispose d'un programme de conseillers citoyens pour l'équité alimentaire qui vise explicitement à accroître le contrôle que la population exerce sur le système. Il s'agit d'un processus de renforcement des capacités et de partage de l'information en plusieurs étapes, qui s'appuie sur le vécu et guide la prise de décision des autorités locales (Mui *et al.*, 2022).

**La force et le niveau de participation des différents types d'acteurs déterminent la capacité de ces nouveaux mécanismes à démocratiser les politiques alimentaires et à créer des formes de gouvernance pluralistes et plus inclusives.** Par exemple, certaines villes abritent des mouvements sociaux plus actifs et plus développés qui aident à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies alimentaires à l'échelle de la ville, tandis que d'autres doivent s'appuyer sur le rôle de chef de file des pouvoirs publics (Moragues-Faus, 2020; Haysom et Currie, 2023). En outre, malgré les efforts déployés pour diversifier les types d'acteurs, la composition de ces espaces reste assez homogène, ce qui

pourrait renforcer les inégalités de pouvoir dans les systèmes alimentaires (Cadieux et Slocum, 2015; Range *et al.*, 2023). Diverses études soulignent la nécessité d'étayer la conception d'espaces multi-acteurs par des valeurs claires, des pratiques réflexives et des mécanismes efficaces pour identifier, dans les systèmes alimentaires, les asymétries de pouvoir existantes, qui se manifestent inévitablement dans les nouvelles plateformes de cogouvernance, et agir sur ces déséquilibres (Pereira et Drimie, 2016; McKeon, 2017; Pereira *et al.*, 2020). Il existe un nombre croissant de guides et de manuels qui énoncent les

principales étapes à suivre pour mettre en place des conseils de politique alimentaire urbaine, ainsi que des données d'expérience provenant du monde entier (Halliday, Platenkamp et Nicolarea, 2019; FAO, 2023b).

### 6.4.2 INTÉGRATION DES VILLES DANS DES RÉSEAUX TRANSNATIONAUX

**Une innovation plus récente observée dans le domaine de la politique alimentaire urbaine est la création de réseaux alimentaires urbains opérant aux niveaux national, régional et mondial.** Il existe un large éventail d'initiatives, dont la plupart n'existent que depuis une dizaine d'années, reliant les connaissances, les pratiques et les ressources des villes et configurant ainsi un **paysage de gouvernance alimentaire urbaine translocale**. Comme le montre le tableau 5, les réseaux alimentaires municipaux et urbains existants diffèrent par leur échelle (nationale, régionale ou internationale), leurs objectifs et fonctions, les conditions d'adhésion (taille de la ville et niveau de participation des membres) et les structures de prise de décision (Moragues-Faus, 2021).

Le Pacte de Milan sur les politiques alimentaires en milieu urbain, protocole élaboré en 2015 qui engage ses signataires à mettre en place des systèmes alimentaires durables et auquel ont adhéré à ce jour plus de 260 maires à travers le monde, illustre clairement ce programme alimentaire urbain qui se fonde de plus en plus sur un fonctionnement en réseau. Il existe également plusieurs réseaux internationaux de villes, y compris des groupes qui travaillent sur l'alimentation au sein de réseaux plus larges traitant de la durabilité (par exemple, le réseau C40 Food Systems Network créé en partenariat avec EAT Initiative, le programme mondial CityFood du Conseil international pour les initiatives écologiques communales et le groupe de travail sur les systèmes alimentaires d'Eurocities). Les réseaux nationaux de villes donnent souvent lieu à une participation plus directe d'organisations de la société civile à la facilitation d'activités translocales. On peut citer à titre d'exemple le réseau pionnier Sustainable Food Places Network (Royaume-Uni), reliant

initialement des villes pour s'étendre désormais à des espaces non urbains, qui met en rapport 79 partenariats alimentaires locaux par l'intermédiaire d'un programme personnalisé d'apprentissage, de renforcement des capacités et de promotion (Sustainable Food Places, 2024). Parmi les autres exemples figurent le Réseau espagnol de villes pour l'agroécologie, le City Deal néerlandais, qui associe des villes, trois ministres et un gouvernement régional, le groupe de travail sur les politiques de la Conférence des maires des États-Unis et le Laboratoire urbain des politiques alimentaires publiques (LUPPA), qui regroupe des villes du Brésil. Ces alliances entre villes visent à favoriser le partage de savoirs et de données d'expérience pour accélérer la transformation des systèmes alimentaires urbains, en offrant des possibilités de mise en réseau et une assistance technique, en élaborant et mettant en œuvre des cadres de suivi, en menant des campagnes thématiques ou en élaborant des projets translocaux spécifiques. **Il a été établi que les réseaux jouent un rôle central dans la multiplication des initiatives relatives aux politiques d'alimentation urbaine dans le monde et dans le positionnement des villes en tant qu'acteurs clés de la transformation des systèmes alimentaires dans les programmes locaux, nationaux et internationaux.** Ces 10 dernières années, ces réseaux, ainsi qu'un ensemble d'acteurs du développement urbain et de l'alimentation, ont plaidé pour que soit reconnu le rôle des villes et des autorités locales dans les mécanismes de gouvernance mondiale, parvenant à intégrer progressivement les systèmes alimentaires urbains dans le programme de développement durable (Forster *et al.*, 2023).

Il existe également d'autres mécanismes qui favorisent la dimension translocale de la gouvernance alimentaire urbaine. Par exemple, la Déclaration de Glasgow sur l'alimentation et le climat, adoptée en 2021 à la 26<sup>e</sup> session de la Conférence des parties à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, a rassemblé 120 autorités locales et régionales du monde entier qui se sont engagées à mettre en œuvre des politiques alimentaires

**TABLEAU 5**  
**APERÇU DES RÉSEAUX ALIMENTAIRES URBAINS**

RÉSEAU	ÉCHELLE	ANNÉE DE LANCEMENT	COTISATION ANNUELLE	TYPE D'AIRE GÉOGRAPHIQUE
<b>Pacte de Milan sur les politiques alimentaires en milieu urbain</b>	Internationale	2015	Non	Ville
<b>C40 Food Systems Network</b>	Internationale	2016	Réseau élargi	Mégapole
<b>Réseau CITYFOOD</b>	Internationale	2017	Non	Ville/municipalité
<b>Organisation mondiale cités et gouvernements locaux unis (CGLU)</b>	Internationale	2016 (communauté de pratique)	Réseau élargi	Municipalités et régions
<b>ORU-FOGAR Organisation des régions unies</b>	Internationale	2008 (Groupe restreint sur la sécurité alimentaire)	Réseau élargi	Région
<b>Eurocities</b>	Internationale (européenne)	2016 (Groupe de travail sur l'alimentation)	Réseau élargi	Villes de plus de 250 000 habitants et centres régionaux importants
<b>Organic Cities European Network</b>	Internationale (européenne)	2018	Oui	Villes
<b>Food Policy Networks (FPN)</b>	Nationale (États-Unis)	2013	Non	Municipalités, villes, comtés, États, régions tribales, groupements de comtés ou autres régions désignées
<b>Sustainable Food Places Network (SFPN)</b>	Nationale (Royaume-Uni)	2011	Non	«Lieux»: Villes, municipalités et régions
<b>U.S. Conference of Mayors Food Policy task force (USCM)</b>	Nationale (États-Unis)	2012 (création d'une équipe spéciale sur l'alimentation au sein de la Conférence)	Réseau élargi	Villes
<b>Red Nacional de Ciudades por la Agroecología</b>	Nationale (Espagne)	2017	Oui	Villes et municipalités
<b>Dutch City Deal: «Food on the Urban Agenda»</b>	Nationale (Pays-Bas)	2017	Non	Villes, région et pays (composition fixe)
<b>Réseau allemand Bio-Städte Netzwerk</b>	Nationale (Allemagne)	2010 (2013: formalisation du réseau)	Non	Villes et municipalités

Source: Adapté de Moragues-Faus, A. 2021. The emergence of city food networks: Rescaling the impact of urban food policies. *Food Policy*, 103: 102107. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2021.102107>

intégrées pour faire face à l'urgence climatique. De même, pour faire avancer l'action politique concernant le nexus alimentation urbaine climat, le Conseil municipal de Barcelone a, en collaboration avec d'autres partenaires, élaboré le Défi de Barcelone pour l'alimentation et le climat (2021), appelant les villes à prendre une série d'engagements liés à l'alimentation pour faire face à l'urgence climatique (The Barcelona Challenge, non daté).

**Les nouvelles dimensions systémiques, multi-acteurs et translocales de la gouvernance alimentaire urbaine ont été rapidement adoptées par de nombreuses villes à travers le monde, mais il existe des différences régionales.** Par exemple, une étude récente montre que, malgré l'intérêt croissant pour la réforme de l'alimentation urbaine, la plupart des villes asiatiques ne considèrent pas la politique alimentaire comme une fonction essentielle et n'ont pas de vision cohérente des systèmes alimentaires; beaucoup reste donc à faire pour mieux intégrer les questions alimentaires dans la planification urbaine au sens large (Romero, Jaffee et Kumar, 2023). En outre, sur les 260 villes signataires du Pacte de Milan, plus de 100 se trouvent en Europe, tandis que les régions les plus peuplées, à savoir l'Asie et le Pacifique, l'Eurasie et l'Asie du Sud-Ouest, sont celles qui comptent le moins de pays, de villes et de pratiques mobilisés dans ce cadre (Pacte de Milan sur les politiques alimentaires en milieu urbain, 2023). De même, de nombreuses études et initiatives font davantage état d'activités menées dans des villes de pays à revenu élevé que dans des villes de pays à revenu faible ou intermédiaire, malgré le fait que, en matière de gouvernance alimentaire urbaine, les innovations sont clairement influencées par des contextes historiques, socioécologiques et politiques spécifiques. Les innovations importées sans esprit critique de pays à revenu élevé dans des pays à revenu faible ou intermédiaire peuvent être inefficaces si elles ne suscitent pas l'intérêt ni la participation de la société civile locale et si les capacités institutionnelles que requiert leur mise en œuvre par les municipalités ne sont pas disponibles (Haysom, 2021; Watson, 2021; Zhong *et al.*, 2023). En effet, compte tenu

de l'environnement budgétaire contraignant que connaissent de nombreuses autorités locales de pays à revenu faible ou intermédiaire, un soutien financier externe sera essentiel pour encourager de tels réseaux et projets transnationaux. L'allocation de ces ressources doit cependant être en accord avec les priorités locales afin d'éviter de faire peser de nouvelles attentes et de nouveaux objectifs sur des autorités locales déjà surchargées et manquant de ressources.

En outre, **la transposition de pratiques dans un autre contexte doit tenir compte des relations historiques, sociales, écologiques et politiques, notamment des antécédents coloniaux et racistes qui sous-tendent de nombreuses plateformes de gouvernance actuelles** (Agyeman, Alkon et Duprey, 2023; Haysom et Currie, 2023; Hoey, 2023; Moragues-Faus *et al.*, 2023; Wegerif et Kissoly, 2023).

### 6.4.3 AMÉLIORER L'EFFICACITÉ ET LA DURABILITÉ DES INNOVATIONS INTRODUITES EN MATIÈRE DE POLITIQUE ALIMENTAIRE URBAIN

Les innovations introduites en matière de politique alimentaire urbaine aident à repenser plus largement la gouvernance alimentaire, mais plusieurs questions subsistent quant à l'impact réel qu'ont les interventions intégrées correspondantes sur des villes spécifiques et sur le système alimentaire au sens large. Premièrement, **bien qu'il soit de plus en plus admis qu'on a besoin, pour mieux rendre compte de ces innovations, de données et de mesures, la prolifération de mesures pourrait être accablante pour les collectivités locales.** Parmi les mesures prises pour suivre les progrès réalisés dans certaines villes, on citera le cadre de suivi du Pacte de Milan sur les politiques alimentaires en milieu urbain (RUAF, FAO et MUFPP Secretariat, 2021), le cadre d'indicateurs des systèmes alimentaires de la région urbaine de la Fondation RUAF (Carey et Dubbeling, 2017), la boîte à outils sur l'alimentation et le climat du Défi de Barcelone (The Barcelona Challenge, non daté), la boîte à outils «Chaque bouchée compte» du réseau Sustainable Food Places (Food for the

Planet, non daté) et le calculateur d'impact du programme Good Food Purchasing (Good Food Purchasing Programme, non daté). L'un des problèmes liés à ces systèmes de suivi est qu'ils sont encore relativement faibles sur le plan des indicateurs permettant de mieux cerner l'impact collectif de l'action d'acteurs multiples et l'intérêt d'une approche systémique de l'alimentation.

Deuxièmement, **on ne dispose pas d'assez d'éléments pour savoir si ces innovations font une différence et, dans l'affirmative, comment.** Par exemple, bien que les villes de New York et de Brighton and Hove aient été considérées comme des pionnières en matière d'innovation appliquée à l'alimentation urbaine, leurs indicateurs de sécurité alimentaire et de nutrition en milieu urbain ne se sont pas fortement améliorés. Cela suggère soit que ces innovations ont été entravées par des mesures telles que des politiques d'austérité, qui ont freiné la transformation des systèmes alimentaires urbains, auquel cas l'absence de détérioration pourrait même être une avancée, soit qu'elles n'ont peut-être pas eu le temps de démontrer leur impact. Il est essentiel d'apprendre de ces expériences et d'autres cas où les résultats sont contraires aux attentes initiales si l'on veut progresser dans la réflexion sur la question de savoir si et comment les approches multipartites et multisectorielles modifient concrètement les résultats en matière d'alimentation et de nutrition.

Troisièmement, il importe de se rappeler que les **espaces participatifs et les processus d'élaboration des politiques alimentaires urbaines incluent rarement tous les agents clés qui ont une influence sur les résultats du système alimentaire urbain**, comme les entreprises alimentaires ou les groupes les plus vulnérables, et qu'il est donc nécessaire de s'assurer que ces innovations se fondent sur une analyse précise de la dynamique et des pouvoirs de la gouvernance alimentaire urbaine. Enfin, ces politiques, stratégies et plateformes alimentaires urbaines intégrées ne sont pas toujours calibrées selon les types de fonctions, de ressources et de capacités, ou de tout

l'éventail de la dynamique politico économique en jeu entre et parmi les acteurs étatiques et non étatiques. **Les innovations alimentaires urbaines ne peuvent émerger dans le vide; elles requièrent des promoteurs, des financements nationaux et locaux pour appuyer la mise en place de réseaux municipaux, et des groupes du secteur privé et de la société civile qui soient prêts à investir du temps et des ressources dans de telles initiatives.**

## 6.5 CONCLUSION

Pour renforcer les systèmes alimentaires urbains, il faut porter une attention stratégique aux contextes de gouvernance dans lesquels ils opèrent et aux dimensions de pouvoir qui prévalent au niveau des espaces et des acteurs ainsi qu'entre eux (Leach et al. 2020; Resnick et Swinnen, 2023b). **L'un des messages clés du présent chapitre est que les dimensions contextuelles du milieu urbain influent effectivement sur la mesure dans laquelle certaines interventions peuvent être mises en œuvre efficacement par les autorités locales, sur l'éventail des partenaires à associer et sur les types de structures d'incitation à mettre en place.**

Il se dégage de ce chapitre plusieurs orientations importantes. Tout d'abord, il est essentiel de **délimiter clairement les mandats et les responsabilités qui s'exercent sur les systèmes alimentaires urbains si l'on veut pouvoir rendre compte des mesures prises aux citoyens.** Première étape importante: cartographier les acteurs du système alimentaire urbain pour déterminer quels départements, ministères et organismes sont chargés de telle ou telle partie des systèmes alimentaires et s'ils disposent de budgets et de ressources humaines suffisants. Lorsque les mandats sont partagés entre plusieurs échelons de gouvernement ou plusieurs municipalités d'une juridiction métropolitaine, des institutions ou des plateformes de coordination efficaces seront nécessaires pour améliorer la cohérence et la transparence des politiques.

Ces **outils de coordination** peuvent être des stratégies alimentaires urbaines ou des conseils de politique alimentaire. Toutefois, ils sont **confrontés à leurs propres limites pour ce qui est d'aborder les différentes asymétries de participation et d'expression et d'assurer un impact final sur les objectifs de sécurité alimentaire**. Dans ce contexte, des évaluations régulières, par les membres, du fonctionnement de ces outils d'un point de vue participatif – et pas seulement de celui des systèmes alimentaires – pourront permettre d'entreprendre une réflexion significative et des réformes itératives. D'autres approches, comme la revendication du droit à l'alimentation ou à la ville, seront difficiles à mettre en pratique par des communautés qui ne savent pas ce que ces droits signifient concrètement ou qui ne disposent pas de mécanismes de soutien juridique pour les faire valoir. Cela dit, les revendications fondées sur des droits peuvent néanmoins constituer un puissant moyen d'assurer, par un discours normatif, l'inclusion des groupes marginalisés dans les réunions multipartites ou multi-acteurs, comme indiqué dans la section consacrée aux conseils de politique alimentaire.

Il est essentiel que les stratégies alimentaires urbaines et les conseils de politique alimentaire soient préservés de la volatilité politique pour s'intégrer à long terme dans le paysage urbain. Pour ce faire, il faudrait que ces stratégies et conseils recueillent d'emblée l'adhésion des différents partis politiques et prévoient l'établissement de relations non seulement avec les hauts responsables urbains, mais aussi avec des fonctionnaires locaux tels que les secrétaires de mairie, dont l'engagement envers la ville est plus pérenne. Quoi qu'il en soit, le succès de ces outils repose en grande partie sur l'appropriation locale. Les donateurs et les

professionnels du développement international pourront compléter ces efforts et indiquer, dans le cadre d'un apprentissage transnational, ce qui fonctionne ou ne fonctionne pas pour de tels mécanismes; cependant, ils ne pourront pas les diriger ni être le principal moteur de leur création.

**Pour les pays à revenu faible ou intermédiaire en particulier, le problème financier présente un caractère urgent, surtout dans le sillage de la pandémie de covid-19 et de l'accroissement du surendettement.** Comme le note l'ONU, 3,3 milliards de personnes vivent aujourd'hui dans des pays où le paiement des intérêts de la dette dépasse les dépenses de santé et d'éducation (United Nations, 2023b). Avec des recettes propres minimales, les autorités locales et urbaines doivent souvent limiter leurs ambitions ou faire appel à des partenaires privés et de la société civile pour atteindre les objectifs qu'elles visent en matière de système alimentaire. L'une des préoccupations prioritaires, à l'avenir, sera de trouver des moyens de mobiliser davantage de recettes de manière équitable pour que les recommandations relatives aux systèmes alimentaires puissent être appliquées à terme.

En résumé, il faudra que les approches suivies pour renforcer les systèmes alimentaires urbains soient aussi diverses que les trajectoires d'urbanisation qui se déploient à travers le monde. D'un point de vue technique, il existe tout un éventail d'interventions et d'innovations différentes capables de répondre aux nombreux objectifs de création de systèmes alimentaires urbains justes, sains et résilients. Il faudra, comme le présent chapitre l'a également souligné, que ces **interventions s'alignent correctement sur les dynamiques de pouvoir existantes et fassent l'objet d'un suivi et d'une évaluation critiques**.



# CHAPITRE 7

## MESURES À PRENDRE POUR TRANSFORMER LES SYSTEMES ALIMENTAIRES URBAINS ET PERIURBAINS



Écoliers à El Horizonte (Guatemala), 2018. Des initiatives éducatives telles que les programmes d'alimentation scolaire contribuent à la sécurité alimentaire et à la bonne nutrition des élèves car elles sont un moyen de fournir une protection sociale à long terme aux groupes d'âge vulnérables. Des repas scolaires nutritifs permettent de maintenir à l'école les enfants en situation d'insécurité alimentaire et d'assurer leur bon développement cognitif et physique.

© Pep Bonet/NOOR for FAO

### MESSAGES CLÉS

- Pour transformer les systèmes alimentaires urbains et périurbains, il faut, au bout du compte, mener des réformes coordonnées et adaptées au contexte et aux capacités des villes.
- Ce contexte comprend la taille, l'emplacement, l'âge et la fragilité de la ville, le degré de décentralisation, l'économie politique intergouvernementale, la force de la société civile et celle du service public.
- Ce contexte, à son tour, influera sur l'éventail des instruments qui pourront, collectivement, favoriser la sécurité alimentaire et une bonne nutrition. Le présent chapitre recense six groupes d'instruments à associer pour élaborer des stratégies intégrées. Il s'agit de la politique réglementaire, des outils fiscaux, des instruments de transfert, des politiques de marché, des investissements et des instruments destinés à faire évoluer les comportements.
- Ces instruments pourront être étayés par des actions transversales, y compris l'amélioration des systèmes de données et le renforcement des capacités infranationales.

### 7.1 INTRODUCTION

L'alimentation a été largement absente des politiques publiques urbaines et municipales. Pourtant, ces 10 dernières années, **on a assisté à une prise de conscience croissante de l'éventail des leviers d'action dont on dispose pour promouvoir la sécurité alimentaire et la nutrition urbaines et périurbaines**. À ce jour, **cependant, ces politiques et innovations n'ont pas été évaluées d'un point de vue holistique qui tienne compte du contexte et des capacités uniques des villes**.

Ce contexte particulier est défini par plusieurs caractéristiques des zones urbaines. Il s'agit en premier lieu de la taille, de l'emplacement, de l'âge et de la fragilité de la ville. La taille influe sur l'éventail des responsabilités que les autorités doivent assumer et des besoins auxquels elles doivent répondre (Henderson, 2002; Ferré, Ferreira et Lanjouw, 2012; Sahasranaman et Bettencourt, 2021; Post et Kuipers, 2023). Les grandes villes, qui doivent faire face à un éventail beaucoup plus complexe de questions liées au système alimentaire, peuvent être amenées à se coordonner avec les autorités municipales de différentes aires métropolitaines, mais disposent souvent de plus de ressources et d'un plus grand nombre de partenaires non étatiques et d'investisseurs avec lesquels elles peuvent traiter ces questions. Les villes secondaires plus petites,

où se produit la majeure partie de la croissance de la population urbaine, peuvent être plus faciles à gérer en raison d'une pression démographique moindre sur les services urbains, mais disposent souvent aussi de moins de ressources économiques ou de partenaires. L'âge de la ville est également important: les villes secondaires qui sont apparues plus récemment peuvent être en mesure d'assurer une meilleure planification urbaine et une plus grande intégration des nouvelles innovations technologiques. Le fait que des villes soient situées dans des zones côtières de faible altitude, dans des zones sujettes à la sécheresse ou à proximité de frontières nationales, ou encore qu'elles soient enclavées, a d'importantes incidences sur les dimensions du commerce alimentaire et la vulnérabilité aux chocs climatiques. La stabilité politique d'une ville est une autre caractéristique importante, l'instabilité et les troubles compromettant la sécurité alimentaire des habitants et la capacité de l'État d'assurer cette dernière.

Même de taille similaire, des villes peuvent ne pas avoir des responsabilités et des ressources équivalentes pour soutenir les systèmes alimentaires en raison de la nature des processus de décentralisation nationaux. Les caractéristiques de la décentralisation déterminent si les administrations peuvent

embaucher et licencier leur propre personnel, les mandats sur lesquels elles ont, s'agissant des systèmes alimentaires, une autorité exclusive ou concurrente, l'éventail des pouvoirs dont elles disposent en matière de fiscalité et de dépenses, et si les dirigeants locaux sont directement responsables devant les habitants des villes. Dans le même ordre d'idées, la décentralisation et la dynamique intergouvernementale influent également sur la solidité du service public. Faute de moyens, des autorités locales peuvent être incapables de payer des salaires suffisants pour attirer des travailleurs qualifiés ou de se doter de l'infrastructure administrative de base nécessaire à la mise en œuvre et au suivi de politiques liées à l'alimentation et autres. Tenant compte de ces dimensions contextuelles, la section qui suit décrit les principaux instruments d'action qui peuvent plus ou moins répondre aux priorités de sécurité alimentaire et de nutrition d'une localité urbaine spécifique.

## 7.2 INSTRUMENTS POLITIQUES

**Il faut, pour modifier les structures institutionnelles, les dynamiques de pouvoir et les comportements individuels par des incitations, des informations, des sanctions ou des financements, disposer d'un éventail d'instruments de politique générale**

(Vedung, 1997). Le présent chapitre décrit six groupes d'instruments: les politiques réglementaires, fiscales, de transfert, de marché, d'investissement et de modification des comportements. Ces politiques ne s'excluent pas toujours mutuellement. Par exemple, les politiques réglementaires peuvent directement influencer sur le changement de comportement. Dans certains cas, ces instruments relèveront principalement du mandat des gouvernements centraux mais auront une incidence sur les systèmes alimentaires urbains. Dans d'autres, ils seront directement sous le contrôle des autorités locales et municipales. Souvent, ils pourront également être défendus et renforcés par le secteur privé et la société civile. Ils pourront, et devront généralement, être associés dans des stratégies plus vastes, y compris des stratégies

axées sur les systèmes alimentaires urbains reliant plusieurs politiques alimentaires (voir également le chapitre 6). La présente section s'appuie sur des études de cas et des sources disponibles dans des publications universitaires, des rapports et des archives. Comme indiqué au chapitre 6, l'absence d'évaluation de fond des interventions est préoccupante. Toutefois, les études de cas présentées permettent de cerner l'éventail des choix possibles et la diversité des instruments et interventions envisageables.

### 7.2.1 POLITIQUES RÉGLEMENTAIRES

**Les instruments de politique réglementaire font référence à l'utilisation qui est faite de règlements, de lois et d'autres mandats pour restreindre les comportements néfastes et promouvoir ceux qui sont optimaux sur le plan social. En général, les violations de règlements donnent lieu à des sanctions et à des frais.** Les instruments de politique réglementaire sont variés et comprennent des règlements relatifs à l'utilisation des sols, y compris le zonage destiné à promouvoir l'agriculture urbaine ou à limiter la consommation d'aliments riches en sucre, en sel et en matières grasses, mais aussi des normes qui visent à modifier d'autres aspects de l'environnement alimentaire comme la publicité.

Les instruments réglementaires sont essentiels **pour promouvoir l'agriculture urbaine et périurbaine**, garantissant l'accès à la terre et à la propriété. On trouve dans le monde entier des exemples de lois sur l'agriculture urbaine, qui comprennent un ensemble d'instruments de politique générale (Food Systems Planning and Healthy Communities Lab, University of Buffalo, non daté). Par exemple, Kampala a pris cinq arrêtés municipaux qui énoncent les critères de sécurité et d'assainissement applicables à l'agriculture urbaine pratiquée en tant qu'activité légale, garantissent aux professionnels la propriété foncière grâce à un système de permis et mettent en place des services de soutien (Halliday, Platenkamp et Nicolarea, 2019). L'utilisation des terres et la planification urbaine sont d'importants instruments réglementaires utilisés notamment pour promouvoir et développer les activités d'agriculture urbaine. En Argentine, le Programme

d'agriculture urbaine (PAU) de la ville de Rosario, de renommée mondiale, est parvenu à intégrer l'agriculture urbaine dans le plan d'occupation des sols de la ville, créant des *parques huerta* (parcs potagers) – initiative qui vise à convertir des terrains sous-utilisés en espaces verts pour aider à absorber l'excès d'eau et prévenir les inondations – et en instituant, par arrêté, une banque foncière municipale chargée d'affecter les terrains vacants à la culture de produits alimentaires. Ce programme s'est étendu à la périphérie de la ville par l'intermédiaire d'un projet de «ceinture verte» – arrêté sur l'utilisation des terres pris en 2015, qui a désigné de manière permanente 800 hectares de terres à allouer à la production agroécologique de fruits et de légumes (Halliday, Platenkamp et Nicolarea, 2019; WRI Ross Center, 2021). On trouve également de plus en plus d'exemples de recours à des formes collectives et coopératives de gestion des terres agricoles urbaines et périurbaines. C'est le cas, par exemple, des fiducies foncières communautaires, généralement dirigées par des organisations non gouvernementales et à but non lucratif qui acquièrent et gèrent des terres au nom de la communauté locale, ce qui peut inclure la création de fermes communautaires, de jardins communautaires ou de projets agricoles et sylvicoles. On en trouve des exemples fructueux aux États-Unis, comme la fiducie foncière communautaire Southside, dont la plupart des participants, issus de quartiers pauvres, viennent cultiver des aliments pour se nourrir et gagner un revenu à temps partiel, soit dans les jardins communautaires de la fiducie, soit dans des exploitations agricoles commerciales (Ackerman *et al.*, 2018).

Les arrêtés sur l'utilisation des sols peuvent également viser à **façonner des environnements alimentaires urbains**, en limitant par exemple la prolifération de points de vente d'aliments mauvais pour la santé. C'est le cas de l'arrêté temporaire no 180103 de Los Angeles (États Unis) sur la maîtrise de la restauration rapide, moratoire sur les permis d'installation de nouveaux établissements de restauration rapide dans le sud de la ville (Food Systems Planning and Healthy Communities Lab, University of Buffalo, non daté). De même, le Conseil municipal de Newcastle (Royaume-Uni) a édicté, en ce qui concerne les plats à emporter, un règlement complémentaire destiné à orienter les décisions de planification et à empêcher la prolifération de points de vente de plats à emporter à moins de 10 minutes de marche des écoles secondaires et dans les zones à forte concentration de population (Halliday, Platenkamp et Nicolarea, 2019). Pour faciliter l'accès à des aliments sains, il est également possible de soutenir, par des permis spéciaux, les vendeurs ambulants ou informels qui proposent de meilleurs choix alimentaires (NYC, non daté; FAO, 2020c).

Malgré leur adoption croissante, ces outils n'ont, à eux seuls, qu'une efficacité relative, comme l'indique le chapitre 4. Pour produire un effet, il faut intégrer le zonage et d'autres instruments. Il convient, pour transformer les systèmes alimentaires urbains et périurbains, d'utiliser et de coordonner les divers outils employés dans la planification urbaine (VOIR ENCADRÉ 15).

### ENCADRÉ 15 INTEGRER L'ALIMENTATION DANS LA PLANIFICATION URBAINE

Bien qu'historiquement au cœur de la planification urbaine et régionale, l'alimentation a largement disparu de ces activités jusqu'au début des années 2000 (Pothukuchi et Kaufman, 2000). Depuis, les autorités locales planifient de plus en plus les systèmes alimentaires, intégrant l'alimentation dans leur planification et privilégiant les plans d'ensemble, le zonage et d'autres formes de réglementation. Cette évolution a été renforcée par l'inclusion de la planification alimentaire dans le nouveau programme urbain. Cependant, l'intégration de l'alimentation dans la planification s'est largement concentrée sur certains sous-secteurs du système alimentaire, comme l'agriculture urbaine (Cabannes et Marocchino, 2018). On s'emploie actuellement



à intégrer dans la planification les aspects propres à l'alimentation et la prise en compte de cette dernière. Cette approche consiste à voir «l'alimentation en tout», partant du constat que la satisfaction des besoins alimentaires aide à atteindre les objectifs plus larges de la planification et de l'aménagement urbain. Comme exemples de directives de planification alimentaire, on peut citer *Incorporating Food into Urban Planning: a toolkit for planning educators in Africa* (Intégrer l'alimentation dans l'aménagement urbain: boîte à outil pour les éducateurs à la planification en Afrique) (Park-Ross et Duminy, 2019) et *Food sensitive planning and urban design: A conceptual framework for achieving a sustainable and healthy food system* (Planification et aménagement urbain tenant compte de l'alimentation: cadre conceptuel pour un système alimentaire durable et sain) (Donovan, Larsen et McWhinnie, 2011).

D'autres politiques réglementaires consistent à cibler des aliments, des portions ou des composants spécifiques pour façonner les environnements alimentaires. San Francisco (États-Unis) a pris un arrêté qui interdit l'achat de boissons sucrées avec des fonds municipaux et empêche leur vente ou leur distribution dans le cadre de contrats ou de subventions (Halliday, Platenkamp et Nicolarea, 2019). D'autres villes ont mis en œuvre des décrets fixant des normes nutritionnelles plus strictes pour tous les aliments achetés, préparés, vendus ou servis par les organismes municipaux ou dans les espaces gérés par le secteur public, y compris les distributeurs automatiques.

La réglementation est également un aspect essentiel de la **sécurité sanitaire des aliments**, qui, dans certains cas, est confiée aux villes. On peut citer, comme exemple, la ville de Guangzhou, qui a modifié sa réglementation relative aux réserves alimentaires pour faire face à sa croissance démographique et économique rapide en incluant de nouvelles procédures pour contrôler ses stocks de céréales, d'huile et de produits de base, la qualité et la sécurité sanitaire des aliments, les enchères et les achats (Halliday, Platenkamp et Nicolarea, 2019). L'encadré 16 traite de la nécessité de veiller à ce que les instruments d'action fonctionnent ensemble, en l'occurrence dans l'intérêt de la sécurité sanitaire des aliments.

### ENCADRÉ 16

#### NI LA RÉGLEMENTATION NI LA FORMATION NE PERMETTENT À ELLES SEULES D'AMÉLIORER LA SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS

L'action menée au Nigéria en matière de sécurité sanitaire des aliments montre que l'efficacité de certains instruments de politique générale destinés à renforcer les systèmes alimentaires urbains ne peut souvent être évaluée qu'après un certain délai. En 2008-2009, des chercheurs ont mené un programme de formation, de certification et de commercialisation auprès des bouchers du plus grand abattoir traditionnel et du plus grand marché de viande d'Ibadan, troisième ville du Nigéria. Ce programme visait à améliorer les connaissances en matière de sécurité sanitaire des aliments, les pratiques correspondantes et la qualité de la viande. Il a été couronné de succès à court terme. Cependant, lorsque les chercheurs sont revenus 9 ans plus tard, ils ont constaté que la sécurité sanitaire des aliments s'était détériorée. Les autorités avaient créé un grand abattoir moderne à l'extérieur de la ville dans le cadre d'un partenariat public privé. Cependant, cet établissement était loin des acheteurs, et les bouchers déploraient les frais supplémentaires et se méfiaient des autorités. La tentative d'expulsion des vendeurs du vieux marché a été suivie d'émeutes, de fusillades et de l'incendie d'un poste de police. En 2023, la situation n'était toujours pas résolue.

Ce cas illustre combien il importe de mettre en place, au-delà de la réglementation, des interventions complémentaires pour renforcer les systèmes alimentaires urbains. Les principaux enseignements à retenir sont les suivants:

- Une formation ponctuelle ne suffit pas à produire un changement à long terme. Il faut, pour pérenniser les pratiques améliorées, renforcer constamment les capacités et disposer d'un appui institutionnel.
- Une infrastructure moderne n'est pas à elle seule synonyme de sécurité ou d'acceptabilité pour les vendeurs et les consommateurs. Il faut que les mises à niveau tiennent compte du contexte, des coûts et des avantages pour tous les acteurs.
- Il faut instaurer, entre les différents acteurs, une collaboration efficace et un environnement favorable. Les tentatives de réinstallation des bouchers dans un nouveau lieu ont échoué faute de consultation et parce que la démarche était perçue comme engendrant des conflits d'intérêts, ce qui a conduit à des affrontements.
- Des projets pilotes peuvent réussir, mais il faut les évaluer sur le long terme pour déterminer leur viabilité et la possibilité de les étendre.

Ce cas reflète la complexité des systèmes alimentaires et la nécessité d'adopter des approches globales qui associent tous les acteurs pour améliorer la sécurité sanitaire, les moyens de subsistance et la santé publique. Il montre que la formation et la technologie ne suffisent pas sans un soutien constant, des incitations appropriées et un cadre réglementaire propice élaboré de manière collaborative.

Source: Grace, D., Dipeolu, M., et Alonso, S. 2019. Improving food safety in the informal sector: nine years later. *Infection Ecology and Epidemiology*, 9(1): 1579613. <https://doi.org/10.1080/20008686.2019.1579613>

Des instruments réglementaires ont également été utilisés pour **déterminer le type d'informations mises à la disposition des citoyens** et pour **leur fournir des outils qui leur permettent de faire de meilleurs choix**. Par exemple, Londres a interdit la publicité en faveur d'aliments mauvais pour la santé dans tout le réseau de transport, tandis qu'Amsterdam a interdit la publicité pour les aliments riches en sucre, en sel et en matières grasses dans tous les lieux appartenant à la ville, lors de toutes les manifestations municipales et dans le cadre de parrainages d'événements sportifs où plus de 25 pour cent des participants sont des enfants (Cohen, 2022). À New York (États-Unis), le système municipal de santé exige (article 81) que tous les établissements de restauration mettent à la disposition des clients des informations nutritionnelles. Dans plusieurs localités d'Amérique du Nord et de l'Union européenne, les instruments réglementaires constituent également un moyen essentiel de promouvoir l'économie circulaire en créant

des normes de certification concernant les emballages alimentaires et la valorisation des déchets alimentaires, ainsi que des normes technologiques sur la manière dont les déchets alimentaires doivent être recyclés, et en interdisant les aliments biologiques dans les décharges (Ryen et Babbitt, 2022).

### 7.2.2 INSTRUMENTS FISCAUX

**Les instruments fiscaux sont l'ensemble des impôts et taxes qui peuvent être utilisés pour obtenir des recettes au profit des différents échelons de gouvernement.** Des outils fiscaux ont ainsi servi à convertir des espaces vacants en zones d'**agriculture urbaine**. Par exemple, la municipalité de Governador Valadares (Brésil) a eu recours à des politiques fiscales, certaines progressives et d'autres régressives, pour inciter à employer de manière productive les espaces privés. De même, les villes de Rosario (Argentine) et de Bulawayo (Zimbabwe) ont créé une exonération fiscale sur les terres destinées à l'agriculture urbaine. Des avantages fiscaux



ont également été consentis pour **garantir la disponibilité d'aliments sains et abordables dans les quartiers considérés comme mal desservis** par les magasins d'alimentation. Comme exemple, on peut citer le dispositif de Baltimore (États-Unis) en vertu duquel l'implantation ou la rénovation de magasins d'alimentation dans une «zone prioritaire d'alimentation saine» peuvent bénéficier d'un crédit de 80 pour cent sur l'impôt foncier personnel pendant 10 ans, ou le programme de New York pour le développement du commerce alimentaire de détail au profit de la santé (FRESH), qui s'adresse aux exploitants de magasins d'alimentation ou aux promoteurs qui construisent ou rénovent des points de vente dans ces zones. Ce programme prévoit des avantages zonaux et fiscaux tels qu'un abattement sur la taxe foncière, le plafonnement des taxes de construction, l'exonération de la taxe sur les ventes et le report de la taxe d'enregistrement des hypothèques. Il s'inspire de l'initiative en faveur du financement d'aliments frais en Pennsylvanie et reflète des efforts similaires déployés dans d'autres villes ou États, ainsi que d'autres mesures mises en œuvre par le Gouvernement fédéral. Une évaluation de ce programme a montré qu'à New York les disparités en matière de consommation de fruits et de légumes ne s'étaient pas résorbées après l'aide apportée à la création de 27 supermarchés. Pour améliorer le programme FRESH, il est principalement recommandé de mieux cerner les besoins d'accès à l'alimentation par la planification locale, de mettre l'accent sur la disponibilité d'aliments sains et abordables, et d'appuyer d'autres fournisseurs d'aliments sains en plus des supermarchés traditionnels (Cohen, 2018b).

Les instruments fiscaux peuvent également être utilisés pour **accroître le prix de certains aliments, comme c'est le cas pour la taxe sur le sucre, de plus en plus adoptée**. Cet instrument est principalement employé par les gouvernements centraux (plus de 45 ont institué des taxes sur les boissons sucrées), mais il existe également des exemples provenant de villes, notamment aux États-Unis, et de gouvernements régionaux, entre autres en Catalogne (Espagne) (Royo-Bordonada *et al.*, 2022). Il existe également d'autres instruments analogues tels que la Loi

pour une nation Diné en bonne santé, adoptée par la nation Navajo et qui accroît de 2 pour cent la taxe de vente sur les aliments riches en sucre, en sel et en matières grasses ainsi que sur les boissons, et supprime la taxe de vente normale sur les fruits et les légumes (George *et al.*, 2021). Il est à noter que ces taxes sont conçues différemment et appliquées dans des contextes très divers, et que leur impact est donc positif mais variable. Selon Popkin et Ng (2021), globalement, «les taux de taxation actuels sont souvent jugés trop faibles et l'impact net, bien qu'important pour la santé publique, est également insuffisant. Il est possible d'accroître le taux de la taxe sur les boissons sucrées ou d'en élargir l'assiette pour y inclure les aliments et les boissons hautement transformés mauvais pour la santé. En outre, il conviendrait d'utiliser les recettes fiscales pour investir dans le capital humain, en particulier dans les personnes ou les ménages à faible revenu, pour favoriser l'équité et renforcer le soutien du public».

**Les instruments fiscaux doivent être conçus de manière réfléchie pour ne pas nuire davantage au bien-être des plus vulnérables**, et évalués en fonction de l'ensemble des coûts qu'ils aident les consommateurs à internaliser. Par exemple, si les taxes sur les boissons sucrées tendent à frapper de manière disproportionnée les groupes à faible revenu, elles ne sont pas nécessairement régressives si elles incitent ces ménages à réduire leur consommation en raison de l'augmentation des prix. En outre, ces taxes peuvent être progressives lorsque des avantages de deuxième ordre tels que la réduction des dépenses de santé ou les années de vie supplémentaires sont pris en compte (Allcott, Lockwood et Taubinsky, 2019). En revanche, des taxes sur les boissons sucrées appliquées aux petits commerçants informels de produits alimentaires, qui peuvent rarement changer de moyens de subsistance, peuvent être régressives si elles ne sont pas correctement conçues. Ainsi, il faudrait, idéalement, que les taux auxquels les taxes et les redevances sont fixées soient décidés dans le cadre de consultations entre les commerçants, les producteurs et les autorités locales pour garantir la perception de recettes suffisantes sans compromettre les revenus ou l'accès aux aliments.

### 7.2.3 MÉCANISMES DE TRANSFERT ET DE REDISTRIBUTION

Les transferts ont souvent pour but de redistribuer les ressources aux groupes de population moins bien lotis afin d'accroître leur résilience face aux chocs. Souvent, ces mesures s'inscrivent dans le cadre de politiques de protection sociale et de filets de sécurité. Les instruments utilisés à cette fin peuvent prendre la forme de dons de nourriture ou d'un accès gratuit à des repas, y compris des repas scolaires, de transferts financiers pour l'achat de nourriture (différentes formes de bons alimentaires), de cartes alimentaires pour divers groupes vulnérables ou de transferts financiers sans caractère spécifiquement alimentaire (Cohen, 2019; Morley et Morgan, 2021). Cette dernière dimension est très pertinente et relie des interventions ayant trait à l'alimentation à d'autres volets de la politique urbaine non alimentaire que sont, par exemple, le logement, et qui ont un impact très important sur la sécurité alimentaire et la nutrition en milieu urbain. Quoi qu'il en soit, la présente section se concentre sur les interventions relatives à l'alimentation. On notera que, dans de nombreuses villes, l'aide alimentaire d'urgence et les filets de sécurité font intervenir non seulement les autorités locales, mais aussi d'autres échelons de gouvernement, différentes organisations internationales, des organisations non gouvernementales, des organisations de la société civile et d'autres entités coordonnées à différents niveaux. Comme exemples de mécanismes dirigés par la société civile, on peut citer les banques alimentaires et les réfrigérateurs communautaires (Morrow, 2019b). Souvent, les services sont fournis en partenariat avec des entités sociales (par exemple, orientation vers une banque alimentaire) ou par des initiatives non gouvernementales qui reçoivent à cette fin des fonds publics.

On a fortement progressé pour ce qui est de **relier ces instruments de transfert à une meilleure compréhension de l'insécurité alimentaire et à la nécessité de s'attaquer aux facteurs structurels de la vulnérabilité**. Le plan «Araraquara libérée de la faim» (Brésil) en est

un exemple. Il vise à éliminer la faim, à réduire la pauvreté et à combattre les inégalités sociales en donnant accès à la nourriture à des familles vivant dans l'extrême pauvreté, principalement des femmes, des personnes noires, des personnes autochtones ou d'autres personnes de couleur peu instruites ou ayant peu d'expérience professionnelle. Le plan comprend quatre modules: droit humain à l'alimentation, agriculture familiale et agroécologie, économie créative et solidaire, et solidarité. Son but est de créer des conditions qui permettent aux familles d'atteindre une indépendance financière durable, tout en restaurant leur dignité (MUFPP, 2022).

Les instruments de transfert comprennent également une grande variété de **programmes de subventions** destinés à appuyer différents types d'interventions dans les systèmes alimentaires urbains, de l'agriculture urbaine à l'aménagement d'environnements alimentaires ou à la modification des choix alimentaires de la population. Un premier exemple nous vient de la ville de Toronto (Canada) qui, en 1995, a conçu le Programme d'accès aux aliments, dans le cadre duquel elle prévoyait de dépenser 2,2 millions d'USD provenant d'une subvention fédérale d'infrastructure pour des biens d'équipement. Ce programme a fourni à plus de 60 groupes locaux un financement en capital qui devait les aider à combattre l'insécurité alimentaire par divers moyens. Il s'agissait notamment de financer l'achat de matériel de cuisine de base pour les programmes de nutrition destinés aux élèves, d'acheter des réfrigérateurs et des camions pour les organismes de récupération et de distribution d'aliments, de financer, pour les bénévoles, un four extérieur qui devait inciter les différents groupes ethnoculturels à partager le pain, et de financer un magasin proposant des collations après l'école et des programmes de tutorat pour les enfants vulnérables (Toronto Food Policy Council, 2016).

Les subventions sont également un type d'instrument de transfert destiné à encourager des comportements de consommation ou de production. À cette fin, les autorités nationales et locales, en particulier dans les pays à revenu élevé, ont, **pour accroître la diversité**

**alimentaire, étendu aux aliments nutritifs**  
**l'utilisation de subventions** (Niebylski et al. 2015) qui peuvent être appliquées par les autorités urbaines. Par exemple, près de la moitié des États américains participent au programme Double Up, qui permet aux bénéficiaires de bons alimentaires dans le cadre du Programme d'aide à l'alimentation complémentaire de doubler les prestations qu'ils reçoivent à chaque fois qu'ils se procurent des fruits et des légumes (Steele-Adjognon et Weatherspoon, 2017). Au Royaume-Uni, il existe également le programme Healthy Start pour les enfants et les femmes enceintes, des mesures prises pour accroître la quantité de légumes dans les portions, les plats à emporter et la formulation de repas, et d'autres destinées à encourager une plus grande consommation de légumes en modifiant l'emplacement de ceux-ci dans les magasins (The Food Foundation, 2023). Une fois encore, cependant, il faut associer ces interventions qui améliorent l'accessibilité financière d'aliments sains à des investissements dans l'accès à la nourriture, d'où l'importance d'adopter une approche intégrée des systèmes urbains et alimentaires pour concevoir des solutions

efficaces et durables. Comme indiqué dans l'encadré 17, la ville de Mexico a mis en place un programme de longue durée qui doit faciliter l'accès subventionné à des aliments préparés dans le cadre de son programme de cantines communautaires.

Il existe également des **initiatives autogérées et autonomes qui s'attaquent aux inégalités et redistribuent les ressources pour renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition en milieu urbain et périurbain.**

Ces différents types d'action collective peuvent prendre des formes très diverses et s'articuler autour de projets variés allant de l'échange de semences à la mise en place de réfrigérateurs communautaires ou de cuisines collectives. En France et en Belgique, des organisations de la société civile ont récemment tenté d'instituer une sécurité sociale de l'alimentation, les citoyens recevant une allocation mensuelle pour acheter des aliments éthiques et durables. Dans ce cadre, qui s'inspire des systèmes de soins de santé universels, les citoyens versent une contribution proportionnelle à leurs revenus,

### ENCADRÉ 17

#### PROGRAMME DE CANTINES COMMUNAUTAIRES À MEXICO, OU QUAND LA COLLABORATION VA DE PAIR AVEC LA COORDINATION DES INSTRUMENTS DE POLITIQUE GÉNÉRALE

En réponse aux problèmes de sécurité alimentaire, la ville de Mexico a lancé, en 2009, un programme de cantines communautaires. Destiné à soutenir les communautés les plus marginalisées de la ville, ce programme fournit des repas nutritifs à un prix subventionné, ce qui a un impact considérable sur la pauvreté alimentaire et la dynamique des communautés. Après avoir débuté avec 160 cantines, le programme s'est étendu à 488 cantines à travers la ville, qui servent plus de 65 600 repas par jour. L'initiative fonctionne selon un modèle de coresponsabilité faisant intervenir les autorités, les établissements d'enseignement, la société civile et le secteur privé. Le Secrétariat pour le développement social de la ville de Mexico fournit aux cantines un soutien technique, administratif et économique, notamment une subvention couvrant 61,5 pour cent du coût des repas et une dotation mensuelle en denrées non périssables. Les cantines sont gérées par des organisations sociales et civiques ou par des groupes d'habitants. Le secteur privé collabore sous la forme de dons et de services d'entretien. Les cantines offrent aux groupes vulnérables des possibilités d'emploi et de participation à des pratiques durables telles que le jardinage urbain et le compostage. Le succès du programme, qui a ramené la pénurie alimentaire de 15,5 pour cent en 2009 à 5,6 pour cent en 2018, est évident, démontrant l'efficacité d'approches collaboratives en matière de sécurité alimentaire et de bien-être social.

Source: FAO. 2018. *Mexico City: Community Dining Rooms Program*. Rome. [Consulté le 5 mars 2024]. <https://www.fao.org/3/CA0648EN/ca0648en.pdf>

mais tous reçoivent pour l'alimentation le même montant (entre 100 et 150 euros par adulte et entre 50 et 75 euros par enfant), ce qui permet de redistribuer les richesses. Cette initiative repose sur des valeurs telles que l'accès universel. Le fait de lier la garantie du droit à l'alimentation à l'appui aux agriculteurs et à la protection de l'environnement renforce la gouvernance démocratique grâce à une prise de décision participative et améliore la capacité d'achat. Les essais actuels sont financés par des fonds publics et, dans certains cas, privés, avec diverses options pour l'approvisionnement alimentaire (pour plus d'informations, voir SSA, 2024).

### 7.2.4 POLITIQUES DE MARCHÉ

**Les politiques de marché modifient le prix des biens et des services, y compris les aliments, en fonction de leur provenance et selon qu'ils reflètent les prix réels du marché ou qu'ils ont été gonflés ou dégonflés par l'intervention des pouvoirs publics et du secteur privé.** Ces politiques, qui peuvent englober les marchés publics et les politiques relatives au marché du travail, sont essentielles pour assurer un approvisionnement suffisant en aliments de qualité et abordables pour les zones urbaines à faible revenu.

Curitiba (Brésil) a mis en œuvre deux programmes clés qui illustrent la manière dont les prix des aliments peuvent être modifiés pour garantir l'accès à des aliments sains. Tout d'abord, Sacolão da Família comprend 16 épiceries spécialisées situées sur des terrains municipaux à différents endroits de la ville. Ces magasins proposent une variété de légumes et de fruits frais à un prix fixe au kilogramme, ce qui permet aux clients de réaliser d'importantes économies, de 40 à 45 pour cent par rapport aux prix de détail habituels. Les magasins Sacolão maintiennent les prix des produits frais à un niveau bas en facturant les autres articles aux prix du marché et en bénéficiant de locaux municipaux. Les magasins achètent leurs produits soit sur des marchés de gros, soit auprès d'exploitations agricoles familiales situées dans la région métropolitaine de Curitiba (de Paula

et de Paula, 2019). Deuxièmement, Nossa Feira fonctionne comme un marché ambulant qui se rend dans 10 endroits différents de la ville tout au long de la semaine (Junior *et al.*, 2017). On y vend aux consommateurs des produits frais provenant directement d'agriculteurs de la zone métropolitaine périurbaine, également à un prix fixe au kilogramme.

Un autre instrument essentiel de la politique de marché est l'**achat public d'aliments**. Dans ce domaine, il existe un large éventail d'activités et de responsabilités qui relèvent de différents échelons de gouvernement, mais où les conseils municipaux ont joué un rôle crucial (FAO *et al.*, 2021a). Les programmes d'achats publics incluent les repas scolaires et les aliments fournis dans d'autres contextes tels que les hôpitaux, les crèches ou les prisons, ainsi que toute nourriture achetée, préparée ou vendue dans des locaux publics (Swensson *et al.*, 2021; de Schutter, 2015). Comme le montre l'encadré 18, l'achat public durable d'aliments est devenu un moyen essentiel de progresser vers la réalisation des objectifs de développement durable et de répondre simultanément aux préoccupations socioéconomiques, environnementales, sanitaires et éthiques (FAO *et al.*, 2021a).

Enfin, les politiques de marché comprennent des **instruments relatifs au marché du travail** qui influent sur différents stades et aspects des systèmes alimentaires. De plus en plus d'appels se font entendre afin que l'on prenne en compte, pour garantir le droit à l'alimentation, les conditions de travail dans le secteur alimentaire et au-delà. Il s'agit notamment d'accroître, dans les secteurs alimentaires urbains et périurbains, les revenus et les salaires pour qu'ils reflètent le véritable coût de la vie dans les villes. Cohen et Ilieva (2021) expliquent comment, à New York, les politiques sociales et d'emploi sont essentielles pour atteindre les objectifs de sécurité alimentaire et de nutrition. Elles consistent notamment à accroître les salaires, à améliorer les conditions de travail, à protéger contre les discriminations, à assurer la sécurité de l'emploi dans le secteur alimentaire et à créer des richesses par l'intermédiaire de coopératives de travailleurs.

**ENCADRÉ 18****MARCHÉS PUBLICS DURABLES, LE POUVOIR DU SECTEUR PUBLIC**

Les marchés publics sont un outil de politique de marché capable d'avoir une incidence sur l'ensemble de la chaîne alimentaire, déterminant les types d'aliments consommés et produits et influençant donc le secteur des intrants, la production, la transformation, l'emballage, la distribution, la vente au détail, les services, la consommation, les déchets et les activités d'élimination. En outre, le secteur public s'occupe de nombreux citoyens, et tout particulièrement des plus vulnérables, comme les écoliers, les groupes en situation d'insécurité alimentaire, les personnes âgées ou les patients hospitalisés. Il peut donc montrer l'exemple en procurant des aliments de qualité et en obtenant, par sa capacité d'achat, tout un ensemble de résultats en matière de sécurité alimentaire, de nutrition et de durabilité. Les marchés publics peuvent également s'aligner sur le cadre du droit humain à l'alimentation en suivant des principes fondamentaux tels que le ciblage des groupes vulnérables, y compris les petits producteurs, la garantie d'un salaire décent et de prix rémunérateurs et équitables tout au long de la chaîne d'approvisionnement, la facilitation de l'accès aux aliments et la promotion d'une alimentation adéquate, la durabilité écologique et le fait d'inclure la participation, la responsabilité et l'autonomisation parmi les modalités de passation des marchés (De Schutter, 2014b).

La mise en place de marchés publics alimentaires durables a été encouragée par différents échelons administratifs, notamment par des organismes locaux, régionaux, nationaux et internationaux. De nombreuses villes ont joué un rôle de premier plan dans certains de ces efforts, utilisant les marchés publics pour atteindre un ensemble d'objectifs nutritionnels, socioéconomiques et environnementaux. La ville d'Addis-Abeba (Éthiopie) a mis en place un programme universel d'alimentation scolaire qui doit produire des avantages nutritionnels, éducatifs et socioéconomiques. Depuis 2022, ce programme fournit des repas à plus de 450 000 élèves, accroissant le taux de scolarisation de 15 pour cent et réduisant l'absentéisme, tout en créant 10 120 emplois pour les femmes. Un autre exemple est celui de la politique alimentaire de Copenhague (Danemark), qui vise à réduire les émissions liées à la consommation d'aliments en encourageant les régimes alimentaires à base de végétaux, en réduisant le gaspillage alimentaire et en adoptant une loi aux termes de laquelle, d'ici à 2020, 90 pour cent des aliments servis dans les institutions publiques devront être biologiques et 30 pour cent d'origine locale. La majorité des 900 cuisines publiques ont atteint cet objectif, certaines l'ayant même dépassé sans augmentation des coûts. Cette transition a été soutenue par des services de formation et d'éducation adaptés aux cuisines et au personnel municipal (C40, 2023).

De nombreux guides et rapports fournissent des exemples motivants recueillis dans le monde entier. Cependant, malgré les progrès réalisés dans de nombreuses villes, il reste à mettre en place des politiques et des réglementations cohérentes pour élaborer des critères d'adjudication ambitieux et introduire, tout au long de la chaîne d'approvisionnement, depuis les producteurs jusqu'au personnel de cuisine et aux différents échelons administratifs, des mécanismes de coordination et des outils d'appui qui en facilitent la mise en œuvre (FAO *et al.*, 2021b).

140 ]

**Les politiques commerciales internationales ont une importante incidence sur les marchés et influencent l'accessibilité physique et économique des aliments dans les zones urbaines.** Par exemple, comme l'ont montré les travaux fondamentaux de Krueger, Schiff et Valdés (1992) et de Bates (1981), la réduction ou l'élimination des droits de douane à l'importation ainsi que les interdictions d'exportation ont

toujours été motivées par la nécessité de maintenir des prix bas pour les consommateurs urbains. Pendant la crise des prix alimentaires de 2007-2008 et la pandémie de covid-19, ces politiques ont été largement utilisées par les gouvernements en réponse aux émeutes urbaines ou pour prévenir les troubles urbains (Per Pinstrup Anderson, 2014; Swinnen et McDermott, 2020). En Afrique australe, les interdictions

d'exportation de farine de maïs et de soja sont très courantes et visent souvent à soutenir le secteur national de la transformation de produits agricoles au bénéfice des consommateurs urbains (Sitko *et al.*, 2017). Toutefois, certaines recherches montrent qu'elles sont plus susceptibles de favoriser les revenus des citadins non pauvres tout en décourageant les agriculteurs de produire dans les secteurs ciblés par les interdictions, ce qui réduit la quantité globale de nourriture disponible dans le pays (Aragie, Pauw et Pernechele, 2018). Les droits de douane sur les importations servent couramment à protéger l'économie nationale et visent à faire évoluer les préférences des consommateurs vers des aliments produits dans le pays plutôt qu'importés. Cependant, il ressort de plusieurs études sur les interdictions d'importation de poulets européens en Afrique que, lorsque l'économie nationale ne peut répondre à la demande locale, ces mesures ne font souvent qu'accroître le coût global des aliments pour les consommateurs tant urbains que ruraux et leur font perdre des nutriments vitaux (Edwards *et al.*, 2022; Knöblsdorfer et Qaim, 2023). Plus généralement, les droits de douane et les interdictions d'importation font grimper les prix des aliments et, en l'absence d'aliments de substitution viables vers lesquels les consommateurs soient prêts à se tourner, ce sont les consommateurs urbains les plus pauvres qui en pâtissent le plus. En fait, une analyse récente donne à penser qu'en réduisant les obstacles au commerce, y compris les droits de douane et les barrières non tarifaires, on peut aider à améliorer la diversification alimentaire dans les pays à revenu faible ou intermédiaire (Gilbert *et al.* 2024).

Les politiques commerciales ont évidemment des répercussions transfrontières lorsqu'elles sont mises en œuvre par de grands acteurs mondiaux. L'interdiction d'exporter du riz décrétée par l'Inde en 2023, par exemple, a porté préjudice aux consommateurs urbains de riz en Afrique de l'Ouest, ces importations constituant une part importante de leur panier alimentaire (USDA, 2023c). Une dynamique similaire s'est produite avec les interdictions d'exportation d'huile de palme décidées par l'Indonésie en 2022, l'huile de palme étant un ingrédient majeur de la cuisine africaine.

Bien que la politique commerciale soit largement contrôlée par les gouvernements centraux, l'encadré 4 suggère qu'il pourrait y avoir des moyens de faire en sorte que les préoccupations des autorités urbaines influent sur les négociations commerciales nationales.

### 7.2.5 INVESTISSEMENTS DES SECTEURS PUBLIC, PRIVÉ ET COMMUNAUTAIRE

**Dans de nombreux domaines, on a besoin de nouvelles ressources pour réduire la fragmentation du marché, renforcer la sécurité alimentaire et améliorer la résilience face aux chocs.** Les plus fondamentales sont celles investies dans les infrastructures, y compris des systèmes de transport, des systèmes de drainage qui gèrent les débordements en saison de pluies, des marchés dotés d'installations sanitaires et de stockage appropriées, des usines de transformation, des outils adaptés à la production d'aliments en milieu urbain et périurbain et des logements à prix abordable. **D'autres types d'investissements concernent notamment l'équipement**, qu'il s'agisse de véhicules de collecte d'ordures permettant de faire en sorte que les déchets soient régulièrement enlevés sur les marchés informels, ou de systèmes de données qui puissent aider à consolider les renseignements fragmentés disponibles localement et faciliter, par de nouvelles informations, les décisions de planification. Par exemple, de nombreuses villes africaines possèdent des cadastres obsolètes, ce qui nuit à la collecte de l'impôt foncier, crée de l'insécurité dans l'occupation des sols urbains et favorise la formation de bidonvilles. Il faut **investir dans la collecte de données et le passage au numérique** pour améliorer la transparence de la gouvernance foncière. Un rapport a même montré que la transformation numérique avait aidé des administrations foncières du monde entier à faire face à la situation pendant les confinements liés à la covid 19 (FAO, UNECE et FIG, 2022). **Peuvent investir le secteur public, le secteur privé, des donateurs, la société civile et des collectivités, éventuellement dans le cadre de partenariats public privé ou de partenariats entre les secteurs public et communautaire.** Il



existe de nombreux exemples d'activités faisant intervenir différents acteurs pourvoyeurs de ressources. Citons notamment celui des cantines de la ville de Mexico (ENCADRÉ 17), qui comprennent des volets tels que l'infrastructure physique, la capacité de gestion, la formation et les compétences, ainsi que les ressources humaines sous la forme de bénévolat ou de temps de travail. Prenons également l'exemple du soutien que des organismes communautaires apportent aux services sociaux publics pour fournir une aide alimentaire d'urgence par l'intermédiaire de soupes populaires ou de banques alimentaires.

L'important, cependant, est que les investissements soient voués à renforcer les systèmes alimentaires urbains et n'accroissent pas certains de leurs dysfonctionnements. Par exemple, l'amélioration de l'infrastructure des marchés ne doit pas se faire d'une manière telle que les commerçants n'aient plus les moyens de financer un stand.

### 7.2.6 INSTRUMENTS DE MODIFICATION DES COMPORTEMENTS

Les politiques de modification des comportements visent à faire évoluer les préférences et les décisions de la population, soit par la mise en place sélective d'incitations et de sanctions pour certains comportements, soit par la fourniture de nouvelles informations destinées à actualiser les préférences

(Vermeulen *et al.*, 2020). Du point de vue des manipulateurs d'aliments, les techniques de formation aux pratiques alimentaires respectant les normes de salubrité, associées à des sanctions en cas de violation de ces pratiques, peuvent aider à améliorer la sécurité sanitaire des aliments au fil du temps. Pour modifier les comportements, il existe un large éventail de possibilités de formation dans la chaîne alimentaire. Au Bangladesh, par exemple, de petits exploitants agricoles ont été formés à la meilleure façon de produire des légumes dans les zones urbaines et périurbaines et à l'importance de ces denrées pour une alimentation nutritive (FAO, 2023d). Citons également la formation à l'alimentation scolaire dispensée à des organisations d'agriculteurs et à

des institutions locales de Koungeul et Bambilor, au Sénégal (FAO, 2022b). Du point de vue des consommateurs, il existe diverses techniques de commercialisation qui peuvent sensibiliser à la nécessité de consommer des aliments sains. Fesenfeld et Sun (2023) examinent la mesure dans laquelle les campagnes axées sur le bien-être animal peuvent réduire la consommation de viande rouge dans des pays tels que l'Allemagne, la Chine et les États-Unis.

La publicité joue également un rôle essentiel pour ce qui est d'informer les consommateurs sur l'alimentation et d'orienter leurs choix, et l'on s'inquiète depuis longtemps de l'utilisation de plateformes médiatiques traditionnelles et (désormais) de réseaux sociaux qui promeuvent des aliments riches en sucre, en sel et en matières grasses, ciblant particulièrement les enfants et les adolescents (Finlay *et al.* 2022; Kucharczuk, Oliver et Dowdell, 2022; Neufeld *et al.*, 2022; WHO, 2022). Pour transformer la publicité alimentaire, on s'emploie notamment à promouvoir une alimentation durable dans divers contextes publics et privés qui vont des transports publics aux écoles, établissements de santé et chaînes de télévision, en passant par les manifestations, les publicités et les réseaux sociaux. Parallèlement, il est essentiel de restreindre voire d'interdire la publicité qui promeut des aliments mauvais pour la santé, appelés familièrement «malbouffe».

En outre, les stratégies de commercialisation employées pour vendre des produits alimentaires sont diverses: publicité, placement de produits, offres spéciales, parrainage et échantillons gratuits, notamment. Des techniques de plus en plus complexes, comme l'«incitation douce», sont utilisées pour influencer les comportements et promouvoir une alimentation saine ou, à l'inverse, mauvaise pour la santé. Ces pratiques peuvent être exploitées de diverses manières pour encourager une alimentation durable. Par exemple, San Francisco a interdit aux restaurants de fournir des jouets gratuits avec les menus pour enfants, à moins que les repas ne répondent à des normes nutritionnelles minimales (Otten *et al.*, 2014).

Il est essentiel d'améliorer **l'étiquetage des aliments** pour aider à prendre des décisions plus durables. Plusieurs études indiquent que les choix alimentaires sont influencés par des facteurs nutritionnels, même si une grande partie de la population a du mal à comprendre les étiquettes existantes, qui n'indiquent généralement que la composition des produits. Il est donc essentiel d'améliorer ces informations. La réglementation européenne en matière d'étiquetage autorise des changements volontaires, comme la mise en œuvre de dispositifs tels que le système de feux tricolores ou le Nutri-Score (European Commission, 2024). Sont classés en rouge les produits à forte teneur en calories, en sucre, en sel et en matières grasses. Au-delà du secteur alimentaire, des initiatives innovantes ont vu le jour dans des restaurants, des cafétérias d'entreprise, des magasins et sous forme d'applications mobiles, offrant ce type d'informations aux consommateurs. Melbourne utilise le système d'étiquetage par feux tricolores pour les aliments et les boissons proposés dans les centres de loisir et les manifestations publiques, y compris les distributeurs automatiques (Halliday, Platenkamp et Nicolarea, 2019). Au Mexique et au Chili, les politiques d'étiquetage obligatoire sur le devant des emballages ont donné des résultats positifs en intégrant des avertissements visibles sur les aliments à teneur excessive en sucre, en sel et en graisses saturées (Contreras Manzano et al. 2023; Fretes et al. 2023).

### 7.3 MESURES TRANSVERSALES: RENFORCEMENT DES DONNÉES ET DES CAPACITÉS

Les six instruments de politique générale décrits dans le présent chapitre dépendront d'un ensemble d'investissements transversaux dans la transparence des données et le renforcement des capacités infranationales. Plus précisément, en **améliorant la collecte et la transparence des données et des budgets concernant les systèmes alimentaires urbains et la sécurité**

**alimentaire, on peut cerner la complexité de la dynamique alimentaire urbaine, caractériser les problèmes et les diverses façons dont ils touchent les différents groupes et zones de la ville, et donc mieux concevoir des solutions et suivre plus efficacement ces interventions.**

Actuellement, il est produit de nombreuses données, mais elles ne sont pas accessibles en raison des intérêts commerciaux des entreprises agroalimentaires et des éditeurs universitaires (c'est le cas, par exemple, des variations des prix des aliments entre les supermarchés de différents quartiers). Sampa+Rural, à São Paulo (Brésil), est un nouvel exemple d'amélioration de la transparence des données relatives aux systèmes alimentaires. Cette plateforme accessible à tous suit la production et la distribution de produits agricoles dans la ville et fournit un guichet unique pour les principales politiques d'urbanisme, d'alimentation et d'environnement. Il faut également assurer la transparence budgétaire des investissements réalisés dans le système alimentaire et dans les ressources humaines complémentaires. La société civile et les groupes de défense peuvent grandement aider à suivre les dépenses budgétaires liées à l'alimentation, comme l'a montré l'Institut des politiques alimentaires urbaines de l'Université de la ville de New York (2019).

**Pour que les données améliorées soient précises et utilisées correctement, il faut doter les entités infranationales des capacités nécessaires.**

Les acteurs publics infranationaux qui supervisent la mise en œuvre de politiques portant sur des éléments distincts des systèmes alimentaires (par exemple, le contrôle de la sécurité sanitaire des aliments, la taxation des commerçants et la collecte des déchets) ou sur des stratégies plus larges et intégrées, axées sur le système alimentaire, n'ont pas toujours les capacités techniques ou les ressources suffisantes pour faire leur travail de manière efficace. Cette limitation des capacités peut se manifester par des connaissances techniques insuffisantes, l'absence d'une vision systémique de la manière dont les différentes responsabilités se recoupent, et un manque d'aptitude à anticiper

ce qui peut mettre à mal la résilience des systèmes alimentaires urbains, en particulier les chocs climatiques (Fox et Resnick, 2022). Il importe donc, pour faciliter la mise en œuvre de politiques relatives aux systèmes alimentaires, de renforcer les capacités infranationales. Il existe des initiatives qui préparent en ce sens les prochaines générations de décideurs (Den Boer *et al.*, 2021), comme les 22 projets de recherche et d'innovation financés par la Commission européenne qui contribuent à la transformation des systèmes alimentaires urbains par l'application d'une approche multi-acteurs (European Commission *et al.*, 2023). Un outil essentiel utilisé dans ces projets est la mise en place de **laboratoires de la vie urbaine**. Par exemple, dans le projet FIT4FOOD 2030, des décideurs et des administrateurs européens travaillent avec des organismes scientifiques et des universités, des citoyens, des responsables locaux et des représentants du secteur de l'alimentation dans le cadre de «laboratoires urbains» (FIT4FOOD2030, non daté). Néanmoins, on discerne encore peu de signes d'une intégration plus poussée des capacités du secteur public avec celles des autorités urbaines, pourtant nécessaire pour aborder des questions multisectorielles telles que les systèmes alimentaires.

## 7.4 CONCLUSION

Le présent chapitre donne des exemples de pratiques, bonnes et moins bonnes, suivies dans de nombreux domaines d'action. L'une des principales préoccupations tient au fait que, dans nombre de ces domaines, on manque **d'évaluations de fond des interventions et de données agrégées au-delà des cas particuliers**. Il est donc difficile d'évaluer l'effet réel de ces interventions sur la sécurité alimentaire et les systèmes alimentaires, de comprendre pourquoi certaines interventions réussissent et d'autres échouent, et de savoir quels enseignements on peut transposer d'un contexte à l'autre. Il faudrait que les chercheurs et les professionnels de la politique alimentaire urbaine s'emploient en priorité à cerner ces éléments pour mener des interventions plus solides à l'avenir.

En dépit de cette préoccupation, les instruments et mesures décrits dans le présent chapitre visent à offrir une perspective holistique sur la manière de renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition en milieu urbain. **Ces outils distincts de politique générale doivent être complétés par des investissements dans des facilitateurs institutionnels tels que des groupes de travail multilatéraux, des plateformes multi-acteurs et des mécanismes de gouvernance multiniveaux dans le domaine de l'alimentation qui prennent en compte les contextes urbains locaux. Il faut ensuite intégrer ces outils dans des stratégies alimentaires plus larges. En définitive, chaque ville doit suivre une approche unique qui associe ces interventions.**

## CHAPITRE 8

# CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS



Des produits frais en vente à Alajuela (Costa Rica), 2015. La préservation et l'accroissement de la diversité (des types et des emplacements de points de vente au détail, des modes d'accès à la nourriture, des cheminements allant de la production jusqu'à la consommation, des sources et des catégories d'aliments) au sein des systèmes alimentaires urbains et périurbains sont essentiels pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition des habitants des zones urbaines et périurbaines et renforcer la résilience systémique face aux chocs.

© Ezequiel Becerra



**L'objectif ultime des efforts visant à améliorer les systèmes alimentaires est d'améliorer toutes les dimensions de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les zones urbaines et périurbaines et de garantir un accès ininterrompu à une alimentation saine moyennant un coût abordable, en particulier en cas de choc.**

Les systèmes alimentaires urbains et périurbains et d'autres systèmes, non alimentaires, doivent être renforcés, ce qui nécessite d'adopter des approches adaptées en matière de gouvernance et de politiques, à la lumière de la situation qui prévaut dans les zones urbaines et périurbaines. Étant donné la nature des systèmes alimentaires urbains et périurbains et les nombreux facteurs influant sur leur transformation, les initiatives de gouvernance les concernant doivent être multiniveaux, multisectorielles et multi-acteurs, dans le respect du principe de renforcement des droits fondamentaux à l'alimentation et à la ville.

Les activités liées aux systèmes alimentaires dans les zones urbaines et périurbaines étant régies par des autorités de différents niveaux et se déroulant le long du continuum rural urbain, les mécanismes d'alignement entre les niveaux de gouvernement sont essentiels à la cohérence des politiques et à une utilisation efficace des ressources. Les approches de gouvernance à plusieurs niveaux sont donc essentielles. De même, les systèmes alimentaires et les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition dans les zones urbaines et périurbaines sont déterminés par des facteurs qui dépassent le cadre des systèmes alimentaires et nécessitent donc l'adoption d'approches de gouvernance multisectorielles. Enfin, les acteurs issus des systèmes alimentaires doivent être inclus dans les processus de gouvernance afin de leur permettre de jouer un rôle actif dans la transformation de ces systèmes. Il est essentiel que ces processus multi-acteurs intègrent des principes d'inclusion équitable.

Le droit à l'alimentation et le droit à la ville doivent être pris en considération dans toutes les mesures visant à lutter contre l'insécurité

alimentaire dans les zones urbaines et périurbaines. Il convient donc: de reconnaître les droits humains interdépendants, étroitement liés et indivisibles; de tenir compte des obligations des États, des autorités locales et du secteur privé ainsi que des droits et responsabilités de la société civile; de faire appliquer les droits humains, en particulier le droit à l'alimentation, afin de transformer les systèmes alimentaires urbains et périurbains au niveau local; d'intégrer les approches fondées sur les droits humains dans la gouvernance municipale, notamment dans les statuts, la planification et les documents programmatiques.

Les initiatives de politique générale doivent faire respecter le droit à l'alimentation et d'autres droits humains, tels que les droits à la vie, à la santé, à l'eau, à l'éducation et à un logement convenable, qui, dans les environnements urbains, peuvent être regroupés au titre du droit à la ville. Parmi les mesures spécifiques qu'il convient de prendre, citons l'accès à des espaces permettant de cultiver des aliments en ville, la participation du public à la conception et à l'utilisation des espaces urbains et la mise à disposition d'espaces publics pour les vendeurs de produits alimentaires.

L'une des considérations essentielles pour celles et ceux qui suivent les présentes **recommandations est qu'elles doivent être examinées dans le contexte particulier qui est celui du milieu urbain ou périurbain, en tenant compte de la taille et de l'emplacement de l'espace concerné, de l'âge et du statut socioéconomique des habitants, ainsi que des infrastructures et de la fragilité de la zone.** Plus généralement, le degré de décentralisation, l'économie politique intergouvernementale, la force de la société civile et la solidité du service public constituent d'autres facteurs distinctifs qui nécessitent une différenciation des politiques. En outre, il serait bon d'associer différents instruments de politique générale aux fins de l'élaboration de stratégies intégrées.

**Il est essentiel de soutenir et de renforcer les aspects locaux et territoriaux des systèmes alimentaires urbains et périurbains, en prêtant une attention particulière aux petits acteurs et**

**aux acteurs informels. Toutefois, notons que de nombreux habitants des zones urbaines et périurbaines, en particulier ceux qui sont les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire dans de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire, continueront de dépendre d'aliments venus d'ailleurs.** Il importe donc de veiller à ce que les politiques relatives au commerce et à la chaîne d'approvisionnement soient axées sur l'amélioration de l'accès à des régimes alimentaires sains pour les habitants des zones urbaines et périurbaines. En outre, les politiques visant à adapter le système au contexte local doivent tenir compte des effets des interventions liées au système alimentaire urbain et périurbain sur les personnes et les lieux situés en dehors des zones urbaines et périurbaines. Les politiques commerciales qui sapent les systèmes alimentaires locaux doivent donc être découragées. Ces politiques doivent s'inscrire dans une réflexion plus large sur la manière dont la concentration croissante des entreprises dans le système alimentaire mondial pèse sur la capacité des autorités urbaines et périurbaines de fournir des aliments sains à leurs habitants, ainsi que sur l'ampleur de ce phénomène.

La préservation et l'accroissement de la diversité (des types et des emplacements de points de vente au détail, des modes d'accès à la nourriture, des cheminements allant de la production jusqu'à la consommation,

des sources et des catégories d'aliments) au sein des systèmes alimentaires urbains et périurbains sont essentiels pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition des habitants des zones urbaines et périurbaines et renforcer la résilience systémique face aux chocs. **Le rôle crucial des acteurs du secteur informel dans l'accès des habitants des zones urbaines et périurbaines à une alimentation abordable, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, doit être méticuleusement évalué et pris en considération.** La nécessité d'améliorer la sécurité sanitaire des aliments dans toutes les activités liées aux systèmes alimentaires, tout en atténuant les arbitrages à opérer entre, d'une part, la promotion de la sécurité sanitaire des aliments et de la réglementation et, d'autre part, les éventuels effets négatifs sur les segments et les acteurs informels de ces systèmes est centrale.

Les interventions dans les systèmes alimentaires urbains et périurbains doivent être orientées vers la création de systèmes alimentaires équitables, justes et inclusifs, productifs et prospères, participatifs et favorables à l'autonomisation, résilients, régénérateurs et respectueux de l'écosystème, et sains et nutritifs.

Ces considérations plus larges sous-tendent les recommandations ci-après.

## A. Systèmes alimentaires urbains et périurbains au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition

Les interventions dans les systèmes alimentaires urbains et périurbains doivent être orientées vers la création de systèmes alimentaires équitables, justes et inclusifs, productifs et prospères, participatifs et favorables à l'autonomisation, résilients, régénérateurs et respectueux de l'écosystème, et sains et nutritifs. Pour ce faire, des mesures doivent être prises dans tous les groupes d'activités liés aux systèmes alimentaires.

**Production.** Les autorités locales, avec d'autres acteurs gouvernementaux infranationaux (provinces, comtés, etc.), doivent formuler et soutenir des dispositions visant à protéger et à promouvoir une production alimentaire durable grâce aux principes agroécologiques ainsi qu'à d'autres méthodes innovantes, dans les zones urbaines et périurbaines, grâce aux mesures suivantes:

- réaliser un zonage de l'utilisation des terres afin de protéger l'agriculture, l'élevage et la pêche en zone urbaine;



- donner la priorité à l'accès aux terres, à l'eau, à l'innovation et à la technologie, ainsi qu'au financement de projets visant à soutenir les moyens de subsistance urbains, qui répondent aux besoins des personnes les plus touchées par l'insécurité alimentaire et encouragent les pratiques durables;
- soutenir les systèmes territoriaux et les chaînes d'approvisionnement plus courtes afin de faciliter l'accès des producteurs urbains et périurbains aux marchés et d'accroître l'accessibilité des produits frais pour les habitants des zones urbaines et périurbaines;
- conclure des partenariats avec la société civile et des organismes de recherche en vue de fournir des services de vulgarisation aux agriculteurs et producteurs urbains et périurbains, l'objectif étant de promouvoir les pratiques régénératrices tenant compte de la nutrition.

**Commerce.** Les gouvernements nationaux, en collaboration avec les acteurs des autorités locales, doivent veiller à ce que les réglementations et les politiques commerciales soient orientées vers l'amélioration de l'accès à une alimentation saine et abordable, en prêtant une attention particulière aux familles pauvres, en protégeant les populations urbaines et périurbaines contre la disponibilité croissante et la commercialisation ciblée d'aliments riches en sucre, en sel et en matières grasses, et en préservant les intérêts des petits acteurs et des acteurs informels. Pour ce faire, il est possible de prendre les mesures suivantes:

- inviter les autorités locales à participer aux dialogues nationaux sur les politiques relatives au commerce alimentaire afin de sensibiliser les parties intéressées aux besoins particuliers et aux contributions singulières des systèmes alimentaires urbains et périurbains à l'économie nationale ainsi qu'à la sécurité alimentaire et à la nutrition, et renforcer la capacité des acteurs chargés des politiques d'alimentation urbaine de dialoguer avec les parties intéressées par les politiques commerciales et les politiques d'investissement;
- examiner les répercussions des politiques commerciales sur les consommateurs urbains et périurbains pauvres et en situation d'insécurité alimentaire;
- évaluer le rôle du secteur informel dans le commerce transfrontières et intégrer dans les politiques des dispositions visant à soutenir et à protéger les acteurs de ce commerce contre le harcèlement et l'extorsion.

**Activités intermédiaires.** Il est essentiel de prendre en compte les activités intermédiaires (stockage, transformation, transport et vente en gros) dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire urbaines afin de mettre au point des politiques alimentaires équitables et efficaces qui profitent à toutes les parties prenantes de la filière. Les gouvernements nationaux et les autorités locales, ainsi que les acteurs du secteur privé, doivent collaborer pour:

- encourager les investissements publics et privés dans les infrastructures, la logistique, l'innovation, la technologie et les capacités dans le segment intermédiaire des chaînes de valeur alimentaires urbaines, en particulier pour les denrées fraîches et périssables;
- favoriser la diversité des acteurs intermédiaires du secteur alimentaire grâce à des mécanismes de soutien aux petits acteurs et aux acteurs du secteur informel, notamment le développement et l'entretien des infrastructures alimentaires publiques (marchés de gros, informels et numériques, par exemple), et garantir des pratiques équitables dans la chaîne d'approvisionnement afin de redistribuer la valeur;
- veiller à ce que les codes de planification et la réglementation des systèmes alimentaires s'appliquent également aux transformateurs informels travaillant dans les zones urbaines et périurbaines;
- soutenir les marchés de gros afin de renforcer leurs liens avec les petits producteurs, en s'appuyant sur ces derniers pour améliorer l'accès à une alimentation abordable, diversifiée et saine.

**Marchés et commerce de détail.** Les gouvernements nationaux et les autorités locales, dans le cadre de leurs fonctions respectives, doivent:

- renforcer les différents types de marchés et de détaillants (de gros, traditionnels, de produits frais, hebdomadaires) dans les zones urbaines et périurbaines afin de permettre l'accès à des aliments sains et abordables et de promouvoir les moyens de subsistance;
- protéger et soutenir les marchés traditionnels, en encourageant les investissements dans les infrastructures, les activités, la logistique, l'innovation et la technologie, ainsi que l'accès à l'eau et à l'énergie, et en favorisant le rapprochement avec les petits producteurs d'aliments et les populations locales;
- œuvrer avec les commerçants des marchés et les vendeurs de rue à l'amélioration de la sécurité sanitaire des aliments: i) en créant un environnement favorable (où les autorités locales et nationales soutiennent la sécurité sanitaire des aliments en investissant dans les infrastructures de base, les politiques et la réglementation, le renforcement des capacités et les activités de contrôle et de surveillance); ii) en dispensant une formation adéquate et en fournissant une technologie adaptée aux acteurs de la chaîne de valeur; iii) en mettant en place des mesures d'incitation destinées à stimuler le changement de comportement;
- encourager la vente d'aliments sains et durables, tout en décourageant la consommation d'aliments mauvais pour la santé et néfastes pour l'environnement, au moyen d'instruments juridiques et réglementaires adaptés, tels que des taxes et des subventions, des étiquettes d'avertissement, des licences alimentaires, des emplacements commerciaux préférentiels réservés aux vendeurs d'aliments sains et des restrictions de zonage relatives à la commercialisation et à la vente d'aliments riches en sucre, en sel et en matières grasses;
- prendre des mesures d'incitation à l'établissement de points de vente d'aliments sains dans les zones mal desservies, en encourageant la diversité dans la vente au détail de produits alimentaires;
- donner la priorité, en collaboration avec les acteurs du secteur privé, à l'appui à l'innovation et aux technologies pour les petites entreprises et les projets visant à rapprocher les consommateurs des petits exploitants agricoles grâce à des applications et des services de livraison, tels que les programmes axés sur l'agriculture soutenue par la communauté;
- promouvoir un changement de comportement en faveur de choix alimentaires plus sains de la part des consommateurs grâce à une éducation et une sensibilisation ciblées, fondées sur les facteurs structurels des choix alimentaires, qui peuvent inclure l'apposition d'étiquettes sur le devant des emballages, le lancement de campagnes d'éducation du public et la taxation des aliments riches en sucre, en sel et en matières grasses.

**Marchés publics et initiatives non marchandes.** Outre renforcer les marchés, il convient de soutenir et de développer les sources d'alimentation non marchandes, telles que la passation de marchés publics, les cuisines communautaires et les envois de fonds, pour venir en aide aux groupes de population les plus vulnérables et pour servir de tampon en période de crise. Les gouvernements nationaux et les autorités locales doivent:

- investir dans des programmes d'achats publics axés sur la nutrition et ciblant spécifiquement les populations vulnérables des zones urbaines et périurbaines;
- donner la priorité aux petits agriculteurs locaux pratiquant l'agroécologie dans les programmes d'achats publics, en particulier dans le cadre des programmes d'alimentation scolaire et des programmes axés sur la nutrition au cours des 1 000 premiers jours;

- élaborer des règlements locaux visant à soutenir la création décentralisée de banques alimentaires et de cuisines communautaires, ainsi que l'envoi des excédents alimentaires vers des banques alimentaires, des cuisines communautaires et d'autres programmes de distribution alimentaire, en se fondant sur les principes de dignité et d'agencéité;
- renforcer le rôle des organisations de la société civile dans la fourniture d'aide alimentaire en temps de crise, en exploitant leur capacité d'atteindre les populations vulnérables.

**Pertes et gaspillage alimentaires.** Les autorités locales, en collaboration avec les associations marchandes, les acteurs du secteur privé, les associations de riverains et certains établissements, doivent s'efforcer de réduire au maximum les pertes et le gaspillage alimentaires. Différents moyens peuvent être employés à cet effet:

- mettre à disposition des infrastructures d'appui (ombrage, unités de stockage frigorifique) et permettre l'accès à l'innovation et à la technologie pour les acteurs du secteur informel afin d'accroître l'accès à des aliments frais, de préserver les vitamines et les minéraux des denrées périssables et de réduire les pertes et le gaspillage alimentaires;
- mettre à la disposition des restaurants des lignes directrices, des formations et des ressources sur la réduction des déchets alimentaires;
- sensibiliser les consommateurs à la réduction du gaspillage alimentaire;
- promouvoir et soutenir la circularité par le compostage, la digestion du biogaz, l'utilisation des déchets alimentaires pour nourrir le bétail, le don d'excédents alimentaires à des programmes de redistribution, etc.

## B. Systèmes non alimentaires urbains et périurbains au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition

La sécurité alimentaire et la nutrition sont influencées non seulement par les systèmes alimentaires, mais aussi par des systèmes interdépendants tels que la santé, l'éducation, le logement, l'eau, l'énergie, les infrastructures et les systèmes financiers. Dans les zones urbaines et périurbaines, les inégalités spatiales et l'inégalité d'accès aux services sont en grande partie responsables des mauvais résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Il est essentiel d'adopter une approche globale assortie de politiques ciblant les principales actions à mener dans ces autres systèmes et de lutter contre la pauvreté et les inégalités en milieu urbain et périurbain.

Les autorités nationales et infranationales, ainsi que les acteurs du secteur privé et les organisations de la société civile, doivent:

- veiller à ce que les investissements dans les infrastructures, dont les transports, visent à favoriser l'équité et prennent en considération les acteurs du secteur informel et les consommateurs en situation d'insécurité alimentaire;
- intégrer explicitement l'alimentation dans l'urbanisme, notamment adopter des principes de planification et de conception tenant compte de l'alimentation;
- intégrer les infrastructures de commerce alimentaire dans la planification des transports afin de permettre la vente de repas sains aux migrants quotidiens;
- intégrer la planification de la sécurité alimentaire dans la politique de logement et de zonage;

- mettre en place des mécanismes financiers, tels que des microcrédits ou des subventions, afin d'aider les petits producteurs et acteurs des systèmes alimentaires à acquérir des intrants et des technologies;
- encourager les investissements en faveur des habitants et des quartiers à faible revenu en ce qui concerne l'approvisionnement en eau, l'assainissement, la gestion des déchets et la fourniture d'une énergie fiable afin de favoriser une alimentation saine, la manipulation et le lavage des aliments dans le respect des règles d'hygiène, ainsi que la préparation et la cuisson des repas à domicile;
- améliorer le travail et l'emploi décent dans les systèmes alimentaires urbains et périurbains, notamment en créant des espaces de garde d'enfant au sein des marchés traditionnels, en promouvant la sécurité et la santé au travail et en garantissant les droits des travailleurs;
- renforcer les services de santé urbains (conseils en matière de nutrition néonatale et infantile, diagnostics de prévention) en vue d'obtenir des résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition;
- tenir compte des variations temporelles de l'insécurité alimentaire urbaine et périurbaine et élaborer des politiques et des programmes de protection sociale adaptés aux périodes d'insécurité alimentaire accrue;
- mettre au point des programmes de protection sociale axés sur des contextes urbains et périurbains en particulier et investir dans ces programmes;
- promouvoir la nutrition dans les services de santé, en particulier pour les femmes en âge de procréer, les femmes enceintes et celles qui allaitent, ainsi que dans les services pédiatriques, en s'inspirant du vécu des habitants des zones urbaines et périurbaines.

### C. Gouvernance urbaine et périurbaine au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition

Pour traiter la question de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les zones urbaines et périurbaines, il faut changer d'approche dans le domaine de la gouvernance aux niveaux national et local, en tenant compte de la prévalence de l'insécurité alimentaire dans ces zones. Cette prise en considération doit conduire à l'adoption d'approches en matière d'investissement et de gouvernance qui intègrent les autorités infranationales et un large éventail de voix issues de la société civile, d'établissements de recherche et de petites entreprises du secteur privé. Il est essentiel de prévenir et d'atténuer les effets négatifs de la concentration des chaînes d'approvisionnement alimentaire sur les moyens de subsistance urbains et sur l'accessibilité et l'abordabilité de régimes alimentaires diversifiés, durables et sains dans les zones urbaines. Cela implique de promouvoir des politiques visant à favoriser la concurrence et la diversification au sein de ces filières.

Les gouvernements nationaux doivent:

- accroître le financement et renforcer les capacités des autorités locales et des municipalités, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, de sorte qu'elles soient en mesure de remédier aux difficultés liées aux systèmes alimentaires urbains, définir et promouvoir des approches innovantes de mobilisation de ressources (telles que les obligations municipales), et veiller à ce que les municipalités aient suffisamment de personnel doté de compétences globales et capable de relever les défis en rapport avec les systèmes alimentaires;

- faire participer les autorités locales et infranationales à l'élaboration des politiques nationales relatives au système alimentaire, y compris à l'agriculture, à la nutrition, à l'environnement, à l'égalité des genres et au commerce;
- veiller à ce que le financement municipal soit suffisant et cohérent avec les mandats des municipalités.

Les gouvernements nationaux et les autorités locales doivent:

- définir les mandats associés aux différents niveaux de gouvernance pour ce qui est d'agir sur les systèmes alimentaires et sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans les zones urbaines et périurbaines, et veiller à ce que les politiques relatives aux systèmes alimentaires urbains et périurbains soient multiniveaux, multisectorielles et multi-acteurs;
- délimiter clairement les mandats et les responsabilités concernant le système alimentaire urbain entre les différents niveaux de gouvernement et les autres secteurs afin que l'obligation de rendre des comptes aux habitants des zones urbaines au sujet de l'action menée (y compris au moyen d'une cartographie des parties prenantes permettant d'évaluer les responsabilités, les instruments disponibles et les ressources financières et humaines) soit remplie;
- assurer la cohérence et la coordination des politiques et programmes au sein des services d'urbanisme et entre les différents niveaux de gouvernement et secteurs, grâce, notamment, à des stratégies relatives à l'alimentation urbaine, à des bureaux et des stratégies conjoints et intégrés pour les questions liées à l'alimentation urbaine, à des unités coordonnées spécialisées dans l'alimentation urbaine ou à des plateformes multipartites.

Les gouvernements nationaux, les autorités locales, les organisations de la société civile et les acteurs du secteur privé doivent:

- créer des plateformes multi-acteurs inclusives afin d'encourager la participation active des populations locales aux processus de prise de décisions, notamment en renforçant leur capacité de se mobiliser concrètement et en remédiant aux déséquilibres de pouvoir intrinsèques;
- renforcer les capacités des acteurs des systèmes alimentaires urbains (en particulier les acteurs sous-représentés, tels que les associations de commerçants traditionnels et les associations de consommateurs) afin de leur permettre d'être mieux représentés.

## D. Durabilité et résilience en milieu urbain et périurbain

Les systèmes alimentaires urbains et périurbains, et plus largement les zones urbaines et périurbaines, sont de plus en plus vulnérables aux chocs et aux crises. Les effets de ces phénomènes sont ressentis de manière inégale et aggravent souvent les inégalités en milieu urbain et périurbain. Pour réduire la vulnérabilité et accroître la résilience systémique, il convient de procéder à une planification proactive. La planification axée sur la résilience doit s'appuyer sur le vécu des populations vulnérables, prévoir la consultation des organisations de la société civile et reposer sur des pratiques ayant des effets avérés sur la résilience des ménages et des populations.

Les gouvernements nationaux et les autorités locales doivent:

- élaborer des plans de renforcement de la résilience des systèmes alimentaires urbains et périurbains et établir une planification des interventions d'urgence et des mécanismes d'alerte rapide pour réduire la fragilité et faire face aux chocs;

- déterminer les infrastructures alimentaires essentielles à privilégier en temps de crise, ainsi que les populations et les zones les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire en cas de catastrophe ou de choc;
- intégrer la réflexion sur la résilience dans la planification et la conception urbaines;
- inclure l'appui aux systèmes alimentaires dans les plans de financement des interventions en cas de catastrophe à tous les niveaux, de l'échelon national à l'échelon local;
- préserver et renforcer la diversité des systèmes alimentaires – sources, chaînes d'approvisionnement et types de vente au détail – afin de stimuler la résilience systémique, en tenant compte de l'incidence des décisions liées aux systèmes alimentaires urbains et périurbains sur la résilience dans les arrière-pays ruraux et au delà;
- intégrer l'alimentation dans les plans d'adaptation au changement climatique.

## E. Données, travaux de recherche et connaissances en matière de sécurité alimentaire et de nutrition

Il convient de disposer de données et de travaux de recherche plus détaillés sur la sécurité alimentaire et la nutrition en milieu urbain et périurbain. La prise de décisions fondées sur des données factuelles nécessite la collecte, la gestion, l'analyse et la diffusion de données ciblées au niveau des acteurs des systèmes alimentaires et des interactions entre différents systèmes.

Les gouvernements nationaux et les autorités infranationales, en partenariat avec les universités et la société civile, doivent:

- mettre au point des outils spécifiques de traitement des données sur la sécurité alimentaire et la nutrition;
- ajouter un module consacré à la sécurité alimentaire dans les enquêtes menées auprès des ménages urbains;
- investir dans les technologies de l'information et les systèmes numériques afin d'améliorer la base d'éléments factuels permettant aux responsables politiques et aux acteurs des systèmes alimentaires de planifier, hiérarchiser, concevoir et suivre les activités relatives aux systèmes alimentaires;
- assurer une ventilation plus fine des données (le long du continuum urbain-rural, selon la taille de la ville, au sein de la ville), afin de permettre une analyse des facteurs de vulnérabilité croisés;
- intégrer des données qualitatives dans les politiques alimentaires urbaines et périurbaines;
- utiliser des systèmes d'information géographique, la télédétection, des outils numériques et la cartographie participative pour recenser les zones les plus vulnérables aux perturbations des systèmes alimentaires et éclairer la planification à long terme et la réaction aux crises;
- investir dans le suivi et l'évaluation des politiques et programmes alimentaires, y compris des effets qui ne sont pas propres à l'alimentation (tels que le développement économique et la durabilité environnementale);
- investir dans les réseaux alimentaires urbains en tant que mécanisme permettant de diffuser des connaissances, de dispenser des formations et de faire entendre davantage la voix des autorités locales dans les espaces stratégiques nationaux et internationaux, et en tirer des enseignements.



# BIBLIOGRAPHIE

154 ]

- Abbey, E.L., LaVoie, L. & Pointer, M.** 2021. Perceived Facilitators and Barriers to Participation in Community-Based Cooking Classes among Mobile Market Patrons: Exploratory Research. *Journal of Hunger & Environmental Nutrition*, 16(4): 523–534. <https://doi.org/10.1080/19320248.2020.1871148>
- Abdulai, I.A., Dongzagla, A. & Ahmed, A.** 2023. Urban livestock rearing and the paradox of sustainable cities and urban governance in West Africa: Empirical evidence from Wa, Ghana. *Urban Governance*, 3(4): 304–314. <https://doi.org/10.1016/j.ugj.2023.06.004>
- Abers, R.N. & Keck, M.E.** 2013. *Practical Authority: Agency and Institutional Change in Brazilian Water Politics*. Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780199985265.001.0001>
- Abrahale, K., Sousa, S., Albuquerque, G., Padrão, P. & Lunet, N.** 2019. Street food research worldwide: a scoping review. *Journal of Human Nutrition and Dietetics*, 32(2): 152–174. <https://doi.org/10.1111/jhn.12604>
- Abu Hatab, A., Cavinato, M.E.R. & Lagerkvist, C.J.** 2019. Urbanization, livestock systems and food security in developing countries: A systematic review of the literature. *Food Security*, 11(2): 279–299. <https://doi.org/10.1007/s12571-019-00906-1>
- Abu Hatab, A., Cavinato, M.E.R., Lindemer, A. & Lagerkvist, C.J.** 2019. Urban sprawl, food security and agricultural systems in developing countries: A systematic review of the literature. *Cities*, 94: 129–142. <https://doi.org/10.1016/j.cities.2019.06.001>
- Abu Hatab, A., Krautscheid, L. & Boqvist, S.** 2021. COVID-19, Livestock Systems and Food Security in Developing Countries: A Systematic Review of an Emerging Literature. *Pathogens*, 10(5): 586. <https://doi.org/10.3390/pathogens10050586>
- Abu Hatab, A., Lagerkvist, C.J. & Esmat, A.** 2021. Risk perception and determinants in small- and medium-sized agri-food enterprises amidst the COVID-19 pandemic: Evidence from Egypt. *Agribusiness*, 37(1): 187–212. <https://doi.org/10.1002/agr.21676>
- Abu Hatab, A., Owusu-Sekyere, E., Esmat, A.R. & Lagerkvist, C.J.** 2023. In the midst of the COVID-19 pandemic: Perceived risks, management strategies and emerging opportunities for small and medium agri-food enterprises in a developing country. *International Journal of Disaster Risk Reduction*, 97: 104045. <https://doi.org/10.1016/j.ijdr.2023.104045>
- Ackerman, Z., Huang, N., Maggio, A. & Morgan, D.** 2018. *Soil in the City: Urban Farming on Community Land Trusts*. UEP Field Projects 2018. Urban Farming Institute and Tufts University. <https://centerforneweconomics.org/wp-content/uploads/2018/06/Soil-in-the-City-Urban-Farming-on-Community-Land-Trusts-2018.pdf>
- Acosta, A., De Burga, R., Chavez, C., Flores, J., Olortegui, M., Pinedo, S., Salas, M. et al.** 2018. Relationship between growth and illness, enteropathogens and dietary intakes in the first 2 years of life: findings from the MAL-ED birth cohort study. *BMJ Global Health*, 2(4): e000370. <https://doi.org/10.1136/bmjgh-2017-000370>
- Adelina, C., Archer, D., Johnson, O. & Opiyo, R.O.** 2020. *Governing sustainability in secondary cities of the Global South*. Stockholm, Stockholm Environment Institute.
- Adlakha, D. & Parra, D.C.** 2020. Mind the gap: Gender differences in walkability, transportation and physical activity in urban India. *Journal of Transport & Health*, 18: 100875. <https://doi.org/10.1016/j.jth.2020.100875>
- Agarwal, S., Sethi, V., Gupta, P., Jha, M., Agnihotri, A. & Nord, M.** 2009. Experiential household food insecurity in an urban underserved slum of North India. *Food Security*, 1(3): 239–250. <https://doi.org/10.1007/s12571-009-0034-y>
- Agarwal, S.** 2022. The Contribution of Community Kitchens to Food Democracy: A Systematic Review. *Food Studies: An Interdisciplinary Journal*, 13(1): 41–57. <https://doi.org/10.18848/2160-1933/CGP/v13i01/41-57>
- Agrawal, A., Gans, J. & Goldfarb, A.** 2022. ChatGPT and How AI Disrupts Industries. *Harvard Business Review*. [Cited 28 February 2024]. <https://hbr.org/2022/12/chatgpt-and-how-ai-disrupts-industries>
- Agyeman, J., Alkon, A. & Duprey, A.** 2023. Justice, Race, and Urban Food Governance. In: *Routledge Handbook of Urban Food Governance*. London, Routledge.

- Ahluwalia, I.B., Dodds, J.M. & Baligh, M. 1998. Social Support and Coping Behaviors of Low-Income Families Experiencing Food Insufficiency in North Carolina. *Health Education & Behavior*, 25(5): 599–612. <https://doi.org/10.1177/109019819802500507>
- Ahmed, K., Kimeu, C. & Adetayo, O. 2023. 'People eat two or three packets a day': how instant noodles took over the world. *The Guardian*, 28 December 2023. [Cited 4 March 2024]. <https://www.theguardian.com/global-development/2023/dec/28/how-instant-noodles-took-over-the-world-salt#:~:text=Affordability%20and%20convenience%20have%20been,the%20World%20Instant%20Noodles%20Association>
- Ahmed, S., Simiyu, E., Githiri, G., Acioly, A., Mbaka, S., Karanja, I. & Kigen, L. 2014. *Dining with less danger: mapping food and environmental hazards in Mathare, Nairobi*. IIED Briefing Papers. London, International Institute for Environment and Development. <http://pubs.iied.org/17218IIED>
- Aimol, C.A. 2022. Role of food banks and community kitchens during and post-COVID-19 crisis: An alternative food security initiative. In: Moolakkattu, J. & Chathukulam, J., eds. *Challenges to local governance in the pandemic era: Perspectives from South Asia and beyond*. Newcastle upon Tyne, UK. Cambridge Scholars Publishing.
- Aiyar, A., Rahman, A. & Pingali, P. 2021. India's rural transformation and rising obesity burden. *World Development*, 138: 105258. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2020.105258>
- Akl, C., El-Helou, N., Safadi, G., Semaan, A., El Sammak, A., Trabelsi, T., Sassi, S. *et al.* 2024. Urban school neighbourhoods dominated by unhealthy food retailers and advertisements in Greater Tunis: a geospatial study in the midst of the nutrition transition. *Public Health Nutrition*, 27(1): e44. <https://doi.org/10.1017/S1368980023002860>
- Alam, A., Dutta, I., Haque, M.E. & Nogales, R. 2022. Impact of Rohingya refugees on food prices in Bangladesh: Evidence from a natural experiment. *World Development*, 154: 105873. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2022.105873>
- Albert, S., Debru, J., Bricas, N. & Conaré, D. 2017. *Urban food policies: proceedings of the international meeting on the experiences in Africa, Latin America and Asia*. Paris, CIRAD. <https://www.fao.org/urban-food-actions/resources/resources-detail/en/c/1059939/>
- de Albuquerque, F.M., Pessoa, M.C., de Santis Figueiras, M., Gardone, D.S. & de Novaes, J.F. 2022. Retail food outlets and metabolic syndrome: a systematic review of longitudinal studies. *Nutrition Reviews*, 80(6): 1599–1618. <https://doi.org/10.1093/nutrit/nuab111>
- Alcocer-García, O. & Campos-Alanís, J. 2014. El formato de tiendas de conveniencia como medio de proximidad de servicios y abastecimiento en áreas urbanas. *Quivera*, 16(2014–2): 63–84.
- Ali, S., Khalid, N., Javed, H.M.U. & Islam, D.M.Z. 2021. Consumer Adoption of Online Food Delivery Ordering (OFDO) Services in Pakistan: The Impact of the COVID-19 Pandemic Situation. *Journal of Open Innovation: Technology, Market, and Complexity*, 7(1): 10. <https://doi.org/10.3390/joitmc7010010>
- Al-Jawaldeh, A. & Meyer, A. 2023. *Reshaping Food Systems to improve Nutrition and Health in the Eastern Mediterranean Region*. First edition. Cambridge, UK, Open Book Publishers. <https://doi.org/10.11647/OBP.0322>
- Allan, J., Querstret, D., Banas, K. & De Bruin, M. 2017. Environmental interventions for altering eating behaviours of employees in the workplace: a systematic review. *Obesity Reviews*, 18(2): 214–226. <https://doi.org/10.1111/obr.12470>
- Allcott, H., Lockwood, B. & Taubinsky, D. 2019. *Should we tax sugar-sweetened beverages? An overview of theory and evidence*. NBER Working Paper Series. Working Paper 25842. Cambridge, National Bureau of Economic Research. [https://www.nber.org/system/files/working\\_papers/w25842/w25842.pdf](https://www.nber.org/system/files/working_papers/w25842/w25842.pdf)
- Althoff, T., Sosič, R., Hicks, J.L., King, A.C., Delp, S.L. & Leskovec, J. 2017. Large-scale physical activity data reveal worldwide activity inequality. *Nature*, 547(7663): 336–339. <https://doi.org/10.1038/nature23018>
- Altieri, M.A. & Nicholls, C.I. 2018. Agroecología urbana: diseño de granjas urbanas ricas en biodiversidad, productivas y resilientes. *Agro Sur*, 46(2): 49–60. <https://doi.org/10.4206/agrosur.2018.v46n2-07>
- Alvarez, S.A., Grace, D. & Nguyen-Viet, H. 2021. Informal food markets: what it takes to make them safer. *The Conversation*. [Cited 15 October 2023]. <https://theconversation.com/informal-food-markets-what-it-takes-to-make-them-safer-161601>
- Alvi, M. & Gupta, M. 2020. Learning in times of lockdown: how Covid-19 is affecting education and food security in India. *Food Security*, 12(4): 793–796. <https://doi.org/10.1007/s12571-020-01065-4>
- Ambikapathi *et al.* 2020. Within-day and between-day variations in peri-urban food environments in Dar es Salaam, Tanzania: Results from the DECIDE study. Presentation at Agriculture, Nutrition & Health Academy Week, 2020.
- Ambikapathi, R., Baye, K., Cavatassi, R., Schnieder, K., Davis, B. & Neufeld, L. Under review. Pathways and Policies to Improve Nutrition under Resilient and Inclusive Transformation. *Global Food Security*.
- Ambikapathi, R., Bonczyk, M., Gunaratna, N., Fawzi, W., Leyna, G., Kadiyala, S. & Patil, C.L. Forthcoming. Expanding the Food Environment Framework to include family dynamics: A synthesis of qualitative evidence using HIV as a case study. *Global Food Security*.

- Ambikapathi, R., Rothstein, J.D., Yori, P.P., Olortegui, M.P., Lee, G., Kosek, M.N. & Caulfield, L.E.** 2018. Food purchase patterns indicative of household food access insecurity, children's dietary diversity and intake, and nutritional status using a newly developed and validated tool in the Peruvian Amazon. *Food Security*, 10(4): 999–1011. <https://doi.org/10.1007/s12571-018-0815-2>
- Ambikapathi, R., Schneider, K.R., Davis, B., Herrero, M., Winters, P. & Fanzo, J.C.** 2022. Global food systems transitions have enabled affordable diets but had less favourable outcomes for nutrition, environmental health, inclusion and equity. *Nature Food*, 3(9): 764–779. <https://doi.org/10.1038/s43016-022-00588-7>
- Ambikapathi, R.** 2021. Expanding the Food Environment Framework to Include Family in the Context of Living with HIV: A Qualitative Evidence Synthesis. Presentation at FERN2021 / INFORMAS Asia and the Pacific eSymposium 2021, 27 October 2021.
- Ambikapathi, R.** 2024. Social Behavioral Challenges to Sustainable Food Systems. Presentation at Maximizing Agriculture to Enhance Nutrient Composition to Better Fulfill Dietary Recommendations, 30 January 2024. Online. National Academy of Sciences
- Ameye, H.** 2023. Dietary quality in rural areas, secondary towns, and cities: Insights from Tanzania. *Food Security*, 15:1563–1584. <https://doi.org/10.1007/s12571-023-01399-9>
- Amir, H. & Rizvi, W.** 2017. Influence of Perceived Risk and Familiarity on Willingness to Transact in Online Food Shopping in Developing Economies: An (Extended) Abstract. In: M. Stieler, ed. *Creating Marketing Magic and Innovative Future Marketing Trends. Developments in Marketing Science: Proceedings of the Academy of Marketing Science*. Cham, Springer International Publishing. [https://doi.org/10.1007/978-3-319-45596-9\\_162](https://doi.org/10.1007/978-3-319-45596-9_162)
- Amugsi, D.** 2014. Dietary Diversity is a Predictor of Acute Malnutrition in Rural but Not in Urban Settings: Evidence from Ghana. *British Journal of Medicine and Medical Research*, 4(25): 4310–4324. <https://doi.org/10.9734/BJMMR/2014/10014>
- Anand, S., Jagadeesh, K., Adelina, C. & Koduganti, J.** 2019. Urban food insecurity and its determinants: a baseline study of Bengaluru. *Environment and Urbanization*, 31(2): 421–442. <https://doi.org/10.1177/0956247819861899>
- Anand, S.S., Hawkes, C., De Souza, R.J., Mente, A., Dehghan, M., Nugent, R., Zulyniak, M.A. et al.** 2015. Food Consumption and its Impact on Cardiovascular Disease: Importance of Solutions Focused on the Globalized Food System. *Journal of the American College of Cardiology*, 66(14): 1590–1614. <https://doi.org/10.1016/j.jacc.2015.07.050>
- Andam, K.S., Tschirley, D., Asante, S.B., Al-Hassan, R.M. & Diao, X.** 2018. The transformation of urban food systems in Ghana: Findings from inventories of processed products. *Outlook on Agriculture*, 47(3): 233–243. <https://doi.org/10.1177/0030727018785918>
- Andrew, N.L., Allison, E.H., Brewer, T., Connell, J., Eriksson, H., Eurich, J.G., Farmery, A. et al.** 2022. Continuity and change in the contemporary Pacific food system. *Global Food Security*, 32: 100608. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2021.100608>
- Andrianarisoa, O., Zuleta Ferrari, C., Currie, P. & Coetzee, I.** 2019. Antananarivo Food Policy Council: Policy as practice. *Urban Agriculture magazine*, 36. [Cited 19 October 2023]. <https://ruaf.org/assets/2019/11/Urban-Agriculture-Magazine-no.-36-Food-Policy-Councils.pdf>
- Anguelovski, I.** 2015. Healthy Food Stores, Greenlining and Food Gentrification: Contesting New Forms of Privilege, Displacement and Locally Unwanted Land Uses in Racially Mixed Neighborhoods. *International Journal of Urban and Regional Research*, 39(6): 1209–1230. <https://doi.org/10.1111/1468-2427.12299>
- Anyidoho, N.A., Gallien, M., Rogan, M. & van den Boogaard, V.** 2023. Mobile money taxation and informal workers: Evidence from Ghana's E-levy. *Development Policy Review*, 41(5): e12704. <https://doi.org/10.1111/dpr.12704>
- Aragie, E., Pauw, K. & Pernechele, V.** 2018. Achieving food security and industrial development in Malawi: Are export restrictions the solution? *World Development*, 108: 1–15. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2018.03.020>
- Armanda, D.T., Guinée, J.B. & Tukker, A.** 2019. The second green revolution: Innovative urban agriculture's contribution to food security and sustainability – A review. *Global Food Security*, 22: 13–24. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2019.08.002>
- Armeanu, D.S., Joldes, C.C., Gherghina, S.C. & Andrei, J.V.** 2021. Understanding the multidimensional linkages among renewable energy, pollution, economic growth and urbanization in contemporary economies: Quantitative assessments across different income countries' groups. *Renewable and Sustainable Energy Reviews*, 142: 110818. <https://doi.org/10.1016/j.rser.2021.110818>
- Arslan, A., Cavatassi, R. & Hossain, M.** 2022. Food systems and structural and rural transformation: a quantitative synthesis for low and middle-income countries. *Food Security*, 14(1): 293–320. <https://doi.org/10.1007/s12571-021-01223-2>
- Ashaley-Nikoi, J. & Abbey, E.** 2023. Determinants of the level of informality amongst female street food vendors in sub-Saharan Africa: Evidence from two regions in Ghana. *Cities*, 138: 104359. <https://doi.org/10.1016/j.cities.2023.104359>
- Assaf, S. & Juan, C.** 2020. Stunting and Anemia in Children from Urban Poor Environments in 28 Low and Middle-income Countries: A Meta-analysis of Demographic and Health Survey Data. *Nutrients*, 12(11): 3539. <https://doi.org/10.3390/nu12113539>
- Aubel, J., Martin, S.L. & Cunningham, K.** 2021. Introduction: A family systems approach to promote maternal, child and adolescent nutrition. *Maternal & Child Nutrition*, 17(S1): e13228. <https://doi.org/10.1111/mcn.13228>

- Auerbach, A.M., Singh, S. & Thachil, T. 2023. *Who Knows How to Govern? Procedural Knowledge in India's Small Town Councils*. preprint. SocArXiv. <https://doi.org/10.31235/osf.io/78eyd>
- Augère-Granier, M.L. 2016. *Short food supply chains and local food systems in the EU*. Briefing. European Parliamentary Research Service (EPRS). [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2016/586650/EPRS\\_BRI\(2016\)586650\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2016/586650/EPRS_BRI(2016)586650_EN.pdf)
- Aurino, E., Gelli, A., Adamba, C., Osei-Akoto, I. & Alderman, H. 2023. Food for Thought?: Experimental Evidence on the Learning Impacts of a Large-Scale School Feeding Program. *Journal of Human Resources*, 58(1): 74–111. <https://doi.org/10.3368/jhr.58.3.1019-10515R1>
- Ayambire, R.A., Amponsah, O., Pephrah, C. & Takyi, S.A. 2019. A review of practices for sustaining urban and peri-urban agriculture: Implications for land use planning in rapidly urbanising Ghanaian cities. *Land Use Policy*, 84: 260–277. <https://doi.org/10.1016/j.landusepol.2019.03.004>
- Badami, M.G. & Ramankutty, N. 2015. Urban agriculture and food security: A critique based on an assessment of urban land constraints. *Global Food Security*, 4: 8–15. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2014.10.003>
- Bahadoran, Z., Mirmiran, P. & Azizi, F. 2015. Fast Food Pattern and Cardiometabolic Disorders: A Review of Current Studies. *Health Promotion Perspectives*, 5(4): 231–240. <https://doi.org/10.15171/hpp.2015.028>
- Bahn, R.A. & Abebe, G.K. 2017. Analysis of food retail patterns in urban, peri-urban and rural settings: A case study from Lebanon. *Applied Geography*, 87: 28–44. <https://doi.org/10.1016/j.apgeog.2017.07.010>
- Bai, Y., Alemu, R., Block, S.A., Headey, D. & Masters, W.A. 2021. Cost and affordability of nutritious diets at retail prices: Evidence from 177 countries. *Food Policy*, 99: 101983. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2020.101983>
- Baines, J. & Hager, S.B. 2022. Commodity traders in a storm: financialization, corporate power and ecological crisis. *Review of International Political Economy*, 29(4): 1053–1084. <https://doi.org/10.1080/09692290.2021.1872039>
- Baker, P., Kay, A. & Walls, H. 2014. Trade and investment liberalization and Asia's noncommunicable disease epidemic: a synthesis of data and existing literature. *Globalization and Health*, 10(1): 66. <https://doi.org/10.1186/s12992-014-0066-8>
- Baker, P., Machado, P., Santos, T., Sievert, K., Backholer, K., Hadjilakou, M., Russell, C. et al. 2020. Ultra-processed foods and the nutrition transition: Global, regional and national trends, food systems transformations and political economy drivers. *Obesity Reviews*, 21(12): e13126. <https://doi.org/10.1111/obr.13126>
- Balezantis, T., Zickiene, A., Volkov, A., Streimikiene, D., Morkunas, M., Dabkiene, V. & Ribauskiene, E. 2023. Measures for the viable agri-food supply chains: A multi-criteria approach. *Journal of Business Research*, 155: 113417. <https://doi.org/10.1016/j.jbusres.2022.113417>
- Balineau, G., Bauer, A., Kessler, M. & Madariaga, N. 2021. *Food Systems in Africa: Rethinking the Role of Markets*. Africa Development Forum Series. Paris, Agence française de développement and /Washington DC, The World Bank.
- Banchani, E., Tenkorang, E.Y., Sarfo-Kantaka, O. & Sarfo, F.S. 2020. Social Support Systems and the Self-Management of Non-Communicable Diseases (NCDs) in Ghana. *Journal of Health Care for the Poor and Underserved*, 31(3): 1191–1212. <https://doi.org/10.1353/hpu.2020.0089>
- Barbosa, G., Gadelha, F., Kublik, N., Proctor, A., Reichelm, L., Weissinger, E., Wohlleb, G. & Halden, R. 2015. Comparison of Land, Water, and Energy Requirements of Lettuce Grown Using Hydroponic vs. Conventional Agricultural Methods. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 12(6): 6879–6891. <https://doi.org/10.3390/ijerph120606879>
- Bardazzi, R., Bortolotti, L. & Paziienza, M.G. 2021. To eat and not to heat? Energy poverty and income inequality in Italian regions. *Energy Research & Social Science*, 73: 101946. <https://doi.org/10.1016/j.erss.2021.101946>
- Barraclough, S. & Utting, P. 1987. *Food Security Trends and Prospects in Latin America*. Working Paper. 99. Kellogg Institute. [https://kellogg.nd.edu/sites/default/files/old\\_files/documents/099\\_0.pdf](https://kellogg.nd.edu/sites/default/files/old_files/documents/099_0.pdf)
- Barrett, C.B., Reardon, T., Swinnen, J. & Zilberman, D. 2022. Agri-food Value Chain Revolutions in Low- and Middle-Income Countries. *Journal of Economic Literature*, 60(4): 1316–1377. <https://doi.org/10.1257/jel.20201539>
- Barrientos, S. 2019. *Gender and Work in Global Value Chains: Capturing the Gains?* First edition. Cambridge, UK, Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/9781108679459>
- Barth-Jaeggi, T., Speich, C., Havugimana, C., Bayisenge, F., Kimenju, S., Omondi, W., Pasha, S.F. et al. 2023. Nutrition transition, double burden of malnutrition, and urbanization patterns in secondary cities of Bangladesh, Kenya and Rwanda. *BMC Nutrition*, 9(1): 125. <https://doi.org/10.1186/s40795-023-00782-1>
- Bassarab, K., Santo, R. & Palmer, A. 2023. Relationships between Food Policy Councils and Government in the United States. In: *Routledge Handbook of Urban Food Governance*. First edition, pp. 183–195. London, Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781003055907-16>
- Basu, S. & Nagendra, H. 2020. The street as workspace: Assessing street vendors' rights to trees in Hyderabad, India. *Landscape and Urban Planning*, 199: 103818. <https://doi.org/10.1016/j.landurbplan.2020.103818>

**Bates, R.H.** 1981. *Markets and States in Tropical Africa: The Political Basis of Agricultural Policies*. Berkeley, University of California Press.

**Battersby, J. & Haysom, G.** 2018. Linking urban food security, urban food systems, poverty, and urbanisation. In: J. Battersby & V. Watson, eds. *Urban Food Systems Governance and Poverty in African Cities*. First edition, pp. 56–67. London, Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781315191195-4>

**Battersby, J. & Muwowo, F.** 2018. Planning and governance of food systems in Kitwe, Zambia: a case study of food retail space. In: J. Battersby & V. Watson, eds. *Urban food systems governance and poverty in African cities*. Routledge studies in food, society and the environment. London, Routledge.

**Battersby, J. & Peyton, S.** 2014. The Geography of Supermarkets in Cape Town: Supermarket Expansion and Food Access. *Urban Forum*, 25(2): 153–164. <https://doi.org/10.1007/s12132-014-9217-5>

**Battersby, J. & Watson, V.** 2018. Addressing food security in African cities. *Nature Sustainability*, 1(4): 153–155. <https://doi.org/10.1038/s41893-018-0051-y>

**Battersby, J.** 2017. Food System transformation in the Absence of Food System Planning: The Case of Supermarket and Shopping Mall Retail Expansion in Cape Town, South Africa. *Built Environment*, 43(3): 417–430. <https://doi.org/10.2148/benv.43.3.417>

**Battersby, J.** 2019a. Data gaps and the politics of data: Generating appropriate data for food system assessment in Cape Town, South Africa. In: A. Blay-Palmer, D. Conaré, K. Meter, A. Di Battista & C. Johnston, eds. *Sustainable food system assessment: lessons from global practice*. Routledge studies in food, society and the environment. Oxfordshire, Routledge.

**Battersby, J.** 2019b. The Food Desert as a Concept and Policy Tool in African Cities: An Opportunity and a Risk. *Sustainability*, 11(2): 458. <https://doi.org/10.3390/su11020458>

**Beall, J., Goodfellow, T. & Rodgers, D.** 2013. Cities and Conflict in Fragile States in the Developing World. *Urban Studies*, 50(15): 3065–3083. <https://doi.org/10.1177/0042098013487775>

**Beardsworth, N., Fraser, A., Resnick, D. & Siame, G.** 2021. *Party Cadres, the Politicisation of Local Government and Zambia's 2021 Elections*. Briefing Paper. Zambia Electoral Analysis Project (ZEAP) Briefing paper series 6. United Kingdom, Westminster Foundation for Democracy (WFD). <https://saipar.org/wp-content/uploads/2021/12/ZAMBIA-ELECTORAL-ANALYSIS-PROJECT06.pdf>

**Becquey, E., Delpeuch, F., Konaté, A.M., Delsol, H., Lange, M., Zoungrana, M. & Martin-Prevel, Y.** 2012. Seasonality of the dietary dimension of household food security in urban Burkina Faso. *British Journal of Nutrition*, 107(12): 1860–1870. <https://doi.org/10.1017/S0007114511005071>

**Belletti, G. & Marescotti, A.** 2020. *Short Food Supply Chains for Promoting Local Food on Local Markets*. Vienna, United Nations Industrial Development Organization (UNIDO).

**Béné, C., Bakker, D., Chavarro, M.J., Even, B., Melo, J. & Sonneveld, A.** 2021a. Global assessment of the impacts of COVID-19 on food security. *Global Food Security*, 31: 100575. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2021.100575>

**Béné, C., Bakker, D., Rodriguez, M.C., Even, B., Melo, J. & Sonneveld, A.** 2021b. *Impacts of COVID-19 on people's food security: Foundations for a more resilient food system*. CGIAR COVID-19 Hub Discussion Paper February 2021. Washington, DC, International Food Policy Research Institute. <https://doi.org/10.2499/p15738coll2.134295>

**Béné, C., d'Hôtel, E.M., Pelloquin, R., Badaoui, O., Garba, F. & Sankima, J.W.** 2024. Resilience – and collapse – of local food systems in conflict affected areas; reflections from Burkina Faso. *World Development*, 176: 106521. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2023.106521>

**Béné, C.** 2022. Why the Great Food Transformation may not happen – A deep-dive into our food systems' political economy, controversies and politics of evidence. *World Development*, 154: 105881. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2022.105881>

**Bergonzini, C.** 2024. Just food transition: for a gender mainstreaming approach in urban food policies. A review of 20 cities. *Cities*, 148: 104876. <https://doi.org/10.1016/j.cities.2024.104876>

**Berns, K., Rossitto, C. & Tholander, J.** 2023. Learning from Other Communities: Organising Collective Action in a Grass-roots Food-sharing Initiative. *Computer Supported Cooperative Work (CSCW)*, 32(4): 951–999. <https://doi.org/10.1007/s10606-023-09468-5>

**Bettencourt, L.M.A.** 2021. *Introduction to urban science: evidence and theory of cities as complex systems*. London, The MIT Press.

**Bezner Kerr, R., Hasegawa, T., Lasco, R., Bhatt, I., Deryng, D., Farrell, A., Gurney-Smith, H. et al.** 2023. Food, Fibre, and Other Ecosystem Products. In: *Climate Change 2022 – Impacts, Adaptation and Vulnerability: Working Group II Contribution to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. First edition, pp. 713–906. Cambridge, UK, Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/9781009325844>

**Bezuneh, M., Yiheyis, Z., Bezuneh, M. & Yiheyis, Z.** 2009. *Has Trade Liberalization Improved Food Availability in Developing Countries? An Empirical Analysis*. Contributed Paper for presentation at the International Association of Agricultural Economists, 16–22 August 2009, Beijing. <https://doi.org/10.22004/AG.ECON.51136>



- Bhattacharyya, M., Roy, S., Sarkar, A., Sinha, R., Mallick, A. & Bandyopadhyay, S.** 2021. Burden of malnutrition among school-going children in a slum area of Kolkata: A matter of concern. *Journal of Family Medicine and Primary Care*, 10(8): 2940. [https://doi.org/10.4103/jfmpc.jfmpc\\_2472\\_20](https://doi.org/10.4103/jfmpc.jfmpc_2472_20)
- Bianchi, C.C.** 2009. Investigating Consumer Expectations of Convenience-Store Attributes in Emerging Markets: Evidence in Chile. *Journal of International Consumer Marketing*, 21(4): 309–320. <https://doi.org/10.1080/08961530802282240>
- Biehl, E., Buzogany, S., Huang, A., Chodur, G. & Neff, R.** 2017. *Baltimore Food System Resilience Advisory Report*. Baltimore, USA, Johns Hopkins Center for Livable Future. <https://clf.jhsph.edu/sites/default/files/2019-01/baltimore-food-system-resilience-advisory-report.pdf>
- Bishwajit, G.** 2014. Trade Liberalization, Urbanization and Nutrition Transition in Asian Countries. *Journal of Nutritional Health & Food Science*, 2(1). <https://doi.org/10.15226/jnhfs.2014.00109>
- Bizikova, L., Echeverría, D. & Hammill, A.** 2014. *Systematic review approach to identifying key trends in adaptation governance at the supranational level*. CCAFS Working Paper. No. 93. Copenhagen, Denmark, CGIAR Research Program on Climate Change, Agriculture and Food Security (CCAFS). <https://hdl.handle.net/10568/51831>
- Blackmore, E., Guarin, A., Vorley, W., Alonso, S. & Grace, D.** 2022. Kenya's informal milk markets and the regulation–reality gap. *Development Policy Review*, 40(3): e12581. <https://doi.org/10.1111/dpr.12581>
- Blay-Palmer, A., Renting, H. & Dubbeling, M.** 2015. *City-region food systems: A literature review*. Understanding the city region (CRFS) food system: Planning for a more food secure and resilient city. RUAF Foundation, Ontario, Canada, Wilfrid Laurier University and Rome, FAO. <https://ruaf.org/document/city-region-food-systems-literature-review/#:~:text=The%20aim%20of%20this%20report,of%20scientific%20and%20policy%20debates.>
- Blay-Palmer, A., Santini, G., Dubbeling, M., Renting, H., Taguchi, M. & Giordano, T.** 2018. Validating the City Region Food System Approach: Enacting Inclusive, Transformational City Region Food Systems. *Sustainability*, 10(5): 1680. <https://doi.org/10.3390/su10051680>
- Blay-Palmer, A., Santini, G., Halliday, J., Malec, R., Carey, J., Keller, L., Ni, J., Taguchi, M. & Van Veenhuizen, R.** 2021. City Region Food Systems: Building Resilience to COVID-19 and Other Shocks. *Sustainability*, 13(3): 1325. <https://doi.org/10.3390/su13031325>
- Blekking, J., Giroux, S., Waldman, K., Battersby, J., Tuholske, C., Robeson, S.M. & Siame, G.** 2022. The impacts of climate change and urbanization on food retailers in urban sub-Saharan Africa. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 55: 101169. <https://doi.org/10.1016/j.cosust.2022.101169>
- Block, S.A., Kiess, L., Webb, P., Kosen, S., Moench-Pfanner, R., Bloem, M.W. & Peter Timmer, C.** 2004. Macro shocks and micro outcomes: child nutrition during Indonesia's crisis. *Economics & Human Biology*, 2(1): 21–44. <https://doi.org/10.1016/j.ehb.2003.12.007>
- Bloem, S. & De Pee, S.** 2017. Developing approaches to achieve adequate nutrition among urban populations requires an understanding of urban development. *Global Food Security*, 12: 80–88. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2016.09.001>
- Blowfield, M. & Dolan, C.S.** 2014. Business as a development agent: evidence of possibility and improbability. *Third World Quarterly*, 35(1): 22–42. <https://doi.org/10.1080/01436597.2013.868982>
- Boakye, K., Bovbjerg, M., Schuna, J., Branscum, A., Varma, R.P., Ismail, R., Barbarash, O. et al.** 2023. Urbanization and physical activity in the global Prospective Urban and Rural Epidemiology study. *Scientific Reports*, 13(1): 290. <https://doi.org/10.1038/s41598-022-26406-5>
- Boakye-Ansah, A.S., Schwartz, K. & Zwartveen, M.** 2019. From Rowdy Cartels to Organized Ones? The Transfer of Power in Urban Water Supply in Kenya. *The European Journal of Development Research*, 31(5): 1246–1262. <https://doi.org/10.1057/s41287-019-00209-3>
- Boden, S. & Hoover, B.** 2018. Food Policy Councils in the Mid-Atlantic: Working Toward Justice. *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*: 1–14. <https://doi.org/10.5304/jafscd.2018.081.002>
- Bolat, F. & Deneri, V.** 2022. Using Agroecology Principles in Urban Agriculture: Towards Sustainable Cities. In: H.B. Türker & A. Gül, eds. *Architectural Sciences and Urban Agriculture*. pp. 187–212. Ankara, Iksad Publications.
- Boldrini, P.L. & Malizia, M.** 2014. Gentrification and counter-gentrification processes. The Abasto and Northern markets in Gran San Miguel de Tucumán (northwest Argentina). *INVI Magazine*, 29(81): 157–191.
- Boncyk, M., Shemdoe, A., Ambikapathi, R., Mosha, D., Froese, S.L., Verissimo, C.K., Mwanyika-Sando, M. et al.** 2022. Exploring drivers of food choice among PLHIV and their families in a peri-urban Dar es Salaam, Tanzania. *BMC Public Health*, 22(1): 1068. <https://doi.org/10.1186/s12889-022-13430-3>
- Born, B. & Purcell, M.** 2006. Avoiding the Local Trap: Scale and Food Systems in Planning Research. *Journal of Planning Education and Research*, 26(2): 195–207. <https://doi.org/10.1177/0739456X06291389>
- Bornemann, B. & Weiland, S.** 2019. Empowering People—Democratising the Food System? Exploring the Democratic Potential of Food-Related Empowerment Forms. *Politics and Governance*, 7(4): 105–118. <https://doi.org/10.17645/pag.v7i4.2190>



- Bose, A., Mondal, N. & Sen, J.** 2022. Household Levels of Double Burden of Malnutrition in Low-Middle-income Countries: A Review. *Journal of the Anthropological Survey of India*, 71(1): 125–160. <https://doi.org/10.1177/2277436X211043628>
- Bosu, W.K.** 2015. An overview of the nutrition transition in West Africa: implications for non-communicable diseases. *Proceedings of the Nutrition Society*, 74(4): 466–477. <https://doi.org/10.1017/S0029665114001669>
- Bouis, H.E.** 1999. Economics of enhanced micronutrient density in food staples. *Field Crops Research*, 60(1–2): 165–173. [https://doi.org/10.1016/S0378-4290\(98\)00138-5](https://doi.org/10.1016/S0378-4290(98)00138-5)
- Boustedt, S. & Mair, N.** 2013. *Vendors Galore and more - in search of cultural identity and social values in the Tanzanian marketplace*. Gothenburg, Chalmers University of Technology. Master's thesis.
- Bowden, R., Even-Zahav, E. & Kelly, C.** 2018. Innovative Food Procurement Strategies of Women Living in Khayelitsha, Cape Town. *Urban Forum*, 29(3): 315–332. <https://doi.org/10.1007/s12132-018-9338-3>
- Boxer, B., Trübswasser, U., Lesi, V., Naika, A., Dahal, P., Sagan, S., Joshi, K. et al.** 2023. Rapid review of factors influencing dietary behaviors in Fiji. *Frontiers in Nutrition*, 10: 1164855. <https://doi.org/10.3389/fnut.2023.1164855>
- Bragg, M.A., Roberto, C.A., Harris, J.L., Brownell, K.D. & Elbel, B.** 2018. Marketing Food and Beverages to Youth Through Sports. *Journal of Adolescent Health*, 62(1): 5–13. <https://doi.org/10.1016/j.jadohealth.2017.06.016>
- Branstad, A. & Solem, B.A.** 2020. Emerging theories of consumer-driven market innovation, adoption, and diffusion: A selective review of consumer-oriented studies. *Journal of Business Research*, 116: 561–571. <https://doi.org/10.1016/j.jbusres.2020.01.028>
- Brar, K. & Minaker, L.M.** 2021. Geographic reach and nutritional quality of foods available from mobile online food delivery service applications: novel opportunities for retail food environment surveillance. *BMC Public Health*, 21(1): 458. <https://doi.org/10.1186/s12889-021-10489-2>
- Brewer, T.D., Andrew, N.L., Abbott, D., Detenamo, R., Faoala, E.N., Gounder, P.V., Lal, N. et al.** 2023. The role of trade in Pacific food security and nutrition. *Global Food Security*, 36: 100670. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2022.100670>
- Bricas, N. & Conaré, D.** 2019. Historical perspectives on the ties between cities and food. *The Journal of Field Actions*, Field Actions Science Reports (Special issue 20): 6–11.
- Bricas, N.** 2019. Urbanization Issues Affecting Food System Sustainability. In: C. Brand, N. Bricas, D. Conaré, B. Daviron, J. Debru, L. Michel & C.-T. Soulard, eds. *Designing Urban Food Policies*. pp. 1–25. Urban Agriculture. Cham, Springer International Publishing. [https://doi.org/10.1007/978-3-030-13958-2\\_1](https://doi.org/10.1007/978-3-030-13958-2_1)
- Brighton & Hove Food Partnership.** 2018. *Brighton and Hove Food Strategy Action Plan 2018-2023*. <https://bhfood.org.uk/wp-content/uploads/2022/12/Final-FULL-WEB-Food-Strategy-Action-Plan.pdf>
- Brooks, J. & Matthews, A.** 2015. *Trade Dimensions of Food Security*. OECD Food, Agriculture and Fisheries Papers No. 77. Paris, Organization for Economic Cooperation and Development (OECD). <https://doi.org/10.1787/5js65xn790nv-en>
- Broussard, N.H.** 2019. What explains gender differences in food insecurity? *Food Policy*, 83: 180–194. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2019.01.003>
- de Bruin, S., Dengerink, J. & Van Vliet, J.** 2021. Urbanisation as driver of food system transformation and opportunities for rural livelihoods. *Food Security*, 13(4): 781–798. <https://doi.org/10.1007/s12571-021-01182-8>
- Bruno, M., Radeljak, F., Cittadini, E. & Grenoville, S.** 2022. Los mercados mayoristas frutihortícolas del Área Metropolitana de Buenos Aires: caracterización y análisis desde el concepto de soberanía alimentaria. *Párrafos Geográficos*, 21(1): 24–36.
- Bryan, E., Alvi, M., Huyer, S. & Ringler, C.** 2024. Addressing gender inequalities and strengthening women's agency to create more climate-resilient and sustainable food systems. *Global Food Security*, 40: 100731. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2023.100731>
- Burgan, M. & Winne, M.** 2012. *Doing Food Policy Councils Right: A Guide to Development and Action*. New Mexico, USA, Mark Winne Associates. <https://www.markwinne.com/wp-content/uploads/2012/09/FPC-manual.pdf>
- Burlinson, A., Davillas, A. & Law, C.** 2022. Pay (for it) as you go: Prepaid energy meters and the heat-or-eat dilemma. *Social Science & Medicine*, 315: 115498. <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2022.115498>
- Buttorff, C., Trujillo, A.J., Diez-Canseco, F., Bernabe-Ortiz, A. & Miranda, J.J.** 2015. Evaluating consumer preferences for healthy eating from Community Kitchens in low-income urban areas: A discrete choice experiment of Comedores Populares in Peru. *Social Science & Medicine*, 140: 1–8. <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2015.06.033>
- C40 Cities Climate Leadership Group & C40 Knowledge Hub.** 2023. *How cities can use procurement to shift towards sustainable food consumption*. [https://www.c40knowledgehub.org/s/article/How-cities-can-use-procurement-to-shift-towards-sustainable-food-consumption?language=en\\_US](https://www.c40knowledgehub.org/s/article/How-cities-can-use-procurement-to-shift-towards-sustainable-food-consumption?language=en_US)
- Cabannes, Y. & Marocchino, C.** 2018. Food and urban planning: The missing link. In: Y. Cabannes & C. Marocchino, eds. *Integrating Food into Urban Planning*. pp. 18–59. UCL Press. <https://doi.org/10.2307/j.ctv513dv1.8>

- Cadavid, P.R., Cineas, G., Quintero, L.E. & Zhukova, S.** 2017. *Cities in Eastern Europe and Central Asia*. Washington, DC, World Bank.
- Cadieux, K. & Stocum, R.** 2015. What does it mean to do food justice? *Journal of Political Ecology*, 22(1). <https://doi.org/10.2458/v22i1.21076>
- Cadilhon, J.-J., Fearné, A., Hughes, D.R. & Moustier, P.** 2003. *Wholesale Markets and Food Distribution in Europe: New Strategies for Old Functions*. Discussion Paper. Volume 2. London, Centre for Food Chain Research, Imperial College, University of London.
- Cameron, R.** 2014. Vertical Decentralisation and Urban Service Delivery in South Africa: Does Politics Matter? *Development Policy Review*, 32(s1). <https://doi.org/10.1111/dpr.12070>
- Canadian Risk Factor Atlas (CRFA).** n.d. [Accessed on 14 October 2023]. Government of Canada. <https://health-infobase.canada.ca/canadian-risk-factor-atlas/>
- Caraher, M. & Cavicchi, A.** 2014. Old crises on new plates or old plates for a new crises? Food banks and food insecurity. *British Food Journal*, 116(9). <https://doi.org/10.1108/BFJ-08-2014-0285>
- Carey, J. & Dubbeling, M.** 2017. *City Region Food System: Indicator Framework*. City Region Food System Toolkit: Assessing and planning sustainable city region food systems. The Hague, Netherlands (Kingdom of the), RUAF.
- Carney, M.A. & Krause, K.C.** 2020. Immigration/migration and healthy publics: the threat of food insecurity. *Palgrave Communications*, 6(1): 93. <https://doi.org/10.1057/s41599-020-0461-0>
- Carrara, E., Daniel, K., Sietchiping, R., Forster, T., Egal, F., Jones, A.T., Marocchino, C. et al.** 2022. *Strengthening local fresh food markets for resilient food systems*. Geneva, Global Alliance for Improved Nutrition (GAIN). <https://www.gainhealth.org/resources/reports-and-publications/strengthening-local-fresh-food-markets-resilient-food-systems>
- Caspi, C.E., Sorensen, G., Subramanian, S.V. & Kawachi, I.** 2012. The local food environment and diet: A systematic review. *Health & Place*, 18(5): 1172–1187. <https://doi.org/10.1016/j.healthplace.2012.05.006>
- Cattaneo, A., Nelson, A. & McMenemy, T.** 2021. Global mapping of urban–rural catchment areas reveals unequal access to services. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 118(2): e2011990118. <https://doi.org/10.1073/pnas.2011990118>
- CDC (Centers for Disease Control and Prevention).** 2018. More obesity in U.S. rural counties than in urban counties. Media Statement. [Cited 14 October 2023]. <https://www.cdc.gov/media/releases/2018/s0614-obesity-rates.html>
- Cervero, R. & Golub, A.** 2007. Informal transport: A global perspective. *Transport Policy*, 14(6): 445–457. <https://doi.org/10.1016/j.tranpol.2007.04.011>
- Chacon, V., Letona, P., Villamor, E. & Barnoya, J.** 2015. Snack food advertising in stores around public schools in Guatemala. *Critical Public Health*, 25(3): 291–298. <https://doi.org/10.1080/09581596.2014.953035>
- Chand, A.** 2023. Urban livestock and bacterial gene spread. *Nature Food*, 4(8): 636–636. <https://doi.org/10.1038/s43016-023-00827-5>
- Chappell, M.J.** 2018. *Beginning to end hunger: food and the environment in Belo Horizonte, Brazil, and beyond*. Oakland, USA, University of California Press.
- Chaves, V.M., Rocha, C., Gomes, S.M., Jacob, M.C.M. & Da Costa, J.B.A.** 2023. Integrating Family Farming into School Feeding: A Systematic Review of Challenges and Potential Solutions. *Sustainability*, 15(4): 2863. <https://doi.org/10.3390/su15042863>
- Cheeseman, N. & De Gramont, D.** 2017. Managing a megacity: learning the lessons from Lagos. *Oxford Review of Economic Policy*, 33(3): 457–477. <https://doi.org/10.1093/oxrep/grx033>
- Chen, M., Zhang, H., Liu, W. & Zhang, W.** 2014. The Global Pattern of Urbanization and Economic Growth: Evidence from the Last Three Decades. *PLoS ONE*, 9(8): e103799. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0103799>
- Chenery, H.B. & Taylor, L.** 1968. Development Patterns: Among Countries and Over Time. *The Review of Economics and Statistics*, 50(4): 391. <https://doi.org/10.2307/1926806>
- Chileshe, M.** 2014. *Economic shocks, poverty and household food insecurity in urban Zambia: an ethnographic account of Chingola*. Cape Town, University of Cape Town. PhD Thesis. [https://afsun.org/wp-content/uploads/2016/08/thesis\\_hum\\_2014\\_chileshe\\_m.pdf](https://afsun.org/wp-content/uploads/2016/08/thesis_hum_2014_chileshe_m.pdf)
- Chiong, R., Salas, J., Kohn, J., St John, E. & Figueroa, R.** 2024. A Formative Evaluation of an Online Meal Kit and Grocery Platform for Supplemental Nutrition Assistance Program Recipients. *Journal of Nutrition Education and Behavior*, 56(1): 43–53. <https://doi.org/10.1016/j.jneb.2023.10.016>
- Chirwa, M. & Yossa, I.** 2019. Food Change Labs Transform Local Food Systems in Uganda and Zambia. *Urban Agriculture magazine*, 36: 24–26.
- Choithani, C., Jaleel CP, A. & Rajan, S.I.** 2023. *Rural–Urban Transition and Food Security in India*. MiFood Paper No. 12. Waterloo. <https://hungrycities.net/wp-content/uploads/2023/07/MiFOOD12.pdf>
- Choueiri, Y., Lund, J., London, J.K. & Spang, E.S.** 2022. (Un) Affordability of Informal Water Systems: Disparities in a Comparative Case Study in Beirut, Lebanon. *Water*, 14(17): 2713. <https://doi.org/10.3390/w14172713>

- Chrisinger, B.W., Ramos, A., Shaykis, F., Martinez, T., Banchoff, A.W., Winter, S.J. & King, A.C.** 2018. Leveraging Citizen Science for Healthier Food Environments: A Pilot Study to Evaluate Corner Stores in Camden, New Jersey. *Frontiers in Public Health*, 6: 89. <https://doi.org/10.3389/fpubh.2018.00089>
- Cities Alliance.** 2017. *Urban Governance and Services in Ghana: Institutional, financial and functional constraints to effective service delivery*. Brussels, Belgium, Cities Alliance.
- City of Cape Town.** 2019. *Cape Town Resilience Strategy*. Cape Town. [https://resource.capetown.gov.za/documentcentre/Documents/City%20strategies%2C%20plans%20and%20frameworks/Resilience\\_Strategy.pdf](https://resource.capetown.gov.za/documentcentre/Documents/City%20strategies%2C%20plans%20and%20frameworks/Resilience_Strategy.pdf)
- Clapp, J.** 2020. *Food*. Third edition. Resources. Cambridge, UK, Polity Press.
- Clapp, J.** 2021. The problem with growing corporate concentration and power in the global food system. *Nature Food*, 2(6): 404–408. <https://doi.org/10.1038/s43016-021-00297-7>
- Clapp, J.** 2023. Concentration and crises: exploring the deep roots of vulnerability in the global industrial food system. *The Journal of Peasant Studies*, 50(1): 1–25. <https://doi.org/10.1080/03066150.2022.2129013>
- Clark, J.K., Conley, B. & Raja, S.** 2021. Essential, fragile, and invisible community food infrastructure: The role of urban governments in the United States. *Food Policy*, 103: 102014. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2020.102014>
- Clayton, M.L., Frattaroli, S., Palmer, A. & Pollack, K.M.** 2015. The Role of Partnerships in U.S. Food Policy Council Policy Activities. *PLOS ONE*, 10(4): e0122870. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0122870>
- Clifford, K.** 2020. *The causes and consequences of mobile money taxation An examination of mobile money transaction taxes in sub-Saharan Africa*. London, UK, GSMA.
- Clinton, N., Stuhlmacher, M., Miles, A., Uludere Aragon, N., Wagner, M., Georgescu, M., Herwig, C. & Gong, P.** 2018. A Global Geospatial Ecosystem Services Estimate of Urban Agriculture. *Earth's Future*, 6(1): 40–60. <https://doi.org/10.1002/2017EF000536>
- Cohen, N. & Ilieva, R.T.** 2021. Expanding the boundaries of food policy: The turn to equity in New York City. *Food Policy*, 103: 102012. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2020.102012>
- Cohen, N.** 2018a. *Feeding or Starving Gentrification: The Role of Food Policy*. Policy Brief. CUNY Urban Food Policy Institute.
- Cohen, N.** 2018b. *REFRESH: Modifying the Food Retail Expansion to Support Health Program to Improve Healthy Food Access*. Policy Brief. New York, CUNY Urban Food Policy Institute.
- Cohen, N.** 2019. SNAP at the Community Scale: How Neighborhood Characteristics Affect Participation and Food Access. *American Journal of Public Health*, 109(12): 1646–1651. <https://doi.org/10.2105/AJPH.2019.305363>
- Cohen, N.** 2022. Roles of Cities in Creating Healthful Food Systems. *Annual Review of Public Health*, 43(1): 419–437. <https://doi.org/10.1146/annurev-publhealth-052220-021059>
- Cole, H.V.S., Anguelovski, I., Triguero-Mas, M., Mehdipanah, R. & Arcaya, M.** 2023. Promoting Health Equity Through Preventing or Mitigating the Effects of Gentrification: A Theoretical and Methodological Guide. *Annual Review of Public Health*, 44(1): 193–211. <https://doi.org/10.1146/annurev-publhealth-071521-113810>
- Collier, P., Glaeser, E., Venables, A., Blake, M. & Manwaring, P.** 2017. *Land and property taxes for municipal finance*. London, UK, International Growth Centre. <https://www.theigc.org/publications/land-and-property-taxes-municipal-finance>
- Colonna, F.** 2021. *An analysis of the traditional food retail networks in Kenya: How can solar energy systems respond to the sustainability issues of fresh food markets?*. Imperial College London. Master's thesis. <https://spiral.imperial.ac.uk/bitstream/10044/1/94725/2/Colonna-F-2021-CEP-MSc-Thesis.pdf>
- Colón-Ramos, U., Monge-Rojas, R., Weil, J.G., Olivares G, F., Zavala, R., Grilo, M.F., Parra, D.C. & Duran, A.C.** 2022. Lessons Learned for Emergency Feeding During Modifications to 11 School Feeding Programs in Latin America and the Caribbean During the COVID-19 Pandemic. *Food and Nutrition Bulletin*, 43(1): 84–103. <https://doi.org/10.1177/03795721211062371>
- Committee on World Food Security (CFS).** 2009. *Reform of the Committee on World Food Security*. CFS:2009/2 Rev.2. Rome, United Nations. <https://www.fao.org/4/k7197e/k7197e.pdf>
- Committee to Review the Process to Update the Dietary Guidelines for Americans, Food and Nutrition Board, Health and Medicine Division & National Academies of Sciences, Engineering, and Medicine.** 2017. *Redesigning the Process for Establishing the Dietary Guidelines for Americans*. Washington, D.C., National Academies Press. <https://doi.org/10.17226/24883>
- Commonwealth Association of Planners.** 2018. *Planning for Rapid Urbanisation. Survey of the Planning Profession in Commonwealth. Preliminary Findings*. Scotland, UK, Commonwealth Association of Planners. [https://docs.wixstatic.com/ugd/25734f\\_0e14b7344d59479ab3d61a4e4523b719.pdf](https://docs.wixstatic.com/ugd/25734f_0e14b7344d59479ab3d61a4e4523b719.pdf)
- Conrad, Z., Drewnowski, A. & Love, D.C.** 2023. Greater adherence to the Dietary Guidelines for Americans is associated with lower diet-related greenhouse gas emissions but higher costs. *Frontiers in Nutrition*, 10: 1220016. <https://doi.org/10.3389/fnut.2023.1220016>

- Constantinides, S.V., Turner, C., Frongillo, E.A., Bhandari, S., Reyes, L.I. & Blake, C.E. 2021. Using a global food environment framework to understand relationships with food choice in diverse low- and middle-income countries. *Global Food Security*, 29: 100511. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2021.100511>
- Consumer Unity & Trust Society. 2020. *The Lusaka Food Security Initiative*. Lusaka, Consumer Unity & Trust Society (CUTS) International. <https://cuts-lusaka.org/pdf/policy-brief-the-lusaka-food-security-initiative.pdf>
- Contreras-Manzano, A., White, C.M., Nieto, C., Quevedo, K.L., Vargas-Meza, J., Hammond, D., Thrasher, J.F., Barquera, S. & Jáuregui, A. 2023. *Self-reported decreases in the purchases of selected unhealthy foods resulting from the implementation of warning labels in Mexican youth and adult population*. [Cited 6 May 2024]. <http://medrxiv.org/lookup/doi/10.1101/2023.11.22.23298843>
- Cooksey Stowers, K., Jiang, Q., Atoloye, A., Lucan, S. & Gans, K. 2020. Racial Differences in Perceived Food Swamp and Food Desert Exposure and Disparities in Self-Reported Dietary Habits. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 17(19): 7143. <https://doi.org/10.3390/ijerph17197143>
- Costa, F., Carvalho-Pereira, T., Begon, M., Riley, L. & Childs, J. 2017. Zoonotic and Vector-Borne Diseases in Urban Slums: Opportunities for Intervention. *Trends in Parasitology*, 33(9): 660–662. <https://doi.org/10.1016/j.pt.2017.05.010>
- Crouth, G. 2023. Some Western Cape supermarket shelves are bare as taxi strike hits retailers. *Daily Maverick*, 10 August 2023. [Cited 15 October 2023]. <https://www.dailymaverick.co.za/article/2023-08-10-some-western-cape-supermarket-shelves-are-bare-as-taxi-strike-hits-retailers/>
- Crush, J., Hovorka, A. & Tevera, D. 2011. Food security in Southern African cities: The place of urban agriculture. *Progress in Development Studies*, 11(4): 285–305. <https://doi.org/10.1177/1466499341001100402>
- Crush, J.S. & Caesar, M.S. 2018. Food remittances and food security: a review. *Migration and Development*, 7(2): 180–200. <https://doi.org/10.1080/21632324.2017.1410977>
- CSM (Civil Society and Indigenous Peoples Mechanism). 2016. *Connecting Smallholders to Markets: an analytical guide*. Rome. [Cited 15 February 2024]. <http://www.csm4cfs.org/connecting-smallholders-markets-analytical-guide/>
- de Cunto, A., Tegoni, C., Sonnino, R., Michel, C. & Lajili-Djaläi, F. 2017. *Food in cities: study on innovation for a sustainable and healthy production, delivery, and consumption of food in cities*. Luxembourg, European Union.
- CUNY Urban Food Policy Institute. 2019. *Food and the New York City Budget: A Review and Analysis of Municipal Budget Allocations in Fiscal Years 2019 and 2020*. New York, USA. <https://cunyurbanfoodpolicy.org/resources/report/food-and-the-new-york-city-budget/>
- Cvoric, S., Fan, J., Gibbard, M., Lentz, B., Moore, K. & Nguyen, L. 2018. UBC Food Services : Increasing Food Skills in Residence. University of British Columbia. <https://doi.org/10.14288/1.0374130>
- Dai, N., Zhong, T. & Scott, S. 2019. From Overt Opposition to Covert Cooperation: Governance of Street Food Vending in Nanjing, China. *Urban Forum*, 30(4): 499–518. <https://doi.org/10.1007/s12132-019-09367-3>
- Dannenber, P., Fuchs, M., Riedler, T. & Wiedemann, C. 2020. Digital Transition by COVID-19 Pandemic? The German Food Online Retail. *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie*, 111(3): 543–560. <https://doi.org/10.1111/tesg.12453>
- Daran, B., Levasseur, P. & Clément, M. 2023. Updating the association between socioeconomic status and obesity in low-income and lower-middle-income sub-Saharan African countries: A literature review. *Obesity Reviews*, 24(10): e13601. <https://doi.org/10.1111/obr.13601>
- Daran, B. & Levasseur, P. 2022. Is overweight still a problem of rich in sub-Saharan Africa? Insights based on female-oriented demographic and health surveys. *World Development Perspectives*, 25: 100388. <https://doi.org/10.1016/j.wdp.2021.100388>
- Darnton-Hill, I., Webb, P., Harvey, P.W., Hunt, J.M., Dalmiya, N., Chopra, M., Ball, M.J., Bloem, M.W. & De Benoist, B. 2005. Micronutrient deficiencies and gender: social and economic costs. *The American Journal of Clinical Nutrition*, 81(5): 1198S–1205S. <https://doi.org/10.1093/ajcn/81.5.1198>
- Davies, A.R., Edwards, F., Marovelli, B., Morrow, O., Rut, M. & Weymes, M. 2017. Making visible: Interrogating the performance of food sharing across 100 urban areas. *Geoforum*, 86: 136–149. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2017.09.007>
- Davies, A.R. 2019. *Urban Food Sharing: Rules, Tools and Networks*. Bristol, U.K., Policy Press. <https://library.oapen.org/bitstream/handle/20.500.12657/25248/9781447349860.pdf?sequence=1&isAllowed=y>
- Davies, J., Blekking, J., Hannah, C., Zimmer, A., Joshi, N., Anderson, P., Chilenga, A. & Evans, T. 2022. Governance of traditional markets and rural-urban food systems in sub-Saharan Africa. *Habitat International*, 127: 102620. <https://doi.org/10.1016/j.habitatint.2022.102620>
- Davies, J., Hannah, C., Guido, Z., Zimmer, A., McCann, L., Battersby, J. & Evans, T. 2021. Barriers to urban agriculture in Sub-Saharan Africa. *Food Policy*, 103: 101999. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2020.101999>
- Davis, K.F., Downs, S. & Gephart, J.A. 2020. Towards food supply chain resilience to environmental shocks. *Nature Food*, 2(1): 54–65. <https://doi.org/10.1038/s43016-020-00196-3>
- Dawe, D.C., Moya, P. & Casiwan, C.B., eds. 2006. *Why does the Philippines import rice? Meeting the challenge of trade liberalization*. Manila, Philippines, City of Muñoz.

- De La Haye, K.** 2022. Social networks to support food and nutrition security: a case study in the United States. In: E. Lazega, T. Snijders & R. Wittek, eds. *A Research Agenda for Social Networks and Social Resilience*. pp. 183–198. Edward Elgar Publishing. <https://doi.org/10.4337/9781803925783.00018>
- Debela, B.L., Demmler, K.M., Klasen, S. & Qaim, M.** 2020. Supermarket food purchases and child nutrition in Kenya. *Global Food Security*, 25: 100341. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2019.100341>
- Deener, A.** 2020. *The Problem with Feeding Cities: The Social Transformation of Infrastructure, Abundance, and Inequality in America*. Chicago, University of Chicago Press.
- Dehghan, M., Mente, A., Rangarajan, S., Mohan, V., Swaminathan, S., Avezum, A., Lear, S.A. et al.** 2023. Ultra-processed foods and mortality: analysis from the Prospective Urban and Rural Epidemiology study. *The American Journal of Clinical Nutrition*, 117(1): 55–63. <https://doi.org/10.1016/j.ajcnut.2022.10.014>
- Delbiso, T.D., Kotecho, M.G. & Asfaw, F.M.** 2021. Effects of COVID-19 imposed school closure on school feeding program in Addis Ababa, Ethiopia. *Social Sciences & Humanities Open*, 4(1): 100185. <https://doi.org/10.1016/j.ssaho.2021.100185>
- Delgado, C.** 2018. Integrating food distribution and food accessibility into municipal planning: Achievements and challenges of a Brazilian metropolis, Belo Horizonte. In: Y. Cabannes & C. Marocchino, eds. *Integrating Food into Urban Planning*. pp. 209–228. London, UK, UCL Press. <https://doi.org/10.2307/j.ctv513dv1.17>
- Delshad, A.B.** 2022. Community gardens: An investment in social cohesion, public health, economic sustainability, and the urban environment. *Urban Forestry & Urban Greening*, 70: 127549. <https://doi.org/10.1016/j.ufug.2022.127549>
- Demmler, K.M., Ecker, O. & Qaim, M.** 2018. Supermarket Shopping and Nutritional Outcomes: A Panel Data Analysis for Urban Kenya. *World Development*, 102: 292–303. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2017.07.018>
- Demont, T.** 2022. Coping with shocks: How Self-Help Groups impact food security and seasonal migration. *World Development*, 155: 105892. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2022.105892>
- Den Boer, A.C., Broerse, J.E. & Regeer, B.J.** 2021. The need for capacity building to accelerate food system transformation. *Current Opinion in Food Science*, 42: 119–126. <https://doi.org/10.1016/j.cofs.2021.05.009>
- Deuskar, C.** 2023. *Urban planning in a world of informal politics*. 1st edition. The city in the twenty-first century. Philadelphia, University of Pennsylvania Press.
- Devine, C.M., Jastran, M., Jabs, J., Wethington, E., Farell, T.J. & Bisogni, C.A.** 2006. "A lot of sacrifices:" Work-family spillover and the food choice coping strategies of low-wage employed parents. *Social Science & Medicine*, 63(10): 2591–2603. <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2006.06.029>
- DeWaal, C.S., Okoruwa, A., Yalch, T. & McClafferty, B.** 2022. Regional Codex Guidelines and Their Potential To Impact Food Safety in Traditional Food Markets. *Journal of Food Protection*, 85(8): 1148–1156. <https://doi.org/10.4315/JFP-22-052>
- Diekmann, L.O., Gray, L.C. & Thai, C.L.** 2020. More Than Food: The Social Benefits of Localized Urban Food Systems. *Frontiers in Sustainable Food Systems*, 4: 534219. <https://doi.org/10.3389/fsufs.2020.534219>
- Dinku, A.M., Mekonnen, T.C. & Adilu, G.S.** 2023. Urban food systems: Factors associated with food insecurity in the urban settings evidence from Dessie and Combolcha cities, north-central Ethiopia. *Heliyon*, 9(3): e14482. <https://doi.org/10.1016/j.heliyon.2023.e14482>
- Dixon, V.** 2020. The Stages of Gentrification, as Told by Restaurant Openings. In: *Eater*. [Cited 8 October 2023]. <https://www.eater.com/c/21194965/gentrification-signs-restaurants-cafes-bars-nyc-chicago-san-francisco-portland>
- D'Odorico, P., Carr, J.A., Davis, K.F., Dell'Angelo, J. & See-kell, D.A.** 2019. Food Inequality, Injustice, and Rights. *BioScience*, 69(3): 180–190. <https://doi.org/10.1093/biosci/biz002>
- Dodson, B., Chiweza, A. & Riley, L.** 2012. *Gender and Food Insecurity in Southern African Cities*. Urban Food Security Series No. 10. Cape Town, African Food Security Urban Network (AFSUN) African Centre for Cities, University of Cape Town.
- Dolislager, M., Reardon, T., Arslan, A., Fox, L., Liverpool-Tasie, S., Sauer, C. & Tschirley, D.L.** 2021. Youth and Adult Agrifood System Employment in Developing Regions: Rural (Peri-urban to Hinterland) vs. Urban. *The Journal of Development Studies*, 57(4): 571–593. <https://doi.org/10.1080/0220388.2020.1808198>
- Dong, Y., Bennett, K., Jan, C., Dong, B., Zou, Z., Hu, P., Wang, Z. et al.** 2019. Subnational variation of stunting, wasting and malnutrition in Chinese primary-school children between 2010 and 2014: urban-rural disparity. *Public Health Nutrition*, 22(11): 2043–2054. <https://doi.org/10.1017/S1368980019000235>
- Donovan, J., Larsen, K. & McWhinnie, J.** 2011. *Food-sensitive planning and urban design: A conceptual framework for achieving a sustainable and healthy food system*. Melbourne, Report commissioned by the National Heart Foundation of Australia (Victorian Division). <https://www.healthyfoodaccessstasmania.org.au/wp-content/uploads/2017/09/Food-sensitive-planning-and-urban-design.pdf>



- Dorward, N., Fox, S., Statham, T. & Wolf, L.J.** 2023. A spatial-demographic analysis of Africa's emerging urban geography. *Environment and Urbanization*, 35(2): 310–327. <https://doi.org/10.1177/09562478231190735>
- Downs, S. & Demmler, K.M.** 2020. Food environment interventions targeting children and adolescents: A scoping review. *Global Food Security*, 27: 100403. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2020.100403>
- Downs, S.M., Fox, E.L., Zivkovic, A., Mavros, T., Sabbahi, M., Merchant, E.V., Mutuku, V., Okumu-Camera, K. & Kimenju, S.** 2022. Drivers of food choice among women living in informal settlements in Nairobi, Kenya. *Appetite*, 168: 105748. <https://doi.org/10.1016/j.appet.2021.105748>
- Drakakis-Smith, D.** 1991. Urban Food Distribution in Asia and Africa. *The Geographical Journal*, 157(1): 51. <https://doi.org/10.2307/635144>
- Drew, S.D., Blake, C.E., Reyes, L.I., Gonzalez, W. & Monterrosa, E.C.** 2023. Attributes of parenting identities and food practices among parents in Nairobi, Kenya. *Appetite*, 180: 106370. <https://doi.org/10.1016/j.appet.2022.106370>
- Drimie, S.** 2023. The Role of the Private Sector in Urban Food Governance. In: A. Moragues-Faus, J. Battersby, J.K. Clark & A. Davies, eds. *Routledge Handbook of Urban Food Governance*. pp. 311–324. Routledge environment and sustainability handbooks. London, Routledge.
- Dubey, S., Sahoo, K.C., Dash, G.C., Sahay, M.R., Mahapatra, P., Bhattacharya, D., Barrio, M.O.D. & Pati, S.** 2022. Housing-related challenges during COVID-19 pandemic among urban poor in low- and middle-income countries: A systematic review and gap analysis. *Frontiers in Public Health*, 10: 1029394. <https://doi.org/10.3389/fpubh.2022.1029394>
- Duminy, J.** 2022. *Food and Famine in Colonial Kenya*. African Histories and Modernities. Cham, Springer International Publishing. <https://doi.org/10.1007/978-3-031-10964-5>
- Duncan, S.** 2013. *Food security in a post-fire disaster context: Experiences of female-headed households in an informal settlement*. Cape Town, University of Cape Town. Honours project.
- Dzirutwe, M.** 2023. Nigeria targets millions of informal traders to boost tax. *Reuters*, 3 July 2023. [Cited 6 October 2023]. <https://www.reuters.com/world/africa/nigeria-targets-millions-informal-traders-boost-tax-2023-07-03/>
- Eakin, H.** 2010. What is vulnerable? In: J.S.I. Ingram, P. Ericksen & D.M. Liverman, eds. *Food security and global environmental change*. pp. 78–86. London, Earthscan.
- Edwards, F.** 2016. Alternative Food Networks. In: P.B. Thompson & D.M. Kaplan, eds. *Encyclopedia of Food and Agricultural Ethics*. pp. 1–7. Dordrecht, Springer Netherlands. [https://doi.org/10.1007/978-94-007-6167-4\\_513-1](https://doi.org/10.1007/978-94-007-6167-4_513-1)
- Edwards, L., Ismail, Z., Kamutando, G., Mambara, S. & Stern, M.** 2022. *The consumer price effects of specific trade policy restrictions in South Africa*. Working Paper Series WP/22/15. Pretoria, South African Reserve Bank. <https://www.resbank.co.za/en/home/publications/publication-detail-pages/working-papers/2022/the-consumer-price-effects-of-specific-trade-policy-restrictions>
- Elbehri, A., ed.** 2013. *Rebuilding West Africa's food potential: policies and market incentives for smallholder-inclusive food value chains*. Rome, FAO.
- El-Kazaz, S.** 2020. *Building Politics: Urban Transformation and (Un)Making Markets in Cairo and Istanbul*. Durham, USA, Duke University Press.
- EPHI (Ethiopian Public Health Institute).** 2021. *Assessment of standards on food, drink, health related organization and manufacturing industries, health facilities, and health professionals in Addis Ababa, Ethiopia*. Addis Ababa.
- Erwin, D.** 2022. *Urban and peri-urban agriculture case studies – Overview, conclusions and recommendations*. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cb9734en>
- Espey, J., Keith, M., Parnell, S., Schwanen, T. & Seto, K.C.** 2024. Designing policy for Earth's urban future. *Science*, 383(6681): 364–367. <https://doi.org/10.1126/science.adi6636>
- Espinosa Parra, F. & Bailey Bergamin, G.** 2022. Los mercados tradicionales en transformación: una lectura alternativa a las perspectivas de regeneración urbana. *Economía Sociedad y Territorio*, 22(69): 545–570. <https://doi.org/10.22136/est20221702>
- European Commission. Directorate General for Research and Innovation, Lüth, D., Vandrich, J. & Fabbri, K.** 2023. *Urban food system transformation in the context of Food 2030 - current practice & outlook towards 2030*. J. Vandrich & K. Fabbri, eds. Publications Office of the European Union. <https://data.europa.eu/doi/10.2777/507125>
- European Commission.** 2024. Access2Markets: Labelling and packaging. In: *European Commission*. [Cited 8 May 2024]. <https://trade.ec.europa.eu/access-to-markets/en/content/labelling-and-packaging>
- European Union.** n.d. Country Fact Sheets based on the Degree of Urbanisation. In: *GHSL - Global Human Settlement Layer*. [Cited 28 May 2024]. <https://human-settlement.emergency.copernicus.eu/CFS.php>
- Eurostat.** n.d. Degree of urbanisation: Background. [Cited 9 October 2023]. <https://ec.europa.eu/eurostat/web/degree-of-urbanisation/information-data>
- FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations), Alliance of Bioversity International and CIAT (International Center for Tropical Agriculture) & Editora da UFRGS.** 2021a. *Public food procurement for sustainable food systems and healthy diets - Volume 1*. Rome. <https://doi.org/10.4060/cb7960en>



- FAO, Alliance of Bioversity International and CIAT & Editora da UFRGS.** 2021b. *Public food procurement for sustainable food systems and healthy diets - Volume 2*. Rome. <https://doi.org/10.4060/cb7969en>
- FAO, IFAD (International Fund for Agricultural Development), UNICEF (United Nations Children's Fund), WFP (World Food Programme) & WHO (World Health Organization).** 2023a. *The State of Food Security and Nutrition in the World 2023. Urbanization, agrifood systems transformation and healthy diets across the rural-urban continuum*. Rome. <https://doi.org/10.4060/cc3017en>
- FAO, Rikolto & RUAF.** 2022. *Urban and peri-urban agriculture sourcebook - From production to food systems*. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cb9722en>
- FAO, UNECE (United Nations Economic Commission for Europe) & FIG (Federation of Surveyors).** 2022. *Digital Transformation and Land Administration: Sustainable practices from the UNECE region and beyond*. Rome, FAO.
- FAO, UNICEF, WFP & WHO.** 2023b. *Asia and the Pacific - Regional Overview of Food Security and Nutrition 2022*. Urban food security and nutrition. Bangkok, FAO. <https://doi.org/10.4060/cc3990en>
- FAO.** n.d. *Net Food Importing Developing Countries (NFIC)*. [Accessed on 8 March 2024]. [https://data.apps.fao.org/catalog/dataset/special-country-groups/resource/56ac7f70-6286-426d-8579-555390927bc3?inner\\_span=True](https://data.apps.fao.org/catalog/dataset/special-country-groups/resource/56ac7f70-6286-426d-8579-555390927bc3?inner_span=True)
- FAO.** 2001. *The State of Food Insecurity in the World 2001*. Rome, Italy, Food and Agriculture Organization of the United Nations. <https://www.fao.org/3/y1500e/y1500e.pdf>
- FAO.** 2017. *Public purchases of food from family farming, and food and nutrition security in Latin America and the Caribbean. Lessons learned and experiences*. Santiago, Food and Agriculture Organization of the United Nations. <https://www.fao.org/3/i4902e/i4902e.pdf>
- FAO.** 2018. Mexico City: Community Dining Rooms Program. Food and Agriculture Organization of the United Nations. [Cited 5 March 2024]. <https://www.fao.org/3/CA0648EN/ca0648en.pdf>
- FAO.** 2019a. *FAO Framework for the Urban Food Agenda*. Rome. <https://doi.org/10.4060/ca3151en>
- FAO.** 2019b. If it isn't safe, it isn't food. Six ways we can work together to prevent foodborne diseases. In: *Food and Agriculture Organisation of the United Nations*. [Cited 23 November 2023]. <https://www.fao.org/fao-stories/article/it/c/1179647/>
- FAO.** 2020a. *Cities and Local Governments at the Forefront in Building Inclusive and Resilient Food Systems. Key results from the FAO survey "Urban Food Systems and COVID-19"*. Rome. <https://www.fao.org/3/cb0407en/CB0407EN.pdf>
- FAO.** 2020b. *COVID-19 and the role of local food production in building more resilient local food systems*. Rome. <https://doi.org/10.4060/cb1020en>
- FAO.** 2020c. *Advancing "Healthy Street Food Incentives" to Boost the Safety and Nutritional Balance of Street Food in Sub-Saharan Africa*. FAO Regional Office for Africa. <https://www.fao.org/3/cb1267en/CB1267EN.pdf>
- FAO.** 2022a. *Thinking about the future of food safety: A foresight report*. Rome. <https://doi.org/10.4060/cb8667en>
- FAO.** 2022b. Improving public food procurement in Senegal. In: *Urban Food Agenda*. [Cited 27 February 2024]. <https://www.fao.org/urban-food-agenda/news-events/news-detail/en/c/1505006/>
- FAO.** 2023a. *FAOSTAT: Suite of Food Security Indicators*. [Accessed on 27 February 2024]. <https://www.fao.org/faostat/en/#data/FS>
- FAO.** 2023b. *Building sustainable and resilient city region food systems - Assessment and planning handbook*. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cc5184en>
- FAO.** 2023c. *Mapping of territorial markets - Methodology and guidelines for participatory data collection*. Third edition. Rome. <https://doi.org/10.4060/cb9484en>
- FAO.** 2023d. *FAO Bangladesh Newsletter*. Issue 8. Dhaka, Bangladesh.
- FAO.** 2024. *City Region Food Systems Programme*. In: Food and Agriculture Organization of the United Nations. [Cited 19 June 2024]. <https://www.fao.org/in-action/food-for-cities-programme/overview/crfs/en/>
- FAO & FLAMA (Federación Latinoamericana de Mercados de Abastecimiento).** 2022. *Wholesale markets - The social and economic effects of wholesale markets on urban food systems*. Bulletin. 8. Santiago. <https://doi.org/10.4060/cb9941en>
- Farhall, K. & Rickards, L.** 2021. The "Gender Agenda" in Agriculture for Development and Its (Lack of) Alignment With Feminist Scholarship. *Frontiers in Sustainable Food Systems*, 5: 573424. <https://doi.org/10.3389/fsufs.2021.573424>
- Fawaz, M.** 2023. Planning, informality and power. In: M. Gunder, K. Grange & T. Winkler, eds. *Handbook on Planning and Power*. pp. 228-242. Edward Elgar Publishing. <https://doi.org/10.4337/9781839109768.00023>
- Ferré, C., Ferreira, F.H.G. & Lanjouw, P.** 2012. Is There a Metropolitan Bias? The relationship between poverty and city size in a selection of developing countries. *The World Bank Economic Review*, 26(3): 351-382. <https://doi.org/10.1093/wber/lhs007>
- Ferrer, R.L., Neira, L.-M., De Leon Garcia, G.L., Cuellar, K. & Rodriguez, J.** 2019. Primary Care and Food Bank Collaboration to Address Food Insecurity: A Pilot Randomized Trial. *Nutrition and Metabolic Insights*, 12: 117863881986643. <https://doi.org/10.1177/1178638819866434>

- Ferreira, M.M. & Roberts, M.** 2018. *Raising the Bar for Productive Cities in Latin America and the Caribbean*. Washington, DC: World Bank. <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1258-3>
- Fesenfeld, L.P. & Sun, Y.** 2022. Enabling Positive Tipping Points in Public Support for Food System Transformation: The Case of Meat Consumption. In: D. Resnick & Swinnen, eds. *The Political Economy of Food System Transformation: Pathways to Progress in a Polarized World*. Oxford, Oxford University Press.
- Finlay, A., Robinson, E., Jones, A., Maden, M., Cerny, C., Muc, M., Evans, R., Makin, H. & Boyland, E.** 2022. A scoping review of outdoor food marketing: exposure, power and impacts on eating behaviour and health. *BMC Public Health*, 22(1): 1431. <https://doi.org/10.1186/s12889-022-13784-8>
- FIT4FOOD2030.** n.d. FIT4FOOD2030: toward sustainable food systems. [Cited 2 March 2024]. <https://fit4food2030.eu/>
- Follmann, A.** 2022. Geographies of peri-urbanization in the global south. *Geography Compass*, 16(7): e12650. <https://doi.org/10.1111/gec3.12650>
- Food for the Planet.** n.d. Every Mouthful Counts toolkit for Local Authorities. [Cited 17 October 2023]. <https://www.foodfortheplanet.org.uk/toolkit/>
- Food Systems Planning and Healthy Communities Lab, University of Buffalo.** n.d. *Global Database for City and Regional Food Policies*. [Accessed on 17 October 2023]. <https://foodsystemsplanning.ap.buffalo.edu/resources/global-database-for-food-policies/adv-search-gfpd/>
- Ford, N.D., Patel, S.A. & Narayan, K.M.V.** 2017. Obesity in Low- and Middle-Income Countries: Burden, Drivers, and Emerging Challenges. *Annual Review of Public Health*, 38(1): 145–164. <https://doi.org/10.1146/annurev-publhealth-031816-044604>
- Forster, T., Egal, F. & Puhac, A.** 2023. International Agendas and Urban Food System Governance: Informing, integrating and operationalizing the SDGs. In: A. Moragues-Faus, J.K. Clark, J. Battersby & A. Davies, eds. *Routledge Handbook of Urban Food Governance*. Oxon and New York, Routledge.
- Forster, T. & Mattheisen, E.** 2016. *Territorial Food Systems: Protecting the Rural and Localizing Human Rights Accountability*. Right to Food and Nutrition Watch. <https://www.righttofoodandnutrition.org/territorial-food-systems>
- Fox, E.L. & Timmer, A.** 2020. Children's and adolescents' characteristics and interactions with the food system. *Global Food Security*, 27: 100419. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2020.100419>
- Fox, L. & Resnick, D.** 2022. Africa's informal cities need more than green infrastructure to weather the effects of climate change. In: *Brookings Institution*. [Cited 14 October 2023]. <https://www.brookings.edu/articles/africas-informal-cities-need-more-than-green-infrastructure-to-weather-the-effects-of-climate-change/>
- Frayne, B., McCordic, C. & Shilomboleni, H.** 2014. Growing Out of Poverty: Does Urban Agriculture Contribute to Household Food Security in Southern African Cities? *Urban Forum*, 25(2): 177–189. <https://doi.org/10.1007/s12132-014-9219-3>
- Frayne, B., McCordic, C. & Shilomboleni, H.** 2016. The Mythology of Urban Agriculture. In: J. Crush & J. Battersby, eds. *Rapid Urbanisation, Urban Food Deserts and Food Security in Africa*. pp. 19–31. Cham, Springer International Publishing. [https://doi.org/10.1007/978-3-319-43567-1\\_2](https://doi.org/10.1007/978-3-319-43567-1_2)
- Fretes, G., Corvalán, C., Reyes, M., Taillie, L.S., Economos, C.D., Wilson, N.L.W. & Cash, S.B.** 2023. Changes in children's and adolescents' dietary intake after the implementation of Chile's law of food labeling, advertising and sales in schools: a longitudinal study. *International Journal of Behavioral Nutrition and Physical Activity*, 20(1): 40. <https://doi.org/10.1186/s12966-023-01445-x>
- Friedmann, J.** 1986. The World City Hypothesis. *Development and Change*, 17(1): 69–83. <https://doi.org/10.1111/j.1467-7660.1986.tb00231.x>
- Friesen, J., Friesen, V., Dietrich, I. & Pelz, P.F.** 2020. Slums, Space, and State of Health—A Link between Settlement Morphology and Health Data. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 17(6): 2022. <https://doi.org/10.3390/ijerph17062022>
- FSIN (Food Security Information Network) & Global Network Against Food Crises.** 2024. *Global Report on Food Crises 2024*. Rome. [www.fsinplatform.org/grfc2024](http://www.fsinplatform.org/grfc2024)
- Fuseini, I., Battersby, J. & Jain, N.** 2018. The characteristics of the urban food system in Kitwe, Zambia. In: *Urban Food Systems Governance and Poverty in African Cities*. First edition, pp. 195–207. London, Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781315191195-15>
- GAIN (Global Alliance for Improved Nutrition).** 2019. *The evidence for workforce nutrition programmes*. <https://www.gainhealth.org/sites/default/files/publications/documents/evidence-for-workforce-nutrition-programmes-overview-2019.pdf>
- Gaitán-Cremaschi, D., Klerkx, L., Aguilar-Gallegos, N., Duncan, J., Pizzolón, A., Dogliotti, S. & Rossing, W.A.H.** 2022. Public food procurement from family farming: A food system and social network perspective. *Food Policy*, 111: 102325. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2022.102325>
- Gaitán-Cremaschi, D., Klerkx, L., Duncan, J., Trienekens, J.H., Huenchuleo, C., Dogliotti, S., Contesse, M.E. & Rossing, W.A.H.** 2019. Characterizing diversity of food systems in view of sustainability transitions. A review. *Agronomy for Sustainable Development*, 39(1): 1. <https://doi.org/10.1007/s13593-018-0550-2>

- Gao, L., Bhurtyal, A., Wei, J., Akhtar, P., Wang, L. & Wang, Y.** 2020. Double Burden of Malnutrition and Nutrition Transition in Asia: A Case Study of 4 Selected Countries with Different Socioeconomic Development. *Advances in Nutrition*, 11(6): 1663–1670. <https://doi.org/10.1093/advances/nmaa064>
- Garcia-Herrero, I., Margallo, M., Laso, J., Battle-Bayer, L., Bala, A., Fullana-i-Palmer, P., Vazquez-Rowe, I. et al.** 2019. Nutritional data management of food losses and waste under a life cycle approach: Case study of the Spanish agri-food system. *Journal of Food Composition and Analysis*, 82: 103223. <https://doi.org/10.1016/j.jfca.2019.05.006>
- Garrido, M.** 2019. *The Patchwork City: Class, Space, and Politics in Metro Manila*. Chicago, USA, The University of Chicago Press.
- Garton, K., Swinburn, B. & Thow, A.M.** 2022. The interface between international trade and investment agreements and food environment policymaking: A conceptual framework. *Frontiers in Political Science*, 4: 996017. <https://doi.org/10.3389/fpos.2022.996017>
- Gaspard, A.** 2020. What do your policy documents reveal about your urban food action? In: *Urban Food Futures*. [Cited 19 October 2023]. <https://urbanfoodfutures.com/2020/06/25/policy-documents/>
- Gennari, C. & Tornaghi, C.** 2020. The transformative potential of community kitchens for an agroecological urbanism. Preliminary insights and a research agenda. In: *Agroecological transitions confronting climate breakdown. Food planning for the post-carbon city. Book of Proceedings of the 9th International Conference of the AESOP Sustainable food planning group, Madrid, 2019*. pp. 80–90. Granada, Editorial Universidad de Granada.
- George, C., Bancroft, C., Salt, S., Curley, C., Curley, C., Eddie, R., Edison, T. et al.** 2021. Successful implementation of the Healthy Diné Nation Act in stores on the Navajo Nation. *Preventive Medicine Reports*, 24: 101573. <https://doi.org/10.1016/j.pmedr.2021.101573>
- George, C.M., Oldja, L., Biswas, S.K., Perin, J., Lee, G.O., Ahmed, S., Haque, R. et al.** 2015. Fecal Markers of Environmental Enteropathy are Associated with Animal Exposure and Caregiver Hygiene in Bangladesh. *The American Journal of Tropical Medicine and Hygiene*, 93(2): 269–275. <https://doi.org/10.4269/ajtmh.14-0694>
- GHSL (Global Human Settlements Layer).** n.d. The classes of the Degree of urbanisation. In: *European Commission*. [Cited 5 March 2024]. <https://ghsl.jrc.ec.europa.eu/degurbaDefinitions.php>
- Gilbert, R., Costlow, L., Matteson, J., Rauschendorfer, J., Krivonos, E., Block, S.A. & Masters, W.A.** 2024. Trade policy reform, retail food prices and access to healthy diets worldwide. *World Development*, 177: 106535. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2024.106535>
- Giles-Corti, B., Vernez-Moudon, A., Reis, R., Turrell, G., Dannenberg, A.L., Badland, H., Foster, S. et al.** 2016. City planning and population health: a global challenge. *The Lancet*, 388(10062): 2912–2924. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(16\)30066-6](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(16)30066-6)
- Gillespie, S. & Van Den Bold, M.** 2017. Agriculture, Food Systems, and Nutrition: Meeting the Challenge. *Global Challenges*, 1(3): 1600002. <https://doi.org/10.1002/gch2.201600002>
- Gillson, I. & Fouad, A., eds.** 2014. *Trade Policy and Food Security: Improving Access to Food in Developing Countries in the Wake of High World Prices*. Washington, DC, The World Bank. <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-0305-5>
- Gittelsohn, J., Rowan, M. & Gadhoke, P.** 2012. Interventions in Small Food Stores to Change the Food Environment, Improve Diet, and Reduce Risk of Chronic Disease. *Preventing Chronic Disease*. <https://doi.org/10.5888/pcd9.110015>
- Glaeser, E.** 2011. *Triumph of the City: How our Greatest Invention makes us Richer, Smarter, Greener, Healthier, and Happier*. New York, USA, Penguin Random House.
- Glasgow Food and Climate Declaration.** n.d. [Cited 12 October 2023]. <https://www.glasgowdeclaration.org/>
- Global Diet Quality Project.** 2024. Global Diet Quality Project: Enabling diet quality monitoring globally with tools and data. [Cited 4 March 2024]. <https://www.dietquality.org/>
- Global Panel on Agriculture and Food Systems for Nutrition.** 2016. *Food systems and diets: Facing the challenges of the 21st century*. London.
- Global Panel on Agriculture and Food Systems for Nutrition.** 2020. *Future Food Systems: For people, our planet, and prosperity*. London. <https://foresight.glopan.org/>
- Global Panel.** 2017. *Urban diets and nutrition: Trends, challenges and opportunities for policy action*. Policy Brief. No. 9. London, Global Panel on Agriculture and Food Systems for Nutrition. <https://www.glopan.org/sites/default/files/Downloads/GlobalPanelUrbanizationPolicyBrief.pdf>
- Godbarle, S., Jeyakumar, A., Giri, B.R. & Kesa, H.** 2022. Pooled prevalence of food away from home (FAFH) and associated non-communicable disease (NCD) markers: a systematic review and meta-analysis. *Journal of Health, Population and Nutrition*, 41(1): 55. <https://doi.org/10.1186/s41043-022-00335-5>
- Goldstone, J.A.** 2020. Urbanization, Citizenship, and Economic Growth in the Long Run. *International Review of Social History*, 65(1): 109–124. <https://doi.org/10.1017/S0020859020000048>
- Gómez Garrido, M., Carbonero Gamundí, M.A. & Viladrich, A.** 2019. The role of grassroots food banks in building political solidarity with vulnerable people. *European Societies*, 21(5): 753–773. <https://doi.org/10.1080/14616696.2018.1518537>

- Gómez, M.I. & Ricketts, K.D.** 2013. Food value chain transformations in developing countries: Selected hypotheses on nutritional implications. *Food Policy*, 42: 139–150. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2013.06.010>
- Gonzalez, S. & Waley, P.** 2012. Traditional Retail Markets: The New Gentrification Frontier? *Antipode*, 45(4): 965–983. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8330.2012.01040.x>
- Good Food Purchasing Programme.** n.d. Explore Your Impact With Our Calculators. [Cited 17 October 2023]. <https://impacthub.goodfoodpurchasing.org/>
- Goodfellow, T. & Jackman, D., eds.** 2023. *Controlling the Capital: Political Dominance in the Urbanizing World*. Oxford, UK, Oxford University Press.
- Gould, C.F., Jha, S., Patnaik, S., Agrawal, S., Zhang, A.T., Saluja, S., Nandan, V., Mani, S. & Urpelainen, J.** 2022. Variability in the household use of cooking fuels: The importance of dishes cooked, non-cooking end uses, and seasonality in understanding fuel stacking in rural and urban slum communities in six north Indian states. *World Development*, 159: 106051. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2022.106051>
- Government of Brazil.** 2023. Decree No. 11.822 of December 12, 2023. [Cited 27 February 2024]. <https://faolex.fao.org/docs/pdf/bra223016.pdf>
- Government of Brazil.** 2024. Decree No. 11.936 of March 05, 2024. [Cited 1 June 2024]. [https://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/\\_ato2023-2026/2024/decreto/D11936.htm](https://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_ato2023-2026/2024/decreto/D11936.htm)
- Grace, D.** 2015a. Food Safety in Low and Middle Income Countries. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 12(9): 10490–10507. <https://doi.org/10.3390/ijerph120910490>
- Grace, D.** 2015b. *Food safety in developing countries: an overview*. Evidence on Demand, UK. [https://doi.org/10.12774/eod\\_er.oct2015.graced](https://doi.org/10.12774/eod_er.oct2015.graced)
- Grace, D.** 2023. Burden of foodborne disease in low-income and middle-income countries and opportunities for scaling food safety interventions. *Food Security*, 15(6): 1475–1488. <https://doi.org/10.1007/s12571-023-01391-3>
- Grace, D., Dipeolu, M. & Alonso, S.** 2019. Improving food safety in the informal sector: nine years later. *Infection Ecology & Epidemiology*, 9(1): 1579613. <https://doi.org/10.1080/20008686.2019.1579613>
- Grace, K., Lerner, A.M., Mikal, J. & Sangli, G.** 2017. A qualitative investigation of childbearing and seasonal hunger in peri-urban Ouagadougou, Burkina Faso. *Population and Environment*, 38(4): 369–380. <https://doi.org/10.1007/s11111-016-0268-5>
- Grossman, S.** 2020. The Politics of Order in Informal Markets: Evidence from Lagos. *World Politics*, 72(1): 47–79. <https://doi.org/10.1017/S0043887119000121>
- Gu, D.** 2019. *Exposure and vulnerability to natural disasters for world's cities*. Technical Paper. No. 4. United Nations, Department of Economics and Social Affairs, Population Division.
- Guarin, A.** 2013. The Value of Domestic Supply Chains in an Age of Global Food Production: Producers, Wholesalers, and Urban Consumers in Colombia. *SSRN Electronic Journal*. <https://doi.org/10.2139/ssrn.2200473>
- Guevara-Romero, E., Flórez-García, V., Egede, L.E. & Yan, A.** 2022. Factors associated with the double burden of malnutrition at the household level: A scoping review. *Critical Reviews in Food Science and Nutrition*, 62(25): 6961–6972. <https://doi.org/10.1080/10408398.2021.1908954>
- Guimarães, J.M.N., Acharya, B., Moore, K., López-Olmedo, N., De Menezes, M.C., Stern, D., Friche, A.A.D.L. et al.** 2022. City-Level Travel Time and Individual Dietary Consumption in Latin American Cities: Results from the SALURBAL Study. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 19(20): 13443. <https://doi.org/10.3390/ijerph192013443>
- Gupta, A., Alston, L., Needham, C., Robinson, E., Marshall, J., Boelsen-Robinson, T., Blake, M.R., Huggins, C.E. & Peeters, A.** 2022. Factors Influencing Implementation, Sustainability and Scalability of Healthy Food Retail Interventions: A Systematic Review of Reviews. *Nutrients*, 14(2): 294. <https://doi.org/10.3390/nu14020294>
- Gupta, A.** 2023. DoorDash identifies Five big areas for using Generative AI. In: *DoorDash Engineering*. [Cited 28 February 2024]. <https://doordash.engineering/2023/04/26/doordash-identifies-five-big-areas-for-using-generative-ai/>
- Gupta, J. & Pouw, N.** 2017. Towards a trans-disciplinary conceptualization of inclusive development. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 24: 96–103. <https://doi.org/10.1016/j.cosust.2017.03.004>
- Haddad, L.** 2023. City, subnational and national governments join actions with multiple actors towards healthy, inclusive, sustainable, and resilient food systems. Presentation at UN Food Systems Summit +2 Stocktaking Moment, 2023, Rome. [Cited 9 October 2023]. <https://www.youtube.com/watch?v=8Ny8EqHQwDA&list=PL0G7djhjx5E64URw1PQh9i-U8UVSgBERs&index=5>
- Hadley, C., Belachew, T., Lindstrom, D. & Tessema, F.** 2009. The forgotten population? Youth, food insecurity, and rising prices: Implications for the global food crisis. *NAPA Bulletin*, 32(1): 77–91. <https://doi.org/10.1111/j.1556-4797.2009.01029.x>
- Hagan, J.E., Moraga, P., Costa, F., Capian, N., Ribeiro, G.S., Wunder, E.A., Felzemburgh, R.D.M. et al.** 2016. Spatiotemporal Determinants of Urban Leptospirosis Transmission: Four-Year Prospective Cohort Study of Slum Residents in Brazil. *PLOS Neglected Tropical Diseases*, 10(1): e0004275. <https://doi.org/10.1371/journal.pntd.0004275>

- Hallal, P.C., Andersen, L.B., Bull, F.C., Guthold, R., Haskell, W. & Ekelund, U. 2012. Global physical activity levels: surveillance progress, pitfalls, and prospects. *The Lancet*, 380(9838): 247–257. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(12\)60646-1](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(12)60646-1)
- Halliday, J., Joshi, D., Young, L. & van Veenhuizen, R. 2020. Gender in urban food systems. *Urban Agriculture magazine*, 37: 37.
- Halliday, J., Platenkamp, L. & Nicolarea, Y. 2019. *A menu of actions to shape urban food environments for improved nutrition*. GAIN, MUFPP and RUAF. <https://www.gainhealth.org/sites/default/files/publications/documents/gain-mufpp-ruaf-a-menu-of-actions-to-shape-urban-food-environments-for-improved-nutrition-october-2019.pdf>
- Halliday, J. 2022. Beyond Gold: Bristol's ever-evolving food governance journey. *Urban Agriculture magazine*, 38: 110–111.
- Harding, K.L., Aguayo, V.M. & Webb, P. 2018. Factors associated with wasting among children under five years old in South Asia: Implications for action. *PLoS ONE*, 13(7): e0198749. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0198749>
- Harman, B.P., Taylor, B.M. & Lane, M.B. 2015. Urban partnerships and climate adaptation: challenges and opportunities. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 12: 74–79. <https://doi.org/10.1016/j.cosust.2014.11.001>
- Harper, A., Shattuck, A., Holt-Giménez, E., Alkon, A. & Lambrick, F. 2009. *Food Policy Councils: Lessons Learned*. Food First, Institute for Food and Development Policy. <https://archive.foodfirst.org/wp-content/uploads/2014/01/DR21-Food-Policy-Councils-Lessons-Learned-.pdf>
- Hawes, J.K., Goldstein, B.P., Newell, J.P., Dorr, E., Caputo, S., Fox-Kämper, R., Grard, B. *et al.* 2024. Comparing the carbon footprints of urban and conventional agriculture. *Nature Cities*, 1(2): 164–173. <https://doi.org/10.1038/s44284-023-00023-3>
- Hawkes, C., Ambikapathi, R., Anastasiou, K., Brock, J., Castronuovo, L., Fallon, N., Malapit, H. *et al.* 2022. From food price crisis to an equitable food system. *The Lancet*, 400(10350): 413–416. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(22\)01348-4](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(22)01348-4)
- Hawkes, C. 2006. Uneven dietary development: linking the policies and processes of globalization with the nutrition transition, obesity and diet-related chronic diseases. *Globalization and Health*, 2(1): 4. <https://doi.org/10.1186/1744-8603-2-4>
- Hawkes, C. 2010. The influence of trade liberalisation and global dietary change: the case of vegetable oils, meat and highly processed foods. In: C. Hawkes, C. Blouin, S. Henson, N. Dräger & L. Dubé, eds. *Trade, food, diet and health: perspectives and policy options*. pp. 35–59. Chichester, UK, Blackwell Publishing.
- Hawkes, C. 2023. Leveraging urbanization for food systems transformation. Presentation at UN Food Systems Summit +2 Stocktaking Moment, 2023, Rome. [Cited 9 October 2023]. <https://www.youtube.com/watch?v=L3uDIrRakK0w>
- Hayden, T.B. 2023. *Incomplete Documentation, Isolation and Food Security among Central American Migrants in Mexico City*. Migration & Food Security (MiFOOD) Paper No. 6. Waterloo.
- Haysom, G. & Battersby, J. 2022. Applying secondary city typologies as a means to engage urban food governance and planning in African cities. *Urban Agriculture magazine*, 38: 83–87.
- Haysom, G. & Currie, P. 2023. Food Policy Councils and Governance Partnerships in African Urban Contexts. In: A. Moragues-Faus, J. Battersby, J.K. Clark & A. Davies, eds. *Routledge Handbook of Urban Food Governance*. pp. 196–209. London, UK, Routledge.
- Haysom, G. 2021. Perspectives on urban food-system governance in the global South. In: *Handbook on Urban Food Security in the Global South*. pp. 363–379. Cheltenham, UK, Edward Elgar Publishing Limited. [https://scholar.google.com/scholar\\_lookup?title=Perspectives%20on%20urban%20food-system%20governance%20in%20the%20global%20South&author=G.%20Haysom&publication\\_year=2021&pages=363-379](https://scholar.google.com/scholar_lookup?title=Perspectives%20on%20urban%20food-system%20governance%20in%20the%20global%20South&author=G.%20Haysom&publication_year=2021&pages=363-379)
- Haysom, G. 2023. Understanding Secondary City Typologies: A Food Governance Lens. In: L. Riley & J. Crush, eds. *Transforming Urban Food Systems in Secondary Cities in Africa*. pp. 25–44. Cham, Switzerland, Palgrave Macmillan.
- HDR, NYC (New York City) Mayor's Office of Resiliency & NYC Economic Development Corporation. 2016. *Hunts Point Resiliency Feasibility Study 2016 – 2019*. New York City. <https://edc.nyc/sites/default/files/2020-05/NYCEDC-Hunts-Point-Resiliency-Study-05-2020.pdf>
- He, P., Feng, K., Baiocchi, G., Sun, L. & Hubacek, K. 2021. Shifts towards healthy diets in the US can reduce environmental impacts but would be unaffordable for poorer minorities. *Nature Food*, 2(9): 664–672. <https://doi.org/10.1038/s43016-021-00350-5>
- Headley, D.D. & Alderman, H.H. 2019. The Relative Caloric Prices of Healthy and Unhealthy Foods Differ Systematically across Income Levels and Continents. *The Journal of Nutrition*, 149(11): 2020–2033. <https://doi.org/10.1093/jn/nxz158>
- Headley, D.D., Ecker, O., Comstock, A.R. & Ruel, M.T. 2023. Poverty, price and preference barriers to improving diets in sub-Saharan Africa. *Global Food Security*, 36: 100664. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2022.100664>
- Hebinck, A., Selomane, O., Veen, E., De Vrieze, A., Hasnain, S., Sellberg, M., Sovová, L. *et al.* 2021. Exploring the transformative potential of urban food. *npj Urban Sustainability*, 1(1): 38. <https://doi.org/10.1038/s42949-021-00041-x>



- Hedden, W.P.** 1929. *How great cities are fed*. New York, D.C. Heath and Company.
- Heindorf, C., Reyes-Agüero, J.A. & Van'T Hooft, A.** 2021. Local Markets: Agrobiodiversity Reservoirs and Access Points for Farmers' Plant Propagation Materials. *Frontiers in Sustainable Food Systems*, 5: 597822. <https://doi.org/10.3389/fsufs.2021.597822>
- Hellin, J., Lundy, M. & Meijer, M.** 2009. Farmer organization, collective action and market access in Meso-America. *Food Policy*, 34(1): 16–22. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2008.10.003>
- Hemerijckx, L.-M., Nakyagaba, G.N., Sseviiri, H., Janusz, K., Eichinger, M., Lwasa, S., May, J., Verburg, P.H. & Van Rompaey, A.** 2023. Mapping the consumer foodshed of the Kampala city region shows the importance of urban agriculture. *npj Urban Sustainability*, 3(1): 11. <https://doi.org/10.1038/s42949-023-00093-1>
- Henderson, V.** 2002. Urban primacy, external costs, and quality of life. *Resource and Energy Economics*, 24(1–2): 95–106. [https://doi.org/10.1016/S0928-7655\(01\)00052-5](https://doi.org/10.1016/S0928-7655(01)00052-5)
- Henderson, V.** 2003. The Urbanization Process and Economic Growth: The So-What Question. *Journal of Economic Growth*, 8(1): 47–71. <https://doi.org/10.1023/A:1022860800744>
- Hendrickson, M.K.** 2015. Resilience in a concentrated and consolidated food system. *Journal of Environmental Studies and Sciences*, 5(3): 418–431. <https://doi.org/10.1007/s13412-015-0292-2>
- Hendrickson, M.K.** 2020. Covid lays bare the brittleness of a concentrated and consolidated food system. *Agriculture and Human Values*, 37(3): 579–580. <https://doi.org/10.1007/s10460-020-10092-y>
- Hendrix, C.S. & Haggard, S.** 2015. Global food prices, regime type, and urban unrest in the developing world. *Journal of Peace Research*, 52(2): 143–157. <https://doi.org/10.1177/0022343314561599>
- Hennchen, B. & Pregernig, M.** 2020. Organizing Joint Practices in Urban Food Initiatives—A Comparative Analysis of Gardening, Cooking and Eating Together. *Sustainability*, 12(11): 4457. <https://doi.org/10.3390/su12114457>
- Henson, S., Jaffee, S. & Wang, S.** 2023. *New directions for tackling food safety risks in the informal sector of developing countries*. Nairobi, International Livestock Research Institute. <https://hdl.handle.net/10568/130652>
- Herforth, A. & Ahmed, S.** 2015. The food environment, its effects on dietary consumption, and potential for measurement within agriculture–nutrition interventions. *Food Security*, 7(3): 505–520. <https://doi.org/10.1007/s12571-015-0455-8>
- Herforth, A., Bai, Y., Venkat, A., Mahrt, K., Ebel, A. & Masters, W.A.** 2020. *Cost and affordability of healthy diets across and within countries. Background paper for The State of Food Security and Nutrition in the World 2020*. FAO Agricultural Development Economics Technical Study No. 9. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cb2431en>
- HLPE (High Level Panel of Experts).** 2017. *Nutrition and food systems. A report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security*. Rome. <https://www.fao.org/3/i7846e/i7846e.pdf>
- HLPE.** 2020. *Food security and nutrition: building a global narrative towards 2030. A report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security*. Rome. <https://www.fao.org/3/ca9731en/ca9731en.pdf>
- HLPE.** 2023. *Reducing inequalities for food security and nutrition*. Rome. <https://www.fao.org/3/cc6536en/cc6536en.pdf>
- HLPF (High-Level Political Forum).** 2022. *Addressing the cost-of-living crisis in developing countries: Poverty and vulnerability projections and policy responses*. United Nations High-Level Political Forum on Sustainable Development, United Nations Development Programme.
- Hoey, L.** 2023. Strategies for Institutionalizing Food Systems Planning. In: A. Moragues-Faus, Clark, Jill, Battersby, Jane & A. Davies, eds. *Routledge Handbook of Urban Food Governance*. London, UK, Routledge. <https://www.routledge.com/Routledge-Handbook-of-Urban-Food-Governance/Moragues-Faus-Clark-Battersby-Davies/p/book/9780367518004>
- Holdsworth, M., Pradeilles, R., Tandoh, A., Green, M., Wanjohi, M., Zotor, F., Asiki, G. et al.** 2020. Unhealthy eating practices of city-dwelling Africans in deprived neighbourhoods: Evidence for policy action from Ghana and Kenya. *Global Food Security*, 26: 100452. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2020.100452>
- Holland, A.C.** 2016. Forbearance. *American Political Science Review*, 110(2): 232–246. <https://doi.org/10.1017/S0003055416000083>
- Hoogerwerf, S., Vicovaro, M., Puhac, A. & Celardo, L.** 2022. Unveiling the potential of mapping territorial markets to contribute to healthy diets and nutrition. In: *Transforming nutrition. UN-Nutrition Journal*. Vol. 1. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cc2805en>
- Hope, K.R.** 1998. Urbanization and Urban Growth in Africa. *Journal of Asian and African Studies*, 33(4): 345–358. <https://doi.org/10.1177/002190969803300403>
- Horst, A. & Watkins, S.** 2022. *Enhancing Smallholder Incomes by Linking to High Value Markets in Pakistan's Punjab and Sindh Provinces*. Washington, DC, The World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/e8a97625-67cc-533d-b59e-bf1f4bd607fb/content>



- Hounkpe, E.C., Sessou, P., Farougou, S., Dotche, I., Daube, G., Delcenserie, V., Azokpota, P. & Korsak, N. 2023. Hygiene practices of food of animal origin operators in primary schools in the Mono Department of Benin. A cross-sectional study. *Heliyon*, 9(6): e17135. <https://doi.org/10.1016/j.heliyon.2023.e17135>
- Hovorka, A., de Zeeuw, H. & Njenga, M. 2009. *Women feeding cities: Mainstreaming gender in urban agriculture and food security*. CTA / Practical Action. <https://hdl.handle.net/10568/81070>
- Hume, C., Grieger, J.A., Kalamkarian, A., D'Onise, K. & Smithers, L.G. 2022. Community gardens and their effects on diet, health, psychosocial and community outcomes: a systematic review. *BMC Public Health*, 22(1): 1247. <https://doi.org/10.1186/s12889-022-13591-1>
- Hunter, D., Loboguerrero, A.M. & Martínez-Barón, D. 2022. Next-generation school feeding: Nourishing our children while building climate resilience. *UN-Nutrition Journal*, Volume 1: Transforming nutrition: 158–163. <https://doi.org/10.4060/cc2805en>
- Hussein, K. & Suttie, D. 2016. *Rural-urban linkages and food systems in sub-Saharan Africa: the rural dimension*. IFAD research series 05. Rome, International Fund for Agricultural Development.
- Hwa Lee, J., McCartan, J., Palermo, C. & Bryce, A. 2010. Process evaluation of Community Kitchens: Results from two Victorian local government areas. *Health Promotion Journal of Australia*, 21(3): 183–188. <https://doi.org/10.1071/HE10183>
- Ibrahim, M. 2023. Mali crisis: Life in Timbuktu and Gao under siege by Islamist fighters. *BBC News*, 2023. [Cited 11 October 2023]. <https://www.bbc.com/news/world-africa-67027659>
- Ibrahim, N., Honein-AbouHaidar, G. & Jomaa, L. 2019. Perceived impact of community kitchens on the food security of Syrian refugees and kitchen workers in Lebanon: Qualitative evidence in a displacement context. *PLOS ONE*, 14(1): e0210814. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0210814>
- IDMC (Internal Displacement Monitoring Centre). 2023. *Global Report on Internal Displacement 2023*. [https://api.internal-displacement.org/sites/default/files/publications/documents/IDMC\\_GRID\\_2023\\_Global\\_Report\\_on\\_Internal\\_Displacement\\_LR.pdf](https://api.internal-displacement.org/sites/default/files/publications/documents/IDMC_GRID_2023_Global_Report_on_Internal_Displacement_LR.pdf)
- Idzerda, L., Gariépy, G., Corrin, T., Tarasuk, V., McIntyre, L., Neil-Sztramko, S., Dobbins, M., Gariépy, G. & Jaramillo Garcia, A. 2022. What is known about the prevalence of household food insecurity in Canada during the COVID-19 pandemic: a systematic review. *Health Promotion and Chronic Disease Prevention in Canada*, 42(5): 177–187. <https://doi.org/10.24095/hpcdp.42.5.01>
- IFPRI (International Food Policy Research Institute). 2017. *Global Food Policy Report*. Washington, DC,. <https://doi.org/10.2499/9780896292529>
- IFPRI. 2023. *Global food policy report 2023: Rethinking food crisis responses*. Washington, DC, International Food Policy Research Institute. <https://doi.org/10.2499/9780896294417>
- Ignowski, L., Belton, B., Tran, N. & Ameye, H. 2023. Dietary inadequacy in Tanzania is linked to the rising cost of nutritious foods and consumption of food-away-from-home. *Global Food Security*, 37: 100679. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2023.100679>
- Ilieva, R.T., Fraser, K.T. & Cohen, N. 2023. From multiple streams to a torrent: A case study of food policymaking and innovations in New York during the COVID-19 emergency. *Cities*, 136: 104222. <https://doi.org/10.1016/j.cities.2023.104222>
- Ilieva, R.T. 2017. Urban Food Systems Strategies: A Promising Tool for Implementing the SDGs in Practice. *Sustainability*, 9(10): 1707. <https://doi.org/10.3390/su9101707>
- IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change). 2023. *Climate Change 2022 – Impacts, Adaptation and Vulnerability: Working Group II Contribution to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. First edition. Cambridge, Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/9781009325844>
- IPES-Food (International Panel of Experts on Sustainable Food Systems). 2017. *What makes urban food policy happen? Insights from five case studies*. [https://www.ipes-food.org/\\_img/upload/files/Cities\\_full.pdf](https://www.ipes-food.org/_img/upload/files/Cities_full.pdf)
- IPES-Food. 2022. *Another Perfect Storm? How the failure to reform food systems has allowed the war in Ukraine to spark a third global food price crisis in 15 years, and what can be done to prevent the next one*. International Panel of Experts on Sustainable Food Systems. [https://ipes-food.org/\\_img/upload/files/AnotherPerfectStorm.pdf](https://ipes-food.org/_img/upload/files/AnotherPerfectStorm.pdf)
- Isanovic, S., Constantinides, S.V., Frongillo, E.A., Bhandari, S., Samin, S., Kenney, E., Wertheim-Heck, S. et al. 2023. How Perspectives on Food Safety of Vendors and Consumers Translate into Food-Choice Behaviors in 6 African and Asian Countries. *Current Developments in Nutrition*, 7(1): 100015. <https://doi.org/10.1016/j.cdnut.2022.100015>
- Isanovic, S., Frongillo, E., Constantinides, S., Bhandari, S., Sharraf, S., Kenney, E. & Blake, C. 2022. Perspectives about Food Safety in Diverse Low- and Middle-income Countries. *Current Developments in Nutrition*, 6: 488. <https://doi.org/10.1093/cdn/nzac059.016>
- Ishangulyev, R., Kim, S. & Lee, S. 2019. Understanding Food Loss and Waste—Why Are We Losing and Wasting Food? *Foods*, 8(8): 297. <https://doi.org/10.3390/foods8080297>
- Iskandar, B.S., Iskandar, J., Mulyanto, D., Alfian, R.L. & Suroso, S. 2021. Traditional market, social relations, and diversity of edible plants traded in Beringharjo Market, Yogyakarta, Indonesia. *Biodiversitas Journal of Biological Diversity*, 22(4). <https://doi.org/10.13057/biodiv/d220453>

- Jaacks, L.M., Vandevijvere, S., Pan, A., McGowan, C.J., Wallace, C., Imamura, F., Mozaffarian, D., Swinburn, B. & Ezzati, M.** 2019. The obesity transition: stages of the global epidemic. *The Lancet Diabetes & Endocrinology*, 7(3): 231–240. [https://doi.org/10.1016/S2213-8587\(19\)30026-9](https://doi.org/10.1016/S2213-8587(19)30026-9)
- Jabs, J., Devine, C.M., Bisogni, C.A., Farrell, T.J., Jastran, M. & Wethington, E.** 2007. Trying to Find the Quickest Way: Employed Mothers' Constructions of Time for Food. *Journal of Nutrition Education and Behavior*, 39(1): 18–25. <https://doi.org/10.1016/j.jneb.2006.08.011>
- Jabs, J. & Devine, C.M.** 2006. Time scarcity and food choices: An overview. *Appetite*, 47(2): 196–204. <https://doi.org/10.1016/j.appet.2006.02.014>
- Jaffee, S., Henson, S., Unnevehr, L., Grace, D. & Cassou, E.** 2019. *The Safe Food Imperative: Accelerating Progress in Low- and Middle-Income Countries*. Washington, DC, World Bank. <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1345-0>
- James, P.** 2021. *Food Provisions for Ancient Rome. A Supply Chain Approach*. Oxon and New York, Routledge.
- Jayne, T.S. & Rubey, L.** 1993. Maize milling, market reform and urban food security: The case of Zimbabwe. *World Development*, 21(6): 975–987. [https://doi.org/10.1016/0305-750X\(93\)90055-E](https://doi.org/10.1016/0305-750X(93)90055-E)
- Jenane, C., Ulimwengu, J.M. & Tadesse, G., eds.** 2022. *Agrifood Processing Strategies for Successful Food Systems Transformation in Africa*. ReSAKSS 2022 Annual Trends and Outlook Report. Washington, DC, AKADEMIYA2063 and International Food Policy Research Institute. [https://www.resakss.org/sites/default/files/ReSAKSS\\_AW\\_ATOM\\_2022.pdf](https://www.resakss.org/sites/default/files/ReSAKSS_AW_ATOM_2022.pdf)
- Jia, S.S., Gibson, A.A., Ding, D., Allman-Farinelli, M., Phongsavan, P., Redfern, J. & Partridge, S.R.** 2022. Perspective: Are Online Food Delivery Services Emerging as Another Obstacle to Achieving the 2030 United Nations Sustainable Development Goals? *Frontiers in Nutrition*, 9: 858475. <https://doi.org/10.3389/fnut.2022.858475>
- Jomaa, L.H., McDonnell, E. & Probart, C.** 2011. School feeding programs in developing countries: impacts on children's health and educational outcomes: Nutrition Reviews©, Vol. 69, No. 2. *Nutrition Reviews*, 69(2): 83–98. <https://doi.org/10.1111/j.1753-4887.2010.00369.x>
- Jones, A., Neal, B., Reeve, B., Ni Mhurchu, C. & Thow, A.M.** 2019. Front-of-pack nutrition labelling to promote healthier diets: current practice and opportunities to strengthen regulation worldwide. *BMJ Global Health*, 4(6): e001882. <https://doi.org/10.1136/bmjgh-2019-001882>
- Jones, A.D., Acharya, Y. & Galway, L.P.** 2016. Urbanicity Gradients Are Associated with the Household- and Individual-Level Double Burden of Malnutrition in Sub-Saharan Africa. *The Journal of Nutrition*, 146(6): 1257–1267. <https://doi.org/10.3945/jn.115.226654>
- Jones, G.A. & Corbridge, S.** 2010. The continuing debate about urban bias: the thesis, its critics, its influence and its implications for poverty-reduction strategies. *Progress in Development Studies*, 10(1): 1–18. <https://doi.org/10.1177/146499340901000101>
- Jones-Smith, J.C., Gordon-Larsen, P., Siddiqi, A. & Popkin, B.M.** 2012. Is the burden of overweight shifting to the poor across the globe? Time trends among women in 39 low- and middle-income countries (1991–2008). *International Journal of Obesity*, 36(8): 1114–1120. <https://doi.org/10.1038/ijo.2011.179>
- Joshi, A., Prichard, W. & Heady, C.** 2014. Taxing the Informal Economy: The Current State of Knowledge and Agendas for Future Research. *The Journal of Development Studies*, 50(11): 1325–1347. <https://doi.org/10.1080/00220388.2014.940910>
- Joubert, L., Battersby & Watson, V.** 2018. *Tomatoes & Taxi Ranks: Running our cities to fill the food gap*. Cape Town, African Centre for Cities, University of Cape Town.
- Junior, J.R.H., Pasche, A., Jordan, E.N. & Cubas, S.A.** 2017. III-390 – Gerenciamento de resíduos sólidos orgânicos de feiras – Estudo de caso: Secretária municipal de abastecimento do Município de Curitiba, Congresso Abes FENASAN 2017. <https://boletimdosaneamento.com.br/wp-content/uploads/2023/06/residuos-solidos-organicos-curitiba-PR.pdf>
- Kadfak, A.** 2020. More than Just Fishing: The Formation of Livelihood Strategies in an Urban Fishing Community in Mangaluru, India. *The Journal of Development Studies*, 56(11): 2030–2044. <https://doi.org/10.1080/00220388.2019.1650168>
- Kadiyala, S., Aurino, E., Cirillo, C., Srinivasan, C. & Zanello, G.** 2019. *Rural transformation and the double burden of malnutrition among rural youth in low- and middle-income countries*. Rural Development Report Background Papers. IFAD.
- Kala, K., Bolia, N.B. & Sushil.** 2022. Analysis of informal waste management using system dynamic modelling. *Heliyon*, 8(8): e09993. <https://doi.org/10.1016/j.heliyon.2022.e09993>
- Kaldor, M. & Sassen, S.** 2020. *Cities at war: global insecurity and urban resistance*. New York, USA, Columbia University Press.
- Kamete, A.Y.** 2013. Missing the point? Urban planning and the normalisation of 'pathological' spaces in southern Africa. *Transactions of the Institute of British Geographers*, 38(4): 639–651. <https://doi.org/10.1111/j.1475-5661.2012.00552.x>
- Kanter, R. & Caballero, B.** 2012. Global Gender Disparities in Obesity: A Review. *Advances in Nutrition*, 3(4): 491–498. <https://doi.org/10.3945/an.112.002063>
- Kaplan, S., White, J.S., Madsen, K.A., Basu, S., Villas-Boas, S.B. & Schillinger, D.** 2024. Evaluation of Changes in Prices and Purchases Following Implementation of Sugar-Sweetened Beverage Taxes Across the US. *JAMA Health Forum*, 5(1): e234737. <https://doi.org/10.1001/jamahealthforum.2023.4737>

- Karanja, A., Ickowitz, A., Stadlmayr, B. & McMullin, S. 2022. Understanding drivers of food choice in low- and middle-income countries: A systematic mapping study. *Global Food Security*, 32: 100615. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2022.100615>
- Karg, H., Akoto-Danso, E.K., Amprako, L., Drechsel, P., Nyarko, G., Lompo, D.J.-P., Ndzerem, S. *et al.* 2023. A spatio-temporal dataset on food flows for four West African cities. *Scientific Data*, 10(1): 263. <https://doi.org/10.1038/s41597-023-02163-6>
- Karg, H., Drechsel, P., Akoto-Danso, E., Glaser, R., Nyarko, G. & Buerkert, A. 2016. Foodsheds and City Region Food Systems in Two West African Cities. *Sustainability*, 8(12): 1175. <https://doi.org/10.3390/su8121175>
- Karlsson, O., Kim, R., Guerrero, S., Hasman, A. & Subramanian, S.V. 2022. Child wasting before and after age two years: A cross-sectional study of 94 countries. *eClinicalMedicine*, 46: 101353. <https://doi.org/10.1016/j.eclinm.2022.101353>
- Karnosoehardjo, L. 2023. *Community food initiatives: Enhancing social cohesion through food*. Delft University of Technology. Master's thesis. <http://resolver.tudelft.nl/uuid:93e8cfa4-c701-4e19-a052-28602241f504>
- Katsaura, O. 2012. Community Governance in Urban South Africa: Spaces of Political Contestation and Coalition. *Urban Forum*, 23(3): 319–342. <https://doi.org/10.1007/s12132-011-9138-5>
- Kaur, R., Winkler, M., John, S., DeAngelo, J., Dombrowski, R., Hickson, A., Sundermeier, S. *et al.* 2022. Forms of Community Engagement in Neighborhood Food Retail: Healthy Community Stores Case Study Project. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 19(12): 6986. <https://doi.org/10.3390/ijerph19126986>
- Kavanaugh, M. & Quinlan, J.J. 2020. Consumer knowledge and behaviors regarding food date labels and food waste. *Food Control*, 115: 107285. <https://doi.org/10.1016/j.foodcont.2020.107285>
- Kay, S. 2016. *Connecting Smallholders to Markets: An Analytical Guide*. CSM.
- Kazembe, L., Crush, J. & Nickanor, N. 2022. Secondary supermarket revolution: food sources and food security in Northern Namibia. *Urban Transformations*, 4(1): 14. <https://doi.org/10.1186/s42854-022-00043-7>
- Kębtowski, W., Lambert, D. & Bassens, D. 2020. Circular economy and the city: an urban political economy agenda. *Culture and Organization*, 26(2): 142–158. <https://doi.org/10.1080/14759551.2020.1718148>
- Kelly, B., Cretikos, M., Rogers, K. & King, L. 2008. The commercial food landscape: outdoor food advertising around primary schools in Australia. *Australian and New Zealand Journal of Public Health*, 32(6): 522–528. <https://doi.org/10.1111/j.1753-6405.2008.00303.x>
- Kelly, B., Vandevijvere, S., Ng, S., Adams, J., Allemandi, L., Bahena-Espina, L., Barquera, S. *et al.* 2019. Global benchmarking of children's exposure to television advertising of unhealthy foods and beverages across 22 countries. *Obesity Reviews*, 20(S2): 116–128. <https://doi.org/10.1111/obr.12840>
- Kelly, M., Seubsman, S., Banwell, C., Dixon, J. & Sleight, A. 2015. Traditional, modern or mixed? Perspectives on social, economic, and health impacts of evolving food retail in Thailand. *Agriculture and Human Values*, 32(3): 445–460. <https://doi.org/10.1007/s10460-014-9561-z>
- Kelly, S. & Swensson, L.F.J. 2017. *Leveraging institutional food procurement for linking small farmers to markets. Findings from WFP's Purchase for Progress initiative and Brazil's food procurement programmes*. FAO Agricultural Development Economics Technical Study 288202. Rome. <https://doi.org/10.22004/AG.ECON.288202>
- Khalique, A., Wraith, D., Nambiar, S. & Miller, Y. 2022. A review of the prevalence, trends, and determinants of coexisting forms of malnutrition in neonates, infants, and children. *BMC Public Health*, 22(1): 879. <https://doi.org/10.1186/s12889-022-13098-9>
- Khumalo, N. & Sibanda, M. 2019. Does Urban and Peri-Urban Agriculture Contribute to Household Food Security? An Assessment of the Food Security Status of Households in Tongaat, eThekweni Municipality. *Sustainability*, 11(4): 1082. <https://doi.org/10.3390/su11041082>
- Kiaka, R., Chikulo, S., Slootheer, S. & Hebinck, P. 2021. "The street is ours". A comparative analysis of street trading, Covid-19 and new street geographies in Harare, Zimbabwe and Kisumu, Kenya. *Food Security*, 13(5): 1263–1281. <https://doi.org/10.1007/s12571-021-01162-y>
- Kimani-Murage, E.W., Muthuri, S.K., Oti, S.O., Mutua, M.K., Van De Vijver, S. & Kyobutungi, C. 2015. Evidence of a Double Burden of Malnutrition in Urban Poor Settings in Nairobi, Kenya. *PLOS ONE*, 10(6): e0129943. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0129943>
- Kimani-Murage, E.W., Osogo, D., Nyamasege, C.K., Igonya, E.K., Ngira, D.O. & Harrington, J. 2022. COVID-19 and human right to food: lived experiences of the urban poor in Kenya with the impacts of government's response measures, a participatory qualitative study. *BMC Public Health*, 22(1): 1399. <https://doi.org/10.1186/s12889-022-13638-3>
- Kloppenborg, J., Hendrickson, J. & Stevenson, G.W. 1996. Coming in to the foodshed. *Agriculture and Human Values*, 13(3): 33–42. <https://doi.org/10.1007/BF01538225>
- Knöflsdorfer, I. & Qaim, M. 2023. Cheap chicken in Africa: Would import restrictions be pro-poor? *Food Security*, 15(3): 791–804. <https://doi.org/10.1007/s12571-022-01341-5>
- Koop, S.H.A., Grison, C., Eisenreich, S.J., Hofman, J. & Van Leeuwen, K. 2022. Integrated water resources management in cities in the world: Global solutions. *Sustainable Cities and Society*, 86: 104137. <https://doi.org/10.1016/j.scs.2022.104137>

- Kosek, M.N., Ahmed, T., Bhutta, Z., Caulfield, L., Guerrant, R., Houpt, E., Kang, G. *et al.* 2017. Causal Pathways from Enteropathogens to Environmental Enteropathy: Findings from the MAL-ED Birth Cohort Study. *EBioMedicine*, 18: 109–117. <https://doi.org/10.1016/j.ebiom.2017.02.024>
- Koshy, N.S., Jagadeesh, K., Govindan, S. & Sami, N. 2021. Middlemen versus middlemen in agri-food supply chains in Bengaluru, India: Big data takes a byte. *Geoforum*, 127: 293–302. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2021.11.013>
- Krueger, A.O., Schiff, M. & Valdés, A. 1992. *The Political Economy of Agricultural Pricing Policy*. World Bank comparative studies. Baltimore, Johns Hopkins University Press for the World Bank.
- Kubler, D. & Pagano, M. 2012. Urban politics as multi-level analysis. In: K. Mossberger, S. Clarke & P. John, eds. *The Oxford Handbook of Urban Politics*. pp. 114–129. New York, USA, Oxford University Press.
- Kucharczuk, A.J., Oliver, T.L. & Dowdell, E.B. 2022. Social media's influence on adolescents' food choices: A mixed studies systematic literature review. *Appetite*, 168: 105765. <https://doi.org/10.1016/j.appet.2021.105765>
- Kumar, T. & Stenberg, M. 2022. Why Political Scientists Should Study Smaller Cities. *Urban Affairs Review*: 107808742211246. <https://doi.org/10.1177/10780874221124610>
- Kumi, J., Mitchell, N., Asare, G., Dotse, E., Kwaa, F., Phillips, T. & Ankrah, N.-A. 2014. Aflatoxins and fumonisins contamination of home-made food (Weanimix) from cereal-legume blends for children. *Ghana Medical Journal*, 48(3): 121. <https://doi.org/10.4314/gmj.v48i3.1>
- Kundu, S. 2021. Is Kirana the Answer to India's Retail Dominance? *Economic and Political Weekly*, 56(42).
- Kuusaana, E.D., Ayurienga, I., Eledi Kuusaana, J.A., Kidido, J.K. & Abdulai, I.A. 2022. Challenges and Sustainability Dynamics of Urban Agriculture in the Savannah Ecological Zone of Ghana: A Study of Bolgatanga Municipality. *Frontiers in Sustainable Food Systems*, 6: 797383. <https://doi.org/10.3389/fsufs.2022.797383>
- Laar, A.K., Addo, P., Aryeetey, R., Agyemang, C., Zotor, F., Asiki, G., Rampalli, K.K. *et al.* 2022. Perspective: Food Environment Research Priorities for Africa—Lessons from the Africa Food Environment Research Network. *Advances in Nutrition*, 13(3): 739–747. <https://doi.org/10.1093/advances/nmac019>
- Lachat, C., Nago, E., Verstraeten, R., Roberfroid, D., Van Camp, J. & Kolsteren, P. 2012. Eating out of home and its association with dietary intake: a systematic review of the evidence: Eating out and diet. *Obesity Reviews*, 13(4): 329–346. <https://doi.org/10.1111/j.1467-789X.2011.00953.x>
- Laiou, E., Rapti, I., Markozannes, G., Cianferotti, L., Fleig, L., Warner, L.M., Ribas, L. *et al.* 2020. Social support, adherence to Mediterranean diet and physical activity in adults: results from a community-based cross-sectional study. *Journal of Nutritional Science*, 9: e53. <https://doi.org/10.1017/jns.2020.46>
- Lall, S., Lebrand, M., Park, H., Sturm, D. & Venables, A. 2021. *Pancakes to Pyramids: City Form to Promote Sustainable Growth*. World Bank. <https://doi.org/10.1596/35684>
- Lall, S.V., Henderson, J.V. & Venables, A.J. 2017. *Africa's Cities: Opening Doors to the World*. Washington, DC, World Bank. <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1044-2>
- Lambek, N. & Claeys, P. 2016. Institutionalizing a fully realized right to food: Progress, limitations, and lessons learned from emerging alternative policy models. *Vermont Law Review*, 40: 743–789.
- Lambright, G.M.S. 2014. Opposition Politics and Urban Service Delivery in Kampala, Uganda. *Development Policy Review*, 32(s1). <https://doi.org/10.1111/dpr.12068>
- Landais, E., Miotto-Plessis, M., Bene, C., Maitre d'Hotel, E., Truong, M.T., Somé, J.W. & Verger, E.O. 2023. Consumption of food away from home in low- and middle-income countries: a systematic scoping review. *Nutrition Reviews*, 81(6): 727–754. <https://doi.org/10.1093/nutrit/nuac085>
- Lane, M.M., Garnage, E., Du, S., Ashtree, D.N., McGuinness, A.J., Gauci, S., Baker, P. *et al.* 2024. Ultra-processed food exposure and adverse health outcomes: umbrella review of epidemiological meta-analyses. *BMJ*, 384:e077310. <https://doi.org/10.1136/bmj-2023-077310>
- Langellier, B.A., Garza, J.R., Prelip, M.L., Glik, D., Brookmeyer, R. & Ortega, A.N. 2013. Corner Store Inventories, Purchases, and Strategies for Intervention: A Review of the Literature. *Californian Journal of Health Promotion*, 11(3): 1–13.
- Lavelle, F., Bucher, T., Dean, M., Brown, H.M., Rollo, M.E. & Collins, C.E. 2020. Diet quality is more strongly related to food skills rather than cooking skills confidence: Results from a national cross-sectional survey. *Nutrition & Dietetics*, 77(1): 112–120. <https://doi.org/10.1111/1747-0080.12583>
- LBD Double Burden of Malnutrition Collaborators, Kinyoki, D.K., Ross, J.M., Lazzar-Atwood, A., Munro, S.B., Schaeffer, L.E., Abbasalizad-Farhangi, M. *et al.* 2020. Mapping local patterns of childhood overweight and wasting in low- and middle-income countries between 2000 and 2017. *Nature Medicine*, 26(5): 750–759. <https://doi.org/10.1038/s41591-020-0807-6>
- Leach, M., Nisbett, N., Cabral, L., Harris, J., Hossain, N. & Thompson, J. 2020. Food politics and development. *World Development*, 134: 105024. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2020.105024>

- Leal Londoño, M. del P.** 2011. Análisis de la planificación y gestión del sistema de abastecimiento y distribución mayorista de alimentos en Barcelona y su área metropolitana (1971-2008). *Cuadernos de Geografía: Revista Colombiana de Geografía*, 20(2): 35–50.
- Lee, G., Pan, W., Peñataro Yori, P., Paredes Olortegui, M., Tilley, D., Gregory, M., Oberhelman, R. et al.** 2013. Symptomatic and Asymptomatic *Campylobacter* Infections Associated with Reduced Growth in Peruvian Children. *PLoS Neglected Tropical Diseases*, 7(1): e2036. <https://doi.org/10.1371/journal.pntd.0002036>
- Lee, G.O., Surkan, P.J., Zelner, J., Paredes Olortegui, M., Peñataro Yori, P., Ambikapathi, R., Caulfield, L.E., Gilman, R.H. & Kosek, M.N.** 2018. Social connectedness is associated with food security among peri-urban Peruvian Amazonian communities. *SSM - Population Health*, 4: 254–262. <https://doi.org/10.1016/j.ssmph.2018.02.004>
- Lee, J., Gereffi, G. & Beauvais, J.** 2012. Global value chains and agrifood standards: Challenges and possibilities for smallholders in developing countries. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 109(31): 12326–12331. <https://doi.org/10.1073/pnas.0913714108>
- Lee, K.C.L.** 2018. Grocery shopping, food waste, and the retail landscape of cities: The case of Seoul. *Journal of Cleaner Production*, 172: 325–334. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2017.10.085>
- Lehmann, S.** 2018. Implementing the Urban Nexus approach for improved resource-efficiency of developing cities in Southeast-Asia. *City, Culture and Society*, 13: 46–56. <https://doi.org/10.1016/j.ccs.2017.10.003>
- Lemaire, A. & Limbourg, S.** 2019. How can food loss and waste management achieve sustainable development goals? *Journal of Cleaner Production*, 234: 1221–1234. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2019.06.226>
- Lenaerts, B. & Demont, M.** 2021. The global burden of chronic and hidden hunger revisited: New panel data evidence spanning 1990–2017. *Global Food Security*, 28: 100480. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2020.100480>
- Lerner, A.P.** 1949. The Myth of the Parasitic Middleman: "Productive" and "Unproductive" Labor. *Commentary*, 8. <https://www.commentary.org/articles/abba-lerner/the-myth-of-the-parasitic-middlemanproductive-and-unproductive-labor/>
- Leslie, C.R.** 2022. Food Deserts, Racism, and Antitrust Law. *California Law Review*, 110(6). <https://doi.org/10.15779/Z38GM81P9R>
- Levin, C.E., Ruel, M.T., Morris, S.S., Maxwell, D.G., Armar-Klemesu, M. & Ahiadeke, C.** 1999. Working Women in an Urban Setting: Traders, Vendors and Food Security in Accra. *World Development*, 27(11): 1977–1991. [https://doi.org/10.1016/S0305-750X\(99\)00096-0](https://doi.org/10.1016/S0305-750X(99)00096-0)
- Levin, J., Idler, E.L. & VanderWeele, T.J.** 2022. Faith-Based Organizations and SARS-CoV-2 Vaccination: Challenges and Recommendations. *Public Health Reports*, 137(1): 11–16. <https://doi.org/10.1177/00333549211054079>
- Liguori, J., Trübswasser, U., Pradeilles, R., Le Port, A., Landais, E., Talsma, E.F., Lundy, M. et al.** 2022. How do food safety concerns affect consumer behaviors and diets in low- and middle-income countries? A systematic review. *Global Food Security*, 32: 100606. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2021.100606>
- Lim, S.S., Vos, T., Flaxman, A.D., Danaei, G., Shibuya, K., Adair-Rohani, H., AlMazroa, M.A. et al.** 2012. A comparative risk assessment of burden of disease and injury attributable to 67 risk factors and risk factor clusters in 21 regions, 1990–2010: a systematic analysis for the Global Burden of Disease Study 2010. *The Lancet*, 380(9859): 2224–2260. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(12\)61766-8](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(12)61766-8)
- Lindell, I.** 2010. Informality and Collective Organising: identities, alliances and transnational activism in Africa. *Third World Quarterly*, 31(2): 207–222. <https://doi.org/10.1080/01436591003711959>
- Linderhof, V., Dijkxhoorn, Y., Fongar, A., Onyango, J. & Nalweyiso, M.** 2019. *Food system mapping in Kanyanya (Kampala): Deliverable of NOURICITY project, Workshop report.* NOURICITY. <https://edepot.wur.nl/511199>
- LOGIC (Living Off-Grid Food and Infrastructure Collaboration), Battersby, J., Brown-Luthango, M., Fuseini, I., Gulabani, H., Haysom, G., Jackson, B. et al.** 2023. Bringing together urban systems and food systems theory and research is overdue: understanding the relationships between food and nutrition infrastructures along a continuum of contested and hybrid access. *Agriculture and Human Values*, 41:438–448. <https://doi.org/10.1007/s10460-023-10507-6>
- Long, H., Zou, J. & Liu, Y.** 2009. Differentiation of rural development driven by industrialization and urbanization in eastern coastal China. *Habitat International*, 33(4): 454–462. <https://doi.org/10.1016/j.habitatint.2009.03.003>
- Loopstra, R., Lambie-Mumford, H. & Fledderjohann, J.** 2019. Food bank operational characteristics and rates of food bank use across Britain. *BMC Public Health*, 19(1): 561. <https://doi.org/10.1186/s12889-019-6951-6>
- Lopes, S.O., Abrantes, L.C.S., Azevedo, F.M., Morais, N.D.S.D., Morais, D.D.C., Gonçalves, V.S.S., Fontes, E.A.F., Franceschini, S.D.C.C. & Priore, S.E.** 2023. Food Insecurity and Micronutrient Deficiency in Adults: A Systematic Review and Meta-Analysis. *Nutrients*, 15(5): 1074. <https://doi.org/10.3390/nu15051074>
- Lu, Y., Wu, J., Peng, J. & Lu, L.** 2020. The perceived impact of the Covid-19 epidemic: evidence from a sample of 4807 SMEs in Sichuan Province, China. *Environmental Hazards*, 19(4): 323–340. <https://doi.org/10.1080/17477891.2020.1763902>



- Lukwa, A.T., Odunitan-Wayas, F., Lambert, E.V., Alaba, O.A. & on behalf of the "Savings for Health" IDRC Collaborators.** 2022. Can Informal Savings Groups Promote Food Security and Social, Economic and Health Transformations, Especially among Women in Urban Sub-Saharan Africa: A Narrative Systematic Review. *Sustainability*, 14(6): 3153. <https://doi.org/10.3390/su14063153>
- Lund, F. & Skinner, C.** 1999. *Promoting the interests of women in the informal economy: An analysis of street trader organisations in South Africa*. CSDS Research Report. 19. Durban, School of Development Studies, University of Natal. [https://www.wiego.org/sites/default/files/publications/files/LundSkinner\\_Promoting\\_interests\\_women\\_IE\\_1999.pdf](https://www.wiego.org/sites/default/files/publications/files/LundSkinner_Promoting_interests_women_IE_1999.pdf)
- Lundström, M.** 2023. Political Imaginations of Community Kitchens in Sweden. *Critical Sociology*, 49(2): 305–318. <https://doi.org/10.1177/089692052211077604>
- Luoma, J., Adubra, L., Ashorn, P., Ashorn, U., Bendabenda, J., Dewey, K.G., Hallamaa, L. et al.** 2023. Association between asymptomatic infections and linear growth in 18–24-month-old Malawian children. *Maternal & Child Nutrition*, 19(1): e13417. <https://doi.org/10.1111/mcn.13417>
- Lutfiyya, M.N., Chang, L.F. & Lipsky, M.S.** 2012. A cross-sectional study of US rural adults' consumption of fruits and vegetables: do they consume at least five servings daily? *BMC Public Health*, 12(1): 280. <https://doi.org/10.1186/1471-2458-12-280>
- Mah, C.L., Minaker, L.M., Jameson, K., Rappaport, L., Taylor, K., Graham, M., Moody, N. & Cook, B.** 2017. An introduction to the healthy corner store intervention model in Canada. *Canadian Journal of Public Health*, 108(3): e320–e324. <https://doi.org/10.17269/CJPH.108.5801>
- Mahadevia, D., Brown, A., Vyas, S., Patel, T. & SEWA.** 2014. *Inclusive Design for Street Vendors in India*. Centre for Urban Equity & Cardiff University. <http://rgdoi.net/10.13140/RG.2.1.4403.2167>
- Maimaiti, M., Ma, X., Zhao, X., Jia, M., Li, J., Yang, M., Ru, Y. et al.** 2020. Multiplicity and complexity of food environment in China: full-scale field census of food outlets in a typical district. *European Journal of Clinical Nutrition*, 74(3): 397–408. <https://doi.org/10.1038/s41430-019-0462-5>
- Maitra, C.** 2017. Adapting an experiential scale to measure food insecurity in urban slum households of India. *Global Food Security*, 15: 53–64. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2017.04.005>
- Mak, T.M.W., Xiong, X., Tsang, D.C.W., Yu, I.K.M. & Poon, C.S.** 2020. Sustainable food waste management towards circular bioeconomy: Policy review, limitations and opportunities. *Bioresource Technology*, 297: 122497. <https://doi.org/10.1016/j.biortech.2019.122497>
- Malik, A.** 2023. Uber Eats is reportedly developing an AI chatbot that will offer recommendations, speed up ordering. In: *Tech Crunch*. [Cited 28 February 2024]. <https://techcrunch.com/2023/08/28/uber-eats-developing-ai-chatbot-offer-recommendations-speed-up-ordering/>
- Mantravadi, S. & Srail, J.S.** 2023. How Important are Digital Technologies for Urban Food Security? A Framework for Supply Chain Integration using IoT. *Procedia Computer Science*, 217: 1678–1687. <https://doi.org/10.1016/j.procs.2022.12.368>
- Marcuse, P. & van Kempen, R.** 2000. *Globalizing Cities: A New Spatial Order?* Malden, USA, Blackwell.
- Marla, K.S. & Padmaja, R.** 2023. Analyzing gender differentials in dietary diversity across urban and peri-urban areas of Hyderabad, India. *BMC Nutrition*, 9(1): 36. <https://doi.org/10.1186/s40795-023-00692-2>
- Marovelli, B.** 2019. Cooking and eating together in London: Food sharing initiatives as collective spaces of encounter. *Geoforum*, 99: 190–201. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2018.09.006>
- Martín, D. & de la Fuente, R.** 2022. Global and Local Agendas: The Milan Urban Food Policy Pact and Innovative Sustainable Food Policies in Euro-Latin American Cities. *Land*, 11(2): 202. <https://doi.org/10.3390/land11020202>
- Maxwell, D.G., Levin, C.E., Armar-Klemesu, M., Ruel, M.T., Morris, S.S. & Ahiadeke, C.** 2000. *Urban livelihoods and food and nutrition security in Greater Accra, Ghana*. Research Report. No. 112. Washington, DC, International Food Policy Research Institute.
- Maxwell, S.** 1990. Food Security in Developing Countries: Issues and Options for the 1990s. *IDS Bulletin*, 21(3): 2–13. <https://doi.org/10.1111/j.1759-5436.1990.mp21003002.x>
- Maye, D. & Kirwan, J.** 2010. Alternative food networks. *Socio-pedia.isa*. <https://doi.org/10.1177/205684601051>
- Mbogori, T., Kimmel, K., Zhang, M., Kandiah, J. & Wang, Y.** 2020. Nutrition transition and double burden of malnutrition in Africa: A case study of four selected countries with different social economic development. *AIMS Public Health*, 7(3): 425–439. <https://doi.org/10.3934/publichealth.2020035>
- McKay, F.H., Sims, A. & Van Der Pligt, P.** 2023. Measuring Food Insecurity in India: A Systematic Review of the Current Evidence. *Current Nutrition Reports*, 12(2): 358–367. <https://doi.org/10.1007/s13668-023-00470-3>
- McKeon, N.** 2017. Are Equity and Sustainability a Likely Outcome When Foxes and Chickens Share the Same Coop? Critiquing the Concept of Multistakeholder Governance of Food Security. *Globalizations*, 14(3): 379–398. <https://doi.org/10.1080/14747731.2017.1286168>
- Meah, A. & Jackson, P.** 2013. Crowded kitchens: the 'democratisation' of domesticity? *Gender, Place & Culture*, 20(5): 578–596. <https://doi.org/10.1080/0966369X.2012.701202>



- Mekonnen, D.A., Adeyemi, O., Gilbert, R., Akerele, D., Achterbosch, T. & Herforth, A. 2023. Affordability of healthy diets is associated with increased food systems performance in Nigeria: state-level analysis. *Agricultural and Food Economics*, 11(1): 21. <https://doi.org/10.1186/s40100-023-00263-w>
- Men, F., Gundersen, C., Urquia, M.L. & Tarasuk, V. 2019. Prescription medication nonadherence associated with food insecurity: a population-based cross-sectional study. *CMAJ Open*, 7(3): E590–E597. <https://doi.org/10.9778/cmajo.20190075>
- Menashe-Oren, A. & Bocquier, P. 2021. Urbanization Is No Longer Driven by Migration in Low- and Middle-Income Countries (1985–2015). *Population and Development Review*, 47(3): 639–663. <https://doi.org/10.1111/padr.12407>
- Mendes, L.L., Rocha, L.L., Botelho, L.V., De Menezes, M.C., Júnior, P.C.P.D.C., Da Camara, A.O., Cardoso, L.D.O. et al. 2023. Scientific research on food environments in Brazil: a scoping review. *Public Health Nutrition*, 26(10): 2056–2065. <https://doi.org/10.1017/S1368980023000836>
- Mendes, W. & Sonnino, R. 2018. Urban food governance in the global north. In: T. Marsden, ed. *The Sage handbook of nature. Volume 3*. pp. 543–560. California, USA, Sage Publications.
- Mendez Lopez, A., Loopstra, R., McKee, M. & Stuckler, D. 2017. Is trade liberalisation a vector for the spread of sugar-sweetened beverages? A cross-national longitudinal analysis of 44 low- and middle-income countries. *Social Science & Medicine*, 172: 21–27. <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2016.11.001>
- Mertens, A., Benjamin-Chung, J., Colford, J.M., Hubbard, A.E., Van Der Laan, M.J., Coyle, J., Sofrygin, O. et al. 2023. Child wasting and concurrent stunting in low- and middle-income countries. *Nature*, 621(7979): 558–567. <https://doi.org/10.1038/s41586-023-06480-z>
- Michel, S., Wiek, A., Bloemertz, L., Bornemann, B., Gran-champ, L., Villet, C., Gascón, L. et al. 2022. Opportunities and challenges of food policy councils in pursuit of food system sustainability and food democracy—a comparative case study from the Upper-Rhine region. *Frontiers in Sustainable Food Systems*, 6: 916178. <https://doi.org/10.3389/fsufs.2022.916178>
- Milani, P., Torres-Aguilar, P., Hamaker, B., Manary, M., Abushamma, S., Laar, A., Steiner, R. et al. 2022. The whole grain manifesto: From Green Revolution to Grain Evolution. *Global Food Security*, 34: 100649. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2022.100649>
- Miller, V., Webb, P., Cudhea, F., Shi, P., Zhang, J., Reedy, J., Erndt-Marino, J. et al. 2022. Global dietary quality in 185 countries from 1990 to 2018 show wide differences by nation, age, education, and urbanicity. *Nature Food*, 3(9): 694–702. <https://doi.org/10.1038/s43016-022-00594-9>
- Milliken, K. 2023. Addressing Destabilizing Impacts of Extreme Heat on Global Food Security. In: *SDG Knowledge Hub*. [Cited 11 October 2023]. <https://sdg.iisd.org/commentary/guest-articles/addressing-destabilizing-impacts-of-extreme-heat-on-global-food-security/#:~:text=Severe%20temperature%20impacts%20during%20the,shortened%20shelf%20life%2C%20and%20waste.>
- Minaker, L.M., Shuh, A., Olstad, D.L., Engler-Stringer, R., Black, J.L. & Mah, C.L. 2016. Retail food environments research in Canada: A scoping review. *Canadian Journal of Public Health*, 107(S1): eS4–eS13. <https://doi.org/10.17269/CJPH.107.5344>
- Mok, H.-F., Williamson, V.G., Grove, J.R., Burry, K., Barker, S.F. & Hamilton, A.J. 2014. Strawberry fields forever? Urban agriculture in developed countries: a review. *Agronomy for Sustainable Development*, 34(1): 21–43. <https://doi.org/10.1007/s13593-013-0156-7>
- Monroy-Gomez, J., Van Zutphen-Küffer, K.G., Barjolle, D., Barth-Jaeggi, T., Gavin-Smith, B., Nwokoro, C., Prytherch, H. et al. 2022. Determinants for Purchasing, Preparing, Consuming, and Feeding Practices Among Women of Reproductive Age With Low Socioeconomic Status in Two Secondary Cities in Rwanda. *Current Developments in Nutrition*, 6: 852. <https://doi.org/10.1093/cdn/nzac065.036>
- Mooney, P.H. 2022. Local governance of a field in transition: The food policy council movement. *Journal of Rural Studies*, 89: 98–109. <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2021.11.013>
- Moradi, S., Arghavani, H., Issah, A., Mohammadi, H. & Mirzaei, K. 2018. Food insecurity and anaemia risk: a systematic review and meta-analysis. *Public Health Nutrition*, 21(16): 3067–3079. <https://doi.org/10.1017/S1368980018001775>
- Moragues, A., Morgan, K., Moschitz, H., Neimane, I., Nilsson, H., Pinto, M., Rohrer, H. et al. 2013. *Urban Food Strategies: The Rough Guide to Sustainable Food Systems*. Document developed in the framework of the FP7 project FOODLINKS (GA No. 265287).
- Moragues-Faus, A., Battersby, J., Clark, J.K. & Davies, A., eds. 2023. *Routledge Handbook of Urban Food Governance*. First edition. London, Routledge.
- Moragues-Faus, A. & Battersby, J. 2021. Urban food policies for a sustainable and just future: Concepts and tools for a renewed agenda. *Food Policy*, 103: 102124. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2021.102124>
- Moragues-Faus, A., Marsden, T., Adlerová, B. & Hausmanová, T. 2020. Building Diverse, Distributive, and Territorialized Agrifood Economies to Deliver Sustainability and Food Security. *Economic Geography*, 96(3): 219–243. <https://doi.org/10.1080/00130095.2020.1749047>
- Moragues-Faus, A. & Morgan, K. 2015. Reframing the food-scape: the emergent world of urban food policy. *Environment and Planning A: Economy and Space*, 47(7): 1558–1573. <https://doi.org/10.1177/0308518X15595754>

- Moragues-Faus, A. & Sonnino, R.** 2019. Re-assembling sustainable food cities: An exploration of translocal governance and its multiple agencies. *Urban Studies*, 56(4): 778–794. <https://doi.org/10.1177/0042098018763038>
- Moragues-Faus, A.** 2020. Towards a critical governance framework: Unveiling the political and justice dimensions of urban food partnerships. *The Geographical Journal*, 186(1): 73–86. <https://doi.org/10.1111/geoj.12325>
- Moragues-Faus, A.** 2021. The emergence of city food networks: Rescaling the impact of urban food policies. *Food Policy*, 103: 102107. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2021.102107>
- Morley, A. & Morgan, K.** 2021. Municipal foodscapes: Urban food policy and the new municipalism. *Food Policy*, 103: 102069. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2021.102069>
- Morone, P., Koutinas, A., Gathergood, N., Arshadi, M. & Matharu, A.** 2019. Food waste: Challenges and opportunities for enhancing the emerging bio-economy. *Journal of Cleaner Production*, 221: 10–16. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2019.02.258>
- Morrison, T.H., Adger, W.N., Brown, K., Lemos, M.C., Huitema, D., Phelps, J., Evans, L. et al.** 2019. The black box of power in polycentric environmental governance. *Global Environmental Change*, 57: 101934. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2019.101934>
- Morrow, O.** 2019a. Sharing food and risk in Berlin's urban food commons. *Geoforum*, 99: 202–212. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2018.09.003>
- Morrow, O.** 2019b. Community Self-Organizing and the Urban Food Commons in Berlin and New York. *Sustainability*, 11(13): 3641. <https://doi.org/10.3390/su11133641>
- Moseley, W.G., Carney, J. & Becker, L.** 2010. Neoliberal policy, rural livelihoods, and urban food security in West Africa: A comparative study of The Gambia, Côte d'Ivoire, and Mali. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 107(13): 5774–5779. <https://doi.org/10.1073/pnas.0905717107>
- Moseley, W.G.** 2001. Monitoring Urban Food Security in Sub-Saharan Africa. *African Geographical Review*, 21(1): 81–90. <https://doi.org/10.1080/19376812.2001.9756162>
- Mottaleb, K.A., Kruseman, G. & Snapp, S.** 2022. Potential impacts of Ukraine-Russia armed conflict on global wheat food security: A quantitative exploration. *Global Food Security*, 35: 100659. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2022.100659>
- Moustier, P., Holdsworth, M., Anh, D.T., Seck, P.A., Renting, H., Caron, P. & Bricas, N.** 2023. The diverse and complementary components of urban food systems in the global South: Characterization and policy implications. *Global Food Security*, 36: 100663. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2022.100663>
- Muchangos, L.S.D.** 2022. Mapping the Circular Economy Concept and the Global South. *Circular Economy and Sustainability*, 2(1): 71–90. <https://doi.org/10.1007/s43615-021-00095-0>
- MUFPP (Milan Urban Food Policy Pact).** 2022. Milan Pact Awards 2022, Araraquara. [Cited 20 October 2023]. [https://www.milanurbanfoodpolicypact.org/wp-content/uploads/2023/02/1.-GOV\\_Special-Mention\\_Araraquara-Brazil.pdf](https://www.milanurbanfoodpolicypact.org/wp-content/uploads/2023/02/1.-GOV_Special-Mention_Araraquara-Brazil.pdf)
- MUFPP.** 2023. *Milan Pact Awards 2022*. Milano.
- Mui, Y., Headrick, G., Raja, S., Palmer, A., Ehsani, J. & Pollack Porter, K.** 2022. Acquisition, mobility and food insecurity: integrated food systems opportunities across urbanicity levels highlighted by COVID-19. *Public Health Nutrition*, 25(1): 114–118. <https://doi.org/10.1017/S1368980021002755>
- Mukim, M. & Roberts, M., eds.** 2023. *Thriving: Making Cities Green, Resilient, and Inclusive in a Changing Climate*. Washington, DC, The World Bank. <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1935-3>
- Mutunga, M., Frison, S., Rava, M. & Bahwere, P.** 2020. The Forgotten Agenda of Wasting in Southeast Asia: Burden, Determinants and Overlap with Stunting: A Review of Nationally Representative Cross-Sectional Demographic and Health Surveys in Six Countries. *Nutrients*, 12(2): 559. <https://doi.org/10.3390/nu12020559>
- Mwambi, M., Schreinemachers, P., Praneetvatakul, S. & Harris, J.** 2023. Cost and affordability of a healthy diet for urban populations in Thailand and the Philippines before and during the COVID-19 pandemic. *BMC Public Health*, 23(1): 1398. <https://doi.org/10.1186/s12889-023-16207-4>
- Mwangi, A.M., Den Hartog, A.P., Mwadime, R.K.N., Van Staveren, W.A. & Foeken, D.W.J.** 2002. Do Street Food Vendors Sell a Sufficient Variety of Foods for a Healthful Diet? the Case of Nairobi. *Food and Nutrition Bulletin*, 23(1): 48–56. <https://doi.org/10.1177/156482650202300107>
- Na, M., Gross, A.L. & West, K.P.** 2015. Validation of the food access survey tool to assess household food insecurity in rural Bangladesh. *BMC Public Health*, 15(1): 863. <https://doi.org/10.1186/s12889-015-2208-1>
- Nago, E.S., Lachat, C.K., Dossa, R.A.M. & Kolsteren, P.W.** 2014. Association of Out-of-Home Eating with Anthropometric Changes: A Systematic Review of Prospective Studies. *Critical Reviews in Food Science and Nutrition*, 54(9): 1103–1116. <https://doi.org/10.1080/10408398.2011.627095>
- Nago, E.S., Verstraeten, R., Lachat, C.K., Dossa, R.A. & Kolsteren, P.W.** 2012. Food Safety Is a Key Determinant of Fruit and Vegetable Consumption in Urban Beninese Adolescents. *Journal of Nutrition Education and Behavior*, 44(6): 548–555. <https://doi.org/10.1016/j.jneb.2011.06.006>
- Napier, C., Oldewage-Theron, W. & Makhaye, B.** 2018. Predictors of food insecurity and coping strategies of women asylum seekers and refugees in Durban, South Africa. *Agriculture & Food Security*, 7(1): 67. <https://doi.org/10.1186/s40066-018-0220-2>

- Nash, N.S.** 2023. *Hunger: Food Deprivation as a Military Weapon*. Barnsley, United Kingdom, Pen & Sword Military.
- Nature Editorial Board.** 2023. Want a sustainable future? Then look to the world's cities. *Nature*, 620(7975): 697–697. <https://doi.org/10.1038/d41586-023-02597-3>
- NCD-RisC (NCD Risk Factor Collaboration).** 2019. Rising rural body-mass index is the main driver of the global obesity epidemic in adults. *Nature*, 569(7755): 260–264. <https://doi.org/10.1038/s41586-019-1171-x>
- Nelson, E., Aberdeen, P., Dietrich-O'Connor, F. & Shantz, E.** 2011. *Emergency food services in Guelph-Wellington*. Guelph, Canada, Institute for Community Engaged Scholarship. <http://hdl.handle.net/10214/9314>
- Neufeld, L.M., Andrade, E.B., Ballonoff Suleiman, A., Barker, M., Beal, T., Blum, L.S., Demmler, K.M. et al.** 2022. Food choice in transition: adolescent autonomy, agency, and the food environment. *The Lancet*, 399(10320): 185–197. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(21\)01687-1](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(21)01687-1)
- Neve, K.L., Coleman, P., Hawkes, C., Vogel, C. & Isaacs, A.** 2024. What shapes parental feeding decisions over the first 18 months of parenting: Insights into drivers towards commercial and home-prepared foods among different socioeconomic groups in the UK. *Appetite*, 196: 107260. <https://doi.org/10.1016/j.appet.2024.107260>
- Ng, M., Fleming, T., Robinson, M., Thomson, B., Graetz, N., Margono, C., Mullany, E.C. et al.** 2014. Global, regional, and national prevalence of overweight and obesity in children and adults during 1980–2013: a systematic analysis for the Global Burden of Disease Study 2013. *The Lancet*, 384(9945): 766–781. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(14\)60460-8](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(14)60460-8)
- Ng'anjo, N.** 1994. *An evaluation of the law on street trading in Zambia (A case study of Lusaka)*. Lusaka, University of Zambia. Bachelor of Law thesis.
- Nguyen, P.H., Scott, S., Headey, D., Singh, N., Tran, L.M., Menon, P. & Ruel, M.T.** 2021. The double burden of malnutrition in India: Trends and inequalities (2006–2016). *PLOS ONE*, 16(2): e0247856. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0247856>
- Niebylski, M.L., Redburn, K.A., Duhaney, T. & Campbell, N.R.** 2015. Healthy food subsidies and unhealthy food taxation: A systematic review of the evidence. *Nutrition*, 31(6): 787–795. <https://doi.org/10.1016/j.nut.2014.12.010>
- Nijman, J. & Wei, Y.D.** 2020. Urban inequalities in the 21st century economy. *Applied Geography*, 117: 102188. <https://doi.org/10.1016/j.apgeog.2020.102188>
- Njoh, A.J.** 2003. Urbanization and development in sub-Saharan Africa. *Cities*, 20(3): 167–174. [https://doi.org/10.1016/S0264-2751\(03\)00010-6](https://doi.org/10.1016/S0264-2751(03)00010-6)
- Noegroho, N., Tedja, M. & Primadi, R.S.** 2021. New Traditional Market based on Waste Management using 3R method (Study Case : Warung Buncit Jakarta). *IOP Conference Series: Earth and Environmental Science*, 794(1): 012203. <https://doi.org/10.1088/1755-1315/794/1/012203>
- Nogales, M.T.** 2019. Designing Holistic Food Systems with Citizen Participation in Bolivia. *Urban Agriculture magazine*, 36: 27–28.
- Nordhagen, S. & Demmler, K.M.** 2023. How do food companies try to reach lower-income consumers, and do they succeed? Insights from a systematic review. *Global Food Security*, 37: 100699. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2023.100699>
- Nordhagen, S., Lee, J., Monterrosa, E., Onuigbo-Chatta, N., Okoruwa, A., Lambertini, E. & Pelto, G.H.** 2023. Where supply and demand meet: how consumer and vendor interactions create a market, a Nigerian example. *Food Security*, 15:1505–1519. <https://doi.org/10.1007/s12571-023-01397-x>
- Nordhagen, S.** 2022. Food safety perspectives and practices of consumers and vendors in Nigeria: A review. *Food Control*, 134: 108693. <https://doi.org/10.1016/j.foodcont.2021.108693>
- Nosratabadi, S., Khazami, N., Abdallah, M.B., Lackner, Z., S. Band, S., Mosavi, A. & Mako, C.** 2020. Social Capital Contributions to Food Security: A Comprehensive Literature Review. *Foods*, 9(11): 1650. <https://doi.org/10.3390/foods9111650>
- Nyamnjoh, H.M.** 2018. Food, memory and transnational gastronomic culture amongst Cameroonian migrants in Cape Town, South Africa. *Anthropology Southern Africa*, 41(1): 25–40. <https://doi.org/10.1080/23323256.2018.1442728>
- NYC (New York City).** n.d. Green Cart Permit. In: *Official Website of the City of New York*. [Cited 20 October 2023]. <https://nyc-business.nyc.gov/nycbusiness/description/green-cart-permit>
- OECD (Organisation for Economic Co-operation and Development).** 2022. *States of Fragility 2022*. States of Fragility. Paris, OECD Publishing. <https://doi.org/10.1787/c7fedf5e-en>
- OECD.** 2023. *Financing Cities of Tomorrow: G20/OECD Report for the G20 Infrastructure Working Group under the Indian Presidency*. Paris, OECD Publishing. <https://doi.org/10.1787/51bd124a-en>
- OECD/FAO.** 2023. *OECD-FAO Agricultural Outlook 2023-2032*. OECD-FAO Agricultural Outlook. Paris, OECD Publishing. <https://doi.org/10.1787/08801ab7-en>
- OECD/UCLG (United Cities and Local Governments).** 2016. *Subnational Governments around the world: Structure and finance*. <https://www.oecd.org/regional/regional-policy/Subnational-Governments-Around-the-World-%20Part-I.pdf>

- OECD, UN ECA (United Nations Economic Commission for Africa) & AfDB (African Development Bank Group).** 2022. *Africa's Urbanisation Dynamics 2022: The Economic Power of Africa's Cities*. West African Studies. Paris, OECD Publishing. <https://doi.org/10.1787/3834ed5b-en>
- Ogello, E., Outa, N. & Ouma, K.** 2021. *Socio-economic Implications of Imported Frozen Tilapia on the Local fish Production and Value Chain Linkages: Case of Kisumu County, Kenya*. *AfricArXiv Preprints*. <https://doi.org/10.14293/111.000/000018.v1>
- Okolo-Obasi, N.E. & Uduji, J.I.** 2022. The impact of National Home Grown School Feeding Programme (NHGSFP) on rural communities in Nigeria. *Journal of Economic and Administrative Sciences*. [ahead-of-print] <https://doi.org/10.1108/JEAS-10-2021-0211>
- Ong, V., Skinner, K. & Minaker, L.M.** 2021. Life stories of food agency, health, and resilience in a rapidly gentrifying urban centre: Building a multidimensional concept of food access. *Social Science & Medicine*, 280: 114074. <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2021.114074>
- Oommen, A., Vatsa, M., Paul, V.K. & Aggarwal, R.** 2009. Breastfeeding practices of urban and rural mothers. *Indian Pediatrics*, 46(10): 891–894.
- Opiyo, P.O. & Ogindo, H.O.** 2018. The characteristics of the urban food system in Kisumu, Kenya. In: J. Battersby & V. Watson, eds. *Urban Food Systems Governance and Poverty in African Cities*. First edition, pp. 182–194. London, Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781315191195-4>
- Orjinmo, N.** 2023. Nigeria's so-called tax collectors: Menacing and mafia-like. *BBC News*, 16 July 2023. [Cited 29 September 2023]. <https://www.bbc.com/news/world-africa-66152708>
- Orjuela-Grimm, M., Deschak, C., Aragon Gama, C.A., Bhatt Carreño, S., Hoyos, L., Mundo, V., Bojorquez, I. et al.** 2022. Migrants on the Move and Food (In)security: A Call for Research. *Journal of Immigrant and Minority Health*, 24(5): 1318–1327. <https://doi.org/10.1007/s10903-021-01276-7>
- Orsini, F., Pennisi, G., Michelon, N., Minelli, A., Bazzocchi, G., Sanyé-Mengual, E. & Gianquinto, G.** 2020. Features and Functions of Multifunctional Urban Agriculture in the Global North: A Review. *Frontiers in Sustainable Food Systems*, 4: 562513. <https://doi.org/10.3389/fsufs.2020.562513>
- Otoo, M., Fulton, J., Ibro, G. & Lowenberg-Deboer, J.** 2011. Women entrepreneurship in West Africa: The cowpea street food sector in Niger and Ghana. *Journal of Developmental Entrepreneurship*, 16(01): 37–63. <https://doi.org/10.1142/S1084946711001732>
- Otten, J.J., Saelens, B.E., Kapphahn, K.I., Hekler, E.B., Buman, M.P., Goldstein, B.A., Krukowski, R.A. et al.** 2014. Impact of San Francisco's Toy Ordinance on Restaurants and Children's Food Purchases, 2011–2012. *Preventing Chronic Disease*, 11: 140026. <https://doi.org/10.5888/pcd11.140026>
- Otterbach, S., Oskorouchi, H.R., Rogan, M. & Qaim, M.** 2021. Using Google data to measure the role of Big Food and fast food in South Africa's obesity epidemic. *World Development*, 140: 105368. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2020.105368>
- Ouédraogo, S.Y.Y.A., Sisawo, E.J. & Huang, S.L.** 2017. Sexual abuse and risky sexual behaviors among young female hawkers in Burkina Faso: a mixed method study. *BMC International Health and Human Rights*, 17(1): 1. <https://doi.org/10.1186/s12914-016-0109-8>
- Ouma, S.** 2010. Global Standards, Local Realities: Private Agrifood Governance and the Restructuring of the Kenyan Horticulture Industry. *Economic Geography*, 86(2): 197–222. <https://doi.org/10.1111/j.1944-8287.2009.01065.x>
- Ouma, S.** 2015. *Assembling Export Markets: The Making and Unmaking of Global Food Connections in West Africa*. First edition. Wiley. <https://doi.org/10.1002/9781118632567>
- Owuor, S., Brown, A., Crush, J., Frayne, B. & Wagner, J.** 2017. *The Urban Food System of Nairobi, Kenya*. Hungry Cities Report. No. 6. Hungry Cities Partnership. <https://hungrycities.net/wp-content/uploads/2017/11/HC6.pdf>
- Paciarotti, C. & Torregiani, F.** 2021. The logistics of the short food supply chain: A literature review. *Sustainable Production and Consumption*, 26: 428–442. <https://doi.org/10.1016/j.spc.2020.10.002>
- Paffarini, C., Torquati, B., Illuminati, R., Pölling, B. & Lorleberg, W.** 2015. Bridging the gap – education and farming in specialized kindergarten farms. Presentation at Second International Conference on Agriculture in an Urbanizing Society 'Reconnecting Agriculture and Food Chains to Societal Needs', 14–17 September 2015. Rome.
- Palanivel, T.** 2017. Rapid urbanisation: opportunities and challenges to improve the well-being of societies. [Cited 8 October 2023]. <https://hdr.undp.org/content/rapid-urbanisation-opportunities-and-challenges-improve-well-being-societies>
- Paltiel, O., Fedorova, G., Tadmor, G., Kleinstern, G., Maor, Y. & Chefetz, B.** 2016. Human Exposure to Wastewater-Derived Pharmaceuticals in Fresh Produce: A Randomized Controlled Trial Focusing on Carbamazepine. *Environmental Science & Technology*, 50(8): 4476–4482. <https://doi.org/10.1021/acs.est.5b06256>
- Paluta, L., Kaiser, M.L., Huber-Krum, S. & Wheeler, J.** 2019. Evaluating the impact of a healthy corner store initiative on food access domains. *Evaluation and Program Planning*, 73: 24–32. <https://doi.org/10.1016/j.evalprogplan.2018.11.004>
- Park-Ross, R. & Duminy, J.** 2019. *Incorporating Food into Urban Planning: a toolkit for planning educators in Africa*. Cape Town, Consuming Urban Poverty project. <https://consumingurbanpoverty.files.wordpress.com/2019/04/incorporating-food-into-urban-planning-toolkit.pdf>

- Parsa, A., Van De Wiel, M., Schmutz, U., Fried, J., Black, D. & Roderick, I.** 2023. Challenging the food waste hierarchy. *Journal of Environmental Management*, 344: 118554. <https://doi.org/10.1016/j.jenvman.2023.118554>
- Parsons, K. & Hawkes, C.** 2019. Brief 4: Embedding Food in All Policies. In: *Rethinking Food Policy: A Fresh Approach to Policy and Practice*. London, Centre for Food Policy. [https://www.city.ac.uk/\\_data/assets/pdf\\_file/0020/570440/7643\\_Brief-4\\_Embedding\\_food\\_in\\_all\\_policies\\_WEB\\_SP.pdf](https://www.city.ac.uk/_data/assets/pdf_file/0020/570440/7643_Brief-4_Embedding_food_in_all_policies_WEB_SP.pdf)
- Parsons, K., Lang, T. & Barling, D.** 2021. London's food policy: Leveraging the policy sub-system, programme and plan. *Food Policy*, 103: 102037. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2021.102037>
- Parwez, S.** 2022. COVID-19 pandemic and work precarity at digital food platforms: A delivery worker's perspective. *Social Sciences & Humanities Open*, 5(1): 100259. <https://doi.org/10.1016/j.ssaho.2022.100259>
- Patil, C.L.** 2020. 'I Have Doubts': Adult Perspectives on Food Safety in Peri-Urban Tanzania. Presentation at Agriculture, Nutrition and Health, 8 July 2020. [https://www.youtube.com/watch?v=wCxnSp\\_xyHg](https://www.youtube.com/watch?v=wCxnSp_xyHg)
- Paul, P. & Chakrabarty, S.** 2021. Double Burden of Malnutrition of Mother-Child Pairs in the Same Households: A Case Study from the Bengali Slum Dwellers in West Bengal, India. *Antrocom: Online Journal of Anthropology*, 17(1): 197.
- de Paula, N.F. & de Paula, N.M.** 2019. *Public Policies Promoting Healthy Food Environments in Curitiba/PR*. In: *Proceedings of the IV National Research Meeting on Food Sovereignty and Security, 2019, Goiânia*. Campinas, Galoá, 2019. <https://proceedings.science/enpssan-2019/trabalhos/politicas-publicas-promotoras-de-ambientes-alimentares-saudaveis-em-curitiba-pr?lang=pt-br>
- Pearce, R.** 1991. Urban food subsidies in the context of adjustment. *Food Policy*, 16(6): 436–450. [https://doi.org/10.1016/0306-9192\(91\)90044-K](https://doi.org/10.1016/0306-9192(91)90044-K)
- Penne, T. & Goedemé, T.** 2021. Can low-income households afford a healthy diet? Insufficient income as a driver of food insecurity in Europe. *Food Policy*, 99: 101978. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2020.101978>
- Peprah, K., Amoah, S.T. & Akongbangre, J.N.** 2014. Sack Farming: Innovation for Land Scarcity Farmers in Kenya and Ghana. *International Journal of Innovative Research & Studies*, 3(5).
- Pereira, L. & Drimie, S.** 2016. Governance Arrangements for the Future Food System: Addressing Complexity in South Africa. *Environment: Science and Policy for Sustainable Development*, 58(4): 18–31. <https://doi.org/10.1080/00139157.2016.1186438>
- Pereira, L., Frantzeskaki, N., Hebinck, A., Charli-Joseph, L., Drimie, S., Dyer, M., Eakin, H. et al.** 2020. Transformative spaces in the making: key lessons from nine cases in the Global South. *Sustainability Science*, 15(1): 161–178. <https://doi.org/10.1007/s11625-019-00749-x>
- Pérez-Ferrer, C., Auchincloss, A.H., De Menezes, M.C., Kroker-Lobos, M.F., Cardoso, L.D.O. & Barrientos-Gutierrez, T.** 2019. The food environment in Latin America: a systematic review with a focus on environments relevant to obesity and related chronic diseases. *Public Health Nutrition*, 22(18): 3447–3464. <https://doi.org/10.1017/S1368980019002891>
- Peters, B.G. & Pierre, J.** 2012. Urban Governance. In: P. John, K. Mossberger & S.E. Clarke, eds. *The Oxford Handbook of Urban Politics*. Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780195367867.013.0005>
- Pettigrew, S., Coyle, D., McKenzie, B., Vu, D., Lim, S.C., Berasi, K., Poowanasatien, A., Suya, I. & Kowal, P.** 2022. A review of front-of-pack nutrition labelling in Southeast Asia: Industry interference, lessons learned, and future directions. *The Lancet Regional Health - Southeast Asia*, 3: 100017. <https://doi.org/10.1016/j.lansea.2022.05.006>
- Peytremann-Bridevaux, I., Faeh, D. & Santos-Eggimann, B.** 2007. Prevalence of overweight and obesity in rural and urban settings of 10 European countries. *Preventive Medicine*, 44(5): 442–446. <https://doi.org/10.1016/j.ypmed.2006.11.011>
- Phaliso, S.** 2023. Taxi strike: Townships endure severe shortages and price hikes. *GroundUp*, 10 August 2023. [Cited 15 October 2023]. <https://www.groundup.org.za/article/taxi-strike-township-residents-in-cape-town-face-severe-shortages/>
- Pieterse, E., Parnell, S. & Haysom, G.** 2018. African dreams: locating urban infrastructure in the 2030 sustainable developmental agenda. *Area Development and Policy*, 3(2): 149–169. <https://doi.org/10.1080/23792949.2018.1428111>
- Pimbert, M.** 2017. Towards a transformative urban agroecology. *Urban Agriculture magazine*, 33: 15–17.
- Pingali, P. & Abraham, M.** 2022. Food systems transformation in Asia – A brief economic history. *Agricultural Economics*, 53(6): 895–910. <https://doi.org/10.1111/agec.12734>
- Pingali, P., Stamoulis, K. & Stringer, R.** 2006. Eradicating extreme poverty and hunger: towards a coherent policy agenda. *ESA Working Papers 289066, Food and Agriculture Organization of the United Nations, Agricultural Development Economics Division (ESA)*. <https://doi.org/10.22004/AG.ECON.289066>
- Pingali, P.** 2007. Westernization of Asian diets and the transformation of food systems: Implications for research and policy. *Food Policy*, 32(3): 281–298. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2006.08.001>



- Pingali, P.** 2023. Are the Lessons from the Green Revolution Relevant for Agricultural Growth and Food Security in the Twenty-First Century? In: J.P. Estudillo, Y. Kijima & T. Sonobe, eds. *Agricultural Development in Asia and Africa. Emerging-Economy State and International Policy Studies* pp. 21–32. Singapore, Springer Nature Singapore. [https://doi.org/10.1007/978-981-19-5542-6\\_2](https://doi.org/10.1007/978-981-19-5542-6_2)
- Pingali, P.L., Hossain, M. & Gerpacio, R.V.** 1997. *Asian rice bowls: the returning crisis?* New York, CAB International, Manila, International Rice Research Institute.
- Pinstrup-Andersen, P., ed.** 2014. *Food price policy in an era of market instability: a political economy analysis*. First edition. UNU-WIDER studies in development economics. Oxford, Oxford University Press.
- Piperata, B.A. & Dufour, D.L.** 2021. Food Insecurity, Nutritional Inequality, and Maternal-Child Health: A Role for Biocultural Scholarship in Filling Knowledge Gaps. *Annual Review of Anthropology*, 50(1): 75–92. <https://doi.org/10.1146/annurev-anthro-101819-110317>
- PMBEJD (Pietermaritzburg Economic Justice & Dignity Group).** 2023. *Key Data from September 2023 Household Affordability Index*. [https://pmbejd.org.za/wp-content/uploads/2023/09/PMBEJD\\_Key-Data\\_September-2023\\_27092023.pdf](https://pmbejd.org.za/wp-content/uploads/2023/09/PMBEJD_Key-Data_September-2023_27092023.pdf)
- PMBEJD.** 2024. *Household affordability index: Johannesburg, Durban, Cape Town, Springbok, Pietermaritzburg*. Pietermaritzburg Economic Justice & Dignity Group. [https://pmbejd.org.za/wp-content/uploads/2024/04/April-2024-Household-Affordability-Index-PMBEJD\\_24042024.pdf](https://pmbejd.org.za/wp-content/uploads/2024/04/April-2024-Household-Affordability-Index-PMBEJD_24042024.pdf)
- Popkin, B.M., Adair, L.S. & Ng, S.W.** 2012. Global nutrition transition and the pandemic of obesity in developing countries. *Nutrition Reviews*, 70(1): 3–21. <https://doi.org/10.1111/j.1753-4887.2011.00456.x>
- Popkin, B.M., Barquera, S., Corvalan, C., Hofman, K.J., Monteiro, C., Ng, S.W., Swart, E.C. & Taillie, L.S.** 2021. Towards unified and impactful policies to reduce ultra-processed food consumption and promote healthier eating. *The Lancet Diabetes & Endocrinology*, 9(7): 462–470. [https://doi.org/10.1016/S2213-8587\(21\)00078-4](https://doi.org/10.1016/S2213-8587(21)00078-4)
- Popkin, B.M., Corvalan, C. & Grummer-Strawn, L.M.** 2020. Dynamics of the double burden of malnutrition and the changing nutrition reality. *The Lancet*, 395(10217): 65–74. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(19\)32497-3](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(19)32497-3)
- Popkin, B.M. & Ng, S.W.** 2021. Sugar-sweetened beverage taxes: Lessons to date and the future of taxation. *PLoS Medicine*, 18(1): e1003412. <https://doi.org/10.1371/journal.pmed.1003412>
- Popkin, B.M. & Ng, S.W.** 2022. The nutrition transition to a stage of high obesity and noncommunicable disease prevalence dominated by ultra-processed foods is not inevitable. *Obesity Reviews*, 23(1): e13366. <https://doi.org/10.1111/obr.13366>
- Popkin, B.M.** 1993. Nutritional Patterns and Transitions. *Population and Development Review*, 19(1): 138. <https://doi.org/10.2307/2938388>
- Popkin, B.M.** 2003. The Nutrition Transition in the Developing World. *Development Policy Review*, 21(5–6): 581–597. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8659.2003.00225.x>
- Popkin, B.M.** 2006. Technology, transport, globalization and the nutrition transition food policy. *Food Policy*, 31(6): 554–569. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2006.02.008>
- Popkin, B.M.** 2014. Nutrition, agriculture and the global food system in low and middle income countries. *Food Policy*, 47: 91–96. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2014.05.001>
- Porter, M.R., Staver, W.C. & Rogers, W.M.** 2016. *Online Local Food Platforms: A Nantucket Case Study*. Worcester Polytech. Inst. Digit. WPI.
- Post, A. & Ray, I.** 2020. Hybrid Modes of Urban Water Delivery in Low- and Middle-Income Countries. In: *Oxford Research Encyclopedia of Environmental Science*. Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780199389414.013.679>
- Post, A.E. & Kuipers, N.** 2023. City Size and Public Service Access: Evidence from Brazil and Indonesia. *Perspectives on Politics*, 21(3): 811–830. <https://doi.org/10.1017/S1537592722003176>
- Post, A.E.** 2018. Cities and Politics in the Developing World. *Annual Review of Political Science*, 21(1): 115–133. <https://doi.org/10.1146/annurev-polisci-042716-102405>
- Pothukuchi, K. & Kaufman, J.L.** 2000. The Food System: A Stranger to the Planning Field. *Journal of the American Planning Association*, 66(2): 113–124. <https://doi.org/10.1080/01944360008976093>
- Pradhan, P., Callaghan, M., Hu, Y., Dahal, K., Hunecke, C., Reusswig, F., Lotze-Campen, H. & Kropp, J.P.** 2023. A systematic review highlights that there are multiple benefits of urban agriculture besides food. *Global Food Security*, 38: 100700. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2023.100700>
- Proctor, F.J. & Berdegué, J.A.** 2020. Food systems at the rural-urban interface. In: J. Crush, B. Frayne & G. Haysom, eds. *Handbook on Urban Food Security in the Global South*. Edward Elgar Publishing. <https://doi.org/10.4337/9781786431516.00014>
- Pugh, C.** 1995. Urbanization in developing countries. *Cities*, 12(6): 381–398. [https://doi.org/10.1016/0264-2751\(95\)00083-X](https://doi.org/10.1016/0264-2751(95)00083-X)
- Puoane, T. & Tsolekile, L.** 2018. Challenges Faced by the Urban Black South Africans in the Prevention of Non-Communicable Diseases. [Cited 4 March 2024]. <https://repository.uwc.ac.za/bitstream/handle/10566/242/PuoaneChallenges2008.pdf?sequence=3>



- Ragasa, C. & Lambrecht, I.** 2020. COVID-19 and the food system: setback or opportunity for gender equality? *Food Security*, 12(4): 877–880. <https://doi.org/10.1007/s12571-020-01089-w>
- Ranganathan, M.** 2016. Rethinking Urban Water (In) formality. In: K. Conca & E. Weinthal, eds. *The Oxford Handbook of Water Politics and Policy*. pp. 1–18. Oxford, UK, Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780199335084.013.23>
- Range, C., O'Hara, S., Jeffery, T. & Toussaint, E.C.** 2023. Measuring the Effectiveness of Food Policy Councils in Major Cities in the United States. *Foods*, 12(9): 1854. <https://doi.org/10.3390/foods12091854>
- Reardon, T., Barrett, C.B., Berdegue, J.A. & Swinnen, J.F.M.** 2009. Agrifood Industry Transformation and Small Farmers in Developing Countries. *World Development*, 37(11): 1717–1727. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2008.08.023>
- Reardon, T., Henson, S. & Gulati, A.** 2010. Links between supermarkets and food prices, diet diversity and food safety in developing countries. In: C. Hawkes, C. Blouin, S. Henson, N. Drager & L. Dubé, eds. *Trade, food, diet and health: Perspectives and policy options*. Hoboken, NJ, Wiley-Blackwell.
- Reardon, T., Liverpool-Tasie, L.S.O. & Minten, B.** 2021. Quiet Revolution by SMEs in the midstream of value chains in developing regions: wholesale markets, wholesalers, logistics, and processing. *Food Security*, 13(6): 1577–1594. <https://doi.org/10.1007/s12571-021-01224-1>
- Reardon, T., Timmer, P. & Berdegue, J.** 2004. The Rapid Rise of Supermarkets in Developing Countries: Induced Organizational, Institutional, and Technological Change in Agrifood Systems. *Electronic Journal of Agricultural and Development Economics*, 1(2): 15–30.
- Reardon, T., Tschirley, D., Liverpool-Tasie, L.S.O., Awokuse, T., Fanzo, J., Minten, B., Vos, R. et al.** 2021. The processed food revolution in African food systems and the double burden of malnutrition. *Global Food Security*, 28: 100466. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2020.100466>
- Reardon, T.** 2011. The global rise and impact of supermarkets: an international perspective. <https://doi.org/10.22004/AG.ECON.125312>
- Regnier-Davies, J., Edge, S., Yu, M.H.M., Nasr, J., Austin, N., Daley, A. & Koc, M.** 2022. Towards equitable & resilient post-pandemic urban food systems: The role of community-based organizations. *Urban Governance*, 2(2): 336–346. <https://doi.org/10.1016/j.ugj.2022.10.003>
- Reicks, M., Kocher, M. & Reeder, J.** 2018. Impact of Cooking and Home Food Preparation Interventions Among Adults: A Systematic Review (2011–2016). *Journal of Nutrition Education and Behavior*, 50(2): 148–172.e1. <https://doi.org/10.1016/j.jneb.2017.08.004>
- Reid, N.** 2016. Social Networks, Strategic Doing, and Sustainable Management of Local Food Systems. In: J.D. Gatrell, R.R. Jensen, M.W. Patterson & N. Hoalst-Pullen, eds. *Urban Sustainability: Policy and Praxis*. pp. 77–98. Cham, Springer International Publishing. [https://doi.org/10.1007/978-3-319-26218-5\\_7](https://doi.org/10.1007/978-3-319-26218-5_7)
- Reimold, A.E., Hall, M.G., Rummo, P.E., Duffy, E.W., Gonzalez, D. & Smith Taillie, L.** 2024. A scoping review of online food retail: Who's using it, what they are buying, and what tactics are used to promote healthy or unhealthy purchases. preprint. Public and Global Health. <https://doi.org/10.1101/2024.02.12.24302688>
- Rengasamy, S., Devavaram, J., Marirajan, T., Ramavel, N., Rajadurai, K., Karunanidhi, M. & Rajendra Prasad, N.** 2003. *Farmers' Markets in Tamil Nadu: increasing options for rural producers, improving access for urban consumers*. Briefing Paper. Briefing Paper Series on Rural-Urban Interactions and Livelihood Strategies 7. London, IIED.
- Resnick, D., Haggblade, S., Kamau, M. & Minde, I.** 2022. *The Political Economy of Kenya's Agricultural Transformation: A Comparative Value Chains Approach*. 2. East Lansing, MI, Michigan State University. <https://www.canr.msu.edu/resources/the-political-economy-of-kenya-s-agricultural-transformation-a-comparative-value-chains-approach>
- Resnick, D. & Siame, G.** 2023. Organizational commitment in local government bureaucracies: The case of Zambia. *Governance*, 36(3): 933–952. <https://doi.org/10.1111/gove.12713>
- Resnick, D. & Swinnen, J.** 2023a. Food systems transformation requires strategic attention to political economy. *Nature Food*, 4(12): 1020–1021. <https://doi.org/10.1038/s43016-023-00880-0>
- Resnick, D. & Swinnen, J., eds.** 2023b. *The Political Economy of Food System Transformation: Pathways to Progress in a Polarized World*. Oxford University Press.
- Resnick, D.** 2014. Strategies of Subversion in Vertically-Divided Contexts: Decentralisation and Urban Service Delivery in Senegal. *Development Policy Review*, 32(s1). <https://doi.org/10.1111/dpr.12069>
- Resnick, D.** 2019. The Politics of Crackdowns on Africa's Informal Vendors. *Comparative Politics*, 52(1): 21–51. <https://doi.org/10.5129/001041519X15615651139961>
- Resnick, D.** 2021. The politics of urban governance in sub-Saharan Africa. *Regional & Federal Studies*, 31(1): 139–161. <https://doi.org/10.1080/13597566.2020.1774371>
- Reynolds, B.** 2009. Feeding a World City: The London Food Strategy. *International Planning Studies*, 14(4): 417–424. <https://doi.org/10.1080/13563471003642910>

- Rhodes, E.C., Suchdev, P.S., Narayan, K.M.V., Cunningham, S., Weber, M.B., Tripp, K., Mapango, C. *et al.* 2020. The Co-Occurrence of Overweight and Micronutrient Deficiencies or Anemia among Women of Reproductive Age in Malawi. *The Journal of Nutrition*, 150(6): 1554–1565. <https://doi.org/10.1093/jn/nxaa076>
- Riches, G. & Silvasti, T. 2014. Hunger in the Rich World: Food Aid and Right to Food Perspectives. In: G. Riches & T. Silvasti, eds. *First World Hunger Revisited*. pp. 1–14. London, Palgrave Macmillan UK. [https://doi.org/10.1057/9781137298737\\_1](https://doi.org/10.1057/9781137298737_1)
- Riddell, B. 1997. Structural Adjustment Programmes and the City in Tropical Africa. *Urban Studies*, 34(8): 1297–1307.
- Riedel, R.B. & Dickovick, J.T. 2014. Party Systems and Decentralization in Africa. *Studies in Comparative International Development*, 49(3): 321–342. <https://doi.org/10.1007/s12116-013-9144-9>
- Riley, L. & Crush, J. 2023. Introduction: African Secondary City Food Systems in Context. In: L. Riley & J. Crush, eds. *Transforming Urban Food Systems in Secondary Cities in Africa*. pp. 1–21. Cham, Springer International Publishing. [https://doi.org/10.1007/978-3-030-93072-1\\_1](https://doi.org/10.1007/978-3-030-93072-1_1)
- Riley, L. & Dodson, B. 2020. The gender-urban-food interface in the Global South. In: J. Crush, B. Frayne & G. Haysom, eds. *Handbook on Urban Food Security in the Global South*. Edward Elgar Publishing. <https://doi.org/10.4337/9781786431516.00016>
- Riley, L. & Hovorka, A. 2015. Gendering urban food strategies across multiple scales. In: H. de Zeeuw & P. Drechsel, eds. *Cities and agriculture: developing resilient urban food systems*. Earthscan food and agriculture series. London ; New York, Routledge, Taylor & Francis Group.
- Riley, L. & Legwegoh, A. 2014. Comparative urban food geographies in Blantyre and Gaborone. *African Geographical Review*, 33(1): 52–66. <https://doi.org/10.1080/19376812.2013.805148>
- Riley, L. 2020. Malawian urbanism and urban poverty: geographies of food access in Blantyre. *Journal of Urbanism: International Research on Placemaking and Urban Sustainability*, 13(1): 38–52. <https://doi.org/10.1080/17549175.2019.1647275>
- Ripol, J. & Martín Cerdeño, V. 2010. El hexágono benigno de los mercados mayoristas: señas de identidad y diferencias en el ámbito internacional. *Distribución y consumo*, 20(110): 36–74.
- Rivera, A.F., Smith, N.R. & Ruiz, A. 2023. A systematic literature review of food banks' supply chain operations with a focus on optimization models. *Journal of Humanitarian Logistics and Supply Chain Management*, 13(1): 10–25. <https://doi.org/10.1108/JHLSCM-09-2021-0087>
- Rivero, S.L.M., Almeida, O.T.D., Torres, P.C., De Moraes, A., Chacón-Montalván, E. & Parry, L. 2022. Urban Amazonians use Fishing as a Strategy for Coping with Food Insecurity. *The Journal of Development Studies*, 58(12): 2544–2565. <https://doi.org/10.1080/00220388.2022.2113063>
- Roberts, B. 2014. *Managing Systems of Secondary Cities: Policy Responses in International Development*. Brussels, Belgium, Cities Alliance.
- Roberts, B. 2016. Rural urbanization and the Development of Small and Intermediate Towns Rural Urbanization and the Development of Small and Intermediate Towns. *Regional Development Dialogue*, 35: 1–23.
- Rocha, C. & Lessa, I. 2009. Urban Governance for Food Security: The Alternative Food System in Belo Horizonte, Brazil. *International Planning Studies*, 14(4): 389–400. <https://doi.org/10.1080/13563471003642787>
- Rochefort, G., Lapointe, A., Mercier, A.-P., Parent, G., Provencher, V. & Lamarche, B. 2021. A Rapid Review of Territorialized Food Systems and Their Impacts on Human Health, Food Security, and the Environment. *Nutrients*, 13(10): 3345. <https://doi.org/10.3390/nu13103345>
- Roesel, K. & Grace, D., eds. 2015. *Food Safety and Informal Markets: Animal Products in Sub-Saharan Africa*. 0 edition. London, UK, Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781315745046>
- Roever, S. & Skinner, C. 2016. Street vendors and cities. *Environment and Urbanization*, 28(2): 359–374. <https://doi.org/10.1177/0956247816653898>
- Romero A, M.E., Jaffee, S. & Kumar, N. 2023. The nascent state of urban food policy action in Asian cities. *Global Food Security*, 38: 100715. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2023.100715>
- Roothaert, R., Mpogole, H., Hunter, D., Ochieng, J. & Kejo, D. 2021. Policies, Multi-Stakeholder Approaches and Home-Grown School Feeding Programs for Improving Quality, Equity and Sustainability of School Meals in Northern Tanzania. *Frontiers in Sustainable Food Systems*, 5: 621608. <https://doi.org/10.3389/fsufs.2021.621608>
- Rosenzweig, C. & Solecki, W. 2014. Hurricane Sandy and adaptation pathways in New York: Lessons from a first-responder city. *Global Environmental Change*, 28: 395–408. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2014.05.003>
- Ros-Tonen, M.A., Bitzer, V., Laven, A., Ollivier De Leth, D., Van Leynseele, Y. & Vos, A. 2019. Conceptualizing inclusiveness of smallholder value chain integration. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 41: 10–17. <https://doi.org/10.1016/j.cosust.2019.08.006>
- Rotz, S. & Fraser, E.D.G. 2015. Resilience and the industrial food system: analyzing the impacts of agricultural industrialization on food system vulnerability. *Journal of Environmental Studies and Sciences*, 5(3): 459–473. <https://doi.org/10.1007/s13412-015-0277-1>

- Rousham, E., Clark, M., Latham, M., Oo, S.P., Read, S., Griffiths, P., Blankenship, J. & Goudet, S. 2023. Resilience and vulnerabilities of urban food environments in the Asia-Pacific region. *Maternal & Child Nutrition*: e13513. <https://doi.org/10.1111/mcn.13513>
- Royo-Bordonada, M.Á., Fernández-Escobar, C., Gil-Bellosta, C.J. & Ordaz, E. 2022. Effect of excise tax on sugar-sweetened beverages in Catalonia, Spain, three and a half years after its introduction. *International Journal of Behavioral Nutrition and Physical Activity*, 19(1): 24. <https://doi.org/10.1186/s12966-022-01262-8>
- RUAF, FAO & MUFPP. 2021. The Milan Urban Food Policy Pact Monitoring Framework Handbook and Resource Pack. In: *Milan Urban Food Policy Pact*. <https://www.milanurbanfoodpolicypact.org/the-milan-urban-food-policy-pact-monitoring-framework-handbook-and-resource-pack/>
- Ruel, M.T., Garrett, J., Yosef, S. & Olivier, M. 2017. Urbanization, Food Security and Nutrition. In: S. De Pee, D. Taren & M.W. Bloem, eds. *Nutrition and Health in a Developing World*. pp. 705–735. Cham, Springer International Publishing. [https://doi.org/10.1007/978-3-319-43739-2\\_32](https://doi.org/10.1007/978-3-319-43739-2_32)
- Ruel, M.T., Haddad, L. & Garrett, J.L. 1999. Some Urban Facts of Life: Implications for Research and Policy. *World Development*, 27(11): 1917–1938. [https://doi.org/10.1016/S0305-750X\(99\)00095-9](https://doi.org/10.1016/S0305-750X(99)00095-9)
- Ruel, M.T. 2000. Urbanization in Latin America: Constraints and Opportunities for Child Feeding and Care. *Food and Nutrition Bulletin*, 21(1): 12–24. <https://doi.org/10.1177/156482650002100103>
- Rut, M. & Davies, A.R. 2024. Food sharing in a pandemic: Urban infrastructures, prefigurative practices and lessons for the future. *Cities*, 145: 104609. <https://doi.org/10.1016/j.cities.2023.104609>
- Ryen, E.G. & Babbitt, C.W. 2022. The role of U.S. policy in advancing circular economy solutions for wasted food. *Journal of Cleaner Production*, 369: 133200. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2022.133200>
- Sahana, M., Ravetz, J., Patel, P.P., Dadashpoor, H. & Follmann, A. 2023. Where Is the Peri-Urban? A Systematic Review of Peri-Urban Research and Approaches for Its Identification and Demarcation Worldwide. *Remote Sensing*, 15(5): 1316. <https://doi.org/10.3390/rs15051316>
- Sahasranaman, A. & Bettencourt, L.M.A. 2021. Life between the city and the village: Scaling analysis of service access in Indian urban slums. *World Development*, 142: 105435. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2021.105435>
- Salazar, B.L., Ramo Díaz, R., Vázquez Honorato, L.A. & Picanço Bentes, M.D. 2022. Los centros de abasto popular en la ciudad neoliberal: Las transformaciones de los mercados tradicionales, periodo 2013-2021. *Anales de Investigación en Arquitectura*, 12(2). <https://doi.org/10.18861/anía.2022.12.2.3284>
- Salem, D.S.B., Amin, A.M. & Gammaz, S.A. 2023. A value chain approach towards managing sustainable productive urban landscape in Egypt. *Landscape Research*: 1–22. <https://doi.org/10.1080/01426397.2023.2247352>
- Sango, D.E., Lusweti, I. & Fabricci, I. 2023. Gender Inequality within Food Systems in Nairobi, Ougadougou and Cape Town. Berlin, TMG Research. <https://doi.org/10.13140/RG.2.2.11064.83201>
- Santo, R.E., Palmer, A. & Kim, B. 2016. Vacant lots to vibrant plots: A review of the benefits and limitations of urban agriculture. Baltimore, Johns Hopkins Center for a Livable Future. <https://doi.org/10.13140/RG.2.2.25283.91682>
- Sawyer, A., Den Hertog, K., Verhoeff, A.P., Busch, V. & Stronks, K. 2021. Developing the logic framework underpinning a whole-systems approach to childhood overweight and obesity prevention: Amsterdam Healthy Weight Approach. *Obesity Science & Practice*, 7(5): 591–605. <https://doi.org/10.1002/osp4.505>
- Schanes, K., Dobernig, K. & Gözet, B. 2018. Food waste matters - A systematic review of household food waste practices and their policy implications. *Journal of Cleaner Production*, 182: 978–991. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2018.02.030>
- Scherb, A., Palmer, A., Frattaroli, S. & Pollack, K. 2012. Exploring Food System Policy: A Survey of Food Policy Councils in the United States. *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*: 3–14. <https://doi.org/10.5304/jafscd.2012.024.007>
- Schiff, R., Levkoe, C.Z. & Wilkinson, A. 2022. Food Policy Councils: A 20–Year Scoping Review (1999–2019). *Frontiers in Sustainable Food Systems*, 6: 868995. <https://doi.org/10.3389/fsufs.2022.868995>
- Schmutz, U. 2017. Urban Agriculture or Urban Agroecology? *Urban Agriculture Magazine*, 33: 7.
- Schneider, T. & Eli, K. 2023. The digital labor of ethical food consumption: a new research agenda for studying everyday food digitalization. *Agriculture and Human Values*, 40(2): 489–500. <https://doi.org/10.1007/s10460-022-10390-7>
- Schoneveld, G.C. 2022. Transforming food systems through inclusive agribusiness. *World Development*, 158: 105970. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2022.105970>
- Schouten, G. & Vellema, S. 2019. Partnering for inclusive business in food provisioning. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 41: 38–42. <https://doi.org/10.1016/j.cosust.2019.10.004>
- de Schutter, O. 2014a. The specter of productivism and food democracy. *Wisconsin Law Review*: 199–233.
- de Schutter, O. 2014b. *The Power of Procurement. Public Purchasing in the Service of Realizing the Right to Food*. Briefing Note. 08. [http://www.srfood.org/images/stories/pdf/otherdocuments/20140514\\_procurement\\_en.pdf](http://www.srfood.org/images/stories/pdf/otherdocuments/20140514_procurement_en.pdf)

- de Schutter, O.** 2015. Institutional food purchasing as a tool for food systems reform. In: *Advancing health and well-being in food systems: Strategic opportunities for funders*. pp. 13–60. Global Alliance for the Future of Food. <https://futureoffood.org/insights/advancing-health-and-well-being-in-food-systems-strategic-opportunities-for-funders/>
- Scoones, I.** 2023. The 'hidden middle': the transformation of agri-food systems in Africa. In: *Zimbabwe*. [Cited 18 October 2023]. <https://zimbabwe.wordpress.com/2023/04/17/the-hidden-middle-the-transformation-of-agri-food-systems-in-africa/>
- Scott, C.A., Faruqi, N.I. & Raschid-Sally, L.** 2004. Wastewater use in irrigated agriculture: management challenges in developing countries. In: C.A. Scott, N.I. Faruqi & L. Raschid-Sally, eds. *Wastewater use in irrigated agriculture: confronting the livelihood and environmental realities*. First edition, pp. 1–10. Wallingford, UK, CABI Publishing. <https://doi.org/10.1079/9780851998237.0001>
- Selby, J.D. & Desouza, K.C.** 2019. Fragile cities in the developed world: A conceptual framework. *Cities*, 91: 180–192. <https://doi.org/10.1016/j.cities.2018.11.018>
- Seo, B.K. & Park, G.-R.** 2021. Food insecurity and housing affordability among low-income families: does housing assistance reduce food insecurity? *Public Health Nutrition*, 24(13): 4339–4345. <https://doi.org/10.1017/S1368980021001002>
- Sethi, V., Maitra, C., Avula, R., Unisa, S. & Bhalla, S.** 2017. Internal validity and reliability of experience-based household food insecurity scales in Indian settings. *Agriculture & Food Security*, 6(1): 21. <https://doi.org/10.1186/s40066-017-0099-3>
- Seto, K.C. & Ramankutty, N.** 2016. Hidden linkages between urbanization and food systems. *Science*, 352(6288): 943–945. <https://doi.org/10.1126/science.aaf7439>
- Shams-White, M.M., Pannucci, T.E., Lerman, J.L., Herrick, K.A., Zimmer, M., Meyers Mathieu, K., Stoodly, E.E. & Reedy, J.** 2023. Healthy Eating Index-2020: Review and Update Process to Reflect the Dietary Guidelines for Americans, 2020–2025. *Journal of the Academy of Nutrition and Dietetics*, 123(9): 1280–1288. <https://doi.org/10.1016/j.jand.2023.05.015>
- Shapla, S.A.** 2023. *Double burden of malnutrition among mothers having under-five children: a cross-sectional study in the slums of Dhaka city*. Brac University. Master's thesis. <http://hdl.handle.net/10361/18972>
- Shapouri, S. & Rosen, S.** 2008. Global Diet Composition: Factors Behind the Changes and Implications of the New Trends. In: *Food Security Assessment, 2007*. United States Department of Agriculture (USDA). [https://www.ers.usda.gov/webdocs/outlooks/37200/12065\\_gfa19\\_1\\_.pdf?v=237](https://www.ers.usda.gov/webdocs/outlooks/37200/12065_gfa19_1_.pdf?v=237)
- Shisana, O., Labadarios, D., Rehle, T., Simbayi, L., Zuma, K., Dhansay, A., Reddy, P. et al.** 2013. *The South African National Health and Nutrition Examination Survey, 2012: SANHANES-1: the health and nutritional status of the nation*. Cape Town, HSRC Press. <http://hdl.handle.net/20.500.11910/2864>
- Shrestha, A., Cullerton, K., White, K.M., Mays, J. & Sendall, M.** 2023. Impact of front-of-pack nutrition labelling in consumer understanding and use across socio-economic status: A systematic review. *Appetite*, 187: 106587. <https://doi.org/10.1016/j.appet.2023.106587>
- Shroff, A., Shah, B.J. & Gajjar, H.** 2022. Online food delivery research: a systematic literature review. *International Journal of Contemporary Hospitality Management*, 34(8): 2852–2883. <https://doi.org/10.1108/IJCHM-10-2021-1273>
- Sibanda, L. & von Blottnitz, H.** 2018. Food value chains in Kisumu, Kitwe, and Epworth: environmental and social hotspots. In: J. Battersby & V. Watson, eds. *Urban Food Systems Governance and Poverty in African Cities*. First edition, pp. 169–181. London, Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781315191195-4>
- Sibbing, L., Candel, J. & Termeer, K.** 2021. The potential of trans-local policy networks for contributing to sustainable food systems—The Dutch City Deal: Food on the Urban Agenda. *Urban Agriculture & Regional Food Systems*, 6(1): e20006. <https://doi.org/10.1002/uar.2.20006>
- Siddig, K., Raouf, M. & Ahmed, M.O.M.** 2023. *The economy-wide impact of Sudan's ongoing conflict: Implications on economic activity, agrifood system and poverty*. Washington, DC, International Food Policy Research Institute. <https://doi.org/10.2499/p15738coll2.136843>
- Silverstein, S.** 2023. Generative AI is quickly capturing grocers' imaginations, survey shows. In: *Grocery Dive*. [Cited 28 February 2024]. <https://www.grocerydive.com/news/generative-artificial-intelligence-AI-grocery-deloitte/691619/#:~:text=Generative%20AI%20is%20playing%20a,human%20users%20%E2%80%94%20began%20grabbing%20headlines.>
- Singh, A.** 2023. Generative AI in Food Supply Management. In: *Global Tech Council*. [Cited 28 February 2024]. <https://www.globaltechcouncil.org/artificial-intelligence/generative-ai-in-food-supply-management/>
- Sirma, A.J., Lindahl, J.F., Makita, K., Senerwa, D., Mtimet, N., Kang'ethe, E.K. & Grace, D.** 2018. The impacts of aflatoxin standards on health and nutrition in sub-Saharan Africa: The case of Kenya. *Global Food Security*, 18: 57–61. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2018.08.001>
- Sitko, N.J., Chamberlin, J., Cunguara, B., Muyanga, M. & Mangisoni, J.** 2017. A comparative political economic analysis of maize sector policies in eastern and southern Africa. *Food Policy*, 69: 243–255. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2017.04.010>
- Skinner, C. & Haysom, G.** 2017. *The Informal Sector's Role in Food Security: A Missing Link in Policy Debates*. Hungry Cities Partnership Discussion Paper. 6. Waterloo, Canada, Hungry Cities Partnership. <https://scholars.wlu.ca/cgi/viewcontent.cgi?article=1006&context=hcp>

- Skinner, C.** 2016. Informal Food Retail in Africa: A Review of Evidence Consuming Urban Poverty Project Working Paper Series. *Consuming Urban Poverty Working Paper*, 2. <https://doi.org/10.13140/RG.2.2.33043.37922>
- Skinner, C.** 2018. Contributing yet excluded?: informal food retail in African cities. In: J. Battersby & V. Watson, eds. *Urban Food Systems Governance and Poverty in African Cities*. pp. 104–115. Oxon and New York, Routledge.
- Slapø, H., Schjøll, A., Strømgren, B., Sandaker, I. & Lekhal, S.** 2021. Efficiency of In-Store Interventions to Impact Customers to Purchase Healthier Food and Beverage Products in Real-Life Grocery Stores: A Systematic Review and Meta-Analysis. *Foods*, 10(5): 922. <https://doi.org/10.3390/foods10050922>
- Slater, J., Sevenhuysen, G., Edginton, B. & O'neil, J.** 2012. 'Trying to make it all come together': structuration and employed mothers' experience of family food provisioning in Canada. *Health Promotion International*, 27(3): 405–415. <https://doi.org/10.1093/heapro/dar037>
- Slater, R. & Crispin, E.** 2022. *The State of Urban Governance in Africa*. Abidjan, Cote d'Ivoire, African Development Bank (AfDB).
- Smart, J.C., Tschirley, D. & Smart, F.** 2020. Diet Quality and Urbanization in Mozambique. *Food and Nutrition Bulletin*, 41(3): 298–317. <https://doi.org/10.1177/0379572120930123>
- Smith, L., López Sánchez, G.F., Tully, M.A., Jacob, L., Kostev, K., Oh, H., Butler, L. et al.** 2023. Temporal Trends in Food Insecurity (Hunger) among School-Going Adolescents from 31 Countries from Africa, Asia, and the Americas. *Nutrients*, 15(14): 3226. <https://doi.org/10.3390/nu15143226>
- Smith, L.P., Ng, S.W. & Popkin, B.M.** 2013. Trends in US home food preparation and consumption: analysis of national nutrition surveys and time use studies from 1965–1966 to 2007–2008. *Nutrition Journal*, 12(1): 45. <https://doi.org/10.1186/1475-2891-12-45>
- Smith, M.D. & Floro, M.S.** 2020. Food insecurity, gender, and international migration in low- and middle-income countries. *Food Policy*, 91: 101837. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2020.101837>
- Soma, K., Hennen, W. & Van Berkum, S.** 2023. Can Domestic Food Production Provide Future Urban Populations with Food and Nutrition Security?—Insights from Bangladesh, Kenya and Uganda. *Sustainability*, 15(11): 9005. <https://doi.org/10.3390/su15119005>
- Song, H.-J., Gittelsohn, J., Kim, M., Suratkar, S., Sharma, S. & Anliker, J.** 2009. A corner store intervention in a low-income urban community is associated with increased availability and sales of some healthy foods. *Public Health Nutrition*, 12(11): 2060–2067. <https://doi.org/10.1017/S1368980009005242>
- Sonnino, R., Tegoni, C.L.S. & De Cunto, A.** 2019. The challenge of systemic food change: Insights from cities. *Cities*, 85: 110–116. <https://doi.org/10.1016/j.cities.2018.08.008>
- Soon, L., Gilliland, J. & Minaker, L.M.** 2023. Junk Food Accessibility After 10 Years of a Restrictive Food Environment Zoning Policy Around Schools: An Equity-Focused Simulation Study. *Journal of the American Planning Association*, 89(2): 196–209. <https://doi.org/10.1080/01944363.2022.2050280>
- Sova, C., Fountain, G., Zembilci, E. & Carr, T.** 2023. *Dangerously Hungry: The Link Between Food Insecurity and Conflict*. Washington, DC, World Food Program
- Spang, E.S., Moreno, L.C., Pace, S.A., Achmon, Y., Donis-Gonzalez, I., Gosliner, W.A., Jablonski-Sheffield, M.P. et al.** 2019. Food Loss and Waste: Measurement, Drivers, and Solutions. *Annual Review of Environment and Resources*, 44(1): 117–156. <https://doi.org/10.1146/annurev-environ-101718-033228>
- Speich, C., Barth-Jaeggi, T., Musard, C., Havugimana, C., Nwokoro, C., Gakuba, E., Zamil, F. et al.** 2023. Nutrition in City Ecosystems (NICE): Protocol of a multi-sectoral development project to improve food and nutrition security of secondary city populations in Bangladesh, Kenya and Rwanda. *Frontiers in Public Health*, 11: 1081535. <https://doi.org/10.3389/fpubh.2023.1081535>
- SSA (Sécurité Sociale de l'Alimentation).** 2024. The map of local dynamics. In: *Sécurité Sociale de l'Alimentation*. [Cited 9 May 2024]. <https://securite-sociale-alimentation.org/les-dynamiques-locales/carte-des-initiatives-locales-de-la-ssa/>
- Ssentongo, P., Ssentongo, A.E., Ba, D.M., Ericson, J.E., Na, M., Gao, X., Fronterre, C., Chinchilli, V.M. & Schiff, S.J.** 2021. Global, regional and national epidemiology and prevalence of child stunting, wasting and underweight in low- and middle-income countries, 2006–2018. *Scientific Reports*, 11(1): 5204. <https://doi.org/10.1038/s41598-021-84302-w>
- Staatscourant van het Koninkrijk der Nederlanden.** *CITY DEAL Voedsel op de Stedelijke Agenda*, 3 March 2017. Staatscourant 2017, 11558.
- Stadlmayr, B., Trübswasser, U., McMullin, S., Karanja, A., Wurzinger, M., Hundscheid, L., Riefler, P. et al.** 2023. Factors affecting fruit and vegetable consumption and purchase behavior of adults in sub-Saharan Africa: A rapid review. *Frontiers in Nutrition*, 10: 1113013. <https://doi.org/10.3389/fnut.2023.1113013>
- Statista.** 2023. Online Food Delivery - Worldwide. In: *Statista*. [Cited 28 February 2024]. <https://www.statista.com/outlook/dmo/online-food-delivery/worldwide>
- Steel, C.** 2008. *Hungry City: How Food Shapes Our Lives*. London, Chatto & Windus.



- Steele-Adjognon, M. & Weatherspoon, D. 2017. Double Up Food Bucks program effects on SNAP recipients' fruit and vegetable purchases. *BMC Public Health*, 17(1): 946. <https://doi.org/10.1186/s12889-017-4942-z>
- Stevano, S., Johnston, D. & Codjoe, E. 2020. The Urban Food Question in the Context of Inequality and Dietary Change: A Study of Schoolchildren in Accra. *The Journal of Development Studies*, 56(6): 1177–1189. <https://doi.org/10.1080/00220388.2019.1632434>
- Stevens, G.A., Beal, T., Mbuya, M.N.N., Luo, H., Neufeld, L.M., Addo, O.Y., Adu-Afarwuah, S. et al. 2022. Micronutrient deficiencies among preschool-aged children and women of reproductive age worldwide: a pooled analysis of individual-level data from population-representative surveys. *The Lancet Global Health*, 10(11): e1590–e1599. [https://doi.org/10.1016/S2214-109X\(22\)00367-9](https://doi.org/10.1016/S2214-109X(22)00367-9)
- Stevenson, A.C., Brazeau, A.-S., Dasgupta, K. & Ross, N.A. 2019. Evidence synthesis - Neighbourhood retail food outlet access, diet and body mass index in Canada: a systematic review. *Health Promotion and Chronic Disease Prevention in Canada*, 39(10): 261–280. <https://doi.org/10.24095/hpcdp.39.10.01>
- Stewart, R., Korth, M., Langer, L., Rafferty, S., Da Silva, N.R. & Van Rooyen, C. 2013. What are the impacts of urban agriculture programs on food security in low and middle-income countries? *Environmental Evidence*, 2(1): 7. <https://doi.org/10.1186/2047-2382-2-7>
- Stuiver, M. & O'Hara, S. 2021. Food Connects Washington DC in 2050—A Vision for Urban Food Systems as the Centerpieces of a Circular Economy. *Sustainability*, 13(14): 7821. <https://doi.org/10.3390/su13147821>
- Sturm, R. & Cohen, D.A. 2009. Zoning For Health? The Year-Old Ban On New Fast-Food Restaurants In South LA: The ordinance isn't a promising approach to attacking obesity. *Health Affairs*, 28(Supplement 1): w1088–w1097. <https://doi.org/10.1377/hlthaff.28.6.w1088>
- Sun, P. & Zhu, T. 2022. Does the eviction of street vendors affect food prices? Evidence from China's chengguan system. *Cities*, 120: 103441. <https://doi.org/10.1016/j.cities.2021.103441>
- Sustainable Food Places. 2024. [Cited 2 March 2024]. <https://www.sustainablefoodplaces.org/#>
- SWAC (Sahel and West Africa Club) & OECD. 2021. *Food system transformations in the Sahel and West Africa: implications for people and policies*. Maps & Facts. No. 4. [https://www.oecd.org/swac/maps/Food-systems-Sahel-West-Africa-2021\\_EN.pdf](https://www.oecd.org/swac/maps/Food-systems-Sahel-West-Africa-2021_EN.pdf)
- Swensson, L.F.J., Hunter, D., Schneider, S. & Tartanac, F. 2021. Public food procurement as a game changer for food system transformation. *The Lancet Planetary Health*, 5(8): e495–e496. [https://doi.org/10.1016/S2542-5196\(21\)00176-5](https://doi.org/10.1016/S2542-5196(21)00176-5)
- Swensson, L.F.J. & Tartanac, F. 2020. Public food procurement for sustainable diets and food systems: The role of the regulatory framework. *Global Food Security*, 25: 100366. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2020.100366>
- Swinnen, J. & McDermott, J. 2020. *COVID-19 and global food security*. Washington, DC, International Food Policy Research Institute. <https://doi.org/10.2499/p15738coll2.133762>
- Tak, M., Shankar, B. & Kadiyala, S. 2019. Dietary Transition in India: Temporal and Regional Trends, 1993 to 2012. *Food and Nutrition Bulletin*, 40(2): 254–270. <https://doi.org/10.1177/0379572119833856>
- Talamas Marcos, M.Á. 2024. Surviving Competition: Neighbourhood Shops versus Convenience Chains. *Review of Economic Studies*: rdae023. <https://doi.org/10.1093/restud/rdae023>
- Tani, Y., Fujiwara, T. & Kondo, K. 2020. Cooking skills related to potential benefits for dietary behaviors and weight status among older Japanese men and women: a cross-sectional study from the JAGES. *International Journal of Behavioral Nutrition and Physical Activity*, 17(1): 82. <https://doi.org/10.1186/s12966-020-00986-9>
- Tanumihardjo, S.A., McCulley, L., Roh, R., Lopez-Ridaura, S., Palacios-Rojas, N. & Gunaratna, N.S. 2020. Maize agro-food systems to ensure food and nutrition security in reference to the Sustainable Development Goals. *Global Food Security*, 25: 100327. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2019.100327>
- Tao, M.-H., Liu, J.-L. & Nguyen, U.-S.D.T. 2022. Trends in Diet Quality by Race/Ethnicity among Adults in the United States for 2011–2018. *Nutrients*, 14(19): 4178. <https://doi.org/10.3390/nu14194178>
- Tartanac, F., Swensson, L.F.J., Galante, A.P. & Hunter, D. 2019. Institutional food procurement for promoting sustainable diets. In: B. Burlingame & S. Dernini, eds. *Sustainable diets: linking nutrition and food systems*. First edition, pp. 240–247. Wallingford, UK, CABI. <https://doi.org/10.1079/9781786392848.0240>
- Tcymbal, A., Demetriou, Y., Kelso, A., Wolbring, L., Wunsch, K., Wäsche, H., Woll, A. & Reimers, A.K. 2020. Effects of the built environment on physical activity: a systematic review of longitudinal studies taking sex/gender into account. *Environmental Health and Preventive Medicine*, 25(1): 75. <https://doi.org/10.1186/s12199-020-00915-z>
- Tefft, J., Jonasova, M., Adjao, R. & Morgan, A. 2017. *Food Systems for an Urbanizing World*. Knowledge Product. The World Bank and FAO.
- Tefft, J., Jonasova, M., Zhang, F. & Zhang, Y. 2021. *Urban food systems governance: Current context and future opportunities*. The World Bank and FAO.



- Tenuta, N., Barros, T., Teixeira, R.A. & Paes-Sousa, R.** 2021. Brazilian Food Banks: Overview and Perspectives. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 18(23): 12598. <https://doi.org/10.3390/ijerph182312598>
- Termeer, E., Van Berkum, S., Dijkxhoorn, Y. & De Steenhuisen Piters, B.** 2024. Unpacking the informal midstream: how the informal economy could contribute to enhanced food system outcomes. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 68: 101433. <https://doi.org/10.1016/j.cosust.2024.101433>
- The Barcelona Challenge.** n.d. [Cited 12 October 2023]. <https://thebcnchallenge.org/>
- The Food Foundation.** 2023. Peas Please: Making a pledge for more veg. In: *The Food Foundation*. [Cited 27 February 2024]. <https://foodfoundation.org.uk/initiatives/peas-please>
- The Lancet.** 2024. Editorial. Housing: an overlooked social determinant of health. *The Lancet*, 403: 1723.
- The White House.** 2022. *Biden-Harris Administration National Strategy on Hunger, Nutrition, and Health*. Washington, D.C., The White House. <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2022/09/White-House-National-Strategy-on-Hunger-Nutrition-and-Health-FINAL.pdf>
- Theriault, V., Vroegindewey, R., Assima, A. & Keita, N.** 2018. Retailing of Processed Dairy and Grain Products in Mali: Evidence from a City Retail Outlet Inventory. *Urban Science*, 2(1): 24. <https://doi.org/10.3390/urbansci2010024>
- Thornton, P.L., Kieffer, E.C., Salabarría-Peña, Y., Odoms-Young, A., Willis, S.K., Kim, H. & Salinas, M.A.** 2006. Weight, Diet, and Physical Activity-Related Beliefs and Practices Among Pregnant and Postpartum Latino Women: The Role of Social Support. *Maternal and Child Health Journal*, 10(1): 95–104. <https://doi.org/10.1007/s10995-005-0025-3>
- Thow, A.M. & Sowdon, W.** 2010. The effect of trade and trade policy on diet and health in the Pacific Islands. In: C. Hawkes, C. Blouin, S. Henson, N. Drager & L. Dubé, eds. *Trade, food, diet and health: perspectives and policy options*. pp. 147–168. Chichester, West Sussex, Blackwell Publ.
- Thow, A.M., Wijkström, E. & Wolff, C.** 2023. Can global trade rules cope with changing nutrition challenges? *Global Policy*, 14(3): 578–580. <https://doi.org/10.1111/1758-5899.13212>
- Thow, A.M.** 2009. Trade liberalisation and the nutrition transition: mapping the pathways for public health nutritionists. *Public Health Nutrition*, 12(11): 2150–2158. <https://doi.org/10.1017/S1368980009005680>
- Thu, H.N., Eriksson, B., Khanh, T.T., Petzold, M., Bondjers, G., Kim, C.N.T., Thanh, L.N. & Ascher, H.** 2012. Breastfeeding practices in urban and rural Vietnam. *BMC Public Health*, 12(1): 964. <https://doi.org/10.1186/1471-2458-12-964>
- Thunder Bay + Area Food Strategy.** 2023. *Emergency Food Plan for Thunder Bay, Ontario*. Thunder Bay, Canada. <https://tbfoodstrategy.com/wp-content/uploads/2023/11/Emergency-Food-Plan-for-Thunder-Bay-V1-2023.pdf>
- Toriro, P.** 2021. Urban Food: An Examination of the Policy and Legislative Framework. In: P. Toriro & I. Chirisa, eds. *Environmental Resilience*. pp. 33–45. Advances in 21st Century Human Settlements. Singapore, Springer. [https://doi.org/10.1007/978-981-16-0305-1\\_3](https://doi.org/10.1007/978-981-16-0305-1_3)
- Toriro, P.M.** 2018. *Food Production, Processing and Retailing through the Lens of Spatial Planning Legislation and Regulations in Zimbabwe: Evidence from Epworth*. Cape Town, University of Cape Town. PhD thesis.
- Tornaghi, C. & Hoekstra, F.** 2017. Editorial: Urban Agroecology. *Urban Agriculture magazine*, 33: 3–4.
- Toronto Food Policy Council.** 2016. *Introducing the Toronto Food Policy Council: Who we are, What we do and How we do it*. Toronto, TFPC. <https://sustainontario.com/greenhouse/custom/uploads/2019/07/Introducing-the-TFPC-Who-We-Are-What-We-Do-How-We-Do-It.pdf>
- Tufts University.** n.d. Food Prices for Nutrition – Diet cost metrics for a better-fed world. In: *Food Prices for Nutrition*. [Cited 27 February 2024]. <https://sites.tufts.edu/foodpricesfornutrition/>
- Tull, K.** 2018. *Urban Food Systems and Nutrition. K4D Helpdesk Report 383*. Brighton, UK, Institute of Development Studies.
- Tuomala, V.** 2020. Towards Inclusive Urban Food Supply Chains. In: E. Aktas & M. Bourlakis, eds. *Food Supply Chains in Cities*. pp. 1–32. Cham, Springer International Publishing. [https://doi.org/10.1007/978-3-030-34065-0\\_1](https://doi.org/10.1007/978-3-030-34065-0_1)
- Turner, C., Aggarwal, A., Walls, H., Herforth, A., Drewnowski, A., Coates, J., Kalamatianou, S. & Kadiyala, S.** 2018. Concepts and critical perspectives for food environment research: A global framework with implications for action in low- and middle-income countries. *Global Food Security*, 18: 93–101. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2018.08.003>
- Turner, C., Kalamatianou, S., Drewnowski, A., Kulkarni, B., Kinra, S. & Kadiyala, S.** 2020. Food Environment Research in Low- and Middle-Income Countries: A Systematic Scoping Review. *Advances in Nutrition*, 11(2): 387–397. <https://doi.org/10.1093/advances/nmz031>
- Turner, G., Green, R., Alae-Carew, C. & Dangour, A.D.** 2021. The association of dimensions of fruit and vegetable access in the retail food environment with consumption; a systematic review. *Global Food Security*, 29: 100528. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2021.100528>
- Turok, I. & McGranahan, G.** 2013. Urbanization and economic growth: the arguments and evidence for Africa and Asia. *Environment and Urbanization*, 25(2): 465–482. <https://doi.org/10.1177/0956247813490908>

- Tusubira, A.K., Nalwadda, C.K., Akiteng, A.R., Hsieh, E., Ngaruiya, C., Rabin, T.L., Katahoire, A. et al.** 2021. Social Support for Self-Care: Patient Strategies for Managing Diabetes and Hypertension in Rural Uganda. *Annals of Global Health*, 87(1): 86. <https://doi.org/10.5334/aogh.3308>
- Tutu, R. & Stoler, J.** 2016. Urban but off the grid: the struggle for water in two urban slums in greater Accra, Ghana. *African Geographical Review*: 1–15. <https://doi.org/10.1080/19376812.2016.1168309>
- UN Statistical Commission.** 2020. *A recommendation on the method to delineate cities, urban and rural areas for international statistical comparisons*. European Commission, Eurostat and DG for Regional and Urban Policy, International Labour Organization, FAO, OECD, UN-Habitat, World Bank. <https://unstats.un.org/unsd/statcom/51st-session/documents/BG-Item3j-Recommendation-E.pdf>
- UN Women.** 2022. Ukraine and the food and fuel crisis: 4 things to know. [Cited 9 October 2023]. <https://www.unwomen.org/en/news-stories/feature-story/2022/09/ukraine-and-the-food-and-fuel-crisis-4-things-to-know>
- UNCDF (United Nations Capital Development Fund).** 2021. *The Impact of Mobile Money Taxation in Uganda*. New York, USA.
- UN-DESA (UN Department of Economic and Social Affairs).** n.d. SDG 11. Sustainable Cities and Communities. Make cities and human settlements inclusive, safe, resilient and sustainable. In: *Sustainable Development Goal Indicators*. [Cited 26 February 2024]. [https://unstats.un.org/sdgs/report/2022/goal-11/#:~:text=In%202020%2C%20about%20one%20in,Saharan%20Africa%20\(230%20million\)](https://unstats.un.org/sdgs/report/2022/goal-11/#:~:text=In%202020%2C%20about%20one%20in,Saharan%20Africa%20(230%20million)).
- UN-DESA.** 2019. *World Urbanization Prospects: The 2018 Revision*. New York, USA.
- UN-DESA.** 2020. *World Social Report 2020. Inequality in a Rapidly Changing World*. Department of Economic and Social Affairs, United Nations. <https://www.un.org/development/desa/dspd/wp-content/uploads/sites/22/2020/02/World-Social-Report2020-FullReport.pdf>
- UNDRR (UN Office for Disaster Risk Reduction).** 2022. *Disaster resilience scorecard for cities. Food system resilience addendum. Consultative Version 1.0*. [https://mcr2030.undrr.org/sites/default/files/2023-01/Food%20System%20Resilience%20Addendum\\_v1.0-ed.pdf](https://mcr2030.undrr.org/sites/default/files/2023-01/Food%20System%20Resilience%20Addendum_v1.0-ed.pdf)
- UNEP (United Nations Environment Programme).** 2007. *Cities and Urban Vulnerability in the context of Urban Environmental Management*. [Cited 14 October 2023]. [https://www.unisdr.org/files/5453\\_092UNE.pdf](https://www.unisdr.org/files/5453_092UNE.pdf)
- UNESCAP (United Nations, Economic and Social Commission for Asia and the Pacific).** 2018. *Evolution of Science, Technology and Innovation Policies for Sustainable Development: the Experiences of China, Japan, the Republic of Korea and Singapore*. [https://www.unescap.org/sites/default/files/publications/UN\\_STI\\_Policy\\_Report\\_2018.pdf](https://www.unescap.org/sites/default/files/publications/UN_STI_Policy_Report_2018.pdf)
- UN-Habitat (United Nations Human Settlements Programme).** 2010. *Governance, inequality and urban land markets*. J. Maseland, ed. The state of African cities 2010. Nairobi.
- UN-Habitat.** 2017. *New Urban Agenda. Habitat III: Quito 17-20 October 2016*. Nairobi. <https://habitat3.org/wp-content/uploads/NUA-English.pdf>
- UN-Habitat.** 2019. *Urban-Rural Linkages: Guiding Principles. Framework for Action to Advance Integrated Territorial Development*. Nairobi. <https://unhabitat.org/sites/default/files/2020/03/url-gp-1.pdf>
- UN-Habitat.** 2020. *What is a city?* Nairobi. [https://unhabitat.org/sites/default/files/2020/06/city\\_definition\\_what\\_is\\_a\\_city.pdf](https://unhabitat.org/sites/default/files/2020/06/city_definition_what_is_a_city.pdf)
- UN-Habitat.** 2021. *Building resilience in the City food system of Antananarivo through adapted production systems*. Nairobi. [Cited 27 February 2024]. <https://www.urbanagendaplatform.org/best-practice/building-resilience-city-food-system-antananarivo-through-adapted-production-systems>
- UN-Habitat.** 2022a. *Priorities 2022-2023: Adequate Housing, Cities and Climate Change and Localising the Sustainable Development Goals*. Nairobi, United Nations Human Settlements Programme (UN-Habitat). <https://unhabitat.org/priorities-2022-2023-adequate-housing-cities-and-climate-change-and-localising-the-sustainable>
- UN-Habitat.** 2022b. *Envisaging the Future of Cities. World Cities Report 2022*. Nairobi
- UN-Habitat.** 2023. *Integrating Sustainable Food Systems in National and Sub-National Urban Policies (NUP and SNUP)*. National Urban Policies Guide. Nairobi. <https://urbanpolicyplatform.org/wp-content/uploads/2023/11/Integrating-Food-Systems-in-NUP.pdf>
- UNHCR (UN Refugee Agency).** 2023. *Global Trends. Forced Displacement in 2022*. Geneva. <https://www.unhcr.org/sites/default/files/2023-06/global-trends-report-2022.pdf>
- UNIDO (United Nations Industrial Development Organization).** 2020. *Short Food Supply Chains for Promoting Local Food on Local Markets*. Brussels.
- United Nations.** 1948. Universal Declaration of Human Rights. [Cited 11 March 2024]. In: *United Nations*. <https://www.un.org/en/about-us/universal-declaration-of-human-rights>
- United Nations.** 1967. International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights. [https://treaties.un.org/doc/treaties/1976/01/19760103%2009-57%20pm/ch\\_iv\\_03.pdf](https://treaties.un.org/doc/treaties/1976/01/19760103%2009-57%20pm/ch_iv_03.pdf)
- United Nations.** 2022a. The World's Food Supply is Made Insecure by Climate Change. In: *United Nations*. <https://www.un.org/en/academic-impact/worlds-food-supply-made-insecure-climate-change>

- United Nations.** 2022b. Global food imports on track to reach all-time high: FAO. In: *UN News*. [Cited 19 October 2023]. <https://news.un.org/en/story/2022/11/1130467#:~:text=Food%20import%20costs%20globally%20are,a%20report%20published%20on%20Friday>.
- United Nations.** 2023a. *The Sustainable Development Goals Report: Special edition. Towards a Rescue Plan for People and Planet*. United Nations. <https://unstats.un.org/sdgs/report/2023/The-Sustainable-Development-Goals-Report-2023.pdf>
- United Nations.** 2023b. UN warns of soaring global public debt: a record \$92 trillion in 2022. In: *United Nations Conference on Trade and Development*. [Cited 19 October 2023]. <https://unctad.org/news/un-warns-soaring-global-public-debt-record-92-trillion-2022>
- USAID (U.S. Agency for International Development).** 2023. *Food Systems Conceptual Framework: Companion Guide on Fragility, Conflict, and Violence*. Washington, D.C. [https://pdf.usaid.gov/pdf\\_docs/PA0211M1.pdf](https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PA0211M1.pdf)
- USDA (U.S. Department of Agriculture).** 2022. Food Access Research Atlas: Documentation. In: *Economic Research Service*. Washington, D.C. [Cited 6 May 2024]. <https://www.ers.usda.gov/data-products/food-access-research-atlas/documentation/>
- USDA.** 2023a. *Economic Research Service, U.S. Department of Agriculture: International Consumer and Food Industry Trends*. Washington, D.C. [Cited 28 March 2024]. <https://www.ers.usda.gov/topics/international-markets-u-s-trade/international-consumer-and-food-industry-trends/#data>
- USDA.** 2023b. Key Statistics & Graphics. In: *Economic Research Service, U.S. Department of Agriculture*. Washington, D.C. [Cited 9 October 2023]. <https://www.ers.usda.gov/topics/food-nutrition-assistance/food-security-in-the-u-s/key-statistics-graphics/>
- USDA.** 2023c. Rice Export Prices Highest in More Than a Decade as India Restricts Trade. In: *Foreign Agricultural Service, US Department of Agriculture (USDA)*. Washington, D.C. [Cited 19 October 2023]. <https://www.fas.usda.gov/data/rice-export-prices-highest-more-decade-india-restricts-trade>
- Vanek, J., Chen, M.A., Carré, F., Heintz, J. & Hussmanns, R.** 2014. *Statistics on the informal economy definitions, regional estimates and challenges*. Cambridge, MA., WIEGO.
- Vara-Sánchez, I., Gallar-Hernández, D., García-García, L., Morán Alonso, N. & Moragues-Faus, A.** 2021. The co-production of urban food policies: Exploring the emergence of new governance spaces in three Spanish cities. *Food Policy*, 103: 102120. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2021.102120>
- Vargas, C., Whelan, J., Brimblecombe, J., Brock, J., Christian, M. & Allender, S.** 2022. Co-creation of healthier food retail environments: A systematic review to explore the type of stakeholders and their motivations and stage of engagement. *Obesity Reviews*, 23(9): e13482. <https://doi.org/10.1111/obr.13482>
- Vedung, E.** 1997. Policy Instruments: Typologies and Theories. In: M.-L. Bemelmans-Videc, R.C. Rist & E. Vedung, eds. *Carrots, Sticks and Sermons: Policy Instruments and their Evaluation*. Oxon and New York, Routledge.
- van Veenhuizen, R. & Danso, G.** 2007. *Profitability and sustainability of urban and peri-urban agriculture*. Agricultural Management, Marketing and Finance Occasional Paper. 19. Rome, Food and Agriculture Organization of the United Nations. <https://ruaf.org/assets/2019/11/Profitability-and-Sustainability.pdf>
- Veldhuizen, L.J.L., Giller, K.E., Oosterveer, P., Brouwer, I.D., Janssen, S., Van Zanten, H.H.E. & Slingerland, M.A.** 2020. The Missing Middle: Connected action on agriculture and nutrition across global, national and local levels to achieve Sustainable Development Goal 2. *Global Food Security*, 24: 100336. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2019.100336>
- Veloso, N. & Schwartzman, F.** 2021. Sustainable school feeding programs: The experience in Latin America and Caribbean countries. In: *School Food, Equity and Social Justice*. First edition, pp. 123–139. London, Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781003112587-11>
- Ver Ploeg, M., Breneman, V., Farrigan, T., Hamrick, K., Hopkins, D., Kaufman, P., Lin, B.-H. et al.** 2009. Access to Affordable and Nutritious Food: Measuring and Understanding Food Deserts and Their Consequences: Report to Congress. <https://doi.org/10.22004/AG.ECON.292130>
- Verhaegen, I. & Van Huylenbroeck, G.** 2001. Costs and benefits for farmers participating in innovative marketing channels for quality food products. *Journal of Rural Studies*, 17(4): 443–456. [https://doi.org/10.1016/S0743-0167\(01\)00017-1](https://doi.org/10.1016/S0743-0167(01)00017-1)
- Vermeulen, S.J., Park, T., Khoury, C.K. & Béné, C.** 2020. Changing diets and the transformation of the global food system. *Annals of the New York Academy of Sciences*, 1478(1): 3–17. <https://doi.org/10.1111/nyas.14446>
- Véron, O.** 2023. 'We're just an ambulance at the bottom of the cliff': Strategies and (a)politics of change in Berlin's community food spaces. *Environment and Planning A: Economy and Space*, 55(7): 1670–1689. <https://doi.org/10.1177/0308518X231158101>
- Vidal Merino, M., Gajjar, S.P., Subedi, A., Polgar, A. & Van Den Hoof, C.** 2021. Resilient Governance Regimes That Support Urban Agriculture in Sub-Saharan Cities: Learning From Local Challenges. *Frontiers in Sustainable Food Systems*, 5: 692167. <https://doi.org/10.3389/fsufs.2021.692167>

- Vilar-Compte, M., Burrola-Méndez, S., Lozano-Marrufo, A., Ferré-Eguiluz, I., Flores, D., Gaitán-Rossi, P., Teruel, G. & Pérez-Escamilla, R. 2021. Urban poverty and nutrition challenges associated with accessibility to a healthy diet: a global systematic literature review. *International Journal for Equity in Health*, 20(1): 40. <https://doi.org/10.1186/s12939-020-01330-0>
- Virlouvet, C. & Marin, B. 2004. *Nourrir les cités de Méditerranée: antiquité--temps modernes*. Collection L'atelier méditerranéen. Paris, Maisonneuve & Larose, MMSH-Universidad Nacional de Educación a Distancia. <https://hal.science/hal-01427929>
- Visser, J. & Wangu, J. 2021. Women's dual centrality in food security solutions: The need for a stronger gender lens in food systems' transformation. *Current Research in Environmental Sustainability*, 3: 100094. <https://doi.org/10.1016/j.crsust.2021.100094>
- Vorley, B. 2023. *Working with informality: Constructive ways to transform food systems*. Working Paper. London, IIED. <https://www.iied.org/21431iied>
- de Vos, K., Janssens, C., Jacobs, L., Campforts, B., Boere, E., Kozicka, M., Leclère, D. et al. 2024. African food system and biodiversity mainly affected by urbanization via dietary shifts. *Nature Sustainability*. <https://doi.org/10.1038/s41893-024-01362-2>
- Vuong, V.T., Fiorella, K.J., Jones, A.D., Thi Trinh, H., Khoury, C.K., Huynh, T.T.T., Hoang, K.T. & Nguyen, K.T. 2023. The association between food environment, diet quality and malnutrition in low- and middle-income adult populations across the rural—Urban gradient in Vietnam. *Journal of Human Nutrition and Dietetics*, 36(6): 2201–2218. <https://doi.org/10.1111/jhn.13242>
- de Waal, A. 1990. A Re-assessment of Entitlement Theory in the Light of the Recent Famines in Africa. *Development and Change*, 21(3): 469–490. <https://doi.org/10.1111/j.1467-7660.1990.tb00384.x>
- Wachsmuth, D., Cohen, D.A. & Angelo, H. 2016. Expand the frontiers of urban sustainability. *Nature*, 536(7617): 391–393. <https://doi.org/10.1038/536391a>
- Wacquant, L. 2008. *Urban Outcasts: A Comparative Sociology of Advanced Marginality*. Cambridge, UK, Polity Press.
- Wagah, G.G., Obange, N. & Ogindo, H.O. 2018. Food poverty in Kisumu, Kenya. In: J. Battersby & V. Watson, eds. *Urban Food Systems Governance and Poverty in African Cities*. pp. 223–235. London, Routledge.
- Wallenborn, J.T., Valera, C.B., Kounnavong, S., Sayasone, S., Odermatt, P. & Fink, G. 2021. Urban-Rural Gaps in Breastfeeding Practices: Evidence From Lao People's Democratic Republic. *International Journal of Public Health*, 66: 1604062. <https://doi.org/10.3389/ijph.2021.1604062>
- Wallerstein, I.M. 2011. *The modern world system. 1: Capitalist agriculture and the origins of the European world-economy in the sixteenth century: with a new prologue / Immanuel Wallerstein*. Studies in social discontinuity. Berkeley, USA, University of California Press.
- Wang, O., Somogyi, S. & Charlebois, S. 2020. Food choice in the e-commerce era: A comparison between business-to-consumer (B2C), online-to-offline (O2O) and new retail. *British Food Journal*, 122(4): 1215–1237. <https://doi.org/10.1108/BFJ-09-2019-0682>
- Wang, O. & Somogyi, S. 2018. Consumer adoption of online food shopping in China. *British Food Journal*, 120(12): 2868–2884. <https://doi.org/10.1108/BFJ-03-2018-0139>
- Wang, S., Li, G. & Fang, C. 2018. Urbanization, economic growth, energy consumption, and CO2 emissions: Empirical evidence from countries with different income levels. *Renewable and Sustainable Energy Reviews*, 81: 2144–2159. <https://doi.org/10.1016/j.rser.2017.06.025>
- Wang, Y. & Coe, N.M. 2021. Platform ecosystems and digital innovation in food retailing: Exploring the rise of Hema in China. *Geoforum*, 126: 310–321. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2021.08.007>
- Wanjohi, M., Griffiths, P., Wekesah, F., Muriuki, P., Muhia, N., Musoke, R.N., Fouts, H.N., Madise, N.J. & Kimani-Murage, E.W. 2016. Sociocultural factors influencing breastfeeding practices in two slums in Nairobi, Kenya. *International Breastfeeding Journal*, 12(1): 5. <https://doi.org/10.1186/s13006-016-0092-7>
- Warshawsky, D.N. 2015. The devolution of urban food waste governance: Case study of food rescue in Los Angeles. *Cities*, 49: 26–34. <https://doi.org/10.1016/j.cities.2015.06.006>
- Warshawsky, D.N. 2018. *The Growth of Food Banking in Cities of the Global South*. Hungry Cities Partnership Discussion Paper. No. 13. Waterloo, Canada, Hungry Cities Partnership. <https://scholars.wlu.ca/cgi/viewcontent.cgi?article=1013&context=hcp>
- Warshawsky, D.N. 2019. The Challenge of Food Waste Governance in Cities: Case Study of Consumer Perspectives in Los Angeles. *Sustainability*, 11(3): 847. <https://doi.org/10.3390/su11030847>
- Warshawsky, D.N. 2020. Food waste and the growth of food banks in the Global South. In: J. Crush, B. Frayne & G. Haysom, eds. *Handbook on Urban Food Security in the Global South*. pp. 328–340. Cheltenham, UK, Edward Elgar Publishing. <https://doi.org/10.4337/9781786431516>
- Warshawsky, D.N. 2023. *Food waste, food insecurity, and the globalization of food banks*. Iowa City, University of Iowa Press.
- Watson, S. & Studdert, D. 2006. *Markets as sites for social interaction: Spaces of diversity*. Bristol, The Policy Press.

- Watson, V.** 2021. The return of the city-region in the new urban agenda: is this relevant in the Global South? *Regional Studies*, 55(1): 19–28. <https://doi.org/10.1080/00343404.2019.1664734>
- Wegerif, M. & Kissoly, L.** 2023. Perspective from an African City: Food Market Governance in Dar es Salaam. In: A. Moragues-Faus, J. Clark, J. Battersby & A. Davies, eds. *Routledge Handbook of Urban Food Governance*. London, UK, Routledge.
- Wegerif, M.C.A.** 2018. An ethnographic exploration of food and the city. *Anthropology Today*, 34(5): 16–19. <https://doi.org/10.1111/1467-8322.12460>
- Wegerif, M.C.A.** 2020. "Informal" food traders and food security: experiences from the Covid-19 response in South Africa. *Food Security*, 12(4): 797–800. <https://doi.org/10.1007/s12571-020-01078-z>
- Weir, M., Rongerude, J. & Ansell, C.K.** 2009. Collaboration Is Not Enough: Virtuous Cycles of Reform in Transportation Policy. *Urban Affairs Review*, 44(4): 455–489. <https://doi.org/10.1177/1078087408322590>
- Wellard-Cole, L., Davies, A. & Allman-Farinelli, M.** 2022. Contribution of foods prepared away from home to intakes of energy and nutrients of public health concern in adults: a systematic review. *Critical Reviews in Food Science and Nutrition*, 62(20): 5511–5522. <https://doi.org/10.1080/10408398.2021.1887075>
- Wertheim-Heck, S., Raneri, J.E. & Oosterveer, P.** 2019. Food safety and nutrition for low-income urbanites: exploring a social justice dilemma in consumption policy. *Environment and Urbanization*, 31(2): 397–420. <https://doi.org/10.1177/0956247819858019>
- Wertheim-Heck, S.C.O. & Raneri, J.E.** 2019. A cross-disciplinary mixed-method approach to understand how food retail environment transformations influence food choice and intake among the urban poor: Experiences from Vietnam. *Appetite*, 142: 104370. <https://doi.org/10.1016/j.appet.2019.104370>
- Wertheim-Heck, S.C.O. & Raneri, J.E.** 2020. Food policy and the unruliness of consumption: An intergenerational social practice approach to uncover transforming food consumption in modernizing Hanoi, Vietnam. *Global Food Security*, 26: 100418. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2020.100418>
- Wertheim-Heck, S.C.O., Vellema, S. & Spaargaren, G.** 2015. Food safety and urban food markets in Vietnam: The need for flexible and customized retail modernization policies. *Food Policy*, 54: 95–106. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2015.05.002>
- Westbury, S., Ghosh, I., Jones, H.M., Mensah, D., Samuel, F., Irache, A., Azhar, N. et al.** 2021. The influence of the urban food environment on diet, nutrition and health outcomes in low-income and middle-income countries: a systematic review. *BMJ Global Health*, 6(10): e006358. <https://doi.org/10.1136/bmjgh-2021-006358>
- Westholm, L. & Ostwald, M.** 2020. Food production and gender relations in multifunctional landscapes: a literature review. *Agroforestry Systems*, 94(2): 359–374. <https://doi.org/10.1007/s10457-019-00397-1>
- WFP (World Food Programme).** 2023a. *WFP Urban Strategy. Achieving zero hunger in an urbanising world.*
- WFP.** 2023b. Burkina Faso. Satellite imagery analysis 2022: Cropland change detection analysis in hard-to-reach areas. World Food Programme. <https://reliefweb.int/attachments/1facf6d6-de43-46d3-8450-bc49def6ed53/WFP-0000147717.pdf>
- WFP.** 2023c. Sanku: Fortifying flour through a micronutrient dosifier. In: *World Food Programme Innovation Accelerator*. [Cited 16 October 2023]. <https://innovation.wfp.org/project/sanku>
- WFP USA (World Food Program USA).** 2017. *Winning the Peace: Hunger and Instability*. Washington, DC.
- Whiteman, E.D., Chrisinger, B.W. & Hillier, A.** 2018. Diet Quality Over the Monthly Supplemental Nutrition Assistance Program Cycle. *American Journal of Preventive Medicine*, 55(2): 205–212. <https://doi.org/10.1016/j.amepre.2018.04.027>
- WHO (World Health Organization).** 2005. *Preventing chronic diseases: a vital investment*. Geneva.
- WHO.** 2015. *WHO estimates of the global burden of foodborne diseases: foodborne disease burden epidemiology reference group 2007-2015*. Geneva. <https://iris.who.int/handle/10665/199350>
- WHO.** 2022. *Food marketing exposure and power and their associations with food-related attitudes, beliefs and behaviours: a narrative review*. Geneva. <https://www.who.int/publications/i/item/9789240041783>
- WHO.** 2023a. *Five keys for safer traditional food markets: risk mitigation in traditional food markets in the Asia-Pacific Region*. Manila, World Health Organization. Regional Office for the Western Pacific. <https://www.who.int/publications/i/item/9789290619956>
- WHO.** 2023b. *World health statistics 2023: monitoring health for the SDGs, Sustainable Development Goals*. Geneva.
- WHO.** 2024. Famine in Gaza is imminent, with immediate and long-term health consequences. In: *World Health Organization*. [Cited 26 March 2024]. <https://www.emro.who.int/opt/news/famine-in-gaza-is-imminent-with-immediate-and-long-term-health-consequences.html#:~:text=18%20March%202024%2C%20The%20latest,Strip%20at%20risk%20as%20well>
- Wiggins, S. & Keats, S.** 2015. *The rising cost of a healthy diet: Changing relative prices of foods in high-income and emerging economies*. London, Overseas Development Institute.



- Willett, W., Rockström, J., Loken, B., Springmann, M., Lang, T., Vermeulen, S., Garnett, T. et al.** 2019. Food in the Anthropocene: the EAT–Lancet Commission on healthy diets from sustainable food systems. *The Lancet*, 393(10170): 447–492. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(18\)31788-4](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(18)31788-4)
- Wilson, R.T.** 2018. Domestic Livestock in African Cities: Production, Problems and Prospects. *Open Urban Studies and Demography Journal*, 4(1): 1–14. <https://doi.org/10.2174/2352631901804010001>
- Witt, B.L.** 2016. Towards a Human Right to Food: Implications for Urban Growing in Baltimore City, Maryland. *Fordham Urb. L.J.*, 43: 405.
- Wolff, M. & Wiechmann, T.** 2018. Urban growth and decline: Europe’s shrinking cities in a comparative perspective 1990–2010. *European Urban and Regional Studies*, 25(2): 122–139. <https://doi.org/10.1177/0969776417694680>
- Wood, B., Williams, O., Baker, P. & Sacks, G.** 2023a. Behind the ‘creative destruction’ of human diets: An analysis of the structure and market dynamics of the ultra-processed food manufacturing industry and implications for public health. *Journal of Agrarian Change*, 23(4): 811–843. <https://doi.org/10.1111/joac.12545>
- Wood, A., Queiroz, C., Deutsch, L., González-Mon, B., Jonell, M., Pereira, L., Sinare, H., Svedin, U. & Wassénius, E.** 2023b. Reframing the local–global food systems debate through a resilience lens. *Nature Food*, 4(1): 22–29. <https://doi.org/10.1038/s43016-022-00662-0>
- Wordie, J.R.** 2000. Perceptions and Reality: the Effects of the Corn Laws and their Repeal in England, 1815–1906. In: J.R. Wordie, ed. *Agriculture and Politics in England, 1815–1939*. pp. 33–69. London, Palgrave Macmillan UK. [https://doi.org/10.1057/9780230514775\\_2](https://doi.org/10.1057/9780230514775_2)
- World Bank.** 2021. *Future of Food. Building Stronger Food Systems in Fragility, Conflict, and Violence Settings*. Washington, D.C., International Bank for Reconstruction and Development & The World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/5ac790af-a0fd-5714-984e-b271367d33bf/content>
- World Bank.** 2023. Demand for Online Gig Work Rapidly Rising in Developing Countries. In: *The World Bank*. [Cited 21 February 2024]. <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2023/09/07/demand-for-online-gig-work-rapidly-rising-in-developing-countries>
- World Economic Forum.** 2023. Informal settlements are growing worldwide — here’s what we need to do. In: *World Economic Forum*. [Cited 29 February 2024]. <https://www.weforum.org/agenda/2023/08/informal-settlements-are-growing-heres-how-we-provide-everyone-a/>
- WoW (War on Want), WEAZ (Workers Education Association Zambia) & AZIEA (Alliance for Zambia Informal Economy Associations).** 2006. *Forces for Change: Informal economy organisations in Africa*. London, WoW. <https://waronwant.org/sites/default/files/Forces%20for%20Change%20-%20Informal%20economy%20organisations%20in%20Africa.pdf>
- WRI Ross Center.** 2021. Sustainable Food Production for a Resilient Rosario. 2020–2021 Grand Prize Winner. <https://prizeforcities.org/project/sustainable-food-production-rosario>
- Xin, J., Zhao, L., Wu, T., Zhang, L., Li, Y., Xue, H., Xiao, Q. et al.** 2021. Association between access to convenience stores and childhood obesity: A systematic review. *Obesity Reviews*, 22(S1): e12908. <https://doi.org/10.1111/obr.12908>
- Xin, W., Yang, Y. & Shi, H.P.** 2022. Hunger-free hospital initiative: fighting “the skeleton in the hospital closet”. *Precision Nutrition*, 1(3).
- Xu, F., Qiu, L., Binns, C.W. & Liu, X.** 2009. Breastfeeding in China: a review. *International Breastfeeding Journal*, 4(1): 6. <https://doi.org/10.1186/1746-4358-4-6>
- Yadav, V.S., Singh, A.R., Gunasekaran, A., Raut, R.D. & Narkhede, B.E.** 2022. A systematic literature review of the agro-food supply chain: Challenges, network design, and performance measurement perspectives. *Sustainable Production and Consumption*, 29: 685–704. <https://doi.org/10.1016/j.spc.2021.11.019>
- Yan, D., Liu, L., Liu, X. & Zhang, M.** 2022. Global Trends in Urban Agriculture Research: A Pathway toward Urban Resilience and Sustainability. *Land*, 11(1): 117. <https://doi.org/10.3390/land11010117>
- Yenerall, J. & Chen, R.** 2023. Food Retailer, Restaurant, and Online Grocery Shopping Use and Household Food Waste: Evidence from U.S. Households in 2022. *Journal of Food Products Marketing*, 29(7): 232–254. <https://doi.org/10.1080/10454446.2023.2234850>
- Young, G. & Crush, J.** 2020. The urban informal food sector in the Global South. In: J. Crush, B. Frayne & G. Haysom, eds. *Handbook on urban food security in the global south*. pp. 198–217. Cheltenham, UK, Edward Elgar Publishing Limited.
- Yuan, G.N., Marquez, G.P.B., Deng, H., Lu, A., Fabella, M., Salonga, R.B., Ashardiono, F. & Cartagena, J.A.** 2022. A review on urban agriculture: technology, socio-economy, and policy. *Heliyon*, 8(11): e11583. <https://doi.org/10.1016/j.heliyon.2022.e11583>
- Zafar, S. & Zehra, M.E.** 2022. Determinants of food insecurity before and during COVID-19: An empirical analysis for Malawi. *International Journal of Disaster Risk Reduction*, 83: 103434. <https://doi.org/10.1016/j.ijdrr.2022.103434>
- de Zeeuw, H. & Drechsel, P., eds.** 2015. *Cities and agriculture: developing resilient urban food systems*. Earthscan food and agriculture series. London, Routledge



- Zeller, V., Towa, E., Degrez, M. & Achten, W.M.J. 2019. Urban waste flows and their potential for a circular economy model at city-region level. *Waste Management*, 83: 83–94. <https://doi.org/10.1016/j.wasman.2018.10.034>
- Zerbian, T. & de Luis Romero, E. 2023. The role of cities in good governance for food security: lessons from Madrid's urban food strategy. *Territory, Politics, Governance*, 11(4): 794–812. <https://doi.org/10.1080/21622671.2021.1873174>
- Zeuli, K., Nijhuis, A., Macfarlane, R. & Ridsdale, T. 2018. The Impact of Climate Change on the Food System in Toronto. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 15(11): 2344. <https://doi.org/10.3390/ijerph15112344>
- Zeza, A. & Tasciotti, L. 2010. Urban agriculture, poverty, and food security: Empirical evidence from a sample of developing countries. *Food Policy*, 35(4): 265–273. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2010.04.007>
- Zhai, F.Y., Du, S.F., Wang, Z.H., Zhang, J.G., Du, W.W. & Popkin, B.M. 2014. Dynamics of the Chinese diet and the role of urbanicity, 1991–2011. *Obesity Reviews*, 15(S1): 16–26. <https://doi.org/10.1111/obr.12124>
- Zhong, S. & Di, H. 2017. Struggles with Changing Politics: Street Vendor Livelihoods in Contemporary China. In: D.C. Wood, ed. *Research in Economic Anthropology*. pp. 179–204. Vol. 37. Leeds, UK, Emerald Publishing Limited. <https://doi.org/10.1108/S0190-128120170000037009>
- Zhong, T., Crush, J., Si, Z. & Scott, S. 2023. The Nanjing model: Comprehensive food system governance, localization and urban food security in China. *Global Food Security*, 38: 100709. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2023.100709>
- Zimmer, A., Guido, Z., Davies, J., Joshi, N., Chilenga, A. & Evans, T. 2022. Food systems and rural-urban linkages in African secondary cities. *Urban Transformations*, 4(1): 13. <https://doi.org/10.1186/s42854-022-00042-8>
- Zimmerman, R., Zhu, Q. & Dimitri, C. 2018. A network framework for dynamic models of urban food, energy and water systems (FEWS). *Environmental Progress & Sustainable Energy*, 37(1): 122–131. <https://doi.org/10.1002/ep.12699>
- Ziraba, A.K., Fotso, J.C. & Ochako, R. 2009. Overweight and obesity in urban Africa: A problem of the rich or the poor? *BMC Public Health*, 9(1): 465. <https://doi.org/10.1186/1471-2458-9-465>
- Zivkovic, A., Merchant, E.V., Nyawir, T., Hoffman, D.J., Simon, J.E. & Downs, S. 2022. Strengthening Vegetable Production and Consumption in a Kenyan Informal Settlement: A Feasibility and Preliminary Impact Assessment of a Sack Garden Intervention. *Current Developments in Nutrition*, 6(5): nzac036. <https://doi.org/10.1093/cdn/nzac036>



À une époque où près de 80 pour cent de la population mondiale vit dans des zones urbaines ou périurbaines, il est plus que jamais essentiel de cerner la complexité des systèmes alimentaires urbains et périurbains et de la prendre en considération. Ce rapport novateur du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE-FSN) remet en question les récits dominants en révélant que plus des trois quarts des personnes en situation d'insécurité alimentaire dans le monde vivent dans des zones urbaines ou périurbaines, et que ces dernières sont l'épicentre du fardeau multiple de la malnutrition.

Le rapport comporte une analyse approfondie des défis et des possibilités propres à ces zones. Il montre que celles-ci ont des répercussions profondes sur les systèmes alimentaires, en ce qu'elles influencent les modes de production, de distribution et de consommation dans le monde entier. Ses auteurs soulignent qu'il est nécessaire de mettre en place des systèmes alimentaires équitables, accessibles, durables et résilients pour concrétiser le droit à l'alimentation.

Les auteurs expliquent aussi qu'il importe d'adopter une gouvernance multiniveaux, multilatérale et multi-acteurs et mettent en évidence les liens complexes qui existent entre les systèmes alimentaires et d'autres systèmes essentiels liés à l'eau, à l'énergie et à la mobilité. Les recommandations de politique générale orientées vers l'action qui sont formulées dans le présent rapport en font un outil essentiel pour les responsables politiques, les chercheurs et toutes les parties prenantes qui œuvrent en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le contexte d'une urbanisation rapide.

